



Document: 830-521/009

CONFERENCE OF THE COUNCIL OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR TRANSPORTATION AND HIGHWAY SAFETY



News Release

Participation in Federal-Provincial Conferences

Québec

WINNIPEG, Manitoba
October 5, 1994

121
NEWS RELEASE

FOR IMMEDIATE RELEASE

Telbec: All media

PARTICIPATION IN FEDERAL-PROVINCIAL CONFERENCES

The Quebec government clarifies its position

Quebec, October 4, 1994 - Quebec's Minister for Canadian Intergovernmental Affairs, Louise Beaudoin, today announced the policy that the Quebec Government will follow regarding participation in intergovernmental meetings.

In announcing this position, Mrs Beaudoin declared the interests of the people of Quebec will guide the actions of the government, whose goal is not to paralyze the federal system nor to lobby for in-depth reforms that we all know, since Meech Lake and Charlottetown, are impossible, but rather to get out of the system by attaining full political sovereignty.

In principle, Quebec's active presence will be assured, generally by ministerial-level participation,, at federal-provincial conferences and meetings dealing with matters of constitutional jurisdiction shared between the federal government and its the provincial counterparts. Examples would be agricultural issues, or as the case in Winnipeg tomorrow, transport issues.

Beyond this participation that lie within the framework of the constitutional division of jurisdictions, the Quebec government will proceed on a case by case basis.

As a general rule, Quebec will not actively participate at the ministerial level in federal-provincial conferences on subjects that fall within its exclusive constitutional jurisdiction. However, it will not boycott such meetings, but will usually be represented by a member of the Quebec public service who will act as technical participant or observer.

The Government of Quebec intends to actively participate in any federal-provincial conference or gathering dealing with issues relating to the opening up of markets or the continentalization of certain activities, as in the fields of transportation and communications. Quebec will thus be contributing to measures aimed at ensuring the proper functioning of the economic space it shares with other parts of Canada and the most efficient possible linking of this economic space with larger economic spaces.

In addition to these considerations, Ms. Beaudoin stated that Quebec would also assess the advisability of participating in

federal-provincial conferences in the light of their effectiveness.

Ms. Beaudoin stated that Quebec was not looking for and would not look for confrontation in its relations with the federal government and the governments of other member States of the Canadian federation. It was adopting an attitude that was both consistent and pragmatic, based on the mandate it was given by the people of Quebec within the framework of its political objective.

Source: Gilles Corbeil

Executive Assistance

Office of the Minister
for Canadian Intergovernmental Affairs

(418) 643-4011



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118954866>

Document : 830-521/009

CONFÉRENCE DU CONSEIL DES MINISTRES RESPONSABLES DES TRANSPORTS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



Communiqué Participation aux conférences fédérales-provinciales

Québec

WINNIPEG (Manitoba)
Le 5 octobre 1994



Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Secrétariat aux affaires
intergouvernementales canadiennes

COMMUNIQUÉ

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Telbec : Tous les médias

PARTICIPATION AUX CONFÉRENCES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Le gouvernement du Québec précise sa position

Québec, le 4 octobre 1994 - La ministre déléguée aux affaires intergouvernementales canadiennes, madame Louise Beaudoin, a fait connaître aujourd'hui la ligne de conduite que suivra le gouvernement du Québec en ce qui concerne sa participation aux rencontres intergouvernementales.

En rendant publique cette position, madame Beaudoin a souligné que c'est l'intérêt des Québécoises et des Québécois qui servira de guide essentiel pour l'action d'un gouvernement dont l'objectif n'est pas de paralyser le système fédéral, ni d'en revendiquer une réforme en profondeur dont on sait depuis Meech et Charlottetown qu'elle est impossible, mais d'en sortir en accédant à la pleine souveraineté politique.

La présence active du Québec sera en principe assurée, généralement par une participation de niveau ministériel, lors de conférences ou de réunions fédérales-provinciales portant sur des matières relevant de compétences constitutionnelles partagées entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces. À titre d'exemple, on peut mentionner les questions concernant l'agriculture ou, ce qui est le cas demain à Winnipeg, le domaine des transports.

Au-delà de cette participation s'inscrivant dans la logique de la répartition constitutionnelle des compétences, le gouvernement du Québec procédera au cas par cas.

En règle générale, le Québec ne participera pas activement au niveau ministériel à une conférence fédérale-provinciale portant sur un thème relevant de sa compétence constitutionnelle exclusive. Il ne pratiquera toutefois pas alors une politique de la chaise vide. Il sera représenté le plus souvent par un membre de la fonction publique québécoise, qui y jouera le rôle de participant technique ou celui d'observateur.

OCT-04-'94 MAR 17:49 IDIC EXE QUE 6438730 NO TEL:418-643-4011 M19521 M085 P02

-2-

Le gouvernement du Québec entend par ailleurs assurer sa présence active à l'occasion de toute conférence ou rencontre fédérale-provinciale dont l'ordre du jour comprendra l'étude de questions liées à l'ouverture des marchés ou à la continentalisation de certaines activités, comme par exemple dans les domaines des transports et des communications. Le Québec apportera ainsi son concours aux mesures visant à assurer le bon fonctionnement de l'espace économique qu'il partage avec les autres parties du Canada et l'arrimage le plus efficace possible de cet espace économique aux plus grands ensembles économiques.

Outre ces considérations, madame Beaudoin a déclaré que le Québec entend aussi évaluer l'opportunité de sa participation aux conférences fédérales-provinciales à la lumière de leur efficacité.

Le Québec, a déclaré madame Beaudoin, « ne recherche pas et ne recherchera pas la confrontation dans ses relations avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres États membres de la fédération canadienne. En agissant ainsi, il adopte une attitude à la fois cohérente et pragmatique, inspirée par le mandat qu'il a reçu de la population du Québec dans le cadre de l'objectif politique qui est le sien ».

- 30 -

Source : Gilles Corbett
Chef de cabinet
Cabinet de la ministre déléguée
aux affaires intergouvernementales canadiennes
(418) 643-4011



THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

CHICAGO, ILLINOIS

The following is a list of the names of the persons who have been admitted to the University of Chicago since the beginning of the year 1900. The names are arranged in alphabetical order of the last name. The names of the persons who have been admitted to the University of Chicago since the beginning of the year 1900 are as follows:

ADMITTED TO THE UNIVERSITY OF CHICAGO SINCE THE BEGINNING OF THE YEAR 1900

ADMITTED TO THE UNIVERSITY OF CHICAGO SINCE THE BEGINNING OF THE YEAR 1900

ADMITTED TO THE UNIVERSITY OF CHICAGO SINCE THE BEGINNING OF THE YEAR 1900

ADMITTED TO THE UNIVERSITY OF CHICAGO SINCE THE BEGINNING OF THE YEAR 1900

Document : 830-521/011

CONFÉRENCE DU CONSEIL DES MINISTRES RESPONSABLES DES TRANSPORTS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Communiqué

Conférence



WINNIPEG (Manitoba)
Le 5 octobre 1994

CONFÉRENCE DES MINISTRES DES TRANSPORTS

WINNIPEG (Manitoba), le 5 octobre 1994 – Les ministres responsables des transports et de la sécurité routière se sont réunis aujourd'hui à Winnipeg pour discuter d'un certain nombre de questions d'importance nationale relatives aux transports. Parmi les points à l'ordre du jour figuraient : la politique routière nationale, le Code canadien de sécurité, le développement des chemins de fer et les projets d'accord sur le commerce interprovincial.

Les ministres ont réaffirmé que le réseau routier national était un élément crucial pour la vitalité économique du Canada. Ils ont pris note de l'intention du Québec de réexaminer l'accord de principe sur le réseau routier pancanadien et de reporter à plus tard toute décision à ce sujet, à la lumière du fait qu'il s'agit d'une compétence provinciale exclusive. Les autres provinces et les territoires ont indiqué qu'ils disposaient des fonds nécessaires à la création d'un programme routier national, et qu'ils détermineraient le montant des fonds disponibles et la durée du financement afin de les communiquer au ministre fédéral dans les 30 jours. Ce dernier a déclaré pour sa part qu'il tenterait d'obtenir des fonds pour ce programme dans le cadre du processus budgétaire fédéral et qu'il s'engageait à donner une réponse d'ici le 15 décembre 1994.

Les ministres ont convenu que l'élaboration du Code canadien de sécurité restait un objectif national important et que le Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé devait examiner les diverses composantes du projet et décider des priorités.

Le ministre fédéral a transmis à ses collègues les dernières nouvelles concernant le développement des chemins de fer, notamment en ce qui a trait à l'offre d'achat par CP Rail du réseau de CN dans l'Est. Les ministres ont reçu l'assurance que l'échéance fixée par CP Rail n'engageait pas le gouvernement fédéral. Le ministre fédéral a en outre précisé que le gouvernement fédéral était en train de réaliser une étude de l'industrie des chemins de fer. Celle-ci portera sur un grand nombre des problèmes qui touchent cette industrie. Le ministre a annoncé la création d'un groupe de travail fédéral, composé de huit membres, qui sera chargé d'obtenir l'avis des Canadiens sur l'avenir de CN Amérique du Nord. Les ministres provinciaux ont indiqué qu'ils souhaitaient que cette étude donne lieu à un réseau ferroviaire efficace et concurrentiel qui permettrait de continuer le développement économique des collectivités. Les ministres ont ajouté qu'ils désiraient être consultés à ce sujet.

Les ministres ont pris connaissance d'un rapport sur les mesures nécessaires à l'harmonisation des règlements et des normes relatives à l'Accord de commerce intérieur, notamment en ce qui concerne le transport routier intra-provincial et extra-provincial.

La prochaine conférence des ministres aura lieu à Victoria, en octobre 1995.

Document: 830-521/011

**CONFERENCE OF THE COUNCIL OF MINISTERS RESPONSIBLE
FOR TRANSPORTATION AND HIGHWAY SAFETY**

Communique

Conference



WINNIPEG, Manitoba
October 5, 1994

TRANSPORT MINISTERS MEET

WINNIPEG, Manitoba - October 5th, 1994 -- Ministers Responsible for Transportation and Highway Safety met today in Winnipeg to discuss a number of transportation issues of national significance. Today's agenda included: national highway policy; the national safety code; national rail developments; and interprovincial trade agreement plans.

Ministers reaffirmed the importance of the National Highway System for Canada's economic well-being. Ministers noted Quebec's intentions to re-examine the case for a national highway system agreement and to postpone their decision on this subject, which they maintain is a provincial jurisdiction. Other provinces and territories collectively indicated that their funding for a National Highway Program was available and undertook to identify the level and duration of funding and communicate this to the Federal Minister within 30 days. The Federal Minister indicated he would continue to seek funding for the National Highway Program within the context of the overall federal budget process and committed to respond by December 15, 1994.

Ministers noted that the objective of achieving a National Safety Code remained an important national goal and concurred that further work by the Canadian Council of Motor Transport Administrators to review and prioritize the component initiatives be carried out.

The Federal Minister provided an update on national rail developments including CP Rail's bid to purchase CN's eastern operations. Ministers were assured that the time limit set by CP Rail was not binding on the Federal Government. He indicated that the federal government is undertaking a review of the rail industry. The review will cover the broad

range of issues facing the industry. He further indicated that an eight member federal Task Force has been created to travel across the country to hear the opinions of Canadians on the future ownership and operations of CN North America. The provincial ministers expressed their concern that the end result of the review ensure an efficient, competitive and effective rail system that would continue to support the economic development of their communities. Ministers also indicated they expected to be consulted.

Ministers received a report on actions required to carry forward the commitments to harmonize regulations and standards in the Agreement on Internal Trade, including intra-/extra-provincial trucking.

The next regular meeting of the Council will take place in Victoria in October 1995.

Document : 830-521/014

**CONFERENCE OF THE COUNCIL OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR TRANSPORTATION AND HIGHWAY SAFETY**
**CONFÉRENCE DU CONSEIL DES MINISTRES RESPONSABLES DES
TRANSPORTS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

List of Ministers
Present

CICS

WINNIPEG, Manitoba
October 5, 1994

Liste des ministres
présents

SCIC

WINNIPEG (Manitoba)
Le 5 octobre 1994



**CONFERENCE OF THE COUNCIL OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR TRANSPORTATION AND HIGHWAY SAFETY**

**CONFÉRENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
RESPONSABLES DES TRANSPORTS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

MINISTERS PRESENT

The Honourable Doug Young
Minister of Transport, Canada

Co-Chair / Copräsident

The Honourable Peter Trynchy
Minister of Transportation and Utilities, Alberta

Co-Chair / Copräsident

The Honourable Gilles Pouliot
Minister of Transportation, Ontario

Monsieur Jacques Léonard
Ministre des Transports, Quebec

The Honourable Richie Mann
Minister of Transportation and Communications, Nova Scotia

The Honourable Sheldon A. Lee
Minister of Transportation, New Brunswick

The Honourable Glen M. Findlay
Minister of Highways and Transportation, Manitoba

The Honourable Jackie Pement
Minister of Transportation and Highways, British Columbia

The Honourable Keith Milligan
Minister of Transportation and Public Works, Prince Edward Island

The Honourable Andy Renaud
Minister of Highways and Transportation, Saskatchewan

The Honourable R. John Efford
Minister of Works, Services and Transportation, Newfoundland

The Honourable John Todd
Minister of Transportation, Northwest Territories

DOCUMENT: 830-522/007

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS OF HEALTH

A circular red ink stamp from the University of Toronto, featuring a stylized crest in the center and the words "University of Toronto" curved along the bottom edge.

University of Toronto

Press Release

HALIFAX (Nova Scotia)
September 14-15, 1994

MINISTERS OF HEALTH WRAP UP TWO DAY MEETING

HALIFAX, September 15, 1994 -- Federal/provincial/territorial Ministers of Health discussed a number of issues including Canada Health Act cooperation, health system renewal and the national blood system at a two day meeting here.

Quebec and Northwest Territories Ministers were not present at the meeting.

1. **Canada Health Act**

All Ministers reaffirmed their support for the Canada Health Act principles and agreed to continue collaboration in interpreting and applying its provisions. They are committed to maintaining a system of publicly funded insured physician and hospital services which are comprehensive, universal, accessible, portable and publicly administered.

Ministers considered two specific Canada Health Act issues:

- **Private Clinics**

A small number of private clinics have recently been established which provide some insured health services for which the patients are charged a service or facility fee.

Ministers are concerned that continued growth in the number of such private clinics could lead to the development of a private system of health care in which people who can pay will get faster access. Such a system would have a negative impact on the publicly funded services available in Canada, where access is based on medical need. It was noted that Alberta is still reviewing the issue of private clinics and has not reached conclusions regarding their role and impact on the health system in Alberta.

Ministers of Health agreed to maintain a high quality, publicly funded medicare system and agreed they will take whatever steps are required to regulate the development of private clinics in Canada. Alberta reserved inclusion in the regulatory strategy until its review of private clinics is concluded.

- **Out-of-Country Coverage for Health Services**

Currently, Canadians who travel outside the country are covered by a combination of private insurance and provincial/territorial plans. Ministers have requested their officials to continue their examination of the issue of coverage for Canadians travelling abroad.

2. Physician Resource Management

Ministers of Health, in their discussion of physician resource planning, emphasized that physicians must continue to be regarded as a national health resource.

During the past year, some provinces have implemented policies to restrict entry to practice based on province of training. Ministers agreed to work together to remove these barriers as a national supply plan unfolds.

Ministers have completed a schedule for the development of a national supply plan and will work with medical associations and other stakeholders across the country to assure graduates of Canadian medical schools opportunities to practice medicine where they are most needed. It is anticipated that within a year, each jurisdiction will have completed physician resource plans that will form the basis of this national plan. These plans will identify how many doctors will be needed in each province/territory.

Ministers agreed to work with Canada's medical schools to ensure physicians are trained to meet Canada's needs in an evolving health care system and thereby, improve the delivery of care for all Canadians.

Ontario will host a national conference on funding of medical schools to allow governments and stakeholders to share experiences and work together to define the role and more appropriate funding frameworks for academic health science centres.

3. National Blood System

In reviewing the progress of the Deputy Ministers' Task Force on Blood issues, the provincial/territorial Ministers reaffirmed the role of the Canadian Blood Agency as their agent responsible for the management of the national blood system. The Ministers unanimously agreed that a conclusion must be reached quickly on the definition of roles, responsibilities and interactions of the Canadian Blood Agency, the Canadian Red Cross Society and Health Canada as regulator.

The federal Minister agreed to work with the provinces to accelerate the efforts to more clearly define these roles and responsibilities. Ministers will focus special attention on facilitating the completion of a master agreement outlining the relationships between the Canadian Blood Agency and the Canadian Red Cross Society.

4. Population Health Report

Ministers accepted a paper on Population Health that recognized a broad range of factors, that affect the health of Canadians. Factors such as: income and social status; social support networks; education; employment and working conditions;

physical environments; personal healthy practices and coping skills; and healthy child development strongly influence health.

Ministers emphasized the importance of collaboration with Ministers in other Departments and with groups and individuals inside and outside the health sector, to improve the health of Canadians. Officials have been directed to vigorously pursue these new approaches.

5. Blood-borne Pathogen

Health Ministers gave support for an ongoing Federal role in coordinating and developing in collaboration with provincial/territorial ministries of health a national public health response to new or re-emerging disease/health issues.

The Health Ministers also supported plans for a national consensus conference on the surveillance, prevention and control of Hepatitis C. The conference is planned for December 1994.

6. Tobacco

Health Ministers received a progress report on the federal Tobacco Demand Reduction Strategy which is being developed and undertaken cooperatively with the provinces and territories and with Canada's health community. Results of the first cycle of the Survey on Smoking in Canada were also reviewed. Ministers expressed great concern about the increased prevalence of tobacco consumption among youth aged 15 to 19 years, especially young women. The Ministers expressed support of the Federal Minister's commitment to plain packaging, and urged her to proceed with the introduction as quickly as possible.

The provincial and territorial Ministers of Health also have aggressive programs for the reduction of tobacco consumption in their respective provinces. They acknowledged more concerted efforts must be implemented to address this pressing public health problem.

7. HIV/AIDS

Ministers received an update on the evolution of HIV/AIDS in Canada and the latest scientific information from the international conference in Japan on AIDS. On that basis, they reaffirmed their strong commitment to fight this national epidemic, through continued implementation of National and provincial AIDS program. Monitoring of the epidemic has revealed it is nationwide. The virus continues to spread in different populations at different rates. The Deputies were directed to adjust programs to reflect the latest scientific knowledge.

8. Health System Renewal

The need for federal/provincial/territorial partnership and cooperation was again emphasized by Ministers of Health as they agreed to continue to work together on a number of issues related to renewal of the Canadian health system.

Specific areas in which cooperation will be enhanced are:

- surveillance and prevention of communicable disease and monitoring of health determinants;
- accelerating the generic drug approval process; and
- further exploring cooperation on labour adjustment issues arising from changes to the health care system.

Recommendations for action in these areas will be developed for consideration by Deputy Ministers of Health in December.

All Ministers of Health emphasize provincial primacy in health care service delivery while acknowledging the need for a strong federal presence and a more clearly defined federal role in health.

Further discussions are planned regarding the Canada Health Act and the health system of the future including its funding.

DOCUMENT: 830-522/007

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE LA SANTÉ



Communiqué

HALIFAX (Nouvelle-Écosse)
les 14 et 15 septembre 1994

**LES MINISTRES DE LA SANTÉ
METTENT FIN À UNE RÉUNION DE DEUX JOURS**

HALIFAX, le 15 septembre 1994 -- À l'occasion d'une réunion de deux jours à Halifax, les ministres de la Santé des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont discuté d'un certain nombre de questions, y compris de la coopération dans le cadre de la Loi canadienne sur la santé, du renouvellement du système de santé et du système national d'approvisionnement en sang.

Les ministres du Québec et des Territoires du Nord-Ouest n'étaient pas présents à la réunion.

1. Loi canadienne sur la santé

Tous les ministres ont réitéré leur appui aux principes de la Loi canadienne sur la santé et ont convenu de poursuivre leur collaboration au chapitre de l'interprétation et de l'application des dispositions de la Loi. Ils s'engagent à maintenir un réseau de services médicaux et hospitaliers assurés qui soient complets, universels, accessibles, transférables, et dont le financement et l'administration sont assurés par le secteur public.

Les ministres ont examiné deux questions précises liées à la Loi canadienne sur la santé, à savoir :

Les cliniques privées

Un petit nombre de cliniques privées ont été établies récemment, et ces dernières fournissent certains services de santé assurés pour lesquels des frais de services médicaux ou cliniques sont imputés aux patients.

Les ministres s'inquiètent que le nombre grandissant de ces cliniques privées puisse mener à la création d'un système privé de soins de santé grâce auquel les personnes capables de payer pourraient obtenir des services plus rapidement. Un tel système aurait des répercussions négatives sur les services financés par les gouvernements qui sont offerts au Canada et dont l'accès est fondé sur les besoins de nature médicale. Il est à noter qu'en Alberta, la question des cliniques privées est encore à l'étude et aucune conclusion n'a été tirée sur le rôle de ces cliniques et sur les incidences qu'elles ont sur le régime des soins de santé de l'Alberta.

Les ministres de la Santé se sont dits d'accord pour maintenir un régime d'assurance-santé de grande qualité financé par les gouvernements et ils ont convenu d'entreprendre toute démarche qui pourrait être nécessaire pour réglementer l'établissement des cliniques privées au Canada. La province de l'Alberta s'est réservée un droit d'inclusion dans la stratégie de réglementation jusqu'à ce que son examen du dossier des cliniques privées soit terminé.

Assurance-santé à l'étranger

À l'heure actuelle, les Canadiens qui voyagent à l'extérieur du pays bénéficient d'une protection au moyen d'une combinaison d'assurances privées et de plans provinciaux ou territoriaux. Les ministres ont demandé à leurs fonctionnaires de poursuivre l'étude de ce dossier sur l'assurance-santé à l'étranger.

2. Gestion des effectifs médicaux

Lors de leurs pourparlers sur la gestion des effectifs médicaux, les ministres de la Santé ont insisté sur l'importance de continuer à envisager les médecins comme une ressource nationale.

L'an dernier, certaines provinces ont adopté des politiques restreignant l'accès à l'exercice de la médecine en fonction de la province de formation. À l'heure où un plan national de gestion des effectifs médicaux est en train de voir le jour, les ministres ont convenu d'abolir ces barrières.

Ayant établi un échéancier pour l'élaboration d'un plan national de gestion des effectifs médicaux, les ministres collaboreront maintenant avec les associations médicales et les autres intervenants dans l'ensemble du pays pour faire en sorte que les diplômés des écoles de médecine du Canada aient l'occasion de pratiquer la médecine là où on a le plus besoin d'eux. Il est prévu que d'ici un an, toutes les administrations compétentes auront établi leurs propres plans de gestion des effectifs médicaux, qui formeront le noyau du plan national. Ces plans préciseront le nombre de médecins requis dans chaque province et territoire.

Les ministres ont convenu de collaborer avec les écoles de médecine du Canada pour que les médecins reçoivent une formation leur permettant de répondre aux besoins du pays dans le cadre d'un régime de soins de santé en évolution et, ce faisant, d'améliorer la prestation des soins de santé pour tous les Canadiens.

L'Ontario sera l'hôte d'une conférence nationale sur le financement des écoles de médecine, au cours de laquelle les gouvernements et autres intervenants pourront mettre en commun leurs expériences et s'attacher à définir le rôle des centres universitaires des sciences de la santé et à élaborer des structures de financement plus appropriées pour ces centres.

3. Système national d'approvisionnement en sang

À la suite d'un examen des progrès accomplis par le groupe de travail des sous-ministres sur les questions liées au sang, les ministres ont réaffirmé le rôle de l'Agence canadienne du sang à titre d'agent responsable du système national d'approvisionnement en sang pour les gouvernements. Ils étaient tous d'accord pour dire qu'il faut en arriver à une conclusion rapidement sur la définition des rôles et des responsabilités de l'Agence canadienne du sang, de la Société canadienne de la Croix-Rouge et de Santé Canada en sa qualité d'organisme de réglementation, ainsi que sur les interactions entre ces organismes.

La ministre fédérale de la Santé a convenu de collaborer avec les provinces afin d'intensifier les efforts déployés pour mieux définir ces rôles et responsabilités. Les ministres s'emploieront particulièrement à faciliter le parachèvement d'une entente-cadre décrivant les rapports entre l'Agence canadienne du sang et la Société canadienne de la Croix-Rouge.

4. Rapport sur la santé des populations

Les ministres ont approuvé un document de stratégie sur la santé des populations et ont reconnu qu'une large éventail de facteurs influent sur la santé des Canadiens. La situation financière et sociale des Canadiens, les réseaux de soutien social, l'éducation, l'emploi et les conditions de travail, l'environnement physique, les soins d'hygiène personnelle et la capacité d'adaptation individuelle, la qualité du développement de l'enfant sont autant de facteurs qui influent fortement sur la santé des Canadiens.

Les ministres ont souligné l'importance de collaborer avec les ministres des autres ministères ainsi qu'avec les groupes et les personnes du milieu de la santé et de l'extérieur de ce milieu pour améliorer la santé des Canadiens. Les ministres ont chargé les fonctionnaires de poursuivre énergiquement les travaux dans ce domaine.

5. Pathogènes véhiculés par le sang

Les ministres de la Santé ont appuyé le rôle du gouvernement fédéral dans la coordination et l'élaboration, en collaboration avec les ministres de la santé des provinces et des territoires, d'un plan d'action national de santé publique relativement aux questions de santé et aux maladies qui sont nouvelles et qui ressurgissent.

Les ministres de la Santé ont approuvé les plans liés à la tenue d'une conférence pour un consensus scientifique national sur la surveillance, la prévention et le traitement de l'hépatite C. La conférence devrait avoir lieu en décembre 1994.

6. Tabagisme

Les ministres de la Santé ont reçu un rapport d'étape sur la Stratégie de réduction de la demande de tabac, qui est élaborée et entreprise conjointement avec les provinces et les territoires ainsi qu'avec les intervenants du milieu de la santé au Canada. Ils ont également examiné attentivement les résultats de la première étape de l'Enquête sur le tabagisme au Canada. Les ministres se sont dits très préoccupés par l'augmentation de l'usage du tabac chez les jeunes de 15 à 19 ans, en particulièrement chez les jeunes femmes. Les ministres ont appuyé l'engagement de la ministre fédérale à adopter des emballages neutres, et ils l'ont invitée à adopter ces nouveaux emballages dès que possible.

Les ministres de la Santé des provinces et des territoires mettent également en application dans leur administration respective des programmes agressifs de réduction de l'usage du tabac. Ils ont reconnu que des efforts plus concertés doivent être déployés à l'égard de ce problème prioritaire de santé publique.

7. VIH\SIDA

Les ministres ont pris connaissance d'un rapport sur la situation du VIH\SIDA au Canada et des récentes données scientifiques issues de la conférence internationale sur le SIDA qui s'est tenue au Japon. À la lumière de cette information, ils ont réaffirmé leur engagement ferme à lutter contre cette épidémie nationale au moyen des programmes nationaux et provinciaux de lutte contre le SIDA. Selon les rapports de surveillance, l'épidémie touche l'ensemble du pays et le virus continue à se propager dans différents secteurs de la population à un

rythme variable. On a confié aux sous-ministres la tâche d'adapter les programmes en fonction des données scientifiques les plus récentes.

8. RENOUVELLEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les ministres de la Santé ont convenu de poursuivre leur collaboration concernant un certain nombre de questions liées au renouvellement du système de santé canadien et, pour ce faire, ils ont de nouveau souligné la nécessité pour les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'établir des partenariats et de coopérer dans ce domaine.

La coopération des gouvernements sera accrue dans les secteurs suivants :

- surveillance et prévention des maladies transmissibles et surveillance des facteurs déterminants de la santé;
- accélération du processus d'approbation des médicaments génériques;
- coopération accrue pour ce qui est des besoins d'adaptation de la main-d'oeuvre découlant des modifications apportées au système des soins de santé.

En décembre, les sous-ministres de la santé examineront les recommandations qui auront été formulées dans ces divers secteurs d'activité.

Tous les ministres ont reconnu le rôle prépondérant des provinces en matière de prestation de services de santé tout en soulignant le besoin de maintenir une présence fédérale forte et de mieux définir le rôle du gouvernement fédéral dans le secteur de la santé.

Il est prévu de poursuivre les discussions au sujet de la Loi canadienne sur la santé et du système de santé de demain, y compris en ce qui concerne son financement.

DOCUMENT: 830-523/004

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS

Évaluation à mi-terme de la Stratégie nationale sur les forêts

Coalition pour la Stratégie nationale sur les forêts



FREDERICTON (Nouveau-Brunswick)

Le 5 octobre 1994

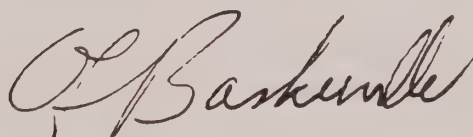
Septembre 1994

À la Coalition pour la Stratégie nationale sur les forêts,

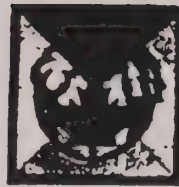
Suite à votre requête, un groupe, composé de M. Alexander T. Davidson, M. Daniel Lamarre, M. Claude Hollis Murray et moi-même, a entrepris une revue du progrès fait en matière de la Stratégie nationale sur les forêts, *Durabilité des forêts: un engagement canadien*. Nous avons suivi le *Cadre d'évaluation de la Stratégie nationale sur les forêts* qui nous a été fourni par la Coalition, sauf pour ce qui est de l'ajout de quelques engagements à la revue.

Nous avons été aidés dans notre travail par ESSA Technologies Ltd. et par M. André Rousseau de la Coalition.

Le rapport de notre groupe est joint.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'G. Baskerville', written in a cursive style.

Gordon L. Baskerville



NATIONAL
FOREST
STRATEGY
COALITION

COALITION POUR
LA STRATÉGIE
NATIONALE
SUR LES FORÊTS

COMMUNIQUÉ

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 29 SEPTEMBRE 1994

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES FORÊTS: LE CANADA EST ENGAGÉ DANS LA BONNE DIRECTION

Vancouver, Toronto, Montréal... "Après deux ans et demi, on constate que les signataires de l'Accord canadien sur les forêts poursuivent leur démarche et que, sur le plan international, la Stratégie nationale sur les forêts représente une entreprise nationale unique et exemplaire à cause du niveau auquel ces engagements ont été pris, de l'ampleur de leur couverture et de l'importance de la participation requise."

Ce jugement a été émis au terme d'une évaluation à mi-terme par un groupe indépendant de quatre spécialistes et portant sur la mise en oeuvre de la Stratégie quinquennale, élaborée en 1992. En signant alors l'Accord canadien sur les forêts, une trentaine d'organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux ainsi que des centaines de citoyens canadiens endossaient les 96 engagements de ce plan national de gestion destiné à améliorer la durabilité de toutes les ressources forestières du Canada.

Ce rapport à mi-terme a été rendu public aujourd'hui au cours d'une téléconférence de presse tenue simultanément à Vancouver, Toronto et Montréal et présidée par M. Jean Claude Mercier, président de la Coalition sur la Stratégie nationale sur les forêts, mandatée pour veiller à la mise en oeuvre de la Stratégie.

"Les membres de la Coalition sont très encouragés par le contenu du rapport qui traduit le progrès réalisé par les organisations sondées par les experts. Vu le nombre important d'activités et de réalisations au compte d'un large éventail de groupes gouvernementaux et non-gouvernementaux et de particuliers, mais non comptabilisés par les évaluateurs, le rapport confirme notre perception voulant que la Stratégie soit en très bonne voie de concrétisation partout au Canada", a commenté M. Mercier.

...2/

HEMI (QUÉBEC) K1A 1G5 (819) 997-1107 FAX (819) 953-7048

Sponsored by the Canadian Council of Forest Ministers

Parrainé par le Conseil canadien des ministres des forêts

Dans leur rapport, les experts notent un progrès substantiel et significatif des efforts du Canada pour contribuer à la saine gestion des forêts à l'échelle planétaire. Le pays s'est notamment positionné mondialement comme un chef de file en reconnaissant l'importance de la durabilité des forêts du globe et en favorisant une saine gestion de leurs ressources.

Les analystes ont également identifié certains engagements cruciaux de la Stratégie qui exigeront d'importants efforts et des ressources considérables, à savoir le parachèvement de la classification écologique des terres forestières, le parachèvement d'un réseau de zones protégées représentatives des forêts canadiennes, l'établissement d'inventaires forestiers qui livrent de l'information sur toute la gamme des valeurs de la forêt et la conception d'un jeu d'indicateurs nationaux de l'aménagement forestier durable.

"Au début de notre mandat, le Groupe était plutôt sceptique quant à la faisabilité d'une entreprise aussi ambitieuse que la Stratégie. Nous avons cependant été agréablement surpris de toutes les activités en cours que nous avons examinées. Des progrès raisonnables ont été notés un peu partout à travers le Canada et nous sommes d'avis que la plupart des engagements seront respectés substantiellement, comme prévu dans la Stratégie", a conclu le docteur Gordon Baskerville, président du groupe de spécialistes et professeur de foresterie à l'Université de la Colombie-Britannique.

-30-

Renseignements:

André Rousseau
Secrétaire
Coalition sur la Stratégie
nationale sur les forêts

François Filion
Communications
Service canadien des forêts

Téléphone: 819-997-1107
Télécopieur: 819-953-7048

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	i
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Un	1-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Deux	2-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Trois	3-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Quatre	4-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Cinq	5-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Six	6-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Sept	7-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Huit	8-1
Sommaire des engagements pour l’Orientation stratégique : Neuf	9-1
Précis	10-1

INTRODUCTION

Contexte

En 1992, quelque trente organisations et des centaines de Canadiennes et de Canadiens ont signé l'Accord canadien sur les forêts, confirmant leur engagement à une stratégie pour améliorer la durabilité de toutes les valeurs de leurs forêts. Parmi les signataires figuraient les provinces et territoires, le gouvernement fédéral, des intérêts autochtones, divers organismes non gouvernementaux s'intéressant particulièrement à l'environnement forestier, ainsi que des organismes représentant l'industrie, les propriétaires de boisés privés, le monde syndical, l'éducation et des associations professionnelles. Somme toute, les signataires ont accepté la responsabilité de mettre en oeuvre la vision décrite dans la Stratégie et confirmé qu'ils agiraient sur les 96 engagements, touchant toutes les activités forestières au Canada.

Le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF), mandataire de la Stratégie au nom des Canadiennes et des Canadiens, s'est engagé à ce que des évaluations soient entreprises par un tiers indépendant, à mi-chemin et encore une fois après cinq ans, et que les résultats de ces évaluations soient rendus publics. Cet engagement a été confirmé par la Coalition pour la Stratégie nationale sur les forêts (CSNF), qui supervise la mise en oeuvre de la Stratégie. La CSNF a demandé qu'un examen à mi-chemin soit effectué afin d'évaluer les progrès réalisés quant aux engagements. Cet examen à mi-chemin fait l'objet du présent rapport.

L'évaluation à mi-terme a été réalisée par un groupe indépendant de représentants avertis dans les domaines de la foresterie canadienne, de la durabilité des forêts, de questions internationales d'aménagement forestier, de l'éducation en matière d'aménagement des forêts, des gouvernements municipaux et de l'économie. Les membres du Groupe, qui ont accepté la responsabilité de mettre en oeuvre le cadre d'évaluation établi par la CSNF étaient :

- G.L. Baskerville professeur de foresterie, département de la foresterie et de la gestion des ressources, Université de la Colombie-Britannique
- A.T. Davidson président de la Fondation canadienne de la faune; ancien président de la Société géographique royale du Canada et sous-ministre adjoint, Parcs Canada
- D. Lamarre président sortant de la Capitale forestière canadienne 1993 (vallée de la Matapédia [Québec]); anciennement préfet de la M.R.C. de la Matapédia et maire de Lac-au-Saumon
- C.H. Murray ancien directeur général adjoint, département de la foresterie, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Approche de l'évaluation

Les 96 engagements pris dans la Stratégie nationale sur les forêts comprennent des tâches claires et bien définies, ainsi que des initiatives plus difficiles qui requièrent un changement des fondements éthiques de la foresterie durable dans l'ensemble du pays. L'évaluation à mi-terme a examiné les progrès réalisés en ce qui a trait au respect de 47 des 96 engagements. Ces 47 engagements ont été choisis pour représenter une coupe transversale des neuf orientations stratégiques contenues dans la Stratégie. Tous les engagements dont l'échéance ou la date cible est en 1992, 1993 ou 1994 ont été examinés au cours de cette évaluation.

L'évaluation a été réalisée au moyen d'enquêtes directes auprès des signataires de l'Accord canadien sur les forêts qui ont la responsabilité de prendre des mesures pour répondre aux engagements. Des demandes d'information ont également été faites auprès d'un grand nombre d'autres agences et organisations (tableau 1). Pour nombre des engagements, nous avons fait appel à plus d'une agence/institution pour obtenir de l'information. Nous avons tenté d'être le plus minutieux possible en termes du nombre d'organisations sollicitées pour fournir de l'information et le plus précis possible dans nos questions sur les progrès réalisés en ce qui concerne le respect des engagements.

L'information présentée dans la présente évaluation se fonde sur les réponses des répondants aux demandes d'information. Bien que dans quelques cas nos propres connaissances aient été utilisées pour compléter l'information fournie, dans la vaste majorité des cas nous avons limité les discussions dans ce rapport à l'information qui nous a été fournie. Nous avons compté beaucoup sur les représentants des agences et des organisations énumérées au tableau 1 pour nous fournir une information précise.

À l'aide de l'information recueillie, nous avons classé les engagements en comparant leur degré de réalisation atteint au moyen d'une échelle arbitraire : tenu; progrès substantiel; un certain progrès; peu ou pas de progrès; renseignements insuffisants. Les résultats représentent un classement «général» ou national pour tous les signataires, bien que nous ayons souligné certains organismes qui se sont démarqués d'une façon ou d'une autre.

Dans notre évaluation, nous avons trouvé que les critères devant être utilisés comme base pour évaluer les progrès réalisés en matière des engagements étaient, dans quelques cas, plus exigeants qu'ils ne devaient l'être pour être en accord avec le texte et l'esprit de l'engagement comme tel. Dans les cas où cette situation s'est produite, nous avons fondé notre évaluation du progrès sur notre compréhension de l'objectif de l'engagement plutôt que sur l'usage objectif des critères.

Commentaires du Groupe sélect

D'après les réponses que nous avons reçues, il est très clair que les choses ont beaucoup changé depuis que les engagements ont été pris. Les objectifs en aménagement forestier et les techniques pour atteindre ces objectifs ont changé dans le contexte de valeurs sociétales

qui évoluent rapidement. La rapidité et l'étendue de ces changements sont telles que, s'ils devaient être réécrits aujourd'hui, certains des engagements pris dans la Stratégie nationale sur les forêts seraient différents. Par exemple, le boisement des terres agricoles marginales (engagement 8.5) pourrait ne pas être une priorité d'aujourd'hui étant donné la reconnaissance émergente de la valeur écologique de ces terres.

Il est clair que la Stratégie était une entreprise ambitieuse, premièrement par le fait qu'elle implique une participation active d'une panoplie de structures organisationnelles et, deuxièmement, par le fait qu'elle demande une démonstration des changements qui se sont produits. Il est également clair que le désir de réaliser des objectifs et la vision de la Stratégie demeure fort parmi les signataires de l'Accord canadien sur les forêts et parmi les Canadiennes et les Canadiens en général. Ceci est démontré par l'enthousiasme de ceux avec qui nous avons communiqué au cours de cette évaluation, et par le progrès fait dans la réalisation des engagements de la Stratégie.

Nonobstant la courte période de temps qui s'est passée depuis le développement de la Stratégie, il est possible, dans des cas précis, de dire si les engagements ont été honorés et si du progrès a été réalisé. Cependant, à cause d'une inégalité locale des points de départ, la variation régionale résultante fait en sorte qu'il est difficile de mesurer le progrès avec l'ensemble du pays.

Contrairement aux changements sociaux, que l'on perçoit comme étant lents, la perspective de la société des valeurs écologiques a changé rapidement au cours des dernières années. (Par contre, les changements accumulés qui se produisent dans la forêt sont mesurés à l'échelle des générations humaines.)

La question centrale de la Stratégie est la durabilité, qui, bien sûr, ne peut être évaluée directement que sur de longues périodes de temps. Le concept est assez clair, mais la conversion de la durabilité en «une éthique annuelle» n'est pas simple. Les questions qui rendent difficile l'évaluation du progrès sont, en autres : Que doit-on soutenir? Dans quelle mesure doit-on soutenir? Quel niveau de qualité sera maintenu? Maintiendrons-nous une certaine valeur partout tout le temps, ou à certains endroits tout le temps? Nous n'avons pas résolu ces questions, pas plus que ne l'a fait la Stratégie elle-même, même si nous en avons tenu compte dans nos arguments individuels pour «cerner» les progrès réalisés quant aux engagements que nous avons évalués.

Le Canada prend les devants dans la marche exigeante vers la durabilité et nos conclusions indiquent que nous sommes dans la bonne direction. Après deux ans, on constate que les signataires de l'Accord canadien sur les forêts poursuivent leur démarche. Nous n'avons donc pas été surpris de découvrir, à mi-chemin, que peu des engagements que nous avons examinés ont été remplis. Par contre, des progrès importants ou modérés, selon le cas, ont été réalisés en ce qui a trait à l'ensemble des 47 engagements que nous avons examinés.

Il y a quelques questions que nous trouvons d'une importance particulière pour le succès de la Stratégie :

- parachèvement de la classification écologique des terres forestières (engagement 1.1);
- parachèvement d'un réseau de zones protégées représentatives des forêts canadiennes (engagement 1.8);
- établissement d'inventaires forestiers qui livrent de l'information sur toute la gamme des valeurs de la forêt (engagement 2.1) et,
- la conception d'un jeu d'indicateurs nationaux de l'aménagement forestier durable (engagement 3.5).

Ceux-ci sont des engagements cruciaux qui exigeront des efforts importants et des ressources financières considérables. Toutefois, ils constituent les pierres angulaires d'une grande partie de la Stratégie elle-même. Sans l'information de base et les efforts de conservation que ces engagements représentent, il sera difficile, sinon impossible, d'atteindre les objectifs de la Stratégie. Nous exhortons les signataires à concentrer leurs efforts sur ces engagements.

Un domaine dans lequel les progrès ont été substantiels et significatif est celui qui touche les efforts du Canada pour contribuer à la saine gestion des forêts à l'échelle planétaire (par exemple les engagements 9.4, 9.5 et 9.6). Le Canada est vu sur le plan mondial comme un chef de file bien conscient de l'importance de la durabilité globale et partisan d'une gestion avisée des ressources forestières du monde. Du point de vue international, la Stratégie représente une entreprise nationale unique et exemplaire, non seulement à cause de l'envergure et de l'étendue des engagements eux-mêmes, mais plus spécifiquement à cause du niveau auquel ces engagements ont été pris, de la profondeur de leur couverture et de la largeur de la participation qui est requise.

Conclusion

Le Groupe estime que des progrès raisonnables sont présentement en cours en ce qui a trait à l'ensemble des engagements pris en 1992. Nous pouvons nous attendre à ce que la plupart des engagements puissent être substantiellement remplis, tout comme il avait été prévu au départ.

Tableau 1 Liste des organisations, des institutions et des organismes auxquels on a demandé de l'information pendant l'évaluation à mi-terme.

<p>Gouvernements</p> <ul style="list-style-type: none"> Conseil canadien des ministres des forêts Service canadien des forêts (Ressources naturelles Canada) Ministère des Ressources naturelles de Terre-Neuve et du Labrador Ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts de l'Île-du-Prince-Édouard Ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie du Nouveau-Brunswick Ministère des Ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse Ministère des Ressources naturelles du Québec Ministère des Richesses naturelles de l'Ontario Ministère des Ressources naturelles du Manitoba Ministère de l'Environnement et de la Gestion des ressources de la Saskatchewan Ministère de la Protection de l'environnement de l'Alberta Ministère des Forêts de la Colombie-Britannique Ministère des Ressources renouvelables des Territoires du Nord-Ouest Ministère des Ressources renouvelables du Yukon <p>Institutions académiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Association des écoles forestières universitaires du Canada Université de Moncton Université du Nouveau-Brunswick Université Laval Université de Toronto Université Lakehead Université de l'Alberta Université de la Colombie-Britannique Université du Nord de la Colombie-Britannique 	<p>Associations industrielles et professionnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> Alberta Forest Products Association Association canadienne des pâtes et papiers Association des industries forestières du Québec Association des manufacturiers de bois de sciage de l'Ontario Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec Association nationale de foresterie autochtone Bureau du bois de sciage des Maritimes Council of Forest Industries Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels Fédération canadienne des propriétaires de boisés privés Institut forestier du Canada New Brunswick Forest Products Association Nova Scotia Forest Products Association <p>Organisations non gouvernementales</p> <ul style="list-style-type: none"> Association forestière canadienne Fédération canadienne de la faune Fédération canadienne de la nature Habitat faunique Canada Prince Edward Island Nature Trust <p>Organismes de recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> Forintek Canada Corp. Institut canadien de recherches en génie forestier Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers
--	---

Engagement 1.1 Les gouvernements procéderont à une classification écologique des terres forestières.

Critères : nombre de provinces qui ont élaboré un système de classification écologique; nombre de provinces dotées de guides de terrain; pourcentage des terres forestières classifiées et cartographiées.

Engagement tenu
✓ Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

La plupart des provinces et des territoires sont en voie d'élaborer des systèmes de classification écologique, et plus de la moitié des provinces et des territoires ont élaboré ou élaborent des guides de terrain. Le pourcentage des terres forestières classifiées et cartographiées varie énormément entre les provinces/territoires. Un surcroît d'efforts et de progrès sera requis pour réaliser cet engagement.

La classification écologique des terres forestières varie grandement à travers le Canada pour ce qui est de la présentation et des progrès réalisés jusqu'ici.

La Colombie-Britannique a procédé à la classification complète de ses écosystèmes biogéoclimatiques en fonction des sols, du climat et de la végétation. Après l'avoir divisé en 14 zones au 1/ 2 000 000, elle a cartographié tout son territoire, dressé des cartes plus détaillées et établi des guides de terrain régionaux pour faciliter la classification et l'interprétation au niveau des sites. Par contre, les Territoires du Nord-Ouest en sont aux balbutiements d'un système de classification écologique, les travaux ayant commencé en 1994 dans la vallée Liard. Les systèmes de classification écologique des terres (SCET) utilisés ou élaborés varient en nature. Les deux territoires et l'Alberta sont en train d'élaborer des systèmes semblables en fonction des

caractéristiques du climat, du sol, de la physiographie et de la végétation. De même, le SCET mis au point au Manitoba est calqué sur ceux de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario. Le Québec et le Nouveau-Brunswick conçoivent actuellement leurs systèmes conformément au Système fédéral de classification écologique des terres. Le Manitoba et l'Ontario développent leurs SCET en tenant compte des commentaires de l'industrie.

L'établissement de guides de terrain et de cartes suit généralement l'élaboration des systèmes de SCET, bien que certaines instances ont élaboré des systèmes de classification, des guides de terrain et des cartes pour une région avant de passer aux autres.

Le pourcentage des terres forestières classifiées et cartographiées varie grandement par province, tout comme

l'échelle de la cartographie. Ainsi, le Québec a cartographié tous ses districts écologiques, mais seulement 25 % de ses sites forestiers. De 75 à 80 % des terres forestières activement aménagées de l'Ontario sont classifiées, bien que seuls certains prototypes (comme la forêt modèle lac Abitibi) aient été cartographiés.

De façon analogue, toutes les terres forestières de Terre-Neuve ont été classifiées, mais seulement 10 % de la partie insulaire de la province a été cartographiée par classification des lieux. L'Alberta a cartographié toutes ses régions boisées à grande échelle, mais elle ne prévoit pas entreprendre une cartographie détaillée dans un proche avenir.

Les forêts modèles sont de plus en plus utilisées comme point de départ pour la cartographie. Comme la forêt modèle lac Abitibi, dont il est question précédemment, la forêt modèle Manitoba fait l'objet d'un nouveau projet de cartographie. Bien que 100 % des zones forestières du Manitoba aient été classifiées et cartographiées dans le cadre de l'inventaire des ressources forestières, on n'a pas encore procédé à la

cartographie du territoire à l'aide du nouveau guide de classification des écosystèmes forestiers. Dans le cadre du projet de la forêt modèle, on cartographie une section de la forêt à l'aide de la photographie infrarouge. Des clés de photo-interprétation seront mises au point à partir du guide. L'expérience tirée de ce projet sera mise à profit lorsqu'on appliquera le système de classification au reste de la province au moment d'un nouvel inventaire.

Un certain nombre de provinces ont indiqué que la cartographie ne constituait pas une priorité importante, en particulier si elles n'avaient pas terminé l'élaboration de leur SCET. Toutefois, l'information est entrée dans les SIG. Cette technologie est beaucoup utilisée dans la plupart des provinces.

Engagement 1.3 Les organismes publics et privés d'aménagement forestier évalueront les conditions pédologiques, climatiques et fauniques locales dans le cadre de la planification de la voirie, des systèmes de récolte et des activités sylvicoles.

Critères : nombre de provinces qui exigent une évaluation prérécolte tenant compte expressément du sol, de la faune, du climat et de la classification écologique; nombre d'entreprises (et pourcentage) qui utilisent des systèmes d'évaluation prérécolte dans le cadre de leur planification.

✓	Engagement tenu
	Progrès substantiel
	Un certain progrès
	Peu ou pas de progrès
	Renseignements insuffisants

À l'exception de la Saskatchewan, toutes les provinces et les deux territoires exigent que les entreprises actives sur les terres de la Couronne présentent une évaluation prérécolte ou un plan d'exploitation tenant compte expressément d'une ou de plusieurs des variables suivantes à un site lors de la planification de la voirie, des systèmes de récolte et des activités sylvicoles : sol, faune et climat.

Dans le cadre du processus de planification des opérations forestières, toutes les provinces et les deux territoires, à l'exception de la Saskatchewan, exigent que les entreprises actives sur les terres de la Couronne procèdent à une évaluation prérécolte.

Le plus souvent, les entreprises sont tenues de remettre des plans d'exploitation annuels qui décrivent comment elles entendent protéger et reboiser les terres de la Couronne la récolte. Ces plans d'exploitation annuels doivent être approuvés avant le début des opérations. C'est la Colombie-Britannique qui a les exigences les plus sévères en matière d'évaluation prérécolte : les entreprises qui y sont implantées sont juridiquement contraintes par le *Forest Act* d'établir une prescription de sylviculture prérécolte qui

doit être approuvée pour chaque bloc de coupe avant que le gouvernement ne délivre un permis de récolte. L'Ontario aura bientôt une exigence législative semblable, comme l'indique une loi récemment adoptée qui oblige à tenir compte d'une série de valeurs non ligneuses dans les plans d'aménagement forestier.

L'Institut forestier du Canada a recommandé que toutes les provinces adoptent le système mis au point par la Colombie-Britannique. Ainsi, une procédure officielle et rigoureuse d'évaluation prérécolte serait mise en œuvre.

Les critères liés à cet engagement sont plus rigoureux que l'engagement lui-même, car ils supposent plus de la prise en

compte que, en plus des conditions pédologiques, fauniques et climatiques, les organismes d'aménagement forestier devront tenir compte de la classification écologique au niveau des sites. Bien que les conditions pédologiques et fauniques soient généralement ponctuelles, la classification climatique et écologique est plus élargie en ce qui concerne l'ampleur et l'étendue spatiale. Le tableau ci-dessous montre quelles variables chaque province exige de prendre en compte dans une évaluation prérécolte.

	L'évaluation prérécolte exige la prise en compte de . . .		
Province/ Territoire	Sol	Faune	Climat
Yukon	✓		
T. N.-O.	✓	✓	✓
C.-B.	✓	✓	✓
Alb.	✓	✓	✓
Sask.			
Man.		✓	
Ont.	✓	✓	✓
Qc	✓	✓	
N.-B.	✓	✓	✓
N.-É.	✓	✓	
Î.-P.-É.	✓	✓	
T.-N.		✓	

Ainsi, les conditions pédologiques et fauniques sont le plus souvent considérées dans les évaluations prérécolte, tandis que peu de provinces exigent la prise en

compte du climat. En général, les facteurs climatiques sont implicites, car les variations climatiques régionales et saisonnières ont tendance à être distinctes.

Les provinces n'ont pas toutes élaboré un système de classification écologique (voir engagement 1.1). Selon la récente décision de l'Évaluation environnementale concernant la gestion du bois en Ontario, les entreprises doivent tenir compte du système de classification écosystémique des forêts dans leur processus de planification d'aménagement du bois lorsque des données existent.

Le nombre de compagnies qui procèdent à des évaluations prérécolte dans le cadre de leurs activités de planification varie d'une région à l'autre selon les procédures et pratiques de chaque province. En Colombie-Britannique, toutes les compagnies procèdent à des évaluations prérécolte, et en Alberta, tous les bénéficiaires de l'Accord sur l'aménagement forestier et les principaux bénéficiaires des quotas procèdent à des évaluations prérécolte, ce qui représente 84 % de la récolte annuelle de l'Alberta. Repap Manitoba a mis au point son propre formulaire de données prérécolte pour évaluer les sites dans le cadre du processus de planification. En Nouvelle-Écosse, quelque 50 % des entreprises forestières procèdent à des évaluations prérécolte, tandis qu'à Terre-Neuve tous les tenanciers de terres publiques qui ont des droits envers plus de 120 hectares de terre présentent des évaluations prérécolte.

Engagement 1.6 D'ici 1995, les gouvernements élaboreront, en consultation avec les milieux forestiers et la population, des définitions pratiques de la biodiversité en ce qui concerne les forêts canadiennes.

Critères : nombre de provinces qui ont ou auront (d'ici 1995) des définitions pratiques de la biodiversité forestière; établissement d'une définition pratique nationale de la biodiversité.

Engagement tenu ✓ Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Un rapport intitulé *Définitions pratiques de la biodiversité* a été préparé pour le Conseil canadien des ministres des forêts en consultation avec les provinces. Il s'agit de la première étape vers l'élaboration de définitions pratiques de la biodiversité aux échelles nationale, provinciale et territoriale.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux appuient le concept de biodiversité, défini comme étant la diversité génétique, spécifique et écosystémique d'une région. Toutefois, pour qu'un concept aussi large ait vraiment un sens, il faut élaborer des définitions pratiques qui tiennent compte des différences régionales afin d'offrir un fondement aux programmes opérationnels.

La principale initiative entreprise en ce qui concerne cet engagement est la distribution de l'ébauche d'un rapport intitulé *Définitions pratiques de la biodiversité*, préparé pour le Conseil canadien des ministres des forêts fin 1993. Ce document propose que, étant donné les conditions écologiques diverses présentes au Canada, les provinces et les territoires déploient leurs efforts de mise en œuvre au niveau biorégional. Ainsi, on tiendrait compte de la diversité régionale tout en

incorporant des éléments nationaux communs.

Par ailleurs, le rapport expose un train de mesures que les provinces devraient adopter pour normaliser l'élaboration des définitions pratiques biorégionales de la biodiversité. Ces mesures consisteraient notamment à :

- employer un système de classification écologique comme fondement des rapports;
- classer les buts des provinces en matière de conservation de la biodiversité;
- énoncer clairement les objectifs de conservation de la biodiversité dans chaque biorégion;
- déterminer les indicateurs qui serviraient à établir si les objectifs ont été atteints;
- élaborer des programmes de surveillance pour faire le point sur la

conservation de la biodiversité dans une zone définie;

- créer un programme de participation du public pour obtenir des conseils locaux sur les enjeux de la conservation de la biodiversité et élaborer un programme d'éducation du public.

Les provinces et le territoire attendent que le rapport soit mis au point avant de commencer à élaborer des définitions pratiques provinciales (ou biorégionales) de la biodiversité. Ceci est prévu pour le début de 1995.

L'une des initiatives provinciales remarquables se déroule en Colombie-Britannique. L'ébauche du *Biodiversity Field Guide* de la province entend aider les aménagistes à maintenir les processus écologiques des forêts naturelles. Il présente une série de recommandations sur la façon d'élaborer une stratégie de la conservation de la biodiversité qui prévoient divers habitats au niveau du paysage et qui préserve d'importantes caractéristiques au niveau des peuplements.

Engagement 1.8 D'ici 2000, tous les membres de la communauté forestière travailleront au parachèvement d'un réseau de zones protégées représentatives des forêts canadiennes afin de fournir des repères écologiques, protéger les zones de valeur biologique unique et permettre des expériences en milieu sauvage.

Critères : nombre de gouvernements qui ont adopté et mis en œuvre des stratégies officielles sur les zones protégées; nombre d'écorégions forestières au Canada (en utilisant les définitions provinciales des écorégions provinciales); superficie et pourcentage de zones forestières représentatives protégées (c'est-à-dire où l'exploitation est restreinte) par la loi, dans chaque écorégion.

<p>Engagement tenu Progrès substantiel ✓ Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Quatre des douze provinces et territoires disposent de stratégies sur les zones protégées; les autres sont en voie d'en élaborer, tâche qu'ils devraient terminer d'ici la fin de 1994. Même si des stratégies sur les zones protégées ont été ou sont en voie d'être approuvées, il est important que les gouvernements mettent en œuvre ces stratégies afin d'assurer qu'un réseau de zones protégées représentatives des forêts du Canada soit établi d'ici 2000.

Des stratégies officielles sur les zones protégées ont été mises en œuvre par les gouvernements de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. Les autres provinces et territoires élaborent actuellement les leurs, en vue de leur approbation finale à la fin de 1994, au plus tard.

Voici quelques-unes des initiatives qui résultent de l'adoption des stratégies.

- La Colombie-Britannique a annoncé la création d'un parc de 1 million d'hectares dans la région de Tatshenshini-Alsek (nord de la province);

- Le Manitoba a reformulé sa loi sur les parcs pour qu'elle tienne compte de l'avis du public sur la façon de traiter des questions comme la protection des espaces menacés;
- Dans la stratégie pour la Nouvelle-Écosse, il est proposé de protéger 31 aires naturelles, ce qui ferait passer de 2,9 à 8,5 % le pourcentage des terres protégées dans la province;
- L'Ontario vient de désigner comme réserve naturelle 25 000 hectares du parc Algonquin. Cette zone contient 40 % des vieux peuplements de pins rouges et de pins blancs du parc.

Dans le rapport de 1993 sur *L'état des forêts au Canada*, on signale que

22,8 millions d'hectares de terres forestières sont des forêts du patrimoine, soit des forêts protégées de l'exploitation par des lois. De même, 27,5 millions d'hectares additionnels de terres forestières commerciales ont été soustraits à l'exploitation par des politiques, ces forêts étant situées sur des pentes, le long des lacs et des cours d'eau. Les terres qui sont protégées de l'exploitation par des lois ne sont pas protégées dans la même mesure que les terres dans les aires sauvages et les parcs nationaux. Les données concernant la répartition par régions des terres protégées ne sont pas présentement disponibles.

Comme la plupart des provinces sont en voie d'élaborer leur propre système de classification écologique des terres, nous disposons de bien peu de données actuellement sur la superficie et les pourcentages de zones forestières représentatives qui sont protégées par la loi, selon l'écocorégion, dans chaque province. Voici un tableau donnant le nombre d'écocorégions dans chaque province.

Engagement 1.10 Les organismes publics et privés d'aménagement forestier concevront des règles de gestion des forêts pour la sauvegarde de la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats.

Critères : nombre de provinces/entreprises qui recourent à des règles de gestion des forêts pour protéger la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats.

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

La Colombie-Britannique, l'Alberta et Terre-Neuve disposent des règles d'aménagement forestier les plus complètes pour protéger la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats. Toutes les autres provinces ont mis en place diverses règles qui pourraient protéger une ou plusieurs de ces ressources, bien que ces règles de gestion tendent vers la protection d'une ou de deux espèces de gibier et des réservoirs génétiques des essences commerciales. Il reste beaucoup à faire afin de réaliser cet engagement, même si beaucoup de progrès a été fait pendant les trois dernières années.

L'établissement de telles règles pour protéger la diversité génétique des arbres, des plantes, des animaux, des microorganismes et des habitats favorise l'adoption de méthodes d'aménagement forestier plus intégrées. Presque toutes les provinces canadiennes disposent de règles de gestion des forêts. Toutefois, le niveau de protection qu'apportent ces règles à une gamme complète de ressources varie d'une province à l'autre.

Une des différences les plus marquantes au niveau des lignes directrices en matière de gestion forestière d'une province à l'autre est que les lignes directrices en matière de sauvegarde de la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats se retrouvent dans un seul document ou dans plusieurs documents et règles émis par

plusieurs ministères. Terre-Neuve, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont chacun élaboré un seul document qui offre des conseils et des lignes directrices pour la protection de ces trois domaines.

Le *Biodiversity Field Guide* de la Colombie-Britannique résume les pratiques qui permettront aux praticiens de gérer les forêts de façon à ce qu'elles ressemblent davantage à des forêts naturelles dans le contexte du *Forest Practices Code* de la province. Cette mesure assure la préservation maximale des espèces indigènes et des processus écologiques. Les pratiques de gestion énumérées dans le *Biodiversity Field Guide* sont légalement contraignantes en vertu de la *Forest Practices Code of British Columbia Act*.

Contrairement aux *Timber Harvest Planning and Operating Ground Rules*, qui prévoient de faibles sanctions législatives, l'*Environmental Protection Plan for Ecologically Based Forest Resource Management* de Terre-Neuve a une valeur légale.

D'autres provinces ont mis en œuvre des règles d'aménagement forestier, mais à la différence de celles de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de Terre-Neuve, ces règles sont énoncées dans différents documents et sont souvent établies par divers ministères. Ces lignes directrices tendent généralement vers la protection d'une ou deux espèces clés de gibier. Par exemple, outre les règles stipulées dans sa *Forest Act*, la Saskatchewan dispose du *Fish Habitat Protection Guide*; de même, le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario a

élaboré plusieurs règles de protection d'espèces clés, comme les *Timber Management Guidelines for the Provision of Moose Habitat*. Bien que ces lignes directrices puissent, de fait, protéger la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats, elles sont loin d'être aussi complètes que l'approche adoptée par la Colombie-Britannique. Le tableau ci-après explique quelles ressources sont protégées par les règles d'aménagement forestier en vigueur au Canada.

L'Ontario met actuellement en œuvre une initiative non négligeable de protection de la diversité génétique des arbres. Elle a établi des unités de gestion des ressources génétiques qui orientent les efforts de reboisement. Le *Tree Improvement Master Plan for Ontario* constitue un document d'orientation pour la gestion de la diversité génétique des espèces d'arbres.

	Les règles d'aménagement forestier protègent-elles la...		
Province ou Territoire	Diversité génétique	Diversité des espèces	Diversité des habitats
Yukon			
T. N.-O.			
C.-B.	✓	✓	✓
Alberta	✓	✓	✓
Saskatchewan			✓
Manitoba			✓
Ontario	✓	✓	✓
Québec		✓	✓
Nouveau-Brunswick			✓
Nouvelle-Écosse	✓	✓	✓
Î.-P.-É.	✓	✓	✓
Terre-Neuve	✓	✓	✓

Engagement 2.1 Les organismes publics et privés d'aménagement forestier étendront le champ d'application des inventaires forestiers pour qu'ils livrent l'information supplémentaire dont on a besoin pour aménager la forêt par écosystème, permettre toute la gamme des valeurs de la forêt et prévoir la croissance et le rendement des diverses ressources forestières.

Critères : pourcentage des provinces/entreprises qui ont révisé leur système d'inventaire forestier afin d'inclure les renseignements supplémentaires nécessaires pour : (i) aménager les forêts sur une base écosystémique, (ii) planifier en fonction d'une gamme de valeurs forestières et (iii) prévoir la croissance et le rendement de ressources forestières; pourcentage du couvert forestier visé par un système d'inventaire révisé.

Engagement tenu
✓ Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

À l'exception du Yukon, toutes les instances sont en train de réviser leur système d'inventaire des ressources forestières. Toutefois, l'ampleur de la révision varie considérablement d'une instance à l'autre et on ignore dans quelle mesure les données supplémentaires présentement inventoriées procureront aux gestionnaires des ressources les renseignements nécessaires pour aménager les forêts en tant qu'écosystèmes. La planification et la mise en œuvre de nouveaux systèmes d'inventaire forestier est une tâche d'une ampleur considérable : le pourcentage du couvert forestier présentement visé par un système d'inventaire révisé est faible. Les organismes provinciaux d'aménagement forestier doivent s'assurer que toutes les mesures nécessaires soient prises afin de réaliser cet engagement avant l'évaluation finale.

Pour prendre en compte une gamme de valeurs dans la planification des opérations forestières et de mieux aménager la ressource, il faut réviser les inventaires actuels de façon à y incorporer des données supplémentaires. L'information complémentaire porterait non seulement sur la composition des espèces forestières ou la classe d'âge (comme c'est généralement le cas des inventaires actuels des forêts), mais aussi sur une série de données propres à aider les forestiers à aménager les forêts en tant qu'écosystèmes et à planifier en fonction des valeurs ligneuses et non ligneuses.

La plupart des inventaires forestiers originaux ont été réalisés il y a environ 50 ans. Le défi d'aujourd'hui est que les organismes publics d'aménagement forestier élargissent l'éventail des inventaires et recueillent des données basées sur les nouveaux besoins ou critères. Ce processus est souvent long. Au Nouveau-Brunswick, par exemple, la moitié de l'inventaire est périmé depuis plus de 10 ans. La province a récemment mis en œuvre un plan selon lequel un dixième de la province sera inventorié chaque année. La Saskatchewan, d'autre part, prévoit qu'il faudra jusqu'à 20 ans pour inventorier ses

forêts commerciales selon le nouveau *Forest Vegetation Inventory*.

La majorité des provinces et des territoires ont accompli certains progrès à l'égard de cet engagement, mais l'ampleur de leur révision des inventaires forestiers varie considérablement. En outre, on ignore dans quelle mesure les données supplémentaires actuellement inventoriées procureront aux gestionnaires des ressources les renseignements dont ils ont besoin pour aménager les forêts en tant qu'écosystèmes.

Voilà plusieurs années, la Colombie-Britannique a créé un comité de l'inventaire des ressources chargé de concevoir et de mettre en œuvre un nouvel inventaire des ressources forestières qui comprendrait des données sur un large éventail de caractéristiques non ligneuses, depuis les espèces sauvages et les pêches jusqu'aux valeurs autochtones. Les normes et les procédures de fonctionnement élaborées par ce comité sont actuellement expérimentées à plusieurs sites pilotes, en 1994, puis seront mis en œuvre dans toutes les provinces dans les années à venir.

Le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario est en train de mettre au point des façons d'intégrer l'Inventaire des ressources forestières et d'autres inventaires, comme l'Atlas d'information sur la patrimoine naturel et le Système d'information sur le poisson de l'Ontario, afin de s'assurer que les valeurs non ligneuses sont prises en compte dans l'aménagement des ressources forestières.

Plusieurs provinces, y compris l'Alberta et la Nouvelle-Écosse, ont révisé leurs systèmes d'inventaire pour y inclure l'habitat des espèces sauvages. En Alberta, au-delà de 900 000 hectares par an sont inventoriés dans le cadre du nouvel *Alberta Vegetation Inventory*, et toute la zone boisée devrait être inventoriée d'ici 5 à 10 ans. En Nouvelle-Écosse, environ 8 % des terres forestières ont été inventoriées.

Plusieurs provinces, y compris l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, ont numérisé leurs systèmes d'inventaire forestier pour qu'ils puissent être utilisés dans un système d'information géographique. En Ontario, par exemple, 20 % de la superficie couverte par le système d'inventaire des forêts anciennes a été numérisé selon le nouveau système.

On révisé actuellement des modèles de croissance et de rendement en fonction des inventaires forestiers, et des systèmes de classification des écosystèmes forestiers sont mis en œuvre dans tout le pays (voir engagement 1.1). Les exemples suivants mettent en lumière certaines des activités présentement menées pour réviser les inventaires existants et pour contribuer aux initiatives concernant la croissance et le rendement :

- On a modifié le système d'inventaire de Terre-Neuve pour prévoir la croissance et le rendement et environ 35 % de la province a été réinventoriée.
- L'Alberta a récemment mis au point des tableaux à caractère écologique sur les volumes d'arbres individuels en fonction de la classification *Natural Areas of Alberta*.
- La Colombie-Britannique révisé son modèle de simulation des arbres et des peuplements pour y incorporer la dynamique des arbres morts sur pied et des détritiques ligneux grossiers.

Engagement 2.6 D'ici 1995, les gouvernements et l'industrie examineront et réviseront au besoin toutes les pratiques de récolte de bois et les systèmes de sylviculture en tenant compte des impératifs d'aménagement forestier durable, ainsi que des caractéristiques des divers écosystèmes forestiers et des valeurs esthétiques et autres de la forêt.

Critères : nombre de provinces/entreprises ayant entrepris l'examen de leurs systèmes de récolte du bois et de sylviculture de base; si des examens ont été entrepris, leurs résultats ont-ils été rendus publics? Quels changements ont été apportés?

Engagement tenu
✓ Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Quatre des 12 provinces et territoires ont examiné et révisé leurs pratiques de récolte du bois et leurs systèmes de sylviculture de base en tenant compte des impératifs d'aménagement forestier durable. Trois provinces sont en train d'étudier ces pratiques et cinq n'ont pas encore entrepris d'examen officiel. L'Association canadienne des pâtes et papiers est la seule association industrielle qui a étudié les pratiques de récolte du bois de ses membres.

Quatre provinces – la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et le Québec – ont terminé l'examen officiel et de niveau provincial de leurs pratiques de récolte du bois et de leurs systèmes de sylviculture pour faire en sorte que leurs méthodes tiennent compte des impératifs de l'aménagement forestier durable.

En Ontario, l'Évaluation environnementale par catégorie de la gestion du bois sur les terres de la Couronne a étudié tous les aspects de l'aménagement forestier (planification, accès, récolte, soins cultureux, renouvellement et protection). Les audiences publiques sur les questions se sont échelonnées sur plus de quatre ans, et au moins 500 personnes y ont fait des présentations. En avril 1994, la commission d'évaluation a rendu sa

décision sur la gestion du bois dans la province; elle a émis plus de 100 conditions, qui consistent, entre autres, à restreindre les coupes à blanc et à exiger un examen des guides sylvicoles déjà parus pour garantir qu'ils reflètent fidèlement les connaissances scientifiques qui s'appliquent à la province.

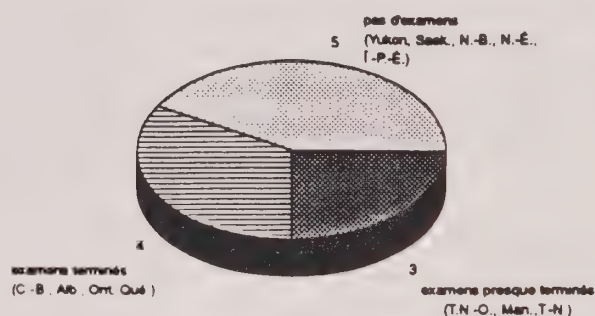
Les Territoires du Nord-Ouest, le Manitoba et Terre-Neuve procèdent à l'examen de leurs pratiques de récolte du bois et de leurs systèmes de sylviculture. À Terre-Neuve, par exemple, on est en voie de constituer une base de données qui permettra un examen complet des pratiques de récolte. On y a aussi effectué un examen interne des systèmes d'exploitation mécanisée.

Le Yukon, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pas entrepris d'examens officiels. Les pratiques sont étudiées (par exemple dans le cadre de l'examen de l'entente concernant la licence d'aménagement forestier), mais aucune analyse d'envergure provinciale n'a été entamée pour permettre de modifier de façon significative les politiques et pratiques existantes.

Même si elles consultent souvent les gouvernements et contribuent aux examens

provinciaux, les diverses associations industrielles provinciales n'ont pas formellement étudié leurs pratiques de récolte du bois. Les membres corporatifs de l'Association canadienne des pâtes et papiers (ACPP) ont revu leur façon de faire en 1992-1993, tâche qui s'est soldée par la publication d'un rapport sur l'emploi de la coupe à blanc au Canada. L'ACPP a dit qu'à la suite du rapport certaines entreprises ont modifié leurs pratiques.

Bilan - Examens provinciaux des systèmes de récolte et de sylviculture



Engagement 2.9 Les organismes publics et privés d'aménagement forestier s'assureront que toutes les zones de récolte font l'objet d'une régénération rapide et suffisante en espèces appropriées aux conditions locales.

Critère : pourcentage de la zone de récolte qui respecte les normes provinciales de régénération.

<p>Engagement tenu Progrès substantiel ✓ Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

La Base de données nationales sur les forêts du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF), actuellement en élaboration, fera rapport sur le pourcentage de toutes les zones de récolte qui respecte les normes provinciales de régénération. La première série de résultats paraîtra à la fin de 1994. Les données des provinces indiquent que le pourcentage des zones récoltées rencontrent de plus en plus les normes de régénération.

Chaque province a des politiques et des procédures en place pour permettre que les zones récoltées soient régénérées de façon adéquates. Quand des zones exploitées ne sont pas régénérées adéquatement, des mesures correctives sont prescrites. Malheureusement, les mécanismes pour assurer une régénération adéquate et des formats appropriés pour les rapports varient de province en province, rendant difficiles les comparaisons directes.

La Base de données nationales sur les forêts du CCMF, amorcée en 1993, devrait aider à résoudre ce problème (voir engagement 3.4). Elle permettra bientôt de déclarer quel pourcentage de toutes les zones de récolte respecte les normes provinciales de régénération, mais elle ne pourra préciser si, oui ou non, les sites ont été régénérés avec les essences appropriées; elle ne pourra que faire le point sur les terres régénérées.

Certaines provinces ont déclaré que près de 100 % des zones de récolte ont été reboisées avec succès. Toutefois, on peut interpréter différemment les données de régénération et utiliser différentes méthodes pour évaluer le «succès» de la régénération. Par ce manque de cohérence en ce qui concerne l'information fournie, dans ou entre les provinces, il devient difficile d'évaluer les progrès accomplis envers cet engagement, dans un contexte large.

Par exemple, certains chiffres ne concernent que la régénération des espèces commerciales, d'autres, toutes les espèces. Selon un document daté de 1992 sur l'état de la régénération des forêts en Ontario, préparé par l'Ontario Independent Forest Audit Committee, «quand toutes les espèces sont prises en considération, 96 % des (régénération échantillonnée) lots pourraient être considérés comme étant

reboisés avec succès. Toutefois, 40 % seulement respecterait les normes de hauteur minimale requise pour être considéré en croissance libre. Quant aux conifères destinés au commerce environ 59 % des lots pourrait être considéré comme étant reboisé avec succès, mais seulement 30 % respecterait la hauteur minimale requise».

Le temps passé depuis la récolte est aussi un facteur important. Le pourcentage de la surface non encore régénérée peut comprendre des zones récoltées trop récemment pour avoir été reboisées et (ou) des zones récoltées depuis longtemps ne rencontrant pas les normes.

Certaines provinces ont rapporté que la superficie de la zone de récolte rencontrant les normes de régénération augmente. Les facteurs cités comme contribuant à ces augmentations comprenaient moins de zones laissées à une régénération naturelle et un taux de succès croissant des plantations. Un manque de ressources était cité comme une barrière à une régénération complète.

Les exigences du Nouveau-Brunswick pour assurer une régénération adéquate sont semblables à celles utilisées à travers le pays. Les tenanciers sont responsables pour la régénération des zones exploitées suivant leurs permis. Quelques années après la récolte, des recensements de régénération sont effectués et les zones ayant été déterminées comme étant inadéquatement régénérées devront être reboisées soit par des plantations de remplissage pour compléter la régénération naturelle existante ou par une plantation complète de la zone si les niveaux de régénération naturelle sont bas ou inexistant.

En Colombie-Britannique, les détenteurs de permis ne rencontrant pas les exigences de régénération reçoivent un avis du gouvernement, et si des mesures appropriées ne sont pas prises, le gouvernement entreprendra la préparation du site et la plantation, facturant le tenancier pour les coûts et une amende. La Nouvelle-Écosse indique qu'elle a présentement un taux de régénération de 100 %; cependant, si des déficits surviennent, des arrangements peuvent être faits, cas par cas, pour remédier à la situation.

Les Territoires du Nord-Ouest n'ont un programme gouvernemental de régénération en place que depuis quatre ans; néanmoins, ils ont réussi à faire quelques progrès, surtout en matière des accumulations. Les zones de coupe actuelles sont reboisées en 2 à 3 ans.

Malgré l'absence de données sur la superficie des zones de récolte qui respecte les normes provinciales de régénération, l'édition 1993 de *L'état des forêts au Canada* fournit certains renseignements nationaux sur la régénération des forêts commerciales au Canada. Ces données sont quelque peu différentes de celles rapportées par les provinces, probablement le résultat des facteurs mentionnés précédemment. Pendant la période de 14 ans allant de 1977 à 1991, la superficie sur laquelle des espèces commerciales ne poussaient pas 10 ans après la récolte est passée de 2,37 à 4,37 millions d'hectares, soit environ 2 % de l'ensemble des terres forestières commerciales. Ces zones ne renferment pas assez d'essences forestières commerciales pour être considérées comme bien régénérées à des fins commerciales.

Entre 1977-1981 et 1987-1991, la superficie des terres forestières commerciales qui avait été régénérée naturellement a augmenté de 12 % (de 6,04 à 6,79 millions d'hectares) et la superficie régénérée par plantation et semis s'est accrue de 62 % (de 1,6 à 1,88 millions d'hectares). Pendant cette même période, la superficie des forêts décimée par la récolte, le feu, les insectes et les maladies a augmenté de 12 % (de 9,59 à 10,7 millions d'hectares). En 1992, la régénération naturelle représentait environ 61 % de la régénération des terres forestières récoltées au Canada.

Engagement 2.15 Les organismes de recherche étudieront davantage des moyens de rechange aux pesticides chimiques dans la lutte antiparasitaire.

Critères : preuves de disponibilité accrue de nouveaux mécanismes de lutte antiparasitaire; preuves de recherche sur de nouvelles méthodes de lutte antiparasitaire et (ou) changements par rapport à 1992; nombre d'organismes effectuant ces recherches.

<p>Engagement tenu</p> <p>✓ Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les universités et les instituts de recherche qui ont répondu à cet engagement ont indiqué qu'il y a eu un virage significatif dans la recherche dans ce domaine. Bien qu'il y ait évidence de recherche accrue, ceci n'a pas encore résulté en une disponibilité de nouveaux moyens de contrôle antiparasitaire. Vingt-sept gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, universités et instituts de recherche ont été identifiés par les répondants à cette évaluation comme contribuant activement à des travaux dans ce domaine.

L'utilisation des pesticides chimiques pour lutter contre les insectes, les maladies et la végétation concurrente décroît. Les gestionnaires des forêts se tournent plutôt vers de nouveaux mécanismes de lutte antiparasitaire. Le Service canadien des forêts et la plupart des provinces et des territoires poursuivent des programmes de recherche et de développement pour améliorer les méthodes actuelles et mettre au point de nouvelles façons de protéger les forêts. Bien que le montant de la recherche ait augmenté depuis 1992, ceci n'a pas encore résulté en une disponibilité de nouveaux moyens pour réprimer les ravageurs.

Plusieurs provinces utilisent l'insecticide biologique *Bacillus thuringiensis* pour lutter contre l'arpeuse de la pruche et la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Les

autres méthodes biologiques actuellement mises au point ou utilisées comprennent, entre autres :

- des nématodes pour lutter contre le charançon de l'écorce dans les Maritimes;
- un virus pour lutter contre la spongieuse (ce virus sera homologué par le fédéral à l'automne 1994 et sera par la suite mis à la disposition des gouvernements provinciaux pour une évaluation);
- un trichogramme, guêpe parasite, pour lutter contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette;
- des insecticides fongiques pour lutter contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette et l'arpeuse de la pruche.

Divers autres modes de répression servent également à lutter contre la végétation

concurrente et à rendre les peuplements forestiers plus résistants aux insectes et aux maladies, y compris :

- la lutte contre la végétation par le recours aux moutons et à d'autres animaux brouteurs;
- le brûlage dirigé;
- le débroussaillage manuel ou physique à l'aide d'outils tranchants à main;
- l'emploi des paillis et des plantes tapissantes;
- la préparation mécanique des sites pour réduire la concurrence ou diminuer les pertes que le charançon de l'écorce fait subir aux semis;
- la préparation intensive des sols pour améliorer la croissance des arbres de récolte et réduire le volume de la végétation concurrente.

Le Programme des nouvelles méthodes de gestion de la végétation constitue une initiative particulièrement remarquable en cours en Ontario. Il s'agit d'un effort conjugué d'organismes de recherche provinciaux, fédéraux, universitaires et privés pour encourager et accroître l'utilisation de modes d'aménagement forestier qui réduiront la dépendance à l'égard des herbicides. Depuis 1991, le programme a fait avancer l'emploi des paillis, des plantes tapissantes, des animaux brouteurs, du brûlage dirigé, de la coupe manuelle, des méthodes de lutte biologique et des nouveaux systèmes d'épandage des herbicides dans les forêts ontariennes.

Engagement 2.17 D'ici 1994, les membres de la communauté forestière collaboreront à la création de modèles pratiques d'aménagement forestier durable dans les principales régions forestières du Canada. Ces modèles :

- seront axés sur la gestion des écosystèmes forestiers;
- seront gérés en fonction d'une gamme complète de valeurs de la forêt;
- prévoient une participation de la population dans un cadre de consultation;
- permettront la démonstration et l'évaluation de nouvelles pratiques forestières plus respectueuses de l'environnement.

Critères : nombre de forêts modèles objet d'ententes signées qui respectent les quatre; nombre de régions forestières visées; nombre d'organisations participantes.

<p>✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Cet engagement a été respecté. Les 10 forêts modèles du pays entrent dans 6 grandes régions forestières et elles sont associées à de nombreux groupes d'intéressés. Toutes répondent aux quatre critères énoncés dans l'engagement.

Au Canada, les neuf forêts modèles suivantes ont fait l'objet d'accords signés :

- Forêt modèle de l'ouest de Terre-Neuve (Terre-Neuve);
- Forêt modèle Fundy (Nouveau-Brunswick);
- Une forêt habitée (Québec);
- Forêt modèle de l'est de l'Ontario (Ontario);
- Forêt modèle lac Abitibi (Ontario);
- Forêt modèle Manitoba (Manitoba);
- Forêt modèle Prince Albert (Saskatchewan);
- Forêt modèle Foothills (Alberta);

- Forêt modèle McGregor (Colombie-Britannique).

L'approbation finale par les collectivités autochtones concernées d'un accord établissant la dixième forêt modèle, celle de Long Beach, est imminente. Il devrait être signé en 1994.

Les 10 forêts modèles entrent dans 6 grandes régions forestières du Canada (boréale, acadienne, Grands Lacs - Saint-Laurent, subalpine, montagnarde et côtière). Les régions forestières du Columbia et des feuillus (carolinienne) ne

sont pas visées.

En tout, 250 organisations, dont des gouvernements, des PME et des ONG, sont associées aux 10 forêts modèles. Le nombre d'organisations participantes varie de 7 à 74 selon la forêt modèle.

Engagement 2.18 Les groupes ou les organismes clés qui s'occupent de direction, d'exécution ou d'évaluation de l'aménagement forestier ou qui font usage de la forêt définiront leurs cadres déontologiques et leurs règles générales de conduite, ainsi que leur rôle dans la sauvegarde de la durabilité des forêts.

Critères : nombre d'organisations qui ont adopté a) les principes de la foresterie durable et b) des codes de pratiques.

<p>✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Dix organisations gouvernementales et industrielles ont adopté des principes et des codes de pratiques pour appuyer leur engagement en faveur de la foresterie durable. Cinq organisations sont en train d'élaborer ou de réviser leurs codes de pratiques, et huit organisations gouvernementales et industrielles n'ont pas encore défini leurs règles générales de conduite concernant l'aménagement forestier durable.

Au Canada, l'aménagement forestier intéresse de nombreuses organisations, depuis les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux jusqu'à des associations industrielles et à des regroupements de propriétaires de boisés. Sur un total de 23 organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui ont été sollicités pour la préparation de ce rapport, 10 ont élaboré des principes de la foresterie durable et des codes de pratiques.

Six provinces ont adopté des codes de pratiques officiels pour appuyer la foresterie durable. Les codes de pratiques adoptés par la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard sont ou seront juridiquement contraignants, car ils s'inscrivent dans un cadre législatif.

L'Alberta Forest Products Association et l'Ontario Forest Industries Association (OFIA) sont les deux seuls regroupements industriels provinciaux à avoir élaboré leurs propres codes de pratiques. L'OFIA établit un rapport annuel sur l'adhésion de ses membres aux codes et propose des stratégies pour aider les entreprises qui lui sont affiliées à respecter les exigences des codes.

Au Québec et au Nouveau-Brunswick, des associations provinciales de propriétaires de boisés ont également élaboré leurs propres codes de pratiques, même si les cinq autres associations provinciales de propriétaires de boisés ne l'ont pas encore fait.

Plusieurs organisations sont en train d'établir des principes et codes de conduite officiels qui traduisent leur engagement en

faveur de la foresterie durable. Il s'agit notamment du gouvernement fédéral, de l'Association canadienne des pâtes et papiers et des gouvernements de la Saskatchewan, du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse.

En plus des cinq associations provinciales de propriétaires de boisés, le Yukon, la New Brunswick Products Association et la Nova Scotia Forest Products Association n'ont pas de codes de pratiques.

Engagement 2.19 Les associations forestières professionnelles et techniques adopteront des codes proprement canadiens de déontologie, de pratiques et de conduite professionnelle qui définissent leur engagement en matière de durabilité forestière, et elles feront régulièrement connaître au public la façon dont elles se conforment à ces codes.

Critères: nombre et pourcentage d'associations qui ont adopté des codes canadiens de déontologie, de pratiques et de conduite professionnelle, pourcentage d'associations qui fournissent régulièrement au public des informations sur la façon dont elles se conforment à ces codes.

<p>✓ Engagement tenu</p> <p>Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

La Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels a rédigé une première ébauche d'un code national d'éthique, de principes et de normes. Ces codes ont été adoptés par cinq des six associations de forestiers professionnels au Canada. Même si l'on a annoncé publiquement la création de ces codes, ces associations n'ont pas encore fait régulièrement connaître au public la façon dont elles se conforment à ces codes.

En avril 1991, la Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels (FCAFP) a créé un groupe de travail chargé d'élaborer un code national de déontologie, de principes et de normes de gestion des forêts susceptibles d'être adopté par tous les forestiers à l'échelle du Canada. Ce groupe de travail était composé de représentants de chacune des associations membres de la FCAFP (soit les associations provinciales de forestiers de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick ainsi que des représentants de l'Institut forestier du Canada).

Le groupe de travail de la FCAFP a d'abord examiné les codes de pratiques actuellement en vigueur dans toutes les

associations provinciales, puis a élaboré une première version d'un code de déontologie en septembre 1992. À l'exception de celle de l'Ontario, toutes les associations membres de la FCAFP ont adopté ce code de déontologie. En effet, l'Ontario Professional Foresters Association (OPFA) estimait que le code national n'était pas aussi précis ou quantifiable que les codes qu'elle avait elle-même élaborés antérieurement pour ses propres membres. Tandis que l'OPFA continue d'utiliser et d'élaborer ses propres codes de pratique, elle participe également aux délibérations du groupe de travail de la FCAFP, qui est en train de réviser la première version des codes nationaux.

La FCAFP a annoncé publiquement la création de codes de pratique, mais elle

n'a pas encore fait connaître au public la façon dont ses membres se conforment à ces codes.

Engagement 3.1 D'ici 1993, les gouvernements, en collaboration avec les intervenants appropriés, veilleront à ce que l'on se serve de mécanismes ouverts, équitables et bien définis de participation du public dans : i) l'élaboration et l'examen des politiques forestières; ii) la planification de l'exploitation des terres forestières publiques; iii) l'établissement de plans d'aménagement des forêts publiques; et iv) le règlement des différends entre les divers intéressés.

Critères : nombre de gouvernements qui se servent d'un mécanisme ouvert, équitable et bien défini en matière de politiques, utilisation des terres forestières, plans de gestion et règlements des différends.

<p>✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Divers mécanismes sont en place au Canada afin de favoriser la participation du public à l'élaboration des politiques forestières, des décisions relatives à l'exploitation des terres, de l'établissement des plans d'aménagement des forêts et du règlement des différends. Toutefois, la mesure dans laquelle ces mécanismes sont explicitement définis ou utilisés varie considérablement d'une province à l'autre.

Tous les gouvernements provinciaux ont prévu des mécanismes de participation du public aux divers aspects de la gestion forestière, depuis l'établissement des politiques forestières jusqu'à l'élaboration des plans d'aménagement des forêts. Toutefois, le caractère officiel du processus de participation du public varie considérablement d'une province à l'autre et d'une question à l'autre.

Dans le domaine de l'élaboration et de la révision des politiques forestières, les types de programmes de participation du public décrits ci-dessous ont été mis en œuvre :

- la stratégie de conservation des forêts de

l'Alberta a fait appel à la participation du public dans l'examen des politiques forestières;

- des consultations très poussées avec les groupes d'intérêt et le grand public ont mené à l'élaboration du plan de gestion des ressources intégrées de la Saskatchewan ainsi que de la stratégie de développement durable des forêts au Manitoba;
- En Ontario, on a consulté 3 000 personnes sur une période de 16 mois afin d'obtenir leurs observations et de les intégrer à la politique sur la durabilité des forêts (*Policy Framework for Sustainable Forests*).

De nombreuses provinces ont établi des

comités chargés spécifiquement d'évaluer les plans d'utilisation des terres. Des comités consultatifs sur l'utilisation des terres ont été créés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. Tandis que plusieurs de ces comités ne se réunissent qu'en fonction des besoins immédiats afin de résoudre les différends relatifs à l'utilisation des terres, la Commission sur les ressources et l'environnement de la Colombie-Britannique est chargée de créer un plan d'utilisation des terres pour l'ensemble de la Colombie-Britannique et d'établir un mécanisme de planification qui tienne compte des aspirations de la collectivité.

Le public a plusieurs occasions de participer à l'élaboration des plans d'aménagement des forêts sur les terres publiques. En Alberta, par exemple, les détenteurs des ententes de gestion forestière (EGF) doivent obtenir les observations du public sur l'élaboration des plans d'aménagements forestiers dans leur région, comme il est énoncé dans le document intitulé *Public Involvement for Forest Management Agreement Area Planning*. De même, en Ontario, respectant certaines conditions de la récente évaluation environnementale de la gestion du bois d'œuvre, le ministère des Richesses naturelles s'est engagé à créer des comités consultatifs et des comités de citoyens locaux afin d'augmenter la participation du public à la planification de l'aménagement des forêts dans la province. Un processus exhaustif de consultation publique a été élaboré parallèlement à la mise sur pied de ces comités.

Il existe très peu de mécanismes explicites de règlement des différends en matière de

politique forestière et de planification de l'aménagement forestier. Le Québec a élaboré un guide des procédures pour régler les différends qui surviennent en ce qui a trait aux plans d'aménagement forestier proposés, tandis que la province de Terre-Neuve a établi trois mécanismes de règlement des différends. Dans les autres provinces, les conflits sont réglés par des moyens moins officiels.

De nombreuses organisations nationales non gouvernementales ont été priées de fournir des observations sur les mécanismes de participation du public en matière d'aménagement forestier au Canada. Certaines ont fait l'éloge des améliorations apportées au mécanisme de participation du public, avec une mention spéciale pour l'accroissement de la participation du public à l'élaboration des plans d'aménagement forestier, et à l'égard de programmes tels que le cadre de la *Politique de durabilité des forêts* de l'Ontario et de sa *Politique sur les vieux peuplements*. Toutefois, certaines organisations ont fait part de leurs préoccupations face au degré de participation du public à l'élaboration des politiques forestières ou à l'établissement des plans d'utilisation des terres, au sens où le public est souvent sollicité, mais où son opinion n'est pas entièrement pris en considération lorsque les recommandations finales sont formulées.

Engagement 3.3 D'ici 1994, les gouvernements et l'industrie veilleront à communiquer à la population les résultats des examens officiels des permis ou des conventions de récolte sur les terres forestières publiques.

Critères : nombre de gouvernements/entreprises qui procèdent à des examens officiels des permis; nombre de gouvernements/entreprises qui en communiquent les résultats.

<p>Engagement tenu Progrès substantiel ✓ Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Neuf des douze provinces et territoires ont procédé à l'examen officiel des pratiques d'aménagement forestier utilisées dans les terres publiques et six des neuf en ont communiqué les résultats au public.

La plupart des provinces font l'examen officiel des permis et des conventions d'exploitation des terres publiques tous les cinq ans. En fait, le renouvellement ou la prolongation des permis dépend des résultats obtenus aux examens.

Les seules provinces où on ne fait pas d'examens officiels des permis sont la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve. Comme on trouve peu de terres publiques à l'Île-du-Prince-Édouard (92 % des aires forestières appartiennent à des intérêts privés), des permis d'exploitation officiels n'existent pas.

En Colombie-Britannique et en Ontario, le processus d'octroi des permis a été officialisé le plus possible. En Colombie-Britannique, la loi exige l'examen indépendant des pratiques forestières sur les terres provinciales ainsi que la pleine divulgation de ses résultats. En Ontario, des examens indépendants des pratiques forestières du *Forest Management*

Agreement doivent être entrepris. Les Unités d'aménagement des terres domaniales n'exigent pas des vérifications, bien que ce sera probablement bientôt le cas, suite à la *Class Environmental Assessment*.

Des neuf provinces et territoires qui procèdent à l'examen des permis et des conventions d'exploitation sur les terres publiques, l'Alberta, la Saskatchewan et le Québec ne divulguent pas les résultats. L'Alberta est en voie de modifier son système de vérification; à la fin de 1994, elle pourra communiquer les résultats des vérifications au public.

Règle générale, les membres des associations industrielles appuient fortement les examens publics des activités forestières. Ainsi, selon un engagement qu'a contracté l'*Ontario Forest Industries Association* dans son code des pratiques forestières, les membres de l'association

doivent faciliter toute vérification indépendante de leurs pratiques d'aménagement forestier, puis en publier les résultats. En Alberta, certains titulaires de conventions d'envergure diffusent déjà les résultats de leurs examens, même si la province ne l'exige pas encore.

Province ou Territoire	Examen officiel des permis	Communication des résultats au public
Yukon	✓	✓
T.N.-O.	✓	✓
C.-B.	✓	✓
Alberta	✓	
Saskatchewan	✓	
Manitoba	✓	✓
Ontario	✓	✓
Québec	✓	·
Nouveau-Brunswick	✓	✓
Nouvelle-Écosse		
Î.-P.-É.	S/O	S/O
Terre-Neuve		

Engagement 3.4 D'ici 1993, le CCMF établira un plan d'amélioration de la base nationale d'information sur les forêts pour améliorer les données sur la régénération forestière et renseigner les gens sur des valeurs non ligneuses comme la faune, les milieux sauvages et les loisirs.

Critère : plan visant à améliorer la base nationale d'information pour inclure les résultats de la régénération et les valeurs non ligneuses a-t-il été adopté?

Engagement tenu
✓ Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Il est prévu d'élargir l'information sur les résultats de la régénération dans le cadre du programme Base de données nationales sur les forêts (BDNF). Cependant, les projets de collecte et d'incorporation des données sur des valeurs non ligneuses comme la faune, les milieux sauvages et les loisirs ont été retardés jusqu'à ce que soit élaborée une série d'indicateurs nationaux. Il faudra agir avec célérité pour que cet engagement soit rencontré en 1997.

La BDNF concernant les résultats de la régénération est entrée dans sa phase de mise en œuvre en 1993-1994. Un sous-comité technique détermine actuellement s'il est possible d'élargir les données sur les résultats de la régénération aux terres privées, aux perturbations naturelles et à l'aménagement de forêts inéquiennes.

En ce moment, le plan visant à améliorer la BDNF pour inclure des données sur des valeurs non ligneuses comme la faune, les milieux sauvages et les loisirs est retardé jusqu'à ce que soit mise au point une série d'indicateurs nationaux. Les indicateurs nationaux devraient être en place d'ici début 1995.

L'an dernier, on a adopté un plan d'action pour élaborer et inclure des renseignements sur les zones protégées dans les inventaires forestiers d'ici 1996. On réalise actuellement un projet pilote dans une des forêts modèles pour incorporer les renseignements sur les valeurs de conservation (en fonction de la protection) de terres forestières dans des inventaires forestiers.

Engagement 3.5 D'ici 1993, le gouvernement fédéral concevra un jeu d'indicateurs permettant de mesurer et de faire régulièrement connaître les progrès de l'aménagement forestier durable.

Critères : adoption d'un jeu d'indicateurs nationaux; publication d'un rapport sur les indicateurs.

<p>Engagement tenu ✓ Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Le gouvernement fédéral a développé un jeu de critères pour mesurer et faire rapport sur le progrès national vers le développement durable des forêts. Ces critères seront approuvés par le CCMF, et un jeu d'indicateurs sera alors développé et adopté d'ici 1995. Basé sur l'engagement lui-même, un progrès substantiel a été fait; basé sur les critères qui sont plus rigoureux, un certain progrès a été fait. La conception et l'adoption d'indicateurs est la pierre angulaire du développement de la base nationale de données et une étape importante vers l'établissement d'une surface plane au niveau international. Le Groupe sélect anticipe le développement de ces indicateurs au début de 1995.

Le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) a entrepris diverses initiatives pour établir un jeu d'indicateurs nationaux permettant de dresser le bilan de ce qui se fait pour parvenir à l'aménagement forestier durable au Canada.

En décembre 1993, on a créé le Groupe de travail canadien sur les critères et les indicateurs, composé d'un comité directeur, d'une commission scientifique, d'un comité technique et d'un secrétariat. En février 1994, le cadre de référence de chaque sous-groupe et de l'ensemble du processus a été présenté au CCMF et approuvé par celui-ci.

Le Groupe de travail est formé de représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux,

d'universitaires, d'organisations industrielles, autochtones et non gouvernementales et de parties intéressées par les forêts. Au printemps 1994, le Groupe de travail avait défini 17 critères caractérisant l'aménagement forestier durable dans les domaines de l'environnement, de l'économie et de la société. Lorsque le CCMF aura approuvé ces critères, on terminera et élaborera des indicateurs afin de dresser le bilan de la poursuite des buts de l'aménagement forestier durable. Le Groupe de travail évaluera également les changements à apporter aux efforts canadiens de collecte de renseignements pour faire rapport sur ces indicateurs. Le CCMF devrait approuver officiellement les critères et les indicateurs au début de 1995.

Le jeu d'indicateurs nationaux n'a pas

encore été mis en œuvre. Toutefois, divers documents publics, tel le rapport annuel sur *L'État des forêts au Canada*, présentent une série d'indicateurs environnementaux, économiques et sociaux propres à mesurer et à surveiller l'aménagement des forêts canadiennes.

Engagement 3.11 Les milieux forestiers trouveront des façons de coordonner leurs efforts pour fournir à la population une information équilibrée sur les forêts canadiennes.

Critères : établissement de mécanismes de coordination; nombre d'initiatives de communication entreprises conjointement par deux signataires ou plus.

	Engagement tenu
	Progrès substantiel
✓	Un certain progrès
	Peu ou pas de progrès
	Renseignements insuffisants

Un mécanisme de coordination a été établi par les signataires de l'Accord canadien sur les forêts afin de faciliter la diffusion des programmes d'éducation publique. Approximativement 15 projets conjoints de communication ont été lancés par deux ou plusieurs signataires de l'Accord canadien sur les forêts, même si tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux administrent déjà des programmes de communication avec le grand public et ont pris des initiatives de leur côté. L'Association forestière canadienne et les associations forestières provinciales sont les organisations qui participent le plus activement à la promotion des programmes de sensibilisation du public aux questions forestières.

Le Comité des communications sur les forêts canadiennes, composé de représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, a été créé en 1988 et chargé de jouer un rôle de coordination et d'échanger des renseignements sur les initiatives nationales de communication en matière de foresterie. À ce jour, il s'agit du seul mécanisme de coordination qui favorise la sensibilisation du public aux questions relatives aux forêts. On est en train de revoir le mandat du comité, afin que ce dernier se rapproche plus des initiatives du CCMF et de s'assurer qu'il participe à la coordination des activités de communications liées à l'ensemble de la Stratégie nationale sur les forêts et en assure le suivi.

Tous les signataires de l'Accord canadien

sur les forêts administrent des programmes d'éducation du public, qu'il s'agisse d'activités de sensibilisation comme le Jour de la Terre, de visites sur le site d'exploitation des usines de traitement des matières ligneuses, ou de la production de vidéos éducatifs sur l'aménagement des forêts. Même si la plupart des programmes de communication à l'intention du public sont produits par des organisations individuelles, environ quinze projets de communication ont été entrepris par deux ou plusieurs signataires de l'Accord. Parmi ces initiatives, mentionnons notamment :

- la promotion de la sensibilisation du public aux questions relatives aux forêts, grâce à la production de documents d'information sur l'aménagement forestier et de documents éducatifs à l'intention des

- propriétaires de boisés, des gestionnaires de ressources, des établissements scolaires et du grand public (division des forêts de l'Île-du-Prince-Édouard et Association forestière canadienne (AFC));
- préparation du matériel d'information en vue d'événements tels que la Semaine nationale de la forêt et la Journée de l'arbre et des forêts (AFC, Service canadien des forêts et ministère des Forêts et de l'Agriculture de Terre-Neuve; ainsi que l'Association forestière de la Saskatchewan et le Conseil de gestion des ressources et de l'environnement de la Saskatchewan);
 - participation à des conférences de presse avec de nombreux autres intervenants (Fédération canadienne des propriétaires de boisés et CCMF, par exemple); et
 - production de bulletins d'information et d'autres documents destinés à être diffusés auprès du grand public (AFC, en collaboration avec d'autres signataires).

Tous les organismes relevant des gouvernements provinciaux et territoriaux fournissent également des données aux responsables du Programme national de données sur les forêts. Cette base de données doit notamment permettre d'élaborer un programme d'information du public afin de le sensibiliser davantage aux activités d'aménagement forestier au Canada.

Engagement 4.3 L'industrie et les gouvernements trouveront diverses façons d'encourager les investissements dans la production à valeur ajoutée.

Critères : nombre de gouvernements/associations qui ont terminé un examen stratégique afin de stimuler une production à valeur ajoutée; nombre d'initiatives des secteurs public et privé destinées à favoriser une production à valeur ajoutée plus grande.

<p>Engagement tenu</p> <p>✓ Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

Tous les niveaux de gouvernements et les associations industrielles partagent le but d'identifier des façons d'augmenter la production à valeur ajoutée. Toutefois, la Saskatchewan et l'Ontario sont les seuls gouvernements provinciaux qui ont procédé à un examen stratégique afin de déterminer les façons de favoriser les investissements dans la production à valeur ajoutée et aucune des associations industrielles n'a effectué d'examen de ce type. Plusieurs initiatives conjointes axées sur un partenariat entre les administrations publiques et les industries du secteur privé ont été entreprises dans ce domaine.

Afin de diversifier les industries à vocation forestière au Canada et d'accroître les bienfaits économiques dérivés des produits forestiers, les administrations publiques et les associations industrielles se sont engagées à promouvoir les investissements dans le secteur de la production à valeur ajoutée.

Tandis que la Saskatchewan et l'Ontario sont les seuls deux gouvernements provinciaux qui ont procédé à un examen stratégique, de nombreuses provinces ont établi divers mécanismes afin de stimuler les investissements dans la production à valeur ajoutée. Par exemple, l'Île-du-Prince-Édouard a créé un poste de coordonnateur des produits spécialisés afin d'encourager la croissance des petites entreprises forestières à valeur ajoutée

dans la province. Au Manitoba, l'énoncé d'orientations politiques du Premier ministre traite de la question de la production à valeur ajoutée grâce à un cadre de croissance économique *Framework For Economic Growth*. De même, plusieurs provinces ont créé des groupes d'étude des produits forestiers secondaires afin de développer des marchés pour les produits à valeur ajoutée et de définir les priorités en matière de recherche. Voici certains exemples de types de produits à valeur ajoutée en cours d'élaboration au Canada :

- produits du papier et armoires de cuisine haut de gamme;
- industrie des revêtements de sol en bois franc axée sur l'exportation vers le marché asiatique;

- traitement et exportation des produits à valeur ajoutée dans le secteur de l'industrie culinaire, des médecines douces, de la décoration florale et du modélisme;
- création de nouvelles usines de fabrication, telles que les usines de production de bois franc spécialisées, les usines de fibres à densité moyenne, et agrandissement des usines de panneaux de grandes particules orientées;
- développement de marchés pour les biocarburants.

Aucune des associations industrielles provinciales n'a effectué un examen stratégique du secteur de production à valeur ajoutée. Toutefois, les compagnies membres de l'*Ontario Forest Industries Association* se sont engagées à étudier les débouchés pour les nouveaux produits ainsi que les nouveaux marchés une fois qu'une étude de la compétitivité du secteur des produits forestiers sera terminée.

Il existe peu de projets administrés conjointement par l'industrie et le gouvernement. Les gouvernements ont plutôt tendance à fournir un soutien technique (par exemple, des conseils sur la façon d'obtenir les permis nécessaires, les normes environnementales et le soutien gouvernemental disponible) relatif aux projets de développement envisagés.

Les trois exemples ci-dessous représentent les initiatives qui ont été rapportées comme étant entreprises conjointement par le secteur public et l'industrie en vue de stimuler la croissance de la production à valeur ajoutée :

- les représentants de l'industrie ont passé en revue les mécanismes permettant de stimuler la production à

valeur ajoutée dans le secteur forestier, puis en ont discuté, à la lumière de la *Stratégie de développement* du Conseil consultatif du secteur des forêts. Cette stratégie tente d'élargir la définition des produits à valeur ajoutée afin d'y inclure non seulement des produits haut de gamme, mais aussi un vaste éventail de services et de technologies;

- L'Association canadienne des pâtes et papiers et le gouvernement fédéral ont entrepris ensemble une étude visant à évaluer les avantages concurrentiels du Canada sur le marché de la production des papiers couchés de faible poids
- Le *Council of Forest Industries* a participé à une étude de la production à valeur ajoutée, entreprise par le *Select Standing Committee on Forests and Lands* de l'Assemblée législative.

Divers autres mécanismes ou organismes soutiennent également le programme de production à valeur ajoutée; c'est le cas, par exemple, de l'Accord de développement industriel et d'investissements stratégiques, du Programme d'aide à la recherche industrielle, de l'Accord de collaboration sur le développement des forêts, et de nombreux autres programmes dont l'exécution est assurée par l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique.

Enfin, on a créé récemment deux regroupements industriels, dont les activités sont axées sur la production à valeur ajoutée. Il s'agit de l'*Alberta Manufacturing Network* et de la *Nova Scotia Coalition of Forest Interest*. Ce dernier organisme tiendra un atelier à la fin de 1994 pour traiter des questions liées à la production, à la commercialisation et aux échanges.

Engagement 4.5 L'industrie et les gouvernements intensifieront les recherches en vue de tirer des produits des essences sous-exploitées et de tenir compte de la transition vers des « forêts de seconde venue ».

Critères : preuves d'une augmentation des résultats des travaux de recherche et exemples précis de travaux de recherche; nombre d'organismes engagés dans ces recherches.

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Les responsables de la plupart des provinces, des organismes de recherche et des universités rapportent que le nombre de travaux de recherche visant à élaborer des produits fondés sur des essences forestières sous-exploitées a augmenté. Par exemple, la Forintek Canada Corporation, organisme de recherche qui étudie essentiellement les techniques de fabrication et l'élaboration de nouveaux produits forestiers, est très engagée dans ce domaine. Vingt-quatre organismes de recherche, organismes universitaires et organismes relevant des gouvernements provinciaux ont été identifiés par les personnes qui ont répondu à cette évaluation comme participants actifs aux recherches sur des produits basés sur les espèces sous-exploitées.

La multiplication des travaux de recherche destinés à créer des produits qui font appel à des essences sous-exploitées permet de faire le meilleur usage possible des ressources forestières du Canada sur le plan économique.

Si un certain nombre d'organismes ont contesté cette réalité, la plupart des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux ont laissé entendre qu'il y avait eu une croissance des travaux de recherche dans ce domaine au cours des trois dernières années. Par exemple, l'Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers a publié deux rapports sur les essences forestières sous-exploitées et les forêts de seconde venue en 1991, 4

rapports en 1992 et 11 rapports en 1993.

À partir des réponses fournies lors de la présente évaluation, 24 organismes du secteur provincial, du secteur universitaire et des établissements de recherche se sont activement engagés dans ce type de recherche. La liste qui suit fournit quelques exemples du type de recherche en cours sur les essences forestières sous-exploitées :

- des recherches sont en cours en Alberta afin d'utiliser le peuplier baumier dans la fabrication des produits tels que les panneaux de grandes particules orientées, le papier kraft et la pâte thermo-chimico-

mécanique (organismes gouvernementaux de l'Alberta, Université de l'Alberta et Université de Calgary);

- des recherches se poursuivent sur le traitement à valeur ajoutée des bois francs tels que le frêne vert, le bouleau blanc (Administration du rétablissement agricole des Prairies, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de la Saskatchewan);
- des dessinateurs, des représentants du secteur de la fabrication artisanale et des ébénistes se sont regroupés afin de créer une gamme de produits adaptés aux caractéristiques de l'érable rouge (Université du Nouveau-Brunswick);
- on essaie de mettre sur pied une industrie d'exploitation de la biomasse qui utilise de la fibre de bois à faible valeur comme carburant pour le chauffage des édifices publics (Île-du-Prince-Édouard);
- on procède à des essais portant sur des combinaisons d'épinette, de sapin et de bouleau pour la fabrication des panneaux gaufrés (Forintek);
- on procède à des essais sur le bois du bouleau imprégné de polymère afin d'en améliorer la résistivité (Université du Nouveau-Brunswick);
- on envisage la possibilité de fabriquer des colombages synthétiques et des poutres en I comme solution de rechange au bois d'œuvre massif (Université Lakehead);

- on extrait de la sève des érables du Manitoba pour fabriquer du sirop d'érable (Administration du rétablissement agricole des Prairies, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de la Saskatchewan);
- on encourage le public à accepter les produits des forêts de seconde venue et les produits dérivés des essences sous-exploitées comme matériaux de construction (Forintek et Conseil canadien du bois);
- on met au point des outils plus efficaces pour la récolte du peuplier et la production de copeaux de peupliers propres (Institut canadien de recherches en génie forestier);
- on poursuit des recherches en génétique et des recherches sur les possibilités d'amélioration du peuplier et du saule : par exemple, création de clones du saule pour les plantations énergétiques et la production de fibres (Université de Toronto).

Engagement 4.6 L'industrie accroîtra sa capacité d'utiliser du papier recyclé comme source supplémentaire de fibre de bois.

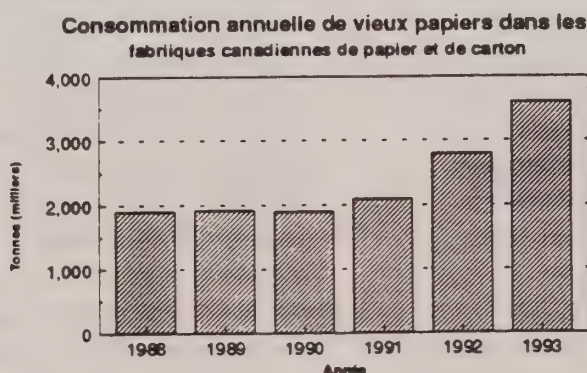
Critères : augmentation en tonnage de la capacité d'utiliser des fibres recyclées; pourcentage de la capacité de production représenté par l'utilisation de fibres recyclées.

✓ Engagement tenu
 Progrès substantiel
 Un certain progrès
 Peu ou pas de progrès
 Renseignements insuffisants

L'utilisation du papier recyclé dans les fabriques canadiennes de papier et de carton a augmenté.

L'Association canadienne des pâtes et papiers ne recueille pas de données sur la capacité de recyclage. Cependant, elle collige des statistiques sur la consommation annuelle de papier recyclable par les fabriques canadiennes de papier et de carton. L'accroissement de la consommation de vieux papiers au cours des cinq dernières années, comme l'indique le graphique ci-dessous, traduit sans doute une hausse de la capacité globale.

En 1993, 3,527 millions de tonnes de vieux papiers ont été utilisées dans les fabriques canadiennes de papier et de carton, ce qui représente environ 20,1 % de la fourniture totale. C'est là un accroissement considérable par rapport à 1992, année où 2,761 millions de tonnes de papier recyclable ont été utilisées dans les fabriques canadiennes de papier et de carton, ce qui représentait 16,6 % de la fourniture.



Source : données de l'ACPP

Engagement 4.7 L'industrie et les gouvernements évalueront les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois des terres publiques et privées et, d'ici 1994, le CCMF parrainera un atelier national où on jugera les résultats et les conséquences des constatations.

Critères : les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois des terres publiques et privées ont été évaluées; on a organisé un atelier sur l'approvisionnement en bois afin de juger les résultats des évaluations et d'en examiner les conséquences.

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Tous les gouvernements évaluent activement les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois des terres publiques et privées. Un atelier national sera organisé en novembre 1994 pour permettre aux intervenants de discuter de cette question.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux évaluent les façons de maintenir l'approvisionnement durable en bois au Canada, de l'encouragement à améliorer les pratiques sylvicoles à l'élaboration d'inventaires plus précis des ressources forestières. Dans plusieurs provinces à travers le Canada, la base de terres disponibles pour l'exploitation forestière a diminué suite aux autres demandes pour ces terres. Par exemple, la création de nouveaux parcs nationaux et provinciaux, tout en servant les intérêts des gens pour qui la forêt a une valeur non-commerciale, a enlevé des terres sur lesquelles on pourrait faire des approvisionnements commerciaux. Une amélioration des pratiques sylvicoles permet souvent de maintenir ou d'accroître le volume d'approvisionnement durable en bois sur les terres publiques et privées. De nombreux projets de ce genre sont en

cours à l'échelle du pays. Par exemple, si des efforts intensifs d'aménagement des forêts ont été entrepris dans le domaine des accords relatifs aux ententes d'aménagement forestier, dans la mesure où cela a permis d'augmenter l'approvisionnement durable en bois, les niveaux autorisés de récoltes annuelles sont alors ajustés en conséquence. En outre, les terres forestières provinciales qui ont été classées comme étant insuffisamment repeuplées sont réévaluées afin que l'on puisse établir leur état actuel. Si l'on estime que ces terres ont été suffisamment repeuplées, elles sont réintroduites dans l'inventaire forestier courant, et la coupe annuelle autorisée est augmentée en conséquence. Si les terres n'ont pas été suffisamment repeuplées, elles sont ciblées à des fins de traitement.

Divers gouvernements provinciaux assurent la promotion d'un programme relatif aux boisés privés afin de maintenir ou d'augmenter l'approvisionnement durable en bois. Ces programmes sont en place depuis quelques décennies. Le Manitoba, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick sont tous en train d'élaborer des programmes visant à encourager les propriétaires de boisés privés à favoriser la croissance et une meilleure gestion de leurs forêts.

La Colombie-Britannique et l'Ontario ont créé des comités officiels ou des groupes de travail chargés d'évaluer les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois. En Colombie-Britannique, on a chargé un comité sur la stratégie d'aménagement des forêts de proposer une gamme d'options en matière d'aménagement des forêts qui permettront d'atteindre plus facilement les objectifs établis en matière de récoltes forestières durables. Les responsables du *Timber Production Policy Project* en Ontario ont également entrepris une évaluation des approvisionnements durables en bois. Leur mandat comprend l'établissement d'une politique sur la façon de déterminer quels sont les options des prélèvements autorisés qui respectent les principes d'approvisionnement durable en bois, l'évaluation du potentiel de production de bois de la province, et la mise au point des outils analytiques et des procédures connexes permettant d'effectuer une évaluation de ce genre.

Une conférence nationale, organisée à la fin de 1994, permettra d'évaluer les débouchés en matière d'approvisionnement forestier et les conséquences de l'aménagement forestier sur les objectifs de développement durable. Chaque province ou territoire présentera un rapport sur l'état de la situation et sera incité(e) à partager les données sur l'évolution de la question et sur les stratégies qu'il(elle) entend adopter pour atteindre les objectifs établis en matière de développement durable.

Engagement 4.12 L'industrie et les gouvernements collaboreront à la poursuite de pourparlers techniques en vue de l'internationalisation des normes, des codes et des procédures d'homologation de produits.

Critères : poursuite de pourparlers techniques communs; nombre de normes, codes et procédures d'homologation qui ont été internationalisés.

<p>Engagement tenu</p> <p>✓ Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

Le Canada participe aux discussions de niveau international tenues avec d'autres pays et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour élaborer des programmes internationaux d'éco-étiquetage et d'homologation de la foresterie durable.

Le Canada participe activement aux discussions en cours sur l'établissement de normes, codes et procédures d'homologation internationaux qui reconnaîtraient les articles forestiers produits de façon durable.

Les principales initiatives en cours portent sur les procédures d'éco-étiquetage et d'homologation.

On voit dans l'éco-étiquetage une façon d'évaluer de multiples critères liés à toutes les étapes de la durée d'un produit, depuis la transformation jusqu'à l'élimination en passant par la consommation. Le Canada a déjà mis en place un programme national d'éco-étiquetage qui attribue l'Éco-Logo aux produits fabriqués de façon plus écologique que des produits semblables. Des discussions sont en cours pour élaborer des normes internationales d'éco-étiquetage. Les représentants canadiens de l'industrie et du gouvernement ont récemment assisté à la conférence de l'ISO

consacrée à ce dossier.

Une initiative parallèle concerne l'élaboration d'un programme international d'homologation de la foresterie durable. Certes, le gros des efforts est consacré à l'élaboration d'un programme canadien (voir engagement 4.13), mais des négociations se tiennent également avec d'autres pays et l'ISO pour encourager l'adoption de ce programme à l'échelle internationale. Le Canada présentera une proposition de normes internationales à la conférence de l'ISO qui aura lieu en juin 1995. Si cette proposition est approuvée, on s'attend qu'il faille entre quatre et cinq ans pour mettre en œuvre un programme international d'homologation de la foresterie durable.

Engagement 4.13 D'ici 1995, l'industrie et les gouvernements concevront et mettront en œuvre des moyens d'identification des produits forestiers canadiens qui respectent notre volonté d'assurer la durabilité de la forêt et d'employer des techniques respectueuses de l'environnement.

Critères : processus en place et amorcé; certification des produits en place.

✓ Engagement tenu
Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Il existe un processus visant à élaborer et à mettre en œuvre un système de certification et d'identification des produits forestiers canadiens d'ici l'échéance de 1995.

L'industrie canadienne des produits forestiers, sous la direction de l'Association canadienne des pâtes et papiers, a approuvé et assuré le financement d'un programme de mise au point d'une norme canadienne d'aménagement forestier durable. Un programme de certification sera élaboré par l'entremise de l'Association canadienne de normalisation (CSA), organisation neutre et indépendante chargée de mettre au point des normes pour les produits.

La CSA a créé un comité technique formé de représentants issus de multiples groupes d'intérêts, dont les gouvernements, l'industrie, des groupes de défense de l'environnement, des biologistes de la faune et le grand public. Le comité a pour objectifs de mettre au point les principes directeurs de la mise en œuvre d'un programme d'aménagement forestier durable et de réunir des normes détaillées pouvant servir pendant le processus de vérification et d'approbation. Ces

principes et ces spécifications, qui devraient être terminés d'ici le milieu de 1995, constitueront le fondement d'un système de certification des produits forestiers.

Lorsque le système de certification sera en place, les entreprises de produits forestiers pourront demander une vérification indépendante de leurs opérations d'aménagement. S'ils passent la vérification, les produits forestiers pourront être certifiés et vendus comme produits originaires de forêts aménagées de façon durable.

Afin d'assurer l'acceptation internationale du système canadien de certification, le Groupe de travail de l'industrie collabore avec d'autres pays pour faire appuyer le processus et encourager son adoption par l'Organisation internationale de normalisation.

Engagement 4.14 L'industrie et les gouvernements feront la promotion des exportations reposant sur des applications et des services scientifiques et techniques intéressant les ressources naturelles comme les Systèmes d'information à référence spatiale (SIRS), la biotechnologie et la télédétection.

Critères : mécanismes de promotion en place pour l'industrie? pour les gouvernements?

<p>Engagement tenu</p> <p>✓ Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

Le besoin pressant de nouvelles technologies constitue une bonne occasion sur les marchés internationaux. Plusieurs mécanismes de promotion ont été établis afin d'encourager l'utilisation des applications et des services scientifiques et technologiques canadiens dans le secteur forestier international. Par exemple, au moins trois foires internationales se tiennent à des intervalles réguliers et accueillent des visiteurs d'au moins vingt-cinq pays.

Divers mécanismes de promotion ont été établis afin d'encourager l'utilisation et l'exportation des applications et services scientifiques et technologiques canadiens dans le secteur forestier.

Les efforts entrepris par le gouvernement à ce jour ont surtout été axés sur la constitution d'un répertoire de la gamme des biens et services actuellement offerts dans le domaine des applications scientifiques et technologiques touchant les ressources naturelles, telles que les systèmes d'information à référence spatiale (SIG) et la technologie de télédétection. Une première version de ce répertoire sera terminée d'ici la fin de 1994, et un plan de promotion sera mis en place d'ici 1995.

Les foires commerciales internationales constituent une bonne occasion de promouvoir le savoir-faire canadien dans l'industrie forestière.

Des exemples de foires commerciales déjà établies sont:

- EXFOR est une foire annuelle parrainée par l'ACPP et consacrée à la technologie et au matériel utilisés dans l'industrie de la fabrication de pâtes et papiers. La foire accueille environ 450 exposants et entre 6 000 et 8 000 visiteurs venus de vingt-cinq pays différents.
- DEMO, aussi parrainé par l'ACPP, est une foire qui se tient tous les quatre ans sur un site forestier, ce qui permet de démontrer les nouveaux produits et équipements utilisables dans les terres boisées. Cette foire commerciale accueille approximativement 120 exposants et attire entre 8 000 et 16 000 visiteurs venus de vingt-cinq pays, ce qui en fait une fenêtre ouverte sur le monde pour les fournisseurs canadiens qui approvisionnent

- l'industrie d'exploitation des boisés.
- un symposium international des SIG forestier se tient chaque année à Vancouver. La foire commerciale associée au symposium accueille près 1500 participants chaque année en provenance de 25 pays et permet des transactions de plus de 10 millions de dollars.

Le Centre canadien de télédétection de Ressources naturelles Canada a entrepris une campagne internationale d'importance afin de promouvoir les particularités de la télédétection. Il est possible qu'une de ces particularités améliore notre capacité d'évaluer l'état des forêts tropicales qui sont souvent nuageuses et, par le fait même, innaccessibles par technologie optique. On accorde beaucoup de confiance aux possibilités d'exportation des systèmes de télédétection.

Engagement 4.15 L'industrie améliorera ses installations de fabrication pour se conformer aux normes écologiques nationales.

Critères : pourcentage de la capacité de fabrication qui respecte les normes;
pourcentage des usines qui respectent les normes.

Engagement tenu
✓ Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

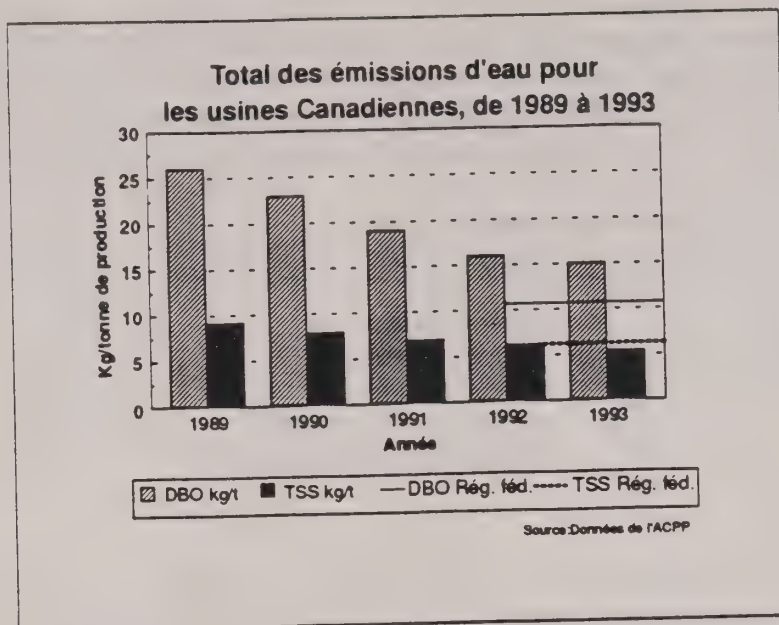
Près de la moitié des usines de pâtes et papiers du Canada respectent les normes fédérales régissant les effluents; toutes les usines devront respecter les règlements en vigueur d'ici le 31 décembre 1995.

En mai 1992, le gouvernement fédéral a annoncé des nouveaux règlements sur les effluents à l'intention des usines de pâtes et papiers canadiennes. Ces règlements, présentés en vertu de la *Loi sur les pêches* et de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, interdiront le déversement de quantités mesurables de dioxines et de furanes dans les effluents des usines de pâtes et papiers et permettront d'améliorer la qualité globale de l'eau en limitant les déversements de solides en suspension et de substances à forte demande biochimique en oxygène.

Au départ, les usines avaient jusqu'au 1^{er} décembre 1992 pour se conformer aux nouveaux règlements. Toutefois, une prolongation jusqu'au 31 décembre 1995 a été accordée aux entreprises qui pouvaient démontrer que des contraintes financières ou techniques exceptionnelles les empêchaient d'atteindre l'objectif établi antérieurement.

Près de la moitié des 157 usines de pâtes et papiers au Canada ont demandé qu'on leur accorde cette prolongation. Les usines fonctionnent en vertu d'autorisations transitoires qui leur permettent de poursuivre leurs exploitations même si elles ne respectent pas encore les nouveaux règlements nationaux. L'autre moitié des usines de pâtes et papiers au Canada fonctionne actuellement dans le respect des règlements fédéraux.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des émissions totales produites par les usines canadiennes au cours des cinq dernières années en ce qui a trait à la demande biochimique en oxygène (DBO) par tonne de production et au total des solides en suspension (TSS) par tonne de production. Entre 1988 et 1993, les déversements globaux de dioxines et de furanes ont chuté de 98 p. 100, tandis que l'utilisation du chlore a chuté de 70 p. 100 au cours de la même période.



Engagement 4.16 Le gouvernement fédéral appuiera les efforts de l'industrie en vue de se doter de systèmes de transformation et de produits novateurs et respectueux de l'environnement grâce à un programme national de technologie environnementale.

Critères : programme en place?

✓ Engagement tenu
Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Cet engagement a été tenu grâce à l'établissement et au maintien du Programme de recherche-développement et d'innovation de l'industrie forestière et à la participation au Programme de commercialisation des technologies environnementales.

En 1990, Industrie Canada a mis sur pied le Programme de R-D et d'innovation de l'industrie forestière afin d'améliorer la compétitivité internationale du secteur forestier et des filières connexes en soutenant la mise au point, l'application et la promotion de technologies novatrices au Canada. Doté d'un budget d'environ 45 millions de dollars sur six ou sept ans, le Programme offre une aide financière aux entreprises, instituts de recherche et universités du Canada pour la mise au point et le transfert des technologies novatrices liées aux forêts.

Environ la moitié des crédits affectés à ce programme est allouée à des projets qui concernent et appuient les efforts du secteur forestier pour mettre au point des produits et systèmes de transformation novateurs et écologiques. Voici quelques exemples de recherches de ce type menées au cours des quatre dernières années :

- réduction de l'emploi du chlore dans le blanchiment avec des solutions de remplacement comme un nouveau procédé de production du ClO_2 ;
- procédé R-9 de blanchiment au dioxyde de chlore assorti du recyclage de produits de rebuts;
- blanchiment de la pâte avec des agents autre que le chlore, dont des enzymes;
- mise au point de nouvelles membranes et d'une technologie de séparation par des membranes des flux liquides dans les papeteries;
- règlement des problèmes causés par le désencrage et le recyclage du papier;
- réduction des effluents et fonctionnement des papeteries en circuit fermé;
- aspect sanitaire des polluants au sein des papeteries.

Ces projets et d'autres devraient déboucher sur des technologies commercialement viables.

Industrie Canada a amorcé le Programme de commercialisation des technologies environnementales en 1991, avec l'aide d'Environnement Canada et du Programme de développement des technologies environnementales du Conseil national de recherches. Ce programme permet de partager les risques financiers de la mise au point, de la démonstration et de la commercialisation de technologies nouvelles pour régler des problèmes environnementaux dans le cadre de projets pilotes et de démonstration inédits.

Jusqu'ici, deux projets financés par le Programme (avec une aide fédérale s'élevant à 220 000 \$) ont concerné l'industrie forestière. Il s'agit d'un projet de démonstration d'une technologie destinée à convertir du bois de rebut en nourriture pour animaux et d'un projet de traitement des effluents des fabriques de pâtes et papiers. Trois autres projets intéressant l'industrie forestière, qui pourraient recevoir des contributions fédérales de 8,4 millions de dollars, sont prévus pour 1994-1995.

Engagement 4.17 D'ici 1994, les associations des industries à vocation forestière adopteront des codes autorégis de pratiques environnementales.

Critères : nombre et pourcentage des associations ayant mis en place des codes; détermination des associations ayant adopté les codes.

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Sur neuf associations industrielles à vocation forestière, cinq ont élaboré ou sont en train d'élaborer des codes de pratiques environnementales.

Les associations industrielles à vocation forestière doivent adopter des codes autorégis de pratiques environnementales afin de faire en sorte que les méthodes utilisées en matière d'aménagement forestier et les opérations de ce secteur soient conformes à l'ensemble des normes préétablies.

Il existe neuf principales associations industrielles à vocation forestière au Canada, qui englobent six associations industrielles provinciales, l'Association canadienne des pâtes et papiers, l'Association nationale de foresterie autochtone et la Fédération canadienne des propriétaires de boisés.

Les 57 entreprises membres de l'Association canadienne de pâtes et papiers (ACPP) ont adopté deux codes environnementaux qui énoncent les principes généraux de fonctionnement. Ces codes ne fournissent cependant pas de

règlements précis, parce que les conditions d'exploitation et les cadres de réglementation imposés aux compagnies membres de l'Association varient considérablement d'une région à l'autre.

Six provinces (la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) possèdent des associations industrielles qui représentent les industries à vocation forestière. Parmi celles-ci, l'*Alberta Forest Products Association* (AFPA) et l'*Ontario Forest Industry Association* (OFIA) sont les deux seules associations industrielles provinciales qui ont élaboré des codes autorégis de pratiques forestières qui ont été par la suite adoptées par les entreprises membres de ces associations. Le code de pratique de l'AFPA, qui s'intitule *Forest Care* (Soin de la forêt), a été adopté par la majorité des compagnies membres de l'association, et régit 95 p. 100 de la coupe annuelle autorisée dans cette

province. L'OFIA diffuse annuellement des rapports qui évaluent dans quelle mesure ses membres se conforment au code de pratiques en vigueur.

Même si quatre des six associations provinciales des industries à vocation forestière ne possèdent pas de code autorégi de pratiques, ces compagnies (et les provinces et territoires qui n'ont pas d'association des industries) sont régies par les codes de pratiques provinciaux et (ou) par les codes environnementaux de l'ACPP (voir engagement 2.18). Par exemple, la plus importante association d'industries à vocation forestière en Colombie-Britannique, soit le *Council of Forest Industries* n'a pas adopté de codes de pratiques autorégis. Toutefois, les sociétés forestières de la Colombie-Britannique sont tenues de respecter le code provincial de pratiques en matière d'exploitation forestière (*Forest Practices Code*).

L'Association nationale de foresterie autochtone procède actuellement à un examen technique de son *Code national de pratiques forestières autochtones* qui a d'abord été diffusé sous forme d'ébauche au début de 1994. Ce code vise à établir une norme élevée de pratiques d'exploitation forestière sur les terres boisées des Premières nations, afin d'intégrer les connaissances autochtones traditionnelles aux méthodes d'aménagement forestier.

La Fédération canadienne des propriétaires de boisés n'envisage pas d'élaborer un code de pratiques environnementales à l'échelle nationale. Toutefois, deux de ses organisations provinciales membres -- soit le Québec et le Nouveau-Brunswick -- ont élaboré un code de pratiques environnementales et sont en train de mettre au point des stratégies de promotion de ces codes auprès des propriétaires de boisés.

Engagement 4.18 Les gouvernements tiendront compte des besoins des collectivités tributaires de la forêt dans la planification régionale de l'économie et de la gestion des ressources.

Critères : nombre de provinces qui font des analyses socio-économiques des incidences des changements envisagés sur l'exploitation des ressources et des terres dans le cadre de leur processus de planification de l'exploitation des terres; nombre de provinces qui font officiellement participer les collectivités touchées par ces changements au processus de planification de l'exploitation des terres et des ressources.

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Toutes les provinces font des analyses socio-économiques afin de déterminer quelles sont les incidences des changements que l'on propose d'apporter aux méthodes d'exploitation des ressources naturelles et des terres, soit par des mécanismes formels ou sur une base ad hoc. En général, toutes les provinces font participer les collectivités touchées au processus de planification des ressources.

Le rapport sur *L'état des forêts au Canada* de 1993 a répertorié à l'échelle du pays 309 collectivités fortement tributaires de l'industrie forestière (c'est-à-dire dont plus de 50 p. 100 du revenu de base était dérivé du secteur forestier), et plus de 1000 collectivités qui dépendaient du secteur forestier pour 10 à 50 p. 100 de leur revenu de base. En conséquence, tout changement apporté aux méthodes d'exploitation des ressources ou des terres peut avoir des répercussions considérables sur ces collectivités.

Toutes les provinces prennent en considération les incidences socio-économiques des changements que l'on propose d'apporter à l'exploitation des ressources et des terres. En Colombie-

Britannique, par exemple, les incidences socio-économiques des options envisagées pour l'exploitation des terres sont évaluées selon les lignes directrices énoncées dans le rapport de 1995 intitulé *Social and Economic Impact Assessment of Land and Resource Management Options in British Columbia: Interim Guidelines*. En Saskatchewan, une analyse des méthodes officielles de réalisation des analyses socio-économiques est en voie d'élaboration : en vertu du récent Plan d'aménagement forestier, il faut tenir compte des facteurs socio-économiques au moment de procéder à la gestion des écosystèmes forestiers.

Même si ces méthodes ne sont pas toujours explicitement définies au niveau de

l'élaboration des politiques, les analyses socio-économiques de l'utilisation des terres et des ressources sont souvent effectuées en pratique. En Ontario, des études ont été effectuées afin d'évaluer les répercussions d'une stratégie d'aménagement d'un vieux peuplement de pins blancs et rouges sur les collectivités tributaires. En Saskatchewan, l'opposition locale au renouvellement d'une entente portant sur une licence d'aménagement forestier a nécessité une analyse socio-économique des incidences du projet sur la collectivité concernée.

Pour faire face aux demandes croissantes du public, qui souhaite participer plus activement aux processus décisionnels, les gouvernements ont élaboré des mécanismes et des politiques visant à garantir la participation du public au processus de planification de l'utilisation des terres et des ressources. Même si toutes les provinces affirment qu'elles invitent les collectivités qui dépendent de l'industrie forestière à participer à ce processus, le niveau de participation du public varie grandement d'une province à une autre.

L'Ontario a élaboré un des mécanismes les plus officiels, qui garantit la participation au processus de planification des ressources des collectivités tributaires de l'industrie forestière. Le principe de ce mécanisme est repris dans les récents règlements de l'évaluation environnementale de la gestion du bois par classe, dans lesquels on recommande la création de comités de citoyens locaux. Ces comités pourront prendre d'importantes décisions concernant l'élaboration des plans de gestion du bois et la réalisation d'analyses socio-économiques. Les autres provinces invitent les collectivités qui dépendent de l'industrie forestière à participer à ces processus lorsque le public exerce des pressions à cet égard; les provinces invitent également la population à des réunions non officielles.

Engagement 5.5 D'ici 1993, les organismes consultatifs de la recherche aux niveaux national et régional examineront et élargiront au besoin leur composition en fonction des besoins de tous les membres de la communauté forestière.

Critères : achèvement des examens et modification de la composition; nombre d'organismes consultatifs de la recherche aux niveaux national et régional ayant terminé un tel examen.

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

On a terminé l'examen de la composition de l'organisme national de recherche, soit le Conseil consultatif de la recherche du Canada, et des conseils provinciaux de recherche de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. Tous ont modifié leur composition en fonction du résultat des examens, sauf la Nouvelle-Écosse.

Le Conseil consultatif de la recherche du Canada a étudié sa composition en 1991, puis l'a modifiée en étendant ses rangs à un plus grand nombre de représentants régionaux et à des organismes de conservation et de protection de l'environnement. Le Conseil est composé de représentants de l'industrie, des gouvernements, des universités, d'organismes fédéraux et d'organisations forestières et environnementales du secteur privé.

Chaque province est dotée d'un conseil de recherche, sauf le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard. Les conseils de Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve ont étudié leur composition pour voir si tous les intérêts de la communauté forestière y étaient bien

représentés. En général, seules des modifications mineures ont été apportées pour élargir la composition des organismes. Le conseil de Colombie-Britannique compte maintenant un représentant du ministère fédéral des Pêches et des Océans; celui du Nouveau-Brunswick s'est doté de nouveaux membres pour élargir la représentation de l'industrie, des universités, des propriétaires de boisés privés et des gestionnaires des habitats fauniques; l'organisme pour Terre-Neuve regroupe des représentants du ministère provincial de l'Environnement et des Terres et du ministère fédéral des Pêches et des Océans.

Bien qu'elle ait procédé à une telle étude, la Nouvelle-Écosse n'a pas encore ajouté de membres à son conseil consultatif.

L'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba sont en train d'étudier la composition de leur organisme consultatif. Le Conseil de la recherche forestière du Québec est le seul qui n'a toujours rien entrepris dans le domaine.

Engagement 5.6 D'ici 1993, les organismes consultatifs de la recherche aux niveaux national et régional examineront et réviseront au besoin leurs priorités de recherche en fonction des exigences de durabilité, de protection de l'environnement et de compétitivité.

Critères : nombre d'organismes consultatifs qui ont effectué un examen stratégique.

<p>Engagement tenu Progrès substantiel ✓ Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

En ce qui a trait aux organismes de recherche provinciaux, peu de progrès ont été accomplis à l'égard de cet engagement (voir même aucun progrès). Même si chaque organisme de recherche provincial révisé ses priorités de recherche à tous les ans, aucun n'a entrepris d'examen stratégique plus officiel qui lui permettrait de déterminer ses objectifs à long terme en matière de durabilité des forêts au Canada. Toutefois, les trois instituts de recherche du Canada, qui travaillent pour l'industrie, ont effectué ce genre d'examens stratégiques.

Une grande partie de la recherche sur les forêts au Canada est guidée à l'échelle nationale par le Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada et par les comités consultatifs qui lui correspondent dans chaque province.

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada donne des fonds pour entreprendre de la recherche dans les universités indépendantes de ces structures, et plusieurs compagnies poursuivent aussi leur propre recherche. À l'échelle nationale, les autorités ont entrepris diverses initiatives afin de s'assurer que les thèmes prioritaires des recherches nationales et provinciales reflètent les besoins en matière de durabilité, de protection environnementale et de compétitivité. Par exemple, le Service canadien des forêts a récemment

mis la dernière main à un examen stratégique intitulé *Vers une nouvelle ère en foresterie durable : le plan stratégique du Service canadien des forêts*, qui décrit les priorités en matière de développement durable et de gestion de l'écosystème forestier.

À l'exception des deux territoires et de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Ontario, toutes les provinces disposent de conseils provinciaux de recherche en foresterie qui sont chargés de faire des recommandations sur l'ordre de priorité provincial en matière de recherche et de déterminer les projets de recherche qui méritent un financement. Même si chaque conseil de recherche provincial passe en revue ses priorités de recherche tous les ans, aucun n'a procédé à un examen stratégique qui lui permettrait d'établir officiellement ses

objectifs et priorités à long terme en matière de recherche.

Toutefois, on a accompli certain progrès dans quelques cas. La Saskatchewan réalise actuellement une étude exhaustive qui permettra de déterminer les priorités de recherche concernant la gestion intégrée des ressources. De son côté, le Conseil de la recherche forestière du Québec a l'intention de tenir, dans un proche avenir, une conférence dont les participants détermineront les priorités en matière de recherche.

Trois autres instituts de recherche importants mènent également des recherches sur les forêts : l'Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers, Forintek et l'Institut canadien de recherches en génie forestier. Ces trois organismes ont procédé, au cours des trois dernières années, à des examens stratégiques officiels afin de s'assurer que leurs priorités de recherche reflètent les besoins en matière de durabilité, de protection environnementale et de compétitivité.

Engagement 5.7 Les organismes de recherche feront participer davantage les utilisateurs du fruit de leurs activités à la planification et à l'exécution de leurs travaux et à l'application de leurs résultats.

Critères : nombre d'organismes de recherche dont les utilisateurs participent à la planification, à l'exécution des travaux et à l'application des résultats; nombre d'organismes de recherche qui ont réalisé un sondage sur la satisfaction des utilisateurs des résultats des recherches.

<p>Engagement tenu Progrès substantiel ✓ Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Tous les organismes de recherche possèdent un bassin d'utilisateurs qui participent, à divers degrés, à la planification et à l'exécution des recherches, ainsi qu'à l'application de leurs résultats. Parmi les dix-huit organismes de recherche provinciaux, universités et instituts de recherche auprès desquels on a mené une enquête pour cette évaluation, Forintek était le seul organisme à avoir effectué un sondage formel sur la satisfaction des utilisateurs des résultats des recherches.

Les recherches forestières sont effectuées par toute une gamme d'organismes, notamment par les conseils provinciaux de recherche en foresterie, les universités et les instituts de recherche. Les dix-huit organismes de recherche qui ont fait l'objet d'une enquête ont mentionné qu'ils invitaient les utilisateurs des résultats des recherches à participer à la planification et à l'exécution des recherches ainsi qu'à l'application de leurs résultats.

Cette participation est garantie par le recours à divers mécanismes. Par exemple, on doit souvent établir des partenariats afin de pouvoir financer les projets de recherche; ainsi, tous les partenaires, c'est-à-dire le gouvernement, les industries et les ONG, sont invités à participer à toutes les étapes de la recherche. Souvent, les utilisateurs font des propositions de

projets, puis participent à l'élaboration et à l'examen des plans de travail. Enfin, tous les conseils provinciaux de recherche en foresterie comptent parmi leurs membres des utilisateurs des résultats des recherches qui peuvent influencer sur l'approbation du financement de certains projets et sur la détermination des priorités en matière de recherche.

Les exemples suivants illustrent les divers types de participation aux activités de recherche au Canada :

- dans la forêt modèle Prince-Albert (Saskatchewan), les utilisateurs des résultats des recherches effectuent des essais pratiques en sylviculture liés au processus de plantation et de préparation du site; et
- les recherches menées à l'Institut

canadien de recherches en génie forestier sont effectuées par les utilisateurs (leur propre équipement et terrain), ce qui optimise le processus de transfert de technologies et permet de s'assurer que la recherche répond aux besoins des utilisateurs.

En règle générale, la satisfaction des utilisateurs n'est évaluée que de façon informelle. Forintek est le seul organisme de recherche à avoir réalisé (en 1990) un sondage sur la satisfaction des utilisateurs des résultats des recherches. Le ministère des Forêts de la Colombie-Britannique tente d'améliorer le processus de communication entre les scientifiques et les utilisateurs des résultats des recherches et a l'intention de réaliser un sondage sur la satisfaction de ces utilisateurs dans un proche avenir.

Engagement 6.1 D'ici 1994, les travailleurs, l'industrie et les gouvernements produiront des prévisions de besoins d'emploi et de formation dans le secteur forestier.

Critère : achèvement des prévisions pour les pâtes et papiers, les produits du bois et les travailleurs forestiers.

✓ Engagement tenu
Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a achevé les prévisions pour l'industrie des pâtes et papiers (à l'échelle nationale) et pour l'industrie des produits du bois (en Colombie-Britannique). Des études ont été amorcées pour l'industrie des produits du bois (à l'échelle nationale), les travailleurs forestiers et ceux de la sylviculture. Ces études devraient être terminées fin 1995.

Le rapport intitulé *l'Industrie canadienne des pâtes et papiers : Accent sur les ressources humaines* a été établi par Price Waterhouse sous les auspices du programme Études sectorielles du DRHC, paru en août 1994. Cette étude nationale approfondie met en lumière les questions de développement des ressources humaines à aborder pour améliorer la compétitivité de l'industrie des pâtes et papiers dans les années à venir.

Dans le cadre du programme Services d'aide à l'adaptation de l'industrie de DRHC, Ernst & Young, a effectué en 1992 une prévision-évaluation des besoins en formation intitulée *Human Resources in the British Columbia Wood Products Industry*. Une étude nationale sera amorcée en automne 1994, et devrait être terminée fin 1995.

Outre les trois études ci-dessus, une partie d'une étude en trois volets du

développement des ressources humaines pour la foresterie autochtone a été terminée en 1993. L'étude permettra d'évaluer l'emploi forestier pour les Autochtones et d'énoncer un plan d'action pour l'évaluation des besoins en formation.

Enfin, une étude du développement des ressources humaines des travailleurs forestiers et de la sylviculture a été amorcée en juin 1994, dans le cadre du programme Service d'aide à l'adaptation de l'industrie de DRHC. L'étude sera complétée en 1995.

Engagement 6.3 D'ici 1994, les établissements d'enseignement postsecondaire, technique et professionnel examineront et réviseront au besoin leurs programmes et leurs cours pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins plus larges d'un aménagement forestier durable.

Critères : nombre et proportion des établissements qui ont terminé l'analyse de leurs exigences; nombre et proportions d'établissements qui ont enclenché le processus de changement de leurs programmes d'études, si leur examen le préconise.

<p>✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants</p>

Toutes les universités canadiennes qui offrent des grades en aménagement forestier ont analysé leurs exigences pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins de l'aménagement durable et ont modifié leurs programmes d'études s'il y avait lieu. Un récent colloque sur ce thème débouchera sans doute sur des changements structurels plus profonds des programmes d'études en foresterie.

Huit universités canadiennes offrent des grades en aménagement forestier. Elles ont toutes effectué une analyse de leurs cours pour s'assurer qu'ils tiennent compte des besoins de l'aménagement forestier durable. Par suite de ces examens, les universités ont apporté des changements à leurs cours de façon à les axer sur des sujets comme l'aménagement forestier intégral, l'intégration de la sylviculture et de la récolte, l'éthique de la gestion des ressources, les questions d'actualité en foresterie et les systèmes d'information sur les ressources forestières.

Toutes les universités qui offrent des grades en aménagement forestier ont été accréditées par le Conseil canadien d'accréditation en foresterie (CCAF), organisme d'examen indépendant qu'a créé la Fédération canadienne des associations

de forestiers professionnels. Le CCAF accrédite les écoles dont les programmes d'études respectent les exigences du métier de forestier. Le CCAF est en train de réviser ses exigences pour s'assurer qu'elles tiennent compte des besoins de l'aménagement forestier durable. Ces nouvelles exigences seront appliquées à la prochaine série d'accréditations.

Enfin, un important colloque intitulé *Sensibiliser le forestier du XXI^e siècle* a été organisé par l'Association des écoles forestières universitaires du Canada et a eu lieu du 12 au 14 mai 1994. Ce colloque, auquel ont participé des représentants de tous les domaines du secteur forestier, visait à faire prendre davantage conscience des impératifs économiques, sociaux et environnementaux du métier de forestier. Ainsi, on a discuté du rôle futur du

forestier professionnel dans la société et des besoins pédagogiques à combler pour l'appuyer. Il s'agissait de mieux comprendre les principes de l'enseignement de la foresterie professionnelle et d'établir les principes et l'approche de l'élaboration des programmes d'études dans les écoles forestières universitaires du Canada.

Au cours du symposium, on a préparé une série de recommandations, qui seront résumées et publiées dans un numéro futur de *Forestry Chronicle* et aboutiront sans doute à des changements majeurs de l'enseignement de la foresterie au Canada.

Engagement 6.5 D'ici 1994, le CCMF évaluera, avec le concours d'organismes publics appropriés, des travailleurs et de l'industrie, la faisabilité d'un régime d'agrément des travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier pour accroître la mobilité, la sécurité et la compétence de la main-d'œuvre.

Critères : régime d'agrément en place (oui ou non).

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Même s'il n'existe pas encore de système d'agrément pour les travailleurs spécialisés dans la sylviculture et dans l'aménagement forestier, un comité a évalué la faisabilité d'un tel système et a formulé une série de recommandations. Bien que le critère contre lequel cet engagement doit être évalué demande l'établissement d'un régime d'agrément national, parce qu'il n'y a pas de consensus national pour établir un tel programme et parce que le CCMF a évalué la faisabilité d'un régime d'agrément national, cet engagement est jugé avoir été tenu.

En raison des obligations liées à la gestion durable des forêts, ainsi que des exigences et du climat de concurrence qui caractérisent le marché mondial, il est essentiel que le Canada maintienne une main-d'œuvre bien formée, hautement qualifiée et qui s'adapte facilement. On estime qu'il y a actuellement au Canada entre 30 000 et 50 000 travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier qui s'adonnent principalement à la plantation, à l'éclaircissement et à la récolte.

À la fin de l'année 1993, le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) a établi un comité composé de représentants du gouvernement, de l'industrie et des syndicats, qui procédera à une évaluation de la faisabilité d'un système d'agrément pour les travailleurs

de la sylviculture et de l'aménagement forestier. Le comité a révisé les pratiques actuelles d'agrément et d'établissement de normes au Canada et évalué la faisabilité de l'établissement d'un système d'agrément national.

Le comité a conclu que, même s'il est possible d'établir un système d'agrément national pour les sylviculteurs canadiens et les spécialistes de l'aménagement forestier, il n'existe aucun consensus à l'échelle nationale qui permettrait de donner le coup d'envoi à ce projet. Même si Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et le Québec appuient la création d'un système d'agrément national, l'Ontario, le Manitoba, l'ACPP, au nom de l'industrie forestière, et l'Association sylvicole du Canada n'appuient pas des systèmes provinciaux ou nationaux d'agrément, préférant mettre

l'accent sur des programmes de formation.

Le comité a publié deux documents qui accompagnaient le rapport : *Le répertoire des programmes de formation et d'agrément des travailleurs sylvicoles et forestiers au Canada*, qui dresse une liste de 70 cours offerts au Canada, et le *Green Binder: Training and Educational Aids for Silviculture and Forest Workers in Canada*, qui décrit toutes les formes d'aide à la formation, comme les guides, les publications et les documents vidéo éducatifs.

Le comité a formulé quatre recommandations :

- Le programme d'agrément national ne devra être mis sur pied que s'il fait l'objet d'un soutien approprié; entre-temps, l'industrie et les syndicats devraient établir un processus visant à normaliser les qualifications de la main-d'œuvre.
- Le CCMF devrait tenter d'harmoniser les normes professionnelles de base concernant les travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier au Canada.

- Il faudra tenter de déterminer quel appui recevra le programme d'agrément une fois que l'on aura obtenu les résultats d'un processus d'examen des besoins des travailleurs de l'aménagement forestier en matière d'emploi, ou encore, dans deux ans.
- Le CCMF devrait appuyer l'échange permanent de renseignements, processus lancé par le comité grâce à la publication des deux documents d'appui.

Engagement 7.1 D'ici la fin de 1992, les organismes forestiers autochtones et le gouvernement fédéral élaboreront ensemble une stratégie forestière autochtone complète qui respecte les croyances et les aspirations autochtones communes, régénère les terres des réserves, confère aux collectivités le pouvoir de gérer leurs ressources financières et crée des modèles d'aménagement durable.

Critère : stratégie complète achevée.

Engagement tenu
Progrès substantiel
✓ Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

La Stratégie forestière autochtone n'est pas encore terminée. Toutefois, l'Association nationale de foresterie autochtone a présenté un document de réflexion énonçant les objectifs de cette stratégie.

En janvier 1992, l'Association nationale de foresterie autochtone a achevé un document de réflexion provisoire intitulé *Une stratégie forestière autochtone*. Ainsi que le résume le document de réflexion, une stratégie forestière autochtone a pour objectifs de protéger, de conserver, d'aménager et d'utiliser au mieux les terres forestières, à l'intérieur et à l'extérieur des réserves, et ce, à perpétuité.

Le document de réflexion expose les cinq éléments clés de la Stratégie :

- législation sur les terres et ressources forestières;
- programmes d'aménagement forestier;
- programmes d'éducation et de formation;
- programmes d'expansion commerciale;
- programmes de politique, de développement et de promotion.

Les buts et objectifs figurant dans le document de réflexion n'ont pas encore été incorporés à une stratégie forestière autochtone. Comme les questions autochtones sont de compétence fédérale en vertu de la Constitution du Canada, c'est à la Couronne fédérale d'aborder les aspects autochtones de la foresterie par l'entremise de divers ministères. Avant qu'une stratégie globale ne soit initiée, le Cabinet devra entériner le document de réflexion.

Engagement 7.3 Les organismes autochtones et les gouvernements encourageront ensemble la création d'entreprises par une amélioration de l'accès aux capitaux, aux transferts de technologie et à l'aide infrastructurelle.

Critères : nombre d'entreprises forestières autochtones; niveaux d'emploi dans ces entreprises.

- | | |
|---|-----------------------------|
| | Engagement tenu |
| | Progrès substantiel |
| ✓ | Un certain progrès |
| | Peu ou pas de progrès |
| ✓ | Renseignements insuffisants |

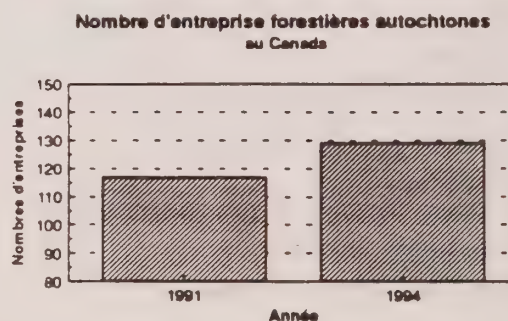
Certains progrès ont été réalisés dans le sens de cet engagement. Toutefois, les données actuelles sur les entreprises autochtones et les niveaux d'emploi dans l'ensemble du secteur forestier (d'après lequel cet engagement est évalué) n'indiquent pas nécessairement si les organisations autochtones ont amélioré leur accès aux capitaux, aux transferts de technologie et à l'aide infrastructurelle.

Il existe très peu de renseignements exacts sur les entreprises forestières autochtones ou sur l'emploi des Autochtones dans le secteur forestier. Toutefois, l'Association nationale de la foresterie autochtone a présenté au gouvernement fédéral une proposition visant à mettre au point des bases de données contenant des statistiques sur l'éducation, la formation, l'emploi, la gestion des ressources naturelles et la création d'entreprises dans le secteur forestier ainsi qu'à établir des profils des entreprises forestières autochtones existantes.

En 1991, Forêts Canada a mené une enquête sur les entreprises forestières autochtones participant à divers aspects de l'industrie forestière et en a recensé 117 au Canada. Un répertoire plus récent, publié en 1994, recense 129 entreprises forestières autochtones, ce qui représente un léger accroissement par rapport aux

trois dernières années.

Aucun renseignement sur les niveaux d'emploi dans les entreprises forestières autochtones n'était disponible. Toutefois, d'après le recensement de 1986, 8 850 Autochtones travaillaient dans les secteurs de la foresterie et de l'exploitation forestière, soit 7 % de la population active totale de ces industries (Étude de la formation et de l'emploi des Autochtones en foresterie - 1993). Des statistiques comparables fondées sur le recensement de 1991 n'étaient pas disponibles.



Engagement 7.5 En 1992, les organismes forestiers autochtones et le gouvernement fédéral se doteront d'une stratégie de satisfaction des besoins de formation et d'emploi des autochtones en tenant compte des valeurs de ceux-ci en ce qui concerne la forêt.

Critère : stratégie achevée.

Engagement tenu Progrès substantiel ✓ Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

L'élaboration d'une stratégie portant sur les besoins de formation et d'emploi des Autochtones se fait en deux phases. La première, qui a été terminée début 1993, a consisté à examiner les besoins en formation et en emploi des Autochtones, et la deuxième, qui consiste à élaborer une stratégie propre à combler ces besoins, n'a pas encore été mise en œuvre.

Le rapport intitulé *Étude de la formation et de l'emploi des Autochtones en foresterie (EFEAF)* examine les besoins de développement des ressources humaines des Autochtones dans le secteur forestier. Le rapport a été établi en 1993 pour le comité EFEAF, qui a été créé par le Service d'aide à l'adaptation de l'industrie d'Emploi et Immigration Canada et pour l'Association nationale de la foresterie autochtone.

- les obstacles à l'emploi et à l'éducation que les Autochtones rencontrent dans le secteur forestier;
- les façons d'incorporer les valeurs fondées sur les connaissances écologiques traditionnelles à l'éducation en gestion des ressources et à l'aménagement forestier.

Le rapport EFEAF constitue la première phase d'un processus qui en compte deux. La deuxième phase, qui sera lancée par le programme Services d'aide à l'adaptation de l'industrie du ministère des Ressources humaines du Canada, permettra de prévoir l'emploi des Autochtones en foresterie et d'exposer le plan d'action pour l'évaluation des besoins en formation. La phase II a pour objectif de «définir des programmes de formation et d'éducation et des pratiques d'embauchage qui favoriseront et garantiront le plein accès des Autochtones aux emplois et aux possibilités de développement économique

Ce rapport résume les possibilités qui s'offrent au sein de l'industrie forestière et détermine les enjeux suivants :

- la situation actuelle de l'emploi et de l'éducation chez les Autochtones dans le secteur forestier;
- les besoins en accroissement de l'éducation et de la formation chez les Autochtones dans le secteur forestier;

dans le secteur forestier actuel et qui contribueront à rehausser les valeurs forestières des Autochtones en ce qui concerne la forêt» (citation tirée du rapport EFEAF, phase I). Cette étude devrait être terminée fin 1995.

Engagement 8.3 On encouragera encore plus une intendance irréprochable des forêts privées en accroissant les aptitudes et les connaissances des propriétaires de forêts privées et en reconnaissant et soutenant des modèles de pratiques optimales concernant ces terres.

Critères : nombre de provinces offrant des services de vulgarisation aux propriétaires de petites forêts privées; nombre de propriétaires de petites forêts privées qui participent au programme de gestion des forêts privées et augmentation depuis 1992; nombre d'organisations de propriétaires d'organisations et de provinces qui disposent de programmes incitatifs, comme les programmes de reconnaissance visant à appuyer les meilleures pratiques.

<p>Engagement tenu</p> <p>Progrès substantiel</p> <p>✓ Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

Toutes les dix provinces offrent une forme de service de vulgarisation visant à encourager les propriétaires de forêts privées à accroître leurs connaissances et compétences en matière d'aménagement forestier. On estime que 6 p. 100 des propriétaires de forêts privées participent à des programmes d'aménagement des forêts privées, ce qui représente une hausse marginale depuis 1992. Quatre provinces décernent des prix annuels aux meilleurs propriétaires de forêts privées, ce qui encourage l'application des meilleures pratiques.

Pour la période comprise entre 1992 et 1996, le gouvernement fédéral a engagé 120 millions de dollars à des programmes fédéraux-provinciaux de foresterie à l'intention des boisés privés. À l'exception des deux territoires, toutes les provinces offrent des services d'extension visant à encourager les propriétaires de forêts privées à acquérir des connaissances et des compétences.

Les programmes de vulgarisation varient de la sensibilisation et de l'éducation du public à l'aide financière visant à améliorer la gestion des terrains boisés. Les exemples suivants illustrent certaines des initiatives qui sont en cours :

- en Alberta, on a mis principalement l'accent sur la sensibilisation du public et sur la diffusion de renseignements visant à aider les propriétaires de forêts à prendre des décisions réfléchies;
- le programme Administration du rétablissement agricole des Prairies offre un financement à la *Farm Woodlot Association* de la Saskatchewan afin d'encourager l'élaboration de programmes d'aménagement destinés aux propriétaires de boisés privés;
- le ministère des Richesses naturelles de l'Ontario offre des programmes complets de formation, allant de cours sur le marquage des arbres et sur la gérance des terres à la distribution de

brochures sur l'aménagement des forêts et une collaboration avec le ministère de l'Agriculture afin de produire un guide des meilleures pratiques relativement aux terrains boisés;

- l'Ontario subventionne le matériel de reproduction en pépinière vendu aux propriétaires de forêts privées;
- le Nouveau-Brunswick offre une aide financière aux propriétaires de terrains boisés privés afin qu'ils puissent effectuer des travaux d'amélioration de leur infrastructure et établir et aménager le peuplement de leur terrain;
- la Nova Scotia Woodlot Owners Organization publie un bulletin trimestriel (tirage de 3 000) portant sur la gestion d'un terrain boisé.

Le Service canadien des forêts estime que 25 000 propriétaires de forêts privées (ou 5,9 %) ont participé à des programmes d'aménagement forestier offerts dans le cadre des ententes fédérales-provinciales en 1993-1994, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Le nombre de propriétaires participant aux programmes d'aménagement offerts est faible si on le compare au nombre total de propriétaires de petits terrains boisés. La participation est probablement plus forte dans l'est du Canada. Par exemple, les représentants de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard estiment qu'environ 25 % de leurs propriétaires de terrains boisés participent aux programmes de vulgarisation qui leur sont offerts.

Bon nombre d'organisations gouvernementales et de regroupements de propriétaires se sont montrés préoccupés par le financement futur des programmes d'aménagement des forêts privées,

préoccupation justifiée par les restrictions gouvernementales imposées. Les autorités de l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, ont laissé entendre que, sans l'aide offerte dans le cadre de l'Entente sur la mise en valeur des ressources forestières, la plupart des programmes d'aménagement des forêts privées (qui représentent 90 % des forêts de la province) seront gravement touchés ou devront être interrompus. En Ontario, le financement destiné aux propriétaires de terrains boisés privés a été considérablement réduit, et le nombre de services de vulgarisation offerts par le ministère des Richesses naturelles est limité en raison du manque de ressources.

Quatre organisations de propriétaires et certaines provinces décernent des prix de meilleur propriétaire de boisé privé de l'année afin d'encourager l'application des meilleures pratiques en foresterie sur les terrains privés. Ces prix sont offerts au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Il existe également d'autres initiatives visant à aider les propriétaires de terrains boisés privés à aménager leur propriété. Par exemple, à l'Île-du-Prince-Édouard, on a créé une série de terrains boisés modèles qui servent de «sites éducatifs» aux propriétaires de terrains boisés et au public. En Ontario, en 1993, 8 500 visiteurs ont pris part à une exposition forestière axée sur l'éducation des propriétaires de forêts.

Engagement 8.4 D'ici 1993, les organismes représentant les propriétaires de forêts privées examineront les régimes fiscaux et leur incidence sur l'aménagement des forêts privées.

Critères : examen des régimes fiscaux terminés? changements apportés à la structure ou aux programmes fiscaux affectant les boisés privés?

✓ Engagement tenu
Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Au début de 1992, l'Association forestière canadienne a terminé son étude de l'impact des régimes fiscaux existants sur les propriétaires de boisés privés. Les recommandations du rapport en vue de modifier les régimes n'ont pas encore été appliquées. Bien que les critères pour cet engagement demandent une mise en œuvre des recommandations émanant de cet examen, cet engagement fut évalué comme ayant été tenu, étant donné que le critère est beaucoup plus rigoureux et d'une portée plus grande que le libellé de l'engagement original.

Au début de 1992, l'Association forestière canadienne a terminé un examen des régimes fiscaux existants et de leurs impacts sur la gestion des forêts privées. Le rapport signalait que les politiques fiscales existantes découragent les propriétaires à investir dans l'aménagement de leurs boisés et les encourageaient parfois à recourir à des pratiques non durables.

Ainsi, d'après les lois existantes, on ne sait pas vraiment si les dépenses engagées dans l'aménagement forestier sont considérées comme des déductions ou des dépenses en capital. De plus, les propriétaires de boisés peuvent parfois tirer de plus grands avantages fiscaux en liquidant une forêt qu'en la gérant de façon durable, méthode qui permet des recettes, mais à plus long terme.

Dans le rapport, on demande une révision

de l'assiette fiscale et l'application des recommandations suivantes :

- que l'on reconnaisse que les petits propriétaires de boisés font partie d'une catégorie spéciale de contribuables;
- qu'on puisse déduire les dépenses d'aménagement forestier des revenus, sans restrictions, de même que le coût des peuplements, durant l'année de l'achat du boisé;
- qu'on puisse employer la méthode de la comptabilité de caisse et considérer un boisé comme une source de revenus ou une valeur immobilisée;
- qu'il y ait admissibilité au titre des gains en capital;
- qu'on ait accès à un certain nombre de crédits d'impôt et d'abris fiscaux, pour promouvoir l'achat de boisés et l'aménagement forestier.

La Fédération canadienne des propriétaires de boisés a discuté de l'application des recommandations avec des fonctionnaires aux ministères des Finances et du Revenu national, mais aucune mesure concrète n'a encore été prise. En juin 1994, le Comité permanent des ressources naturelles a présenté au Parlement un rapport sur la question. La Fédération souhaite qu'à l'automne de 1994 on établisse un plan d'action traitant de réforme fiscale, de concert avec Ressources naturelles Canada.

Engagement 8.5 Les propriétaires de forêts privées et les gouvernements intensifieront ensemble le boisement des terres agricoles marginales dans des zones écologiquement appropriées.

Critères : hectares de terres agricoles marginales boisées depuis 1992 et tendance relative au boisement de ces terres.

Engagement tenu
Progrès substantiel
✓ Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Le boisement des terres agricoles marginales varie considérablement selon les provinces. Plusieurs provinces non pas de mécanismes formels d'enregistrement pour évaluer les taux de boisements. Depuis 1992, environ 3 000 hectares ont été boisés dans le cadre du programme Mon milieu, mes arbres, et le taux actuel de boisement est de 1 500 hectares par an sous ce programme; on prévoit que ce chiffre restera inchangé pour les années à venir.

La plupart des activités de boisement des terres agricoles marginales sont entreprises dans le cadre du programme Mon milieu, mes arbres. Créé dans la foulée de la Stratégie pour une action nationale concernant le réchauffement de la planète, ce programme a pour but d'appuyer les projets communautaires de plantation d'arbres, activité qui permet le boisement d'environ 1 500 hectares par an.

Le programme Administration du rétablissement agricole des Prairies du ministère fédéral de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire appuie la plantation sur les terrains agricoles d'arbres destinés à former un coupe-vent et à améliorer l'habitat faunique. Entre 1992 et 1993, le programme a permis de planter 7,6 millions d'arbres, qui forment une bordure coupe-vent de 5 239 km; on a également planté 1,15 million d'arbres pour l'habitat faunique.

En collaboration avec le gouvernement provincial, TREEmendous Saskatchewan, un organisme sans but lucratif, plante des arbres sous les auspices de l'ARAP et de Mon milieu, mes arbres. Des négociations sont en cours avec le gouvernement de la Saskatchewan afin de conclure un cadre de coopération qui régirait la gestion intégrée et durable des terres agricoles louées à bail. Il serait notamment question de boiser des terres agricoles marginales.

Certaines provinces proposent des services de vulgarisation dans le cadre desquels on offre des semis aux personnes intéressées. La Saskatchewan, par exemple, a un service de vulgarisation qui fournit des semis pour des besoins spéciaux. De même, l'Ontario fournit aux propriétaires fonciers quelque 10 à 12 millions d'arbres par année à des prix subventionnés. Les propriétaires fonciers de l'Île-du-Prince-Édouard ont reboisé 732 hectares de terres agricoles marginales depuis 1992.

Au Manitoba, plus de 250 000 arbres ont été plantés sur des terrains privés (des terres agricoles en majorité) en 1992. Grâce à l'appui du Plan vert, de l'ARAP et du Private Lands Forestry Program du Manitoba, l'activité de boisement s'est considérablement intensifiée depuis 1992. Des données préliminaires pour 1993 indiquent que le boisement sur les terres agricoles est en hausse; ces statistiques sont particulièrement encourageantes puisqu'elles indiquent un renversement de tendance dans le déboisement des terres marginales.

L'Ontario participe à plusieurs programmes qui contribuent au boisement, notamment le Programme national de conservation des sols et le Programme d'établissement d'une couverture végétale permanente II pour le compte de l'Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario. Grâce à ces programmes, 1 million d'arbres sont plantés chaque année sur des terres agricoles fragiles. Quelque 1 000 hectares ont ainsi été recouverts depuis 1992. En fournissant des arbres subventionnés à des propriétaires fonciers, la province a permis le reboisement de quelque 2 000 hectares additionnels de terres agricoles. Et grâce au programme de la Loi sur l'amélioration des terrains boisés et à des programmes réalisés en partenariat avec l'Association forestière de l'Ontario et la Fondation nationale communautaire de l'arbre, environ 2 000 hectares de terrains privés ont été boisés depuis 1992.

Les provinces qui ont depuis toujours considéré le boisement comme une responsabilité fédérale commencent à mettre en œuvre leurs propres programmes. En Colombie-Britannique par exemple, un des principaux objectifs

du Forest Renewal Plan de la province est de convertir les terres agricoles marginales en des forêts à fort potentiel de production en fibre.

Un nombre de provinces ont mentionné qu'elles ne disposaient d'aucun mécanisme officiel permettant de répertorier les activités de boisement des terres agricoles. Il y a des indications que le nombre de terres boisées tend à augmenter dans certaines provinces, bien que le déboisement pour des buts agricoles est encore d'une plus grande amplitude. Certaines provinces ont indiqué que le public s'intéresse de plus en plus aux activités de boisement et de reboisement, et que les ententes fédérales-provinciales sont essentielles à la survie de tels programmes d'extension. Au fur et à mesure que les niveaux de financement sont réduits, on risque de ne pas pouvoir maintenir les taux actuels de boisement sur les terres agricoles marginales.

Engagement 9.1 Le Canada conservera ses forêts dans leur étendue, leur diversité et leur vigueur.

Critères : changements dans la superficie des terres forestières de chacune des écorégions du Canada; tendances quant au nombre d'espèces sylvoicoles rares, menacées et en danger de disparition (comme indicateurs de diversité et de santé); changements dans la distribution des classes d'âge et des espèces d'arbres dans chaque région forestière.

<p>Engagement tenu</p> <p>Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>✓ Renseignements insuffisants</p>

Comme les provinces ne rassemblent pas de données sur les changements touchant les superficies des terres forestières de chaque écorégion, ou sur les changements dans la distribution des classes d'âge et des essences par régions forestières, il n'est pas possible de mesurer les progrès réalisés face à cet engagement. Il y a un besoin urgent de recueillir des données de base afin d'évaluer et de déterminer dans quelle mesure l'étendue, la diversité et la vigueur des forêts du Canada sont maintenues.

Cet engagement se trouve au centre même des buts et objectifs fondamentaux de toute la Stratégie nationale sur les forêts. Cependant, nous ne disposons pas de données ou de renseignements sur les changements relatifs aux terres forestières et à la distribution des classes d'âge par écorégion et par régions forestières, parce que les organismes responsables de la gestion forestière ne recueillent pas ou ne compilent pas de données de ce genre. Sans ces données de base essentielles, il est difficile d'évaluer et de quantifier les changements quant à l'étendue, à la diversité et à la vigueur des forêts du Canada.

L'état des forêts au Canada 1993 présente quelques données sur les changements enregistrés dans le secteur des terres forestières commerciales au cours des

quinze dernières années. Il indique que, durant cette période, les incendies, les insectes et les maladies ont causé la perte d'une superficie plus grande que la superficie totale récoltée (17,13 millions d'hectares par rapport à 13,3 millions d'hectares). De la période quinquennale, 1982-1986 à celle de 1987-1991, la superficie totale récoltée sur des terres commerciales a augmenté de 4,7 %.

Parce que les provinces recueillent et compilent les données sur une base d'unité de gestion, il n'y a pas de données quantitatives sur les changements dans la distribution des classes d'âge et des espèces ligneuses dans chaque région forestière. Toutefois, selon la tendance générale, il semble y avoir une abondance de jeunes arbres (entre 0 et 20 ans) et d'arbres mûrs (plus de 80 ans). Pour ce

qui concerne la demande, on prévoit une pénurie de bois attribuable au faible nombre d'arbres de la classe d'âge intermédiaire.

Même si le récent rapport *L'état des forêts au Canada 1993* ne présente aucune donnée sur les changements dans les classes d'âge ou la distribution des espèces par région forestière, il donne quelques tendances quant aux forêts commerciales du pays. La superficie pourvue de forêts au stade de semis a augmenté de 5,6 % entre 1987 et 1991; la superficie pourvue de jeunes forêts a diminué de 2,4 % entre 1987 et 1991; et la superficie pourvue de forêts mûres, vieilles ou d'âges divers a diminué de 1,5 % durant cette même période.

Aucun gouvernement provincial n'a trouvé qu'il y avait eu une augmentation du nombre d'espèces sylvicoles menacées ou en danger de disparition depuis 1992. Cependant, de nombreuses espèces sylvicoles sont menacées ou vulnérables, y compris des espèces vivant dans les vieilles forêts de la Colombie-Britannique, comme la grande salamandre et l'aloue marbrée; une population de caribous des bois dans la région du lac Winnipeg; et la martre d'Amérique à Terre-Neuve.

Une des modalités de la récente décision prise à la suite de l'Évaluation environnementale générale sur le bois de sciage en Ontario prévoit une surveillance plus complète des espèces forestières, ce qui facilitera l'analyse des tendances une fois les données de base compilées.

Engagement 9.3 Le Canada tâchera de mieux faire comprendre et appuyer par les Canadiens la contribution qu'apportent leurs forêts à la salubrité de l'environnement planétaire.

Critères : ampleur de l'augmentation de la sensibilisation du public face aux forêts, comme déterminée par des sondages; rapports annuels concernant la Stratégie nationale sur les forêts et rapports d'évaluations favorables.

- | |
|-------------------------------|
| Engagement tenu |
| Progrès substantiel |
| ✓ Un certain progrès |
| Peu ou pas de progrès |
| ✓ Renseignements insuffisants |

Les critères d'évaluation du respect de l'engagement supposent que des sondages nationaux ont été menés pour mesurer dans quelle mesure les Canadiens comprennent la contribution que leurs forêts apportent à la salubrité de l'environnement planétaire. Comme aucun sondage n'a été fait depuis tôt en 1992, il est impossible d'évaluer les progrès réalisés en vue de respecter l'engagement. Néanmoins, les programmes continus d'éducation et de sensibilisation actuellement réalisés partout au pays favorisent indubitablement une sensibilisation aux enjeux forestiers.

Ces dix dernières années, les questions d'environnement ont grimpé au premier rang des préoccupations générales; des événements internationaux majeurs comme la Conférence des Nations-Unis sur l'environnement et le développement (1992) ont été largement couverts par les médias et ont mis l'accent sur les liens qui unissent notre environnement (y compris les forêts) à l'environnement planétaire.

Récemment, des questions forestières nationales ont aussi fait la une dans les médias. L'incroyable controverse sur l'utilisation des terres du détroit de Clayoquot en Colombie-Britannique, par exemple, a entraîné un débat public sur l'utilisation des ressources et les pratiques forestières. Bien que certaines questions épineuses demeurent toujours, il ne fait aucun doute que grâce à elles, les

Canadiens sont de plus en plus conscients de la contribution de leurs forêts à la santé de l'environnement planétaire.

L'éducation du public est une façon importante d'accroître la connaissance générale des enjeux forestiers. De nombreux programmes d'éducation ont visé les jeunes Canadiennes et Canadiens. À Terre-Neuve, par exemple, on a conçu un programme d'étude destiné aux enseignants et intitulé *Focus on Newfoundland's Forests*. C'est ainsi que les questions forestières et environnementales seront introduites dans les classes. De même, la Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels et l'Association forestière canadienne ont remis, aux élèves cette fois, un livre intitulé *Tale of the Forest of Halvella Land*.

Ces mesures, ajoutées aux autres campagnes de sensibilisation du public actuellement menées par des organismes gouvernementaux et privés ainsi qu'à la couverture par les médias des questions forestières d'actualité au Canada et à l'étranger, ont vraisemblablement contribué à faire comprendre davantage la contribution que nos forêts apportent à l'environnement planétaire.

Engagement 9.4 Le Canada fera de la recherche en vue de dégager et de renforcer le rôle de la forêt dans le maintien d'un sain environnement planétaire.

Critère : citer des exemples précis de recherche pertinente.

✓ Engagement tenu
✓ Progrès substantiel
✓ Un certain progrès
✓ Peu ou pas de progrès
✓ Renseignements insuffisants

Le Service canadien des forêts, en partenariat avec d'autres organisations canadiennes, continue de faire de la recherche en vue de dégager et de renforcer le rôle de la forêt dans le maintien d'un sain environnement planétaire.

Les forêts jouent un rôle important dans le maintien de la santé de l'environnement planétaire. Elles constituent également un des meilleurs indicateurs de la santé de l'environnement. La plupart des Canadiens sont conscients de certaines des fonctions environnementales que remplissent les forêts, et la recherche se poursuit dans des domaines comme la prévention de l'érosion du sol, l'habitat et la régulation de l'eau douce et du climat. Devant les nouveaux dangers qui menacent maintenant la santé de nos écosystèmes, le champ des recherches menées par les scientifiques et les forestiers s'élargit.

Le Service canadien des forêts (SCF), ainsi qu'une gamme d'autres organismes, continue à contribuer à ces recherches. Cela revêt une importance particulière du fait que le Canada possède 10 % des forêts du monde.

Entre autres exemples de travaux innovateurs, mentionnons l'élaboration d'un modèle de budget du carbone pour le secteur forestier canadien. Les

scientifiques du SCF, en collaboration avec un cabinet d'experts-conseils, se servent du modèle pour établir le bilan d'échange du carbone entre les écosystèmes forestiers, le secteur des produits forestiers et l'atmosphère. Ils utilisent le modèle dans des analyses de scénarios d'éventualités sous différents régimes de changements climatiques et d'aménagement forestier afin d'évaluer la contribution des forêts et des activités du secteur forestier aux futurs budgets du carbone. Le modèle tient compte de la dynamique de la biomasse forestière, des sols forestiers et du secteur des produits de la forêt. Vu le rôle potentiel important que pourrait jouer la bioénergie comme substitut de l'énergie des combustibles fossiles, le modèle tient également compte de l'utilisation et de la production d'énergie.

Ressources naturelles Canada participe également à la Boreal Forest Transect Study, programme axé sur le changement climatique qui constituera un élément de l'Étude d'observation et de modélisation du nord de la biosphère (NBIOME). Un

des éléments du Système international d'observation de la Terre (projet de la NASA), NBIOME est une étude à long terme qui contribuera à parfaire notre connaissance et notre compréhension des écosystèmes terrestres et des changements environnementaux à l'échelle du globe.

Les travaux se poursuivent afin de mettre au point des sources d'énergie à partir de la forêt, réduisant ainsi notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Les recherches effectuées en vertu du Programme de l'énergie forestière (ENFOR) ont permis de mettre au point des techniques de culture forestière à des fins énergétiques et de produire un inventaire national de la biomasse forestière. Enfin, par le truchement du Programme international géosphère-biosphère, le Canada joue un rôle de premier plan dans l'évaluation des effets de la combustion de biomasse sur la chimie de l'atmosphère.

Engagement 9.5 Le Canada cherchera à améliorer les ressources forestières du globe par un appui à l'adoption de conventions internationales en matière de variations climatiques et de biodiversité.

Critères : signature de la Convention sur les changements climatiques et de la Convention sur la biodiversité (oui/non); signature et application des stratégies de mise en œuvre des conventions sur le changement climatique et la biodiversité par tous les gouvernements concernés (oui/non).

✓ Engagement tenu Progrès substantiel Un certain progrès Peu ou pas de progrès Renseignements insuffisants
--

Les conventions sur les changements climatiques et la biodiversité ont été signées dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est déroulé à Rio en juin 1992; elles ont été ratifiées le 4 décembre 1992. Le Canada est le premier pays industrialisé à avoir ratifié les deux conventions. Les plans de mise en œuvre élaborés par le Canada en vue de respecter ces conventions ne sont pas encore terminés, mais des progrès substantiels ont été réalisés. On prévoit terminer la version provisoire du Plan d'action national sur le changement climatique et la Stratégie canadienne sur la biodiversité pour novembre 1994.

Plus de 150 pays ont signé la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCCC) qui est entrée en vigueur le 21 mars 1994, soit trois mois après la ratification par le cinquantième pays.

Aux termes de la CCCC, le Canada doit mettre en œuvre des politiques et des mesures d'atténuation du changement climatique, et de protection et d'amélioration des systèmes naturels d'élimination du carbone comme les forêts. L'objectif consiste à ramener les émissions de gaz à effet de serre aux niveaux enregistrés dans les années 1990, d'ici l'an 2000.

Dans le cadre de son engagement à l'égard

de la CCCC, le Canada a publié un rapport national sur le changement climatique au début de 1994. De ce document, on conclut notamment qu'étant donné les politiques actuelles, le Canada ne sera pas en mesure de respecter son engagement lié à la stabilisation des émissions aux niveaux de 1990 d'ici l'an 2000. Afin de régler ce problème et de respecter ses obligations à l'égard de la CCCC, le gouvernement fédéral, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé, a mis en place un processus d'élaboration d'un Plan d'action national sur le changement climatique.

L'élaboration de ce plan est menée par le

Conseil canadien des ministres de l'énergie et le Conseil canadien des ministres de l'environnement. Une version préliminaire du plan, qui comprendra des consultations du fédéral, des provinces et du secteur privé, devrait être présentée aux ministres en novembre 1994. Le gouvernement du Canada doit dévoiler le Plan d'action national à la première Conférence de la CCCC prévue en mars-avril 1995.

La Convention sur la biodiversité est entrée en vigueur à la fin du mois de décembre 1993, après la ratification du trentième pays. Actuellement, plus de quarante pays ont ratifié la Convention.

La réponse du Canada à la Convention s'articule sous forme d'une Stratégie canadienne sur la biodiversité issue de la collaboration des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, de l'industrie, du secteur des affaires, et des représentants des secteurs de l'enseignement, de la science et de l'environnement. L'élaboration de la stratégie est bien avancée. Tous les paliers de gouvernements, de même que les groupes du secteur privé et de protection de l'environnement, ont préparé un inventaire de leur législation, de leurs politiques et de leurs programmes qui sont directement liés à la Convention, et ont formulé des recommandations qui seront intégrées à la Stratégie.

Plusieurs groupes d'intérêt se sont réunis afin de discuter de divers sujets, notamment les espèces menacées, les organismes non indigènes et la préservation ex-situ. Les recommandations de ces groupes ont aussi contribué au développement de la Stratégie canadienne sur la biodiversité.

Une ébauche de la Stratégie a été présentée aux différents intervenants à la fin du printemps de 1994. Le Cabinet devrait donner son approbation en septembre en vue de la signature et de la publication de la Stratégie en novembre 1994.

Engagement 9.6 Le Canada cherchera à faire adopter une déclaration internationale de principes sur l'aménagement, la conservation et le développement durable des forêts dans le monde, adoption qui devrait avoir lieu dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) en juin 1992.

Critère : adoption de principes forestiers à la CNUED (oui/non).

✓ Engagement tenu
Progrès substantiel
Un certain progrès
Peu ou pas de progrès
Renseignements insuffisants

Dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, le Canada avait comme priorité d'établir une définition et des mesures reconnues à l'échelle internationale en ce qui a trait au développement durable des forêts. Cette démarche a donné lieu à un consensus sur un ensemble de principes relatifs aux forêts, regroupés dans la *Déclaration de principes, non juridiquement contraignants mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts*.

Durant la CNUED, la question des forêts a soulevé la controverse. Bien qu'il ne fut pas possible de négocier une convention forestière internationale, le Canada contribua au développement d'une série de principes directeurs à partir desquels on pourrait élaborer un document exécutoire.

Ainsi, le Canada a réussi à élargir la portée du débat sur les forêts, qui se limitait jusqu'alors à la lutte contre le déboisement. Ceci a assuré que les questions touchant la conservation, l'aménagement et le développement durable de tous les types de forêts ont été abordées.

Les principes directeurs, communément appelés « principes forestiers » sont les suivants :

- établir des lignes directrices nationales et des critères scientifiques internationaux pour la conservation, la gestion et le développement durable des forêts;
- considérer les forêts comme des écosystèmes intégrés auxquels est rattaché un ensemble de valeurs différentes (bois, culture, faune et conservation des sols);
- promouvoir la participation du public à la prise de décisions, notamment celle des femmes et des autochtones;
- développer les compétences, la formation, les connaissances et les institutions nécessaires pour appuyer la conservation et le développement durable des forêts;
- renforcer la coopération et l'aide internationale pour les forêts des pays

- en voie de développement;
- déterminer les pressions sur les écosystèmes forestiers provenant de l'extérieur du secteur et y faire face;
- élaborer des politiques visant à assurer la préservation et le développement durable des forêts;
- favoriser une concurrence internationale juste sur le marché des produits forestiers.

Engagement 9.7 Le Canada poursuivra l'élaboration d'une convention internationale sur la conservation et le développement durable des forêts dans le monde, accord qui pourrait énoncer des principes et des normes internationalement reconnus d'aménagement forestier.

Critère : élaboration d'une convention internationale (oui/non).

	Engagement tenu
	Progrès substantiel
✓	Un certain progrès
	Peu ou pas de progrès
	Renseignements insuffisants

Durant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est tenue au Brésil, les parties ont convenu de façon informelle de ne pas élaborer, pour le moment, une convention exécutoire en ce qui a trait aux forêts. Il est possible qu'à la conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), qui aura lieu en avril 1995, on parvienne à un terrain d'entente pour amorcer les négociations. Le cas échéant, il faudra attendre au moins deux ou trois ans avant de pouvoir signer un document définitif.

Bien que la communauté internationale n'ait pas encore sanctionné la négociation d'une convention forestière internationale, le Canada participe activement aux étapes préliminaires en vue de discussions éventuelles grâce à des initiatives comme le partenariat Canada-Malaisie en vue de parrainer un Groupe de travail international sur les forêts mondiales (GTIFM) et l'établissement de critères et d'indicateurs relatifs à la gestion durable des forêts.

Le Canada a organisé un séminaire international à Montréal, dans le cadre duquel on a amorcé les travaux d'élaboration de critères et d'indicateurs pour les forêts boréales et tempérées. Le Canada a en outre participé aux deux réunions qui ont suivi le séminaire et qui ont eu lieu à Washington et à Kuala Lumpur. Le Canada a également obtenu le

statut d'observateur dans le cadre de l'élaboration parallèle de critères et d'indicateurs pour les forêts de l'Europe.

Le GTIFM doit se réunir avant le mois d'avril 1995 afin de discuter des principales questions politiques touchant les forêts, en vue de présenter des recommandations à la CNUDD dans le cadre des activités de suivi de la CNUED en ce qui a trait aux engagements à l'égard des forêts. Les représentants canadiens espèrent que ces discussions permettront de susciter les appuis aux négociations.

Engagement 9.8 Le Canada continuera à collaborer avec les autres pays en apportant une aide professionnelle, financière et technique et en fournissant des données d'aménagement forestier.

Critères : poursuite des partenariats (oui/non); établissement de partenariats; augmentation de l'aide technique et financière, avec exemples à l'appui; et, nombre de forêts modèles internationales établies ou en voie d'établissement.

<p>Engagement tenu</p> <p>✓ Progrès substantiel</p> <p>Un certain progrès</p> <p>Peu ou pas de progrès</p> <p>Renseignements insuffisants</p>

Le Canada poursuit ses relations de partenariat et en établit de nouvelles avec de nombreux pays, que ce soit de façon officielle ou officieuse, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Service canadien des forêts.

Le Canada, par l'entremise du Service canadien des forêts, a signé des protocoles d'entente touchant une vaste gamme d'activités (de la recherche forestière au développement de nouvelles technologies), avec les États-Unis, le Mexique, la Chine, la Finlande et la Russie. Les activités forestières dans les pays en voie de développement sont généralement financées par l'ACDI. Bien que la contribution financière de cet organisme ait diminué, comparativement aux niveaux enregistrés en 1979 et 1980, un nombre de nouveaux programmes ont été mis en œuvre. On compte notamment la Tree Growers Cooperative en Inde; Trees for Tomorrow en Jamaïque; et Tree Seed Centre Network en Afrique du Sud. L'ACDI a également servi d'intermédiaire dans l'élaboration de partenariats entre le Canada et les ONG des pays du Sud par l'entremise du réseau Treeroot.

L'ACDI continue de contribuer aux programmes forestiers mis de l'avant par

les organismes et établissements internationaux comme la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et les Nations Unies. En outre, elle finance les organismes de recherche et participe aux activités du Groupe de conseillers en foresterie, réseau non officiel des membres de la haute direction des organismes donateurs, des ONG, ainsi que des représentants des services forestiers des pays en voie de développement.

Il existe actuellement deux forêts modèles internationales au Mexique, toutes deux jumelées à une forêt modèle au Canada. De plus, on a élaboré un projet de forêt modèle en Russie et on prévoit terminer le protocole d'entente et le plan de travail d'ici 1994. En Malaisie, on procède actuellement au choix d'un site d'établissement d'une forêt modèle. Par la suite, le Canada et la Malaisie détermineront conjointement un plan d'activités.

PRÉCIS

La présente section fournit un précis des progrès réalisés pour chacun des engagements de la Stratégie nationale sur les forêts. Le tableau à la page suivante fournit un aperçu rapide de l'état de chaque engagement, à savoir s'il a été tenu, si un progrès substantiel ou un certain progrès a été réalisé, si peu ou aucun progrès a été réalisé, ou si les renseignements sont insuffisants pour évaluer son progrès. Les tableaux qui suivent réitèrent chacun des objectifs et des engagements, et fournissent des résumés du progrès réalisé pour chacun d'entre eux.

Évaluation des progrès, par engagement

	Engagement tenu	Progrès substantiel	Un certain progrès	Peu ou pas de progrès	Renseignements insuffisants
1.1			✓		
1.3		✓			
1.6			✓		
1.8			✓		
1.10		✓			
2.1			✓		
2.6			✓		
2.9			✓		
2.15			✓		
2.17	✓				
2.18		✓			
2.19		✓			
3.1		✓			
3.3			✓		
3.4			✓		
3.5		✓			
3.11			✓		
4.3			✓		
4.5		✓			
4.6		✓			
4.7		✓			
4.12			✓		
4.13		✓			
4.14			✓		
4.15			✓		
4.16	✓				
4.17		✓			
4.18		✓			
5.5		✓			
5.6			✓		
5.7			✓		
6.1		✓			
6.3		✓			
6.5	✓				
7.1			✓		
7.3			✓		✓
7.5			✓		
8.3			✓		
8.4	✓				
8.5			✓		
9.1					✓
9.3			✓		✓
9.4		✓			
9.5		✓			
9.6	✓				
9.7			✓		
9.8			✓		

Orientation stratégique 1 - Intendance des forêts : Environnement forestier		
Objectif	Engagement	Sommaire des Progrès
Objectif: Améliorer notre capacité de gérer les écosystèmes forestiers et de conserver leur capacité de production et leur vigueur	Engagement 1.1: <i>Les gouvernements procéderont à une classification écologique des terres forestières.</i>	La plupart des provinces et des territoires sont en voie d'élaborer des systèmes de classification écologique, et plus de la moitié des provinces et des territoires ont élaboré ou élaborent des guides de terrain. Le pourcentage des terres forestières classifiées et cartographiées varie énormément entre les provinces/territoires. Un surcroît d'efforts et de progrès sera requis pour réaliser cet engagement.
	Engagement 1.3: <i>Les organismes publics et privés d'aménagement forestier évalueront les conditions pédologiques, climatiques et fauniques locales dans le cadre de la planification de la voirie, des systèmes de récolte et des activités sylvicoles.</i>	À l'exception de la Saskatchewan, toutes les provinces et les deux territoires exigent que les entreprises actives sur les terres de la Couronne présentent une évaluation prérécolte ou un plan d'exploitation tenant compte expressément d'une ou de plusieurs des variables suivantes à un site lors de la planification de la voirie, des systèmes de récolte et des activités sylvicoles : sol, faune et climat.
Objectif: Veiller à ce que les activités d'aménagement forestier maintiennent la diversité de nos forêts	Engagement 1.6: <i>D'ici 1995, les gouvernements élaboreront, en consultation avec les milieux forestiers et la population, des définitions pratiques de la biodiversité en ce qui concerne les forêts canadiennes.</i>	Un rapport intitulé <i>Définitions pratiques de la biodiversité</i> a été préparé pour le Conseil canadien des ministres des forêts en consultation avec les provinces. Il s'agit de la première étape vers l'élaboration de définitions pratiques de la biodiversité aux échelles nationale, provinciale et territoriale.

<p>Objectif: Veiller à ce que les activités d'aménagement forestier maintiennent la diversité de nos forêts</p>	<p>Engagement 1.8: <i>D'ici 2000, tous les membres de la communauté forestière travailleront au parachèvement d'un réseau de zones protégées représentatives des forêts canadiennes afin de fournir des repères écologiques, protéger les zones de valeur biologique unique et permettre des expériences en milieu sauvage.</i></p>	<p>Quatre des douze provinces et territoires disposent de stratégies sur les zones protégées; les autres sont en voie d'en élaborer, tâche qu'ils devraient terminer d'ici la fin de 1994. Même si des stratégies sur les zones protégées ont été ou sont en voie d'être approuvées, il est important que les gouvernements mettent en œuvre ces stratégies afin d'assurer qu'un réseau de zones protégées représentatives des forêts du Canada soit établi d'ici 2000.</p>
	<p>Engagement 1.10: <i>Les organismes publics et privés d'aménagement forestier concevront des règles de gestion des forêts pour la sauvegarde de la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats.</i></p>	<p>La Colombie-Britannique, l'Alberta et Terre-Neuve disposent des règles d'aménagement forestier les plus complètes pour protéger la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats. Toutes les autres provinces ont mis en place diverses règles qui pourraient protéger une ou plusieurs de ces ressources, bien que ces règles de gestion tendent vers la protection d'une ou de deux espèces de gibier et des réservoirs génétiques des essences commerciales. Il reste beaucoup à faire afin de réaliser cet engagement, même si beaucoup de progrès a été fait pendant les trois dernières années.</p>

Orientation stratégique 2 - Intendance des forêts : Pratiques d'aménagement forestier		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
<p>Objectif: Nous rendre plus capables de planifier en fonction d'un large éventail de valeurs de la forêt.</p>	<p>Engagement 2.1: <i>Les organismes publics et privés d'aménagement forestier étendront le champ d'application des inventaires forestiers pour qu'ils livrent l'information supplémentaire dont on a besoin pour aménager la forêt par écosystème, permettre toute la gamme des valeurs de la forêt et prévoir la croissance et le rendement des diverses ressources forestières.</i></p>	<p>À l'exception du Yukon, toutes les instances sont en train de réviser leur système d'inventaire des ressources forestières. Toutefois, l'ampleur de la révision varie considérablement d'une instance à l'autre et on ignore dans quelle mesure les données supplémentaires présentement inventoriées procureront aux gestionnaires des ressources les renseignements nécessaires pour aménager les forêts en tant qu'écosystèmes. La planification et la mise en œuvre de nouveaux systèmes d'inventaire forestier est une tâche d'une ampleur considérable : le pourcentage du couvert forestier présentement visé par un système d'inventaire révisé est faible. Les organismes provinciaux d'aménagement forestier doivent s'assurer que toutes les mesures nécessaires soient prises afin de réaliser cet engagement avant l'évaluation finale.</p>
<p>Objectif: Examiner et affiner nos pratiques de récolte de bois.</p>	<p>Engagement 2.6: <i>D'ici 1995, les gouvernements et l'industrie examineront et réviseront au besoin toutes les pratiques de récolte de bois et les systèmes de sylviculture en tenant compte des impératifs d'aménagement forestier durable, ainsi que des caractéristiques des divers écosystèmes forestiers et des valeurs esthétiques et autres de la forêt.</i></p>	<p>Quatre des 12 provinces et territoires ont examiné et révisé leurs pratiques de récolte du bois et leurs systèmes de sylviculture de base en tenant compte des impératifs d'aménagement forestier durable. Trois provinces sont en train d'étudier ces pratiques et cinq n'ont pas encore entrepris d'examen officiel. L'Association canadienne des pâtes et papiers est la seule association industrielle qui a étudié les pratiques de récolte du bois de ses membres.</p>

<p>Objectif: Assurer un renouvellement rapide de nos forêts.</p>	<p>Engagement 2.9: <i>Les organismes publics et privés d'aménagement forestier s'assureront que toutes les zones de récolte font l'objet d'une régénération rapide et suffisante en espèces appropriées aux conditions locales.</i></p>	<p>La Base de données nationales sur les forêts du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF), actuellement en élaboration, fera rapport sur le pourcentage de toutes les zones de récolte qui respecte les normes provinciales de régénération. La première série de résultats paraîtra à la fin de 1994. Les données des provinces indiquent que le pourcentage des zones récoltées rencontrent de plus en plus les normes de régénération.</p>
<p>Objectif: Atténuer les pertes et protéger nos forêts econtre les insectes, les maladies et la concurrence végétale.</p>	<p>Engagement 2.15: <i>Les organismes de recherche étudieront davantage des moyens de rechange aux pesticides chimiques dans la lutte antiparasitaire.</i></p>	<p>Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les universités et les instituts de recherche qui ont répondu à cet engagement ont indiqué qu'il y a eu un virage significatif dans la recherche dans ce domaine. Bien qu'il y ait évidence de recherche accrue, ceci n'a pas encore résulté en une disponibilité de nouveaux moyens de contrôle antiparasitaire. Vingt-sept gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, universités et instituts de recherche ont été identifiés par les répondants à cette évaluation comme contribuant activement à des travaux dans ce domaine.</p>
<p>Objectif: Encourager l'intendance des forêts et le recours aux meilleures pratiques forestières.</p>	<p>Engagement 2.17: <i>D'ici 1994, les membres de la communauté forestière collaboreront à la création de modèles pratiques d'aménagement forestier durable dans les principales régions forestières du Canada. Ces modèles :</i></p>	<p>Cet engagement a été respecté. Les 10 forêts modèles du pays entrent dans 6 grandes régions forestières et elles sont associées à de nombreux groupes d'intéressés. Toutes répondent aux quatre critères énoncés dans l'engagement.</p>

<p>Objectif: Encourager l'intendance des forêts et le recours aux meilleures pratiques forestières.</p>	<p>Engagement 2.18: <i>Les groupes ou les organismes clés qui s'occupent de direction, d'exécution ou d'évaluation de l'aménagement forestier ou qui font usage de la forêt définiront leurs cadres déontologiques et leurs règles générales de conduite, ainsi que leur rôle dans la sauvegarde de la durabilité des forêts.</i></p>	<p>Dix organisations gouvernementales et industrielles ont adopté des principes et des codes de pratiques pour appuyer leur engagement en faveur de la foresterie durable. Cinq organisations sont en train d'élaborer ou de réviser leurs codes de pratiques, et huit organisations gouvernementales et industrielles n'ont pas encore défini leurs règles générales de conduite concernant l'aménagement forestier durable.</p>
	<p>Engagement 2.19: <i>Les associations forestières professionnelles et techniques adopteront des codes proprement canadiens de déontologie, de pratiques et de conduite professionnelle qui définissent leur engagement en matière de durabilité forestière, et elles feront régulièrement connaître au public la façon dont elles se conforment à ces codes. La Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels a rédigé une première ébauche d'un code national d'éthique, de principes et de normes. Ces codes ont été adoptés par cinq des six associations de forestiers professionnels au Canada.</i></p>	<p>La Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels a rédigé une première ébauche d'un code national d'éthique, de principes et de normes. Ces codes ont été adoptés par cinq des six associations de forestiers professionnels au Canada. Même si l'on a annoncé publiquement la création de ces codes, ces associations n'ont pas encore fait régulièrement connaître au public la façon dont elles se conforment à ces codes.</p>

Orientation stratégique 3 - Participation du public : Élargissement du dialogue		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
Objectif: Assurer que l'aménagement forestier tien compte des vues de la population.	Engagement 3.1: <i>D'ici 1993, les gouvernements, en collaboration avec les intervenants appropriés, veilleront à ce que l'on se serve de mécanismes ouverts, équitables et bien définis de participation du public dans : i) l'élaboration et l'examen des politiques forestières; ii) la planification de l'exploitation des terres forestières publiques; iii) l'établissement de plans d'aménagement des forêts publiques; et iv) le règlement des différends entre les divers intéressés.</i>	Divers mécanismes sont en place au Canada afin de favoriser la participation du public à l'élaboration des politiques forestières, des décisions relatives à l'exploitation des terres, de l'établissement des plans d'aménagement des forêts et du règlement des différends. Toutefois, la mesure dans laquelle ces mécanismes sont explicitement définis ou utilisés varie considérablement d'une province à l'autre.
	Engagement 3.3: <i>D'ici 1994, les gouvernements et l'industrie veilleront à communiquer à la population les résultats des examens officiels des permis ou des conventions de récolte sur les terres forestières publiques.</i>	Neuf des douze provinces et territoires ont procédé à l'examen officiel des pratiques d'aménagement forestier utilisées dans les terres publiques et six des neuf en ont communiqué les résultats au public.
Objectif: Donner accès à la population à des renseignements faciles à comprendre dans le domaine forestier.	Engagement 3.4: <i>D'ici 1993, le CCMF établira un plan d'amélioration de la base nationale d'information sur les forêts pour améliorer les données sur la régénération forestière et renseigner les gens sur des valeurs non ligneuses comme la faune, les milieux sauvages et les loisirs.</i>	Il est prévu d'élargir l'information sur les résultats de la régénération dans le cadre du programme Base de données nationales sur les forêts (BDNF). Cependant, les projets de collecte et d'incorporation des données sur des valeurs non ligneuses comme la faune, les milieux sauvages et les loisirs ont été retardés jusqu'à ce que soit élaborée une série d'indicateurs nationaux. Il faudra agir avec célérité pour que cet engagement soit rencontré en 1997.

<p>Objectif: Donner accès à la population à des renseignements faciles à comprendre dans le domaine forestier.</p>	<p>Engagement 3.5: <i>D'ici 1993, le gouvernement fédéral concevra un jeu d'indicateurs permettant de mesurer et de faire régulièrement connaître les progrès de l'aménagement forestier durable.</i></p>	<p>Le gouvernement fédéral a développé un jeu de critères pour mesurer et faire rapport sur le progrès national vers le développement durable des forêts. Ces critères seront approuvés par le CCMF, et un jeu d'indicateurs sera alors développé et adopté d'ici 1995. Basé sur l'engagement lui-même, un progrès substantiel a été fait; basé sur les critères qui sont plus rigoureux, un certain progrès a été fait. La conception et l'adoption d'indicateurs est la pierre angulaire du développement de la base nationale de données et une étape importante vers l'établissement d'une surface plane au niveau international. Le Groupe sélect anticipe le développement de ces indicateurs au début de 1995.</p>
<p>Objectif: Mieux sensibiliser et informer le public dans le domaine forestier.</p>	<p>Engagement 3.11: <i>Les milieux forestiers trouveront des façons de coordonner leurs efforts pour fournir à la population une information équilibrée sur les forêts canadiennes.</i></p>	<p>Un mécanisme de coordination a été établi par les signataires de l'Accord canadien sur les forêts afin de faciliter la diffusion des programmes d'éducation publique. Approximativement 15 projets conjoints de communication ont été lancés par deux ou plusieurs signataires de l'Accord canadien sur les forêts, même si tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux administrent déjà des programmes de communication avec le grand public et ont pris des initiatives de leur côté. L'Association forestière canadienne et les associations forestières provinciales sont les organisations qui participent le plus activement à la promotion des programmes de sensibilisation du public aux questions forestières.</p>

Orientation stratégique 4 - Perspectives économiques : Un cadre en évolution		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
Objectif: Diversifier les industries canadiennes de la forêt et mieux faire fructifier le capital forestier.	Engagement 4.3: <i>L'industrie et les gouvernements trouveront diverses façons d'encourager les investissements dans la production à valeur ajoutée.</i>	Tous les niveaux de gouvernements et les associations industrielles partagent le but d'identifier des façons d'augmenter la production à valeur ajoutée. Toutefois, la Saskatchewan et l'Ontario sont les seuls gouvernements provinciaux qui ont procédé à un examen stratégique afin de déterminer les façons de favoriser les investissements dans la production à valeur ajoutée et aucune des associations industrielles n'a effectué d'examen de ce type. Plusieurs initiatives conjointes axées sur un partenariat entre les administrations publiques et les industries du secteur privé ont été entreprises dans ce domaine.
	Engagement 4.5: <i>L'industrie et les gouvernements intensifieront les recherches en vue de tirer des produits des essences sous-exploitées et de tenir compte de la transition vers des « forêts de seconde venue ».</i>	Les responsables de la plupart des provinces, des organismes de recherche et des universités rapportent que le nombre de travaux de recherche visant à élaborer des produits fondés sur des essences forestières sous-exploitées a augmenté. Par exemple, la Forintek Canada Corporation, organisme de recherche qui étudie essentiellement les techniques de fabrication et l'élaboration de nouveaux produits forestiers, est très engagée dans ce domaine. Vingt-quatre organismes de recherche, organismes universitaires et organismes relevant des gouvernements provinciaux ont été identifiés par les personnes qui ont répondu à cette évaluation comme participants actifs aux recherches sur des produits basés sur les espèces sous-exploitées.
	Engagement 4.6: <i>L'industrie accroîtra sa capacité d'utiliser du papier recyclé comme source supplémentaire de fibre de bois.</i>	L'utilisation du papier recyclé dans les fabriques canadiennes de papier et de carton a augmenté.

<p>Objectif: Accroître la quantité, la qualité et la permanence des approvisionnements en ressources forestières.</p>	<p>Engagement 4.7: <i>L'industrie et les gouvernements évalueront les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois des terres publiques et privées et, d'ici 1994, le CCMF parrainera un atelier national où on jaugera les résultats et les conséquences des constatations.</i></p>	<p>Tous les gouvernements évaluent activement les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois des terres publiques et privées. Un atelier national sera organisé en novembre 1994 pour permettre aux intervenants de discuter de cette question.</p>
<p>Objectif: Accroître l'utilisation de biens et de services canadiens sur le marché mondial.</p>	<p>Engagement 4.12: <i>L'industrie et les gouvernements collaboreront à la poursuite de pourparlers techniques en vue de l'internationalisation des normes, des codes et des procédures d'homologation de produits.</i></p>	<p>Le Canada participe aux discussions de niveau international tenues avec d'autres pays et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour élaborer des programmes internationaux d'éco-étiquetage et d'homologation de la foresterie durable.</p>
	<p>Engagement 4.13: <i>D'ici 1995, l'industrie et les gouvernements concevront et mettront en œuvre des moyens d'identification des produits forestiers canadiens qui respectent notre volonté d'assurer la durabilité de la forêt et d'employer des techniques respectueuses de l'environnement.</i></p>	<p>Il existe un processus visant à élaborer et à mettre en œuvre un système de certification et d'identification des produits forestiers canadiens d'ici l'échéance de 1995.</p>
	<p>Engagement 4.14: <i>L'industrie et les gouvernements feront la promotion des exportations reposant sur des applications et des services scientifiques et techniques intéressant les ressources naturelles comme les Systèmes d'information à référence spatiale (SIRS), la biotechnologie et la télédétection.</i></p>	<p>Le besoin pressant de nouvelles technologies constitue une bonne occasion sur les marchés internationaux. Plusieurs mécanismes de promotion ont été établis afin d'encourager l'utilisation des applications et des services scientifiques et technologiques canadiens dans le secteur forestier international. Par exemple, au moins trois foires internationales se tiennent à des intervalles réguliers et accueillent des visiteurs d'au moins vingt-cinq pays.</p>
<p>Objectif: Assurer que les procédés de fabrication de produits forestiers et de gestion des forêts sont écologiquement acceptables.</p>	<p>Engagement 4.15: <i>L'industrie améliorera ses installations de fabrication pour se conformer aux normes écologiques nationales.</i></p>	<p>Près de la moitié des usines de pâtes et papiers du Canada respectent les normes fédérales régissant les effluents; toutes les usines devront respecter les règlements en vigueur d'ici le 31 décembre 1995.</p>

<p>Objectif: Assurer que les procédés de fabrication de produits forestiers et de gestion des forêts sont écologiquement acceptables.</p>	<p>Engagement 4.16: <i>Le gouvernement fédéral appuiera les efforts de l'industrie en vue de se doter de systèmes de transformation et de produits novateurs et respectueux de l'environnement grâce à un programme national de technologie environnementale.</i></p>	<p>Cet engagement a été tenu grâce à l'établissement et au maintien du Programme de recherche-développement et d'innovation de l'industrie forestière et à la participation au Programme de commercialisation des technologies environnementales.</p>
	<p>Engagement 4.17: <i>D'ici 1994, les associations des industries à vocation forestière adopteront des codes autorégis de pratiques environnementales.</i></p>	<p>Sur neuf associations industrielles à vocation forestière, cinq ont élaboré ou sont en train d'élaborer des codes de pratiques environnementales.</p>
<p>Objectif: Accroître la viabilité et la stabilité des collectivités tributaires de la forêt.</p>	<p>Engagement 4.18: <i>Les gouvernements tiendront compte des besoins des collectivités tributaires de la forêt dans la planification régionale de l'économie et de la gestion des ressources.</i></p>	<p>Toutes les provinces font des analyses socio-économiques afin de déterminer quelles sont les incidences des changements que l'on propose d'apporter aux méthodes d'exploitation des ressources naturelles et des terres, soit par des mécanismes formels ou sur une base ad hoc. En général, toutes les provinces font participer les collectivités touchées au processus de planification des ressources.</p>

Orientation stratégique 5 - Recherche forestière : Une démarche collective		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
<p>Objectif: Assurer que le Canada acquière et applique les connaissances et les techniques nécessaires à un aménagement forestier durable et rendre nos industries de la forêt plus concurrentielles.</p>	<p>Engagement 5.5: <i>D'ici 1993, les organismes consultatifs de la recherche aux niveaux national et régional examineront et élargiront au besoin leur composition en fonction des besoins de tous les membres de la communauté forestière.</i></p>	<p>On a terminé l'examen de la composition de l'organisme national de recherche, soit le Conseil consultatif de la recherche du Canada, et des conseils provinciaux de recherche de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. Tous ont modifié leur composition en fonction du résultat des examens, sauf la Nouvelle-Écosse.</p>
	<p>Engagement 5.6: <i>D'ici 1993, les organismes consultatifs de la recherche aux niveaux national et régional examineront et réviseront au besoin leurs priorités de recherche en fonction des exigences de durabilité, de protection de l'environnement et de compétitivité.</i></p>	<p>En ce qui a trait aux organismes de recherche provinciaux, peu de progrès ont été accomplis à l'égard de cet engagement (voir même aucun progrès). Même si chaque organisme de recherche provincial révisé ses priorités de recherche à tous les ans, aucun n'a entrepris d'examen stratégique plus officiel qui lui permettrait de déterminer ses objectifs à long terme en matière de durabilité des forêts au Canada. Toutefois, les trois instituts de recherche du Canada, qui travaillent pour l'industrie, ont effectué ce genre d'examens stratégiques.</p>
	<p>Engagement 5.7: <i>Les organismes de recherche feront participer davantage les utilisateurs du fruit de leurs activités à la planification et à l'exécution de leurs travaux et à l'application de leurs résultats.</i></p>	<p>Tous les organismes de recherche possèdent un bassin d'utilisateurs qui participent, à divers degrés, à la planification et à l'exécution des recherches, ainsi qu'à l'application de leurs résultats. Parmi les dix-huit organismes de recherche provinciaux, universités et instituts de recherche auprès desquels on a mené une enquête pour cette évaluation, Forintek était le seul organisme à avoir effectué un sondage formel sur la satisfaction des utilisateurs des résultats des recherches.</p>

Orientation stratégique 6 - Main d'oeuvre : Exigences croissantes		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
Objectif: Permettre aux travailleurs forestiers de jouer pleinement leur rôle dans l'aménagement forestier durable et dans l'enrichissement des perspectives économiques.	Engagement 6.1: <i>D'ici 1994, les travailleurs, l'industrie et les gouvernements produiront des prévisions de besoins d'emploi et de formation dans le secteur forestier.</i>	Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a achevé les prévisions pour l'industrie des pâtes et papiers (à l'échelle nationale) et pour l'industrie des produits du bois (en Colombie-Britannique). Des études ont été amorcées pour l'industrie des produits du bois (à l'échelle nationale), les travailleurs forestiers et ceux de la sylviculture. Ces études devraient être terminées fin 1995.
	Engagement 6.3: <i>D'ici 1994, les établissements d'enseignement postsecondaire, technique et professionnel examineront et réviseront au besoin leurs programmes et leurs cours pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins plus larges d'un aménagement forestier durable.</i>	Toutes les universités canadiennes qui offrent des grades en aménagement forestier ont analysé leurs exigences pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins de l'aménagement durable et ont modifié leurs programmes d'études s'il y avait lieu. Un récent colloque sur ce thème débouchera sans doute sur des changements structurels plus profonds des programmes d'études en foresterie.
	Engagement 6.5: <i>D'ici 1994, le CCMF évaluera, avec le concours d'organismes publics appropriés, des travailleurs et de l'industrie, la faisabilité d'un régime d'agrément des travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier pour accroître la mobilité, la sécurité et la compétence de la main-d'oeuvre.</i>	Même s'il n'existe pas encore de système d'agrément pour les travailleurs spécialisés dans la sylviculture et dans l'aménagement forestier, un comité a évalué la faisabilité d'un tel système et a formulé une série de recommandations. Bien que le critère contre lequel cet engagement doit être évalué demande l'établissement d'un régime d'agrément national, parce qu'il n'y a pas de consensus national pour établir un tel programme et parce que le CCMF a évalué la faisabilité d'un régime d'agrément national, cet engagement est jugé avoir été tenu.

Orientation stratégique 7 - Autochtones : Un point de vue particulier		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
Objectif: Accroître la participation des autochtones à l'aménagement des terres forestières.	Engagement 7.1: <i>D'ici la fin de 1992, les organismes forestiers autochtones et le gouvernement fédéral élaboreront ensemble une stratégie forestière autochtone complète qui respecte les croyances et les aspirations autochtones communes, régénère les terres des réserves, confère aux collectivités le pouvoir de gérer leurs ressources financières et crée des modèles d'aménagement durable.</i>	La Stratégie forestière autochtone n'est pas encore terminée. Toutefois, l'Association nationale de foresterie autochtone a présenté un document de réflexion énonçant les objectifs de cette stratégie.
Objectif: Assurer la reconnaissance des droits fonciers et conventionnels (traités) en aménagement forestier.	Engagement 7.3: <i>Les organismes autochtones et les gouvernements encourageront ensemble la création d'entreprises par une amélioration de l'accès aux capitaux, aux transferts de technologie et à l'aide infrastructurelle.</i>	Certains progrès ont été réalisés dans le sens de cet engagement. Toutefois, les données actuelles sur les entreprises autochtones et les niveaux d'emploi dans l'ensemble du secteur forestier (d'après lequel cet engagement est évalué) n'indiquent pas nécessairement si les organisations autochtones ont amélioré leur accès aux capitaux, aux transferts de technologie et à l'aide infrastructurelle.
Objectif: Assurer la reconnaissance des droits fonciers et conventionnels (traités) en aménagement forestier.	Engagement 7.5: <i>En 1992, les organismes forestiers autochtones et le gouvernement fédéral se doteront d'une stratégie de satisfaction des besoins de formation et d'emploi des autochtones en tenant compte des valeurs de ceux-ci en ce qui concerne la forêt.</i>	L'élaboration d'une stratégie portant sur les besoins de formation et d'emploi des Autochtones se fait en deux phases. La première, qui a été terminée début 1993, a consisté à examiner les besoins en formation et en emploi des Autochtones, et la deuxième, qui consiste à élaborer une stratégie propre à combler ces besoins, n'a pas encore été mise en œuvre.

Orientation stratégique 8 - Forêts privées : Des perspectives de croissance		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
<p>Objectif: Accroître les avantages écologiques, économiques, sociaux et culturels tirés des forêts privées.</p>	<p>Engagement 8.3: <i>On encouragera encore plus une intendance irréprochable des forêts privées en accroissant les aptitudes et les connaissances des propriétaires de forêts privées et en reconnaissant et soutenant des modèles de pratiques optimales concernant ces terres.</i></p>	<p>Toutes les dix provinces offrent une forme de service de vulgarisation visant à encourager les propriétaires de forêts privées à accroître leurs connaissances et compétences en matière d'aménagement forestier. On estime que 6 p. 100 des propriétaires de forêts privées participent à des programmes d'aménagement des forêts privées, ce qui représente une hausse marginale depuis 1992. Quatre provinces décernent des prix annuels aux meilleurs propriétaires de forêts privées, ce qui encourage l'application des meilleures pratiques.</p>
	<p>Engagement 8.4: <i>D'ici 1993, les organismes représentant les propriétaires de forêts privées examineront les régimes fiscaux et leur incidence sur l'aménagement des forêts privées.</i></p>	<p>Au début de 1992, l'Association forestière canadienne a terminé son étude de l'impact des régimes fiscaux existants sur les propriétaires de boisés privés. Les recommandations du rapport en vue de modifier les régimes n'ont pas encore été appliquées. Bien que les critères pour cet engagement demandent une mise en œuvre des recommandations émanant de cet examen, cet engagement fut évalué comme ayant été tenu, étant donné que le critère est beaucoup plus rigoureux et d'une portée plus grande que le libellé de l'engagement original.</p>
	<p>Engagement 8.5: <i>Les propriétaires de forêts privées et les gouvernements intensifieront ensemble le boisement des terres agricoles marginales dans des zones écologiquement appropriées.</i></p>	<p>Le boisement des terres agricoles marginales varie considérablement selon les provinces. Plusieurs provinces n'ont pas de mécanismes formels d'enregistrement pour évaluer les taux de boisements. Depuis 1992, environ 3 000 hectares ont été boisés dans le cadre du programme Mon milieu, mes arbres, et le taux actuel de boisement est de 1 500 hectares par an sous ce programme; on prévoit que ce chiffre restera inchangé pour les années à venir.</p>

Orientation stratégique 9 - Nos forêts : Une vue planétaire		
Objectif	Engagement	Sommaire des progrès
<p>Objectif: Que les forêts gardent leur rôle dans le maintien de la santé de la planète.</p>	<p>Engagement 9.1: <i>Le Canada conservera ses forêts dans leur étendue, leur diversité et leur vigueur.</i></p>	<p>Comme les provinces ne rassemblent pas de données sur les changements touchant les superficies des terres forestières de chaque écorégion, ou sur les changements dans la distribution des classes d'âge et des essences par régions forestières, il n'est pas possible de mesurer les progrès réalisés face à cet engagement. Il y a un besoin urgent de recueillir des données de base afin d'évaluer et de déterminer dans quelle mesure l'étendue, la diversité et la vigueur des forêts du Canada sont maintenues.</p>
	<p>Engagement 9.3: <i>Le Canada tâchera de mieux faire comprendre et appuyer par les Canadiens la contribution qu'apportent leurs forêts à la salubrité de l'environnement planétaire.</i></p>	<p>Les critères d'évaluation du respect de l'engagement supposent que des sondages nationaux ont été menés pour mesurer dans quelle mesure les Canadiens comprennent la contribution que leurs forêts apportent à la salubrité de l'environnement planétaire. Comme aucun sondage n'a été fait depuis tôt en 1992, il est impossible d'évaluer les progrès réalisés en vue de respecter l'engagement. Néanmoins, les programmes continus d'éducation et de sensibilisation actuellement réalisés partout au pays favorisent indubitablement une sensibilisation aux enjeux forestiers.</p>
	<p>Engagement 9.4: <i>Le Canada fera de la recherche en vue de dégager et de renforcer le rôle de la forêt dans le maintien d'un sain environnement planétaire.</i></p>	<p>Le Service canadien des forêts, en partenariat avec d'autres organisations canadiennes, continue de faire de la recherche en vue de dégager et de renforcer le rôle de la forêt dans le maintien d'un sain environnement planétaire.</p>

<p>Objectif: Pour encourager la collaboration internationale à la sauvegarde de la santé des forêts du globe.</p>	<p>Engagement 9.5: <i>Le Canada cherchera à améliorer les ressources forestières du globe par un appui à l'adoption de conventions internationales en matière de variations climatiques et de biodiversité.</i></p>	<p>Les conventions sur les changements climatiques et la biodiversité ont été signées dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est déroulé à Rio en juin 1992; elles ont été ratifiées le 4 décembre 1992. Le Canada est le premier pays industrialisé à avoir ratifié les deux conventions. Les plans de mise en œuvre élaborés par le Canada en vue de respecter ces conventions ne sont pas encore terminés, mais des progrès substantiels ont été réalisés. On prévoit terminer la version provisoire du Plan d'action national sur le changement climatique et la Stratégie canadienne sur la biodiversité pour novembre 1994.</p>
	<p>Engagement 9.6: <i>Le Canada cherchera à faire adopter une déclaration internationale de principes sur l'aménagement, la conservation et le développement durable des forêts dans le monde, adoption qui devrait avoir lieu dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) en juin 1992</i></p>	<p>Dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, le Canada avait comme priorité d'établir une définition et des mesures reconnues à l'échelle internationale en ce qui a trait au développement durable des forêts. Cette démarche a donné lieu à un consensus sur un ensemble de principes relatifs aux forêts, regroupés dans la <i>Déclaration de principes, non juridiquement contraignants mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts.</i></p>
	<p>Engagement 9.7: <i>Le Canada poursuivra l'élaboration d'une convention internationale sur la conservation et le développement durable des forêts dans le monde, accord qui pourrait énoncer des principes et des normes internationalement reconnus d'aménagement forestier.</i></p>	<p>Durant la CNUED qui s'est tenue au Brésil, les parties ont convenu de façon informelle de ne pas élaborer, pour le moment, une convention exécutoire en ce qui a trait aux forêts. Il est possible qu'à la conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), qui aura lieu en avril 1995, on parvienne à un terrain d'entente pour amorcer les négociations. Le cas échéant, il faudra attendre au moins deux ou trois ans avant de pouvoir signer un document définitif.</p>

Objectif: Aider les autres pays dans l'aménagement durable de leurs forêts.	Engagement 9.8: <i>Le Canada continuera à collaborer avec les autres pays en apportant une aide professionnelle, financière et technique et en fournissant des données d'aménagement forestier.</i>	Le Canada poursuit ses relations de partenariat et en établit de nouvelles avec de nombreux pays, que ce soit de façon officielle ou officieuse, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Service canadien des forêts.
--	--	--

DOCUMENT: 830-523/004

CANADIAN COUNCIL OF FORESTRY MINISTERS' ANNUAL MEETING

National Forest Strategy Mid-Term Evaluation

National Forest Strategy Coalition



FREDERICTON, New Brunswick
October 5, 1994

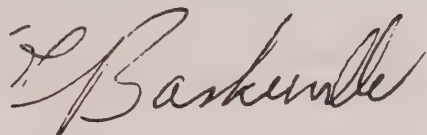
September 1994

To the National Forest Strategy Coalition:

Following on your request, a panel comprised of Mr. Alexander T. Davidson, Mr. Daniel Lamarre, Mr. Claude Hollis Murray, and myself have carried out a review of progress with respect to the National Forest Strategy *Sustainable Forests: A Canadian Commitment*. We followed the *Framework for Evaluating the National Forest Strategy* provided by the Coalition, with the exception of adding several commitments to the review.

We have been assisted in this work by ESSA Technologies Ltd. and Mr. André Rousseau of the Coalition.

The report of our panel is attached.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "G. Baskerville". The signature is fluid and cursive, with the first letter "G" being particularly large and stylized.

Gordon L. Baskerville



NATIONAL
FOREST
STRATEGY
COALITION

COALITION POUR
LA STRATÉGIE
NATIONALE
SUR LES FORÊTS

COMMUNIQUÉ

FOR IMMEDIATE RELEASE
29 SEPTEMBER 1994

FOREST SUSTAINABILITY: CANADA IS HEADED IN THE RIGHT DIRECTION

Vancouver, Toronto, Montréal... *"After two and a half years, there is evidence that signatories of the Canada Forest Accord are still looking forward and, from an international perspective, the National Forest Strategy represents a unique national undertaking of an exemplary kind because of the level at which the undertakings were given, the depth of their coverage, and the breadth of participation that they require."*

The above summarizes the findings of an independent four-member panel which was mandated with the mid-term evaluation of the implementation of the 1992 five-year National Forest Strategy. By signing the Canada Forest Accord, some 30 government and non-government organizations, and hundreds of other Canadians endorsed the Strategy and its 96 commitments designed to improve the sustainability of all values from Canadian forests.

The mid-term report was released today via a video news conference held simultaneously in Vancouver, Toronto and Montreal and presided by Jean Claude Mercier, Chairman of the National Forest Strategy Coalition which oversees the implementation of the Strategy.

"The Coalition is very encouraged by the report which reflects the progress made by organizations sampled by the Panel. Given the substantial number of unreported accomplishments by a wide array of other government and non-government organizations and individuals also involved, the report confirms our perception that the Strategy is well underway to becoming a reality across Canada", said Mr. Mercier.

One area of substantial progress noted in the report is Canada's efforts in contributing to the proper management of forests in a global context, establishing itself, thereby, as a world leader in understanding the importance of the sustainability of the world's forests and in fostering their wise management.

...2/

HULL (QUÉBEC) K1A 1G5 (819) 997-1107 FAX (819) 953-7048

Some crucial commitments of the Strategy, identified by the Panel as requiring extensive efforts and considerable resources, include: the completion of an ecological classification of forest lands; the completion of a network of protected areas representative of Canada's forests; the establishment of forest inventories that include information on a wide range of forest values; and, the development of a system of national indicators of the sustainability of forest management.

"At the beginning of our evaluation, the Panel was skeptical about the feasibility of such an ambitious undertaking as the Strategy. However, we were pleased to discover all the activities we examined were underway. Reasonable progress is being made across Canada, and we believe that most of the commitments can be substantially fulfilled, as scheduled in the original undertaking", concluded Dr. Gordon Baskerville, Chair of the Blue Ribbon Panel and Forestry Professor at the University of British Columbia.

-30-

Information:

André Rousseau
Secretary
National Forest Strategy Coalition

François Filion
Communications
Canadian Forest Service

Telephone: (819) 997-1107
Facsimile: (819) 953-7048

TABLE OF CONTENTS

Introduction	i
Commitment Summaries for Strategic Direction One	1-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Two	2-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Three	3-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Four	4-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Five	5-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Six	6-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Seven	7-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Eight	8-1
Commitment Summaries for Strategic Direction Nine	9-1
Synopsis	10-1

INTRODUCTION

Background

In 1992, some thirty organizations and hundreds of other Canadians signed the Canada Forest Accord, confirming their commitment to a strategy for improving the sustainability of all values from Canadian forests. The signatories included provinces and territories, the federal government, aboriginal interests, a range of non-government organizations with particular concerns for the forest environment, as well as agencies representing industry, private woodlot owners, labour, education, and professional associations. In all, the signatories accepted responsibility for delivering on the vision outlined in the Strategy and confirmed that they would take action on the 96 commitments, covering the full range of forestry in Canada.

The Canadian Council of Forest Ministers (CCFM), trustee of the Strategy on behalf of Canadians, committed that evaluations would be undertaken at the mid-term and at the end of the Strategy's five-year mandate by an independent third party and that the results of the evaluations would be made public. This commitment was confirmed by the National Forest Strategy Coalition (NFSC) which is overseeing the implementation of the Strategy. The NFSC asked that a mid-term review be carried out to assess the progress that had been made with respect to the commitments. That mid-term review is the subject of this report.

The mid-term evaluation has been undertaken by an independent panel with representatives knowledgeable in Canadian forestry and forest sustainability, international forest management issues, forest management education, municipal governments, and economics. Members of the panel accepted the responsibility of implementing the evaluation framework that had been developed by the NFSC. Panel members were:

- Dr. G.L. Baskerville Forestry Professor, Department of Forestry and Resource Management, University of British Columbia
- Mr. A.T. Davidson President Canadian Wildlife Foundation; formerly President Royal Canadian Geographical Society and Assistant Deputy Minister, Parks Canada
- Mr. D. Lamarre Past-president of the 1993 National Forest Capital of Canada (Matapédia Valley, Québec); formerly Prefect of the regional municipality of Matapédia and Mayor of Lac-au-Saumon
- Mr. C.H. Murray Formerly Assistant Director General, Forestry Dept., Food and Agriculture Organization, United Nations

Evaluation Approach

The 96 commitments made in the National Forest Strategy encompass both straightforward, definable tasks as well as more difficult initiatives that require changing the ethical basis of sustainable forestry nation-wide. The mid-term evaluation reviewed the progress made in meeting 47 of the 96 commitments. These 47 commitments were selected to represent a cross-section of each of the nine strategic directions contained in the Strategy. All commitments with deadlines or target dates of 1992, 1993, or 1994 were examined as part of this evaluation.

The evaluation was undertaken by making direct inquiries to those signatories of the Canada Forest Accord with responsibilities for taking action to meet the commitments. Requests for information were also made of many other agencies and organizations (Table 1). For many of the commitments more than one agency/institution was contacted for information. We attempted to be as thorough as possible in terms of the number of organizations contacted for information and as specific as possible in inquiring about the progress made in meeting commitments.

The information presented in this evaluation is based on the respondents' replies to the requests for information. Although in a few instances, our own knowledge was used to supplement the provided information, in the vast majority of cases, we have limited the discussions in this report to the information which was provided to us. We have relied heavily upon representatives of the agencies and organizations listed in Table 1 to provide us with accurate information.

Using this information, we have ranked progress achieved on an arbitrary scale of: fulfilled, substantial progress, some progress, little progress, or insufficient information. The ranking is an "overall" or national grade for all the signatories although we have mentioned some agencies who stood out in one way or another.

In our evaluation we found that the criteria that were to be used as a basis for evaluating progress made in meeting the commitments were, in a few instances, more demanding than seemed appropriate to be consistent with both the text and spirit of the commitment itself. In instances where this difficulty arose, we based our evaluation of progress on what we understood to be the intent of the commitment rather than objective use of the criteria.

Panel Comments

From the responses we received, it is abundantly clear that much has changed in the years since the commitments were undertaken. Forest management objectives and techniques for attaining those objectives have changed within a broader context of rapidly evolving societal values. The pace and extent of these changes are such that, were they to be re-written today, some of the commitments made in the National Forest Strategy would be different. For

example, afforestation of marginal agricultural land (Commitment 8.5) may not be a current priority given the emerging recognition of the ecological value of these lands.

It is clear that the Strategy was an ambitious undertaking, first in involving active participation of a wide array of organizational structures, and second, in requiring a demonstration of what change has occurred. It is also clear that the desire to fulfill the Strategy's goals and vision remains strong among the signatories of the Canada Forest Accord and among Canadians in general. This is demonstrated by the enthusiasm of those we contacted in the course of this evaluation, and in the progress that has been made towards meeting the Strategy's commitments.

Despite the short time that has passed since the Strategy's inception, in specific cases it is possible to say whether commitments are being honoured and whether progress is being made. However, because of local un-evenness of starting points, the resulting regional variation has made it awkward to characterize progress Canada-wide.

While most social change seems slow as we live it, society's perspective on ecological values has changed rapidly in recent years. (In contrast, accumulated change in the forest itself is measured over human generations.)

The central issue of the Strategy is sustainability, which of course can only be directly assessed over long periods of time. The concept is clear enough, but the conversion of sustainability into "an annual ethic" is not straightforward. The sorts of questions that make it difficult to evaluate progress include: what is to be sustained? how much is to be sustained? what level of quality will be sustained? will a value be sustained everywhere all the time, or somewhere all of the time? We did not resolve these matters any more than did the Strategy itself, although they were considered in our individual arguments for "scoring" of progress on the commitments we evaluated.

As Canada takes the first steps on the challenging journey to sustainability, our findings suggest that we are headed in the right direction. After two years, there is evidence that signatories to the Canada Forest Accord are still looking forward. Not surprisingly, at this halfway point not many of the commitments we examined have been fulfilled. At the same time there has been substantial, or some progress on all of the 47 commitments we examined.

There are several issues which we feel are of particular importance to the success of the Strategy:

- completion of an ecological classification of forest lands (commitment 1.1);
- completion of a network of protected areas representative of Canada's Forests (commitment 1.8);

- establishing forest inventories that include information on a wide range of forest values (commitment 2.1); and
- developing a system of national indicators of the sustainability of forest management (commitment 3.5).

These are crucial commitments which will require extensive effort and considerable financial resources to fulfill. They are, however, cornerstones of much of the Strategy itself.

Without the baseline information and conservation efforts that these commitments represent, it will be difficult, if not impossible to achieve the goals of the Strategy. We urge the signatories to focus efforts in meeting these commitments.

One area in which substantial and meaningful progress has been achieved is with respect to Canada's efforts in contributing to wise management of forests in a global context (for example, commitments 9.4, 9.5, and 9.6). Canada has established itself world-wide as a leader in understanding the importance of the global sustainability of and in fostering wise management of the world's forest resources. From an international perspective, the Strategy represents a unique national undertaking of an exemplary kind, not only because of the scope and comprehensiveness of the commitments themselves, but more particularly because of the level at which the undertakings were given, the depth of their coverage, and the breadth of participation that they require.

Conclusion

It appears to this Panel that reasonable progress is being made towards the bulk of the commitments undertaken in 1992. It is reasonable to expect that most of the commitments could be substantially fulfilled as scheduled in the original undertaking.

Table 1 List of Agencies, Organizations, and Institutions contacted for information during the Mid-term Evaluation.

<p>Government</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canadian Council of Forest Ministers • Canadian Forest Service (Natural Resources Canada) • Newfoundland and Labrador Department of Natural Resources • Prince Edward Island Department of Agriculture, Fisheries and Forestry • New Brunswick Department of Natural Resources and Energy • Nova Scotia Department of Natural Resources • Quebec Department of Natural Resources • Ontario Ministry of Natural Resources • Manitoba Department of Natural Resources • Saskatchewan Department of Environment and Resources Management • Alberta Department of Environmental Protection • British Columbia Ministry of Forests • Yukon Territory Department of Renewable Resources • Northwest Territories Department of Renewable Resources <p>Academic Institutions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Association of University Forestry Schools of Canada • University of Moncton • University of New Brunswick • Université Laval • University of Toronto • Lakehead University • University of Alberta • University of British Columbia • University of Northern British Columbia 	<p>Industry and Professional Associations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alberta Forest Products Association • Canadian Federation of Woodlot Owners • Canadian Federation of Professional Foresters Associations • Canadian Institute of Forestry • Canadian Pulp and Paper Association • Council of Forest Industries • Forest Industries Association of Quebec • Maritime Lumber Bureau • National Aboriginal Forestry Association • New Brunswick Forest Products Association • Nova Scotia Forest Products Association • Ontario Forest Industries Association • Ontario Lumber Manufacturers Association • Quebec Lumber Manufacturers Association <p>Non-Government Organizations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canadian Forestry Association • Canadian Nature Federation • Canadian Wildlife Federation • Prince Edward Island Nature Trust • Wildlife Habitat Canada <p>Research Agencies</p> <ul style="list-style-type: none"> • Forest Engineering Research Institute of Canada • Forintek Canada Corporation • Pulp and Paper Research Institute of Canada
--	--

Commitment 1.1 Governments will complete an ecological classification of forest lands.

Criteria: Number of provinces having developed an ecological classification system; Number of provinces with field guides; Percentage of forest land that has been classified and mapped.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Most provinces and territories are in the midst of developing ecological classification systems, and over half of the provinces and territories have developed or are developing field guides. The percentage of forest land classified and mapped varies widely between the provinces and territories. This is a challenging commitment that requires increased effort and progress if it is to be fulfilled.

The state of ecological classification of forest lands varies greatly across Canada, both in format and in degree of progress achieved.

British Columbia has developed a comprehensive biogeoclimatic ecosystem classification system, based on soils, climate and vegetation. The entire province has been mapped into 14 zones at the 1:2,000,000 scale, with more detailed maps and regional field guides available to assist in classification and interpretation at the site level. In contrast, the Northwest Territories is just beginning to develop an ecological classification system; work started in 1994 in the Liard Valley.

Ecological classification systems (ELCs) used, or being developed, vary in nature. Both territories and Alberta are developing similar systems, based on climate, soil, physiography, and vegetation characteristics. Similarly, the ELC being

developed in Manitoba is modelled after those in Alberta, Saskatchewan and Ontario. Quebec and New Brunswick are designing their systems in accordance with the federal Ecological Land Classification System. Both Manitoba and Ontario are developing their ELCs with input from industry.

The development of field guides and maps generally follows the development of ELCs, although some jurisdictions, such as the Yukon, have developed classification systems, field guides and maps for one region before going on to other regions.

The percentage of forest land classified and mapped varies greatly by province, as does the scale at which mapping occurs. Quebec, for example, has mapped all ecological districts, but the mapping of its forest sites is only 25% complete. Some 75-80% of Ontario's actively managed forest lands are classified, although only

some prototypes (such as the Lake Abitibi Model Forest) have been mapped. Similarly, all of Newfoundland's forest lands have been classified, but only 10% of insular Newfoundland has been mapped by site classification. Alberta has mapped all its forested regions at broad scales, but does not intend to undertake any detailed mapping in the near future.

Model forests are being used increasingly as starting points for mapping. As with the Lake Abitibi Model Forest mentioned above, the Manitoba Model Forest is the site of a new mapping project. Although 100% of Manitoba's forest zone has been forest resource inventory classified and mapped, no mapping has occurred to date using their new Forest Ecosystem

Classification field guide. The model forest project is mapping a block within the forest using infra-red photography. Photointerpretation keys will also be developed based on the field guide. The experience gained from this project will be used when applying the classification system to the remainder of the province when it is reinventoried.

A number of provinces indicated that mapping was not a high priority, especially if they were still in the midst of developing their ELC. Information is, however, being entered into GIS systems. This technology is being used extensively throughout most provinces.

Commitment 1.3 Public and private forest management agencies will evaluate local soil, climate and wildlife conditions as part of the planning process for forest roads, harvesting systems and silviculture activities.

Criteria: Number of provinces that require a pre-harvest assessment that includes explicit consideration of soil, wildlife, climate and ecological classification; Number of companies (and %) using pre-harvest assessment systems in their planning.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

With the exception of Saskatchewan, all provinces and territories require that companies operating on Crown lands submit a pre-harvest assessment or operating plan that explicitly considers one or more of the following variables at a site when planning roads, harvesting systems and silviculture activities: soil, wildlife, and climate.

As part of the forest operations planning process, all of the provinces and territories, with the exception of Saskatchewan, report that they require companies operating on Crown lands to complete a pre-harvest assessment.

In most cases, companies are required to submit annual operating plans that describe how they intend to protect, harvest and reforest Crown lands. These Annual Operating Plans must be approved before operations can begin. British Columbia has the most formal pre-harvest assessment requirements: companies in British Columbia are legally obliged under the Forest Act to prepare a Pre-Harvest Silviculture Prescription that must be approved for each cutblock before a permit to harvest is issued by the government. Ontario will soon have a similar legislative requirement, as outlined in recently

introduced legislation that calls for the consideration of a series of non-timber values when preparing forest management plans.

The Canadian Institute of Forestry has recommended that the system developed by British Columbia be adopted by all provinces. This would ensure that a formal and rigorous pre-harvest assessment procedure is implemented across the country.

The criteria associated with this commitment are more rigorous than the commitment itself, in that along with the explicit consideration of soil, wildlife, and climate conditions at a site, forest management agencies must take into account the site's ecological classification.

While soil and wildlife conditions are generally site-specific, climate and ecological classification are more broad-based in terms of spatial extent and scope. The table below indicates which variables each province requires to be explicitly considered in a pre-harvest assessment.

	Pre-harvest assessment requires explicit consideration of . . .		
Province/Territory	soil	wildlife	climate
Yukon	✓		
NWT	✓	✓	✓
BC	✓	✓	✓
Alberta	✓	✓	✓
Saskatchewan			
Manitoba		✓	
Ontario	✓	✓	✓
Quebec	✓	✓	
New Brunswick	✓	✓	✓
Nova Scotia	✓	✓	
PEI	✓	✓	
Newfoundland		✓	

Soil and wildlife conditions are the most frequently considered as a part of pre-harvest assessments, whereas few provinces require explicit consideration of climate. Generally, climate considerations are carried out implicitly, as regional and seasonal climate variations tend to be distinct.

Not all of the provinces have developed ecological classification systems (see commitment 1.1). Under the recent Environmental Assessment ruling on

timber management in Ontario, companies must consider the Forest Ecosystem Classification system in their timber management planning process where data is available.

The number of companies using pre-harvest assessments as part of their planning activities varies from region to region according to the practices and procedures of each province. In British Columbia, all companies conduct pre-harvest assessments, and in Alberta, all

Forest Management Agreement holders and the larger quota holders conduct pre-harvest assessments, accounting for 84% of Alberta's annual harvest. Repap Manitoba has developed its own pre-harvest data form for assessing sites as part of the planning process. In Nova Scotia approximately 50% of the forest companies use pre-harvest assessments, whereas in Newfoundland, 100% of all public land holders who hold timber rights to more than 120 hectares submit pre-harvest assessments.

Commitment 1.6 By 1995, governments, in consultation with the forest community and the public, will develop working definitions of biodiversity applicable to Canada's forests.

Criteria: Number of provinces that have or will have (by 1995) working definitions of forest biodiversity; The establishment of a national working definition of biodiversity.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

A report entitled *Working Definitions of Biodiversity* has been prepared for the Canadian Council of Forest Ministers in consultation with the provinces and territories. This is the first step towards developing working definitions of forest biodiversity at the national, provincial, and territorial levels.

Provincial, federal and territorial governments support the concept of maintaining biodiversity, defined as the genetic, species and ecosystem diversity of a region. However, for such a broad concept to have practical significance, working definitions that take into account regional differences must be developed to provide a basis for operational programs.

The main initiative that has been undertaken in regards to this commitment is the distribution of a draft report entitled *Working Definitions of Biodiversity*, prepared for the Canadian Council of Forest Ministers at the end of 1993. The report proposes that given the diverse ecological conditions within Canada, provinces and territories should focus their implementation efforts at the bioregional level. A bioregional focus would accommodate regional diversity while incorporating common national components.

The report also outlines a series of actions that provinces should follow as a means of standardizing the development of bioregional working definitions of biodiversity. These include:

- using an ecological classification system as the basis for reporting;
- ranking a province's biodiversity conservation goals;
- clearly stating the biodiversity conservation objectives in each bioregion;
- identifying the indicators that will be used to measure whether objectives have been attained;
- developing monitoring programs to determine the status of biodiversity conservation in a defined area;
- creating a public involvement program for obtaining local advice on biodiversity conservation issues and developing a public education program.

All provinces and territories are waiting for the report to be finalized before they begin developing provincial (or bioregional) working definitions of biodiversity. It is anticipated that this will occur in early 1995.

One noteworthy provincial initiative is occurring in British Columbia. The province's draft *Biodiversity Field Guide* is meant to help forest managers maintain the ecological processes of natural forests. The Field Guide offers a series of recommendations on how to develop a biodiversity conservation strategy that will provide for a variety of habitats at the landscape level and will preserve important stand-level attributes.

Commitment 1.8 All members of the forest community will work towards completing, by the year 2000, a network of protected areas representative of Canada's forests, to provide ecological benchmarks, protect areas of unique biological value and ensure wilderness experience.

Criteria: Number of governments with official protected areas strategies approved and in place; Number of forest eco-regions in Canada (using provincial eco-region definitions); Area and percent of representative forested area protected (i.e. harvesting restricted) by law and by eco-region.

<p>Commitment fulfilled</p> <p>Substantial progress</p> <p>✓ Some progress</p> <p>Little or no progress</p> <p>Insufficient information</p>

Four of twelve provinces and territories have a protected areas strategy approved and in place. The other provinces and territories are in the process of developing such strategies, which should be completed by the end of 1994. Although protected areas strategies have been or are in the process of being approved, it is important that governments implement these strategies to ensure that a network of protected areas representative of Canada's forests is established by 2000.

British Columbia, Manitoba, New Brunswick, and Prince Edward Island all have an official protected areas strategy in place that has been approved by the provincial government. All of the other provinces and territories are in the process of developing protected areas strategies, with most strategies scheduled for final approval by the end of 1994.

Some initiatives that are underway as a result of the protected areas strategies are:

- British Columbia has announced the creation of a 1 million hectare park in the Tatshenshini-Alsek area in the north of the province;
- Manitoba has rewritten its Parks Act to incorporate the public's opinions on

how to deal with issues such as protecting endangered spaces;

- Nova Scotia's strategy proposes the protection of 31 natural areas which, if approved, will increase the percent of land protected in Nova Scotia from 2.9% to 8.5%; and
- Ontario recently designated 25,000 hectares of Algonquin Park to be a wilderness zone -- this area contains 40% of the park's old-growth red and white pine.

The 1993 *State of Canada's Forests* report identifies 22.8 million hectares of land within Canada's forest regions as heritage forests, meaning that the land is protected by law from timber harvesting. An additional 27.5 million hectares of

commercial forest land is unavailable for harvesting by policy, as these forests are found on steep slopes or along lakes and waterways. The land that is excluded from harvesting by policy is not protected to the same extent as forest land found in wilderness areas or national parks. Data on the distribution of protected areas by region is not yet available.

Since most provinces are in the process of developing their ecological land classification systems, very little data is currently available on the area and percentage of representative forested areas in each province that are protected by law and by eco-region.

Commitment 1.10 Public and private forest management agencies will develop guidelines for forest management to protect genetic, species and habitat diversity.

Criteria: Number of provinces/companies that use forest management guidelines to protect genetic, species and habitat diversity.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

British Columbia, Alberta and Newfoundland have the most comprehensive forest management guidelines in place to protect genetic, species and habitat diversity. All of the other provinces have a variety of guidelines in place that may protect one or more of these values, although the guidelines tend to focus on the protection of one or two game species and commercial tree gene pools. While considerable progress has been made on this commitment over the last three years, much work remains ahead.

The establishment of forest management guidelines to protect the genetic diversity of trees, the diversity of species of plants, animals and micro-organisms, and habitat diversity is one way of encouraging the adoption of a more integrated approach to forest management. Almost all of Canada's provinces and territories have some forest management guidelines in place. However, the extent to which these guidelines protect a full range of resource values varies from jurisdiction to jurisdiction.

One of the most significant differences in forest management guidelines from province to province is whether the guidelines to protect genetic, species and habitat diversity are found in one document or in many documents and guidelines issued from multiple departments. British Columbia, Alberta and Newfoundland, for example, have

each developed a single document which provides direction and guidance on how to protect genetic, species and habitat diversity.

British Columbia's *Biodiversity Field Guide* outlines the practices that will help practitioners manage forests so that they more closely resemble natural forests, in the context of the province's Forest Practices Code. This ensures, to the greatest extent possible, the maintenance of native species and ecological processes. The management practices outlined in the *Biodiversity Field Guide* are legally binding under the Forest Practices Code of British Columbia Act.

Unlike Alberta's *Timber Harvest Planning and Operating Ground Rules*, which have weak legislative sanction, Newfoundland's *Environmental Protection Plan for*

Ecologically Based Forest Resource Management has legal weight.

Other provinces do have forest management guidelines in place, but unlike British Columbia, Alberta and Newfoundland, the guidelines are contained within numerous documents and are often issued from several departments. Further, these guidelines tend to focus on the protection of one or two key game species. For example, in addition to the guidelines contained within its Forest Act, Saskatchewan has a Fish Habitat Protection Guide; similarly, the Ontario Ministry of Natural Resources has developed several guidelines meant to protect key species, such as the Timber Management Guidelines for the Provision of Moose Habitat. While the forest

management guidelines developed in these provinces may in fact protect genetic, species, and habitat diversity, the approaches fall short in that they are not as comprehensive as the approach adopted by British Columbia. The table below shows which values are protected by the forest management guidelines that are in place across Canada.

One noteworthy initiative to protect the genetic diversity of trees is being implemented in Ontario. Genetic Resource Management Units have been established across the province. These units are used to guide reforestation efforts. The *Tree Improvement Master Plan for Ontario* is a policy document which will guide the management of genetic diversity in tree species.

Province/ Territory	Do the forest management guidelines protect . .		
	Genetic diversity	Species diversity	Habitat diversity
Yukon			
NWT			
B.C.	✓	✓	✓
Alberta	✓	✓	✓
Saskatchewan			✓
Manitoba			✓
Ontario	✓	✓	✓
Quebec		✓	✓
New Brunswick			✓
Nova Scotia	✓	✓	✓
P.E.I.	✓	✓	✓
Newfoundland	✓	✓	✓

Commitment 2.1 Public and private forest management agencies will broaden the scope of their inventories to include the additional information needed to manage forests on an ecosystem basis, to provide for a full range of forest values and to forecast the growth and yield of various forest resources.

Criteria: Percent of provinces/companies whose forest inventory systems have been revised to include additional information needed to: i) manage forests on an ecosystem basis; ii) plan for a range of forest values; and iii) forecast growth and yield of forest resources; Percent of forest land covered by a revised inventory system.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

With the exception of the Yukon, all provinces are revising their forest resource inventory systems. However, the extent to which the inventories are being revised varies considerably from province to province, and it is uncertain as to whether the additional information that is being collected will provide resource managers with the information they need to manage forests as ecosystems. Planning and implementing new forest inventory systems is a time-consuming and challenging task: the percent of forest land which is currently covered by a revised inventory system is small. Provincial forest management agencies must ensure that appropriate actions are taken to ensure that this commitment will be met by the final evaluation.

To take into account a range of values when planning forest operations and to better manage the resource, existing inventories need to be revised to incorporate additional data. The additional information would report not just on tree species composition or age class, (as is generally the case with existing forest inventories), but would include a range of data to allow foresters to manage forests as ecosystems and to plan for both timber and non-timber values.

Most of the original forest inventories were conducted up to fifty years ago. The

challenge now is for public forest management agencies to both broaden the scope of the inventories and to collect data based on the new requirements or criteria. This is often a lengthy process. In New Brunswick, for example, half of the inventory is more than ten years out of date. The province has recently implemented a plan whereby one tenth of the province will be inventoried each year. Saskatchewan, on the other hand, anticipates that it will take up to twenty years to inventory its commercial forests in accordance with the newly designed Forest Vegetation Inventory.

Most provinces and territories have made some progress on this commitment, although the extent to which they have revised their forest inventories varies considerably. Further, the extent to which the additional data being inventoried will provide resource managers with the information they need to manage forests as ecosystems is unclear.

In British Columbia, a Resource Inventory Committee was established several years ago to design and implement a new forest resource inventory that would include data on a wide range of non-timber attributes, from wildlife and fisheries to Aboriginal values. The standards and operating procedures developed by this committee are being tested at several pilot sites in 1994 and will then be implemented across the province in coming years.

The Ontario Ministry of Natural Resources is developing ways of integrating the Forest Resource Inventory with other inventories such as the Natural Heritage Information Atlas and the Ontario Fish Information System, as a means of ensuring that non-timber values are accounted for when managing the forest resource.

Several provinces, including Alberta and Nova Scotia, have revised their inventory systems to include wildlife habitat. In Alberta, over 900,000 hectares per year are being inventoried as part of the new Alberta Vegetation Inventory, and it is expected that the entire forested area will be completed in five to ten years. In Nova Scotia, approximately 8% of the forest land has been inventoried.

Many provinces, including Alberta, Saskatchewan, Ontario, New Brunswick

and Nova Scotia have digitized their forest inventory systems, so that the inventories can be used on a Geographical Information System. In Ontario, for example, 20% of the area covered by the old forest inventory system has now been digitized under the new system.

Growth and yield models are also being revised, based upon the forest inventories and the forest ecosystem classification systems that are being implemented across the country (see commitment 1.1). The following examples highlight some of the current activities to revise existing inventories and to contribute to growth and yield initiatives:

- Newfoundland's inventory system has been modified to forecast growth and yield, with approximately 35% of the province having been re-inventoried;
- Alberta recently completed the development of ecologically-based, individual tree volume tables according to the "Natural Areas of Alberta" classification; and
- the Tree and Stand Simulator model used to forecast growth and yield in British Columbia is being revised to incorporate standing dead tree and coarse woody detritus dynamics.

Commitment 2.6 By 1995, governments and industry will review and where necessary revise timber harvesting practices and silviculture systems, taking into account the requirements of sustainable forest management, including the characteristics of various forest ecosystems as well as aesthetic and other values of the forests.

Criteria: Number of provinces/companies having undertaken a review of their basic harvesting and silviculture systems; If reviews have been undertaken, were the results made public? what changes were made?

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Four of twelve provinces/territories have reviewed and revised their basic harvesting and silviculture systems to take into account the requirements of sustainable forest management. Three provinces are in the process of reviewing their timber harvesting practices, and five have not yet initiated a formal review. The Canadian Pulp and Paper Association is the only industry association to have completed a review of its members' harvesting practices.

Four provinces -- British Columbia, Alberta, Ontario, and Quebec -- have completed a formal and provincial-level review of their harvesting practices and silviculture systems to ensure that their forest practices take into account the requirements of sustainable forest management.

In Ontario, the Class Environmental Assessment for Timber Management on Crown Lands assessed all aspects of timber management, including planning, access, harvesting, tending, renewal and protection. Public hearings on these issues were held for over four years, with more than 500 people making submissions. In April 1994, the Environmental Assessment Board released its ruling on timber management in the province, and issued

over one hundred terms and conditions. These conditions involve restrictions on clearcuts and require a review of existing silvicultural guides to ensure they reflect current scientific silvicultural knowledge as it applies to Ontario.

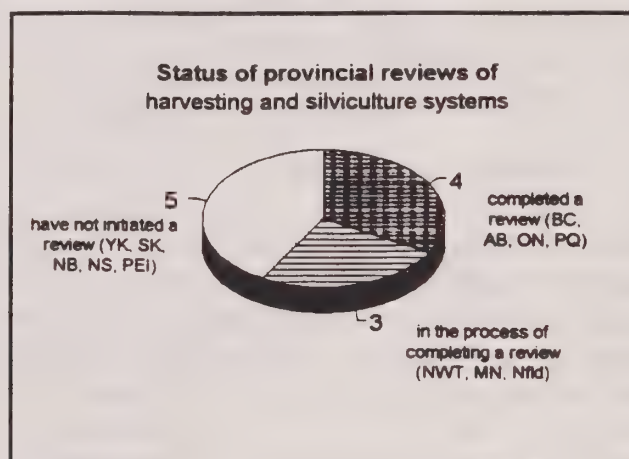
Northwest Territories, Manitoba and Newfoundland are currently in the process of reviewing their timber harvesting practices and silviculture systems. Newfoundland, for example, is building a database that will allow for a comprehensive review of harvesting practices. The province has also conducted an in-house review of mechanized harvesting systems.

Yukon, Saskatchewan, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island

have not initiated a formal review. While reviews of harvesting practices do occur (as part of a Forest Management Licence Agreement review, for example), no province-wide reviews have been undertaken in these jurisdictions that would allow for significant revisions to existing policies and practices.

Individual provincial industry associations have not formally examined their harvesting practices, although they often

consult with governments and contribute to provincial reviews. The Canadian Pulp and Paper Association's (CPPA) member companies carried out a review of harvest practices in 1992-1993, which culminated with the public release of a report on the use of clearcutting in Canada. The CPPA has indicated that some companies have modified their harvesting practices to a certain extent as a result of the report.



Commitment 2.9 Public and private forest management agencies will ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated with species appropriate to the site.

Criterion: Percent of area harvested that meets provincial standards for regeneration.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

The Canadian Council of Forestry Ministers' (CCFM) National Forestry Database Program, which is currently under development, will report on the percentage of all harvested areas that meets provincial standards for regeneration. The first set of results will be published in late 1994. Data from the provinces indicates that the percentage of area harvested meeting regeneration standards is increasing.

Each province has policies and procedures in place to ensure that harvested areas are adequately regenerated. In areas not adequately regenerated, remedial actions are prescribed. Unfortunately, mechanisms for ensuring adequate regeneration and reporting formats vary between provinces, making direct comparisons difficult.

The CCFM National Forestry Database Program, initiated in 1993, should help to solve the above problem (see commitment 3.4). It will soon be able to report on what percentage of all harvested areas meets provincial standards for regeneration. However, the database will not be able to supply information on whether sites have been regenerated with appropriate species; it will only be capable of reporting on the status of regenerated lands.

Some provinces reported that close to

100% of harvested lands have been successfully restocked. However, different interpretations can be made of regeneration data, and different measures used to gauge "success" of regeneration. Because of the lack of consistency in reporting both within and between provinces, it is difficult to assess progress that has been made in meeting this commitment in a broad context.

For example, some figures only look at regeneration of commercial species, while others look at all species. For example, a 1992 report on the status of forest regeneration in Ontario prepared by the Ontario Independent Forest Audit Committee found that "when all tree species are considered 96 % of the [sampled regeneration] plots could be considered successfully restocked. However, only 40% would meet minimum height requirements for free-to-grow

status. When commercial conifers are considered, approximately 59% of the plots could be considered successfully stocked, but only 30% would meet minimum height requirements."

The time elapsed since harvest is also an important piece of information. The percentage of area not yet regenerated may include areas too recently cut to be restocked and/or older areas not meeting stocking standards.

Some provinces reported that the amount of area harvested meeting regeneration standards is increasing; none of the provinces indicated a decline. Factors cited as contributing to the increases included leaving less area for natural regeneration and increasing the success rate for planting. Lack of resources was cited as a barrier to achieving complete regeneration.

New Brunswick's requirements for ensuring adequate regeneration are similar to those used throughout the country. Licensees are responsible for regenerating cutover areas on their licenses. A few years after harvest, regeneration surveys are conducted; areas determined to be inadequately regenerated are scheduled for reforestation either by "fill planting" to supplement existing natural regeneration, or by a complete planting of the area when levels of natural regeneration are low or non-existent.

In B.C., licence holders not complying with regeneration requirements are issued a notice to comply from the government. If the appropriate actions are still not taken, the government carries out the site preparation and planting, charging the licensee the actual cost plus a fine. Nova

Scotia indicates that it currently has a regeneration rate of 100%, although if shortfalls do occur, arrangements are made on a case by case basis to bring the area(s) up to standard.

The N.W.T. has only had a government reforestation program in place for four years, yet it has managed to make fairly good progress, especially with regards to addressing its backlog. Current cuts are being reforested within 2-3 years.

The 1993 *State of Canada's Forests* report provides some national data on regeneration in Canada's commercial forests. This data is somewhat different than that reported by the provinces, likely a result of the factors mentioned previously. In the fourteen year period from 1977 to 1991, the area not growing commercial species 10 years after harvesting increased from 2.37 million hectares to 4.37 million hectares, representing approximately 2% of the commercial forest land base. These areas do not contain large enough quantities of commercial tree species to be considered successfully regenerated for commercial purposes.

Between 1977-1981 and 1987-1991, the area of commercial forest land that regenerated naturally increased 12% (from 6.04 million ha to 6.79 million ha) and the area that regenerated due to planting and seeding increased 62% (from 1.16 million ha to 1.88 million ha). In the same period, the area of forest depleted by harvesting, fire and insect and diseases increased by 12% (from 9.59 million ha to 10.7 million ha). In 1992, natural regeneration accounted for approximately 61% of regeneration on Canada's harvested lands.

Commitment 2.15 Research agencies will increase research into new ways of controlling pests as an alternative to chemical pesticides.

Criteria: Evidence of increased availability of alternative pest control mechanisms; Evidence of research on pest control alternatives and/or changes from 1992; Number of agencies doing this research.

Commitment fulfilled Substantial progress ✓ Some progress Little or no progress Insufficient information
--

The federal, provincial and territorial governments, universities and research institutes that responded to this commitment indicated that there has been a significant shift in research in this area. Although there is evidence of increased research, this has not yet resulted in the availability of new mechanisms for controlling pests. Twenty-seven federal, provincial, and territorial governments, universities and research institutes were identified by the respondents to this evaluation as active contributors to research in this area.

The use of chemical pesticides to control insects, diseases, and competing vegetation is decreasing. In its place, forest managers are turning to alternative pest control mechanisms. The Canadian Forest Service as well as almost all of the provinces and territories have ongoing research and development programs to improve existing methods and to develop new ways of protecting forests. While the amount of research has increased since 1992, this has not yet resulted in the availability of new mechanisms for controlling pests.

The biological insecticide *Bacillus thuringiensis* is used by many provinces to control hemlock looper and spruce budworm. Other biological controls that are currently under development or being used include:

- nematodes to control seedling debarking in the Maritimes;

- a virus to control gypsy moths (this virus will be federally registered in the fall of 1994 and will then be available to provincial governments for evaluation);
- trichogramma, a parasitic wasp, to control spruce budworm; and
- fungal insecticides for spruce budworm and hemlock looper control.

Various other management approaches are also in use as a means of controlling competing vegetation and making forest stands more resistant to insects and diseases, including:

- vegetation control through the use of sheep or other grazing animals;
- controlled burning;
- manual or physical vegetation removal using hand-held cutting tools;
- cover crops and mulches;
- mechanical site preparation to reduce

- competition or decrease seedling losses to the debarking weevil; and
- intensive soil preparation to improve crop tree growth and to reduce the amount of competing vegetation.

The Vegetation Management Alternatives Program is a particularly noteworthy initiative underway in Ontario. This program represents a cooperative effort on the part of provincial, federal, university and private research organizations to encourage and increase the use of forest management approaches that will reduce the dependence on herbicides. Since 1991 the program has advanced the use of cover crops, mulches, grazing animals, prescribed fire, manual cutting, methods of biological control and alternative herbicide application systems in Ontario's forests.

- Commitment 2.17** By 1994, members of the forest community will cooperate to establish working models of sustainable forest management in the major forest regions of Canada. These models will be:
- based on the management of forest ecosystems;
 - managed to achieve a full range of forest values;
 - open to public participation within a consultative framework; and
 - capable of demonstrating and evaluating new and ecologically sound forest practices.

Criteria: Number of model forests with signed agreements that meet the four criteria; Number of forest regions covered and number of participating organizations.

✓ Commitment fulfilled
Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

This commitment has been met. The ten model forests across the country cover six major forest regions and involve numerous stakeholder groups. All reflect the four criteria laid out in the commitment.

There are nine Model Forests across Canada with signed agreements. They are:

- Western Newfoundland Model Forest (Newfoundland);
- Fundy Model Forest (New Brunswick);
- Une forêt habitée (Quebec);
- Eastern Ontario Model Forest (Ontario);
- Lake Abitibi Model Forest (Ontario);
- Manitoba Model Forest (Manitoba);
- Prince Albert Model Forest (Saskatchewan);
- Foothills Forest (Alberta); and
- McGregor Model Forest (British Columbia).

An agreement to establish the tenth model

forest, Long Beach Model Forest, is awaiting final approval by Aboriginal communities. Signing is expected to occur in 1994.

The ten model forests cover six major forest regions of Canada: boreal, Acadian, Great Lakes-St. Lawrence, Subalpine, Montane, and Coastal. The Columbian and Deciduous (Carolinian) forest regions are not covered.

A total of 250 organizations, including government, small- and large-scale industry, and NGOs, are involved in the ten model forests. The number of participating organizations for each model forest varies between seven and seventy-four.

Commitment 2.18 Key groups or organizations that direct, practise or evaluate forest management or use the forest will define their ethics and general rules of conduct and their role in support of sustainable forests.

Criteria: Number of organizations that have adopted: a) principles of sustainable forestry; and b) codes of practice.

Commitment fulfilled
 ✓ Substantial progress
 Some progress
 Little or no progress
 Insufficient information

Ten government and industry organizations have adopted principles and codes of practice in support of their commitment to sustainable forestry. Five organizations are in the process of developing or revising their codes of practice, and eight government and industry organizations have not yet defined their general rules of conduct in regards to practicing sustainable forest management.

Many different organizations in Canada are involved in forest management, from federal, provincial and territorial governments to industry associations and woodlot organizations. Out of a total of twenty-three government and non-government agencies that were contacted for this report, ten have developed principles of sustainable forestry and codes of practice.

Six provinces have adopted formal codes of practice in support of sustainable forestry. The codes of practice adopted by British Columbia, Ontario, New Brunswick, and Prince Edward Island are or will be legally binding, as they are embodied in a legislative framework.

The Alberta Forest Products Association and the Ontario Forest Industries Association (OFIA) are the only two provincial industry associations to have

developed their own codes of practice. The OFIA reports annually on its members' adherence to the codes and offers strategies to help its member companies meet the code's requirements.

Provincial woodlot owner associations in Quebec and New Brunswick have also developed their own codes of practice, although the other five provincial woodlot owner associations have yet to do so.

Several organizations are in the process of developing formal principles and codes of practice that reflect their commitment to sustainable forestry. This includes the federal government, the Canadian Pulp and Paper Association, and the provincial governments of Saskatchewan, Manitoba and Nova Scotia.

In addition to the five provincial woodlot owners associations, Yukon, the New

Brunswick Forest Products Association and the Nova Scotia Forest Products Association also do not have codes of practice.

Commitment 2.19 Professional and technical forestry associations will adopt Canadian codes of ethics, practices and professional conduct that define their commitment to sustainable forests, and will report regularly to the public on their adherence to these codes.

Criteria: Number and percent of associations having adopted Canadian codes of ethics, practices and professional conduct; Percent of associations providing regular public reporting on their adherence.

<p>Commitment fulfilled ✓ Substantial progress Some progress Little or no progress Insufficient information</p>

The Canadian Federation of Professional Foresters Associations prepared a draft version of a national Codes of Ethics, Principles and Standards. These codes have been adopted by five of the six professional foresters associations across Canada. While there has been a public announcement of the establishment of the Codes, reporting on the level of adherence to these Codes has not yet occurred.

In April 1991, the Canadian Federation of Professional Foresters Association (CFPFA) established a Working Group with the goal of developing a national Codes of Ethics, Principles and Standards of Practice that could be adopted by all foresters across Canada. The Working Group was made up of representatives from each of the CFPFA member organizations (the provincial foresters' associations in British Columbia, Alberta, Ontario, Quebec and New Brunswick, and the Canadian Institute of Forestry).

The CFPFA working group reviewed the existing codes of practice that were in place for all of the provincial associations and then developed a draft Codes of Ethics in September 1992. With the exception of Ontario, all of the CFPFA member associations adopted the Codes of Ethics.

The Ontario Professional Foresters Association (OPFA) felt that the national codes were not as specific or measurable as the codes it had previously developed for its own members. While the OPFA continues to use and develop its own codes of practice, it is also participating in the CFPFA working group that is in the process of revising the draft national codes.

The CFPFA publicly announced the creation of the Codes of Practice but has not yet reported on its members' adherence to these Codes.

Commitment 3.1 By 1993, governments, in cooperation with appropriate stakeholders, will ensure that open, fair and well-defined processes of public involvement are in use in: i) developing and reviewing forest policies; ii) preparing plans for the use of public forest lands; iii) developing forest management plans on public lands; and iv) resolving conflicts among interested parties.

Criteria: Number of governments having open, fair and well-defined processes in use for policies, land use, management plans and conflict resolution.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Various mechanisms are in place across Canada to encourage public involvement in the development of forest policies, land use decisions, forest management plans and in conflict resolution. However, the extent to which these mechanisms are explicitly defined or adhered to varies significantly from province to province.

All provincial governments have made provision for public involvement in the various aspects of forest management, from establishing forest policies to developing forest management plans. However, the formality of the public involvement process varies considerably from province to province and from issue to issue.

For the development and revision of forest policies, the following types of public involvement initiatives are underway:

- Alberta's Forest Conservation Strategy calls for public involvement in reviewing forest policies;
- extensive consultation with stakeholder groups and the general public led to the development of Saskatchewan's Integrated Resource Management Plan

- as well as Manitoba's Sustainable Development Strategy for Forests; and in Ontario, three thousand people were consulted over sixteen months to provide input into the *Policy Framework for Sustainable Forests*.

Many provinces have established committees specifically for evaluating land-use plans. Land Use Advisory Committees have been formed in the Yukon, Northwest Territories, British Columbia, New Brunswick, and Prince Edward Island. While many of these committees meet on an as-needed basis to resolve land-use disputes, the British Columbia Commission on Resources and Environment has the task of creating a land-use plan for British Columbia as a whole and for establishing a community-based planning process.

The public has many opportunities to contribute to the development of forest management plans on public lands. In Alberta, for example, Forest Management Agreement (FMA) holders are required to obtain public input on the development of their forest management plans, as outlined in the document *Public Involvement for Forest Management Agreement Area Planning*. Similarly, as part of the Terms and Conditions of the recent Environmental Assessment of Timber Management in Ontario, the Ministry of Natural Resources has committed to establish advisory committees and Local Citizens Committees to increase the level of public input into forest management planning in the province. An extensive public consultation process has been developed alongside these committees.

Very few explicit mechanisms exist for resolving conflicts on forest policies and planning. Quebec has developed a procedures manual for settling disputes that arise in regards to proposed forest management plans, and Newfoundland has established three mechanisms for resolving conflicts. In the other provinces, conflicts are resolved by less formal means.

Several national Non-Government Organizations were asked to comment on the public involvement processes for forest management in Canada. There was some praise for improvements in the public involvement process, with specific mention made of the increased public involvement in the development of forest management plans, and for initiatives like Ontario's *Policy Framework for Sustainable Forests* and *Old Growth Policy*. However, there was some concern for the extent to which the public is involved in the development of forest policy or land-use plans, with the sense that public participation is often solicited but not fully considered when final recommendations are made.

Commitment 3.3 By 1994, governments and industry will ensure that the results of formal reviews of licenses or agreements for harvesting on public forest lands are made available to the public.

Criteria: Number of governments/companies with formal licence reviews;
Number of governments/companies who make results public.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Nine of twelve provinces and territories conduct formal reviews of forest management operations on public forest lands. Of these nine, six provinces and territories make the results of the reviews available to the public.

Most provincial governments conduct formal reviews of licenses or agreements for harvesting on public forest lands every five years. The renewal or extension of a forest management license depends upon a successful review or audit.

The only provinces that do not conduct formal licence reviews are Nova Scotia and Newfoundland. Due to the small amount of Crown land on Prince Edward Island (92% of the forest area is privately owned), formal licensing agreements do not exist.

British Columbia and Ontario have formalized the licensing process to the greatest extent. In British Columbia it is a legal requirement that independent reviews of forest practices on Crown lands be undertaken, with full public disclosure of the results. In Ontario, independent reviews of forest practices on Forest Management Agreements must be undertaken. Crown Management Units do

not yet require audits, although they likely will in the near future as a result of the recent Class Environmental Assessment.

Of the nine provinces and territories that conduct licence reviews of harvesting agreements on public lands, Alberta, Saskatchewan and Quebec do not make public the results of the reviews. Alberta is in the process of revising its audit system; by the end of 1994, the province will distribute the results of audits to the public.

Members of industry associations are generally strongly supportive of public reviews of management activities. For example, one of the commitments of the Code of Forest Practices for the Ontario Forest Industries Association pledges that member companies of the association will "Facilitate and make public all independent audits of their forest management practices". Some of the larger Forest Management Agreement holders in Alberta

make the results of their reviews available to the public, even though this is not yet required by the province.

Province/ Territory	Formal Licence Review	Results of review made public
Yukon	✓	✓
NWT	✓	✓
BC	✓	✓
Alberta	✓	
Saskatchewan	✓	
Manitoba	✓	✓
Ontario	✓	✓
Quebec	✓	
New Brunswick	✓	✓
Nova Scotia		
PEI	NA	NA
Newfoundland		

Commitment 3.4 By 1993, the CCFM will prepare a plan to upgrade the national database on forests to improve information on forest regeneration, and to include data on non-timber values such as wildlife, wilderness and recreation.

Criterion: Has the plan to upgrade the national database been adopted and funded for reporting regeneration results and non-timber values?

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Plans are in place to expand the reporting on regeneration results in the National Forestry Database Program (NFDP). However, plans to collect and incorporate data on non-timber values such as wildlife, wilderness, and recreation have been delayed until a set of national indicators has been developed. In order for this commitment to be fulfilled by 1997, prompt action needs to be taken.

The NFDP on Reporting Regeneration Results entered its implementation phase in 1993-1994. A technical subcommittee is currently assessing the feasibility of expanding the data on regeneration results to include private lands, natural disturbance and uneven-aged management.

As of this time, the plan to upgrade the NFDP to include data on non-timber values such as wildlife, wilderness and recreation has been postponed until a set of national indicators has been fully developed. It is expected that the national indicators will be in place by early 1995.

An action plan was adopted last year to develop and include information on protected areas in forest inventories by 1996. A pilot project is currently underway in one of the Model Forests to incorporate information on the conservation value (in terms of protection status) of forest lands into forest inventory systems.

Commitment 3.5 By 1993, the federal government will develop a system of national indicators to measure and report regularly on progress in achieving sustainable forest management.

Criteria: Adoption of a system of national indicators; Publication of a report on indicators.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

The federal government has developed a set of criteria for measuring and reporting on national progress towards sustainable forest management. These criteria will be approved by the CCFM, and a set of indicators will then be developed and adopted by 1995. Based on the commitment itself, substantial progress has been made; based on the criterion, which are more stringent, some progress has been made. The development and approval of indicators is the cornerstone of the development of a national database, and is also an important step in establishing a level playing field on the international level. The Panel looks forward to seeing the development of these indicators in early 1995.

The Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) has undertaken various initiatives to establish a system of national indicators that will measure and report on the progress that is being made towards achieving sustainable forest management in Canada.

In December of 1993, a Canadian Criteria and Indicators Working Group was established, consisting of a Steering Committee, a Science Panel, a Technical Committee, and a Secretariat. Terms of reference for each sub-group and for the process as a whole were presented to, and approved by, the CCFM in February 1994.

The Working Group is made up of representatives from federal, provincial, and territorial governments, academia,

industry, aboriginal, non-government organizations and related forestry stakeholders. By the spring of 1994, the Working Group had defined seventeen criteria that characterize sustainable forest management in the areas of environment, economy, and society. Once these criteria have been approved by the CCFM, indicators will be identified and developed in order to measure the progress that is being made towards achieving the goals of sustainable forest management. The Working Group will also assess the changes needed in Canada's information-collection efforts in order to report on these indicators. It is expected that the criteria and indicators will be formally approved by the CCFM in early 1995.

Although the system of national indicators has not yet been implemented, various

public documents, such as the yearly *State of Canada's Forests* report, present a series of environmental, economic and social indicators as a means of measuring and monitoring the management of Canada's forests.

Commitment 3.11 The forest community will develop ways of coordinating its efforts to provide the public with balanced information on Canada's forests.

Criteria: Establishment of coordinating mechanisms; number of communication initiatives undertaken jointly by two or more signatories.

<p>Commitment fulfilled</p> <p>Substantial progress</p> <p>✓ Some progress</p> <p>Little or no progress</p> <p>Insufficient information</p>

One coordinating mechanism has been established by the signatories to the Canada Forest Accord to facilitate the distribution of public education programs. Approximately fifteen joint communication initiatives have been undertaken by two or more signatories of the Canada Forest Accord, although all government and non-government agencies conduct ongoing public communication programs and are carrying out initiatives on their own. The Canadian Forestry Association and its provincial counterparts are the most actively involved organizations in promoting public awareness of forestry issues.

The Canadian Forestry Communicators Committee, made up of representatives from the federal, provincial and territorial governments, was formed in 1988 to act as a coordinating mechanism and information exchange on national forestry communications initiatives. To date, this is the only coordinating mechanism that has been established to promote public awareness of forestry issues. The committee's mandate is currently being revised to make it more relevant to CCFM initiatives and to ensure that it participates more fully in the coordination and delivery of communications activities for the National Forest Strategy as a whole.

All signatories of the Canada Forest Accord carry out public education programs, ranging from public awareness activities on Earth Day, to public tours of mill operations, to the production of

educational videos on forest management. While most of the public communication programs are produced by individual agencies, approximately fifteen communication initiatives have been jointly undertaken by two or more signatories of the Accord. These initiatives include:

- promoting public awareness of forestry issues by producing education and management information for woodlot owners, resource managers, schools and the general public (Prince Edward Island Forest Division and the Canadian Forestry Association (CFA));
- organizing information materials for events such as National Forestry Week and Tree Awareness Day (CFA, Canadian Forest Service and the Newfoundland Department of Forestry & Agriculture; as well as the Saskatchewan Forestry Association and

Saskatchewan Environment and Resource Management);

- participating in multi-stakeholder press conferences (Canadian Federation of Private Woodlot Owners and the CCFM); and
- producing newsletters and other material for distribution to the public (the CFA in cooperation with other signatories).

All provincial and territorial government agencies also contribute data to the National Forestry Database Program. One of the objectives of this database is the development of a public information program to increase the general awareness of forest management activities in Canada.

Commitment 4.3 Industry and governments will identify various means of encouraging investment in value-added production.

Criteria: Number of governments/associations having completed a strategic review to encourage value-added production; Number of government-industry initiatives in place to encourage increased value-added production.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Identifying opportunities to increase value-added production is a goal shared by all levels of government and industry associations. Saskatchewan and Ontario, however, are the only provincial governments that have completed strategic reviews to identify ways of encouraging investment in value-added production, and none of the industry associations have completed such a review. Several government-industry initiatives have been undertaken in this area.

As a means of diversifying Canada's forest-based industries and increasing the economic value derived from the forest, governments and industry associations have committed themselves to promote investment in value-added production.

While Saskatchewan and Ontario are the only two provincial governments to have completed a strategic review, many provinces have established various mechanisms to encourage investment in value-added production. For example, Prince Edward Island has created a Specialty Products Coordinator position to facilitate the development of small value-added forest industries in the province. In Manitoba, value-added production is addressed through the Premier's policy direction statement *Framework for Economic Growth*. As well, many provinces have instituted Secondary Wood Products Groups to develop value-added markets and define research priorities.

Some examples of the types of value-added products currently under development in Canada include:

- high value paper products and kitchen cabinets;
- a hardwood flooring industry for Asian export;
- value-added processing and export for the culinary, hobby, natural medicine and floral design industries;
- new manufacturing plants, specialty hardwood mills, medium density fibre plants, and the expansion of the oriented strand board mills; and
- development of markets for biomass fuels.

None of the provincial industry associations have completed strategic reviews of value-added production. However, the member companies of the Ontario Forest Industries Association have committed themselves to conduct a review

of new product and market opportunities once a study of the forest product sector's cost competitiveness has been completed.

There are few joint government-industry initiatives in place. Rather, governments tend to provide technical support (such as advice on permitting, environmental requirements, and available government support) on proposed development initiatives.

The following three examples represent the reported joint government-industry initiatives that have been undertaken to encourage increased value-added production:

- industry representatives reviewed and discussed mechanisms to encourage value-added production in the forestry sector as part of the Forest Sector Advisory Council's *Strategy for Growth*. This strategy attempts to broaden the definition of value-added products to include not just high-end products but also a whole range of services and technologies;
- the Canadian Pulp and Paper Association and the federal government undertook a joint study to assess Canada's competitive advantage in the production of Light Weight Coated papers; and

- the Council of Forest Industries in British Columbia participated in a study of value-added production that was undertaken by the Legislature's Select Standing Committee on Forests and Lands.

Various other mechanisms or agencies also provide support for value-added initiatives, such as the Strategic Investment and Industrial Development Agreement, the Industrial Research Assistance Program, the Co-operation Agreement for Forestry Development, and several programs delivered through the Atlantic Canada Opportunity Agency.

Finally, two industry coalitions were formed recently that focus on value-added production: the Alberta Manufacturing Network and the Nova Scotia Coalition of Forest Interests. The latter agency will be holding a workshop in late 1994 to address issues of production, marketing and trade.

Commitment 4.5 Industry and governments will increase research to develop products that are based on underutilized tree species and respond to the transition to second-growth forests.

Criteria: Evidence of increased research results and specific examples of research; Number of agencies doing this research.

Commitment fulfilled
 ✓ Substantial progress
 Some progress
 Little or no progress
 Insufficient information

Most provinces, research agencies and universities report that there has been an increase in the amount of research on developing products based on underutilized tree species. Forintek Canada Corporation, a research agency that focuses on manufacturing technology and the development of new forest products, is heavily involved in this area. Twenty-four provincial governments, universities and research institutes were identified by the respondents to this evaluation as active contributors to research on products based on underutilized tree species.

Increasing research to develop products based on underutilized tree species is a means of making the best economic use possible of Canada's forest resources.

While a few disagreed, most government and non-government agencies suggested that there has been an increase in research in this area over the last three years. As an indication of increased research activity, PAPRICAN, a research institute that specializes in pulp and paper research, published two reports on underutilized tree species and second growth forests in 1991, as compared to four reports in 1992 and eleven reports in 1993.

Based on the responses received for this evaluation, twenty-four provincial agencies, universities and research institutes are involved in this type of research. The following list provides some examples of the type of research currently

being undertaken on underutilized tree species:

- conducting research in Alberta to use balsam polar in the manufacture of products such as oriented strandboard, kraft, and chemithermomechanical pulp (Alberta government agencies, the University of Alberta and the University of Calgary);
- carrying out research on value-added processing of hardwoods such as green ash and white birch (Prairie Farm Rehabilitation Administration, Saskatchewan Agriculture and Food);
- bringing together designers, crafts people and cabinet makers to produce a range of products suitable for the characteristics of red maple (University of New Brunswick);
- attempting to develop a biomass industry which uses low-value wood fibre as fuel for heating institutional

- buildings (PEI);
- testing spruce/fir/birch mixtures for waferboard (Forintek);
- testing birch with polymer impregnation to improve strength characteristics (University of New Brunswick);
- investigating the possibilities of manufacturing man-made studs and I-beam wafer studs as an alternative to solid wood lumber (Lakehead University);
- extracting sap to make maple syrup from Manitoba maples (Prairie Farm Rehabilitation Administration, Saskatchewan Agriculture and Food);
- promoting the acceptance of second growth products and products from underutilized species as building products (Forintek and the Canadian Wood Council);
- developing tools that are more efficient for harvesting poplar and producing clean poplar chips (FERIC); and
- conducting research on the genetics and possibilities of improvement of poplars and willows: e.g. developing willow tree clones for biomass plantations and fibre production (University of Toronto).

Commitment 4.6 Industry will increase its capacity to use recycled paper as an additional fibre source.

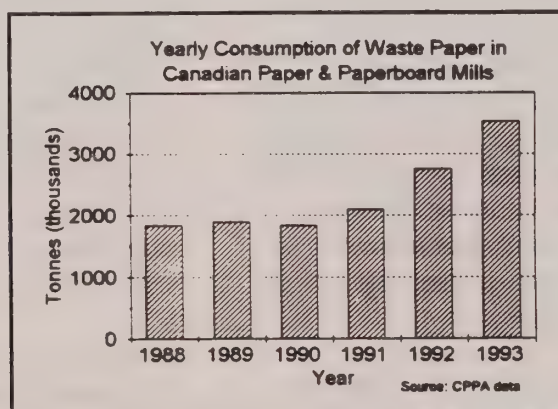
Criteria: Tonnage increase in capacity to use recycled fibre; Percent of production capacity represented by the use of recycled fibre.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

There has been an increase in the use of recycled paper in Canadian paper and paperboard mills.

The Canadian Pulp and Paper Association does not collect data on recycling capacity. However, it does collect statistics on the annual consumption of recyclable paper by Canadian paper and paperboard mills. The increase in waste paper consumption over the last five years, as shown in the graph below, likely reflects an increase in overall capacity.

In 1993, 3.527 million tonnes of waste paper were used in Canadian paper and paperboard mills, representing approximately 20.1% of the overall furnish. This represents a considerable increase from 1992, when 2.761 million tonnes of recyclable paper were used in the Canadian paper and paperboard mills, representing 16.6% of the furnish.



Commitment 4.7 Industry and governments will assess opportunities to maintain and expand the sustainable supply of timber from public and private lands and, by 1994, the CCFM will sponsor a national workshop to review the results and consider their implications.

Criteria: Opportunities have been assessed to maintain and expand the sustainable supply of timber from public and private lands; Timber supply workshop held to review results and consider implications.

Commitment fulfilled
 ✓ Substantial progress
 Some progress
 Little or no progress
 Insufficient information

All governments are actively assessing opportunities to maintain and expand the sustainable supply of timber from public and private lands. A national workshop will be held in November 1994 to discuss this issue.

Provincial, territorial and federal governments are assessing ways of maintaining Canada's sustainable timber supply, from encouraging improved silvicultural practices to developing more accurate forest inventories. In many provinces across Canada the available landbase for forest harvesting has decreased because of the demands placed on the land by other values. For example, the creation of new national and provincial parks, which serve the needs of many people who value the forest from a non-commercial perspective, has removed land from commercial timber uses.

Improved silvicultural practices often help to maintain or increase the quantity of sustainable timber supply on public and private lands. Many initiatives of this sort are underway across the country. For example, if intensive forest management has been conducted on Forest Management

Agreement areas to such an extent that it has increased the sustainable timber supply, the annual allowable harvest levels are adjusted accordingly. In addition, provincial forest lands that were classified as not-sufficiently restocked are being re-assessed to determine their current status. If the lands are deemed to have been sufficiently re-stocked, they are re-introduced into the current forest inventory, and the annual allowable cut is increased accordingly. If the lands have not been sufficiently re-stocked, they are targeted for treatment.

Various provincial governments are promoting private woodlot programs to maintain or increase the sustainable supply of timber. These programs have been in place for several decades. Manitoba, Saskatchewan, and New Brunswick are all developing programs to encourage private woodlot owners to develop and better

manage their forests.

British Columbia and Ontario have both established formal committees or workgroups to assess opportunities for maintaining and increasing the sustainable supply of timber. In British Columbia, a Forest Management Strategy Committee has been established to suggest a range of forest management options that will facilitate the achievement of sustainable timber harvest levels. The Timber Production Policy Project in Ontario is also devoted to assessing sustainable timber supplies. Its mandate includes developing policy on how to determine sustainable timber supply options, assessing the province's timber production potential, and developing analytical tools and procedures to conduct such an assessment.

A national conference will be held in late 1994 to assess opportunities for timber supply and the implications of managing forests for sustainable development objectives. Each province or territory will present a status report and will be encouraged to share information on new developments and strategies for achieving sustainable development.

Commitment 4.12 Industry and governments will work cooperatively to pursue joint technical discussions aimed at internationalizing product standards, codes and certification procedures.

Criteria: Joint technical discussions pursued; number of standards, codes and certification procedures that have been internationalized.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Canada is contributing to discussions at the international level with other countries and the International Standards Organization to develop international eco-labelling and Sustainable Forestry Certification programs.

Canada is actively contributing to ongoing discussions on creating international standards, codes and certification procedures that recognize forest products that have been produced in a sustainable manner.

The main initiatives that are currently underway deal with eco-labelling and certification procedures.

Eco-labelling is seen as a way of assessing a wide range of product criteria related to all phases of a product's life from processing to consumption to disposal. Canada currently has a national eco-labelling program in place that awards EcoLogos to products that are produced in a more environmentally-friendly process than similar products. Discussions are currently underway to develop international standards for eco-labelling. Canadian representatives from industry and government recently attended the International Standards Organization's (ISO) conference on this issue.

A parallel initiative is currently underway for the development of an international Sustainable Forestry Certification program. While most effort is devoted to the development of a Canadian program (see commitment 4.13), negotiations are also being held with other countries and the ISO to encourage the adoption of this program at the international level. Canada will deliver a proposal for international standards to the ISO conference in June 1995. If it is approved, it is expected that it will take between four to five years before an International Sustainable Forestry Certification program is in place.

Commitment 4.13 By 1995, industry and governments will develop and put into operation a means of identifying and promoting Canadian forest products that reflects our commitment to sustainable forests and environmentally sound technologies.

Criteria: Process in place and begun; Product certification in place.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

A process is in place to develop and implement a certification and identification system for Canadian forest products by the 1995 deadline. Canada will be the first country to have developed a certification program of this kind.

The Canadian forest products industry, under the leadership of the Canadian Pulp and Paper Association, has approved and provided financial support for a program to develop a Canadian standard for sustainable forest management. A certification program will be developed through the Canadian Standards Association (CSA), a neutral and independent organization that is mandated to develop product standards.

The CSA has formed a technical committee made up of representatives from a wide variety of interest groups, including government, industry, conservation organizations, wildlife biologists and the general public. The objectives of the committee are to develop guiding principles for implementing a sustainable forestry program and to compile detailed standards which can be used during the auditing and approval process. These principles and specifications should be

completed by mid-1995 and will serve as the basis for the forest product certification system.

When the certification system is in place, forest products companies will be able to request an independent audit of their management operations. If the audit is successful, the forest products can then be certified and sold as products originating from sustainably managed forests.

In an effort to ensure international acceptance of Canada's certification system, the industry task force is working with other countries to solicit support for the process and to encourage its adoption by the International Standards Organization.

Commitment 4.14 Industry and governments will promote exports based on science and technology applications and services related to natural resources, such as Geographic Information Systems (GIS), biotechnology and remote sensing.

Criteria: Promotion mechanisms in place for industry? for governments?

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

The rapidly emerging need for new technologies represents a significant need in the international marketplace. Several promotion mechanisms are in place to encourage the use of Canadian science and technology applications and services in the international forestry sector. For example, at least three major trade shows are held on a regular basis, attracting visitors from up to twenty-five countries.

Various promotion mechanisms have been established to encourage the use and export of Canadian science and technology applications and services in the forestry sector.

Government initiatives to date have focused on compiling a directory of the range of goods and services currently available for science and technology applications related to natural resources, such as Geographic Information Systems (GIS) and remote sensing technology. A draft version of this directory will be completed by the end of 1994, and a promotional plan will be in place by 1995.

International trade exhibitions represent a good opportunity for promoting Canadian expertise in the forest industry. Some examples of the types of trade shows that have been established are:

- EXFOR is an annual exhibition of equipment and technology for the pulp and paper manufacturing industry sponsored by the CPPA. The show has around 450 exhibitors and is attended by 6000 to 8000 visitors from twenty-five countries;
- DEMO, also sponsored by the CPPA, is an exhibition held every four years on a forested site to demonstrate new woodlands equipment and products. This trade fair is attended by approximately 120 exhibitors and attracts between 8000 and 16,000 visitors from twenty-five countries, making it an international showcase for Canadian suppliers to the woodlands industry; and
- an international forestry GIS symposium is held every year in Vancouver. Over \$10 million in business is conducted during the trade show that is associated with the

symposium, which attracts up to 1500 participants each year from over 25 countries.

The Canada Centre for Remote Sensing of Natural Resources Canada has undertaken a major international campaign to promote the applications of remote sensing. One potential application will improve our ability to assess the condition of tropical forests which are frequently cloud-covered and thus inaccessible to optical remote sensing technologies. It is believed that the export potential for remote sensing imagery and services is quite significant.

Commitment 4.15 Industry will upgrade its manufacturing facilities where needed to meet national environmental standards.

Criteria: Percent of manufacturing capacity meeting standards; Percent of mills meeting standards.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Approximately half of Canada's pulp and paper mills are in compliance with the federal effluent regulations; all mills are to be in compliance by December 31, 1995.

In May 1992, the federal government announced new effluent regulations for Canadian pulp and paper mills. These regulations, introduced under the Fisheries Act and the Canadian Environmental Protection Act, will prohibit the discharge of measurable quantities of dioxins and furans in pulp mill effluents, and will improve overall water quality by limiting the discharge of suspended solids and biochemical oxygen-demanding substances.

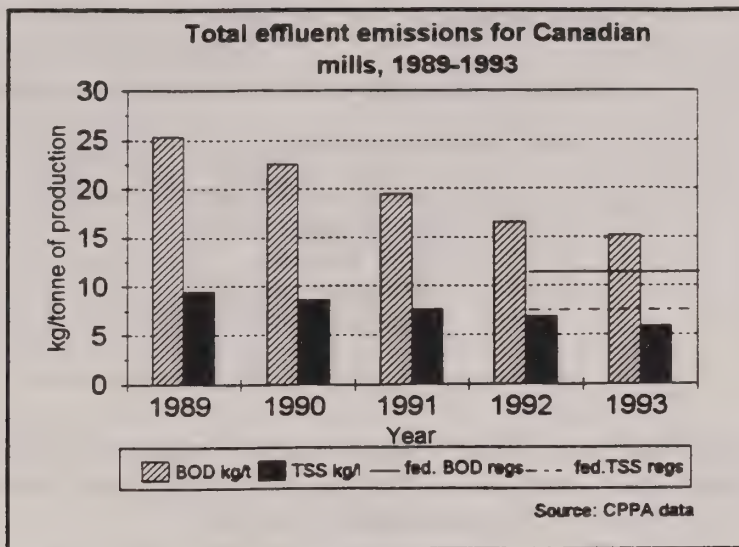
Mills initially had until December 1, 1992 to comply with the new regulations. However, an extension to December 31, 1995 was granted to those companies who demonstrated extraordinary technical or financial constraints preventing them from reaching the earlier target.

Approximately half of Canada's 157 pulp and paper mills applied for the extension. These mills are operating under transitional authorizations that allow them to continue operating even though they do not yet meet the new national regulations. The other half of Canada's pulp and paper mills are currently operating in accordance

with the federal regulations.

The graph below displays total emissions by Canadian mills over the last five years for biological oxygen demand (BOD) per tonne of production and total suspended solids (TSS) per tonne of production.

Between 1988 and 1993, aggregate discharges of dioxins and furans were down 98%, and chlorine use had dropped by 70% in the same period.



Commitment 4.16 A national environmental technology program will be implemented.

Criterion: National environmental technology program in place (Yes or No).

- ✓ Commitment fulfilled
- Substantial progress
- Some progress
- Little or no progress
- Insufficient information

This commitment has been fulfilled through the establishment and maintenance of the Forest Industries Research and Development Program and through participation in the Environmental Technology Commercialization Program.

In 1990, Industry Canada set up the Forest Industries R&D and Innovation Program as a means of enhancing the international competitiveness of the forest sector and allied industries by supporting the development, application, and promotion of research and innovation technology in Canada. With a budget of approximately \$45 million over six to seven years, the program provides financial assistance to Canadian firms, research institutes and universities for the development and transfer of innovative forest-related technologies.

Approximately half of the money in this program is allocated for projects that address and support the forest industry's efforts to develop innovative and environmentally sound processing systems and products. Some examples of the type of research conducted over the past four years include:

- reduced use of chlorine in bleaching with alternatives such as a novel process for ClO_2 production;

- R-9 chlorine dioxide bleaching process involving recycling of waste products;
- pulp bleaching with non-chlorine agents including enzymes;
- developing new membranes and membrane technology for separating liquid streams in mills;
- solving problems associated with the de-inking and recycling of paper;
- effluent reduction and closed-cycle paper mill operation; and
- health aspects of pollutants within the mills themselves.

These and other projects are expected to result in commercially viable technologies.

The Environmental Technology Commercialization Program was started in 1991 by Industry Canada with the support of Environment Canada and the Industrial Research Assistance Program Network of the National Research Council. It serves to share the financial risks of developing, demonstrating and commercializing new technologies to solve environmental problems through the use of first-time pilot

and demonstration projects.

To date, two projects funded through the Program (federal assistance totalling \$220,000) have involved the forest industry. One of the projects was a demonstration of a technology to convert waste wood into animal feed, while the second addressed the treatment of pulp and paper mill effluent. Three additional forest industry-related projects involving potential federal contributions totalling \$8.4 million are anticipated for 1994-95.

Commitment 4.17 By 1994, forest-based industry associations will adopt self-regulating codes of environmental practice.

Criteria: Number and percent of associations having codes in place, and identify those associations with codes.

Commitment fulfilled ✓ Substantial progress Some progress Little or no progress Insufficient information
--

Out of nine forest-based industry associations, five have developed or are in the process of developing codes of environmental practice.

Forest-based industry associations are to adopt self-regulating codes of environmental practice to ensure that the processes used in forest management and operations adhere to a set of pre-defined standards.

There are nine major forest-based industry associations in Canada, encompassing the Canadian Pulp and Paper Association, six provincial industry associations, the National Aboriginal Forestry Association, and the Canadian Federation of Woodlot Owners.

The 57 companies that are members of the Canadian Pulp and Paper Association (CPPA) have adopted two environmental codes that set forth general principles of operations. These codes do not provide specific regulations because the operating conditions and regulatory environments within which the association's member companies operate vary significantly from region to region.

Six provinces - British Columbia, Alberta,

Ontario, Quebec, New Brunswick and Nova Scotia - have provincial industry associations that represent the forest-based industries in each province. Of these, the Alberta Forest Products Association (AFPA) and the Ontario Forest Industries Association (OFIA) are the only two provincial industry associations to have developed self-regulating codes of practice that have been adopted by their member companies. The AFPA's code of practice, *ForestCare*, has been adopted by the majority of the association's member companies and covers 95% of the province's annual allowable cut. The OFIA releases yearly reports evaluating its members' adherence to its code of practice.

Even though four out of six provincial industry associations do not have self-regulating codes of practice, companies in these provinces (and the provinces and territories that do not have industry associations) are bound by codes of practice at the provincial level and/or the environmental codes of the CPPA (see

commitment 2.18). For example, the major forest-based industry association in British Columbia, the Council of Forest Industries, does not have a self-regulating code of practice. However, forest companies in British Columbia are bound by the province's Forest Practice's Code.

The National Aboriginal Forestry Association is conducting a technical review of its National Aboriginal Forest Practices Code, which was released in draft form in early 1994. This code aims to set a high standard of forest practice on First Nations' forest lands, with the objective of incorporating traditional Aboriginal knowledge into forest management.

The Canadian Federation of Woodlot Owners does not envision developing a code of environmental practice at the national level. However, two of their member provincial organizations -- Quebec and New Brunswick -- have developed codes of environmental practice and are in the process of developing strategies for promoting these codes amongst woodlot owners.

Commitment 4.18 Governments will consider the needs of forest-based communities in regional economic and resource management planning.

Criteria: Number of provinces that do socio-economic analysis of the impacts of proposed changes in land or resource use as part of the land-use planning process; Number of provinces that formally include affected communities in resource and land-use planning process.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

All provinces conduct socio-economic analyses of the effects of proposed changes in land or resource use, either through formal mechanisms or on an ad hoc basis. In general, all provinces involve affected communities in the resource planning process.

The 1993 *State of Canada's Forests* report identifies 309 communities across Canada that rely heavily on the forest industry (with more than 50% of the base income derived from the forest sector), and over 1000 communities that depend on the forest sector for 10% to 50% of their base income. As such, changes in land or resource use can have a significant impact on these communities.

All provinces take into account the socio-economic impacts of proposed land or resource use changes. In British Columbia, for example, the social and economic effects of proposed land use options are assessed according to the guidelines described in the 1993 report *Social and Economic Impact Assessment of Land and Resource Management Options in British Columbia: Interim Guidelines*. Saskatchewan is currently developing a formal process of conducting socio-economic analysis: its recently developed

Integrated Forest Management Plan will require consideration of social and economic factors when managing forest ecosystems.

Socio-economic analysis of resource or land use, while not always explicitly defined at the policy level, often occurs in practice. In Ontario, for example, studies were conducted to assess how communities would be affected by a proposed old-growth red and white pine strategy. In Saskatchewan, local opposition to the renewal of a forest management licence agreement is prompting a socio-economic analysis of the effects of the project on the community.

In response to increased public demand to participate more fully in the decision-making process, governments are beginning to develop mechanisms and/or policies to ensure public participation in the resource and land use planning

process. While all provinces suggest that they involve communities that are dependent on forest-based industries in the resource and land use planning process, the extent of public involvement varies substantially from province to province.

Ontario has developed one of the more formal mechanisms to ensure that forest-based communities have the opportunity to contribute to the resource planning process. This is exemplified by the recent ruling of the Class Environmental Assessment for Timber Management,

which calls for the establishment of Local Citizen Committees. These committees, will have significant decision-making roles in preparing timber management plans and in conducting socio-economic analysis. Other provinces tend to involve forest-based communities in response to public pressure or on an informal basis.

Commitment 5.5 By 1993, national and regional forest research advisory bodies will review and where necessary broaden their membership to reflect the needs of all members of the forest community.

Criteria: Completion of a review and adjustment of membership; Number of national and regional research advisory bodies that have completed such a review.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Reviews of membership on forest research advisory councils have been completed for the national research body, the Forestry Research Advisory Council of Canada, and by the provincial research councils in British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia, and Newfoundland. With the exception of Nova Scotia, the other four organizations have made adjustments to their membership in response to the review.

The Forestry Research Advisory Council of Canada reviewed its membership in 1991 and made subsequent modifications to broaden the membership of the council. This involved increasing the regional representation and incorporating members from conservation and environmental organizations. Membership on the council includes representatives from industry, government, universities, other federal agencies, and non-government forestry and environmental organizations.

Provincial research councils are established in all provinces with the exception of Yukon, Northwest Territories, Ontario, and Prince Edward Island. For those provinces that do have forest research advisory bodies, the research councils in British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland have reviewed their membership to ensure that all

interests of the forest community are reflected. Generally, minor modifications have been made to broaden the membership base. British Columbia added a representative from the Federal Department of Fisheries and Oceans; the New Brunswick Forest Research Advisory Council added members to include a broader range of representatives from industry, universities, private woodlot owners and wildlife habitat managers; and the Newfoundland Forestry Research Advisory Committee added members from the provincial department of Environment and Lands and from the Federal Department of Fisheries and Oceans.

Although Nova Scotia has conducted a review, it has not yet added any new members to its advisory council.

Alberta, Saskatchewan and Manitoba are currently in the process of reviewing membership on their forest advisory bodies. The Forest Research Council in Quebec is the only provincial research council that has not yet conducted a review of its membership.

Commitment 5.6 By 1993, national and regional forest research advisory bodies will review and where necessary revise their research priorities to ensure they reflect sustainability, environmental protection and competitiveness.

Criteria: Number of advisory bodies that have completed a strategic review.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

On the part of provincial research bodies, there has been little or no progress on this commitment. While each provincial research agency reviews its research priorities annually, not one has undertaken a more formal strategic review to identify long-term objectives related to sustainable forestry in Canada. However, all three of the research institutes in Canada that conduct research for industry have completed such strategic reviews.

Much of forestry research in Canada is guided nationally through the Forest Research Advisory Council of Canada and its equivalent advisory boards in each province. The Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada funds research in universities independent of these structures, and many companies also conduct their own research.

At the national level, various initiatives have been undertaken to ensure that national and provincial research priorities reflect the needs of sustainability, environmental protection and competitiveness. For example, the Canadian Forest Service recently completed a strategic review entitled *Canadian Forest Service Strategic Plan for Science and Technology*, which outlines priorities related to sustainable development and forest ecosystem management.

With the exception of the two territories, Prince Edward Island and Ontario, all of the provinces have Forest Research Advisory Councils that are responsible for recommending provincial research priorities and which research projects should be funded. While each provincial research council reviews its research priorities each year, none of them have completed a strategic review that would formally establish long-term research priorities and objectives.

However, some progress is being made in a few cases. Saskatchewan is currently undertaking a comprehensive study that will identify research priorities for integrated resource management, and the Quebec Forest Research Advisory Council is planning to hold a conference in the near future that will establish strategic research priorities.

Forest research in Canada is also conducted by three major research institutes: the Pulp and Paper Research Institute of Canada, Forintek, and the Forest Engineering Research Institute of Canada. All three organizations have conducted formal strategic reviews in the last three years to ensure that their research priorities reflect the needs of sustainability, environmental protection and competitiveness.

Commitment 5.7 Research agencies will increase the involvement of research users in the planning, conduct and application of research.

Criteria: Number of research agencies with users involved as participants in the planning, conduct and application of research; Number of research agencies that have completed a satisfaction survey of research users.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

All research agencies involve users to varying degrees in the planning, conduct and application of research. Of the eighteen provincial research bodies, universities and research institutes that were surveyed for this evaluation, Forintek was the only agency that has conducted a formal satisfaction survey of research users.

Forest research is conducted and directed by a range of agencies, from provincial forest research advisory councils to universities and research institutes. All eighteen research agencies surveyed indicated that they involve research users in the planning, conduct and application of research.

User participation is ensured through a variety of mechanisms. For example, partnership agreements are frequently required to fund research projects, leading to the participation of government, industry and NGO users at all stages of research. Users often develop project proposals, and then contribute to the development and review of project working plans. Finally, all provincial forest research advisory councils have users on their advisory boards that influence the approval of funding for projects and direct research priorities.

The following examples provide an indication of the type of user involvement in research across Canada:

- at the Prince Albert Model Forest in Saskatchewan, research users are directing silviculture field trials for planting and site preparation processes; and,
- research conducted at the Forest Engineering Research Institute of Canada is carried out by users on their own equipment and on their own operations, thus maximizing the technology transfer process and ensuring that the research meets user needs.

Generally, user satisfaction is only assessed informally. Forintek is the only research agency to have conducted a satisfaction survey of its research users; this survey was carried out in 1990. The Ministry of Forests in British Columbia is attempting to improve the communication

process between scientists and users, and is planning to conduct a satisfaction survey of research users in the near future.

Commitment 6.1 By 1994, labour, industry and governments will complete a forecast of employment and training needs in the forest sector.

Criteria: Forecast completed for pulp and paper; wood products; and forest workers.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Forecasts have been completed by Human Resource Development Canada (HRDC) for the pulp and paper industry (nationally) and the wood products industry (in British Columbia). Studies have been initiated for the national wood products industry and the silviculture and forest worker labour force. These studies should be completed in late 1995.

The report entitled *The Canadian Pulp and Paper Industry: A Focus on Human Resources* was prepared by Price Waterhouse under the auspices of HRDC's Sector Study program and released in August 1994. This detailed national study highlights the human resource development issues which must be addressed to enhance the pulp and paper industry's competitiveness in the years ahead.

A forecast and training needs assessment entitled *Human Resources in the British Columbia Wood Products Industry* was carried out in 1992 by Ernst & Young under the HRDC's Industrial Adjustment Services program. A national study will be initiated in the fall of 1994, and is expected to be completed in late 1995.

In addition to the above three studies, part one of a three-part human resource development study for Aboriginal forestry was completed in 1993. The study will provide a forecast of employment for

aboriginal people in forestry and set out a training needs assessment action plan.

Finally, a human resource development study of the silviculture and forest worker labour force was initiated in June 1994, also under the auspices of the HRDC's Industrial Adjustment Services Program. This study will be completed in 1995.

Commitment 6.3 By 1994, post-secondary, technical and professional education institutions will review and where necessary revise their programs and courses to ensure that they meet the broader needs of sustainable forest management.

Criteria: Number and proportion of institutions having completed an analysis of program requirements; Number and proportion having commenced the process to change their curriculum if called for as a result of their review.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

All of the Canadian universities that offer degrees in forest management have analyzed their program requirements to ensure that they meet the needs of sustainable forest management and have altered their curricula as necessary. A recent symposium on these issues will likely lead to more significant structural changes in forestry curricula.

Eight universities in Canada offer degrees in forest management. All eight schools have completed an analysis of their course requirements to ensure that they take into account the needs of sustainable forest management. As a result of these reviews, the universities have made changes to the courses to focus on such subjects as integrated forest management, integration of silviculture and harvesting, ethics of resource management, contemporary issues in forestry, and forest resource information systems.

All universities that offer degrees in forest management have been accredited by the Canadian Forestry Accreditation Board (CFAB), an independent review board that was established by the Canadian Federation of Professional Foresters Associations. The CFAB grants accreditation to those schools whose curricula meet the requirements of the

forestry profession. The CFAB is currently in the process of revising its requirements to ensure that they take into account the needs of sustainable forest management. These new requirements will be implemented in the next round of accreditation.

Finally, a major symposium entitled *Educating the 21st Century Forester* was organized by the Association of University Forestry Schools of Canada and took place May 12-14, 1994. The purpose of the symposium, which was attended by representatives from all areas of the forest sector, was to develop an improved awareness of the economic, social and environmental demands placed on the forestry profession. This included a discussion of the future role of the forestry professional in society and the educational needs required to support that role. The objective was to reach a better

understanding of the principles that will guide professional forestry education and provide a basis for, and approach to, the development of curricula at Canada's university forestry schools.

A series of recommendations was developed during the course of the symposium. These recommendations will be summarized and published in a future issue of the *Forestry Chronicle*, and will likely lead to significant changes in the teaching of forestry in Canada.

Commitment 6.5 By 1994, the CCFM, in cooperation with appropriate government agencies, labour and industry, will assess the feasibility of a certification system for silviculture and forest workers to increase the mobility, safety and skills of the workforce.

Criterion: Certification system in place (yes or no)

- ✓ Commitment fulfilled
- Substantial progress
- Some progress
- Little or no progress
- Insufficient information

While a certification system for silviculture and forest workers is not yet in place, a committee has assessed the feasibility of such a system and has made a series of recommendations. Although the criterion against which this commitment is to be evaluated calls for the establishment of a national certification system, because there is no national consensus to establish such a program and because the CCFM has assessed the *feasibility* of a national certification system, this commitment is deemed to have been fulfilled.

The imperatives of sustainable forest management and the demanding and competitive world market make it essential that Canada continue to have a well-trained, highly skilled and adaptable workforce. It is estimated that there are currently between 30,000 and 50,000 silviculture and forest workers in Canada, involved predominantly in planting, thinning and harvesting.

In late 1993, the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) established a committee made up of representatives from government, industry and labour to carry out an assessment of the feasibility of a certification system for silviculture and forest workers. The committee reviewed the current standard setting and certification practices in Canada, and assessed the feasibility of establishing a

national certification system.

The committee concluded that although it is feasible to establish a national certification system for silviculture and forest workers in Canada, there is no national consensus to do so at this time. While Newfoundland, Nova Scotia and Quebec all support the establishment of national certification, Ontario, Manitoba and the CPPA on behalf of the forest industry and the Canadian Silviculture Association, do not support provincial or national certification systems, preferring to place an emphasis on training programs.

The committee published two companion documents with their report: the *Compendium of Existing Training and Certification Programs for Silviculture and Forest Workers in Canada*, which lists

over 70 courses across Canada; and *The Green Binder: Training and Educational Aids for Silviculture and Forest Workers in Canada*, which lists available training aids such as manuals, publications and educational videos.

The committee offered four recommendations:

- a national certification program should be undertaken when there is sufficient support for it; meanwhile, industry and labour should initiate a process to standardize the occupational skill standards for the labour force;
- the CCFM should attempt to harmonize minimum occupational standards for the silviculture and forest worker labour force in Canada;
- a review of the support for certification should be undertaken upon the conclusion of a review of the employment needs for forest workers, or in two years;
- the CCFM should endorse the continuing exchange of information that was begun by the committee through such measures as the publication of the two companion documents.

Commitment 7.1 By the end of 1992, Aboriginal forestry organizations and the federal government will cooperate to develop a comprehensive Aboriginal forest strategy that respects the shared beliefs and aspirations of Aboriginal people, and addresses the regeneration of reserve lands, the empowerment of communities to manage their forest resources and the development of models for sustainable forest management.

Criterion: Comprehensive strategy completed.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Although an Aboriginal forest strategy has not yet been completed, a discussion paper prepared by the National Aboriginal Forestry Association that outlines the objectives of such a strategy has been submitted to appropriate ministers for consideration by Cabinet.

In January 1992, the National Aboriginal Forestry Association completed a draft discussion paper entitled *An Aboriginal Forest Strategy*. The objectives of an aboriginal forest strategy, as summarized in this discussion paper, are to "protect, conserve, manage and obtain maximum benefits from forest lands, both on and off reserves, in perpetuity".

Five key elements of the strategy are outlined in the discussion paper:

- forest land and resources legislation;
- forest management programs;
- education and training programs;
- business development programs; and,
- policy and development and advocacy programs.

The objectives and goals presented in the discussion paper have not yet been

incorporated into an Aboriginal Forest Strategy. Because Aboriginal issues are a federal jurisdictional responsibility under the Constitution of Canada, forestry, as it pertains to Aboriginal people, needs to be addressed by the Federal Crown through a variety of departments. Before the comprehensive strategy can be initiated, Cabinet must ratify and endorse the discussion paper.

Commitment 7.3 Aboriginal organizations and governments will cooperate to encourage business development through improved access to capital, technology transfer and infrastructure support.

Criteria: Number of aboriginal forestry businesses; Employment levels in these businesses.

- | |
|---|
| <p>Commitment fulfilled</p> <p>Substantial progress</p> <p>✓ Some progress</p> <p>Little or no progress</p> <p>✓ Insufficient information</p> |
|---|

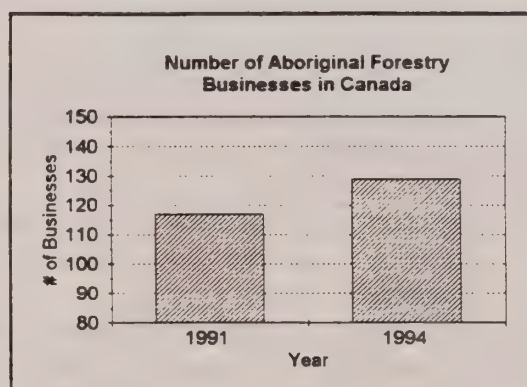
Some progress has been made towards achieving this commitment. However, the existing data on aboriginal business and employment levels in the forestry sector as a whole (upon which this commitment is evaluated) do not necessarily reflect whether Aboriginal organizations have improved access to capital, technology transfer, and infrastructure support.

Little accurate information on aboriginal forestry businesses or employment in the forestry sector is available. However, the National Aboriginal Forestry Association has submitted a proposal to the federal government to develop databases containing statistics on forestry education, training, employment, natural resource management and business development, as well as to develop company profiles of existing aboriginal forestry businesses.

In 1991, Forestry Canada conducted a survey of Aboriginal forestry companies involved in various aspects of the forest industry and identified 117 such companies in Canada. A more recent directory, published in May 1994, identifies 129 aboriginal forestry businesses, representing a slight increase over the last three years.

No information about employment levels in aboriginal forestry businesses was available. However, according to the 1986

Census, 8,850 Aboriginal people worked in logging and forestry industries as a whole, making up 7% of the total forestry and logging work force (Aboriginal Forestry Training and Employment Review 1993). Comparable statistics based on the 1991 Census were not available.



Commitment 7.5 In 1992, Aboriginal forestry organizations and the federal government will complete a strategy to address the training and employment needs of Aboriginal people, in accordance with their forest values.

Criterion: Strategy completed.

Commitment fulfilled Substantial progress ✓ Some progress Little or no progress Insufficient information
--

The development of a strategy to address the training and employment needs of Aboriginal people is occurring in two phases. The first phase, which was completed in early 1993, reviewed the training and employment needs of Aboriginal people; the second phase, the development of a strategy to meet those needs, has not yet been implemented.

The *Aboriginal Forestry Training and Employment Review (AFTER)* report examines the human resource development needs of Aboriginal people in the forestry sector. The report was prepared in 1993 for the AFTER committee, which was established by the Industrial Adjustment Service of Employment and Immigration Canada, and for the National Aboriginal Forestry Association.

The report summarizes existing opportunities within the forest industry, and identifies the following central issues:

- the present employment and education status of Aboriginal people in the forestry sector;
- the demand for further education and training for Aboriginal people in the forestry sector;
- the employment and education barriers faced by Aboriginal people in the forestry sector; and

- the ways in which values based on traditional ecological knowledge are being incorporated into resource management education and forest management.

The AFTER report is Phase I in a two-stage process. Phase II, which will be launched by the Department of Human Resource Development's Industrial Adjustment Services Program, will provide a forecast of employment for Aboriginal people on forestry and set out a training needs assessment action plan. The objective of Phase II is to "define training, education programs and hiring practices that will encourage and ensure full access to jobs and economic development opportunities for Aboriginal people in the current forestry sector and encourage the enhancement of traditional Aboriginal forestry values" (quoted from the Phase I AFTER report). This study should be completed in late 1995.

Commitment 8.3 A private forest stewardship ethic will be further encouraged by expanding the skills and knowledge of private forests owners and recognizing and supporting models of best practices on private lands.

Criteria: Number of provinces with extension programs directed at small private forests; Number of owners of small private forests participating in private forest management programs and increases since 1992; Number of owners organizations and provinces with incentive programs such as models or recognition programs to support best practices.

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

All ten provinces have some form of extension program in place to encourage private woodlot owners to increase their skills and knowledge of forest management. It is estimated that 6% of private owners participate in private forest management programs, representing a marginal increase since 1992. Four provinces have Woodlot Owner of the Year awards to encourage best practices on private woodlots.

Between 1992 and 1996, the federal government has committed \$120 million in funds for federal-provincial programs in support of forestry on private woodlots. With the exception of the two territories, all of the provinces have some form of extension program in place to encourage the development of skills and knowledge of private foresters.

Extension programs range from public awareness and education to economic assistance for improving woodlot management. The following examples provide a summary of some of the initiatives that are currently being undertaken:

- in Alberta, the major focus has been on public awareness and the distribution of

information to help owners make informed management choices;

- the Prairie Farm Rehabilitation Administration is providing funding to the Farm Woodlot Association of Saskatchewan to encourage the development of management programs amongst private woodlot owners;
- the Ontario Ministry of Natural Resources offers extensive education programs, ranging from courses on tree marking and land stewardship to distributing fact sheets on forest management and collaborating with the Ministry of Agriculture to produce a Best Practices Manual for woodlands;
- nursery stock is made available to landowners at a subsidized price in Ontario;
- New Brunswick provides economic

assistance to private woodlot owners for infrastructure development and stand establishment and management; and

- the Nova Scotia Woodlot Owners Organization distributes a quarterly newsletter (with a circulation of 3000) on issues related to woodlot management.

The Canadian Forest Service estimates that 25,000, or 5.9% of land owners participated in forest management programs delivered under federal-provincial agreements in 1993-1994, representing a slight increase from the previous year. Compared to the potential number of small-woodlot owners, the actual number participating in the available management programs is low. Involvement is probably highest in Eastern Canada. For example, both Nova Scotia and Prince Edward Island estimate that approximately 25% of woodlot owners are participating in woodlot extension programs.

Many governments and owner organizations expressed anxiety over the future funding of private forest management programs, given recent government cutbacks. Prince Edward Island, for example, suggested that without Forest Resource Development Agreement assistance, most private forest land management programs, which represent 90% of the province's forestbase, will

experience a significant decrease or cease altogether. In Ontario, silviculture funding on private woodlots has been significantly reduced, and the number of extension programs delivered by the Ministry of Natural Resources is curtailed by the availability of fiscal resources.

Four owner organizations or provinces have Woodlot Owner of the Year competitions and awards to encourage models of best forestry practices on private lands. These awards are delivered in Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island.

Other initiatives also help to improve private woodlot management. Prince Edward Island, for example, has established a series of demonstration woodlots that function as education facilities for woodlot owners and the public. In Ontario, 8500 visitors attended an outdoor forestry exhibition in 1993 that was aimed at educating forest landowners.

Commitment 8.4 By 1993, organizations representing private forest owners will complete a review of taxation systems and their impact on the management of private forests.

Criteria: Review of taxation systems completed?; Changes to tax structure or programs affecting private forests implemented?

- ✓ Commitment fulfilled
- Substantial progress
- Some progress
- Little or no progress
- Insufficient information

A review of the effects of the existing taxation system on private forest owners was completed in early 1992 by the Canadian Forestry Association. The recommendations outlined in the report for changing the existing system have not yet been implemented. Even though the criteria of this commitment call for the *implementation* of the recommendations of the review, this commitment was evaluated as fulfilled, since the criterion is much more stringent and broader in scope than the wording of the original commitment.

A review of the existing tax system and its impact on the management of private forests was completed in 1992 by the Canadian Forestry Association. The report noted that existing tax policies discourage private forest landowners from investing in woodlot management, and in some cases, encourage forestry practices that are not sustainable.

For example, under the existing legislation, it is unclear whether expenses incurred during forest management are considered to be permissible deductions or capital expenditures. Further, it is sometimes possible for woodlot owners to obtain greater tax benefits by liquidating a forest than by managing it on a sustainable basis where revenues would be attained over a longer period of time.

The report calls for a revision to the tax structure currently in effect and for the

implementation of the following recommendations:

- recognition of small woodlot owners as a special class of taxpayers;
- the ability to access unlimited deductibility from income of forest development expenses and deductibility of the cost of timber stands in the year of a woodlot purchase;
- the ability to employ the cash basis of accounting and to consider a woodlot as either an income-earning asset or as a capital asset;
- capital gains eligibility; and
- access to a number of tax credits and shelters to promote woodlot purchases and forest development.

Discussions on the implementation of these recommendations have been carried out by the Canadian Federation of Woodlot Owners in conjunction with officials at the

Departments of Finance and National Revenue, although no action has been taken to date. A report of the House of Commons Standing Committee on Natural Resources was delivered to Parliament in June 1994 that addressed these issues. The Canadian Federation of Woodlot Owners is seeking the development of a plan of action to address tax reform in the fall of 1994, in co-operation with Natural Resources Canada.

Commitment 8.5 Landowners and government will cooperate to increase the afforestation of marginal agricultural land on ecologically appropriate sites.

Criterion: Hectares of marginal agricultural land afforested since 1992 and trends in afforestation of this land.

	Commitment fulfilled
	Substantial progress
✓	Some progress
	Little or no progress
	Insufficient information

Afforestation of marginal agricultural land varies considerably between provinces. Many provinces do not have formal recording mechanisms to assess afforestation rates. Since 1992, about 3,000 ha have been afforested under the Tree Plan Canada program, with the current afforestation rate of 1,500 ha per year under this program expected to remain unchanged.

Most afforestation of marginal agricultural land is done under the Tree Plan Canada program. Initiated as a result of the National Action Strategy on Global Warming, the focus of this program is mainly to support community tree planting projects, an activity which results in the afforestation of about 1,500 hectares per year.

Agriculture and Agri-Food Canada's Prairie Farm Rehabilitation Administration (PFRA) program supports the planting of trees on farms both in shelterbelts and to improve wildlife habitat. Between 1992 and 1993, the program assisted in the planting of 7.6 million trees to form 5,239 km of shelterbelt and 1.15 million trees for wildlife habitat.

TREEmendous Saskatchewan, a non-profit organization, works with the provincial government, planting trees under both the PFRA and Tree Plan Canada. Talks are

currently underway within the Saskatchewan government on a cooperative framework for integrated and sustainable management of agriculture lease lands. This would include the afforestation of marginal agricultural lands.

Some provinces have extension services whereby seedlings are provided to those interested. Saskatchewan, for example, has an extension service that provides seedlings on an ad hoc basis. Similarly, Ontario supplies 10-12 million trees per year at subsidized prices to landowners. P.E.I. landowners have reforested 732 ha of marginal agricultural land since 1992.

In Manitoba, over 250,000 trees were planted on private (mostly agricultural) lands in 1992. Support from the Green Plan, the PFRA, and Manitoba's Private Lands Forestry Program have resulted in significant increases in afforestation activities since 1992. Preliminary 1993

Commitment 9.1 Canada will maintain the extent, diversity and health of its forests.

Criteria: Changes in the area of forest land in each of Canada's eco-regions; Trends in the numbers of rare, threatened and endangered forest-dwelling species (as indicators of diversity and health); Changes in age-class distribution and tree species in each forest region.

Commitment fulfilled
Substantial progress
Some progress
Little or no progress
✓ Insufficient information

Because provinces do not collect data on changes in the area of forest land by eco-regions, or on the changes in age-class distribution and tree species by forest region, it is not possible to measure the progress that has been made on this commitment. There is an urgent need for baseline data to be collected to help assess and measure the extent to which the health, diversity and extent of Canada's forests is maintained.

This commitment addresses the central goals and objectives of the National Forest Strategy as a whole. However, data and information on changes in forest land and age class distribution by eco-region and forest region are unavailable, because forest management agencies do not collect or compile data on this basis. Without this essential baseline data, it is difficult to assess and quantify the changes in the extent, diversity and health of Canada's forests.

Some data on changes in the area of commercial forest land over the last fifteen years is available from the 1993 *State of Canada's Forests* report. The report indicates that over the last fifteen years, disturbances caused by fire, insects and disease consumed an area greater than the area harvested (17.13 million hectares compared to 13.3 million hectares). The total area harvested on commercial lands

increased by 4.7% from the five year period 1982-1986 to 1987-1991.

Because provinces collect and compile data on the basis of management units, there are no quantitative data on changes in age-class distribution and tree species in each forest region. However, the general trend seems to be an abundance of young trees (between the ages of 0 and 20 years) and old trees (greater than 80 years). Relative to the projected demand, it is anticipated that there will be a wood shortage due to a weak intermediate age class.

While the recent *State of Canada's Forests* report does not present data on changes in age class or species composition by forest region, it does provide some trends for Canada's commercial forests. The area growing forests at the seedling stage increased 5.6% between 1987 and 1991; the area growing immature forests

decreased by 2.4% between 1987 and 1991; and the area growing mature, old, or mixed-aged forests decreased by 1.5% in the same five-year interval.

None of the provincial governments felt there had been an increase in the number of threatened or endangered forest-dwelling species since 1992. However, there are many forest-dwelling species that are threatened or vulnerable, including old-growth dependent species in British Columbia, such as the giant spotted

salamander and the marbled murrelet; a population of woodland caribou in the Lake Winnipeg area; and the pine marten in Newfoundland.

One of the terms and conditions of the recent ruling on the Class Timber Environmental Assessment in Ontario calls for more comprehensive monitoring of forest species. This will facilitate trend analysis once baseline data has been established.

Commitment 9.3 Canada will strive to increase Canadians' understanding of, and support for, the contribution their forests make to the health of the global environment.

Criteria: Degree of increase of public's understanding of forests as determined through polling; Favourable National Forest Strategy annual reviews and the evaluation reports.

- | |
|---|
| <p>Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
✓ Insufficient information</p> |
|---|

The criteria used to evaluate this commitment assume that national polls have been conducted to measure Canadians' understanding of the role forests play in the global environment. However, as no such polls have been conducted since early 1992, it is impossible to evaluate the progress that has been on this commitment on that basis. Nevertheless, the ongoing public education and awareness programs that are underway across the country undoubtedly are increasing the public's awareness of forestry issues.

In the last decade, environmental issues have moved to the forefront of people's consciousness. Major international events, such as the 1992 United Nations Conference on Environment and Development, received extensive media coverage and emphasized the interconnections between Canada's environment (including forests) and the global environment.

National forestry issues have also been the focus of much recent media attention. For example, the extreme controversy over land use in the Clayoquot Sound forest in British Columbia has resulted in public debates over issues of resource use and forest management practices. Although some conflict remains, the national focus and interest in this issue has undoubtedly been accompanied by an increased appreciation of the contribution made by

Canada's forests to the health of the global environment.

Public education is an important way of increasing the general awareness of forestry issues. Many public education programs have targeted young Canadians as their audience. For example, Newfoundland has developed a curriculum support program for teachers entitled *Focus on Newfoundland's Forests*, to bring forestry and environmental issues to the classroom; and the Canadian Federation of Professional Foresters' Associations and the Canadian Forestry Association have produced and distributed a book for school children entitled *Tale of the Forest of Halvella Land*.

These initiatives, coupled with other ongoing public awareness campaigns conducted by government and non-

government agencies, as well as the media coverage of forestry issues in Canada and abroad, have likely contributed to an increase in understanding of the role played by Canada's forests in the global environment.

Commitment 9.4 Canada will conduct research to identify and reinforce the role of forests in maintaining a healthy global environment.

Criterion: Cite specific examples of relevant research.

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

The Canadian Forest Service, in partnership with other organizations in Canada, continues to conduct research to identify and reinforce the role of forests in maintaining a healthy global environment.

Forests contribute a great deal towards the maintenance of a healthy global environment. They are also one of the best indicators of environmental health. Most Canadians are aware of some of the environmental functions served by forests, and research in areas such as the prevention of soil erosion, the provision of habitat, the regulation of fresh water, and the regulation of climate is ongoing. With new threats to the health of our ecosystems now a reality, the range of research conducted by scientists and forest practitioners is broadening.

The Canadian Forest Service (CFS), along with a variety of other organizations, continues to contribute to this research. This is particularly important since Canada has 10% of the world's forests.

One example of innovative work is the development of a carbon budget model for the Canadian forest sector. CFS scientists, in collaboration with a private consulting firm, are using the model to establish the

carbon exchange between forest ecosystems, the forest products sector, and the atmosphere. The model is being used for "what if" scenario analyses of different climate change and forest management regimes to explore the contribution of forests and forest sector activities to future carbon budgets. The model accounts for dynamics of forest biomass, forest soils, and the forest products sector. Because of the potentially important role of bioenergy substitution for fossil energy, the model also accounts for energy use and production.

Natural Resources Canada is also involved in the Boreal Forest Transect Study, a climate change program which will contribute to the Northern Biosphere Observation and Modelling Study (NBIOME). Part of the international Earth Observing System (a NASA project), NBIOME is a long-term study to help fill the gaps in our information and understanding of terrestrial ecosystems and global environmental change.

Work is continuing to develop sources of energy from the forest, thereby reducing our dependence on fossil fuels. Research under the ENFOR (Energy from the FORest) Program has created techniques for growing forests for energy, and has produced a national forest biomass inventory. Finally, through the International Geospheric Biosphere Program, Canada is playing a lead role in assessing the effects of burning biomass on atmospheric chemistry.

Commitment 9.5 Canada will pursue the enhancement of global forest resources through support for international conventions on climate change and biodiversity.

Criteria: Climate Change Convention and Biodiversity Convention signed (yes/no); Climate Change Implementation Strategy and Biodiversity Convention Implementation Strategy signed by all governments and being implemented (yes/no).

Commitment fulfilled
✓ Substantial progress
Some progress
Little or no progress
Insufficient information

Conventions on both climate change and biodiversity were signed at the United Nations Conference on Environment and Development in Rio in June 1992, and ratified on December 4, 1992. Canada was the first industrialized country to ratify both Conventions. While Canadian implementation plans for meeting these conventions are not yet complete, substantial progress has been made to date. Both the draft National Action Plan on Climate Change and the Canadian Biodiversity Strategy are expected to be completed for November 1994.

The Framework Convention on Climate Change (FCCC) was initially signed by over 150 countries, and entered into force March 21, 1994, three months after the 50th country ratification.

The FCCC commits Canada to implement policies and measures that mitigate climate change, as well as to protect and enhance natural carbon sinks such as forests. The aim is to return greenhouse gas emissions to their 1990 levels by the year 2000.

As part of its commitment to the FCCC, Canada published its national report on climate change early in 1994. One of the report's findings was that, given our current policies, Canada will not be able to meet its 1990 stabilization commitment by the year 2000. To address this problem,

as well as to meet its obligations to the FCCC, the federal government in cooperation with provincial governments and industry put in place a process to develop a National Action Plan on Climate Change.

Development of the Plan is being led by the Canadian Council of Energy Ministers and the Canadian Council for Ministers of the Environment. A draft plan, including federal/provincial/industry consultation, is expected to be presented to the Ministers in November 1994. The Government of Canada is expected to announce the National Action Plan at the first FCCC Conference of the Parties in March/April 1995.

The Convention on Biological Diversity

came into force in late December 1993, following the 30th ratification. Over 40 countries have now ratified the Convention.

Canada is responding to the Convention by preparing a Canadian Biodiversity Strategy through a cooperative process involving the federal, provincial and territorial governments, as well as industry, business, environmental, academic and scientific representatives. Development of the Strategy is well underway. All levels of government, as well as industry and conservation groups, have prepared inventories of their legislation, policies and programs relating directly to the Convention, and have provided recommendations for inclusion in the Strategy.

Several focus groups have met to discuss issues such as species at risk, non-native organisms and ex-situ conservation. The recommendations of these groups have also contributed to the development of the Canadian Biodiversity Strategy.

The Draft Canadian Biodiversity Strategy was released for stakeholder review in late spring of 1994. Cabinet approval will be sought in September for signing and release of the Strategy in November 1994.

Commitment 9.6 Canada will pursue the development of an international statement of principles on the management, conservation and sustainable development of forests worldwide to be adopted at the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) in June 1992.

Criterion: Forest principles adopted at UNCED (yes/no).

- | |
|---|
| <p>✓ Commitment fulfilled
 Substantial progress
 Some progress
 Little or no progress
 Insufficient information</p> |
|---|

One of Canada's priorities at the 1992 United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) was to establish an internationally accepted definition and measurement of sustainable forest development. The UNCED process did lead to consensus on a set of forest principles entitled *The Non-Legally Binding Authoritative Statement of Principles for a Global Consensus on the Management, Conservation and Sustainable Development of all Types of Forests*.

The forest issue at UNCED was extremely controversial. Although it was not possible to negotiate an international forest convention, Canada was instrumental in developing a set of guiding principles that could ultimately form the basis of a legally binding document.

In doing so, Canada succeeded in broadening the scope of the forest debate that was, until that time, focused on combating deforestation. This ensured that issues surrounding the conservation, management and sustainable development of all types of forests were addressed.

The guiding principles, more commonly referred to as the "Forestry Principles", are to:

- establish national guidelines and

scientifically based international criteria for the conservation, management and sustainable development of forests;

- perceive forests as integrated ecosystems with a whole range of diverse values (such as timber, culture, wildlife and soil conservation);
- promote public participation in decision making, and, in particular, ensure the participation of women and Aboriginal peoples;
- develop the skills, education, knowledge and institutions needed to support forest conservation and sustainable development;
- strengthen international cooperation and assistance for forests in developing countries;
- identify and deal with pressures placed on forest ecosystems from outside the forest sector;

- develop policies to ensure the conservation and sustainable development of forests; and
- encourage fair international trade in forest products.

Commitment 9.7 Canada will pursue the development of an international convention on the conservation and sustainable development of forests worldwide, with a view to establishing internationally accepted principles and standards of forest management.

Criterion: International Convention developed (Yes or No).

Commitment fulfilled
Substantial progress
✓ Some progress
Little or no progress
Insufficient information

An informal understanding was reached among parties at the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) in Brazil not to pursue a legally binding convention relating to forestry at the present time. It is possible that an agreement to launch negotiations might be reached at the United Nations Conference on Sustainable Development (UNCSD) in April 1995. If this happens, it will take at least two or three years before a document would be ready for signing.

Although the international community has yet to sanction the negotiating of an international forest convention, Canada is contributing significantly to the groundwork for eventual discussions through its work on initiatives such as a Canada-Malaysia partnership to sponsor an International Working Group on Global Forests (IWGGF) and the development of criteria and indicators for sustainable forest management.

Canada hosted an international seminar in Montreal that began the work of developing indicators and criteria for the boreal and temperate forests, and participated in two follow-up meetings to this seminar in Washington and Kuala Lumpur. Additionally, Canada has observer status in the parallel exercise to develop criteria and indicators for the

European forests.

The IWGGF is meeting before April 1995 to discuss key forest policy issues, with a view to submitting recommendations to UNCSD when it reviews UNCED follow-up activities with regard to forest commitments. Canada hopes that support to begin the negotiations will result from the deliberations.

Commitment 9.8 Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information.

Criteria: Partnerships maintained (Yes or No); Partnerships established; evidence of increases in support, with specific examples cited; and number of international model forests established or being developed.

<p>Commitment fulfilled</p> <p>Substantial progress</p> <p>✓ Some progress</p> <p>Little or no progress</p> <p>Insufficient information</p>

Canada is continuing to maintain and develop new partnerships with many countries, both formally and informally, through the Canadian International Development Agency (CIDA) and the Canadian Forest Service.

Canada (through the Canadian Forest Service) has signed Memoranda of Understanding, covering a wide range of activity (from forest research to development of new technologies), with the United States, Mexico, China, Finland and Russia. Forestry activities in the developing world are generally supported through CIDA. While financial support from CIDA has decreased compared to 1979 and 1980 levels, a number of new programs have been implemented. These include the Tree Growers Cooperative in India; Trees for Tomorrow in Jamaica; and the Tree Seed Centre Network in South Africa. CIDA has also been instrumental in developing partnerships among Canadian and southern NGOs through the Treeroot Network.

CIDA continues to contribute to forestry programs of international institutions such as the World Bank, the Asian Development Bank, and the United Nations. Support is also given for

research organizations. CIDA is active in the Forestry Advisors Group, an informal network of senior forestry officials of donor agencies, NGOs and officials from the forest services of developing countries.

Two international Model Forest sites are operational in Mexico, each twinned with a Canadian Model Forest. Additionally, a proposal has been developed for a Model Forest in Russia, with both a Memorandum of Understanding and a workplan expected to be completed by 1994. Malaysia is currently in the process of selecting a Model Forest site. Once this is done, Canada and Malaysia will work together to assess which activities will be undertaken.

Evaluation of progress by commitment.

	Commitment Fulfilled	Substantial Progress	Some Progress	Little or No Progress	Insufficient Information
1.1			✓		
1.3		✓			
1.6			✓		
1.8			✓		
1.10		✓			
2.1			✓		
2.6			✓		
2.9			✓		
2.15			✓		
2.17	✓				
2.18		✓			
2.19		✓			
3.1		✓			
3.3			✓		
3.4			✓		
3.5		✓			
3.11			✓		
4.3			✓		
4.5		✓			
4.6		✓			
4.7		✓			
4.12			✓		
4.13		✓			
4.14			✓		
4.15			✓		
4.16	✓				
4.17		✓			
4.18		✓			
5.5		✓			
5.6			✓		
5.7			✓		
6.1		✓			
6.3		✓			
6.5	✓				
7.1			✓		
7.3			✓		✓
7.5			✓		
8.3			✓		
8.4	✓				
8.5			✓		
9.1					✓
9.3			✓		✓
9.4		✓			
9.5		✓			
9.6	✓				
9.7			✓		
9.8			✓		

SYNOPSIS

This section provides a synopsis of the progress that has been made on each of the commitments of the National Forest Strategy. The table on the following page provides a quick overview of the status of each commitment in terms of whether it has been fulfilled, if substantial or some progress has been made, if little or no progress has been made, or if there is insufficient information on which to evaluate its progress. The tables that follow restate each of the objectives and commitments, and provide summaries of the progress that has been made on each of them.

Strategic Direction 1. Forest Stewardship: The Forest Environment		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Improve our ability to manage forest ecosystems and maintain their productive capacity and resilience.	Commitment 1.1: <i>Governments will complete an ecological classification of forest lands.</i>	Most provinces and territories are in the midst of developing ecological classification systems, and over half of the provinces and territories have developed or are developing field guides. The percentage of forest land classified and mapped varies widely between the provinces/territories. This is a challenging commitment that requires increased effort and progress if it is to be fulfilled.
	Commitment 1.3: <i>Public and private forest management agencies will evaluate local soil, climate and wildlife conditions as part of the planning process for forest roads, harvesting systems and silviculture activities.</i>	With the exception of Saskatchewan, all provinces and territories require that companies operating on Crown lands submit a pre-harvest assessment or operating plan that explicitly considers one or more of the following variables at a site when planning roads, harvesting systems and silviculture activities: soil, wildlife, and climate.
Objective: Ensure forest management activities maintain the diversity of our forests.	Commitment 1.6: <i>By 1995, governments, in consultation with the forest community and the public, will develop working definitions of biodiversity applicable to Canada's forests.</i>	First steps have been taken to develop working definitions of biodiversity. A report entitled <i>Working Definitions of Biodiversity</i> has been prepared for the Canadian Council of Forest Ministers in consultation with the provinces and territories. This will form the basis for the development of working definitions of forest biodiversity at the national, provincial, and territorial levels.

<p>Objective: Ensure forest management activities maintain the diversity of our forests</p>	<p>Commitment 1.8: <i>All members of the forest community will work towards completing, by the year 2000, a network of protected areas representative of Canada's forests, to provide ecological benchmarks, protect areas of unique biological value and ensure wilderness experience.</i></p>	<p>Four of twelve provinces and territories have a protected areas strategy approved and in place. The other provinces and territories are in the process of developing such strategies, which should be completed by the end of 1994. Although protected areas strategies have been or are in the process of being approved, it is important that governments implement these strategies to ensure that a network of protected areas representative of Canada's forests is established by 2000.</p>
	<p>Commitment 1.10: <i>Public and private forest management agencies will develop guidelines for forest management to protect genetic, species and habitat diversity.</i></p>	<p>The forest management guidelines that are in place vary considerably in scope from province to province. British Columbia seems to be leading the way on this commitment, with the development of comprehensive guidelines that provide direction on management practices that aim to protect; where possible, the genetic, species and habitat diversity of a forest. Other provinces, in contrast, have forest management guidelines oriented at the protection of habitat for one or two key game species. While considerable progress has been made on this commitment over the last three years, much work remains ahead.</p>

Strategic Direction 2. Forest Stewardship: Forest Management Practices		
Objective	Commitment	Summary of Progress
<p>Objective: Improve our ability to plan for a full range of forest values</p>	<p>Commitment 2.1: <i>Public and private forest management agencies will broaden the scope of their inventories to include the additional information needed to manage forests on an ecosystem basis, to provide for a full range of forest values and to forecast the growth and yield of various forest resources.</i></p>	<p>With the exception of Yukon, all provinces are revising their forest resource inventory systems to ensure that they include the information needed to plan for a range of forest values. However, the extent to which the inventories are being revised varies considerably from province to province, and it is uncertain as to whether the additional information that is being collected will provide resource managers with the information they need to manage forests as ecosystems. Planning and implementing new forest inventory systems is a time-consuming and challenging task: the percent of forest land which is currently covered by a revised inventory system is small. Provincial forest management agencies must ensure that appropriate actions are taken to ensure that this commitment will be met by the final evaluation.</p>
<p>Objective: Review and refine our timber harvesting practices</p>	<p>Commitment 2.6: <i>By 1995, governments and industry will review and where necessary revise timber harvesting practices and silviculture systems, taking into account the requirements of sustainable forest management, including the characteristics of various forest ecosystems as well as aesthetic and other values of the forests.</i></p>	<p>Progress on this commitment is uneven. Four of twelve provincial and territorial governments have reviewed and revised their basic harvesting and silviculture systems to take into account the requirements of sustainable forest management. Three provinces are in the process of reviewing their timber harvesting practices, and five have not yet initiated a formal review. The Canadian Pulp and Paper Association is the only industry association to have completed a review of its members' harvesting practices.</p>

<p>Objective: Ensure the prompt renewal of our forests</p>	<p>Commitment 2.9: <i>Public and private forest management agencies will ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated with species appropriate to the site.</i></p>	<p>The Canadian Council of Forestry Ministers' National Forestry Database Program, which is currently under development, will report on the percentage of all harvested areas that meets provincial standards for regeneration. The first set of results will be published in late 1994. Data from the provinces indicates that the percentage of area harvested meeting regeneration standards is increasing.</p>
<p>Objective: Reduce our losses and protect forests from insects, disease and competing vegetation</p>	<p>Commitment 2.15: <i>Research agencies will increase research into new ways of controlling pests as an alternative to chemical pesticides.</i></p>	<p>The federal, provincial and territorial governments, universities and research institutes that responded to this commitment indicated that there has been an increase in research in this area. Although research has increased, this has not yet resulted in the availability of new mechanisms for controlling pests.</p>
<p>Objective: Encourage forest stewardship and the use of the best forestry practices</p>	<p>Commitment 2.17: <i>By 1994, members of the forest community will cooperate to establish working models of sustainable forest management in the major forest regions of Canada. These models will be: based on the management of forest ecosystems; managed to achieve a full range of forest values; open to public participation within a consultative framework; and capable of demonstrating and evaluating new and ecologically sound forest practices.</i></p>	<p>Models of best forestry practices and forest stewardship have been established through the implementation of ten model forests across the country which cover six major forest regions and involve numerous stakeholder groups.</p>

<p>Objective: Encourage forest stewardship and the use of the best forestry practices</p>	<p>Commitment 2.18: <i>Key groups or organizations that direct, practise or evaluate forest management or use the forest will define their ethics and general rules of conduct and their role in support of sustainable forests.</i></p>	<p>Of the government and industry associations that were contacted for this evaluation, ten had adopted principles and codes of practice in support of their commitment to sustainable forestry. Five organizations are in the process of developing or revising their codes of practice, and eight government and industry organizations have not yet defined their general rules of conduct in regards to practicing sustainable forest management.</p>
	<p>Commitment 2.19: <i>Professional and technical forestry associations will adopt Canadian codes of ethics, practices and professional conduct that define their commitment to sustainable forests, and will report regularly to the public on their adherence to these codes.</i></p>	<p>The Canadian Federation of Professional Foresters Associations has prepared a draft version of a national Codes of Ethics, Principles and Standards. These codes have been adopted by five of the six professional foresters associations across Canada.</p>

Strategic Direction 3. Public Participation: Expanding the Dialogue		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Ensure that the views of the public are reflected in forest management	Commitment 3.1: <i>By 1993, governments, in cooperation with appropriate stakeholders, will ensure that open, fair and well-defined processes of public involvement are in use in: i) developing and reviewing forest policies; ii) preparing plans for the use of public forest lands; iii) developing forest management plans on public lands; and iv) resolving conflicts among interested parties.</i>	Various mechanisms are in place across Canada to encourage public involvement in the development of forest policies, land use decisions, forest management plans and in conflict resolution. However, the extent to which these mechanisms are explicitly defined or adhered to varies significantly from province to province. The extent to which the various respondents felt that the processes were "open, fair and well-defined" depended upon their institutional perspective: governmental agencies were generally more positive than non-government agencies about their public involvement processes.
	Commitment 3.3: <i>By 1994, governments and industry will ensure that the results of formal reviews of licenses or agreements for harvesting on public forest lands are made available to the public.</i>	Formal reviews of forest management operations on public forest lands are conducted in nine of twelve provinces and territories. Of these nine, Alberta, Saskatchewan and Quebec are the only ones who do not make public the results of the reviews.
Objective: Improve public access to easy-to-understand information on forests	Commitment 3.4: <i>By 1993, the CCFM will prepare a plan to upgrade the national database on forests to improve information on forest regeneration, and to include data on non-timber values such as wildlife, wilderness and recreation.</i>	Plans are in place to expand the reporting on regeneration results in the National Forestry Database Program. However, plans to collect and incorporate data on non-timber values such as wildlife, wilderness, and recreation have been delayed until a set of national indicators has been developed. In order for this commitment to be fulfilled by 1997, prompt action needs to be taken.

<p>Objective: Improve public access to easy-to-understand information on forests</p>	<p>Commitment 3.5: <i>By 1993, the federal government will develop a system of national indicators to measure and report regularly on progress in achieving sustainable forest management.</i></p>	<p>The federal government has developed a set of criteria for measuring and reporting on national progress towards sustainable forest management. These criteria will be approved by the CCFM, and a set of indicators will then be developed and adopted by 1995. The development and approval of indicators is the cornerstone of the development of a national database, and is also an important step in establishing a level playing field on the international level. The Panel looks forward to seeing the development of these indicators in early 1995.</p>
<p>Objective: Heighten public awareness and knowledge of our forests</p>	<p>Commitment 3.11: <i>The forest community will develop ways of coordinating its efforts to provide the public with balanced information on Canada's forests.</i></p>	<p>One coordinating mechanism has been established by the signatories to the Canada Forest Accord to facilitate the distribution of public education programs. Approximately fifteen joint communication initiatives have been undertaken by two or more signatories of the Canada Forest Accord, although all government and non-government agencies conduct ongoing public communication programs and are carrying out initiatives on their own. The Canadian Forestry Association and its provincial counterparts are the most actively involved organizations in promoting public awareness of forestry issues.</p>

Strategic Direction 4. Economic Opportunities: A Changing Framework		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Diversify Canada's forest-based industries and increase the value derived from the forest	Commitment 4.3: <i>Industry and governments will identify various means of encouraging investment in value-added production.</i>	Identifying opportunities to increase value-added production is a goal shared by all governments and industry associations. Saskatchewan and Ontario, however, are the only provincial governments that have completed strategic reviews to identify ways of encouraging investment in value-added production, and none of the industry associations have completed such a review. Several government-industry initiatives have been undertaken in this area.
	Commitment 4.5: <i>Industry and governments will increase research to develop products that are based on underutilized tree species and respond to the transition to second-growth forests.</i> Commitment 4.6: <i>Industry will increase its capacity to use recycled paper as an additional fibre source.</i>	Most provinces, research agencies and universities feel that there has been an increase in the amount of research on developing products based on underutilized tree species. Forintek Canada Corporation, a research agency that focuses on manufacturing technology and the development of new forest products, is heavily involved in this area. Twenty-four provincial governments, universities and research institutes were identified by the respondents to this evaluation as active contributors to research on products based on underutilized tree species. There has been an increase in the use of recycled paper in Canadian paper and paperboard mills, in response to market pressures.

<p>Objective: Improve the quantity, quality and continuity of supply of forest resources</p>	<p>Commitment 4.7: <i>Industry and governments will assess opportunities to maintain and expand the sustainable supply of timber from public and private lands and, by 1994, the CCFM will sponsor a national workshop to review the results and consider their implications.</i></p>	<p>Provincial and territorial governments are actively assessing opportunities to maintain and expand the sustainable supply of timber from public and private lands. A national workshop will be held in November 1994 to discuss this issue.</p>
<p>Objective: Increase of Canadian goods and services in world markets</p>	<p>Commitment 4.12: <i>Industry and governments will work cooperatively to pursue joint technical discussions aimed at internationalizing product standards, codes and certification procedures.</i></p>	<p>Canada is contributing to discussions at the international level with other countries and the International Standards Organization to develop international eco-labelling and Sustainable Forestry Certification programs.</p>
	<p>Commitment 4.13: <i>By 1995, industry and governments will develop and put into operation a means of identifying and promoting Canadian forest products that reflects our commitment to sustainable forests and environmentally sound technologies.</i></p>	<p>At the national level, a process is in place to develop and implement a certification and identification system for Canadian forest products by the 1995 deadline. Canada will be the first country to have developed a certification program of this kind.</p>
	<p>Commitment 4.14: <i>Industry and governments will promote exports based on science and technology applications and services related to natural resources, such as Geographic Information Systems (GIS), biotechnology and remote sensing.</i></p>	<p>The rapidly emerging need for new technologies represents a significant opportunity in the international marketplace. Several promotion mechanisms are in place to encourage the use of Canadian science and technology applications and services in the international forestry sector. For example, at least three major trade shows are held on a regular basis, attracting visitors from up to twenty-five countries.</p>
<p>Objective: Ensure that processes used in forest products manufacturing and resource management are environmentally acceptable</p>	<p>Commitment 4.15: <i>Industry will upgrade its manufacturing facilities where needed to meet national environmental standards.</i></p>	<p>Approximately half of Canada's pulp and paper mills are in compliance with the federal effluent regulations; all mills are to be in compliance by December 31, 1995.</p>

Objective: Ensure that processes used in forest products manufacturing and resource management are environmentally acceptable	Commitment 4.16: <i>A national environmental technology program will be implemented.</i>	This commitment has been fulfilled through the establishment and maintenance of the Forest Industries Research and Development Program and through participation in the Environmental Technology Commercialization Program.
	Commitment 4.17: <i>By 1994, forest-based industry associations will adopt self-regulating codes of environmental practice.</i>	Out of nine forest-based industry associations, five have developed or are in the process of developing codes of environmental practice.
Objective: Improve the viability and stability of forest-based communities	Commitment 4.18: <i>Governments will consider the needs of forest-based communities in regional economic and resource management planning.</i>	All provinces conduct socio-economic analyses of the effects of proposed changes in land or resource use, either through a formal mechanism or on an ad hoc basis. In general, all provinces involve affected communities in the resource planning process.

Strategic Direction 5. Forest Research: A Team Approach		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Ensure that Canada develops and applies the knowledge and technology needed to achieve sustainable forest management and improve the competitiveness of our forest-based industries	Commitment 5.5: <i>By 1993, national and regional forest research advisory bodies will review and where necessary broaden their membership to reflect the needs of all members of the forest community.</i>	Reviews of membership on forest research advisory councils have been completed for the national research body, the Forestry Research Advisory Council of Canada, and by the provincial research councils in British Columbia, New Brunswick, Nova Scotia, and Newfoundland. With the exception of Nova Scotia, the other four organizations have made adjustments to their membership in response to the review.
	Commitment 5.6: <i>By 1993, national and regional forest research advisory bodies will review and where necessary revise their research priorities to ensure they reflect sustainability, environmental protection and competitiveness.</i>	On the part of provincial research bodies, there has been little or no progress on formally reviewing and revising research priorities. While each provincial research agency reviews its research priorities annually, not one has undertaken a more formal strategic review to identify long-term objectives related to sustainable forestry in Canada. However, all three of the research institutes in Canada that conduct research for industry have completed strategic reviews.
	Commitment 5.7: <i>Research agencies will increase the involvement of research users in the planning, conduct and application of research.</i>	All research agencies involve users to varying degrees in the planning, conduct and application of research. Of the eighteen provincial research bodies, universities and research institutes surveyed, Forintek was the only agency that has conducted a satisfaction survey of research users.

Strategic Direction 6. The Workforce: the Demands are Growing		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Enable the workforce to contribute fully to sustainable forest management and enhanced economic opportunities	Commitment 6.1: <i>By 1994, labour, industry and governments will complete a forecast of employment and training needs in the forest sector.</i>	Forecasts have been completed by Human Resource Development Canada for the pulp and paper industry (nationally) and the wood products industry (in British Columbia). Studies have been initiated for the national wood products industry and the silviculture and forest worker labour force. These studies should be completed in late 1995.
	Commitment 6.3: <i>By 1994, post-secondary, technical and professional education institutions will review and where necessary revise their programs and courses to ensure that they meet the broader needs of sustainable forest management.</i>	All of the Canadian universities that offer degrees in forest management have analyzed their program requirements to ensure that they meet the needs of sustainable forest management and have altered their curricula as necessary. A recent symposium on these issues will likely lead to more significant structural changes in forestry curricula.
	Commitment 6.5: <i>By 1994, the CCFM, in cooperation with appropriate government agencies, labour and industry, will assess the feasibility of a certification system for silviculture and forest workers to increase the mobility, safety and skills of the workforce.</i>	While a certification system for silviculture and forest workers is not yet in place, a committee has assessed the feasibility of such a system and has made a series of recommendations. There is no consensus at the present time to implement a national certification program.

Strategic Direction 7. Aboriginal People: A Unique Perspective		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Increase the involvement of Aboriginal people in forest land management	Commitment 7.1: <i>By the end of 1992, Aboriginal forestry organizations & the federal government will cooperate to develop a comprehensive Aboriginal forest strategy that respects the shared beliefs and aspirations of Aboriginal people, & addresses the regeneration of reserve lands, the empowerment of communities to manage their forest resources & the development of models for sustainable forest management.</i>	Although an Aboriginal forest strategy has not yet been completed, a discussion paper prepared by the National Aboriginal Forestry Association that outlines the objectives of such a strategy has been submitted to the appropriate ministers for consideration by Cabinet.
Objective: Increase forest-based economic opportunities for Aboriginal people	Commitment 7.3: <i>Aboriginal organizations and governments will cooperate to encourage business development through improved access to capital, technology transfer and infrastructure support.</i>	Some progress has been made towards achieving this commitment. However, the existing data on aboriginal business and employment levels in the forestry sector as a whole do not necessarily reflect whether Aboriginal organizations have improved access to capital, technology transfer, and infrastructure support. The National Aboriginal Forestry Association has submitted a proposal to the federal government to develop a database that will contain information on forestry education, training, employment and business development.

Objective: Increase forest-based economic opportunities for Aboriginal people	Commitment 7.5: <i>In 1992, Aboriginal forestry organizations and the federal government will complete a strategy to address the training and employment needs of Aboriginal people, in accordance with their forest values.</i>	The development of a strategy to address the training and employment needs of Aboriginal people is occurring in two phases. The first phase, which was completed in early 1993, reviewed the training and employment needs of Aboriginal people; the second phase, the development of a strategy to meet those needs, has not yet been implemented.
--	---	---

Strategic Direction 8. Private Forests: A Growing Opportunity		
Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Increase the environmental, economic, social and cultural benefits derived from private forests	Commitment 8.3: <i>A private forest stewardship ethic will be further encouraged by expanding the skills and knowledge of private forests owners and recognizing and supporting models of best practices on private lands.</i>	All ten provinces have some form of extension program in place to encourage private woodlot owners to increase their skills and knowledge of forest management. It is estimated that 6% of private owners participate in private forest management programs, representing a marginal increase since 1992. Four provinces have Woodlot Owner of the Year awards to encourage best practices on private woodlots.
	Commitment 8.4: <i>By 1993, organizations representing private forest owners will complete a review of taxation systems and their impact on the management of private forests.</i>	A review of the effects of the existing taxation system on private forest owners was completed in early 1992 by the Canadian Forestry Association. The recommendations outlined in the report for changing the existing system have not yet been implemented.
	Commitment 8.5: <i>Landowners and government will cooperate to increase the afforestation of marginal agricultural land on ecologically appropriate sites.</i>	Afforestation of marginal agricultural land varies considerably between provinces. Many provinces do not have formal recording mechanisms to assess afforestation rates. Since 1992, about 3,000 ha have been afforested under the Tree Plan Canada program, with the current afforestation rate of 1,500 ha per year under this program expected to remain unchanged.

Strategic Direction 9. Our Forests: The Global View

Objective	Commitment	Summary of Progress
Objective: Maintain the contribution that Canada's forests make to the health of the planet	Commitment 9.1: <i>Canada will maintain the extent, diversity and health of its forests.</i>	Because provinces do not collect data on changes in the area of forest land by eco-regions, or on the changes in age-class distribution and tree species by forest region, it is not possible to measure the extent to which the health, diversity and extent of Canada's forests has been maintained. There is an urgent need for the establishment of baseline data.
	Commitment 9.3: <i>Canada will strive to increase Canadians' understanding of, and support for, the contribution their forests make to the health of the global environment.</i>	No national polls have been conducted to measure Canadians' understanding of the role forests play in the global environment since early 1992. Although this makes it difficult to accurately measure Canadians' level of understanding of the role of forests in the global environment, the ongoing public education and awareness programs that are underway across the country undoubtedly are increasing the public's awareness of forestry issues.
	Commitment 9.4: <i>Canada will conduct research to identify and reinforce the role of forests in maintaining a healthy global environment.</i>	The Canadian Forest Service, in partnership with other organizations in Canada, continues to conduct research to identify and reinforce the role of forests in maintaining a healthy global environment.

<p>Objective: Maintain the contribution that Canada's forests make to the health of the planet</p>	<p>Commitment 9.5: <i>Canada will pursue the enhancement of global forest resources through support for international conventions on climate change and biodiversity.</i></p>	<p>Conventions on both climate change and biodiversity were signed at the Earth Summit held in Rio in June 1992, and ratified on December 4, 1992. Canada was the first industrialized country to ratify both Conventions. While Canadian implementation plans for meeting these conventions are not yet complete, substantial progress has been made to date. A draft National Action Plan on Climate Change is expected to be completed for November 1994, as is the Canadian Biodiversity Strategy.</p>
	<p>Commitment 9.6: <i>Canada will pursue the development of an international statement of principles on the management, conservation and sustainable development of forests worldwide to be adopted at the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) in June 1992.</i></p>	<p>One of Canada's priorities at the 1992 United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) was to establish an internationally accepted definition and measurement of sustainable forest development. The UNCED process did lead to consensus on a set of forest principles entitled <i>The Non-Legally Binding Authoritative Statement of Principles for a Global Consensus on the Management, Conservation and Sustainable Development of all Types of Forests</i>.</p>
	<p>Commitment 9.7: <i>Canada will pursue the development of an international convention on the conservation and sustainable development of forests worldwide, with a view to establishing internationally accepted principles and standards of forest management.</i></p>	<p>An informal understanding was reached at the United Nations Conference on Environment and Development in Brazil not to pursue a legally binding convention relating to forestry at the present time. It is possible that an agreement to launch negotiations might be reached at the United Nations Conference on Sustainable Development in April 1995. If this happens, it will take at least two or three years before a document would be ready for signing.</p>

Objective: Assist other nations in the sustainable management of their forests	Commitment 9.8: <i>Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information.</i>	Canada is continuing to maintain and develop new partnerships with many countries, both formally and informally, through the Canadian International Development Agency and the Canadian Forest Service.
---	--	---

DOCUMENT: 830-523/009

CANADIAN COUNCIL OF FORESTRY MINISTERS' ANNUAL MEETING

Press Communiqué



FREDERICTON, New Brunswick
October 5, 1994



CCFM MINISTERS RECONFIRM COMMITMENT TO SUSTAINABLE FORESTRY

Fredericton -- October 5, 1994 -- At their annual meeting in Fredericton, the Canadian Council of Forest Ministers reconfirmed their commitment to demonstrate that Canada is at the forefront of sustainable forestry.

The National Forest Strategy is very important to Canadians, both nationally and internationally. How effectively we cooperate in this initiative will significantly affect the ability of our forests to provide the economic, social and environmental benefits enjoyed by all Canadians into the future.

"Canada has established itself as a world leader in progressing toward sustainable forest management, at home and abroad", stated federal Minister Anne McLellan. "This is not an easy task, but we are making it happen. A crucial step in this process is the CCFM-led Sustainable Forest Management Criteria and Indicators initiative. In cooperation with other stakeholders, we are leading the way in defining sustainable forest management criteria which can be applied throughout Canada and worldwide."

"We are working toward a global understanding on sustainable forest management," added Minister McLellan. "The progress we are making together is of significant importance to all of us - to our environment, our quality of life and to the future of Canada as a trading nation."

"The Council is very encouraged by the Blue Ribbon Panel evaluation of the National Forest Strategy which was released last week", stated this year's CCFM Chair, the Honourable Alan Graham. "Progress is being made across the country and commitment by all partners remains high. We intend to build on this momentum."

"The Panel's mid-term review indicated significant progress," said Minister Graham, "however, we recognize that much remains to be done. For example, we have agreed to focus efforts on the four crucial commitments identified as cornerstones by Panel Chair Dr. Gordon Baskerville." They are:

- completion of an ecological classification of forest lands;
- completion of a network of protected areas representative of Canada's Forests;
- establishing forest inventories that include information on a wide range of forest values;
- developing a system of national indicators of the sustainability of forest management.

The CCFM Ministers agreed that, in order to achieve the objectives of sustainable forest management and to enhance the many benefits from forest resources, continued federal-provincial/territorial cooperation is necessary. Towards this end, the Council agreed to a framework for future cooperation in the areas of: science and technology; international and trade issues; regional development; Aboriginal forestry; and, national coordination, including forest statistics.

Ministers stressed that in many parts of Canada, forestry is the main, if not the only, source of regional economic development. They emphasized the need for a continued commitment by federal, provincial and territorial governments to sustainable forest management.

"As trustees of the National Forest Strategy, we of the CCFM have pledged our resources to working with Canadians and with our trading partners to ensure that our goal of sustainable forests is a reality," concluded Minister Graham. "This is crucial to all of us and we are proceeding collectively on all fronts to ensure that our agenda is met."

For further information:

André Rousseau
Canadian Forest Service
Natural Resources Canada

Tel: (819) 997-1107
Fax: (819) 953-7048

Robert Watson
New Brunswick
Department of Natural
Resources and Energy
Tel: (506) 453-2684
Fax: (506) 453-2930

DOCUMENT: 830-523/009

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS

Communiqué de presse



FREDERICTON (Nouveau-Brunswick)
Le 5 octobre 1994



LES MINISTRES DU CCMF RÉAFFIRMENT LEUR ENGAGEMENT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES FORÊTS

Fredericton, le 5 octobre 1994 -- À leur réunion annuelle tenue à Fredericton, les ministres du Conseil canadien des ministres des forêts ont réaffirmé leur engagement à montrer que le Canada est chef de file dans le domaine du développement durable des forêts.

La stratégie nationale sur les forêts est très importante pour les Canadiennes et Canadiens, tant sur le plan national qu'international. L'efficacité avec laquelle nous réussirons à collaborer à la réalisation de cette stratégie influera énormément sur la capacité de nos forêts de fournir tous les avantages économiques, sociaux et environnementaux dont tous les Canadiennes et Canadiens pourront continuer à jouir à l'avenir.

«Le Canada s'est taillé une place de chef de file mondial grâce à ses réalisations au chapitre du développement durable des forêts, tant au pays qu'à l'étranger», a déclaré la ministre fédérale, M^{me} Anne McLellan. «Ce n'est pas une tâche facile, mais nous faisons des progrès. Une des plus importantes étapes du processus est le projet d'établissement de critères et d'indicateurs de la gestion durable des forêts que dirige le CCMF. En collaboration avec d'autres intervenants, nous sommes parmi les premiers à définir des critères de gestion durable des forêts qui pourront s'appliquer partout au Canada et dans le monde entier.

«Nous visons une entente mondiale sur la gestion durable des forêts, a ajouté la ministre McLellan. Les progrès que nous réalisons ensemble sont très importants pour nous tous — pour notre environnement, pour notre qualité de vie et pour l'avenir du Canada en tant que nation commerçante.»

«Le Conseil est très encouragé par les constatations qu'un comité indépendant de spécialistes a présenté dans le rapport d'évaluation de la stratégie nationale des forêts qu'il a publié la semaine dernière» a déclaré le président du CCMF de cette année, l'honorable Alan Graham. «Nous voyons des progrès d'un bout à l'autre du pays, et tous les partenaires demeurent très engagés. Nous voulons profiter de cet élan pour en faire plus.

«Dans son évaluation de mi-mandat, le comité a fait état d'importants progrès, mais nous savons qu'il reste beaucoup à faire, a indiqué M. Graham. Par exemple, nous avons convenu de concentrer nos énergies sur les quatre engagements d'importance cruciale qui, de l'avis du président du comité, M. Gordon Baskerville, sont à la base du succès de la stratégie actuelle. Ces engagements portent sur :

- le parachèvement d'une classification écologique des terres forestières;
- le parachèvement d'un réseau de zones protégées représentatives des forêts canadiennes;
- l'établissement d'inventaires forestiers qui livrent de l'information sur toute la gamme des valeurs de la forêt;
- la conception d'un jeu d'indicateurs nationaux de l'aménagement forestier durable.

Les ministres du CCMF ont convenu qu'il fallait maintenir la coopération fédérale-provinciale/territoriale pour réaliser les objectifs de développement durable des forêts et mettre en valeur les nombreux avantages que nous pouvons tirer des ressources forestières. À cette fin, les membres du Conseil se sont entendus sur un cadre de coopération future dans les domaines des sciences et de la technologie, des questions internationales et commerciales, du développement régional, des activités forestières autochtones et de la coordination à l'échelle nationale, notamment au chapitre des statistiques sur les forêts.

Les ministres ont souligné le fait que dans de nombreuses régions du pays, les forêts représentent le plus important, sinon le seul instrument de développement économique régional. Ils ont insisté sur l'importance d'un engagement continu des gouvernement fédéral, provinciaux et territoriaux au développement durable des forêts.

«En tant que responsables de la stratégie nationale sur les forêts, nous du CCMF avons engagé nos ressources à collaborer avec les Canadiennes et les Canadiens et avec nos partenaires commerciaux pour nous assurer que notre objectif en matière de développement durable des forêts se réalise, a conclu le ministre Graham. Les forêts sont d'une importance cruciale pour nous tous, et nous travaillons ensemble sur tous les fronts pour assurer la réalisation de notre programme.»

Pour tout autre renseignement :

André Rousseau
Service canadien des forêts
Ressources naturelles Canada

Tél. : (819) 997-1107
Télec. : (819) 953-7048

Robert Watson
Ministère des Ressources
naturelles et de l'Énergie
du Nouveau-Brunswick
Tél. : (506) 453-2684
Télec. : (506) 453-2930

Document: 830-524/004

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES

Address by Mr. Marcel Landry, Minister of Agriculture,
Fisheries and Food of the Province of Quebec
- October 31, 1994



Victoria, British Columbia
November 1, 1994

**CONFÉRENCE PROVINCIALE-TERRITORIALE DES
MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES**

VICTORIA

31 OCTOBRE 1994

**INTERVENTION DE
M. MARCEL LANDRY,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC
SUR LE RÔLE DES PROVINCES DANS
LES PÊCHES MARITIMES**

RÔLE DES PROVINCES DANS LES PÊCHES MARITIMES

INTERVENTION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC, M. MARCEL LANDRY

Le 31 octobre 1994

Monsieur le Président, la présente discussion me donne l'occasion de vous faire connaître la position du gouvernement du Québec concernant les pêches maritimes. Vous me permettrez de prendre plus de temps que prévu pour ce sujet très important, mais soyez assurés que mes interventions sur d'autres sujets seront plus brèves.

Je veux tout d'abord vous présenter une courte analyse des causes de la situation actuelle dans les pêches de l'Atlantique canadien.

Tout va très mal dans le domaine de la pêche des poissons de fond. La pêche du crabe est très lucrative, mais on nous promet des jours difficiles. La pêche de la crevette profite d'une ressource abondante mais fait face à des marchés de plus en plus incertains. Les débarquements de homard, qui étaient en croissance depuis plus de 10 ans, commencent à glisser sur la pente descendante. Et quand la pêche du hareng s'améliore dans le golfe du Saint-Laurent, c'est celle de la Baie de Fundy qui ne va plus.

La pêche des poissons de fond, qui a été le point de mire du plus large secteur de l'industrie, a fait face à un accroissement prodigieux de la capacité de pêche et de transformation au cours des quinze dernières années. Malgré tous leurs bons principes et leurs belles déclarations en faveur de la conservation des ressources, les ministres fédéraux n'ont pas résisté aux pressions des multiples groupes d'intérêts impliqués dans les pêches dans l'Atlantique canadien. Associée aux conditions environnementales défavorables et aux pratiques de pêche peu soucieuses de l'avenir des stocks, cette surcapacité a conduit plusieurs stocks de poissons de fonds près de l'extinction.

Aujourd'hui, ces nombreuses pressions des représentants de différents secteurs de l'industrie, souvent associées à celles des gouvernements de leurs provinces d'origines, s'exercent sur le ministre fédéral pour transférer cette surcapacité vers d'autres pêcheries. Combien de temps ce dernier va-t-il résister aux demandes de nouveaux permis et d'allocations de crabe et de crevette ?

Le mandat du ministre des Pêches et des Océans du Canada de protéger les ressources et d'en assurer une exploitation durable est sans cesse remis en question par son désir de contribuer au

développement de l'industrie des pêches et son espoir d'en faire un moteur du développement économique des régions maritimes.

Je désire vous proposer, aujourd'hui, une nouvelle redistribution des rôles entre le fédéral et les provinces qui permettrait, d'une part, au gouvernement du Canada d'exercer pleinement son mandat de conservation des ressources halieutiques sans subir le poids politique des pressions incessantes de toutes les catégories d'intervenants et qui permettrait, d'autre part, à nos gouvernements de jouer pleinement leur rôle d'orientation de développement de leur économie dans le secteur des pêches commerciales maritimes.

:

Pour toutes les ressources qui sont exploitées par les résidents de plus d'une province ou les ressources qui sont sous-utilisées, le gouvernement du Québec propose donc que :

- le gouvernement fédéral garde le leadership et la maîtrise d'oeuvre en ce qui concerne :
 - les sciences halieutiques et l'évaluation de l'état des stocks;

- les mesures de conservation comme les Totaux de Prises Admissibles, les maillages, les protections des zones de frai, etc.;
- le contrôle et la surveillance des pêches;
- la récolte des données statistiques.

Le gouvernement du Québec propose également que :

- le fédéral et les provinces concernées établissent des parts provinciales d'accès à ces ressources;
- le gouvernement fédéral délègue, aux provinces qui le désirent, l'administration de ces parts d'accès.

C'est ce que le gouvernement du Québec demande. Nous voulons être en mesure de maîtriser le type d'industrie des pêches que nous voulons voir au Québec dans le futur. Nous voulons assumer pleinement notre rôle de développement de nos régions maritimes, y compris dans le secteur de la capture.

Maintenant est-ce que cela signifie, administrer des parts provinciales d'accès aux ressources ?

Cela veut dire que nous voulons assurer, par l'intermédiaire de la délivrance des permis, l'établissement de contingents ou par d'autres méthodes, l'allocation de notre part des ressources aux pêcheurs et entreprises de pêche du Québec.

Cela veut dire que nous voulons assurer cette allocation de nos parts dans le respect de règles de conservation édictées par le gouvernement fédéral en consultation avec les provinces.

Cela ne veut pas dire, et il faut que ce soit clair, que nous voulons avoir plus que notre juste part de ces ressources.

Ce partage de l'accès aux ressources sur une base provinciale est-elle réaliste ? est-il réalisable ? Je sais que certain d'entres vous peuvent en douter.

À mes yeux, dans bien des cas, l'établissement de ces parts n'est pas un problème insurmontable. L'établissement de quotas individuels et d'allocations d'entreprises dans les stocks les plus convoités et pour les flottes les plus performantes règle une bonne part du problème. En ce qui concerne les pêcheries compétitives, je suis convaincu que l'utilisation d'une base historique simple et homogène devrait satisfaire bien du monde.

Il ne s'agit pas pour nous de refaire l'histoire de l'évolution des pêches commerciales maritimes dans l'Atlantique canadien, ni surtout de poursuivre, sous une autre forme, une course à la ressource que se sont livrées différentes catégories de flottes et qui ont conduit à l'extraordinaire surcapacité actuelle.

Toutefois, le concept d'une part provinciale signifie également pour nous un accès équitable à la pêche hauturière dans les 200 milles pour des stocks inaccessibles à nos flottes côtières.

Par ailleurs, pourquoi vouloir un partage sur une base provinciale plutôt que sur une base de flottilles de pêche comme c'est le cas actuellement ?

Par ce que, bien sûr, comme je viens de le dire, nous voulons maîtriser le développement de l'industrie des pêches dans nos régions maritimes. Mais aussi parce que le gouvernement du Québec est convaincu que le système actuel de partages par flottilles a exacerbé les luttes pour la ressource entre les côtiers les semi-hauturiers et les hauturiers. Il a conduit aux luttes d'influence politique de tous ces groupes de pression auprès du ministre fédéral et il a conduit à la surpêche de nos ressources de poisson de fond.

Le gouvernement fédéral semble vouloir impliquer de plus en plus les participants dans la gestion des pêches. Il semble vouloir décentraliser la prise de décision. Pourquoi ne pas décentraliser cette prise de décision vers les gouvernements provinciaux ? Pourquoi ne pas confier aux provinces ce mandat d'impliquer l'industrie dans la gestion et ainsi la rendre plus responsable ?

Le gouvernement fédéral pourrait alors consacrer tous ses efforts à son mandat de conservation des ressources halieutiques. Je suis convaincu que le gouvernement fédéral ou un organisme créé par lui pour assurer la conservation des ressources, est bien plus en mesure de résister aux arguments divergents de cinq gouvernements qu'aux multiples pressions de tous les différents groupes de pêcheurs dont l'insatisfaction peut avoir des conséquences électorales néfastes. Je suis certain aussi que des gouvernements provinciaux sont plus en mesure de prendre en considération des arguments de conservation à long terme des ressources que nombres de groupes représentant les intérêts de certaines flottes.

J'ai indiqué au début de ma proposition que le gouvernement fédéral doit conserver son rôle de leadership dans l'établissement des mesures de conservation pour les ressources exploitées par les

pêcheurs de plusieurs provinces. Je voudrais préciser mon point de vue là dessus. Je pense qu'un organisme fédéral indépendant, comprenant des représentants des provinces et agissant suivant des directives établies par le ministre fédéral en consultation avec les provinces (un Conseil pour la conservation des ressources halieutiques décisionnel) serait un bon moyen pour assurer une conservation des ressources en conformité avec un objectif de développement durable.

J'ai aussi indiqué, au début de ma proposition, que le gouvernement fédéral doit conserver son rôle de surveillance et de contrôle de l'exploitation multiprovinciale des ressources. Je pense que c'est important que le fédéral conserve ce rôle pour assurer un minimum d'uniformité dans l'application des règlements et des sanctions. L'exemple des pêcheries internationales nous montre que ceci est indispensable à l'établissement d'un climat de confiance entre les pêcheurs.

Comme vous l'avez sans doute remarqué ma proposition ne concerne que la conservation et la gestion des ressources exploitées par les pêcheurs de plus d'une provinces. Qu'en est-il pour les ressources qui ne sont exploitées que par les pêcheurs du Québec ? Eh bien! de 1922 à 1983, le Québec a administré ses

pêcheries de homard, de myes, de pétoncles ou de crabe côtier. Je pense que sa performance à été

largement aussi bonne que celle du fédéral en ce domaine.

Je considère donc que l'administration de ces pêcheries devrait être de nouveau entièrement assumée par le Québec. Toutefois, les mesures de conservation pourraient être établies en consultation intergouvernementale afin de tenir compte des interactions entre espèces et pour aussi assurer, quand cela est souhaitable, une certaine homogénéité interrégionale dans les approches de conservation de ces stocks côtiers et sédentaires.

Chers collègues, vous voudrez bien m'excuser d'avoir été aussi long, mais il s'agit d'un sujet d'une importance primordiale pour nous.

Pour conclure, je recommande à mes collègues des provinces atlantiques d'examiner avec attention cette proposition de nouvelles répartitions des rôles entre les deux ordres de gouvernements dans l'administration des pêches sur la côte est. Je suis convaincu qu'il est de première importance de nous entendre entre nous sur ce sujet, si nous ne voulons pas voir le gouvernement fédéral se lancer dans un vaste programme de cogestion avec l'industrie qui laisserait nos gouvernements sans

aucun moyen pour orienter le développement de ce secteur essentiel pour nos régions côtières.

Merci.

**PROPOSITION QUÉBÉCOISE EN CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION
DU SECTEUR DE LA CAPTURE DANS LES EAUX MARINES**

Éléments du processus de gestion	Responsabilité dans la situation actuelle	Responsabilité suivant la proposition du Québec dans le cadre législatif actuel	
		Stocks exploités par des pêcheurs du Québec et des pêcheurs des autres provinces	Stocks exploités uniquement par des pêcheurs du Québec
Pouvoir législatif	Fédéral	Fédéral	Fédéral
Pouvoir réglementaire	Fédéral	Fédéral, après consultation des provinces.	Fédéral sur proposition du Québec (transfert de compétence).
Évaluation de l'état des stocks	Fédéral	Fédéral	Québec
Établissement des mesures de conservation Total des prises admissibles, maillages, zones de protection, etc.	Recommandation du Conseil pour la conservation des ressources halieutiques pour les poissons de fond; des comités consultatifs pour les autres espèces soumises à contingent; décision du ministre fédéral.	Organisme décisionnel avec des membres nommés par le fédéral et les provinces. (Règles directrices sur la conservation édictées par le fédéral en consultation avec les provinces)	Organisme décisionnel québécois avec des membres nommés par le Québec. (Règles directrices sur la conservation édictées par le Québec en consultation intergou- vernementale).

Éléments du processus de gestion	Responsabilité dans la situation actuelle	Responsabilité suivant la proposition du Québec dans le cadre législatif actuel	
		Stocks exploités par des pêcheurs du Québec et des pêcheurs des autres provinces	Stocks exploités uniquement par des pêcheurs du Québec
Répartition des allocations Établissement des critères d'allocation; Élaboration des plans de pêche, contingents par flottilles.	Fédéral, après consultation de l'industrie et des provinces.	Le fédéral, après discussion avec les provinces, établit des contingents provinciaux sur la base notamment des parts historiques ou d'autres formes d'accès provincial à une part de la ressource. Répartition par le Québec de sa part entre ses résidents admissibles en conformité avec les règles de conservation.	Répartition par le Québec entre ses résidents admissibles en conformité avec les règles de conservation.
Politiques de délivrance des permis Règles de remplacement des bateaux, transferts de permis entre pêcheurs et entre régions.	Fédéral	Québec après consultation du fédéral, des provinces et de l'industrie en conformité avec les règles de conservation.	Québec, après consultation de son industrie en conformité avec les règles de conservation.
Délivrance des permis	Fédéral	Québec	Québec
Contrôle et surveillance de la pêche	Le fédéral et programmes de contrôle à quai géré par l'industrie suivant les critères du MPO pour certaines flottilles.	Le fédéral et programmes de contrôle à quai géré par l'industrie suivant les critères du fédéral pour toutes les flottilles	Québec
Statistiques de pêche	Fédéral	Entente intergouvernementale	Entente intergouvernementale

Note: Les transferts de responsabilités proposés doivent être accompagnés d'un transfert des ressources humaines et financières correspondantes.

Document : 830-524/004

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES

Intervention de M. Marcel Landry, Ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- 31 octobre 1994



Victoria (Colombie-Britannique)
Le 1^{er} novembre 1994

PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES

VICTORIA

OCTOBER 31, 1994

ADDRESS BY MR. MARCEL LANDRY,
MINISTER OF AGRICULTURE, FISHERIES AND FOOD
OF THE PROVINCE OF QUEBEC
ON THE PROVINCES' ROLE
IN THE MARITIME FISHERIES

THE PROVINCES' ROLE IN THE MARITIME FISHERIES

**ADDRESS BY MR. MARCEL LANDRY,
MINISTER OF AGRICULTURE, FISHERIES AND FOOD
OF THE PROVINCE OF QUEBEC**

October 31, 1994

Mr. Chairman,

Our discussions today provide me with an opportunity to state the Québec government's position on the marine fisheries. I may exceed the time that has been allotted me for this crucial subject, but rest assured that my statements on other subjects will be that much more succinct.

First, allow me to present you with a brief analysis of the current situation plaguing Canada's Atlantic fishery.

The groundfish fishery is suffering. Crab fishing is very lucrative, but difficult days lie ahead. Shrimp resources are abundant, but the market situation is deteriorating. Lobster landings, which had risen steadily over the last ten years, are now decreasing. The herring fishery thrives in the Gulf of St. Lawrence, only to languish in the Bay of Fundy.

The groundfish fishery, which has always yielded most of the industry's resources, has seen a prodigious increase in fishing and processing effort over the past fifteen years. Despite their lofty principles and virtuous declarations in favour of resource conservation and conservative management objectives, federal ministers ultimately caved in to the pressure exerted by the various interest groups involved in Canada's Atlantic fishery. Combined with unfavourable environmental conditions and irresponsible fishing practices, this overharvesting has driven several species of groundfish to the brink of extinction.

Today, pressures are being exerted on the federal government by representatives of the various industry sectors, often in conjunction with their provincial governments, to have some of this fishing effort transferred to other fisheries. How long will Ottawa be able to refuse requests for additional licenses for crab and shrimp quotas?

The mandate of the federal Department of Fisheries and Oceans to protect resources and ensure sustainable harvesting is constantly being challenged by its desire to contribute to the development of the fishing industry and make it a catalyst for economic development in the maritime regions.

Allow me to propose a redistribution of federal and provincial responsibilities which would enable Ottawa to fulfill its mandate of fisheries resource conservation without constant pressure from all categories of players, and provincial governments to assume full control over the development of their economy in the Atlantic commercial fisheries sector.

With regard to resources harvested by the residents of more than one province or resources that are underfished, the Québec government proposes that:

- the federal government retain a leadership role and responsibility in the areas of:
 - fisheries science and assessment of stock conditions;
 - conservation measures such as total allowable catches, mesh sizes, protection of spawning areas, etc;
 - fisheries monitoring and surveillance;
 - collection of statistical data.

The Québec government also proposes that:

- Ottawa and the provinces concerned allocate provincial shares for access to this resource;
- the federal government empower the provinces who so wish to administer the allocation of these shares.

These are the Québec government's demands. We want the tools to build the Québec fishing industry based on our own vision. We want to play a full role in developing our maritime regions, which includes harvesting.

What exactly do we mean when we speak of allocating provincial shares of access to resources?

It means that we wish to ensure, by issuing licenses, establishing quotas, and other methods, the allocation of our share of resources to fishers and fishing operations in Québec.

It means that we want to ensure that these shares are allocated in compliance with conservation rules dictated by the federal government in consultation with the provinces.

It does not mean, and this must be clearly understood, that we want more than our fair share of these resources.

Is this method of resource sharing on a provincial basis realistic? Can it be achieved? I realize that some of you may be skeptical.

I believe that, in many cases, determining these shares poses little or no problem. The establishment of individual quotas and enterprise allocations for the most coveted stocks and the most efficient fleets solves a major part of the problem. As concerns competitive fisheries,

I am convinced that a simple, uniform allocation method based on historically-held shares should satisfy almost everyone. Far be it from us to try and rewrite the history of commercial fisheries in Atlantic Canada, or to continue, in another vein, the relentless harvesting of resources begun by various fleet categories which has led to the current depletion of stocks.

However, the provincial shares formula would also provide us with fair access to offshore fishing in the 200-mile zone for stocks which are inaccessible to our inshore fleets.

Why allocate shares among the provinces rather than to fishing fleets, as is currently the case?

Because, as I have just said, we want to control the development of the fishing industry in our maritime regions, but also because the Québec government is convinced that the current fleet-based allocation system has aggravated the struggle for resources among inshore, midshore, and offshore fishers. It also causes wars of political influence to be waged among all these lobby groups with regard to the federal government, and it has resulted in the overharvesting of our groundfish resources.

The federal government appears to want to step up the involvement of participants in the fishery management process and decentralize decision-making. Why not decentralize these decision-making powers to the provinces? Why not give the provinces a mandate to involve industry in the management process, thereby giving it more power?

The federal government could then devote all its efforts to its mandate of protecting fishery resources. I am convinced that the federal government, or an agency created by it to ensure resource conservation, would be far more likely to resist the arguments of five governments than the pressures of the various fishing groups whose dissatisfaction can translate into disastrous results on election day. I

am also certain that the governments, even if only at the provincial level, are more likely to consider long-term resource conservation imperatives than are groups representing the interests of various fleets.

I mentioned that Ottawa must retain its role as leader in the establishment of conservation measures for the resources harvested by fishers of various provinces, and I would like to clarify my position. I feel that an independent federal agency, comprising provincial representatives and acting on guidelines established by the federal department in consultation with the provinces (a Fisheries Resource Conservation Council with decision-making powers) would be an effective means of guaranteeing resource conservation in compliance with sustainable development objectives.

I also stated earlier that the federal government must continue to monitor and oversee resource harvesting by the provinces. I believe this is important to ensure a minimum of uniformity in the application of regulations and sanctions. The example of international fisheries shows us that this measure is indispensable in creating a climate of trust among the fishers.

As you have undoubtedly noticed, my proposal concerns solely the conservation and management of resources harvested by fishers of more than one province. What about those resources harvested only by Québec fishers? Well, from 1922 to 1983, Québec administered its lobster, softshell clam, scallop, and inshore crab fisheries, and it is my opinion that it was every bit as effective as the federal government in this area.

Therefore, I believe that the administration of these fisheries should once again be ensured wholly by Québec. However, conservation measures could be established through intergovernmental consultation that would take into account interaction among species and ensure, as needed, a certain degree of interregional uniformity in conservation practices with regard to these inshore and sedentary stocks.

Please forgive me for taking up so much of your time, but this topic is of crucial importance to all of us.

In closing, I recommend that my colleagues from the Atlantic provinces carefully examine this proposal concerning the redistribution of responsibilities for the administration of the Atlantic fisheries between the two levels of government. I feel it is essential that we reach an agreement on this subject, unless we want to see Ottawa begin a sweeping management program in conjunction with the industry, which would leave the provincial governments powerless to contribute to the development of this sector which is so vital to our coastal regions.

Thank you.

QUÉBEC PROPOSAL ON THE ADMINISTRATION OF CATCHES IN MARINE WATERS

Components of the management process	Current responsibilities	Responsibilities according to Québec's proposal under current legislation	
		Stocks harvested by Québec fishers and fishers from other provinces	Stocks harvested exclusively by Québec fishers
Legislative power	Federal	Federal	Federal
Regulatory power	Federal	Federal, after consultation with the provinces	Federal on Québec's recommendation (transfer of responsibility)
Assessment of stock status	Federal	Federal	Québec
Definition of conservation measures Total allowable catches, mesh sizes, protected areas, etc.	Recommendation of the Fisheries Resource Conservation Council for groundfish; advisory committees for other species subject to quotas; Decision of the federal minister	Decision-making body with members appointed by Ottawa and the provinces (conservation guidelines established by Ottawa after consultation with the provinces)	Québec decision-making body with members appointed by Québec (conservation guidelines established by Québec after intergovernmental consultation)

Components of the management process	Current responsibilities	Responsibilities according to Québec's proposal under current legislation	
		Stocks harvested by Québec fishers and fishers from other provinces	Stocks harvested exclusively by Québec fishers
Resource allocation Establishment of allocation criteria Development of fishing plans, fleet quotas	Federal, after consultation with the industry and the provinces	Federal, after consultation with the provinces, establishes provincial quotas primarily on the basis of shares historically held by each province or on the basis of other forms of provincial access to resource shares Distribution by Québec of its share among its eligible residents in accordance with conservation rules	Distribution by Québec among its eligible residents in accordance with conservation rules
Licencing policies Rules for replacing boats, transferring licences between fishers and regions	Federal	Québec, after consultation with Ottawa, the other provinces and the industry in accordance with conservation rules	Québec, after consultation with its industry in accordance with conservation rules
Issue of licences	Federal	Québec	Québec
Fisheries monitoring and surveillance	Federal and dockside monitoring programs managed by the industry in accordance with DFO criteria for certain fleets	Federal and dockside monitoring programs managed by the industry in accordance with federal criteria for all fleets	Québec
Fisheries statistics	Federal	Intergovernmental agreement	Intergovernmental agreement

Note: Transfer of responsibilities within this proposal must be accompanied by an equivalent transfer of human and financial resources.

Document: 830-524/005

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES

Address by Mr. Marcel Landry, Minister of Agriculture,
Fisheries and Food of the Province of Quebec
- Novembre 1, 1994



Victoria, British Columbia
November 1, 1994

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES

VICTORIA

NOVEMBER 1, 1994

ADDRESS BY MR. MARCEL LANDRY,
MINISTER OF AGRICULTURE, FISHERIES AND FOOD
OF THE PROVINCE OF QUEBEC
ON THE PROVINCES' ROLE
IN THE MARINE FISHERIES

PROVINCIAL ROLE IN MARINE FISHERIES

ADDRESS BY MR. MARCEL LANDRY QUEBEC MINISTER OF AGRICULTURE, FISHERIES AND FOOD

November 1st, 1994

Mr. Chairman,

Please allow me to outline the position of the Government of Quebec on management of the marine fisheries.

You are all aware that fisheries management involves two major decision-making responsibilities that currently belong to the federal government.

First comes the matter of conservation decisions, whose objective is to ensure continuity of the resource for the benefit of the communities that depend upon it. Then there are allocation decisions, in which the issue is to determine the share of the resources allotted to each harvesting group.

The Government of Quebec notes that the federal government has never truly succeeded in resisting pressure from the enterprises, groups or areas that harvest the resource, to the detriment of its essential conservation responsibility. The federal government is therefore literally caught in a vise between its conservation mandate and its allocation responsibility.

This has led to systematic overfishing of stocks, with the current crisis in Eastern Canada as a result. Never, in the time Quebec administered the fisheries, over the period from 1922 to 1983, did the Quebec fisheries experience a crisis of similar proportions.

In view of the current and manifest failure of federal management of marine fisheries, Quebec has no choice but to seek administration of the fisheries in order to fully assume responsibility for the economic development of this industry.

And the corollary of fisheries management for Quebec is the establishment of a Quebec quota representing its fair share of each stock. For us, a fair share means access to each stock determined in accordance with, among other considerations, historical fishing patterns. This also means fair access to the 200-mile zone, at such times as the resource again reaches harvestable levels.

But let me return here to the substance of the responsibilities Quebec wishes to assume.

First, for stocks fished only by Quebec fishers, such as lobster along the shores of Quebec, inshore crab, whelks and scallops, Quebec seeks:

- ◆ assessment of stocks levels;
- ◆ allocation among groups of fishers;
- ◆ licensing;
- ◆ surveillance and control of the fishery.

Let us note that for these stocks, development of conservation measures would be performed by a decision-making body set up by Quebec. The guidelines issued to this body would be established after intergovernmental consultations.

Secondly, for stocks fished jointly by Quebec and the other Atlantic provinces, such as cod, redfish, shrimp and midshore crab, Quebec seeks:

- ◆ allocation of the Quebec quota among groups of fishers;
- ◆ licensing.

For these same stocks, which are fished by more than one province, Quebec seeks a right of review with respect to guidelines issued to a decision-making body which, in our view, should be set up by the federal government to establish conservation measures. Quebec would name its own representatives on this body.

Mr. Minister, our proposal is based on an observation that you yourself acknowledge, to the effect that fisheries management must be reformed. Moreover, our concept is in keeping with the fisheries boards proposals that you spoke of recently, except that, rather than having responsibilities transferred to such a board, Quebec seeks to assume these responsibilities so as to ensure their implementation in cooperation with its industry.

However, this transfer of responsibilities cannot take place in the context of a federal government withdrawal designed to lower its operating costs. There must be a commensurate transfer of human and financial resources for the purpose of turning over to the Government of Quebec responsibility for the future development of the fishing industry.

94-10-28

Document : 830-524/005

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES

Intervention de M. Marcel Landry, Ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- 1^{er} novembre 1994



Victoria (Colombie-Britannique)
Le 1^{er} novembre 1994

**CONFÉRENCE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIALE DES
MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES**

VICTORIA

1^{er} NOVEMBRE, 1994

**INTERVENTION DE
M. MARCEL LANDRY,
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC
SUR LE RÔLE DES PROVINCES DANS
LES PÊCHES MARITIMES**

RÔLE DES PROVINCES DANS LES PÊCHES MARITIMES

INTERVENTION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC MR. MARCEL LANDRY .

Le 1^{er} novembre 1994

Je vais maintenant vous faire part de la position du gouvernement du Québec concernant l'administration des pêches maritimes.

Vous savez tous que la gestion des pêches comporte deux grandes responsabilités décisionnelles qui relèvent actuellement du gouvernement fédéral.

D'une part, il s'agit des décisions de conservation, dont l'objectif est d'assurer la pérennité de la ressource, pour le bénéfice des communautés qui en dépendent. D'autre part, il s'agit des décisions de répartition dont l'enjeu est d'établir la part des ressources dévolue à chaque groupe d'exploitants.

Le gouvernement du Québec constate que le fédéral n'a jamais su vraiment résister aux pressions des entreprises, groupes ou régions exploitant la ressource, au détriment de sa responsabilité primordiale de conservation. Le gouvernement fédéral se trouve donc littéralement pris dans un étau, entre son mandat de conservation et la responsabilité de répartition qu'il s'est attribuée.

Son incapacité à faire face à la situation conflictuelle dans laquelle il se trouve a résulté dans une surpêche systématique des stocks avec la crise actuelle dans l'Est canadien comme résultat. Jamais, lorsque le Québec a détenu l'administration des pêches, au cours de la période allant de 1922 à 1983, les pêches québécoises n'ont connu une crise d'une ampleur similaire.

Étant donné l'échec actuel et patent de la gestion fédérale, le Québec n'a d'autres choix que de réclamer l'administration des pêches afin d'assumer pleinement la responsabilité du développement économique de cette industrie.

Le corollaire de l'administration des pêches pour le Québec consiste dans l'établissement d'un quota québécois correspondant à une part équitable qui lui revient dans chaque stock. Pour nous, part équitable veut dire un accès déterminé dans chaque stock en fonction notamment des parts historiques. Ceci veut également dire un accès équitable à la zone de 200 milles, lorsque la ressource se rétablira à des niveaux exploitables.

Mais laissez-moi revenir ici au contenu des responsabilités que le Québec veut assurer.

Premièrement, pour les stocks pêchés uniquement par le Québec, tels le homard le long des côtes québécoises, le crabe côtier, le buccin et le pétoncle, le Québec réclame :

- l'évaluation de l'état des stocks;
- l'allocation entre groupe d'exploitants;
- la délivrance des permis;
- la contrôle et la surveillance de la pêche.

Précisons que pour ces stocks, l'élaboration des mesures de conservation serait assurée par un organisme décisionnel mis sur pied par le Québec. Les lignes directrices données à cet organisme seraient établies à la suite de consultations intergouvernementales.

Deuxièmement, pour les stocks pêchés par le Québec et les autres provinces atlantiques, tels la morue, le sébaste, la crevette et le crabe semi-hauturier, le Québec réclame :

- l'allocation du contingent québécois entre les groupes d'exploitants;
- la délivrance des permis.

Pour ces mêmes stocks, pêchés par plus d'une province, le Québec demande le droit de regard sur les lignes directrices édictées à un organisme décisionnel qui devrait, selon nous, être mis sur pied par le fédéral pour élaborer les mesures de conservation. Le Québec désignerait ses représentants sur cet organisme.

Monsieur le Ministre, notre proposition repose sur un constat que vous-même partagez à l'effet qu'il faut réformer la gestion des pêches. De plus, notre concept s'inscrit dans la ligne des projets d'offices des pêches que vous avez abordée récemment, à la différence que, plutôt que de transférer des responsabilités à un tel office, le Québec réclame que ces responsabilités lui soient transférées pour en assurer la mise en oeuvre en concertation avec son industrie.

Toutefois, ce transfert de responsabilités ne peut s'effectuer dans le cadre d'un retrait du fédéral visant une réduction des ses coûts de fonctionnement. Il doit s'agir d'un transfert des ressources humaines et financières visant à confier au gouvernement du Québec la responsabilité du développement futur de l'industrie de la pêche.

94-10-28

Document: 830-524/006

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES**

Press Release and Consensus Document



**Victoria, British Columbia
November 1, 1994**

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES

November 1, 1994

VICTORIA -- The federal, provincial and territorial Ministers responsible for fisheries met in Victoria October 31 and November 1, 1994. They discussed the federal Department of Fisheries and Oceans program review which is intended to form the basis of the fishery of the future. The provincial-territorial roles in marine and freshwater fisheries, aquaculture, international issues and industry competitiveness were also discussed.

Ministers agreed on the need for a new vision for the Canadian fishery of the future characterized by three main elements: conservation, economic viability and partnership. The Ministers agreed to jointly work toward an action plan to ensure fisheries are managed on an ecologically-sound basis with an increased role for provinces and territories in policy-making decisions.

For conservation, the fishery must be based on a healthy resource, on ecologically sound fish stocks able to sustain themselves. The crisis which now exists particularly with respect to east coast groundfish stocks must not be repeated.

The fishery must be economically viable and organized around sound business principles. This will undoubtedly mean capacity reduction and fewer players. The fishery of the future must be capable of providing a decent living for its participants and able to contribute to the Canadian economy, on a more self-reliant basis.

Ministers discussed aquaculture industry development potential. The federal government agreed to release a jointly agreed upon aquaculture strategy early in the new year.

The Atlantic Ministers also raised concerns about the potential damage to East Coast fish stocks from seals and agreed to discuss plans for a sound commercially-based seal hunt.

Finally, Ministers agreed on the need for the development of meaningful partnerships with all stakeholders to facilitate a substantially increased role in policy decisions.

A consensus document prepared by the provinces and territories was endorsed by the federal Minister as a basis for developing concrete options for reform.

The conference was hosted by the Honourable David Zirnelt, British Columbia Minister of Agriculture, Fisheries and Food. The Honourable Brian Tobin, federal Minister of Fisheries and Oceans joined the conference November 1 and co-chaired the proceedings with the Hon. Zirnelt. The conference was also attended by the Honourable Moe Sihota, British Columbia Minister of Environment, Lands and Parks.

Ministers responsible for marine and freshwater fisheries from Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Quebec, Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island and the Northwest Territories took part.

For further information:

Bonnie Mewdell
Press Secretary to the Hon. Brian Tobin
(613) 996-0076

Cindy Stephenson
Director of Public Affairs
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
Province of British Columbia
(604) 346-2862

FISHERIES MINISTERS' CONFERENCE '94

Provincial/Territorial Meeting (October 31 and November 1, 1994 - VICTORIA, B.C.)

Consensus Document

Provincial/Territorial Ministers responsible for fisheries met in Victoria, British Columbia, on October 31, 1994 and November 1, 1994, and discussed a range of fisheries issues. Ministers agreed that this is a critical time for the fishery in Canada, and that it is essential that provinces and territories play a meaningful role in the development of reforms. The federal Minister of Fisheries and Oceans joined in the discussions on November 1, 1994.

The Department of Fisheries and Oceans' Program Review

Ministers discussed the ongoing Program Review process of the federal Department of Fisheries and Oceans (DFO). They agreed that because of the overlapping interests and jurisdictions of the federal and provincial/territorial governments in fisheries, reforms which flow out of Program Review are likely to have significant impacts on provinces/territories and their stakeholders. While discussions primarily focused on DFO's Program Review, Ministers noted that their general concerns held for program reviews being undertaken by all federal departments and agencies that have a regulatory impact on the fisheries industry and resource areas. As a result, provinces/territories seek a meaningful role in the review processes and in measures taken to implement reforms.

Ministers agreed to the following:

1. Provincial/Territorial Ministers acknowledge the work of the federal Department of Fisheries and Oceans in discussing the federal program review with the provinces and territories. It is critical that we now move beyond the stage of sharing ideas and actually begin working together to address options for reform.
2. A defined process needs to be established to allow the federal and provincial/territorial governments to work effectively together. This process must be established in a timely manner, to ensure that provincial/territorial input can shape the process in a meaningful way before final decisions are taken.
3. Provinces and territories must be involved in any changes to the federal role which will affect their interest or their stakeholders. DFO must monitor, advise provinces/territories of and facilitate a cooperative federal/provincial/territorial response to Program Reviews of other federal agencies which may adversely affect provincial/territorial seafood industry stakeholders.

Provinces and territories will work with the Federal Government as partners in an effective way on the DFO Program Review initiative.

4. Provincial/Territorial Ministers agree that there are core elements of the federal mandate requiring ongoing federal leadership - including but not limited to resource conservation, international issues (including international relations, trade and seafood export product inspection) and the federal fiduciary and constitutional responsibilities relating to aboriginal fisheries in the provinces and territories. In fact, some of the areas proposed for delegation would be inappropriate. These elements need to be formally defined through the process mentioned above (recommendation #2).
5. In other areas, the federal and provincial/territorial governments should work to identify opportunities where increased efficiency, effectiveness and streamlining may result in new win-win-win arrangements for stakeholders and all orders of government, including changes in federal/provincial/territorial roles.

Provinces and territories will support measures which increase efficiency and effectiveness, but simple offloading will not be accepted.

6. In order to realize the opportunity arising from federal withdrawal, provinces and territories must ensure there is either: a) appropriate provincial/territorial jurisdiction for such activity; or, b) a commitment to develop an alternative administrative framework.
7. Transfer of formal responsibilities from the federal government to the provinces/territories must be on a mutually acceptable basis after full consultation which must include discussions on the transfer of resources needed to carry on responsibilities being formally transferred.

When determining appropriate levels of resourcing, the responsibilities already discharged by provinces/territories should be taken into account.

8. The Federal Government must take a flexible approach to reforms which flow from program review, so that arrangements can be suited to the particular needs and opportunities of different provinces/territories.
9. Extensive cooperation and interaction among provincial/territorial and federal governments will be required as a consequence of program reviews to ensure that any new devolution of responsibilities affecting more than one province/territory is pursued in an integrated and coordinated manner.
10. The Department of Fisheries and Oceans must clarify what responsibilities it intends to delegate to another federal agency, such as the Department of Environment. The provinces/territories must be consulted regarding these delegations, especially when these responsibilities may be further delegated to the provinces/territories.

Provincial/Territorial Role in Fisheries - Marine Fisheries

Ministers discussed the role of the provinces/territories in marine fisheries. They agreed that while the Federal Government has jurisdiction over the management and conservation of fisheries in tidal waters, the impact of these fisheries on provincial/territorial interests suggests that these orders of government should have a significant role in shaping fisheries policies and programs.

Ministers discussed a number of options for facilitating provincial/territorial involvement. It was agreed that there is opportunity for effective partnerships between the different orders of government and, in some cases, stakeholders. However, it was agreed that mechanisms for involvement must be suited to the needs of different areas.

Ministers agreed that:

1. Provinces/territories have a significant role to play in developing fisheries management policies, and will pursue a forum for provincial/territorial involvement consistent with local circumstances.
2. Provinces/territories will support federal initiatives which increase decision-making at the local level, and encourage innovation. However, these regimes must be designed to be responsive to the need to integrate federal and provincial/territorial concerns, lead to better public service, and rationalize the distribution of responsibilities for the sector.
3. If co-management with stakeholders is to be pursued, provinces/territories must be given the opportunity to be parties to such agreements.
4. If independent agencies take on responsibilities relating to fisheries management, whether relating to conservation, allocation or other concerns, provinces and territories must be consulted with respect to the appointment of members (including the possibility of direct provincial/territorial membership on such agencies), and to give policy direction on issues which affect their interest. This interest must be defined broadly.
5. DFO should expand the scope of their Program Review to consider alternative approaches suggested by provinces/territories including licencing, resource allocation and sanctions options.
6. Management boards or independent agencies (i.e., Harvesting Adjustment Boards, Industry Renewal Boards) should be suited to the areas being regulated. Separate entities should be considered for the Arctic region.
7. Provinces/territories insist that resource assessment, data collection, fisheries science and surveillance must continue to be DFO responsibilities, guided by stakeholder advice through effective consultative fora. Strong enforcement efforts must be maintained.

8. As a general rule, stakeholders should play an increased role in decisions which affect them. However, it may be necessary to complete a program of rationalization and professionalization before stakeholder membership in comanagement is determined.

Note: Quebec tabled a specific proposal regarding the respective roles of the federal and provincial governments in the area of marine fisheries. Under Quebec's proposal, it would assume responsibility for resource allocation of all species harvested by its fishers. Conservation and surveillance for species also harvested by fishers from the Atlantic provinces would be shared with the federal government. Quebec would assume full conservation and surveillance responsibilities for stocks harvested only by its fishers. In discussion on this point during the Federal-Provincial/Territorial meeting, on November 1, 1994, the federal government noted that concurrence on historic shares and the participation of all affected territories and provinces would be a prerequisite to any meaningful agreement in this area.

The Provincial/Territorial Role in Fisheries - Freshwater Fisheries

Ministers discussed the special interest of provinces/territories in freshwater fisheries, and the roles which various provinces/territories play in regulating freshwater fisheries and managing freshwater habitat. They agreed that there was an opportunity to reduce duplication and overlap in this area between federal and provincial governments. They discussed the options for reform which may flow out of DFO's Program Review, and noted their concern that options for reform be discussed with provinces/territories.

Ministers agreed that:

1. Provinces/territories and the Federal Government should complete mutually acceptable agreements for harmonization and administration of fish habitat according to agreed standards to fulfill the goals and objectives of the federal Fish Habitat Policy. Formal transfer of responsibilities should be addressed through legislative change.
2. Fisheries management activities should be streamlined to eliminate duplication and delays, and increase the responsiveness of regulatory activities to local conditions. Provinces/territories will explore comprehensive, direct regulation of management activities, where appropriate.
3. Provinces/territories hold proprietary rights in freshwater fisheries and will ensure these rights are reflected in legislation. This includes the ability to allocate freshwater fisheries resources and appropriate revenues from their use.
4. Activities respecting freshwater fisheries should reflect each agency's mandate and each provinces'/territories' fisheries management priorities. An integrated review of federal/provincial/territorial fisheries initiatives, programs and partnership opportunities should be instituted on an annual basis. Regionally based, federal-provincial/territorial fisheries directors' committees should be struck to deal with these respective objectives.

5. If the Federal Government maintains involvement in managing anadromous species, this must not detract from the effectiveness of provincial/territorial programs or their rights as owners of the freshwater fishery resource.
6. The Federal Government must clarify its intentions regarding the delegation of freshwater responsibilities to other federal agencies and the provinces/territories.
7. Transfer of formal responsibilities from the federal government to the provinces/territories must be on a mutually acceptable basis after full consultation which must include discussions on the transfer of resources needed to carry on responsibilities being formally transferred.

When determining appropriate levels of resourcing, the responsibilities already discharged by provinces/territories should be taken into account.

Aquaculture

Provincial/territorial Ministers discussed the importance of the aquaculture industry, noting its contribution to provincial/territorial economies and to employment. They agreed that in order for aquaculture to develop in a sustainable manner and to continue to provide these benefits, it must be supported by federal and provincial/territorial development strategies. They discussed the importance of the provincial/territorial role in aquaculture, but agreed that the Federal Government must continue to provide scientific support for the industry.

Ministers agreed:

1. The federal and provincial/territorial governments will commit to acting as partners in the development of the aquaculture industry to realize the social and economic benefits which it provides.
2. Cooperative agreements (e.g. Memoranda of Understanding) will be the management framework to:
 - foster communication, coordination and cooperation between the federal and provincial/territorial governments;
 - develop and implement national and regional aquaculture development strategies. These strategies will direct services to industry and ensure that aquaculture and wild fisheries are regulated in a complementary manner and that DFO's renewed focus on fisheries conservation will not detract from alternative seafood production techniques such as culture; and
 - provide for direct industry involvement in the preparation of all government policies, programs and services.

3. The Federal Government must continue to work with the provinces/territories to address issues surrounding the sustainability of aquaculture and its impact on wild stocks and the marine environment.
4. Continued federal support for basic and applied research and development in support of aquaculture is critical. Support should be equitably distributed among areas with potential for aquaculture development.
5. The federal regulatory framework for aquaculture must be suitable to local circumstances.

International

Ministers congratulated the Federal Government on the strong stance which it has taken in the past year to protect Canada's fishery interests in the international arena. They encouraged the Federal Government to continue its active role in negotiating and maintaining bilateral and multilateral agreements, and in taking strong unilateral measures where necessary. Ministers discussed the importance of provincial/territorial involvement in developing Canada's negotiating strategies, and the possibility of regional forums to promote co-operation.

1. Provinces and territories have a significant role to play in international discussions on fisheries issues, particularly in the areas of conservation/enforcement, catch sharing, and the resolution of trade disputes. Provinces/territories should be full participants in the development of negotiating positions and strategies and directly involved in federal delegations and negotiating teams.
2. Provinces and territories will continue to explore the development of regional forums to foster increased international understanding and cooperation.
3. In addition, the provinces/territories should communicate the following to the Federal Government:
 - The Federal Government is congratulated on its earnest efforts and successes in reducing the level of foreign overfishing off Canada's East Coast.
 - The Federal Government is encouraged to continue to adopt a strong position in relation to the Pacific Salmon Treaty (PST) and Yukon River negotiations, especially with respect to ensuring that the spirit of the equity principle is implemented in an effective manner. The Federal Government is urged to pressure the United States to reach an early resolution of the PST impasse through the use of innovative measures which are consistent with conservation.

- The Federal Government must continue to seek a legally binding and effective international treaty through the United Nations Conference on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks. This treaty should address the following matters:
 - . recognition of the special and superior interests of coastal states over straddling stocks;
 - . a requirement that high seas fisheries be regulated using a cautious and precautionary approach;
 - . a requirement that all states must comply with international fisheries conservation rules;
 - . a set of minimum standards for regional fisheries organizations, like Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO). This list must at a minimum include the following elements: 1) a requirement that total allowable catches, allocation levels and conservation measures are binding on all parties; 2) effort limits; 3) strong surveillance and control procedures, including reciprocal arrest arrangement, mandatory observer programs, requirements for the use of transponders, and requirements for the regular exchange of data on fishing activities; and,
 - . a binding international dispute settlement.
 - The Federal Government must continue to seek the strengthening of NAFO, to ensure that it makes conservation-oriented decisions, and to ensure that it has effective enforcement procedures, a binding dispute settlement procedure, and a decision-making framework which does not permit NAFO members to object to, or "opt out" of, its conservation decisions.
 - The Federal Government must recognize the vulnerability of the Arctic ecosystem to contamination originating in foreign countries, and make protection of the area a priority both in terms of science and participation in multilateral and bilateral environmental fora. In addition, the federal government must initiate formal negotiations on fisheries issues with Greenland.
 - The Federal Government must maintain and respect current international agreements, program commitments and other responsibilities for the Great Lakes, including support for the existing Strategic Plan and the Federal-Provincial Recreational Fishing Survey.
4. Provinces/territories request Canada provide an overview of its intentions concerning the proposed new Oceans Act.

Industry Competitiveness Roundtable

Provinces/territories acknowledged the need for a strong seafood industry in the face of growing international competition. Ministers welcomed the opportunity to exchange experiences and perspectives on a broad range of strategic initiatives and programs designed to improve the competitiveness of Canada's seafood sector.

Roundtable discussion on measures to enhance competitiveness included efforts to streamline regulatory regimes within which harvesting and processing sectors operate; measures to assist aquaculture producers; marketing innovations including live holding and industry-led promotions; and development of fisheries for new and under-utilized species.

The industry competitiveness roundtable discussion provided an important opportunity for provinces to learn from each other's experiences. Ministers agreed that the industry competitiveness roundtable would be a valuable agenda item for future conferences.

Maintaining Communication

Ministers agreed that the process of interprovincial/territorial discussion was a productive one. This type of meeting allows provinces/territories to learn from each other's experience, discuss options for change, and develop cooperative approaches to areas of common concern. The attendance of the federal Minister of Fisheries and Oceans on the second day is seen as a good opportunity for provincial/territorial Ministers to continue to explore the issues in a broader context. It was agreed that this kind of forum, which allows for frank discussion and a cooperative problem solving approach, is critical in ensuring that government is as effective as possible in addressing fishery issues. Ministers agreed to discuss what kind of format would be appropriate to institute this process on a more permanent basis.

Ministers propose that DFO convene a series of multilateral discussions beginning immediately between senior federal and provincial/territorial officials to identify and resolve issues related to the DFO Program Review proposals.

These discussions will be reviewed regularly by Deputy Ministers of Fisheries.

Document : 830-524/006

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES

Communiqué et Document de consensus



Victoria (Colombie-Britannique)
Le 1^{er} novembre 1994

CONFÉRENCE DES MINISTRES FÉDÉRAL-PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX RESPONSABLES DES PÊCHES

1^{er} novembre 1994

VICTORIA -- Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des pêches se sont réunis à Victoria, les 31 octobre et 1^{er} novembre 1994. Ils ont discuté de l'examen que le ministère fédéral des Pêches et des Océans a entrepris à l'égard de ses programmes, examen qui doit façonner les pêches dans les années à venir. Les participants ont également traité du rôle des provinces et des territoires en ce qui touche la pêche en eaux marines et en eaux douces, du secteur de l'aquiculture, de questions internationales et de la compétitivité de l'industrie.

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux ont convenu qu'il fallait adopter une nouvelle vision de l'avenir des pêches au Canada, qui repose sur trois grands principes : la conservation, la viabilité économique et le partenariat. Les ministres ont résolu de collaborer à l'établissement d'un plan d'action afin de garantir une gestion écologiquement saine des pêches qui accorde aux provinces et aux territoires une participation accrue aux décisions touchant l'élaboration des politiques.

Pour ce qui concerne la conservation, l'industrie de la pêche doit s'appuyer sur une ressource en santé, sur des stocks de poissons écologiquement sains et durables. La crise que traverse actuellement le secteur de la pêche, surtout pour ce qui concerne les stocks de poissons de fond de la côte est, ne doit pas se reproduire.

Les pêches doivent être économiquement viables et leur gestion doit s'articuler autour de bons principes commerciaux. Cela signifiera sans doute une réduction à la fois de la capacité de récolte et du nombre de participants. Les pêches de l'avenir doivent procurer un gagne-pain adéquat à ceux qui y participent; de plus, le secteur doit contribuer à l'économie canadienne, tout en atteignant un plus haut degré d'autonomie.

Les ministres ont discuté du potentiel de développement du secteur aquicole. Le gouvernement fédéral a accepté de diffuser au début de la nouvelle année une stratégie en aquiculture dont auront convenu toutes les parties intéressées.

Les ministres des provinces de l'Atlantique ont exprimé des préoccupations au sujet des dommages éventuels que les phoques pourraient causer aux stocks de poissons de la côte est et ont convenu de discuter de plans en vue de permettre la chasse au phoque commerciale.

Enfin, les ministres ont convenu du besoin de forger de bons liens de partenariat avec tous les intervenants pour leur permettre de jouer un rôle plus considérable dans l'élaboration des politiques.

Le ministre fédéral a donné son aval à un document de consensus préparé par les provinces et les territoires, et à partir duquel on élaborera des mesures de réforme concrètes.

L'honorable David Zirnelt, ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation de la Colombie-Britannique, était l'hôte de la conférence. L'honorable Brian Tobin, ministre fédéral des Pêches et des Océans, s'est joint aux participants le 1^{er} novembre et il a présidé la séance de concert avec l'honorable David Zirnelt. L'honorable Moe Sihota, ministre de l'Environnement, des Terres et des Parcs de la Colombie-Britannique, participait également à la conférence.

Les ministres responsables de la pêche en eaux marines et en eaux douces de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec, de Terre-Neuve et Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et des Territoires du Nord-Ouest étaient également présents.

Pour renseignements :

Bonnie Mewdell
Attachée de presse de l'honorable Brian Tobin
(613) 996-0076

Cindy Stephenson
Directrice des Affaires publiques
Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation
Province de la Colombie-Britannique
(604) 346-2862

CONFÉRENCE DES MINISTRES DES PÊCHES - 1994

**Rencontre des ministres provinciaux et territoriaux
(31 octobre 1994 et 1^{er} novembre 1994 - Victoria, C.-B.)**

Document de consensus

Les ministres provinciaux et territoriaux responsables des pêches se sont réunis à Victoria (Colombie-Britannique) le 31 octobre 1994 et ont traité d'un éventail de questions ayant trait aux pêches. Les ministres ont convenu qu'il s'agit d'une période critique pour les pêches au Canada et qu'il est impérieux que les provinces et les territoires participent de plein pied à l'élaboration des réformes en ce domaine. Le ministre fédéral des Pêches et des Océans a assisté aux délibérations le 1^{er} novembre 1994.

Examen des programmes du Ministère des Pêches et des Océans

Les ministres ont discuté du processus d'examen que le ministère fédéral des Pêches et des Océans (MPO) a entrepris à l'égard de ses programmes. Ils ont reconnu qu'en raison du chevauchement des intérêts et des compétences en matière de pêches entre les deux ordres de gouvernement, les réformes découlant de l'examen des programmes auraient vraisemblablement des répercussions considérables sur les provinces et les territoires, ainsi que les intervenants à ces paliers. Bien qu'ils aient centré leurs discussions surtout sur l'examen des programmes entrepris par le MPO, les ministres ont noté qu'ils entretenaient des préoccupations du même ordre à l'égard des examens de programmes de tout organisme ou ministère fédéral qui risquent d'influer sur la réglementation de l'industrie de la pêche et du secteur des ressources. En conséquence, les administrations provinciales et territoriales souhaitent assumer un rôle important dans le processus d'examen et la mise en oeuvre des réformes qui en découleront.

Les ministres ont convenu de ce qui suit :

1. Les ministres provinciaux et territoriaux notent que le ministère fédéral des Pêches et des Océans a engagé la discussion avec les provinces et les territoires au sujet de l'examen des programmes fédéraux. Ils estiment qu'il est indispensable maintenant de passer du stade de l'échange d'idées à celui de la recherche conjointe des formes que doivent revêtir les réformes à venir.
2. Il importe de définir les mécanismes grâce auxquels les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pourront travailler ensemble d'une façon efficace. De plus, ces mécanismes doivent être mis en place sans tarder pour que les provinces et les territoires puissent avoir vraiment voix au chapitre et orienter le processus de réforme avant la prise de décisions définitives.
3. Les provinces et les territoires doivent avoir voix au chapitre de tout changement dans le rôle du gouvernement fédéral qui aura une incidence sur leurs intérêts ou sur leurs intervenants. Le MPO doit surveiller les examens de programmes menés par d'autres organismes fédéraux qui risquent d'avoir des répercussions sur les intérêts des

intervenants de l'industrie des fruits de mer des provinces et des territoires, doit en aviser les provinces et les territoires, et doit faciliter l'élaboration de réactions concertées des provinces, des territoires et du gouvernement fédéral.

Les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral travailleront en véritables partenaires à la conduite de l'examen des programmes du MPO.

4. Les ministres provinciaux et territoriaux s'entendent pour dire que le gouvernement fédéral doit continuer d'exercer un leadership pour certains aspects fondamentaux de son mandat -- dont la conservation des ressources halieutiques, les affaires internationales (y compris les relations internationales, le commerce et l'inspection des exportations de produits de fruits de mer) ainsi que les responsabilités constitutionnelles et fiduciaires du gouvernement fédéral à l'égard des pêches autochtones dans les provinces et les territoires -- ne sauraient faire l'objet d'une dévolution, d'une délégation ou d'un retrait. En fait, la délégation de pouvoirs ne serait pas indiquée dans le cas de certains des secteurs où elle est proposée. Les compétences qu'il convient de garder intactes doivent être définies en bonne et due forme grâce au mécanisme mentionné à la recommandation 2.

5. Dans d'autres domaines, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'efforceront de déterminer les cas où une efficience, une efficacité et une rationalisation accrues permettraient d'en arriver à des ententes à la satisfaction des intervenants et de tous les ordres de gouvernement, y compris des changements dans leurs rôles respectifs.

Les provinces et les territoires se prononceront en faveur des mesures permettant d'accroître l'efficience et l'efficacité, mais s'opposeront au simple désengagement.

6. Pour tirer parti du retrait du gouvernement fédéral de certains secteurs, les provinces et les territoires devront s'assurer d'avoir a) les compétences voulues pour prendre en charge les activités en question, ou b) la volonté de mettre en place une nouvelle structure administrative.
7. Le transfert de responsabilités officielles du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires doit se faire de façon mutuellement acceptable, à l'issue de consultations exhaustives, et doit inclure des discussions sur le transfert des ressources nécessaires pour assumer les responsabilités officiellement transférées.

Au moment de déterminer le niveau des ressources à fournir, il faut tenir compte des responsabilités que la province ou le territoire assume déjà.

8. Le gouvernement fédéral doit adopter à l'égard des réformes qui découleront de l'examen des programmes une approche empreinte de souplesse, de manière à ce que les ententes puissent être adaptées aux possibilités et aux besoins particuliers de chaque province et territoire.

9. Les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral devront resserrer les liens de coopération et d'interaction dans le cadre de l'examen des programmes, de telle sorte que toute nouvelle dévolution de responsabilités touchant plus d'une province ou territoire se fasse de manière cohérente et coordonnée.
10. Le ministère des Pêches et des Océans doit préciser les responsabilités qu'il entend déléguer à d'autres organismes fédéraux, comme le ministère de l'Environnement. Les provinces et les territoires doivent être consultés à propos de ces délégations, surtout si les responsabilités qu'elles visent sont susceptibles de leur être déléguées par la suite.

Rôle des provinces et des territoires dans le secteur des pêches - Pêches en eaux marines

Les ministres se sont penchés sur le rôle des provinces et des territoires dans le secteur des pêches en eaux marines. Ils ont convenu que, même si la gestion et la protection des pêches dans les eaux à marées sont du ressort du gouvernement fédéral, l'incidence de ces pêches sur les intérêts des provinces et des territoires est telle qu'il convient d'accorder à ces paliers de gouvernement un rôle important au chapitre de la conception des politiques et des programmes touchant les pêches.

Sous ce rapport, les ministres ont examiné diverses formules propres à faciliter la participation des provinces et des territoires. Ils ont convenu que les différents ordres de gouvernement pourraient nouer des relations de partenariat efficaces entre eux et, dans certains, avec les intervenants également. Les ministres ont reconnu, toutefois, que les mécanismes de coopération se devaient d'être adaptés aux besoins des différentes régions.

Les ministres ont convenu de ce qui suit :

1. Les provinces et les territoires ont un rôle à jouer dans l'élaboration des politiques de gestion des pêches et créeront une tribune où la participation des provinces et des territoires reflétera la réalité locale.
2. Les provinces et les territoires appuieront les initiatives fédérales qui accorderont aux intervenants locaux un pouvoir de décision accru, qui favoriseront la participation des intervenants touchés, et qui encourageront l'innovation. Cependant, ces initiatives doivent prendre en compte la nécessité d'intégrer les préoccupations tant fédérales que provinciales et territoriales, se traduire par de meilleurs services au public et rationaliser la répartition des responsabilités dans le secteur.
3. Si l'on poursuit dans la voie de la cogestion, les provinces et les territoires devraient avoir l'occasion d'être partie à de telles ententes.

4. Si l'on confie à des organismes indépendants certaines responsabilités en matière de gestion des pêches — qu'il s'agisse de la conservation, de la répartition ou d'un autre domaine — les provinces et les territoires doivent être consultés au sujet de la nomination des membres de ces organismes (y compris la possibilité qu'ils en fassent directement partie) et doivent pouvoir fournir des orientations générales sur les sujets qui touchent leurs intérêts. On définira la nature de ces intérêts de façon très large.
5. Le MPO devrait accroître la portée de son examen des programmes afin d'y inclure l'étude de nouvelles approches proposées par les provinces et les territoires, en ce qui concerne notamment les permis, la répartition des ressources et les sanctions.
6. Les comités de cogestion ou les organismes autonomes (p. ex. les offices d'adaptation de l'industrie) devraient convenir aux domaines faisant l'objet de la réglementation. Il faudrait prévoir la création d'entités distinctes pour la région de l'Arctique.
7. Les provinces et les territoires tiennent à ce que l'évaluation des ressources, la collecte des données, la science halieutique et la surveillance demeurent la compétence du MPO, mais que les activités en ces domaines soient guidées par les avis des intervenants, recueillis au moyen de forums de consultation efficaces. Il faut continuer d'assurer une application rigoureuse de la loi.
8. En règle générale, les intervenants devraient jouer un rôle accru dans la prise des décisions qui les touchent. Cependant, il peut falloir appliquer un programme de rationalisation et de professionnalisation avant que les intervenants ne deviennent des participants au processus de cogestion.

Nota - Le Québec a déposé une proposition précise concernant les rôles respectifs des gouvernements fédéral et provincial dans le domaine des pêches marines. Suivant la proposition du Québec, la province assumerait la responsabilité de la répartition des ressources pour toutes les espèces récoltées par ses propres pêcheurs. La conservation et la surveillance des espèces également exploitées par les pêcheurs des provinces de l'Atlantique seraient assurées conjointement avec le gouvernement fédéral. Le Québec assumerait toutes les responsabilités de conservation et de surveillance à l'égard des stocks récoltés uniquement par ses propres pêcheurs. Le gouvernement fédéral a souligné qu'avant qu'un accord d'importance intervienne dans ce secteur il faudra que les diverses parties s'entendent sur leur part historique des prises et que toutes les provinces et tous les territoires touchés participent à la discussion.

Le rôle des provinces et des territoires dans le secteur des pêches - Pêches en eaux douces

Les ministres ont discuté des intérêts particuliers des provinces et des territoires en ce qui concerne les pêches en eaux douces, ainsi que du rôle que jouent certaines administrations provinciales et territoriales au chapitre de la réglementation des pêches en eaux douces et de

la gestion de l'habitat du poisson d'eau douce. Ils ont conclu qu'il serait possible de réduire les chevauchements et les doubles emplois qui se produisent actuellement entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Les ministres ont étudié les projets de réformes que pourrait engendrer l'examen des programmes du MPO et ont souligné la nécessité d'en discuter avec les provinces et les territoires.

Les ministres ont convenu de ce qui suit :

1. Les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral devraient passer des ententes mutuellement acceptables concernant l'harmonisation de leurs activités et la gestion de l'habitat du poisson, conformément aux normes convenues, afin d'atteindre les buts et objectifs de la politique fédérale sur l'habitat du poisson. Le transfert officiel de responsabilités devrait être sanctionné par des modifications législatives.
2. Il faut rationaliser les activités liées à la gestion des pêches afin d'éliminer le double emploi et les retards et de mieux adapter les activités de réglementation à la réalité locale. S'il y a lieu, les provinces et les territoires exploreront la possibilité de réglementer directement et entièrement les activités de gestion.
3. Les provinces et les territoires ont des droits de propriété sur les pêches en eaux douces et veilleront à ce que ces droits soient reconnus par voie législative. Ces droits comprennent notamment la répartition des ressources halieutiques en eaux douces et la perception des revenus qui y correspondent.
4. Les activités liées aux pêches en eaux douces devraient refléter le mandat de chaque organisme et les priorités de chaque province et territoire en matière de gestion des pêches. Il y aurait lieu de procéder chaque année à un examen global des initiatives, des programmes et des possibilités de partenariat fédéraux, provinciaux et territoriaux dans le secteur des pêches. Afin de tenir compte des objectifs de chacune des parties, il faudrait établir pour chaque région des comités constitués de directeurs des pêches fédéraux, provinciaux et territoriaux.
5. Le maintien éventuel par le gouvernement fédéral de sa participation à la gestion des espèces anadromes ne doit pas réduire l'efficacité des programmes provinciaux ou territoriaux, ni empêcher les provinces et les territoires d'exercer leurs droits de propriété sur les ressources halieutiques en eaux douces.
6. Le gouvernement fédéral doit clarifier ses intentions pour ce qui concerne la délégation à d'autres organismes fédéraux et aux provinces et territoires de ses responsabilités de gestion des pêches en eaux douces.
7. Le transfert de responsabilités officielles du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires doit se faire de façon mutuellement acceptable, à l'issue de consultations exhaustives, et doit inclure des discussions sur le transfert des ressources nécessaires pour assumer les responsabilités officiellement transférées.

Au moment de déterminer le niveau des ressources à fournir, il faut tenir compte des responsabilités que la province ou le territoire assume déjà.

Le transfert de responsabilités officielles du gouvernement fédéral vers les provinces et les territoires doit être mutuellement acceptable. Il doit en outre être assorti d'un transfert de ressources fédérales correspondant à l'importance des responsabilités transférées.

Aquiculture

Les ministres provinciaux et territoriaux ont discuté de l'importance de l'industrie aquicole, et souligné sa contribution à l'économie et à l'emploi dans les provinces et les territoires. Ils ont convenu que pour faire en sorte que le secteur aquicole connaisse un développement durable et continue d'engendrer des bienfaits, il faut appuyer le développement par des stratégies de mise en valeur fédérales, provinciales et territoriales. Tout en notant l'ampleur du rôle joué par les provinces et les territoires dans le secteur aquicole, les ministres ont convenu que le gouvernement fédéral doit continuer de soutenir la recherche scientifique dans ce domaine.

Les ministres ont convenu de ce qui suit :

1. Le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires s'engageront à agir comme partenaires dans le développement de l'industrie aquicole afin qu'il soit possible d'en concrétiser les avantages socio-économiques potentiels.
2. Des ententes de coopération (mémoires d'entente p. ex.) serviront de cadre de gestion pour:
 - Promouvoir la communication, la coordination et la coopération entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
 - Élaborer et mettre en oeuvre des stratégies nationales et régionales de développement aquicole. Ces stratégies favoriseront la fourniture de services à l'industrie et feront en sorte que l'aquiculture et les pêches d'espèces sauvages soient réglementées de manière complémentaire et que le nouvel accent placé par le MPO sur la conservation des ressources ne nuira pas à d'autres moyens de production de fruits de mer, comme la culture.
 - Permettre à l'industrie de participer directement à l'élaboration des politiques, des programmes et des services gouvernementaux.
3. Le gouvernement fédéral doit continuer d'oeuvrer avec les provinces et les territoires pour régler les questions relatives à la viabilité de l'aquiculture et son incidence sur les stocks de poissons sauvages et le milieu marin.

4. Il est vital que le gouvernement fédéral continue de financer les activités de recherche fondamentale et appliquée et de développement dans le domaine de l'aquiculture. Cette aide doit être répartie équitablement entre les secteurs où il y aurait des possibilités de développement aquicole.
5. La réglementation fédérale dans le secteur aquicole doit être adaptée aux conditions locales.

Affaires internationales

Les ministres félicitent le gouvernement fédéral d'avoir pris fermement position au cours de la dernière année pour protéger les intérêts du Canada sur la scène internationale. Du reste, ils l'encouragent à continuer de jouer un rôle dynamique au chapitre de la négociation et du maintien des accords bilatéraux et multilatéraux, et à prendre des mesures unilatérales vigoureuses, si le besoin s'en fait sentir. Les ministres ont discuté de l'importance de faire participer les provinces et les territoires à l'élaboration des stratégies de négociation et de la possibilité de tenir des forums régionaux afin de favoriser la coopération.

1. Les provinces et territoires ont un important rôle à jouer au titre des négociations internationales portant sur les pêches, notamment dans les domaines de la conservation, de l'application des lois, du partage des prises et de la résolution des différends commerciaux. Les provinces et les territoires doivent participer de plein pied à l'élaboration des positions et des stratégies de négociation, et faire partie des délégations ainsi que des équipes de négociation fédérales.
2. Les provinces et les territoires continueront d'explorer les possibilités de créer des forums régionaux en vue de favoriser la compréhension et la collaboration internationales.
3. De plus, les provinces et les territoires devraient transmettre au gouvernement fédéral les commentaires suivants.
 - Nous félicitons le gouvernement fédéral des efforts consciencieux qu'il a déployés afin de réduire le niveau de surpêche étrangère au large de la côte est du Canada et du succès qu'il a remporté dans ce domaine.
 - Nous encourageons le gouvernement fédéral à maintenir la position rigoureuse qu'il a adoptée au chapitre des négociations concernant le Traité sur le saumon du Pacifique (TSP) et le fleuve Yukon, et surtout à veiller à ce que l'esprit du principe d'équité soit mis en application de manière efficace. Nous l'exhortons à faire pression sur les États-Unis en vue de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons concernant le TSP en adoptant des mesures novatrices compatibles avec les impératifs de conservation.

- Le gouvernement fédéral doit poursuivre ses efforts en vue d'en arriver à une entente internationale efficace et exécutoire, par le biais de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs. Cette entente devrait traiter des questions suivantes :
 - la reconnaissance des intérêts particuliers et supérieurs des états côtiers concernant les stocks qui chevauchent la zone de 200 milles;
 - la nécessité d'adopter une approche prudente et clairvoyante à l'égard de la réglementation des pêches hauturières;
 - la nécessité d'obliger tous les pays à se conformer aux règles de conservation en matière de pêche internationale;
 - l'adoption d'une série de règles minimales à l'intention des organisations régionales de pêche, comme l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest. Ces règles devraient comprendre au moins les éléments suivants : 1) des dispositions prescrivant que toutes les parties sont tenues de respecter les prises totales autorisées, les niveaux d'allocation et les mesures de conservation; 2) des limites relatives à l'effort de pêche; 3) des procédures rigoureuses de surveillance et de réglementation, incluant des accords de réciprocité en matière d'arraisonnement, des programmes d'observateurs obligatoires, l'utilisation obligatoire de transpondeurs et les exigences concernant l'échange régulier de données sur les activités de pêche;
 - un mécanisme obligatoire de règlement des différends internationaux.
- Le gouvernement fédéral doit continuer de favoriser le renforcement des pouvoirs de l'OPANO afin que cette dernière prenne des décisions qui vont dans le sens de la conservation, qu'elle puisse compter sur des mécanismes d'exécution efficaces, qu'elle établisse des modalités de règlement de différends exécutoires et qu'elle se dote d'un cadre décisionnel tel que ses membres ne puissent ni contester ses décisions en matière de conservation, ni réclamer une exception.
- Le gouvernement fédéral doit reconnaître la vulnérabilité de l'écosystème de la région arctique à la contamination provenant de pays étrangers et faire de la protection de cette région une priorité tant sur le plan scientifique que du point de vue de sa participation à des forums multilatéraux et bilatéraux sur l'environnement. De plus, le gouvernement fédéral doit amorcer avec le Groenland des négociations officielles sur la question des pêches.
- Le gouvernement fédéral doit respecter les accords internationaux relatifs aux Grands Lacs et assumer ses responsabilités en la matière, y compris donner son appui au plan stratégique actuel ainsi qu'à l'étude fédérale-provinciale sur la pêche sportive.

4. Les provinces et les territoires souhaitent que le Canada fasse état de leurs intentions concernant la nouvelle Loi sur les océans.

Table ronde sur la compétitivité de l'industrie

Les provinces et les territoires s'entendent sur la nécessité de promouvoir une industrie des fruits de mer florissante afin de soutenir une concurrence accrue sur la scène mondiale. Les ministres se réjouissent de l'occasion qui leur a été donnée de partager leurs expériences et leurs points de vue sur une vaste gamme d'initiatives et de programmes stratégiques qui visent à raffermir la position concurrentielle du Canada dans le secteur des fruits de mer.

Les discussions en table ronde ont porté notamment sur les points suivants : les mesures propres à accroître la compétitivité, y compris la simplification des régimes de réglementation auxquels sont assujettis les secteurs de la récolte et de la transformation; l'appui aux aquiculteurs; l'innovation sur le plan de la commercialisation, tel que la conservation à l'état vivant et les initiatives de promotion menées par l'industrie; ainsi que le développement de la pêche d'espèces nouvelles ou sous-utilisées.

Les échanges portant sur la compétitivité de l'industrie ont permis aux ministres provinciaux de tirer parti de l'expérience de leur homologues. Les ministres ont reconnu qu'il serait utile d'inclure la table ronde sur la compétitivité dans l'ordre du jour des futures conférences.

Le maintien des voies de communications

Les ministres ont conclu que les rencontres interprovinciales et territoriales représentent un exercice fructueux. Ce genre d'échanges permet aux provinces et aux territoires de profiter de l'expérience acquise par les autres participants, de débattre les options de réforme et d'adopter des démarches concertées dans les secteurs d'intérêt commun. Les ministres provinciaux et territoriaux estiment que la participation du ministre fédéral des Pêches et des Océans aux délibérations de la deuxième journée leur offre une excellente occasion d'aborder les questions qui les intéressent dans une perspective plus vaste. Les participants ont convenu que ce type de forum, qui favorise des discussions franches et une approche concertée du règlement des problèmes, est un outil indispensable si le gouvernement doit traiter efficacement des enjeux dans le secteur des pêches. Les ministres se sont entendus pour examiner la forme que cet exercice pourrait revêtir s'il était institué de façon plus permanente.

Les ministres proposent que le MPO convoque dès maintenant une série d'entretiens multilatéraux entre les hauts fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux afin de cerner et de régler les problèmes que peuvent susciter les propositions découlant de l'examen de ses programmes.

Les sous-ministres des pêches feront périodiquement le point sur ces discussions.

DOCUMENT: 830-524/007
860-320/005

**PROVINCIAL-TERRITORIAL AND FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
CONFERENCES OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES**

**CONFÉRENCES PROVINCIALE-TERRITORIALE ET FÉDÉRALE-PROVINCIALE-
TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DES PÊCHES**

List of Ministers



Liste des ministres

VICTORIA, British Columbia
October 31 - November 1, 1994

VICTORIA (Colombie-Britannique)
Les 31 octobre et 1^{er} novembre 1994

**PROVINCIAL-TERRITORIAL AND FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
CONFERENCES OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FISHERIES**

**CONFÉRENCES PROVINCIALE-TERRITORIALE ET
FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES PÊCHES**

VICTORIA

October 31 - November 1, 1994

Les 31 octobre et 1^{er} novembre 1994

List of Ministers

Liste des ministres

CANADA

The Honourable/l'honorable Brian Tobin
Minister of Fisheries and Oceans/Ministre des Pêches et des Océans
Co-Chair/Coprésident

(Expected November 1st, 1994 / Attendu le 1^{er} novembre 1994)

BRITISH COLUMBIA / COLOMBIE-BRITANNIQUE

The Honourable/l'honorable David Zirnelt
Minister of Agriculture, Fisheries and Food/
Ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation
Co-Chair/Coprésident

The Honourable/l'honorable Moe Sihota
Minister of Environment, Lands and Parks/
Ministre de l'Environnement, des Terres et des Parcs

ONTARIO

The Honourable/l'honorable Howard Hampton
Minister of Natural Resources/Ministre des Richesses naturelles

QUÉBEC / QUEBEC

Monsieur/Mister Marcel Landry
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation/
Minister of Agriculture, Fisheries and Food

NOVA SCOTIA / NOUVELLE-ÉCOSSE

The Honourable/l'honorable Jim Barkhouse
Minister of Fisheries/Ministre des Pêches

NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

The Honourable/l'honorable Bernard Thériault
Minister of Fisheries and Aquaculture/
Ministre des Pêches et de l'Aquaculture

MANITOBA

The Honourable/l'honorable Albert Driedger
Minister of Natural Resources/Ministre des Ressources naturelles

PRINCE EDWARD ISLAND / ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

The Honourable/l'honorable Walter Bradley
Minister of Agriculture, Fisheries and Forestry/
Ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts

SASKATCHEWAN

The Honourable/l'honorable Bernhard H. Wiens
Minister of Environment and Resource Management/
Ministre de l'Environnement et de la Gestion des ressources

ALBERTA

The Honourable/l'honorable Ty Lund
Minister of Environmental Protection/
Ministre de la Protection de l'environnement

NEWFOUNDLAND / TERRE-NEUVE

The Honourable/l'honorable H.W. (Bud) Hulan
Minister of Fisheries, Food and Agriculture/
Ministre des Pêches, de l'Alimentation et de l'Agriculture

YUKON

No Minister in attendance / Aucun ministre présent

NORTHWEST TERRITORIES / TERRITOIRES DU NORD-OUEST

The Honourable/l'honorable Silas Arngna'naaq
Minister of Renewable Resources/
Ministre des Ressources renouvelables

Document: 830-525/005

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Final Report



National Safety Nets Consultation Committee

**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

**NATIONAL SAFETY NETS
CONSULTATION COMMITTEE**

FINAL REPORT

TO

FEDERAL/PROVINCIAL/TERRITORIAL

MINISTERS OF AGRICULTURE

DECEMBER 19, 1994

STATEMENT to MINISTERS FROM the NSNCC

1. As representatives of the NSNCC we are bringing forward our recommendations for income safety nets in response to the needs of the farming sector, keeping in mind the issues raised by Ministers in the July meeting. We appreciate this opportunity to deliver the results of our discussions.
2. The NSNCC studied the options which the Federal and Provincial Ministers asked to have considered as whole farm options and are making these recommendations based on consideration of the analysis of these options and discussions which were held during our meetings.
3. The NSNCC recommends that federal and provincial governments share with producers responsibilities for providing income stabilization, production risk insurance and income support. The safety net programming must achieve trade obligations, cause sound management decisions and treat producers fairly.

RECOMMENDATIONS FOR SAFETY NET DESIGN:

4. The BASE WHOLE FARM PROGRAM

- i The NSNCC recommends that NISA and/or VAISA be the base whole farm program, and that the program be progressively made available to all producers and commodities in Canada. The contribution level of the baseline program should be 1% provincial - 2% federal - 3% producer, based on eligible net sales or the equivalent in terms of value added. In an effort to ensure adequate funding, governments are encouraged to contribute a further 1% to a base whole farm program beginning in the 1995 tax year.*¹ *²

¹ The recommendation to make NISA and/or VAISA the Base Whole Farm Program is not an unanimous recommendation. The Provinces of New Brunswick and Quebec as well as the National Farmers' Union prefer a needs based approach, the Canada Cattlemen's Association has a national resolution that says that, at this time, they do not wish to participate in income safety net programs. The UPA is only interested in change if the new program is trade neutral.

² The Canadian Horticultural Council wants the fact that there is an enhanced level of funding, ie. 2-2-4, in place for the horticultural sector to be recognized and maintained.

5. QUESTIONS RAISED BY MINISTERS *³

- i The NSNCC recommends that beginning farmer initiatives be companion programming and outside of the base program.
- ii The issue of the three percent interest bonus could be resolved by making the producer contributions tax deductible.
- iii The NSNCC recommends that the annual contribution limit be increased to reflect the increase in contribution rate as well as the added commodities.
- iv The NSNCC recommends that the account caps be revisited with a view to lowering the amount of funds allowed in the accounts to address the concerns over large account balances.

6. CROP INSURANCE

The NSNCC recommends that a National Crop Insurance Program continue to be offered in all Provinces.

7. COMPANION PROGRAMS

- i The NSNCC recommends that Ministers agree that, from time to time, there will be the need for companion programs.
- ii Beyond the base whole farm program, there will be variations in the design and delivery of income support programs. The design of any such program must recognize our trade obligations and contribute to a level playing field within Canada.
- iii The NSNCC recommends that strict guidelines be developed and enforced between the federal and provincial governments to assure fairness in the distribution of federal dollars to the provinces.

³ The committee considered these issues and forwards these comments, however there is still a need for continued consideration of these program design features.

8. INDUSTRY DEVELOPMENT FUNDS

Where industry sectors determine that they do not wish to participate in income safety nets, the NSNCC recommends that Ministers consider ways and means by which fairness in the allocation of government funds could be achieved.

9. INCOME DISASTER

The whole farm income support program recommended above is designed to address expected variation in farm income. Additional measures will be needed in the event of unforeseen disasters. Continued dialogue is needed on the nature of the measures.

DOCUMENT: 830-525/005

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

Rapport Final



Comité consultatif national sur la Protection du revenu

**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

RAPPORT FINAL
DU COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL
SUR LA PROTECTION DU REVENU
AUX
MINISTRES FÉDÉRAL-PROVINCIAUX-TERRITORIAUX
DE L'AGRICULTURE

19 DÉCEMBRE 1994

DÉCLARATION DU COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL SUR LA PROTECTION DU REVENU AUX MINISTRES

1. En tant que représentants du Comité consultatif national sur la protection du revenu (CCNPR), nous vous présentons nos recommandations sur des programmes de protection du revenu adaptés aux besoins du secteur agricole, en gardant à l'esprit les questions soulevées à la réunion des ministres de juillet dernier. Nous vous sommes gré de cette occasion de communiquer les fruits de nos discussions.
2. À la demande des ministres fédéral et provinciaux, le CCNPR a étudié les options du protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole et présente ses recommandations fondées sur l'analyse de ces options et les discussions qui ont eu cours lors de ses réunions.
3. Le CCNPR recommande que les gouvernements fédéral et provinciaux partagent avec les producteurs la responsabilité de fournir des programmes de stabilisation du revenu, d'assurance contre les aléas de la production et de soutien du revenu. Ce programme de protection du revenu doit être compatible avec nos obligations commerciales, et permettre des décisions de gestion judicieuses et un traitement équitable des producteurs.

RECOMMANDATIONS SUR LA FORMULE DE PROTECTION DU REVENU

4. PROGRAMME DE BASE DE PROTECTION DU REVENU DE L'ENSEMBLE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE
 - (i) Le CCNPR recommande que le CSRN ou le CSRVA ou les deux constitue le programme de base de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole, et que le programme soit progressivement offert à tous les producteurs et pour tous les produits au Canada. Le niveau de contribution du programme de base devrait être le suivant : 1 p. 100 par les provinces, 2 p. 100 par le fédéral, 3 p. 100 par les producteurs, sur la base des ventes nettes admissibles ou de l'équivalent en valeur ajoutée. Dans un effort pour garantir un financement adéquat, les gouvernements sont encouragés à contribuer un autre 1 p. 100 au programme de base de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole à compter de l'année d'imposition 1995. *¹ *²

¹ La recommandation de faire du CSRN ou du CSRVA ou des deux le programme de base de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole n'est pas unanime. Les provinces du Nouveau-Brunswick et du Québec et le Syndicat national des cultivateurs préfèrent une formule fondée sur les besoins; la *Canadian Cattlemen's Association* a adopté une résolution nationale selon laquelle elle ne désire pas, pour le moment, participer à des programmes de protection du revenu. L'UPA est seulement intéressée au changement si le nouveau programme n'a pas d'incidence sur le commerce.

5. QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES MINISTRES *³

- (i) LE CCNPR recommande que les projets relatifs aux agriculteurs débutants viennent compléter le programme de base, mais en soient distincts.
- (ii) La question du boni d'intérêt de trois pour cent pourrait être réglée en rendant les contributions des producteurs déductibles d'impôt.
- (iii) Le CCNPR recommande que la limite de la contribution annuelle soit relevée afin de refléter l'accroissement du taux de contribution, de même que les produits ajoutés.
- (iv) Le CCNPR recommande que les plafonds des comptes soient réexaminés dans le but d'abaisser le montant des fonds admissibles dans les comptes et de régler la question des soldes importants dans les comptes.

6. ASSURANCE-RÉCOLTE

Le CCNPR recommande qu'un Programme national d'assurance-récolte continue d'être offert à toutes les provinces.

7. PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT

- (i) Le CCNPR recommande que les ministres conviennent de la nécessité, de temps à autre, de programmes d'accompagnement.
- (ii) Au-delà du programme de base de protection du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole, il y aura des différences dans la conception et l'exécution des programmes de soutien du revenu. La conception de tout programme du genre doit être compatible avec nos obligations commerciales et contribuer au principe de l'égalité des chances au Canada.

² Le Conseil canadien de l'horticulture souhaite un niveau de financement accru, soit la formule 2-2-4, afin que le secteur horticole soit reconnu et que son avenir soit assuré.

³ Le Comité a examiné ces questions et fournit ses commentaires; cependant, il faut poursuivre l'examen des caractéristiques du programme.

- (iii) Le CCNRP recommande d'élaborer des lignes directrices strictes que devraient suivre le fédéral et les provinces afin de garantir l'équité dans la distribution des dollars fédéraux aux provinces.

8. FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

Dans le cas où des branches de l'industrie expriment le désir de ne pas participer à des programmes de protection du revenu, le CCNPR recommande que les ministres envisagent des moyens d'en arriver à une distribution équitable des fonds gouvernementaux.

9. SOUTIEN DU REVENU EN CAS DE DÉSASTRE

Le programme de soutien du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole recommandé ici est conçu pour pallier des variations prévues du revenu agricole. D'autres mesures seront nécessaires dans le cas de désastres imprévus. Il faut donc poursuivre le dialogue sur la nature de ces mesures.

Document: 830-525/007

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

RECORD OF DECISION

“Safety Nets”



Conference

**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
DECEMBER 18-19, 1994
TORONTO, ONTARIO**

RECORD OF DECISION

" Safety Nets "

Date and Time: December 19, 1994, 4:41 pm

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
DECEMBER 18-19, 1994
TORONTO, ONTARIO**

RECORD OF DECISION

ISSUE: **Safety Nets**

MINISTERS AGREED TO :

1. Farm Income Protection Policy

Ministers agree that the evolution of safety net policy will conform to the objectives and principles agreed to in July of 1994 (Annex A).

a) Structure

Ministers reaffirm their support for a farm income protection policy that is based on three core components:

- Crop Insurance
- Whole Farm Income Stabilization Program
- Companion Programs

b) Priority Level and Program Mix

Ministers confirm that providing Canadian producers with an effective and equitable safety net system is a high priority. More specifically, Ministers agree to:

- Reaffirm safety nets as a priority for agriculture policy. Ministers also agree that, over time, a larger portion of the safety net budget should be allocated to the whole farm income stabilization component.
- Ministers agree to pursue national consistency in the overall safety net package, especially in the whole farm component. Ministers also agree that companion programs involving joint federal-provincial funding should not create trade or interprovincial equity problems.

c) Cost Sharing

Ministers agree that funding arrangements for the overall safety net system (Crop Insurance, Whole Farm Income Stabilization Program and Companion programs) will evolve towards a respective federal/provincial share of responsibility in the order of 60/40 percent. The federal Minister, in consultation with his provincial colleagues will develop a proposal to achieve an equitable allocation between provinces of federal funds for companion programs.

d) Control Measures/ Monitoring and Management Process

An approach will be developed to avoid and as necessary, to deal with potential international trade actions resulting from companion programs initiated by individual provinces or by the federal government for recommendation to Ministers by March 1, 1995.

Ministers decided that an MOU should be signed on the exchange of information for monitoring the interprovincial impacts of government measures.

2. Whole Farm Income Stabilization Program

Ministers agree that officials should bring forward possible names for a new whole farm stabilization program that would build on the NISA approach with the following modifications to make it trade neutral and cost effective:

i) General Availability

To further trade neutrality objectives, Ministers agree to the principle of comprehensive whole farm coverage under the program. Provincial Ministers will undertake to bring in any eligible commodities (all commodities except dairy, poultry and eggs) which are not already covered under NISA. The Federal Minister, and those Provincial Ministers wishing to do so, will undertake to meet with supply managed commodity representatives to reassess their willingness and the conditions under which they might wish to enter the whole farm program in the near future. The Federal Minister will report back to his provincial colleagues for final decision making.

ii) Level of Contributions

Beginning with the 1995 tax year and subject to finding appropriate funding arrangements, the level of support provided will be equivalent to the following percentages of eligible net sales, 1% provincial, 2% federal and 3% producer (comparable contribution rates under a Value Added approach will be 2%, 4% and 6%).

iii) Triggers / Order of Withdrawals

The intent of the GATT text in Annex 2 is that government funds would trigger under more severe market downturns and that producers would take more responsibility for less significant income shortfalls. It is necessary, therefore, to review the NISA contributions, triggering mechanism and the order in which funds can be withdrawn from individual accounts in terms of their consistency with the GATT green criteria.

Ministers agree that federal and provincial officials will develop recommendations for their consideration by

March 1, 1995, on these three aspects of the NISA design and on ways to allow their integration with companion programs (e.g., GATT-70).

iv) Basis for producers' deposits

Prepare options for consideration by Ministers by March 1, 1995, to allow provinces some flexibility to base producers' deposits on eligible net sales (ENS) and/or value added starting with the 1995 tax year.

v) Other Program Design Issues

Ministers agree that in conjunction with the increased funding, a reduction, limitation or elimination of the interest bonus will be considered together with an appropriate level for the annual limit on contributions and the cap on fund balances as long as these changes do not compromise the equity/trade neutrality, effectiveness and overall cost of the national whole farm income stabilization program. Proposals will be brought forward to Ministers by March 1, 1995, as part of the recommendations for changes for the 1995 tax year.

vi) Pace of Change

Consistent with their November 1992 decision, Ministers agree that until 1999, flexibility will be allowed to manage the transition to the whole farm income protection policy. In the interim period, provinces unable to move away from existing income support programs would still be entitled to equivalent federal contributions if they continue efforts to develop and establish a whole farm program. Progress will be reviewed annually in light of policy evolution and trade developments which could necessitate a re-assessment of the timetable for proceeding with the program changes.

3. Companion Programs

For the immediate future it was agreed that these could include:

- Whole farm approaches (such as NISA top ups, GATT-70)
- Commodity or sector specific support programs (such as GRIP, Saskatchewan sectoral program)
- ASRA
- GATT green development programs

In the longer term, Ministers agreed that any new program introduced before 1999 and all programs in place after 1999 would conform with the objectives and principles established for the Farm Safety Net Policy. There can be flexibility in the types of companion programs introduced.

It is also agreed that options for companion programs to deal with the concerns about beginning farmers and insufficient NISA account balances will be considered on a provincial basis.

Changes to existing cost-shared companion programs (including possible early termination of such programs) or additional companion programs will be negotiated between provinces and the federal government with other provinces being consulted in an open and transparent manner.

4. Further Actions

Ministers agree that the Deputy Ministers, in consultation with farm representatives, should establish a process to:

- 1) refine the core whole farm program by March 1, 1995;
- 2) develop control measures for companion programs by March 1, 1995; and
- 3) further evolve the safety net framework.

OBJECTIVES AND PRINCIPLES FOR SAFETY NETS

=> A TWO LAYERED APPROACH <=

FIRST LAYER: OBJECTIVE:

Overall objectives and principles that apply to the entire safety net system
Promote the long term viability and competitiveness of Canadian agriculture through a non distorting system of income stabilization and adaptation measures designed to help farmers manage risks and adjust to market signals.

PRINCIPLES:

- Equitable (Same level of protection for farmers from the federal government under similar circumstances over time).
- risk sharing
- responsive (timely benefits)
- administratively simple
- minimize vulnerability to trade action
- environmentally sustainable
- affordable
- minimal moral hazards

SECOND LAYER: Objectives and principles which would determine the acceptability of specific program initiatives within the safety net system

Policy Specific Objectives	Program Specific Principles	Examples of program components
1) Adjustment/adaptation Assistance Help with improving the competitiveness and profitability of the sector, (in order to reduce the need for stabilization and income support measures)	<ul style="list-style-type: none"> - flexible, sensitive to regional/prov. need - time limited - targeted - market oriented 	Transitional arrangements retirement programs structural adjustment cash flow financing, financial counselling, training, land set asides
2) Base Stabilization Measures a) Income stabilization Help producers stabilize their short term cash flow situation by providing a baseline level of income protection	<ul style="list-style-type: none"> - production / market neutral - relatively uniform for each farmer - individualized - income based - capped - available to all commodities 	whole farm program
b) Risk protection Provide production protection to farmers against losses caused by natural hazards such as drought, floods, hail, frost, excessive moisture and insects, and promote the use of publicly traded financial market instruments and derivative products for producers to reduce price risk associated with market volatility	<ul style="list-style-type: none"> - Sensitive to regional needs - actuarially sound - minimal moral hazard - subscribes to national standards 	Crop insurance risk management tools (hedging futures markets)

Policy Specific Objectives	Program Specific Principles	Examples of program components
<u>3) Measures to deal with major disasters</u> Provide temporary assistance when net revenues fall below a threshold because of unpredictable and uninsurable natural, market or policy events.	<ul style="list-style-type: none"> - integrated to the baseline program - systematic response - occasional - triggered by short lived, widespread, disasters - in line with protection provided under social safety nets. - related to total net farm and off-farm income 	Disaster/minimum income support
<u>4) Income Support Measures</u> Provide protection against abnormal fluctuations in producers' revenues	<ul style="list-style-type: none"> - revenue based - actuarially sound - administratively feasible - integrated to whole farm program - capped - in line with protection offered through social safety nets 	Companion Programs (Whole farm income insurance/ pooled insurance)

NEXT STEPS: Further develop the second layer principles into a operational set of criteria which can be used for the assessment of specific program proposals. _____

DOCUMENT: 830-525/007

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

RAPPORT DE DÉCISION

"Protection du revenu agricole"

Conférence



**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 18 ET 19 DÉCEMBRE 1994
TORONTO (ONTARIO)**

RAPPORT DE DÉCISION

" Protection du revenu agricole "

Date et heure: Le 19 décembre 1994, 16 h 41

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 18 ET 19 DÉCEMBRE
TORONTO (ONTARIO)**

RAPPORT DE DÉCISION

OBJET: Protection du revenu agricole

LES MINISTRES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT:

1. Politique de protection du revenu agricole

a) Structure

Les ministres conviennent que l'évolution de la politique de protection du revenu respectera les objectifs et les principes établis en juillet 1994 (annexe A).

Les ministres réitèrent leur appui à l'égard d'une politique de protection du revenu agricole fondée sur trois composantes clés :

- l'assurance-récolte.
- un programme de stabilisation du revenu global (revenu tiré de l'ensemble des activités de l'entreprise agricole).
- des programmes complémentaires.

b) Niveau de priorité et amalgame de programmes

Les ministres confirment l'urgence d'offrir aux producteurs canadiens un régime de protection du revenu efficace et équitable. Ils conviennent en particulier :

- de réitérer que la protection du revenu constitue une priorité de la politique agricole. Les ministres conviennent également d'affecter, avec le temps, une plus grande partie du budget de la protection du revenu au volet « stabilisation du revenu global de l'entreprise agricole ».
- de continuer de rechercher une application cohérente à l'échelle nationale de l'ensemble des mesures de protection, en particulier du volet « stabilisation du revenu global ». Les ministres conviennent aussi que les programmes complémentaires qui sont financés conjointement par le Fédéral et les Provinces ne doivent pas engendrer de problèmes pour le commerce ni en matière d'équité interprovinciale.

c) Partage des coûts

Selon les ministres, les ententes de financement de l'ensemble du régime de protection du revenu (assurance-récolte, programme de stabilisation du revenu global et programmes complémentaires) évolueront vers un partage des responsabilités à raison de 60 et de 40 p. 100 respectivement entre le gouvernement fédéral et les provinces. Le ministre fédéral préparera, en collaboration avec ses collègues provinciaux, une proposition permettant une affectation équitable des fonds fédéraux aux programmes complémentaires entre les provinces.

d) Mesures de contrôle / Vérification et gestion

Une approche sera élaborée pour éviter, et au besoin pour traiter les mesures commerciales internationales qui pourraient découler des programmes complémentaires lancés par une province donnée ou par le gouvernement fédéral. Cette approche sera soumise aux ministres d'ici le 1^{er} mars 1995 aux fins de recommandations.

Par ailleurs, les ministres ont décidé qu'il fallait signer un protocole d'entente sur l'échange d'information afin de surveiller les répercussions interprovinciales des mesures gouvernementales.

2) Programme de stabilisation du revenu global

Les ministres conviennent que les hauts fonctionnaires devraient proposer des noms pour un nouveau programme canadien de stabilisation du revenu global qui serait fondé sur l'approche du CSRN, avec les modifications qui suivent, afin d'assurer la neutralité commerciale et l'efficacité relative aux coûts dudit programme.

(i) Admissibilité générale

Pour mieux atteindre les objectifs de neutralité face au commerce international, les ministres conviennent du principe d'une couverture de l'ensemble de l'entreprise agricole en vertu du programme. De leur côté, les ministres provinciaux tenteront d'intégrer au programme tous les produits admissibles (sauf les produits laitiers, avicoles et ovicoles) qui ne sont pas encore couverts par le CSRN. À cette fin, le ministre fédéral et les ministres provinciaux qui le désirent, rencontreront les représentants des secteurs régis par la gestion de l'offre pour réévaluer leur position et les conditions dans lesquelles ceux-ci accepteraient d'adhérer au programme de protection du revenu global dans un avenir rapproché. Le ministre fédéral fera rapport à ses homologues provinciaux pour prendre une décision finale.

(ii) Niveau des contributions

À compter de l'année d'imposition de 1995 et à condition de trouver un mode de financement approprié, le niveau de soutien accordé sera équivalent aux pourcentages suivants des ventes nettes admissibles, soit 1, 2 et 3 p. 100 respectivement pour les provinces, le gouvernement fédéral et les producteurs. (Des taux de contribution comparables seraient établis à respectivement 2, 4 et 6 p. 100 pour la démarche à valeur ajoutée.)

(iii) Mécanismes de déclenchement / ordre de retrait

Selon l'esprit de l'accord du GATT à l'Annexe 2, l'aide gouvernementale ne serait déclenchée qu'en cas d'effondrement du marché et les producteurs devraient assumer une plus grande part de responsabilité dans le cas des pertes de revenu moins importantes. Il est nécessaire, par conséquent, d'examiner les contributions et les mécanismes de déclenchement du CSRN, de même que l'ordre dans lequel les fonds pourraient être retirés des comptes individuels afin que tout soit conforme aux critères vêts du GATT.

Les ministres ont demandé que les fonctionnaires fédéraux et provinciaux leur présentent, d'ici le 1^{er} mars 1995, des recommandations sur ces trois aspects de la conception du CSRN ainsi que sur les façons de les intégrer aux programmes complémentaires (ex.: GATT-70).

(iv) Base de dépôt des producteurs

Élaborer, pour l'examen des Ministres d'ici le 1^{er} mars 1995, des options visant à offrir aux provinces la possibilité de fonder les dépôts des producteurs sur les ventes nettes admissibles (VNA) et/ ou sur la valeur ajoutée, à partir de l'année d'imposition de 1995.

(v) Autres points concernant la conception du programme

Les ministres acceptent que conjointement à l'augmentation du financement, la réduction, la restriction ou l'élimination de la bonification d'intérêt soit envisagée concurremment avec un niveau approprié des plafonds annuels des contributions et le plafonnement des soldes. Toutefois, ces changements ne doivent pas compromettre l'équité, la neutralité commerciale, de même que l'efficacité et le coût total du programme national de stabilisation du revenu global. Les propositions seront présentées aux ministres d'ici le 1^{er} mars 1995 dans le cadre des recommandations de changements au CSRN pour l'année d'imposition 1995.

(vi) Rythme de progression des modifications

Selon la décision qu'ils ont prise en novembre 1992, les ministres conviennent que, jusqu'à 1999, il faudra faire preuve de souplesse pour gérer la transition vers une politique de protection du revenu global. Durant la période transitoire, les provinces qui ne peuvent s'éloigner des programmes actuels de soutien du revenu auront droit à des contributions fédérales similaires si elles continuent leurs efforts visant à élaborer et à mettre en oeuvre un programme de protection du revenu global. Ces progrès seront passés en revue annuellement à la lumière de l'évolution de la politique et du commerce international. Nous resterons ainsi à l'affût des changements qui pourraient nécessiter une réévaluation des échéanciers des modifications à apporter aux programmes.

3) Programmes complémentaires

Dans un avenir immédiat, il a été convenu que ces programmes pourraient inclure :

- des mesures de protection du revenu global (ex.: programmes complémentaires du CSRN, GATT-70),
- des programmes particuliers à des secteurs ou à des produits (RARB, programme sectoriel de la Saskatchewan),
- l'ASRA,
- des programmes de développement verts du GATT.

À long terme, les ministres ont convenu que tout nouveau programme instauré avant 1999 de même que tous les programmes en vigueur après 1999 devraient être conformes aux objectifs et aux principes établis pour la politique de protection du revenu agricole. Une certaine latitude est possible pour ce qui est des types de programmes complémentaires qui seront créés.

Il est aussi convenu que les options qui touchent les programmes complémentaires pour remédier aux inquiétudes à propos des agriculteurs débutants et des insuffisances des soldes du CSRN, seront considérées sur une base provinciale.

Les changements à apporter aux programmes complémentaires à coûts partagés, existants ou supplémentaires (y compris la terminaison possible, plus tôt que prévu, de tels programmes) feront l'objet de négociations entre chaque province et le gouvernement fédéral, les autres provinces étant aussi consultées pour que le processus demeure ouvert et transparent.

4) Processus de consultation

Les ministres conviennent que les sous-ministres, en consultation avec les représentants agricoles, devraient établir un processus pour :

- 1) raffiner le programme de protection du revenu global principal d'ici le 1^{er} mars 1995;
- 2) élaborer des mesures de vérification des programmes complémentaires d'ici le 1^{er} mars 1995; et
- 3) faire évoluer davantage la structure du régime de protection du revenu.

OBJECTIFS ET PRINCIPES DE PROTECTION DU REVENU

→ APPROCHE DE DEUX NIVEAUX →

Premier Niveau : Objectifs et principes généraux s'appliquant à l'ensemble du régime de protection du revenu

OBJECTIF : Promouvoir la viabilité et la compétitivité à long terme de l'agriculture canadienne par l'adoption d'un régime de stabilisation du revenu et de mesures d'adaptation qui ne perturberont pas le marché et qui seront conçus pour aider les agriculteurs à gérer les risques et à agir en fonction des signaux du marché.

PRINCIPES :

- Équité (même niveau d'aide fédérale pour tous les agriculteurs, et ce, dans des circonstances analogues au fil du temps)
- Partage des risques
- Intervention opportune (avantages opportuns)
- Gestion simple
- Vulnérabilité minimale aux mesures commerciales
- Respect de l'environnement
- Protection abordable
- Risque moral minimal

Deuxième Niveau : Objectifs et principes qui pourraient déterminer l'acceptabilité de mesures particulières du régime de protection du revenu.

Objectifs particuliers de la politique	Principes particuliers du programme	Exemples de constituants du programme
<u>1. Aide à la transition et à l'adaptation</u>		
Aide destinée à accroître la compétitivité et la rentabilité du secteur (afin de réduire le recours aux mesures de stabilisation et de protection du revenu).	<ul style="list-style-type: none"> - Souple, sensible aux besoins régionaux et provinciaux - de durée déterminée - ciblée - axée sur les marchés 	Mesures provisoires, programmes de retrait de l'agriculture, restructuration du secteur, accroissement des liquidités, consultations financières, formation, retrait de terres en culture
<u>2. Mesures de stabilisation de base</u>		
<u>a) Stabilisation du revenu</u>		
Aide offerte aux producteurs pour stabiliser leurs liquidités à court terme en leur assurant une protection de base.	<ul style="list-style-type: none"> - Sans incidence sur la production et sur le marché - relativement uniforme pour chaque producteur - personnalisée - fondée sur le revenu - plafonnée - couvrant tous les produits 	Programme global
<u>b) Protection contre les risques</u>		
Aide offerte aux producteurs pour les pertes causées par des fléaux naturels comme la sécheresse, les inondations, la grêle, le gel, les précipitations excessives et les insectes; favorise l'utilisation, par les producteurs, d'instruments du marché public des capitaux, ainsi que des produits dérivés, et la réduction subséquente des risques associés aux fluctuations des prix du marché.	<ul style="list-style-type: none"> - Sensible aux besoins régionaux - fiable sur le plan actuariel - risque moral minimal - conforme aux normes nationales 	Assurance-récolte Instruments de gestion des risques (instruments de couverture des marchés à terme)

Objectifs particuliers de la politique	Principes particuliers du programme	Exemples de constituants du programme
<u>3. Mesures d'urgence</u> Aide provisoire offerte aux agriculteurs quand le revenu net de ces derniers est inférieur à un seuil donné à cause de catastrophes naturelles, commerciales ou politiques imprévisibles et non assurables.	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrée au programme de base - opportune - occasionnelle - en cas de désastre à court terme et généralisé - tenant compte de l'aide fournie dans le cadre des programmes de sécurité sociale - liée au revenu net global, agricole et non agricole 	Désastre/revenu minimum garanti
<u>4. Protection du revenu</u> Aide contre les fluctuations anormales du revenu des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Fondée sur le revenu - fiable sur le plan actuariel - gérable - intégrée au programme global - plafonnée - tenant compte de l'aide offerte dans le cadre des programmes de sécurité sociale 	Programmes complémentaires (assurance-revenu global/assurance collective)

AUTRES ÉTAPES : Élaborer davantage les principes de deuxième niveau en une série opérationnelle de critères qui serviront à l'évaluation d'options particulières.

Document: 830-525/009

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

RECORD OF DECISION
“Sustainable Orderly Marketing”



Conference

TORONTO, Ontario
December 19, 1994

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
DECEMBER 18-19, 1994
TORONTO, ONTARIO**

RECORD OF DECISION

" SUSTAINABLE ORDERLY MARKETING "

Date and Time: December 19, 1994, 5:16 pm

**FEDERAL-PROVINCIAL AND TERRITORIAL
MINISTERS OF AGRICULTURE MEETING
DECEMBER 18-19, 1994
TORONTO, ONTARIO**

RECORD OF DECISION

ISSUE: Sustainable Orderly Marketing

MINISTERS, NOTING THAT A SEPARATE REPORT FROM THE TURKEY AD HOC REVIEW COMMITTEE WOULD BE SUBMITTED IN EARLY 1995, AGREED THAT:

Dairy :

1. Support be given to the consensus of the Negotiating Subcommittee that some form of pooling of returns is urgently required to enable the industry to meet Canada's international obligations and to maintain a national orderly marketing system: this recognizes that, at this stage, six provinces (P.E.I., New Brunswick, Nova Scotia, Quebec, Ontario, and Manitoba) favour pooling of returns on all milk within a timeframe to be negotiated; that B.C., Alberta and Saskatchewan favour the initial step of pooling special classes only, while not closing the door to broader based pooling in the context of further negotiations; and that Newfoundland, as a producer of fluid milk only and not being a signatory to the present Plan, is reserving its position.
2. The federal-provincial agreement and/or the *National Milk Marketing Plan* be amended, by March 31, 1995, so that none of the provisions of these agreements are inconsistent with GATT/NAFTA and could be used to the detriment of Canada's international trade interests. Such amendments would be made on technical grounds and without prejudice to the negotiating position of provinces within the CMSMC.
3. The Canadian Dairy Commission (CDC) be mandated, in consultation with Agriculture and Agri-Food Canada and the CMSMC, to develop and submit proposed amendments to the *Canadian Dairy Commission Act* to the federal Minister of Agriculture and Agri-Food by March 31, 1995. These legislative amendments would provide for national pooling of milk returns, through delegated administrative functions.
4. Provincial legislation or regulations be amended by August 1, 1995, as may be required to ensure GATT/NAFTA consistency.

5. The Negotiating Subcommittee of the CMSMC be encouraged, at its January 9 and 10, 1995 meeting in Toronto, to reach consensus on the extent of pooling that will be implemented by August 1, 1995 — after a considered assessment of the impact of pooling scenarios and a further assessment of trade risks and equity issues; this is on the understanding that this consensus will be acted upon by the CDC, as chair of the CMSMC, in coordination with the Negotiating Subcommittee delegations.
6. The CDC, as the chair of the CMSMC, by the end of January 1995, provide to Ministers a written report outlining:
 - the steps to be taken to implement the consensus on pooling;
 - the specific measures required at the federal and provincial levels to implement pooling by August 1, 1995;
 - the content and timetable for Subcommittee negotiations leading to broader based pooling;
 - the program design of an optional export program; and
 - a coordinated milk allocation system including revisions to surplus removal programs.
7. Encourage the Negotiating Sub-Committee to involve downstream stakeholders in the design of special programs.

It is clearly understood that any agreement will be made in the full respect of provincial jurisdiction. It was recognized in the Subcommittee's deliberations that even if there is harmonization of prices, there must be some flexibility to set prices within provinces.

Chicken :

1. In light of the fact that requesting immediate changes to the system as it is evolving would result in no agreement, and having noted the deep reservations of Nova Scotia and Newfoundland, provinces agree, without prejudice, that the system as reflected in the Agreement in Principle, be given a chance to work;
2. Noting certain reservations among some provinces about the experience to date under the Agreement in Principle, Ministers direct the CCMA to pursue the need for the introduction of additional safeguards and additional discipline to the system as a matter of priority, and to report to Ministers in this regard by March 1, 1995;
3. Ministers further direct the CCMA be asked to establish a Market Demand Committee, to operate strictly on an information basis, to foster a better information flow between stakeholders respecting the determination of market requirements and to ensure continued dialogue between stakeholders on means of enhancing partnerships;
4. The CCMA, in consultation with industry, be asked to develop an export policy in 1995;

5. A framework for amending the federal-provincial agreement be developed, by July 1995, including specific proposals on
 - Board of Director composition; and
 - the future role of COPF with means of enhancing the objectivity thereof.

Eggs :

1. CEMA be commissioned to conclude its discussions with industry and trade officials to establish a GATT consistent pooling and price discrimination framework for all its sales activities for implementation by January 1, 1995;
2. The federal Minister of Agriculture and Agri-Food be mandated to convene, early in the new year, a meeting of signatories to start the process of renewing the federal-provincial agreement and the egg marketing plan based on the provisions of the framework agreement submitted by the Egg Ad Hoc Review Committee on December 6, 1994; and
3. Provinces commit, in exercising their responsibilities on pricing, to continue maintaining pricing discipline between provinces to avoid the emergence of trade distorting practices and to limit consumer responsibility at the provincial level for the financing of industrial product removal, in keeping with the principle approved by Ministers in July of 1994.

Broiler Hatching Eggs :

1. before significant changes can be contemplated by CBHEMA and stakeholders at the national level and amendments can be made to the federal-provincial agreement, more progress needs to be made at the provincial level to develop acceptable arrangements between producers and hatcheries; and
2. signatories will meet to determine - once these discussions are concluded and the policy on the supplementary import access regime is established - the process that will be required to recommend changes to the federal-provincial agreement and the marketing plan.

Dispute Settlement Mechanisms :

1. The need to improve dispute settlement within the system be confirmed;
2. Priority must be given to review and amend the federal-provincial agreement and the marketing plan in each industry, to establish a renewed basis for the future of the industries;
3. Stakeholders in each commodity industry be asked to look at alternatives to improve dispute settlement with the existing legislative and institutional framework, with the

full involvement of private sector stakeholders, as the process of evolving new federal-provincial agreements progresses towards resolution; and

4. The principles to guide the review of dispute settlement mechanisms should include:
 - more independent and objective mechanism
 - cost minimization
 - efficiency
 - timely resolution of differences

Territorial Issues :

- The Northwest Territories Government be encouraged to continue discussions with provinces, in cooperation with the National Farm Products Council, to establish a level entry quota -- based on the methodology submitted -- and report to Ministers, through Council, by March 1, 1995, on the results of these discussions.

a:\orderly.eng

DOCUMENT: 830-525/009

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

RAPPORT DE DÉCISION

"Mise en marché ordonnée durable"



Conférence

TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 18 ET 19 DÉCEMBRE 1994
TORONTO (ONTARIO)

RAPPORT DE DÉCISION

" MISE EN MARCHÉ ORDONNÉE DURABLE "

Date et heure: Le 19 décembre 1994, 17 h 16

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
LES 18 ET 19 DÉCEMBRE 1994
TORONTO (ONTARIO)**

RAPPORT DE DÉCISION

OBJET: Mise en marché ordonnée

LES MINISTRES, AYANT NOTÉ QU'UN RAPPORT DISTINCT SERAIT PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL DU DINDON AU DÉBUT DE 1995, ONT CONVENU DE CE QUI SUIT:

Lait :

1. d'appuyer le consensus du Sous-comité de négociation selon lequel une certaine forme de mise en commun des revenus est requise instamment pour que l'industrie puisse honorer les obligations internationales du Canada et maintenir un système national de mise en marché ordonnée : à l'heure actuelle, six provinces (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Québec, Ontario et Manitoba) favorisent la mise en commun des revenus de tout le lait dans un délai à négocier; la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan appuient l'étape initiale de la mise en commun des classes spéciales seulement, tout en ne fermant pas porte à un élargissement de la base de cette mise en commun dans le contexte de futures négociations; et Terre-Neuve ne se prononce pas pour le moment, n'étant qu'un producteur de lait de consommation et n'étant pas signataire du Plan actuel.
2. de donner des directives pour que les amendements à l'entente fédérale-provinciale ou au Plan national de commercialisation du lait soient apportés, avant le 31 mars 1995, afin qu'aucune disposition ne soit incompatible avec le GATT ou l'ALÉNA et ne puisse être utilisée au détriment des intérêts commerciaux internationaux du Canada. De tels amendements auraient un fondement technique et seraient apportés sans préjudice à la position de négociation des provinces au sein du CCGAL;
3. de confier à la Commission canadienne du lait (CCL) le mandat, en consultation avec Agriculture et Agro-alimentaire Canada et avec le CCGAL, de développer et soumettre au Ministre fédéral, au plus tard le 31 mars 1995, des propositions d'amendements législatifs à la Loi sur la Commission canadienne du lait. Ces amendements législatifs permettraient la mise en commun des revenus du lait, par la délégation de fonctions administratives;

4. de modifier les législations et réglementations provinciales d'ici le 1^{er} août 1995, s'il y a lieu, pour assurer la conformité au GATT et à l'ALENA;
5. d'encourager le Sous-comité de négociation du CCGAL, à sa réunion des 9 et 10 janvier 1995, à Toronto, d'en arriver à un consensus sur la portée de la mise en commun qui sera en vigueur d'ici le 1^{er} août 1995, après une évaluation approfondie des répercussions des scénarios de mise en commun et une nouvelle évaluation des risques commerciaux et des questions d'équité. Il est entendu que ce consensus sera mis en oeuvre par la CCL, en tant que présidente du CCGAL, en collaboration avec les délégations du Sous-comité de négociation;
6. de demander à la CCL de fournir aux ministres, d'ici la fin de janvier 1995, un rapport écrit portant sur :
 - l'échéancier de mise en oeuvre du consensus sur la mise en commun;
 - les mesures spécifiques requises aux paliers fédéral et provincial pour l'application de la mise en commun d'ici le 1^{er} août 1995;
 - le contenu et l'échéancier des négociations du Sous-comité menant à une mise en commun sur une base élargie;
 - la conception d'un programme d'exportation facultatif, et
 - un système coordonné d'allocation du lait incluant les révisions des programmes de retrait des surplus; et
7. d'encourager le Sous-comité de négociation à faire participer les intervenants en aval à la conception des programmes spéciaux.

Il est clairement entendu que toute entente conclue sera tout à fait conforme aux compétences provinciales. Selon les délibérations du Sous-comité, même avec l'harmonisation des prix, il doit y avoir une certaine flexibilité pour l'établissement des prix dans les provinces.

Poulet :

1. compte tenu du fait que réclamer des changements immédiats au système alors qu'il est en évolution éliminerait toute possibilité d'entente, et ayant noté les préoccupations substantielles de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, les provinces conviennent sans préjudice que le système décrit dans l'accord de principe ait la chance de faire ses preuves;
2. vu les réserves formulées par certaines provinces au sujet de l'expérience à ce jour en vertu de l'accord en principe, de donner à l'OCCP la directive de poursuivre en priorité la nécessité d'introduire des sauvegardes et des disciplines additionnelles dans le système et de faire rapport aux ministres d'ici le 1^{er} mars 1995;
3. de donner à l'OCCP la directive de créer un comité de la demande, strictement chargé de présenter de l'information, pour assurer l'échange de meilleures données entre les

intervenants au sujet de la détermination des besoins du marché et pour garantir un dialogue constant entre intervenants sur les moyens d'améliorer le partenariat:

4. de demander à l'OCCP d'élaborer, de concert avec l'industrie, une politique relative aux exportations en 1995; et
5. de réclamer un cadre de modification de l'entente fédérale-provinciale, d'ici juillet 1995, incluant des propositions précises sur
 - la composition du conseil d'administration, et
 - le rôle futur de la formule des coûts de production avec des mécanismes permettant d'en améliorer l'objectivité.

Oeufs de consommation :

1. de demander à l'OCCO de conclure ses discussions avec l'industrie et les agents responsables du commerce extérieur afin d'établir, pour toutes ses activités de vente, un cadre de mise en commun des recettes et de différenciation des prix compatible avec le GATT, pour mise en oeuvre à compter du 1^{er} janvier 1995;
2. de confier au ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire le mandat de convoquer, au tout début de la prochaine année, une réunion des signataires pour mettre en branle le processus de révision du plan de commercialisation des oeufs sur la base de l'entente cadre soumise le 6 décembre dernier par le Comité d'examen du secteur des oeufs; et
3. de confirmer que les provinces s'engagent, dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de fixation des prix, de continuer à maintenir la discipline entre les provinces pour éviter l'apparition de pratiques perturbatrices du marché et de limiter, à l'échelle provinciale, la responsabilité des consommateurs en matière de financement de l'écoulement des excédents d'oeufs de transformation, conformément au principe approuvé par les ministres en juillet 1994.

Oeufs d'incubation :

1. Avant que l'OCCOIPC et ses divers partenaires puissent envisager d'apporter des changements importants à l'échelle nationale et de modifier l'entente fédérale-provinciale, des progrès supplémentaires sont nécessaires au palier provincial pour en arriver à des arrangements acceptables entre les producteurs et les couvoirs;
2. Une fois terminées les discussions en cours et établie une politique quant au régime d'accès aux importations supplémentaires, les signataires de l'entente se réuniront pour déterminer le processus à suivre pour recommander des changements à l'entente fédérale-provinciale et au plan de commercialisation.

Mécanismes de règlement des différends

1. de confirmer la nécessité d'améliorer le règlement des différends dans le système;
2. de souligner à nouveau qu'il faut accorder la priorité à l'examen et à la modification de l'accord fédéral-provincial et du plan de commercialisation dans chaque industrie, de façon à préparer l'avenir de ces industries sur de nouvelles assises;
3. de demander aux intervenants de chaque industrie d'examiner, de concert avec tous les partenaires du secteur privé, des solutions de rechange pour améliorer le règlement des différends dans le cadre législatif et institutionnel actuel, à mesure qu'avance le processus de conclusion de nouveaux accords fédéraux-provinciaux;
4. de s'accorder pour dire que l'examen des mécanismes de règlement des différends doit tenir compte des principes suivants :
 - établir un mécanisme plus indépendant et plus objectif,
 - réduire les coûts au minimum,
 - assurer l'efficacité,
 - régler les différends dans des délais acceptables.

Participation des territoires

- d'encourager le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à poursuivre ses discussions avec les provinces, en collaboration avec le Conseil national des produits agricoles, pour établir un niveau de contingentement d'entrée – en se fondant sur la méthodologie soumise – et de faire rapport aux ministres sur le résultat de ces discussions, par l'entremise du Conseil, d'ici le 1^{er} mars 1995.

Document: 830-525/010

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**Final Report on the Implementation
of Sustainable Orderly Marketing
Systems in the Canadian Dairy,
Poultry and Egg Industries**

**Rapport final sur l'établissement
de systèmes de mise en marché
ordonnée durables dans les
industries laitière, avicole
et ovocole du Canada**



**Federal-Provincial Task Force
on Orderly Marketing**

**Groupe de travail fédéral-provincial
sur la mise en marché ordonnée**

**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

December 9, 1994

The Honourable Ralph Goodale
Chairman
Federal-Provincial Committee of Ministers
of Agriculture and Agri-Food
Room 175, East Block
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0C5

Dear Minister,

The Federal-Provincial Task Force on Orderly Marketing is pleased to submit, pursuant to the direction provided by the Federal-Provincial-Territorial Ministers of Agriculture and Agri-Food at their July 4 to 6 meeting held in Winnipeg, a final report on the progress achieved by the dairy, chicken, egg and broiler hatching egg industries in defining a new framework for sustainable orderly marketing, as well as on the proposal to establish a dispute settlement mechanism in the poultry and egg sectors. A separate report will be made in the spring of 1995 by the Ad Hoc Review Committee on Turkey, through the Chairman of the Task Force, in keeping with the direction provided in paragraph 1. b) of the July record of decision on sustainable orderly marketing.

At their December 19 Toronto meeting, Ministers will be asked to approve the recommendations made by the Ad Hoc Review Committees (AHRC), which are submitted in the summary of committee recommendations appended to this report. Also included in this document are reports - from the dairy, chicken, egg, broiler hatching egg and dispute settlement mechanism AHRCs - which define the issues to be addressed and the considerations taken into account by each group in reaching conclusions, thereby providing the context leading to committee recommendations.

In reviewing these recommendations, Ministers may wish to take into consideration the views of the Task Force in relation to each of the sectors. These observations are based on our assessment of the evolution of the situation through reading the reports and proceedings from the AHRCs, from discussions with industry representatives in relation to the work of the committees over the past months and on our own experience in and with the industries. We feel obligated, in reporting to the ministers, to provide our collective assessment of each industry's progress in adapting to the new environment and to suggest possible avenues for furthering the work that needs to be done. This is designed to assist Ministers in their discussion of difficult issues. In providing these observations, it is not our intention to make formal recommendations and to substitute our views to those of the stakeholder groups. In that regard, Ministers will note that the decision documents submitted to Ministers to guide their deliberations reflect the recommendations as agreed to within the AHRCs.

As a first general observation, it should be acknowledged that from the outset, each industry was tasked to define its own future. Consequently, the solutions arrived at vary between each sector depending on its circumstances; symmetry is not possible, nor is it desirable, if Canada is to maintain national systems in the supply managed sectors.

DAIRY

Based on the direction provided by Ministers, the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) considered, at its October 4 to 6 meeting, a report from the Dairy Industry Strategic Planning Committee (DISPC) which essentially recommends that national price discrimination be endorsed as the only viable option to continue current programs designed to export to the U.S. and maintain domestic markets facing import competition, and that the preferable method of sharing returns from price discrimination at the national level that is equitable and GATT acceptable is price pooling of all milk classes. The CMSMC struck a Negotiating Sub-Committee (NSC) - involving producers, processors and the milk marketing boards from each province - to determine how, under what conditions and in what timeframe, progress can be achieved to implement these policy directions.

In the view of the Task Force, the DISPC recommendations represent a sound basis on which to base the negotiations of the NSC to prepare for the future.

There clearly is a high degree of urgency to make decisions. Any form of pooling will require - by August 1, 1995 - enabling federal legislation, as well as administrative changes to ensure harmonization between provinces on such issues as milk classification and pricing, the establishment of a milk component pricing system and a national system for over quota declarations, in order to effect equitable pooling arrangements. It may also be necessary to amend the milk marketing plan. It is therefore important for Ministers to confirm the recommendations submitted and provide the Negotiating Sub-Committee with a strong mandate to ensure that the formal approval processes to effect changes by August 1, 1995 are streamlined and allow for changes to be actually implemented by the established deadline. A commitment by Ministers at the December meeting to enact the required changes, based on the agreements reached within the NSC, is critical to ensure that the system will be GATT compatible in a timely fashion. Failure to implement whatever changes may be required could result in the loss of markets and in negative impacts on the ability of the system to service the vital needs of further processors who require timely policies on which to base their business decisions.

As Ministers are aware, there are divisions within the NSC on one fundamental issue which is the key to achieving progress in changing the system: the extent of pooling by August 1, 1995. The ultimate resolution of this issue cannot be made by the Task Force. A solution can only be found through an industry consensus in the NSC, as ratified by Ministers.

Without prejudging the outcome of the NSC process and ministerial decisions, but considering the urgency of achieving agreement, Ministers and stakeholders may wish to consider the following observations in the process of intensive negotiations now underway:

1. We were struck, in reviewing the advice provided to the NSC by government trade officials and by independent specialized consultants in the field, that the prevailing expert view is that the broader the pooling arrangement, the less a trade challenge is likely to be successful; we also reviewed the potential consequences of not selecting the appropriate basis for starting the pooling process. We would urge Ministers and stakeholders in the NSC to seriously weigh the trade implications of any solution ultimately arrived at in the short term, for the maintenance of the integrity of a national system. Based on the advice available, we are concerned about selecting a limited base for pooling. In our view, it will be important - while working towards the broadest possible basis for the pooling of returns - to clearly identify the other issues that need to be negotiated and resolved before pooling of returns on all milk is implemented. This might ensure progress towards that goal without, in the final analysis, weakening the negotiating position of any province.
2. It is also important to confirm the stated policy of the Canadian Dairy Commission (CDC), as chair of the NSC, that pooling will be affected through mechanisms that respect provincial jurisdiction.
3. It will be critical, in implementing solutions by August 1, 1995, that conditions are created whereby competitive special programs for dairy ingredients and exports are not only continued but expanded, in order to ensure that users of these programs have access to the dairy products they require; involvement of downstream stakeholders in the design of these programs should be assured.

CHICKEN

In July, Ministers directed the Canadian Chicken Marketing Agency (CCMA) to reach a national consensus by August 12, within the producer community, on an allocation and pricing agreement. This deadline has been met and since then, CCMA is working to further evolve the agreement in directions that will enable the continuation of a national chicken marketing system. The attached report from the Chicken AHRC, incorporating the input of all stakeholders and provinces on the committee, outlines the major features of the system and includes recommendations that are supported by the Task Force, recognizing that further work needs to be done. A separate report submitted by Newfoundland and Nova Scotia producer boards is also included in this document.

When Ministers meet, on December 19, an update will be provided on the CCMA discussions respecting the status of the Memorandum of Understanding between CCMA and

provincial producers boards which is scheduled for ratification by December 15, as well as on the consultations held by the Livestock Feed Bureau on the issue of feed freight assistance.

In recommending to Ministers approval of the AHRC recommendations, the Task Force is mindful of the fact that there is concern about the agreement in many quarters. For instance, the separate report from Newfoundland and Nova Scotia producers asks "to impose the disciplines of Article XI on the chicken industry" and "mandate a transitional period from the old to the new utilizing the six year timeframe until the next round of the GATT". These views and those expressed by others in the extensive discussions and negotiations of the past months reflect the fact that implementation of the agreement in principle represents a significant change from the supply management system that was originally established. However, the Task Force acknowledges that forcing substantive changes to the system at this stage would, as noted in the first recommendation, "result in no agreement" and possibly no national system. It is also encouraged by the ongoing discussions within CCMA to address the issue of the safeguards required to address the concerns expressed by a number of provinces.

In light of the magnitude of the changes that are happening in the industry, it is important to accept the fact that it is not possible to resolve all the issues simultaneously and that priorities must be set. The current focus on defining safeguards, while at the same time deciding on production levels for 1995, clearly is the first order of business. The Task Force urges the CCMA to resolve the outstanding questions related to additional discipline to the system early in 1995, with the involvement of other stakeholders, in order to ensure the sustainability of a national system.

Having dealt with this priority issue, it will be important to focus on improving coordination between stakeholders and refining a common vision for the future. Improved dialogue and coordinated action between stakeholders is the only way of ensuring, in the longer term, that all market needs will be met consistently and predictably. Ongoing dialogue between producers and downstream stakeholders is also necessary on key issues such as the early development of an export policy and the development of measures to assure - within a continued growth orientation - the predictability of supply. In the view of the Task Force, a first step in that direction will be to implement the recommendation on the Market Demand Committee.

There are two key outstanding issues between producers and downstream stakeholders identified in the recommendations: the composition of the Board of Directors of CCMA and the future role of and the responsibility for the Cost of Production Formula (COPF).

With respect to the former, the Task Force acknowledges that there are different and at this stage irreconcilable views on the composition of the Board and notes that changes to the Board require an amendment to the Agency proclamation. Ministers may not be in a position to provide specific direction on this question, as suggested in the committee report,

as their discussion may focus on other elements of the report. Should this be the case, we would urge that this issue be reconsidered in the context of the renegotiation of the Federal-Provincial Agreement along with amendments to the proclamation, based on an assessment of the evolving role of the Board after one year of operation under the new system.

There is general agreement that the COPF should be maintained and should serve as a guideline. However, the Task Force notes that downstream stakeholders, in light of the use of the national COPF in provincial pricing, have significant concerns with respect to the ownership of the national COPF by producers and the methodology used. It should be noted that the egg industry has suggested further consideration of a proposal to establish a panel of experts to determine what is a fair return before a new COP survey is undertaken. As a first step towards resolving this contentious issue, the Task Force encourages provincial authorities to consider downstream stakeholder concerns in the application of the national COPF in provincial pricing.

In the view of the Task Force, the last recommendation of the Chicken AHRC could be clarified. The CCMA should be directed to report to the federal Minister of Agriculture and Agri-Food and his colleagues, after the first annual review or earlier as required, on the progress achieved in further developing the agreement in principle. This will enable the CCMA to focus immediate attention on the priority of improving the pricing and allocation system in the area of additional discipline and to work with other stakeholders on the export policy and the Market Demand Committee concept. Based on stakeholder and government feedback to this CCMA report, the federal minister would develop a proposal, for consideration and approval by Canada's ministers of Agriculture and Agri-Food, on the process (including the participation of downstream stakeholders) and the timing for renegotiating the federal-provincial agreement and the marketing plan. In this process, the issues of board composition and COPF would be further reconsidered.

EGGS

At a special meeting of the Egg AHRC on December 6, consensus was reached between producers and other stakeholders on a framework agreement that should guide the development of a new five year federal-provincial agreement for the egg industry. The major features of this agreement are outlined in the committee report.

Ministers may wish to note that, in the view of the Task Force, this agreement responds to the ministerial direction provided in July in the sense that it limits consumer responsibility at the national level to finance industrial product sales - as well as for administration and promotion purposes - to a maximum of 12.5¢ per dozen over five years, stabilizes the market by assuring production at COP at 1994 levels in all provinces and allows for production at competitive prices over that base.

The Task Force is encouraged by adoption of the concepts of: capping consumer responsibility at the national level; providing market stability to support industry growth and investment towards international competitive standards; allowing additional industrial production at market price over the base to support competitive market expansion; and involving upstream and downstream stakeholders in the CEMA Board to support partnerships in the industry. These all constitute significant improvements over the current system.

In the context of implementing the agreement, it will be important for provinces - in exercising their responsibility in pricing - to continue maintaining pricing discipline between provinces to avoid the emergence of trade distorting practices and to limit consumer responsibility at the provincial level for the financing of industrial product removal, in keeping with the principle approved by Ministers in July.

With respect to ensuring the GATT consistency of CEMA programming by January 1, 1995, Ministers will note that discussions involving CEMA, industry and trade officials are well advanced and should lead to the implementation of acceptable and timely arrangements.

In line with the recommendations made by the Committee, the Task Force suggests that Ministers may wish to request the federal Minister of Agriculture and Agri-Food to convene a meeting of signatories to start the process of renewing the federal-provincial agreement. Ministers may also wish to ensure that the National Farm Products Council takes due consideration of their decision in its review of the levy order now before Council.

BROILER HATCHING EGGS

In reviewing the committee report, Ministers will note that progress in adapting the national allocation system is contingent on two issues.

At the federal level, it will be important to determine the precise modalities of the supplementary access regime and to determine whether, and if yes at what level, tariffs may be applied on supplemental imports. This issue is being addressed by the Department of Foreign Affairs and International Trade through the advisory process established to implement the World Trade Organization legislation. At the provincial level, particularly in Alberta and British Columbia, progress is required in discussions between provincial authorities, producers and hatcheries on the contractual arrangements or undertakings that could be established provincially with respect to meeting production commitments.

The Task Force would suggest that, in order to progress towards a renewal of the federal-provincial agreement and the marketing plan, a proactive approach be taken in both these areas to ensure that the national system administered by the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency (CBHEMA) does not come under increasing stress.

DISPUTE SETTLEMENT MECHANISM

The Task Force fully supports the conclusions reached by the Dispute Settlement Mechanism AHRC on the need to improve dispute settlement within the poultry and egg sectors. As noted in the committee report, priority must however be given to review and amend the federal-provincial agreement and the marketing plan in each industry. Changes agreed to in that context may influence the scope and the nature of the mechanisms that would be appropriate in each of the sectors.

This issue will be further reviewed in the context of the work of the Turkey AHRC and in the renegotiation of the federal-provincial agreement for the egg sector. The solutions developed for these two industries may assist in devising approaches for the chicken and the broiler hatching egg industries, when they are at the stage of proposing specific amendments to their federal-provincial agreement and marketing plan.

CONCLUSION

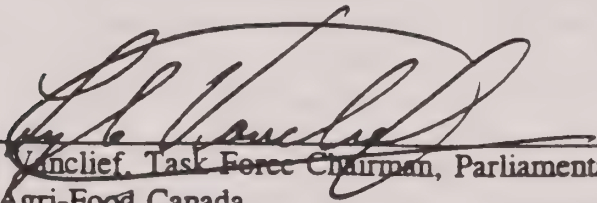
When the Task Force was originally established, the major priority of Ministers was to ensure that each of the sectors would be ready to operate under the new trade rules by 1995. With respect to the dairy industry, we are confident that the Negotiation Sub-Committee of the CMSMC will develop arrangements that can be implemented by the beginning of the next dairy year. Similarly, the egg industry is expected to change its programming by January 1, 1995 to be in compliance with the GATT.

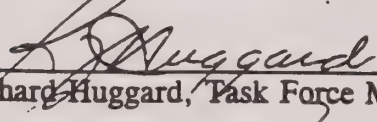
The second challenge was for each industry to determine collectively how it would operate domestically, under a tariffication regime. Progress towards that goal is unequal but we are confident that in the course of 1995, each industry will successfully address the challenge.

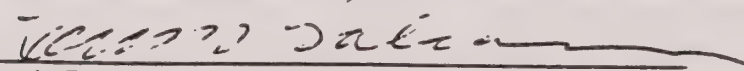
Implementation of the GATT agreement provides a window of six years to prepare for the likely realities of less protection, lower tariffs and increased competition. There must be a focus on the longer term, not just the next five years. It is quite understandable that there is resistance in adapting the systems that have been in place essentially unchanged for the last quarter of a century. The adaptation process begun by the industries is just starting. More interaction between producers with upstream and downstream stakeholders is essential as the success of one group is totally dependant on the success of the others. Trust between the participants is still lacking. Power, benefits and risks must increasingly be shared by all industry participants working together for the best interest of the industries as a whole. There must be an increasing realization that the survival and growth of the supply managed industries is a shared responsibility. Some progress is being made in that general direction but much more remains to be done. Translating these concluding remarks into reality is the major challenge facing industry participants. We hope that increasing attention will be given

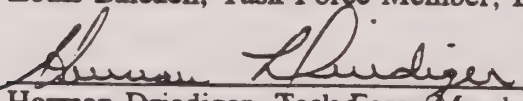
by the industries to addressing the challenge of working together towards shared objectives, well in advance of the turn of the century.

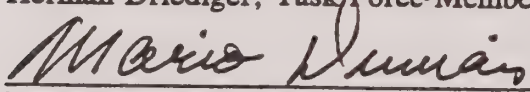
Respectfully submitted,

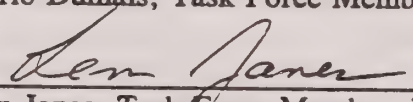

Lyle Vanclief, Task Force Chairman, Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture and Agri-Food Canada


Richard Huggard, Task Force Member, Nova Scotia


Louis Balcaen, Task Force Member, Dairy producer


Herman Driediger, Task Force Member, Poultry producer


Mario Dumais, Task Force Member, General Secretary - Coopérative fédérée de Québec


Lem Janes, Task Force Member, President, Janes Family Foods

SUMMARY OF RECOMMENDATIONS MADE BY THE AD HOC REVIEW COMMITTEES

In fulfilment of the directions given by Canada's Federal-Provincial-Territorial Ministers of Agriculture and Agri-Food at their July meeting in Winnipeg, the Task Force on Orderly Marketing respectfully submits for the Ministers' consideration the following summary of the recommendations reached by the Ad Hoc Review Committees struck for the dairy, chicken, eggs and broiler hatching egg industries, and the dispute settlement mechanism.

A separate report will be made in the spring of 1995 by the Ad Hoc Review Committee on Turkey, through the Chairman of the Task Force.

DAIRY:

It is recommended that Ministers:

1. *support the consensus of the Negotiating Subcommittee that some form of pooling of returns is urgently required to enable the industry to meet Canada's international obligations and to maintain a national orderly marketing system: this recognizes that, at this stage, six provinces (P.E.I., New Brunswick, Nova Scotia, Québec, Ontario, and Manitoba) favour pooling of returns on all milk within a timeframe to be negotiated; that BC., Alberta and Saskatchewan favour the initial step of pooling special classes only, while not closing the door to broader based pooling in the context of further negotiations; and that Newfoundland, as a producer of fluid milk only and not being a signatory to the present Plan, is reserving its position;*
2. *direct that the federal-provincial agreement and/or of the National Milk Marketing Plan be amended, by March 31, 1995, so that none of the provisions of these agreements are inconsistent with GATT/NAFTA and could be used to the detriment of Canada's international trade interests. Such amendments would be made on technical grounds and without prejudice to the negotiating position of provinces within the CMSMC;*
3. *mandate the Canadian Dairy Commission (CDC) , in consultation with Agriculture and Agri-Food Canada and the CMSMC, to develop and submit proposed amendments to the Canadian Dairy Commission Act to the federal Minister of Agriculture and Agri-Food by March 31, 1995. These legislative amendments would provide for national pooling of milk returns, through delegated administrative functions;*

4. *undertake to amend provincial legislation or regulations by August 1, 1995, as may be required to ensure GATT/NAFTA consistency;*
5. *mandate the Negotiating Subcommittee of the CMSMC, at its January 9 and 10, 1995 meeting in Toronto, to reach consensus on the extent of pooling that will be implemented by August 1, 1995 - after a considered assessment of the impact of pooling scenarios and a further assessment of trade risks and equity issues; this is on the understanding that this consensus will be acted upon by the CDC, as chair of the CMSMC, in coordination with the Negotiating Subcommittee delegations; and*
6. *request the CDC, by the end of January 1995, to provide to Ministers a written report outlining:*
 - the steps to be taken to implement the consensus on pooling,*
 - the specific measures required at the federal and provincial levels to implement pooling by August 1, 1995;*
 - the content and timetable for Subcommittee negotiations leading to broader based pooling;*
 - the program design of an optional export program; and*
 - a coordinated milk allocation system including revisions to surplus removal programs.*

It is clearly understood that any agreement will be made in the full respect of provincial jurisdiction. It was recognized in the Subcommittee's deliberations that even if there is harmonization of prices, there must be some flexibility to set prices within provinces.

Additional considerations

The Subcommittee also wishes to express particular concern over the Canadian-American discussions, which are due to begin early in 1995, regarding certain trade disputes. All possible steps must be taken at the federal level to preserve the interests of the Canadian dairy industry.

The Subcommittee wishes to remind Ministers that it maintains the position which was unanimously supported by dairy industry representatives concerning the granting of import quotas.

The Subcommittee requests that the federal-provincial ministers fully support the industry initiative to develop the Canadian Dairy Code with the full cooperation of producers, processors and the federal and provincial governments. The CMSMC Negotiating Subcommittee considers the harmonization of standards across the country as an essential element of the current dairy restructuring.

CHICKEN

It is recommended that Ministers:

1. *In light of the fact that requesting immediate changes to the system as it is evolving would result in no agreement, provinces should agree that the system as reflected in the Agreement in Principle, be given a chance to work;*
2. *ask the CCMA to consider the need for the introduction of additional safeguards and additional discipline to the system by the 1995 annual review or earlier if warranted;*
3. *ask the CCMA to establish a Market Demand Committee, to operate strictly on an information basis, to foster a better information flow between stakeholders respecting the determination of market requirements and to ensure continued dialogue between stakeholders on means of enhancing partnerships;*
4. *ask the CCMA, in consultation with industry, to develop an export policy in 1995; and*
5. *request a framework for amending the federal-provincial agreement, by July 1995, including specific proposals on*
 - . Board of Director composition; and*
 - . the future role of COPF with means of enhancing the objectivity thereof.*

EGGS

It is recommended that Ministers:

1. *commission CEMA to conclude its discussions with industry and trade officials to establish a GATT consistent pooling and price discrimination framework for all its sales activities for implementation by January 1, 1995; and*
2. *mandate the federal Minister of Agriculture and Agri-Food to convene, early in the new year, a meeting of signatories to start the process of renewing the federal-provincial agreement and the egg marketing plan based on the provisions of the framework agreement submitted by the Egg Ad Hoc Review Committee on December 6, 1994.*

BROILER HATCHING EGGS

It is recommended that Ministers note that:

- 1. before significant changes can be contemplated by CBHEMA and stakeholders at the national level and amendments can be made to the federal-provincial agreement, more progress needs to be made at the provincial level to develop acceptable arrangements between producers and hatcheries; and*
- 2. signatories will meet to determine - once these discussions are concluded and the policy on the supplementary import access regime is established - the process that will be required to recommend changes to the federal-provincial agreement and the marketing plan.*

DISPUTE SETTLEMENT MECHANISM

It is recommended that Ministers:

- 1. confirm the need to improve dispute settlement within the system;*
- 2. reiterate that priority must be given to review and amend the federal-provincial agreement and the marketing plan in each industry, to establish a renewed basis for the future of the industries;*
- 3. ask the stakeholders in each commodity industry to look at alternatives to improve dispute settlement with the existing legislative and institutional framework, with the full involvement of private sector stakeholders, as the process of evolving new federal-provincial agreements progresses towards resolution; and*
- 4. agree that the principles to guide the review of dispute settlement mechanisms should include:*
 - more independent and objective mechanism*
 - cost minimization*
 - efficiency*
 - timely resolution of differences.*

REPORTS OF THE AD HOC REVIEW COMMITTEES

	PAGE
Negotiating Subcommittee of the Canadian Milk Supply Management Committee	15
Chicken Ad Hoc Review Committee	20
Egg Ad Hoc Review Committee	58
Broiler Hatching Egg Ad Hoc Review Committee	71
Dispute Settlement Mechanism Ad Hoc Review Committee	75

*REPORT FROM THE
NEGOTIATING
SUBCOMMITTEE OF THE
CANADIAN MILK SUPPLY
MANAGEMENT
COMMITTEE*

REPORT FROM THE NEGOTIATING SUBCOMMITTEE OF THE CANADIAN MILK SUPPLY MANAGEMENT COMMITTEE (CMSMC)

ISSUES

- By August 1, 1995, Canada must meet export subsidy reduction commitments and ensure that no export subsidy as defined under section 9 (1) of the Agreement on Agriculture is applied to milk and processed products shipped to the United States.
- At a minimum, there is a need to ensure — at both the federal and provincial levels — that legislation, regulations and programs are GATT and NAFTA consistent.

CONSIDERATIONS

In June 1994, the CMSMC provided Ministers with a Progress Report which they considered during their July 4-6 meeting. Ministers directed that the Dairy Industry Strategic Planning Committee (DISPC) undertake an analysis of the benefits and disadvantages of all alternatives, including pooling of returns.

In order to seek provinces' views on alternatives available, the DISPC held hearings in Saskatoon on July 14, 1994. Two alternative approaches were tabled by P.E.I. and Alberta representatives at that time, and participants agreed on the analysis required to measure the impact of the implementation of each alternative. This analysis was undertaken and incorporated in the final DISPC Report which was presented to the CMSMC at its October 4-6, 1994 meeting.

In brief, the DISPC recommended endorsement of price discrimination as a mechanism to allow exporters to remain competitive in the U.S. markets without the use of levies; the implementation of pooling of market returns of all milk classes; and development of coordinated allocation mechanisms to facilitate processor access to all Canadian milk supplies across the country. Following this presentation, the CMSMC formed a special Subcommittee to negotiate the many issues which emerged from the discussions on the DISPC recommendations.

This Negotiating Subcommittee is composed of four-person delegations from every province, including Newfoundland. Each delegation is formed of two spokespersons and up to two advisors. The National Dairy Council of Canada, Dairy Farmers of Canada, the Consumers Association of Canada and the Secretary of the Task Force on Orderly Marketing have observer status. This Negotiating Subcommittee has met on five occasions during the months of October, November and December.

Because of the definitions within the GATT relating to subsidies which are referred to in NAFTA, the industry may not use levies to finance export assistance on dairy products

moving into the U.S. market. The industry must also abide by the restraints on volume and dollars agreed to at GATT with respect to subsidized exports.

On the other hand, exports must continue to the United States if much of Canada's further processing sector is to survive. In addition, the industry needs to export in order to buffer domestic supplies and to maintain production levels in order to remain competitive.

Domestic ingredient programs operated by the CDC (rebates to further processors) also could be challenged under GATT and their status would be clarified by using price discrimination to supply competitively priced dairy ingredients to further processors.

Price discrimination is allowed under GATT and is not considered a subsidy. Under the circumstances, it is the better method to ensure exports and remain competitive.

The use of price discrimination is readily accomplished within provinces since all provinces pool returns within the province and practice price discrimination now. However, provincial price discrimination including special classes means that the lower returns from these markets will be unevenly shared between provinces since the level of export activity varies. Currently, these differences are addressed through levies. As a result, some way of equalizing returns is required.

Pooling of sales is one way of equalizing returns. The more milk is included in the pool, the less the risk of a challenge.

To achieve equity in a pooling arrangement, a number of mechanisms should be harmonized.

At the December 1 meeting of the Negotiating Subcommittee of the CMSMC, there was unanimous approval of the following:

- a uniform methodology for Multiple Component Pricing (MCP) for provinces using this pricing mechanism; with a formula being created to achieve consistency for provinces not on MCP.
- end use pricing using components as the basis of calculation of milk utilization.
- a uniform classification system for sales of milk.

Further discussions are underway on class prices, declaration of overquota production, seasonality incentives, audit and other administrative costs. It is understood that further negotiations will be required to address individual provincial concerns which are to be finalized in further consultations at the provincial level and reported to individual Ministers.

Based on an assessment of trade risks and equity considerations, the majority of provinces (Quebec, Ontario, Manitoba, Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island) consider, as a first step, that pooling of industrial milk together with a contribution from the fluid sector will provide a greater degree of trade certainty and would maintain the current level of equity between producers. Saskatchewan, Alberta and British Columbia have

indicated that a minimal level of pooling to comply with trade requirements (i.e. on special classes) is the preferred option. However, these provinces have indicated that industrial pooling may be considered. They indicate that additional time is required for them to be able to assess the implication on their provinces of pooling at this level, and will report back to the Negotiating Subcommittee on their position in early January 1995.

The main issues still requiring resolution are the extent of the pooling, harmonization of prices and the operational details of an optional export program.

Additional considerations

The Subcommittee also wishes to express particular concern over the Canadian-American discussions, which are due to begin early in 1995, regarding certain trade disputes. All possible steps must be taken at the federal level to preserve the interests of the Canadian dairy industry.

The Subcommittee wishes to remind Ministers that it maintains the position which was unanimously supported by dairy industry representatives concerning the granting of import quotas.

The Subcommittee requests that the federal-provincial ministers fully support the industry initiative to develop the Canadian Dairy Code with the full cooperation of producers, processors and the federal and provincial governments. The CMSMC Negotiating Subcommittee considers the harmonization of standards across the country as an essential element of the current dairy restructuring.

RECOMMENDATIONS

It is recommended that Ministers:

1. *support the consensus of the Negotiating Subcommittee that some form of pooling of returns is urgently required to enable the industry to meet Canada's international obligations and to maintain a national orderly marketing system: this recognizes that, at this stage, six provinces (P.E.I., New Brunswick, Nova Scotia, Quebec, Ontario, and Manitoba) favour pooling of returns on all milk within a timeframe to be negotiated; that B.C., Alberta and Saskatchewan favour the initial step of pooling special classes only, while not closing the door to broader based pooling in the context of further negotiations; and that Newfoundland, as a producer of fluid milk only and not being a signatory to the present Plan, is reserving its position;*
2. *direct that the federal-provincial agreement and/or the National Milk Marketing Plan be amended, by March 31, 1995, so that none of the provisions of these agreements are inconsistent with GATT/NAFTA and could be used to the detriment of Canada's international trade interests. Such amendments would be made on technical grounds and without prejudice to the negotiating position of provinces within the CMSMC;*

3. *mandate the Canadian Dairy Commission (CDC), in consultation with Agriculture and Agri-Food Canada and the CMSMC, to develop and submit proposed amendments to the Canadian Dairy Commission Act to the federal Minister of Agriculture and Agri-Food by March 31, 1995. These legislative amendments would provide for national pooling of milk returns, through delegated administrative functions;*
4. *undertake to amend provincial legislation or regulations by August 1, 1995, as may be required to ensure GATT/NAFTA consistency;*
5. *mandate the Negotiating Subcommittee of the CMSMC, at its January 9 and 10, 1995 meeting in Toronto, to reach consensus on the extent of pooling that will be implemented by August 1, 1995 — after a considered assessment of the impact of pooling scenarios and a further assessment of trade risks and equity issues; this is on the understanding that this consensus will be acted upon by the CDC, as chair of the CMSMC, in coordination with the Negotiating Subcommittee delegations; and*
6. *Request the CDC, by the end of January 1995, to provide to Ministers a written report outlining:*
 - *the steps to be taken to implement the consensus on pooling;*
 - *the specific measures required at the federal and provincial levels to implement pooling by August 1, 1995;*
 - *the content and timetable for Subcommittee negotiations leading to broader based pooling;*
 - *the program design of an optional export program; and*
 - *a coordinated milk allocation system including revisions to surplus removal programs.*

It is clearly understood that any agreement will be made in the full respect of provincial jurisdiction. It was recognized in the Subcommittee's deliberations that even if there is harmonization of prices, there must be some flexibility to set prices within provinces.

*REPORT OF THE CHICKEN
AD HOC REVIEW
COMMITTEE*

REPORT OF THE CHICKEN AD HOC REVIEW COMMITTEE

EXECUTIVE SUMMARY

PURPOSE:

This report is submitted to Ministers as a follow up to the direction provided in Winnipeg. (paragraphs 1c. and 4 of the July 6 record of decision on sustainable orderly marketing) and further takes into consideration the responses provided to the Chairman of the Task Force by provincial and territorial governments on the progress report submitted on September 1.

STATUS OF THE NATIONAL ALLOCATION AND PRICING AGREEMENT

Since the conclusion of the Agreement in Principle by the Canadian Chicken Marketing Agency (CCMA), on August 10, 1994, and the transmission of the Progress Report to Ministers on September 1, the CCMA set the allocation for Period 1 and for Period 2, 1995, based on the principles of its August 10th Agreement in Principle. The Agency expects to fully implement the Allocation Agreement with the setting of its allocation for Period 3, 1995. It has developed a Memorandum of Understanding (MOU) (appendix B) which incorporates the features of the new Agreement and has set a deadline of December 15 for signature of this document by all ten provincial commodity boards.¹

The major elements of the Agreement can be summarized as follows:

1. 6 year agreement, reviewed annually, involving all ten producer boards
2. provincial determination of processor market requirements (supply) at acceptable producer prices
3. posting of financial commitments by processors (1 week of slaughter) to support their market requirement numbers
4. Québec and Ontario best efforts to reach agreement on price; other provinces best efforts to price no lower than Central Canada, less transportation cost
5. the Agency has established a new allocation base for 1995 which exceeds the 1994 allocation by approximately 20%; allowable provincial periodic production increases

¹ It should be noted that the BC Chicken Producer Board has decided to sign the MOU and has gained the overwhelming support of its producers to rejoining the CCMA. Nova Scotia chicken producers voted on November 1, 50 to 7 not to sign the CCMA agreement. Discussions addressing provincial concerns are being held by CCMA on an ongoing basis.

are to be capped at 8%, with the possibility of applying to CCMA for production over that cap; NFPC to arbitrate appeals to have the cap increased if refused by CCMA

6. underproduction and overproduction penalties
7. representations by CCMA to address, with the federal government, "federal policies affecting the cost of feed that restrain Newfoundland's ability to compete"

The agreement is evolving and will continue to do so.

AD HOC REVIEW COMMITTEE RECOMMENDATIONS

It is recommended that Ministers:

1. *In light of the fact that requesting immediate changes to the system as it is evolving would result in no agreement, provinces should agree that the system as reflected in the Agreement in Principle, be given a chance to work;*
2. *ask the CCMA to consider the need for the introduction of additional safeguards and additional discipline to the system by the 1995 annual review or earlier if warranted;*
3. *ask the CCMA to establish a Market Demand Committee, to operate strictly on an information basis, to foster a better information flow between stakeholders respecting the determination of market requirements and to ensure continued dialogue between stakeholders on means of enhancing partnerships;*
4. *ask the CCMA, in consultation with industry, to develop an export policy in 1995; and*
5. *request a framework for amending the federal-provincial agreement, by July 1995, including specific proposals on*
 - . Board of Director composition; and*
 - . the future role of COPF with means of enhancing the objectivity thereof.*

REPORT OF THE CHICKEN AD HOC REVIEW COMMITTEE

PURPOSE:

This report is submitted to Ministers as a follow up to the direction provided in Winnipeg. (paragraphs 1c. and 4 of the July 6 record of decision on sustainable orderly marketing) and further takes into consideration the responses provided to the Chairman of the Task Force by provincial and territorial governments on the progress report submitted on September 1.

The National Farm Products Council (NFPC) will report separately on its discussions with the Northwest Territories and Yukon governments with respect to the terms and conditions upon which the Territories can be included in the next set of federal-provincial agreements (FPA) (paragraph 3 of the July 6 record of decision).

The relevant excerpts from the federal provincial meeting of July 1994 are attached as Appendix A.

STATUS OF THE NATIONAL ALLOCATION AND PRICING AGREEMENT

Since the conclusion of the Agreement in Principle by the Canadian Chicken Marketing Agency (CCMA), on August 10, 1994, and the transmission of the Progress Report to Ministers on September 1, the CCMA set the allocation for Period 1 and for Period 2, 1995, based on the principles of its August 10th Agreement in Principle. The Agency expects to fully implement the Allocation Agreement with the setting of its allocation for Period 3, 1995. It has developed a Memorandum of Understanding (MOU) (appendix B) which incorporates the features of the new Agreement and has set a deadline of December 15 for signature of this document by all ten provincial commodity boards.²

The major elements of the Agreement can be summarized as follows:

1. 6 year agreement, reviewed annually, involving all ten producer boards
2. provincial determination of processor market requirements (supply) at acceptable producer prices
3. posting of financial commitments by processors (1 week of slaughter) to support their market requirement numbers

² It should be noted that the BC Chicken Producer Board has decided to sign the MOU and has gained the overwhelming support of its producers to rejoining the CCMA. Nova Scotia chicken producers voted on November 1, 50 to 7 not to sign the CCMA agreement. Discussions addressing provincial concerns are being held by CCMA on an ongoing basis.

4. Québec and Ontario best efforts to reach agreement on price; other provinces best efforts to price no lower than Central Canada, less transportation cost
5. the Agency has established a new allocation base for 1995 which exceeds the 1994 allocation by approximately 20%; allowable provincial periodic production increases are to be capped at 8%, with the possibility of applying to CCMA for production over that cap; NFPC to arbitrate appeals to have the cap increased if refused by CCMA
6. underproduction and overproduction penalties
7. representations by CCMA to address, with the federal government, "federal policies affecting the cost of feed that restrain Newfoundland's ability to compete"

The agreement is evolving and will continue to do so.

The key points from the provincial responses to the September 1 Progress Report are submitted as Appendix C.

AD HOC REVIEW COMMITTEE (AHRC) ASSESSMENT OF THE AGREEMENT IN LIGHT OF DIRECTION AND PROVINCIAL RESPONSES

1. Stability and market shares

Last July, Ministers asked the AHRC to address the question of provision for anti-dumping, as well as regional issues. Based on this instruction provinces were asked, in the Progress Report, to provide preliminary feedback on the issue of the ability of the system, as it is evolving, to assure market stability. The underlying concern in that context is whether traditional markets and market shares held by producers in each province can be affected under the new system.

Having noted that the major element of discipline envisaged by CCMA to assure stability is the concurrent negotiation of producer price and production volume at the provincial level, coupled with processor financial undertakings, the AHRC considered possible safeguards suggested by provinces that could protect some areas of Canada against significant shifts in marketings and market share. The following suggestions were made by some Committee members:

1. Agency monitoring of inventories and prices with the possibility of rolling back production.
2. a more restrictive framework than the 8% cap to provide more discipline.
3. National evaluation and challenge of provincial market requirements.
4. Mechanism to reconcile total provincial requirements with national market demand.

5. Mechanism to review and adjust provincial requirements before allocations are made.
6. Redress in the event a province demonstrates its interests are undermined.

In assessing these proposals, the committee acknowledged that:

1. Any change to the agreement to provide additional safeguards to promote stability or to protect marketings or market share would result in no agreement.
2. Annual reviews will provide opportunities to change the system.
3. The industry is opting for a more competitive system.

2. Competitiveness in relation to Feed Costs

The Agreement in Principle and the MOU provide that the Agency will undertake to address with the federal government, by December 15, "federal policies regarding the cost of feed that restrain Newfoundland's ability to compete in the Canadian chicken industry". Responses to the Progress Report confirm that concerns in this area are expressed by all Atlantic provinces. British Columbia has also expressed interest in receiving further information on this issue.

The Committee noted in that regard that the planned cutbacks to the Feed Freight Assistance Program remain scheduled, that the prospects for additional funding under this program are consequently remote and that the federal government, as a result of the consultative process undertaken by the Livestock Feed Bureau, will consider policy solutions that are raised by stakeholders to assist in addressing the competitiveness challenge faced by grain-deficient areas in relation to livestock production. The target date for conclusion of this review is December.

3. Interprovincial consistency between board/processor agreements

Having noted the concerns expressed by some provinces or stakeholders about the requirement for processors to post bonds in order to add to the credibility of stated market requirements under the proposed system, the Committee was informed that the CCMA intends to resolve this question by December 15 as part of the MOU process. The policy intent of the Agency is to assure consistency between provinces.

4. Arbitration of differences

The CCMA and producer boards agree to be bound by NFPC decisions respecting the arbitration of appeals for production over the cap. Under the current legislative framework, referral to the NFPC is the preferred approach.

5. Stakeholder partnerships

a) CCMA Board of Directors composition

The positions of stakeholders, as reported in the Progress Report, remain unchanged. While there is consensus that any new system should promote more effective partnerships between stakeholders, there is no agreement on how to reflect this in the composition of the CCMA Board.

The CCMA position is that the current Board of 10 producers and two Governor-in-Council appointees representing the chicken processing industry should be supplemented by one independent further processor and one representative from the food service industry. The CCMA by-laws do not allow alternates for non-producer members. The CCMA position, in the view of the producer representatives on the CAHRC, fully reflects the partnership at the national level, recognizing that at the provincial level the new allocation system provides for significant processor involvement in the negotiation of prices and volume.

The philosophical position of processors is that only through industry partnerships will the Canadian chicken industry flourish; and that this will require active, meaningful industry participation. The Canadian Poultry and Egg Processors Council (CPEPC) requests four processor representatives appointed by the industry, with the ability to name alternates and to provide staff support.

The Canadian Council of Grocery Distributors (CCGD), in light of processor representation on the board, suggests the addition of a further processor, a retailer and a foodservice representative.

The Further Poultry Processors Association of Canada (FPPAC) notes that until the allocation approach is finalized and decisions made on a Market Demand Committee, the CCMA Board will determine the environment under which the industry operates. It therefore recommends expansion of the board to the limit of 16, including one further processor and other downstream stakeholders with alternates.

The Canadian Restaurant and Foodservices Association (CRFA), noting the CCMA position including a foodservice representative, also advocates alternates and the addition of a distributor/retailer.

The Committee noted that changes to the Agency Board, from its current composition of 12 members, would require an amendment to Part 1 of the Agency proclamation. As well, it is broadly acknowledged that the system will have to evolve before specific amendments to the federal-provincial agreements can be made and that the role of the Agency will evolve as a result of the proposed allocation system changes.

In this context, Ministers have the option of maintaining the current Board composition until the FPA - including the Proclamation - is amended. In this context, CCMA would be expected to continue involving all stakeholders in its deliberations.

Another option would be to amend the Proclamation based on Ministerial direction on the positions as outlined above.

A clear statement indicating a preferred plan of action is required to deal with this issue which has been outstanding since the Poultry Task Force process in 1989.

b) Market Demand Committee

As part of the Progress Report, the CCGD - with the support of downstream stakeholders - recommended the establishment of a Market Demand Committee. Although discussions on the composition of the committee were not concluded, one proposition for the composition of this committee would include regional representation from the CPEPC (4), a further processor representative, a fast food sector or CRFA chicken representative, as well as a CCGD representative. The committee would meet on a quarterly basis in conjunction with a CCMA meeting.

It was made clear that this committee's sole purpose would be to provide information and would not compromise the allocation process as embodied in the agreement in principle.

In discussing this proposal in the AHRC, CCMA indicated that consideration might be given to an annual poultry outlook conference, while acknowledging that the CCGD proposal had not yet been formally reviewed by the CCMA Board. CPEPC representatives, while noting that such a mechanism could not be a substitute for the determination of processors' market requirements at the provincial level, suggested that the concept be given a chance to work.

The CCMA undertook to review the CCGD proposal at its meetings in November.

6. Future role of Cost of Production Formula (COPF)

In the same way that consensus could not be achieved within the AHRC on the issue of the Board of Directors, the question of the future role of COPF continues to be the subject of disagreement between producers, as well as processors and other stakeholders.

While acknowledging that CCMA can establish its COPF for internal use, other industry stakeholders view the COPF process as flawed and are concerned about the conflict of interest whereby producers own and control a cost formula used to price product.

The challenge facing the sector is to determine the future role of COPF, as well as the basis on which a credible COP formula can be established. National Farm Products Council, with the assistance of Deloitte Touche, is revising its set of guidelines for developing cost of production measures. CCMA intends meeting with the NFPC to further discuss this issue.

Processors do not believe that any involvement by the NFPC is warranted while the CCMA maintains control and ownership of the COP formula.

Ministers may wish to provide direction on this conflictual issue.

ASSESSMENT OF THE SYSTEM AGAINST THE GOALS AND PRINCIPLES ESTABLISHED BY MINISTERS

Ministers have asked the AHRC to provide an analysis of how proposed revisions to supply management contribute to the objectives (goals and principles) as confirmed at the July meeting.

The following represents a very preliminary assessment, as the system has been in evolution since mid-1994 and implementation of the Agreement in Principle started in September of 1994.

GOALS

1. Provide an opportunity for fair returns to efficient participants

The system:

- . provides for provincial volume negotiations at acceptable producer prices within provinces
- . provides, through differentiated growth between provinces, a stronger recognition of comparative advantage
- . does not factor in the comparative disadvantage of some regions of the country in relation to input costs
- . while providing for acceptable producer prices, the system does not address the question of processors' margins or profitability. Instability at the processor level, and the potential for more aggressive marketing, can lead to depressed prices and profitability

2. Develop a fully market responsive sector

The system:

- . provides for the requirements of all sectors of the industry to be fully met
- . should, in the longer term, lead to a more competitive industry
- . enhances the opportunity for new product development

- should encourage increased competition between processors and between provinces
- does not provide for direct and formal input by downstream stakeholders in production determination

3. Enhance competitiveness

The system:

- will support growth and development of competitive firms
- fosters the capability of firms to recognize and serve all market opportunities and niches
- enables firms to respond more rapidly to market demands as a result of enhanced supply
- provides the opportunity to develop horizontal and vertical supply arrangements or linkages
- will weaken the capability of some firms to survive and grow

4. Provide for the orderly removal of barriers to progress

The system:

- should remove the lack of assurance of supply, which will allow firms to supply markets and grow
- does not provide a transition period for less advantaged regions to redress the competitive imbalance

5. Ensure that all stakeholders play an appropriate role in decision making

- The Committee is divided on this issue.

6. Manage fairly the resolution of regional tensions

The system:

- has been agreed to by most producers boards
- does not provide a transition period for less advantaged regions to redress the competitive imbalance

- . can lead to aggressive competition for markets and market share between processors of different regions

7. Stimulate growth and investment in the sectors

The system:

- . can lead to adaptation to a lower cost structure at the producer and processor levels
- . through assured access to supply, removes a key constraint to growth
- . can lead to weakening of processor financial viability
- . has the potential to make entry in the processing sector easier

8. Maintain an orderly marketing system for chicken in Canada

The system:

- . provides a cap on growth and the simultaneous determination of processor requirements and producer prices backed by processor financial undertakings
- . provides for the annual review of market performance
- . can lead to increased market instability
- . does not provide for the reconciliation of national requirements and stated provincial requirements
- . does not include safeguards in case of rapid market deterioration
- . the cap on the rate of production increase is regarded by some as being unrealistically high
- . the review of market performance on an annual basis is viewed by some as not frequent enough

9. Supply all market requirements at live prices acceptable to producers and processors

The system:

- . provides for simultaneous determination of supply at acceptable producer prices within provinces
- . may not result in acceptable prices as a result of competition for market share between processors

10. Aggressively develop all markets for Canadian chicken

The system will ensure that an adequate supply of chicken will be available to develop domestic markets. A policy to ensure supply for export opportunities has yet to be developed.

PRINCIPLES

1. The Allocation system must ensure predictability of supply as well as price stability

The system:

- . assures predictability of supply for buyers of chicken
- . does not assure price stability

2. All provinces must be assured of the opportunity to produce chicken

The system:

- . provides the opportunity to produce in each province

3. The Allocation system must be supported by meaningful enforcement mechanisms

- . An overproduction penalty system has been developed and will be implemented by a contract to be signed between all 10 provincial boards. The system provides for a 2% sleeve on a 2 consecutive periodic allocation basis, a 44¢/kg penalty for overproduction beyond the 2% sleeve and an 88¢/kg penalty for overproduction beyond the 4% level.
- . The underproduction penalty provides a 2% sleeve below which the province's base allocation becomes its production level.
- . regulations will be required in every province to make the system effective
- . depending on the implementation method ultimately agreed to by CCMA, a legislative amendment to enable the agency to enact liquidated damages assessment regulations may be required

4. Any conflict in these or with other government objectives should be addressed

- . With respect to feed costs, the Livestock Feed Bureau consultative process has yet to be concluded.

AD HOC REVIEW COMMITTEE RECOMMENDATIONS

It is recommended that Ministers:

- 1. In light of the fact that requesting immediate changes to the system as it is evolving would result in no agreement, provinces should agree that the system as reflected in the Agreement in Principle, be given a chance to work;*
- 2. ask the CCMA to consider the need for the introduction of additional safeguards and additional discipline to the system by the 1995 annual review or earlier if warranted;*
- 3. ask the CCMA to establish a Market Demand Committee, to operate strictly on an information basis, to foster a better information flow between stakeholders respecting the determination of market requirements and to ensure continued dialogue between stakeholders on means of enhancing partnerships;*
- 4. ask the CCMA, in consultation with industry, to develop an export policy in 1995; and*
- 5. request a framework for amending the federal-provincial agreement, by July 1995, including specific proposals on*
 - . Board of Director composition; and*
 - . the future role of COPF with means of enhancing the objectivity thereof.*

**RELEVANT EXCERPTS FROM THE FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
MINISTERS MEETING OF JULY 1994**

1. c. With respect to the chicken industry;
 - i) the goals and principles proposed by the Chicken AHRC and the Task Force be added to the broad objectives previously agreed to in Regina, in considering an effective solution to the allocation regime to be in place by September 1994;
 - ii) the Canadian Chicken Marketing Agency (CCMA) be given until August 12 to reach a national consensus within the producer community; and
 - iii) the Chicken AHRC complete its other work, address the question of provisions for anti-dumping and review the conclusions of the CCMA on production allocation to ensure full input of governments and other private sector stakeholders in developing a comprehensive framework for sustainable orderly marketing for chicken, to be reported to Ministers in September 1994. In this context the AHRC is instructed to address regional issues.
4. Ministers have asked the AHRCs to include in their final reports an analysis of how their proposed revisions to supply management will contribute to the objectives agreed to by the Federal-Provincial-Territorial Ministers of Agriculture.

PROGRESS REPORT FROM THE F-P TASK FORCE ON ORDERLY MARKETING

GOALS

The CAHRC endorses the objectives of the Task Force as specified in the Action Plan:

- provide an opportunity for fair returns to efficient participants in the sector;
- develop a fully market responsive sector, from production to consumption;
- enhance competitiveness;
- provide for the orderly removal of barriers to progress;
- ensure that all stakeholders play an appropriate role in decision-making;
- manage fairly the resolution of regional tensions;
- stimulate growth and investment in the sectors.

The CAHRC adds the following goals:

- to maintain an orderly marketing system for chicken in Canada;
- to supply all market requirements at live prices acceptable to producers and processors;
- to aggressively develop all markets for Canadian chicken.

PRINCIPLES

- the allocation system must ensure predictability of supply as well as price stability;
- all provinces must be assured of the opportunity to produce chicken;
- the allocation system must be supported by meaningful enforcement mechanisms;
- the system must provide the opportunity for fair returns to efficient participants;
- any conflict in these or with other government objectives should be addressed.

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN:

THE CANADIAN CHICKEN MARKETING AGENCY

- and -

ONTARIO CHICKEN PRODUCERS' BOARD (the "Ontario Board")
FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE VOLAILLES DU QUÉBEC

(the "Québec Board")

NOVA SCOTIA CHICKEN PRODUCERS BOARD

(the "Nova Scotia Board")

NEW BRUNSWICK CHICKEN MARKETING BOARD

(the "New Brunswick Board")

MANITOBA CHICKEN PRODUCER BOARD (the "Manitoba Board")

BRITISH COLUMBIA CHICKEN MARKETING BOARD

(the "British Columbia Board")

PEI POULTRY MEAT COMMODITY MARKETING BOARD

(the "PEI Board")

SASKATCHEWAN CHICKEN MARKETING BOARD

(the "Saskatchewan Board")

ALBERTA CHICKEN PRODUCERS (the "Alberta Board")

NEWFOUNDLAND CHICKEN MARKETING BOARD

(the "Newfoundland Board")

(Collectively, the "Provincial Commodity Boards")

This Memorandum of Understanding sets out the elements agreed to by the parties to put into effect on an interim basis the August 10, 1994 National Allocation and Pricing Agreement - Agreement in Principle (the "Agreement") attached as Schedule "A" pending execution of the Agreement and related amendments to the Canadian Chicken Marketing Agency Proclamation (the "Proclamation"), the provincial Chicken Marketing Plans and the Federal-Provincial Agreement with respect to the establishment of a Comprehensive Chicken Marketing Program in Canada (the "Federal-Provincial Agreement").

I. QUOTA ALLOCATION

- (1) The periodic market requirements for the Canadian chicken industry beginning January 1, 1995 and the allocation of quota to meet those requirements will be determined in accordance with the procedures set out in section 1 of the Agreement and the timetable set out in Schedule "B" of this Agreement.
- (2) In negotiating supply contracts for chicken with processors and in providing the rationale for provincial market requirements in accordance with section 1(e) of the Agreement, the provincial commodity boards will address the criteria set out below as to enable the Agency to meet its obligations under section 8 of the Federal-Provincial Agreement and section 7 of the Proclamation:
 - (a) any significant change in consumer demand,
 - (b) the ability of the province to meet its allocated production,
 - (c) the total market requirement within each market area,
 - (d) the proportion of market demand in the province that is met by production in that province, and
 - (e) the comparative advantage of production and marketing of chickens.
- (3) At the time of providing the rationale for its provincial requirements pursuant to subsection 1(e) of the Agreement, a provincial commodity board will verify:
 - (a) that sufficient licensed production capacity will exist within the province to produce the market requirements, and
 - (b) that no regulations or policies of the board will limit the capability of producers to produce the market requirements.
- (4) Any increase in the cap pursuant to section 1(f) of the Agreement will apply only to the province that requested the increase in the initial allocation period in question and will apply to all provinces in subsequent periods affected by the cap increase.
- (5) For the purposes of this Memorandum of Understanding, an "appeal" means an appeal in the nature of a complaint by a provincial commodity board to the National Farm Products Council (the "Council") pursuant to section 1(f) of the Agreement

from an Agency decision on a request by that provincial commodity board to increase the cap.

- (6) Each provincial commodity board agrees that if it brings an appeal to Council from an Agency decision on a request to increase the cap it will not bring a subsequent complaint to Council in respect of the quota allocation for the period or periods concerned.
- (7) The Agency and the provincial commodity boards will forthwith recommend to the Council that the procedure in an appeal to Council be as follows:
 - (a) The provincial commodity board's notice of appeal and submissions, and a copy of the evidence submitted to the Agency on the application to increase the cap, will be served on the Agency and filed with the Council within 3 working days after the conclusion of the Agency's meeting on the periodic allocation at issue;
 - (b) The Agency will serve on the provincial commodity board and file with the Council a written response to the appeal within 4 working days after the filing of the appeal;
 - (c) Council will hear the appeal within 7 working days after the filing of the appeal;
 - (d) Council will render a decision on the appeal within 2 working days of the completion of the hearing;
 - (e) When hearing the appeal, Council will only consider the evidence previously submitted to the Agency together with the oral and written submissions to the Council by the provincial commodity board and the Agency, which submissions will not add to the evidence previously submitted to the Agency.
 - (f) In its decision Council will endeavour to indicate which level of the cap, that decided on by the Agency or that requested by the provincial commodity board would, in the view of Council, be acceptable.
- (8) Paragraph 4(n) the *Canadian Chicken Marketing Agency Quota Grant of Administrative Authority* P.C. 1991-1090, 1,3 June 1991 authorizes each provincial commodity board, other than the British Columbia Board, to enter into interprovincial and export chicken marketing arrangements with processors.
- (9) The Agency will forthwith request that the Minister of Agriculture and Agri-Food for Canada recommend that the Governor in Council amend the *Canadian Chicken Marketing Agency Quota Grant of Administrative Authority*, concurrent with the re-

admission of the British Columbia Board as a member of the Agency, to include the British Columbia Board in the definition of "Commodity Board".

II. PRICING

The provincial commodity boards will establish prices for chicken marketed by producers on or after January 1, 1995 in accordance with the principles set out in section 2 of the Agreement.

III. ENFORCEMENT

Liquidated Damages Assessment

- (1) In accordance with subsection 3(a) of the Agreement, the provincial commodity boards will put into place, by December 15, 1994, a liquidated damages assessment contract covering Agency quota allocations beginning January 1, 1995 which will provide for the following amounts of liquidated damages if the total quantity of chicken produced in a province by chicken producers with production facilities in the province and marketed in intraprovincial, interprovincial and export trade, in two consecutive allocation periods exceeds, in live weight, the allowable marketings of chicken for the province for those periods:
 - (a) 44 cents for each and every kilogram of chicken, live weight, that is marketed in excess of 102% of the Agency's allocations to the province for those periods;
 - (b) plus an additional 44 cents for each and every kilogram of chicken, live weight, marketed in excess of 104% of the Agency's allocations to the province for those periods.

Undermarketing Adjustments

- (2) For the purpose of setting the periodic bases for each province in 1996 and subsequent years, as contemplated by section 1(b) and 3(b) of the Agreement, the Agency will apply the following principles:
 - (a) Subject to section III(2)(b), if the total quantity of chicken produced in a province by chicken producers with production facilities in the province and marketed in intraprovincial, interprovincial and export trade for a period in 1995 or subsequent years is greater than or equal to 98 percent of the quota allocation to that province for that period, then the base for the applicable period in the subsequent year will be equal to the allocation for the relevant period in the previous year.

- (b) The 2 percent sleeve referred to in section III(2)(a) will not apply to undermarketings due to under-allocation by a provincial commodity board to its producers.
- (c) Subject to section III(2)(d), if the total quantity of chicken produced in a province by chicken producers with production facilities in the province and marketed in intraprovincial, interprovincial and export trade for a period in 1995 or subsequent years is less than 98 percent of the quota allocation to that province for that period, then the base for the applicable period in the subsequent year will be equal to the production for the relevant period in the previous year.
- (d) Each board, at the time the base for a period is set, may assert to the Agency a force majeure event justifying the undermarketings of chicken by a province in a period. No reductions to the base for a period will be made due to undermarketings justified by a force majeure event. "Force majeure event" shall have the same meaning as agreed to in the liquidated damages assessment contract to be put into place in accordance with section III(1).

IV. MONITORING, AUDITING AND DATA VERIFICATION

- (1) The Agency undertakes to expeditiously develop, in cooperation with the provincial commodity boards, programs in each of the provinces to monitor and audit:
 - (a) provincial commodity board records of production capacity, allocations to producers, producer marketing levels and minimum chicken prices,
 - (b) processor records of chicken marketings by producers, and
 - (c) matters relating to the board/processor agreements.
- (2) Each provincial commodity board will:
 - (a) forthwith authorize inspectors appointed under the federal *Farm Products Agencies Act* to exercise all the powers in respect of intraprovincial production and marketings exercisable by provincially appointed inspectors; or
 - (b) ensure that the contracts between the provincial commodity board and processors require each processor to
 - (i) keep complete and accurate books on all matters relating to the marketing of chicken by the processor;

(ii) authorize any inspector appointed under the *Farm Products Agencies Act* to examine and make copies of any books, records or other documents containing information pertaining to such marketings; and

(iii) authorize any inspector appointed under the *Farm Products Agencies Act* at any reasonable time to enter any place owned or operated by the processor, other than a private dwelling, in which chicken is kept.

V. NEWFOUNDLAND

To allow Newfoundland to maintain its chicken industry, the Agency undertakes to address with the federal government, by December 15, 1994, federal policies regarding the cost of feed that restrain Newfoundland's ability to compete in the Canadian chicken industry.

VI. MEMBERSHIP AND DURATION

(1) Membership

(a) Provincial commodity boards that are members of the Agency will continue to be members of the Agency, subject to the right to withdraw from the Comprehensive Chicken Marketing Program in accordance with subsection 2(4) of the Federal-Provincial Agreement.

(b) The British Columbia Chicken Marketing Board will apply by no later than December 15, 1994 to be re-admitted as a member of the Agency.

(2) Duration of Agreement

The National Allocation and Pricing Agreement, to be signed by all provincial commodity boards, will commence on January 1, 1995 and continue in effect until January 13, 2001.

(3) Duration of Memorandum of Understanding

The operation of this Memorandum of Understanding commences on October 4, 1994 with the setting of provincial quota allocations for the first period of 1995 and continues in effect until the National Allocation and Pricing Agreement is executed, unless otherwise agreed to by all of the parties.

VII. SIGNATORY CONCURRENCE

(1) The Agency and the provincial commodity boards have each reviewed this Memorandum of Understanding with their respective supervisory board and Minister.

(2) The Agency and the provincial commodity boards each individually represent that they are authorized to enter into and carry out their obligations under this Memorandum of Understanding.

Dated at this day of , 1994

The Canadian Chicken Marketing Agency

Per: _____

Ontario Chicken Producers' Marketing Board

Per: _____

Fédération des Producteurs de volailles du Québec

Per: _____

Nova Scotia Chicken Producers Board

Per: _____

New Brunswick Chicken Marketing Board

Per: _____

Manitoba Chicken Producer Board

Per: _____

British Columbia Chicken Marketing Board

Per: _____

PEI Poultry Meat Commodity Marketing Board

Per: _____

Saskatchewan Chicken Marketing Board

Per: _____

Alberta Chicken Producers

Per: _____

Newfoundland Chicken Marketing Board

Per: _____

SCHEDULE "B"

Week	Day	Action Required
Week #18	Thurs	Ont. & Que. Submit Market Requirements & Prices.
	Thurs	CCMA circulates Ont. & Que. Submissions
Week #17	Thurs	All Other Provinces Finalize Negotiations
	Fri	All Other Provinces Submit Market Requirements & Prices
	Fri	CCMA circulates all other submissions
Week #16	Tues/Wed	CCMA Meeting to set Allocation
Week #15	Mon	Last Day for Provinces to file Notice of Appeal and Submissions to NFPC
	Fri	Agency to file Response with NFPC
Week #14	Wed	Last Day for NFPC Hearing
	Fri	Last Day for NFPC Decision
Week #13	Mon	Provinces Allocate to Producers
Week #0	Sun	Period Commences

KEY POINTS FROM PROVINCIAL RESPONSES

This summary of points is not intended to reflect the position of provinces, and does not necessarily consist of literal quotes. It is simply a checklist of issues raised in the responses and an aid to focus discussion. Committee members are invited to read the provincial replies in full.

1. Conditions for market stability:

- more on open market system than orderly marketing; does not address anti-dumping; open to double-counting and predatory marketing; no provisions for review of market requirements (Newfoundland)
- no safeguards to protect Atlantic region against predatory marketing; 8% cap must be questioned (P.E.I.)
- evaluation group to verify the need for supply or challenge figures being presented at the provincial or agency level (N.S.)
- section 2(ii) of the agreement only provides Québec and Ontario with some measures of protection against dumping; all provinces should be provided protection from the dumping of production (N.B.)
- the offensive to gain market share must cease if industry wants to maintain an orderly marketing system; at a minimum a safeguard measure is required for timely redress of deterioration of market conditions (significant reduction in wholesale prices, significant increase in inventories) (Québec)
- need for CCMA to consider by 1995 a more disciplined system particularly in relation to caps on growth (Québec)
- by introducing more competitiveness within the industry, stability can be threatened. However, the new system has the potential to lead to improved planning, information exchange and product promotion, thereby strengthening market stability (Ontario)
- the proposed allocation process based on producers/processor negotiations which incorporates a cap of 8% and subject to annual review is acceptable. Processor financial undertakings and enforceable penalties are two features which are less acceptable (Saskatchewan)

- mechanism to review and adjust requirements before allocations are made (Saskatchewan)
- redress in the event a province demonstrates its interests are undermined (Saskatchewan)
- no automatic increase of cap to all provinces when a province with less than 10% of national market successfully applies for production over the cap (Saskatchewan)
- the effort to have other provinces establish live prices no lower than Central Canadian prices, less transportation costs, may be too restrictive (Alberta)
- review of provincial requirements once submissions have been made (B.C.)
- agreement that the system is evolving and should be given time to work (Ontario) (B.C.)

2. **Competitiveness in Relations to Feed Costs**

- FFA is only part of the solution (Newfoundland)
- transportation and other federal policies which impact on (Atlantic) feed costs must be changed to bring feed costs in line with competition (N.S.)
- need to address the issue with urgency (N.B.)
- federal intervention should not change the competitiveness equilibrium between provinces (Québec)
- livestock feeding regions of B.C. will remain deficient in feed grains and remain vulnerable to increases in the net cost of transporting grain (B.C.)

3. **Interprovincial Consistency between Board/Processor Agreements**

- the processor being a Crown Corporation, the posting of a bond is not an option (Newfoundland)
- responsibility to ensure that provincial boards allocate product and processors slaughter the product at agreed upon prices and volumes is provincial; responsibility of ensuring credible figures is also provincial (N.S.)
- industry is responsible for ensuring consistency between provinces (N.B.)

- past experience demonstrates that the concepts of posting bonds, letters of credit, etc. have not ensured an enforceable system or compliance; the issue of bonding, letters of credit, etc. is a provincial jurisdiction and is within the sole discretion of the provinces (Manitoba)
- agreements must be solely a provincial issue between producer boards and processors. Alberta has concerns about a bonding system. Other financial options acceptable within individual provinces should be considered (Alberta)
- business arrangements and market structures differ widely between provinces; under the Natural Products (B.C.) Act, processors have never been regulated in this way nor has such regulation been contemplated; this is one area under development by CCMA (B.C.)

4. Arbitration of Differences

- we question how such a body as NFPC can bear appeals; should be other body to resolve such disputes (Newfoundland) (N.S.)
- must continue to look for an acceptable mechanism to settle disputes on a national basis (Alberta) (N.B.)
- a DSM with ad hoc panels is preferred and should be applied when the agreement comes into force; in the interim, parties should choose members on panels established by NFPC to consider over the cap requests (Québec)
- perhaps with time, we will discover NFPC is well suited to settle disputes related to production caps. Limitation to NFPC legislated authority may preclude that body from resolving other areas of dispute; Task Force encouraged to continue to examine alternative dispute settlement mechanisms (Ontario)
- share processors and downstream stakeholders preference for an independent dispute settlement mechanism (Manitoba)
- DSM might benefit from improving the means to take advantage of existing technical knowledge within industry, with government playing a facilitating role (B.C.)

5. Stakeholder Partnerships

CCMA Board of Directors

- support agency position (Nova Scotia) (Ontario) (Saskatchewan) (Newfoundland)
- industry should resolve the issue between themselves; stakeholders other than producers should be given full input into those discussions that impact on their operations, while permitting the agency to function as a producer organization (N.B.)
- additional involvement from other stakeholders would be beneficial (Québec) (Alberta)
- new allocation procedure temples the necessity of industry participation at the agency level; amended CCMA proposal with three CPEPC representatives (Manitoba)
- concerns of many stakeholders seeking membership is building partnerships; size, cost, efficiency of decision making and full disclosure of information must be considered (B.C.)
- consider regional representation on CCMA board to broaden participation of sectors with vested interests (N.W.T.)

Market Demand Committee

- CCGD proposal for a Market Demand Committee is interesting and is a good basis for discussion in order to reach agreement (Québec)
- at the national level, support for CCMA efforts to gather information on projected market requirements to augment provincial negotiations; we would not support a committee whose responsibility goes beyond the provision of market information (Ontario)
- concept of Market Demand Committee should be fully explored (Manitoba)
- representation of CCGD in the system can be accommodated in the proposed Market Demand Committee (Manitoba) (Ontario)
- whatever mechanism is found to tap downstream user information, regional components must be recognized as valid and included (B.C.)

6. Role of COPF

- COPF should be used as a basis for pricing in Central Canada; outside that region should be used as a guideline and to study industry trends (Newfoundland)
- every effort should be made to ensure COPF in central Canada is defensible; pricing never been based on national COPF but rather on what is happening in Central Canada; in order to maintain an argument on for tariffs on U.S. chicken, no doubt imperative that a COPF be maintained (N.S.)
- COP studies will continue to have a role to play; CCMA should analyze the role of such studies in the future if for no other reason they are very expensive (N.B.)
- cost of production survey, rather than being done by a consulting firm hired by CCMA should be done by a neutral organization such as NFPC (Québec)
- measurement of production costs is supported in order that the range of costs and productivity factors among farmers is reported, as opposed to the average currently embedded in COPF; for interprovincial comparability, agency is likely best suited to oversee the task of cost data collection (Ontario)
- COPF useful in supporting pricing decisions, changes in provincial allocations and justifying supply management policies to other stakeholders and trading partners (Manitoba)
- there appears to be no use for a COP under a negotiated pricing system; question the need for COP data collection activities (and costs) from CCMA; data would be more credible if supplied by an outside agency (Alberta)
- national data are less relevant than in the previously centrally determined allocation system (B.C.)
- doing away with COPF, while desirable, is not consistent with the concept of supply management (N.W.T.)

MINORITY REPORT TO THE FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL MINISTERS OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

The primary responsibility of the Federal Task Force was to oversee the replacement of the Supply Management with a revised Orderly Marketing system. Its work was predicated on a commitment to the Supply Management concept by Canada's Ministers of Agriculture and Agri-Food. To this end, the work of the Task Force has failed. The Ad Hoc Chicken Review Committee has accepted reports from the Canadian Chicken Marketing Agency that proposed an open market approach to the chicken industry in Canada. The C.C.M.A.'s report is dominated by the larger provinces and does not respect the views or concerns of the smaller provinces. Further, the Task Force's report does not respect the mandate given to it by the Ministers to preserve the concept of Supply Management.

I. The Development of the Chicken Industry

A. Canada

Our Canadian poultry, dairy, and egg industries operated in a regulatory environment known as Supply Management since the late 1970's. This regulatory framework provided among other things a stable marketing plan for over 38,000 of Canada's farmers representing a \$ 10 Billion economic machine.

Supply Management in the Chicken industry ensured chicken producers of a fair return on their marketings by periodically allocating production volumes to provinces. The system relied on matching the domestic production adjusted for imports with the Canadian market requirement. Supply Management addressed several policy initiatives of the Federal Government:

- * it gave poultry, dairy, and egg farmers enough stability and income to confidently plan and invest resulting in a continuous improvement in on farm efficiency.
- * it ensured that these commodities would be grown and processed in all provinces, allowing all to share in economic development initiatives.
- * it provided consumers with a steady, safe supply of quality products at reasonable prices.
- * it provided Canadians with the security of domestic food production.
- * it addressed the environmental concerns of large corporate farms by preserving independent family farms.

The results of this Government policy were very successful. The retail price of poultry, dairy, and egg items over the past ten years has increased at a slower rate than the average price for all food items. Canada under Supply Management had built an efficient and economic food production and processing sector. These policy initiatives are still valid today under the new G.A.T.T.

Supply Management was also the start of a "cheap food" policy in Canada. It has been argued that because of Supply Management, Canadian consumers pay more for their poultry, egg, and dairy items. The other side of this argument is that we do not know how much we would pay if there was not supply management, not to mention quality or supply of a safe product to all regions of the country.

On the world stage, Canada created Supply Management under the General Agreement on Tariffs and Trade ("the G.A.T.T."). Article XI of this agreement provided for Supply Management while Canada maintained domestic production controls. On December 15, 1993, Article XI died.

B. Newfoundland's Development Under Supply Management

The Supply Management system was created by the Federal Government. It was Federal/Provincial Agreements and other Federal policies such as the Feed Freight Assistance program that provided the stimulus and additional foundation essential for building regional livestock and processing industries.

Newfoundland developed a chicken production and processing industry utilizing Supply Management and other Federal and Provincial programs. As recent as 1992, the provincial industry had developed a strategic long term plan to enhance the future competitiveness of the chicken industry in Newfoundland under the current regulatory environment. In December 1993, these plans had to be reexamined considering the new G.A.T.T. The industry was given assurance by the Federal and Provincial Ministers that the concept of Supply Management would be preserved.

C. Nova Scotia's Development Under Supply Management

The Nova Scotia Chicken Producers Board was established in 1966 and was very active in the creation of a National Chicken Agency in 1979. Under Article XI of the General Agreement on Tariffs and Trade all provinces benefitted but, it was central Canada that benefitted the most as prior to a National Agency; they were the first receivers of imported American chicken.

Under Supply Management the chicken industry in Nova Scotia has grown and prospered. The proposed National Allocation and Pricing Agreement is not Supply Management or Orderly Marketing; it is an open market system. In the long run, it will result in the demise of the chicken industry in the smaller provinces.

It is ironic that in 1979 when the larger provinces needed Supply Management in order to survive that they needed the smaller provinces to form a National Agency. Now that we no longer have Article XI they feel that they do not need us and are promoting a system that will cost us our industry. How soon they forget!

II. Life After Article XI

A. The Agency

The Canadian Chicken Marketing Agency, like its sister Agencies in eggs, hatching eggs, turkey, and milk began reviewing their operations to conform with the new G.A.T.T. For a variety of reasons however, Canada's Chicken Marketing Agency began pursuing an open market system that would severely affect several provincial industries starting with Newfoundland's. Canada's chicken farmers were being led to the slaughterhouse. The push to an open market system would have grave consequences for the Canadian chicken industry. Further, other commodities would almost be forced to follow a similar path. The results of decades of development under Supply Management would be washed away in a very short time. The effects of this new system are beginning to show. Processors in New Brunswick have refused live product from producers outside their province or in some regions of their own province. The consolidation of the industry by national processors is underway.

When the ground up principle was first proposed, many provinces were concerned with the approach and concluded that it was not a suitable substitute for Supply Management. However, C.C.M.A., in the face of an existing allocation policy approved production increases of over 20%. This sparked a price war whose effects are still being felt today and are expected to continue well into the next year. Newfoundland and Nova Scotia consistently stated its concerns with the new allocation system. C.C.M.A. responded to the concerns of provinces and hired Price Waterhouse to consult with industry stakeholders and develop a new allocation system. Whatever the result, the system should provide the same discipline in the Canadian chicken market as existed under Article XI. That is, the new system should contain safeguards to ensure all provinces share in Canada's chicken market. At the end of the study, four distinct systems were proposed. The Agency rejected each alternative and continued to pursue an open market approach.

B. Price Waterhouse Allocation System Study

While the alternatives were rejected by C.C.M.A., the alternatives had various levels of safeguards for the smaller provinces. The development of safeguards was the primary reason for such a costly study. Price Waterhouse developed the idea of a continuum to separate the two different approaches to the allocation issue; top-down or bottom-up. In their analysis, they felt that the two approaches were mutually exclusive. Newfoundland developed a system during this time that attempted to bridge the gap between top-down and bottom-up. The Newfoundland Blended Concept would provide more assurances to the smaller provinces and allow for a transition to a bottom up approach. This proposal was rejection outright and consolidation of the chicken industry continued.

With little hope left, most of the provinces jumped the gap between top-down and bottom-up. Newfoundland and Nova Scotia remained isolated in its fight to retain safeguards for its industry.

Ontario and Quebec settled their price war and came to an agreement that is the basis for today's National Allocation Agreement. There are still many concerns outstanding which

have not been addressed by C.C.M.A.. The process is proceeding down the open market path led by the larger producing provinces. These provinces will benefit from the system at the expense of the smaller provinces. The larger provinces will develop a stronger, more competitive industry to deal with the threat of American chicken. They will have at least six years to accomplish this goal. During that time they will have the comfort of knowing that they will be protected by tariff levels established in the G.A.T.T. Tariff levels that used the argument of protecting the most vulnerable provinces, the smaller provinces, namely Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick, and Prince Edward Island.

If there is not a chicken industry in each province, the level of tariffs would surely be challenged by those provinces whose industries were eliminated.

III. National Allocation Agreement - Concerns & Recommendations

Except for a substantial change in the underlying principle of the agreement, it is apparent that despite smaller provinces' concerns, recommendations, or amendments, that in the long term the system will benefit those provinces/processors that control the larger share of the market at the expense of the smaller provinces' markets.

A. Principle

Current Wording

The basis of the national allocation system will be a ground up approach in all provinces based on each processor's market requirements at acceptable producer prices.

Concern

This principle supports the "wish list" mentality of some provinces/processors. The production volumes in the last half of 1994 and period one, 1995 have resulted in dramatic decreases in wholesale prices. These volumes will continue to effect the market for the first half of 1995.

There is no responsibility to the Canadian producer; no discipline in the setting of production volumes. In reality, most of the processors are not setting consumer market requirements but individual processor market requirements. The system allows the same consumer requirement to be counted more than once.

Justifications and rationales are weak and there are no criteria to evaluate a province's request. While some effort may go into determining the provincial number, there is no effort to reconcile to the national requirement.

The sum of the provincial requests is supposed to equal the total Canadian market requirement. However, there is no mechanism, or any attempt at all to reconcile the provincial numbers with the national market.

While the system can predict the level of supply/production, the criterion of price stability is ignored. The relationship between volume and wholesale price on a provincial and national level should be explored with the objective of developing a trigger mechanism to better ensure the stability of the producer price.

Recommended Wording

The basis of the national allocation system will be a market responsive system based on each provinces' market requirement at acceptable producer prices.

Market responsiveness is supplying the needs of the Canadian consumer market at acceptable producer prices that provide for a fair return to efficient producers.

A market demand committee will establish a national market requirement and review provincial submissions to reconcile them to the national market requirement.

A province's market requirement will be subject to review and application of a wholesale price stabilization mechanism. A project to develop such a mechanism will be undertaken by the Agency and be ready for implementation by July 1995.

B. Board / Processor Agreements

Current Wording

Every provincial commodity board will enter an agreement with all processors
. . . . the posting of letters of credit, surety bonds or equivalent financial undertakings by each processor covering the value of one week's slaughter.

Concern

The proposed agreements are a necessary requirement in provinces that have several processors and the producers have a choice about which plant/company to market their product. However, this is not so for some smaller provinces. The central Canada situation is not transferable. For example, in Newfoundland it is proposed that the processing plant will be owned by a cooperative comprising all producers. This cooperative will be constituted to accept product marketed by its members. A financial undertaking from the cooperative to the board is redundant and therefore unnecessary. A similar situation exists in Nova Scotia where one of the processors is a producer owned cooperative.

Recommendation

That additional wording be included that states " Applicable to only those provinces having more than two processors.

C. Pricing

Current Wording

All other provinces commit themselves to best efforts to set live prices no lower than Central Canadian prices less transportation costs.

Concern

This is a safeguard for Central Canada. It is not necessary for Central Canadian pricing. Pricing outside Central Canada has always been set according to Central Canadian prices. If this cannot be extended to Newfoundland and Nova Scotia, then it should be removed. If it is maintained, then there is a double standard.

Recommendation

The safeguard should apply to all provinces.

D. Cap

Current

... if the cap is increased for one province, it is increased for all provinces.

Concern

This does not meet anyone's definition of market requirement. How does one province's market requirement change because another province's market changes. Obviously, processors are not submitting numbers that meet their market but their production goals.

Recommendation

That this provision is eliminated. An increase in the cap applies only to the province making the request.

E. Atlantic Feed Clause

Terms of reference and work plan to address the alternatives for sourcing more competitive feed or feed grains for Newfoundland livestock producers. As a sign of good faith, C.C.M.A. should provide funding for the project. The project is expected to take four to six months to complete. Only preliminary work has been completed to date.

A similar study is underway in Nova Scotia.

IV. The Vanclief Task Force

A. Mandate

Canadian programs that fell under G.A.T.T. would have to be reviewed to conform to the new agreement. The Federal Government set up the Parliamentary Task Force on Orderly Marketing. It was charged with guiding Canada's national marketing agencies into a second generation of Supply Management to be called Orderly Marketing. The principle of Supply Management was to be generally preserved under Orderly Marketing.

This Task Force developed several principles for changes to the Canadian Chicken Marketing Plan. These principles are:

- * the allocation system must ensure predictability of supply and price stability;
- * all provinces must be assured of the opportunity to produce chicken;
- * the allocation system must be supported by meaningful enforcement mechanisms;
- * the system must provide the opportunity for fair returns to all efficient producers;
- * any conflict in these or with other government objectives should be addressed.

In its latest report to the Ministers, the Chicken Ad Hoc Review Committee defended the new allocation system. Its position is that the system adequately meets most of the principles and where it does not, it should be given a chance. Unfortunately, this risk of time for the Newfoundland and Nova Scotia industries may be disastrous.

B. Minority Assessment of the Agreement in light of Direction and Provincial Responses

In assessing the Agreement, the Chicken Ad Hoc Review Committee acknowledged that:

1. Stability and Market Shares

Any change to the agreement to provide safeguards to promote stability or to protect market share would result in no agreement.

How is this an agreement? Simply put, the larger provinces have said to the smaller provinces, take this agreement or have no agreement. The smaller provinces would be better off without this agreement; however, the larger provinces depended on the smaller provinces for high tariff protection from the United States.

Annual reviews will provide opportunities to change the system.

There is no will to change the agreement. For some provinces waiting until the July 1995 review will be too late.

The industry is opting for a more competitive system.

The larger industry players are opting for an open market system. This is in direct conflict to the Minister's request to preserve the concept of Supply Management.

2. Competitiveness in relation to Feed Costs

The Committee is relying on the Livestock Feed Board for policy solutions to issues raised by stakeholders. The L.F.B. proposed policy solutions did not address the feed cost concerns of any of the stakeholders. Re-balancing of the Feed Freight Assistance program is not an alternative. It does nothing to address the problem and only minimally addresses the symptoms.

3. Arbitration of Differences

To authorize N.F.P.C. to arbitrate differences among stakeholders without defining the criteria under which decisions are to be made is in effect giving no direction to N.F.P.C. and thus making it very difficult for them to reject any province's submission. The agreement is giving N.F.P.C. authority but little accountability.

4. Market Demand Committee

C.C.M.A. recently rejected the idea of any committee to authorize changes to any province's submission. The main concern of the smaller provinces is that no reconciliation of processor requests is attempted, therefore allowing the larger market player to prey upon the smaller players.

5. Manage fairly the resolution of differences

The Committee recognizes that the agreement will be entered by all provinces. The larger provinces are beginning to signal that maybe all provinces need not be party to a national agreement. Obviously, this is just an attempt to run the agreement through regardless of the concerns of smaller provinces.

The Committee also recognizes that there is no transitional period for the less advantaged regions to redress the competitive imbalance. If the problem is ignored long enough, the problem will solve itself. The only question remaining will be what is the consequence.

6. Maintain an orderly marketing system for chicken in Canada

Clearly, it is this guideline that has been adhered to the least. While the rules of the new system attempt to disguise the intent of the system as an orderly marketing system, the intent of the underlying principle is that processors can do exactly what they want. It is in effect an open market system. This is evident in the general market performance of the last six months and the projected performance of the next six months. That is, the market has been very unprofitable for producers and processors.

7. Supply all market requirements at live prices acceptable to producers and processors.

The Committee recognized that because processors are responsible for determining production volumes, competition among them may not result in acceptable prices to producers. The market requirement of the processors has shown not to equate to the consumer market requirement filled by supply management. This double counting is the primary concern of Newfoundland and Nova Scotia.

C. Minority Assessment of Ad Hoc Committee's Recommendations

The Committee has recommended to Ministers that:

1. The new system is evolving and that it is given a chance to work.

In its present form, the new system is consolidating the Canadian chicken industry and in very short order will eliminate some provincial industries. By giving the new system a chance to work, the provinces that have the most to lose may not be able to have a voice of the new system is judged not to work. The risk for the smaller market provinces is their entire industry. They are being asked to give the new system a try without even an attempt by the larger provinces to hear their concerns.

2. Direct the C.C.M.A. to consider the need for safeguards and additional discipline to the system by the 1995 annual review.

The safeguards are needed now! Besides, the will to impose safeguards is not there in the larger provinces. They see an opportunity to develop their domestic industries at the expense of the smaller provinces.

The Ministers must act to impose an orderly marketing system on the Canadian chicken industry. The current open market system if allowed to continue will have irreversible consequences on the Canadian industry.

3. Direct the C.C.M.A. to establish a Market Demand Committee.

This recommendation may provide the vehicle for Ministers to address the concerns of the smaller provinces. We ask that this Committee have the authority to review and revise the provincial submissions.

V. Conclusion

The mandate given the Federal Task Force was not a simple task. The number of stakeholders and their varied interests created the impossible task of satisfying all parties. Therefore, we must consider which constituents have been satisfied and for what reasons. The Canadian agricultural community and the Federal government fought for over six years

to maintain Article XI. Article XI became identifiable with Canada and its system of supply management. The fight for Article XI was waged using all reasonable effort and sparing no

expense. This would lead us to conclude that Article XI and what it stood for were well worth the fight.

Although Article XI has been replaced with an effective equivalent barrier, it seems that we have forgotten why it was so important. The "why" of Article XI were our farms, our livelihoods, our regional development, our environment, our nation's food security! Suddenly, without Article XI someone has determined that the "why" is no longer important, but the pursuit of an open market system is important. This is not the opinion of the smaller provinces; the more vulnerable provinces used to make a case for the tariff protection.

Some may argue that an open market system is inevitable. If this is true, we still have six years and very high tariff protection to find a solution to our problems. The expectation that all stakeholders give up a supply managed environment and switch to an open market system is totally unreasonable. Only with a transitional period could this leap of faith even be contemplated. As an example, the Federal government has delayed making any changes to the import quota system.

The stakeholders that will benefit from this new system are not the thousands of stakeholders that own family farms; it will be the shareholders of the large Canadian processing companies that will benefit. These may be Canadian based, but they are foreign controlled.

The decision must be made now! The consequences of waiting until the next Minister's meeting or July 1995 are unacceptable for the smaller stakeholders. Therefore, our final plea to Ministers is to impose the disciplines of Article XI on the chicken industry. Mandate a transitional period from the old to the new utilizing the six-year timeframe until the next round of the G.A.T.T.

Only time and further consultation will allow us to develop an even better allocation system than is being proposed. A system that will still lead to the development of a globally competitive agricultural industry in Canada..

*REPORT OF THE EGG AD
HOC REVIEW COMMITTEE*

REPORT OF THE EGG AD HOC REVIEW COMMITTEE

ISSUE

At their July meeting, Ministers directed the Egg Ad Hoc Review Committee (EAHRC), known to participants as the Sectoral Advisory Group for Eggs (SAGE), to: "submit a final report for approval by Ministers, based on the principle that consumer responsibility for financing the domestic egg market shall be limited at an equal level across Canada, while assuring stability of provincial markets".

Stakeholders have achieved significant progress in generally settling the outstanding issues in the industry, including many that have long resisted resolution.

Following extensive discussions within and outside the SAGE, producer and processor delegates have agreed on an approach to fulfil the Ministerial direction with respect to the stabilization of provincial markets, and the distribution of the risks and costs of changing market demands.

CONSIDERATIONS

There is virtual unanimity of stakeholders represented at the SAGE for the proposal attached as Appendix A. The key points of this proposal may be summarized as follows:

- uniform national consumer responsibility for balancing income to be capped for five years up to a maximum volume equal to 1994 domestic industrial product sales (the base), or 10 cents per dozen, whichever is less;
- uniform provincial responsibility (based on market share) for income requirements beyond the 10 cent maximum for production within the base, plus a uniform national producer levy up to a maximum of one cent per dozen, with sales to be conducted in a GATT-consistent manner;
- income balancing over the cap will be provided by provinces according to the provincial historic share of surplus production (1991 through 1993), unless the additional product results from a drop in table market sales; in that case, income balancing by provinces will be shared on the basis of a separate formula (column A, table 1, Appendix A);
- provincial egg boards will continue to set their own prices, with the approval of their supervisory agencies, on the understanding that no unreasonable pricing practices will take place;
- CEMA purchases of industrial product (the buyback), will be priced at two cents over the provincial cost of production, as established by CEMA;

- provinces will retain the ability to impose additional levies to support essential grader services, as well as to support surplus removal above or below the capped volume; provincial discretion to levy their provincial consumers will be limited by interprovincial market relationships;
- the accumulated COPE fund deficit must be retired using, first, the surplus balance in the producer fund, and then using the administration fund.
- the current formula price for domestic industrial product shall be increased by five cents Canadian effective January 1, 1995.
- provision for producer contracting to produce industrial eggs at market price for additional market opportunities;
- a fully recoverable national administrative levy of 2.5 cents per dozen for each of the five years of the agreement, to be allocated by Directors at their discretion between administrative and promotion uses;
- the CEMA Board will be changed to allow for 15 members, including four stakeholder representatives, with two from the Canadian Poultry and Egg Processors Council (CPEPC), one from the Canadian Hatchery Federation (CHF), and one from downstream industry. Provision will also be made for territorial representation.

Producers from all provinces, along with the CPEPC and the CHF, have reached consensus on the above proposal. The CCGD is of the view that provincial supervisory responsibility must be exercised to ensure that producer returns do not exceed provincial cost of production and that the cap on the level of consumer support for industrial product use is not frustrated by provincial consumer levies. The CPEPC highlighted that any national or provincial policies put in place not be "trade distorting" in the market.

All provinces support a financial cap of 10¢ and a recoverable administrative levy of 2.5¢ in the context of a comprehensive agreement.

Failing agreement on this proposal, it is the best view of the SAGE, without prejudice, that the current federal-provincial agreement and marketing plan would remain unchanged, which would result: in a probable denial of any increase in the COPE or administrative levy; withdrawal by some provinces from the national surplus removal program with a resultant increase in non-recoverable levies; and, finally, significant price and levy differences between provinces which would provide strong incentives for unforeseen interprovincial movement of eggs and product, with related price instability.

With respect to the issue of GATT commitments, CEMA is now finalizing with industry and trade officials an arrangement along the following lines:

Canada has committed to have no export subsidies for eggs and egg products commencing January, 1995.

CEMA is revising its income support and distribution function to provide for price pooling across all sales. The pooling function will serve to balance producer incomes as per the terms of the agreement.

CEMA will sell to its customers (typically the domestic processing industry) using customized and differentiated prices established with customers. Revenues from all sources will be pooled and distributed to provinces per the buy-back function described in the proposal.

No payments will be made based on export performance.

RECOMMENDATIONS

It is recommended that Ministers:

1. *commission CEMA to conclude its discussions with industry and trade officials to establish a GATT consistent pooling and price discrimination framework for all its sales activities for implementation by January 1, 1995; and*
2. *mandate the federal Minister of Agriculture and Agri-Food to convene, early in the new year, a meeting of signatories to start the process of renewing the federal-provincial agreement and the egg marketing plan based on the provisions of the framework agreement submitted by the Egg Ad Hoc Review Committee on December 6, 1994.*

SECTORAL ADVISORY GROUP - EGGS PROPOSAL

The following proposal is offered to initiate the establishment of a renewed sustainable orderly marketing system for Canada's egg industry. The objectives of the process are as stated in the mandate of the Federal-Provincial Task Force. They are to:

- provide an opportunity for fair returns to efficient participants in the sector;
- develop a fully market responsive sector, from production to consumption;
- enhance competitiveness;
- provide for the orderly removal of barriers to progress;
- ensure that all stakeholders play an appropriate role in decision-making
- manage fairly the resolution of the regional tensions; and,
- stimulate growth and investment in the sectors

SUMMARY OF PROPOSED PLAN

1. The Term

A renewed Federal-Provincial Agreement (FPA) shall be put in place to direct the orderly marketing of eggs. This FPA will have a five year sunset clause. Related administrative and regulatory provisions to promote stability and predictability in the industry will be undertaken by all parties to ensure the participation of all provinces in all areas of the agreement.

In the third year a signatory declaration will be sought signalling any intent to opt-out, renegotiate or renew the agreement at the end of the five year period.

2. The Levy System

Dependence on consumer levies for industrial product removal will be capped. For the five year period the national consumer levy will not exceed 10 cents per dozen. Determination of the actual levy value under the 10 cent ceiling will be made annually in response to market outcomes.

A basic volume cap for industrial product will be established at the actual and verified 1994 domestic sales level (estimated to be around 4.4 million boxes of eggs), adjusted to reflect any new access to the table market under the TRQ system.

Hence, in summary, uniform national consumer responsibility for balancing income would be capped for five years up to a maximum volume equal to 1994 domestic industrial product sales, or 10 ¢ per dozen, whichever is less.

CEMA will guarantee income on this volume of product at provincial COP plus 2 cents per dozen (the buy-back rate). Revenues for this income balance will accrue to CEMA from:

- a) Up to a 10 cent per dozen uniform recoverable levy, and
- b) a uniform provincial levy for requirements in excess of the 10 cent levy.

In addition, up to one cent of uniform, non-recoverable levy will accrue to the Agency for income on volume in excess of the basic volume cap.

In the event that table market sales drop below the 1994 level (estimated at approximately 22.5 million boxes) an additional provincial levy will be established. Levy will accrue to CEMA from provinces based on the proportions in Column A of the table below.

Province	Column A	Column B
B. C.	13.54	9.32
Alberta	9.78	3.45
Saskatchewan	5.35	5.28
Manitoba	12.82	35.14
Ontario	42.87	30.02
Quebec	6.25	6.25
New Brunswick	2.05	1.45
Nova Scotia	4.61	6.16
P. E. I.	0.72	0.78
Newfoundland	2.01	2.14

In the event that the table market exceeds 1994 levels of 22.5 million boxes (estimated), the basic volume cap will not be affected.

Effectively, the 1994 production level of 27.5 million boxes will continue to provide producer incomes as outlined above.

Production beyond the 1994 level, resulting from productivity growth that is not absorbed by the table market will invoke the application of the 1991 - 1993 declaration shares to distribute income provincially. These proportions are illustrated in Column B of the above table.

The accumulated COPE fund deficit must be retired using, first the surplus balance in the producer fund, and then using the administration fund.

Reserve balances will be established from levy revenues to enable the Agency to smooth out the impacts of radical market fluctuation. It is agreed that the amounts of \$2.5 million and \$7.5 million be the lower and upper levels of the COPE fund that trigger increases or reductions in the amounts of industrial product levy collected in succeeding years, the consumer portion of which will not exceed 10¢.

Standardization of data collection and reporting methods will be undertaken to clearly define production and demand levels.

3. *Over the Cap Production*

Balancing income for industrial product over the capped volume of the estimated 4.5 million boxes will be the responsibility of the provinces. Each province's share of the responsibility will be established using the terms outlined above.

The historic shares have been adjusted to account for quota changes since 1993 arising from the Agency's Quota Retirement Program and the National Quota Exchange.

Each province will decide whether or not to produce industrial product over the cap. If they do not wish to produce it, production may be reduced by unilateral quota reduction, or by selling quota out of the province. A province's share of responsibility for over the cap financing would be adjusted downward in the event of either quota sales or a quota cut. Should a province desire to reduce its quota, the other nine provinces should first be given the opportunity to purchase that quota through the National Quota Exchange. Any province receiving quota would have its own share increased. Should no province make a satisfactory offer to the selling province, then that province would be entitled to unilaterally cut its quota, and the remaining nine provinces would be required to absorb a higher share of the reduced costs of industrial product.

In the unlikely event that all provinces decide not to produce above the cap, processors would import their unsatisfied breaker needs at the supplementary import tariff rate.

4. *Spot Market Sales*

Eggs that are in excess of the needs of the table and contracted industrial markets (commitment sales) are available from time to time due to the seasonality of the shell egg demand in Canada. CEMA will market such excess product at negotiated prices, reflecting market value. Sales revenue will be distributed for these spot market sales by pooling revenue with commitment and table egg market sales revenue.

Under the WTO export commitment Canada cannot subsidize the export of eggs in any way. Current sales operations of the Agency will be adjusted to reflect a pooling of Agency sales made on behalf of producers.

5. *Additional Production Beyond the Cap*

Producers may opt to voluntarily produce additional eggs beyond the supply already available from the national quota allocation using new (additional) quota. This extra production would be established only in response to an identified industrial market need. In such cases the additional production could not displace existing domestic supply for domestic markets.

The provincial boards would determine the appropriate means of marketing the product. For example, with the right controls in place, quota could be offered to interested producers, who might market to processors at a contract price. Alternatively, the provincial board might

decide to share income of the over the cap production using a producer levy, which will spread the income over all producers in the province.

It is recognized that such additional supply requires stringent controls to ensure it is marketed to its intended destination and does not leak into the table market.

6. *Provincial Pricing*

Provincial egg boards will continue to set their own prices, with the approval of their supervisory agencies, on the understanding that no unreasonable pricing practices will take place. Prices will likely continue to be set in the east and west from the price in a base province. In practice, Manitoba is the western base, while Ontario and Quebec, working cooperatively, establish a base for Atlantic Canada.

This system of pricing works to ensure reasonable control of domestic prices. In practise, prices would generally be set no lower than that in a base province plus a reasonable freight cost to allow for interprovincial trade.

The price at which the Agency offers to purchase product will continue to be based on the COP of each respective province. This "buy-back" price establishes an effective pricing bench-mark.

Provinces can seasonally adjust egg prices in order to reduce industrial product removal costs, but such pricing activities shall not be so excessive as to be trade distorting with other provinces. Seasonal pricing will continue to be revenue neutral to producers.

7. *The Buy-back*

CEMA's "buy-back" or intervention price is the pooled revenue transferred to provinces as payment for product declared for industrial use. It will be established by the Agency at each provinces' COP plus 2¢.

Provincial egg boards will be responsible for establishing the actual payment for declared product. Boards will establish the amount to be paid to declaring stations who demonstrate that farm to station pickup costs, in-station storage and handling or other costs warrant compensation beyond the value offered by CEMA.

8. *Interprovincial Movement of Table Eggs*

It is recognized that the marketing and pricing systems should promote the free interprovincial trade of eggs. In this regard, the marketers of eggs should be the primary interprovincial sellers. When and only if interprovincial movement cannot occur naturally, the movement of needed product will be on a board to board basis and CEMA will underwrite the net freight cost of such movement.

Provincial boards and governments undertake not to aid in the marketing of eggs to another provinces' table market other than through such cooperative arrangements. Likewise, boards undertake not to establish policies or programs to unjustly preclude or stifle interprovincial trade into their province.

9. *Breaker Price*

The price to be used as the basis for contractual and other sales to breakers will be set using the current Urner Barry pricing formula plus 5¢ Cdn. beginning on January 1, 1995. This price may be renegotiated to maintain its relationship with the landed cost of U.S. product.

This adjustment is intended to ensure that Canadian eggs maintain their competitive position vis-a-vis imported breaking stock.

10. *CEMA Administrative Levy*

The Administrative levy of 2.5 cents will be established for the five year period to fund the Agency's administrative expenses, including all consumer education, and promotion expenses. The full amount will be recognized as a recoverable charge and will be included in the CEMA buy-back price.

11. *Quota*

CEMA will maintain its authority over the national quota, with quota reductions being a provincial responsibility. Monitoring of allocations and inventories for Liquidated Damages purposes will continue. Provinces may exert some autonomy over provincial quota levels in response to market conditions, in collaboration with the Agency. In particular, quota adjustment to provide for new quota for identified markets will be considerations for boards.

Alternatively, provinces will be able to unilaterally sell or reduce quota to reduce the province's share of responsibility for production over the volume cap. The Agency would continue to monitor resulting allocations and inventories.

A National Quota Exchange will be maintained by CEMA to enable interprovincial trade in quota.

12. *Fair Producer Returns*

A question for further consideration is whether, before a new Cost of Production survey is undertaken, a panel of experts shall be convened jointly by the National Farm Products Council and CEMA to determine what constitutes a fair return for product produced within the cap, given such factors as various producer sizes, risks taken, investment involved, labour required, and international competitiveness factors. The panel should be drawn from among private sector executives whose work entails the assessment of and compensation for

risk, effort and financial investment, such as leading economists, corporate financiers, insurance executives, and bankers.

13. *Composition of the CEMA Board*

The CEMA Board will be changed to allow for 15 members with provision being made for the possible addition of a territorial representative. It will consist of 1 producer representative from each province and four stakeholder representatives, with 2 from the CPEPC and one each representing upstream and downstream industry segments. The Canadian Hatchery Federation will occupy one of those seats. The current practice of GIC appointed members will be retained and reviewed in the context of the negotiation of the agreement, with consideration being given to the election of the Chairperson by the Board.

The producer members of the board will be given an opportunity to consult with stakeholders to ensure equitable regional representation.

14. *A Dispute Settlement Mechanism*

Provisions for a DSM independent from regulatory bodies, producer organizations, and the processor industry should be made available to the industry. A provision to that effect should be considered in developing the federal-provincial agreement. The descriptions of the DSM's exact composition, mode of operation, and mandate are left for further discussion and, in particular, input from provincial governments.

15. *What the Plan Will Provide*

(a) For Canada

- ◆ Production will continue in each province, thus continuing to spread the benefits of the industry's rural economic activity across the country, and protecting the value of the infrastructure already in place in each province.
- ◆ There will be a safe, adequate supply of a fresh essential food with no need of special government infrastructure or financial support of any kind.
- ◆ Investments in upgraded facilities and equipment which have been constrained by industry instability will be released, which will lead the industry into a more efficient and internationally competitive status.

(b) For Consumers

- ◆ Eggs will continue to be supplied by Canadian producers, who must continue to meet the quality and safety standards of both CEMA and Agriculture and Agri-Food Canada.

- ◆ Production in every province brings eggs to neighbourhood stores within a few days of being produced on the farm.
- ◆ The exposure to a national levy is limited to a maximum of 12.5 cents per dozen for the duration of the agreement.
- ◆ CEMA and marketers can now focus on providing the variety, choice, and quality that consumers want.

(c) For Producers

- ◆ The plan provides for the continuation of fair returns for producers, thus encouraging new investment in production facilities.
- ◆ Industry stability will encourage younger producers to acquire quota, and lead to continuing economies of scale.
- ◆ The reduction of regional tensions will promote the development of projects at CEMA aimed at helping to achieve more efficiency in production, and to help prevent problems from developing in the animal welfare and environmental areas.
- ◆ The assumption of responsibility for a share of industry growth will provide the needed incentives to move towards a more efficient and competitive industry.

(d) For Processors and Graders

- ◆ New co-operation between CEMA and processors across Canada will achieve a more stable and growing domestic supply of breaking stock that will allow unfettered growth of that industry.
- ◆ Stability of domestic production will unlock new investment by both graders and breakers for the upgrading of facilities and equipment, stimulating new economic activity across the country.
- ◆ Production of all or most breaker needs for both domestic and export processed product markets by Canadian producers will minimize the need for imports and conserve job growth in Canada.
- ◆ The plan improves the competitive position of shell eggs versus value added processed egg substitutes.
- ◆ The levy and pricing provisions provide a non trade distorting framework with no incentive to plunder neighbouring markets.

(e) For Politicians

- ◆ The plan will define progress in the supply management system toward increased market responsiveness.
- ◆ It will provide for the maintenance of a self sustaining rurally based industry in all regions.
- ◆ It provides a solution to the disputes within the industry into which the federal and provincial governments have frequently been drawn.

*REPORT OF THE BROILER
HATCHING EGG AD HOC
REVIEW COMMITTEE*

REPORT OF THE BROILER HATCHING EGGS AD HOC REVIEW COMMITTEE

ISSUE

At their July meeting, Ministers agreed that "with respect to the Broiler Hatching Egg industry, provinces will develop proposals to regulate hatcheries along the lines of the Ontario legislation or by other means as determined provincially to give the same effect; and the Broiler Hatching Egg AHRC be further directed to explore means acceptable to the hatchery and the producer segments of the industry to determine supply at the provincial level and submit a final report to Ministers".

Since then, negotiations have been held, and are continuing, between provincial authorities, producers and hatcheries, to follow up on the direction.

The AHRC has met once since July on November 15, in light of the need to resolve issues at the provincial level, of the fact that the development of a new allocation and pricing system in the chicken industry is in continuing evolution and that the policy on Tariff Rate Quotas (TRQs) - which has a significant impact on the sector - was announced on November 3.

The general conclusion reached by the committee was that before significant changes can be contemplated by the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency (CBHEMA) and by hatcheries at the national level - leading to eventual changes to the federal-provincial agreement - more progress needs to be made in the negotiations at the provincial level, particularly in Alberta and British Columbia, to develop acceptable business arrangements between producers and hatcheries.

CONSIDERATIONS

In its deliberations, the committee noted that broiler hatching egg and chick import quota will continue to be allocated to hatcheries on the basis of market share, within the context of an established quota level of 21.1% of domestic production. It was further noted that companies will be allowed to rent or sell their quota. These policies provide the necessary framework, at the national level, to ensure that access commitments will be met and that, through transferability, movement towards changing provincial blends of domestic production and imports - a major priority of hatcheries - may be facilitated.

Beyond the 21.1% access, a supplementary access regime will continue to apply. The precise modalities of the supplementary access regime remain to be determined by Ministers, after due consideration of the views and positions taken by stakeholders in an Advisory Committee process that will be formalized in the near future. In that context, it was acknowledged that producers will make representations that a tariff level of 15% above domestic price be set for supplementary imports, with the objective of providing an incentive to hatcheries to maximize the level of domestic production. In the course of the November 15 meeting, hatcheries for their part advocate no tariff on supplementals, in

keeping with the principle that supplementary imports are a necessary safety valve to respond to unforeseen requirements. Resolution of this policy issue - in the context of the TRQ regime applicable to all commodities - will have an impact on the positions taken by hatcheries and producers in terms of the contractual arrangements or undertakings required at the provincial level with respect to meeting production commitments.

At their July meeting, the direction provided by Ministers centered on the need to address three fundamental issues: the blend of domestic production and imports in each province, the allocation methodology and the nature of the undertakings required between producers and hatcheries to ensure that allocation commitments are met. Resolution of the first two issues at the national level is contingent on agreement being reached in all signatory provinces on business arrangements between producers and hatcheries.

Since July - considering that a regulatory framework is already in place in Ontario and that mutually acceptable arrangements are in place in Québec - significant progress has been made in Manitoba with respect to the development of contractual arrangements and technical guidelines, as well as on means of gradually achieving changes in the blend of domestic production and imports by 1996. Discussions are continuing but are less advanced in British Columbia and Alberta. Successful conclusion of these negotiations, leading to more trust between producers and hatcheries, is a prerequisite to addressing the key issues of the methodology of determining national and provincial egg requirements.

The committee also considered a proposal made by Québec industry stakeholders to change the current advisory committee structure on supply determination and to establish a joint demand committee at the national level - including equal representation by producers and hatcheries with a neutral non-voting chair, and provincial joint supply committees established on a similar basis. It was acknowledged that progress on this and other proposals under study designed to improve the national allocation system would also be contingent on further progress being achieved in negotiations at the provincial level.

The committee concluded that, in this general context, there are no significant problems that will cause severe disruption to the system or that require urgent resolution that cannot be handled under existing structures. Hatcheries for their part stress the need for urgent system changes to keep pace with the new direction that has been taken by the rest of the chicken meat industry.

RECOMMENDATIONS

It is recommended that Ministers note that:

- 1. before significant changes can be contemplated by CBHEMA and stakeholders at the national level and amendments can be made to the federal-provincial agreement, more progress needs to be made at the provincial level to develop acceptable arrangements between producers and hatcheries; and*

2. *signatories will meet to determine - once these discussions are concluded and the policy on the supplementary import access regime is established - the process that will be required to recommend changes to the federal-provincial agreement and the marketing plan.*

*REPORT OF THE
DISPUTE SETTLEMENT
MECHANISM AD HOC
REVIEW COMMITTEE*

REPORT OF THE DISPUTE SETTLEMENT MECHANISM AD HOC REVIEW COMMITTEE

ISSUE

Ministers agreed at their July meeting that: "in light of the priority attached by industry to a binding Dispute Settlement Mechanism, federal and provincial officials be mandated to assess, in consultation with stakeholders, the implications of the concept and to develop options to translate it into operational form".

In fulfilment of the Ministers' direction, the Dispute Settlement Mechanism Ad Hoc Review Committee (DSM AHRC) has met twice and considered proposals designed to give effect to the direction provided by Ministers in July.

It was generally concluded that while means of resolving disputes within the system must continue to be explored, priority must be given to the development and approval of a framework for amending the federal-provincial agreement and the marketing plan in each of the egg, chicken, broiler hatching egg and turkey industries before developing and implementing new dispute settlement mechanisms.

CONSIDERATIONS

The Committee considered two proposals, attached as Appendix A and B.

The thrust of the first proposal was to provide to each commodity industry the opportunity to put in place an ad hoc binding appeal mechanism applicable to the national agency and to the National Farm Products Council (NFPC), without altering the policy and operational roles of agencies or the supervisory role of the NFPC. The alternative option proposed the introduction of a non-binding interpretive mechanism to resolve differences between stakeholders or between an agency and the NFPC.

The key elements of the first proposal for a Dispute Settlement Tribunal (DST) include:

- the prior need for a legislative base;
- coverage of the main activities of both the agency and Council;
- appeal rulings to have the same force and effect as final judgments of the Federal Court of Canada to severely limit further access to litigation;
- chairmanship by a federally-appointed person from the legal profession in light of the quasi-judicial nature of the decisions rendered and to reduce possible perceptions of conflict of interest or bias;

- accessibility by all interested parties, on reasonable grounds to be determined by the chairperson, to ensure fairness;
- funding of the hearing process by the Agency or through other means as determined in the federal-provincial agreement, with federal responsibility being limited to support for the chairperson.

The implementation of the DST would require unanimity of signatories to sponsor passage of the enabling legislation as well as when an agency chooses to avail itself of the DST process through a subsequent amendment to the federal-provincial agreement.

The role of the DST would primarily be a mechanism of accountability. The DST would be empowered to confirm or revoke, but not to vary, the orders and regulations of the Council or the agency to which the complaint before it relates. Should the DST set aside an agency or Council order, it would fall to the agency or Council to develop new policy consistent with its mandate.

The DST would be operated as a panel, with one or two representatives of each of the principals to the complaint plus the Chair. The precise scope of decision-making by the DST as well as the method of appointment would be defined in the course of negotiating the FPA, for the industries that elect to use the process.

In reviewing this proposal, the DSM AHRC noted that a DST would:

- constitute a replacement for the Federal Court trial division, and consequently act to speed the appeal process while retaining stakeholder involvement that would otherwise be lost with direct recourse to the Federal Court of Appeal;
- allow each industry the flexibility to adapt the concept to its particular needs in both choosing whether to implement the proposal and in defining the scope of the DSM in a revised federal-provincial agreement;
- not act to bind or fetter provincial jurisdiction;
- be effective in binding the agency and NFPC to its decisions without imposing a policy solution on the agency or the NFPC;
- not be fully effective in supporting resolution of differences in that its powers would be limited to acceptance or rejection of an order, although a prior stage of mediation or arbitration could be introduced and if desired made mandatory;
- impose additional costs on the agency and stakeholders;
- potentially result in limiting the effectiveness and initiative of agencies, by enabling opponents to any agency action to initiate challenges.

While provincial government and industry representatives generally supported the concept of improving the system for dispute settlement, many felt uncertain of the full implications for industry of the implementation of a DST and that further exploration was needed of potential alternatives and their impacts.

An alternative approach to dispute resolution would be the Reference Process for Dispute Settlement described in Appendix B. This process, which would not be binding on the parties unless there is prior agreement, could be used in a more systematic basis than in the past to seek interpretation of language in federal-provincial agreements. As past experience illustrates, this mechanism could address issues of interpretation which have partly stimulated requests for an independent dispute settlement mechanism since the Poultry Task Force. This second option was not discussed by the AHRC but is available under current legislation.

Three motives for enhanced dispute settlement were delineated through discussion. First, a perception of need for greater accountability within the marketing systems - a mechanism for review of agency and supervisory board decisions - was identified. Secondly, the need for systematic interpretation of language in federal-provincial agreements was identified. Lastly, the need for arbitration and/or mediation mechanisms concerning such operational items as levies and quota allocation was highlighted.

RECOMMENDATIONS

It is recommended that Ministers:

1. *confirm the need to improve dispute settlement within the system;*
2. *reiterate that priority must be given to review and amend the federal-provincial agreement and the marketing plan in each industry, to establish a renewed basis for the future of the industries;*
3. *ask the stakeholders in each commodity industry to look at alternatives to improve dispute settlement with the existing legislative and institutional framework, with the full involvement of private sector stakeholders, as the process of evolving new federal-provincial agreements progresses towards resolution; and*
4. *agree that the principles to guide the review of dispute settlement mechanisms should include:*
 - *more independent and objective mechanism*
 - *cost minimization*
 - *efficiency*
 - *timely resolution of differences.*

FOR CONSULTATION PURPOSES ONLY

**PROPOSAL FOR THE ESTABLISHMENT OF
DISPUTE SETTLEMENT TRIBUNALS (DST)**

1. Enabling legislation, through the creation of a new Part IV to the FPAA, would be requested to allow for the establishment of Dispute Settlement Tribunals (DST) in relation to each regulated product. The basic terms of these enabling provisions are described in the paragraphs below. The intent is that DSTs would be ad hoc mechanisms convened solely for the purpose of dealing with individual disputes.
2.
 - a) Subject to paragraphs (b) and (c), where an agreement signed by the Minister pursuant to Section 31 of the Act provides for the use of a DST, a DST may review any decision of the Council under Section 7(1)(d)&(e) and any decision of an Agency in relation to the exercise of its respective duties, objects and powers pursuant to Sections 22,23, and 42 of the Act;
 - b) The DST shall not review the exercise of an agency's duties, objects and powers as may be exempted from review under provisions of the Agreement referred to in paragraph (a);
 - c) The provision for exemptions referred to in Paragraph (b) shall not apply to the duties, objects and powers of an agency exercised pursuant to sub-sections 22(1)(f)&(g) and 42(1) (d)&(e) of the Act.
3. The members of a DST, other than the chairperson, shall be appointed in such a manner, including election, and for such terms as is provided in the agreement made pursuant to Section 31 of the Act or by GIC to hold office during pleasure.
4. There shall be no fewer than three and no more than five members appointed to a DST one of whom shall be Chairperson. The members shall be paid a per diem to be fixed in the Section 31 agreement.
5. The Chairperson shall be a member of one of the law societies of a province and shall be appointed by GIC to hold office during pleasure.
6. The costs relating to all operations of a DST shall be borne by the agency empowered in respect to the regulated product for which the DST is established or in such manner as may be agreed to in a Section 31 agreement.
7. The necessary secretariat function to all DST's shall be provided by the Council or in such a manner as may be agreed in a Section 31 agreement.

FOR CONSULTATION PURPOSES ONLY

8. A complaint by the Council, the related agency, any signatory to a Section 31 agreement or any other complaint approved by the Chairperson may be reviewed by a DST.
9. The DST may establish its own rules of procedure and has all the powers of a court of record.
10. The Council, the related agency, any signatory to the Section 31 agreement dealing with the regulated product or any person approved by the chairperson may elect to be a party to any complaint proceeding before a DST.
11. The DST may issue an order confirming or revoking the decision of the Council or the Agency to which the complaint relates.
12. The order of a DST shall only become enforceable when registered by a party to the proceedings with the Federal Court of Canada. Registration may be affected 30 days after the order is issued or after such period as may be provided in the order.
13. Upon being registered, the order shall have the same force and effect, and all proceedings may be taken, as if the order were a final judgement of the Federal Court of Canada.
14. Subject to Section 28 of the Federal Court Act, decisions of a DST are final and conclusive and shall not be appealed or reviewed.

REFERENCE PROCESS FOR DISPUTE SETTLEMENT

One means towards dispute resolution is reference to a third party, arms-length legal counsel for an opinion where interpretation of legal phraseology is required.

This method has been used by Council in the past to obtain an interpretation of language in federal-provincial agreements, eg. in the case of CTMA, an interpretation of the wording in the agreement related to overbase allocation and, in the case of CEMA, an interpretation as to whether it is possible for a province to opt out of part of the agreement (i.e. national surplus removal program) without opting out of the agreement entirely.

Disputing parties can themselves decide on the third party who will render a judgement or alternatively if the services of the Justice Department are sought, the Council is approached to initiate the process. Council consults with Legal Services of Agriculture and Agri-Food Canada and if the request is acceptable, a learned individual within Justice Canada, acceptable to the disputing parties, is asked to prepare a Memorandum of Law which sets out an opinion with respect to the matter.

Use of this method has been confined to cases where differences of opinion exist regarding interpretation of language between signatories and agencies. It has not been used to resolve differences between agencies and industry participants.

The reference process is best suited for obtaining legal guidance in terms of developing policy and programs. The acceptability of existing policies (i.e. the impact on the various stakeholders, including consumers) is not a matter which can best be decided using this process.

Document: 830-525/010

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**Final Report on the Implementation
of Sustainable Orderly Marketing
Systems in the Canadian Dairy,
Poultry and Egg Industries**

**Rapport final sur l'établissement
de systèmes de mise en marché
ordonnée durables dans les
industries laitière, avicole
et ovocole du Canada**

**Federal-Provincial Task Force
on Orderly Marketing**



**Groupe de travail fédéral-provincial
sur la mise en marché ordonnée**

**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

L'honorable Ralph Goodale
Président
Comité fédéral-provincial des ministres
de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Pièce 175, édifice de l'Est
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5

Monsieur le ministre,

Le Groupe de travail fédéral-provincial sur la mise en marché ordonnée a le plaisir de présenter son rapport final conformément aux orientations que les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ont arrêtées au cours de leur réunion du 4 au 6 juillet à Winnipeg. Ce rapport porte sur le progrès réalisé par les intervenants relativement à la définition d'un nouveau cadre de commercialisation ordonnée durable pour les secteurs du lait, de la volaille et des oeufs d'incubation, ainsi que sur le projet de création d'un mécanisme de règlement des différends dans les secteurs de la volaille et des oeufs. Le Comité sectoriel spécial du dindon (CSSD) préparera un rapport distinct qu'il remettra au président du Groupe de travail au printemps de 1995, conformément aux dispositions de l'alinéa 1. b) du rapport de décision de juillet.

À l'occasion de leur réunion du 19 décembre à Toronto, les ministres seront appelés à approuver les recommandations des comités sectoriels spéciaux (CSS), lesquelles figurent dans le sommaire annexé à la présente. Vous trouverez également ci-joint les rapports dans lesquels les CSS (lait, poulet, oeufs, oeufs d'incubation et mécanisme de règlement des différends) définissent les questions dont ils ont tenu compte pour en arriver à leurs conclusions, ce qui donne un contexte aux recommandations.

Lors de la revue de ces recommandations, les ministres pourront peut-être considérer les opinions du Groupe de travail concernant chacun des secteurs. Nous fondons nos observations sur notre analyse de l'évolution de la situation, analyse qui s'inspire des rapports et des comptes rendus de réunions des CSS, des discussions avec les représentants des secteurs concernant le travail des CSS au cours des derniers mois, et de notre propre expérience des secteurs. Nous nous sentons obligés de fournir dans ce rapport notre évaluation collective des progrès accomplis par chaque secteur dans le processus d'adaptation au nouveau contexte et de tracer des directions susceptibles de faire avancer les travaux nécessaires. Nous cherchons ainsi à aider les ministres dans leur examen de questions difficiles. Nous n'avons pas l'intention de formuler des recommandations officielles ni de substituer nos opinions à celles des groupes d'intervenants. À cet égard, les ministres prendront note que les documents de décision destinés à les guider dans leurs délibérations se conforment aux recommandations dont ont convenu les membres des CSS.

Il convient d'abord de souligner que chaque secteur devait dès le départ définir ses propres orientations. En conséquence, les solutions proposées varient d'un secteur à l'autre, selon la situation particulière de chacun. Pour que le Canada puisse maintenir des systèmes nationaux de gestion de l'offre, le choix de solutions symétriques n'est pas réalisable ni souhaitable.

LAIT

À la lumière des orientations établies par les ministres, le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) a examiné, au cours de sa réunion du 4 au 6 octobre, un rapport dans lequel le Comité de planification stratégique de l'industrie laitière (CPSIL) recommande essentiellement l'adoption d'un mécanisme national de différenciation des prix comme la seule solution viable pour sauvegarder les programmes actuels d'exportation aux États-Unis et maintenir les marchés intérieurs face à la concurrence des importations; le CPSIL souligne également que la mise en commun des recettes provenant de la vente de toutes les classes de lait constitue la façon la plus équitable et la plus acceptable aux termes du GATT de répartir les bénéfices de la différenciation des prix à l'échelle nationale. Le CCGAL a formé un sous-comité de négociation (SCN), composé de représentants des producteurs, des transformateurs et des offices de commercialisation du lait de chaque province, pour déterminer les conditions et l'échéancier de mise en oeuvre des orientations précitées.

De l'avis du Groupe de travail, les recommandations du CPSIL représentent une assise solide sur laquelle fonder les négociations du SCN pour préparer l'avenir.

Il est urgent de prendre des décisions. Toute forme de mise en commun nécessitera, d'ici au 1^{er} août 1995, les mesures suivantes : l'adoption d'une loi fédérale d'autorisation et l'apport de changements administratifs pour assurer l'harmonisation des pratiques provinciales, notamment en matière de classification et de fixation des prix du lait; la création d'un système de fixation des prix des composants du lait et d'un système national de déclaration de la production hors contingent, pour assurer une mise en commun équitable. Il pourrait aussi s'avérer nécessaire de modifier le plan de commercialisation du lait. Par conséquent, il importe que les ministres confirment les recommandations présentées et confient aux membres du SCN un solide mandat pour que les processus d'approbation officielle des changements à apporter d'ici au 1^{er} août 1995 soient simplifiés et que les changements soient effectivement apportés dans les délais impartis. À leur réunion de décembre, les ministres doivent s'engager à adopter les changements nécessaires en tenant compte des accords intervenus au SCN, et ce pour s'assurer que le système sera conforme aux exigences du GATT en temps opportun. La non-application de tout changement qui s'impose pourrait entraîner la perte de débouchés et empêcher le système de répondre aux besoins essentiels des transformateurs de second cycle; on sait que ces derniers doivent fonder leurs décisions commerciales sur des politiques ponctuelles.

Comme les ministres le savent, les membres du SCN ont des opinions partagées sur une question fondamentale qui représente la clé de la réforme du système : le niveau de mise en commun à mettre en place d'ici au 1^{er} août 1995. Il n'appartient pas au Groupe de travail de

prendre une décision finale à ce sujet. La solution réside dans la réalisation d'un consensus entre les membres du SCN, entériné par les ministres.

Sans chercher à devancer le résultat des travaux du SCN et les décisions ministérielles, mais compte tenu de l'urgence de la conclusion d'un accord, les ministres et les intervenants pourraient juger bon d'examiner les observations suivantes du Groupe de travail dans le but de poursuivre le processus de négociation :

1. En étudiant les avis que les agents gouvernementaux des services commerciaux et les spécialistes indépendants ont fournis au SCN, nous avons noté que plus le système de mise en commun est vaste, moins il y a de chance qu'une contestation commerciale ne réussisse. Nous avons également examiné les conséquences possibles du choix d'une formule déficiente pour lancer le processus de mise en commun. Nous suggérons aux ministres et aux intervenants du SCN de peser soigneusement les retombées commerciales de toute solution arrêtée à court terme, afin d'assurer l'intégrité d'un système national. En nous fondant sur les avis disponibles, le choix d'une base limitée nous préoccupe. À notre avis, il importera de cerner, dans la progression vers le système de mise en commun le plus vaste possible, les autres questions à négocier et à régler avant de mettre en place la mise en commun sur tout le lait. Il serait ainsi possible de progresser vers l'objectif sans affaiblir la position de négociation de l'une ou l'autre province.
2. Il importe également de confirmer la politique établie de la Commission canadienne du lait (qui préside le SCN), selon laquelle la mise en commun se fera au moyen de mécanismes respectueux des compétences provinciales.
3. Il est primordial dans la mise en oeuvre de solutions d'ici au 1^{er} août 1995, de créer des conditions permettant non seulement le maintien mais l'expansion de programmes spéciaux concurrentiels pour les exportations et les ingrédients de façon à assurer des approvisionnements aux usagers de ces programmes; la participation des intervenants en aval, à la conception de ces programmes, doit être assurée.

POULET

En juillet dernier, les ministres ont demandé à l'Office canadien de commercialisation du poulet (OCCP) de réaliser, avant le 12 août, un consensus national des producteurs qui déboucherait sur un accord en matière de contingentement et de fixation des prix.

L'échéance a été respectée et depuis, l'OCCP cherche à faire évoluer l'accord de façon à pouvoir maintenir un système national de commercialisation du poulet. Dans le rapport ci-joint qu'il a préparé avec le plein apport des intervenants et des provinces représentés en son sein, le Comité sectoriel spécial du poulet (CSSP) décrit les principales caractéristiques du système et formule des recommandations auxquelles souscrit le Groupe de travail, étant entendu que beaucoup de travail reste à faire. Un rapport distinct des offices de commercialisation de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse figure également en annexe.

À la réunion des ministres le 19 décembre, on fera le point sur les discussions de l'OCCP concernant le protocole d'entente entre cet organisme et les offices provinciaux, qui doit être ratifié d'ici au 15 décembre, ainsi que sur le bilan des consultations du Bureau des provendes du Canada touchant l'aide au transport des céréales fourragères.

En invitant les ministres à approuver les recommandations du CSSP, le Groupe de travail est conscient des craintes que l'accord suscite dans bien des milieux. Par exemple, dans leur rapport distinct, les producteurs de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse demandent « l'imposition des règles de discipline de l'article XI au secteur du poulet » et « l'établissement d'une période de transition de l'ancien au nouveau régime, qui correspondrait au délai de six ans jusqu'à la prochaine série de négociations du GATT ». Leurs opinions et celles exprimées par d'autres intervenants dans les discussions et négociations des derniers mois montrent que la mise en oeuvre de l'entente de principe représente un changement important par rapport au système original de gestion de l'offre. Toutefois, le Groupe de travail reconnaît que l'imposition de changements importants au système à ce moment "éliminerait toute possibilité d'entente" et pourrait entraîner la dissolution du système national, comme le souligne la première recommandation. En outre, il est encouragé par les discussions que tiennent actuellement les membres de l'OCCP sur la question des mesures de sauvegarde à mettre en place pour s'attaquer aux problèmes soulevés par un certain nombre de provinces.

Compte tenu de l'ampleur des changements qui caractérisent le secteur, il importe d'accepter le fait qu'il est impossible de régler tous les problèmes en même temps et que l'établissement de priorités s'impose. De toute évidence, il faut d'abord définir les mesures de discipline tout en fixant les niveaux de production pour 1995. Le Groupe de travail exhorte l'OCCP à régler, tôt en 1995, de concert avec les autres intervenants, les questions en suspens qui ont trait à l'intégration d'autres règles de discipline au système, afin d'assurer la durabilité de ce dernier.

Une fois cette question prioritaire réglée, il faudra s'employer à améliorer la coordination entre les intervenants et à préciser une vision commune pour l'avenir. Seuls un dialogue et une concertation plus efficaces entre les intervenants permettront de s'assurer, à long terme, que les besoins du marché sont comblés d'une manière uniforme et prévisible. Les producteurs et les intervenants en aval de la production devront également se concerter sur des questions clés comme l'élaboration rapide d'une politique d'exportation et l'établissement de mesures visant à assurer la prévisibilité de l'offre dans un contexte de croissance soutenue. Le Groupe de travail estime que le premier pas à faire dans cette direction consiste à mettre en oeuvre la recommandation du Comité de la demande.

Les recommandations font état de deux questions importantes qui restent à régler entre les producteurs et les intervenants en aval : la composition du conseil d'administration de l'OCCP, ainsi que le rôle futur de la formule de calcul des coûts de production (FCCP) et l'attribution de la responsabilité de cette formule.

Le Groupe de travail reconnaît que les opinions quant à la composition du conseil sont divergentes et, en ce moment, incompatibles; il note en outre que tout changement de composition nécessitera une modification de la proclamation de l'OCCP. Il est possible que

les ministres ne puissent préciser une orientation précise à ce sujet, comme le propose le Comité dans son rapport, si la discussion devait porter sur d'autres questions qui y sont soulevées. Si tel était le cas, la question pourrait être réexaminée dans le cadre de la renégociation de l'Accord fédéral-provincial et de la proclamation, à la lumière d'une analyse de l'évolution du rôle du conseil après une année de fonctionnement sous le nouveau régime.

On s'accorde généralement pour dire que la FCCP doit être maintenue et utilisée comme ligne directrice. Le Groupe de travail note cependant que les intervenants en aval, compte tenu du rôle de la FCCP nationale dans la fixation des prix provinciaux, ont de sérieuses réserves sur l'administration de cette même formule par les producteurs et sur la méthode employée. Il convient de souligner que le secteur des oeufs a proposé d'étudier la possibilité de créer un comité d'experts pour déterminer en quoi consiste un revenu équitable, et ce avant la tenue d'une nouvelle étude sur les coûts de production. À titre de premier pas vers un règlement de cette question controversée, le Groupe de travail invite les autorités provinciales à tenir compte des préoccupations des intervenants en aval dans le processus d'application de la formule à la fixation des prix provinciaux.

Le Groupe de travail est d'avis que la dernière recommandation du CSSP pourrait être éclaircie. Après le premier examen annuel, ou plus tôt s'il y a lieu, l'OCCP devrait rendre compte au ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et à ses collègues de l'avancement du processus d'élaboration de l'entente de principe. L'OCCP pourra ainsi se pencher en priorité sur la possibilité d'intégrer d'autres règles de discipline dans le but d'améliorer le système de fixation des prix et d'attribution de contingents, et examiner avec les autres intervenants la politique d'exportation et le concept du Comité de la demande. Après analyse de la réaction des intervenants et des administrations publiques à ce rapport de l'OCCP, le ministre fédéral préparerait, aux fins d'examen et d'approbation par les ministres canadiens de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, une proposition sur la marche à suivre (y compris la participation des intervenants en aval) et l'échéancier pour renégocier l'Accord fédéral-provincial et le plan de commercialisation. La question de la composition du conseil et celle de la FCCP pourraient être examinées à nouveau dans ce contexte.

OEUFS DE CONSOMMATION

À une réunion spéciale du 6 décembre du Comité sectoriel spécial des oeufs de consommation (CSSO), les producteurs et d'autres intervenants sont parvenus à un consensus sur une entente cadre qui devrait servir de guide à l'élaboration d'un nouvel Accord fédéral-provincial quinquennal pour le secteur des oeufs. Les principales caractéristiques de cette entente sont exposées dans le rapport du CSSO.

Les ministres pourraient vouloir noter que, selon l'avis du Groupe de travail, cette entente est conforme aux directives émises par les ministres en juillet dernier, en ce sens qu'elle : limite, à l'échelle nationale, la responsabilité des consommateurs en matière de financement de l'écoulement des excédents d'oeufs de transformation, ainsi qu'en matière d'administration et de promotion, à un maximum de 12,5 c. la douzaine pendant cinq ans; stabilise le marché

en assurant la production de 1994 sur la base de la formule des coûts de production dans toutes les provinces; et permet la production à des prix compétitifs au-delà de cette base.

Le Groupe de travail est encouragé par l'adoption des concepts suivants : le limitation de la responsabilité des consommateurs à l'échelle nationale; la stabilisation des marchés pour permettre à l'industrie de croître et d'investir pour mieux répondre à la concurrence internationale; la possibilité de produire des oeufs et transformation au prix du marché au delà de la base pour soutenir une expansion concurrentielle des marchés; et l'adhésion des intervenants en amont et en aval sur le conseil de l'OCCO pour renforcer le partenariat au sein de l'industrie. Ces mesures constituent une amélioration importante par rapport au système actuel.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'entente, il importera pour les provinces, dans l'exercice de leur responsabilité en matière de fixation des prix, de continuer à maintenir la discipline entre les provinces pour éviter l'apparition de pratiques perturbatrices du marché et de limiter, à l'échelle provinciale, la responsabilité des consommateurs en matière de financement de l'écoulement des excédents d'oeufs de transformation, conformément au principe approuvé par les ministres à leur réunion de juillet.

Pour ce qui est d'assurer, d'ici au 1^{er} janvier 1995, la conformité des programmes de l'OCCO avec les nouvelles règles du GATT, les ministres devraient noter que des discussions entre l'OCCO, les intervenants de l'industrie et les agents des services commerciaux sont avancées et devraient résulter dans l'établissement de mesures acceptables et ponctuelles.

Conformément aux recommandations faites par le CSSO, le Groupe de travail suggère que les ministres pourraient vouloir demander au ministre d'AAC de convoquer une réunion des signataires pour démarrer le processus de renouvellement de l'Accord fédéral-provincial. Les ministres pourraient également juger bon de s'assurer que le Conseil national des produits agricoles (CNPA) tient compte de leur décision dans son examen de l'ordonnance d'imposition de prélèvements actuellement déposée devant le Conseil.

OEUFS D'INCUBATION

Dans l'examen du rapport du Comité, les ministres noteront que les progrès dans l'adaptation du système national de contingentement dépendent de deux facteurs.

À l'échelle fédérale, il importera de préciser les modalités du régime d'accès aux importations supplémentaires, de déterminer s'il est possible d'appliquer des contingents tarifaires à ces importations et, dans l'affirmative, à quel niveau. Cette question est actuellement examinée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, dans le cadre du mécanisme consultatif établi pour mettre en vigueur la loi créant l'OMC. À l'échelle provinciale, particulièrement en Alberta et en Colombie-Britannique, il importe de faire progresser les discussions entre les autorités provinciales, les producteurs et les

couvours sur les accords ou les engagements contractuels qui pourraient être établis dans les provinces pour respecter les contingents de production.

Pour progresser vers le renouvellement de l'entente fédérale-provinciale et du plan de commercialisation, le Groupe de travail propose d'adopter une démarche proactive dans ces deux dossiers afin d'éviter que le système national administré par l'Office canadien de commercialisation des oeufs d'incubation de poulet de chair(OCCOIPC) ne soit menacé.

MÉCANISME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le Groupe de travail appuie sans réserve les conclusions auxquelles est parvenu le Comité sectoriel spécial du mécanisme de règlement des différends (CSSMRD) quant à la nécessité d'améliorer le règlement des différends dans les secteurs avicole et ovocole. Comme l'indique le rapport du CSSMRD, priorité doit d'abord être accordée à l'examen et à la modification de l'Accord fédéral-provincial et du plan de commercialisation dans chaque secteur. Les modifications convenues dans ce contexte pourraient influencer sur la portée et la nature des mécanismes de règlement susceptibles de convenir à chacun de ces secteurs.

Cette question sera examinée plus en détail dans le cadre des travaux du Comité sectoriel spécial du dindon (CSSD) et de la renégociation de l'Accord fédéral-provincial pour le secteur des oeufs. Les solutions élaborées pour ces deux secteurs pourraient contribuer à l'élaboration de mécanismes pour les secteurs du poulet et des oeufs d'incubation lorsque ces derniers seront prêts à proposer des modifications à leur Accord fédéral-provincial et à leur plan de commercialisation.

CONCLUSION

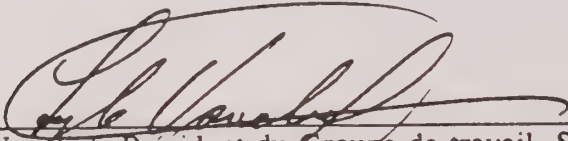
Lorsque le Groupe de travail a été établi, la priorité des ministres consistait à assurer que chacun des secteurs soit prêt à fonctionner, d'ici à 1995, dans le cadre des nouvelles règles commerciales. En ce qui a trait au secteur laitier, nous sommes convaincus que le Sous-comité du CCGAL s'entendra sur les mesures à mettre en place d'ici au début de la prochaine campagne laitière. De même, le secteur des oeufs devrait modifier ses programmes, dès le 1^{er} janvier 1995, pour les rendre conformes aux nouvelles règles du GATT.

Le second défi à relever par chaque secteur consistait à déterminer collectivement comment il pourrait fonctionner à l'échelle nationale, dans le cadre d'un régime de tarification. Les progrès vers la réalisation de cet objectif sont inégaux, mais nous sommes convaincus qu'en 1995, chaque secteur sera en mesure de relever le défi.

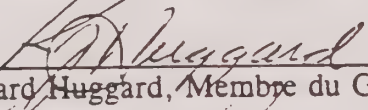
La mise en oeuvre du nouvel accord du GATT prévoit un répit de six ans pour se préparer aux réalités probables d'une diminution de la protection, de la baisse des tarifs et de

l'intensification de la concurrence. Il importe donc de considérer le plus long terme, non seulement les cinq prochaines années. Il est parfaitement compréhensible que l'adaptation de systèmes en place pratiquement inchangés depuis le dernier quart de siècle fasse l'objet d'une certaine résistance. En fait, le processus d'adaptation amorcé par les divers secteurs ne fait que commencer. Il est essentiel d'intensifier la concertation entre les producteurs et les intervenants de l'amont et de l'aval, car le succès d'un groupe est entièrement tributaire de la réussite des autres. Il y a toujours un manque de confiance entre les participants. Ils doivent de plus en plus partager les pouvoirs, les avantages et les risques dans un esprit de collaboration pour le plus grand avantage de l'ensemble des secteurs. Ils doivent prendre conscience de plus en plus que la survie et la croissance des secteurs soumis à la gestion de l'offre constituent une responsabilité partagée. Des progrès sont réalisés en ce sens, mais il reste encore beaucoup à faire. Le plus grand défi que doivent relever les intervenants des secteurs consiste à traduire ces quelques observations dans la réalité. Nous espérons que les divers secteurs chercheront de plus en plus à relever le défi de travailler ensemble, et ce, bien avant le tournant du siècle.

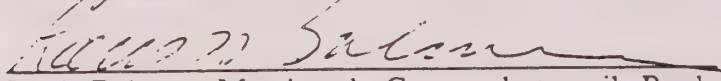
Le tout respectueusement soumis,



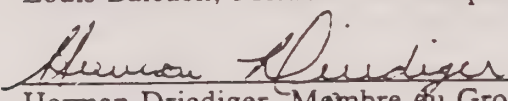
Lyle Vachet, Président du Groupe de travail, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire du Canada



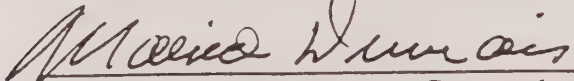
Richard Huggard, Membre du Groupe de travail, Nouvelle-Écosse



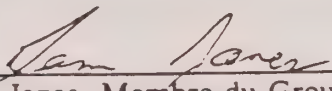
Louis Balcaen, Membre du Groupe de travail, Producteur de lait



Herman Driediger, Membre du Groupe de travail, Aviculteur



Mario Dumais, Membre du Groupe de travail, Secrétaire général - Coopérative fédérée de Québec



Lem Janes, Membre du Groupe de travail, Président, Janes Family Foods

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LES COMITÉS SECTORIELS SPÉCIAUX

Conformément aux orientations établies par les ministres de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire du Canada, des provinces et des territoires à leur réunion de juillet à Winnipeg, le Groupe de travail sur la mise en marché ordonnée soumet respectueusement à la considération des ministres les recommandations élaborées par les comités sectoriels spéciaux établis pour le lait, la volaille, les oeufs, les oeufs d'incubation et le mécanisme de règlement des différends.

Le Comité sectoriel spécial sur l'industrie du dindon remettra un autre rapport au printemps de 1995, par l'entremise du président du Groupe de travail.

LAIT

Il est recommandé que les Ministres:

- 1. appuient le consensus du Sous-comité de négociation, à l'effet qu'une certaine forme de mise en commun des revenus est requise instamment pour que l'industrie puisse faire honneur aux obligations internationales du Canada et maintenir un système national de mise en marché ordonnée. Cela tient compte du fait qu'à ce stade-ci, six provinces (I.-P.-É., Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Québec, Ontario et Manitoba) favorisent la mise en commun des revenus de tout le lait dans un délai à négocier, que la C.-B., l'Alberta et la Saskatchewan appuient l'étape initiale de la mise en commun des classes spéciales seulement, sans s'objecter à une mise en commun plus large dans le contexte de négociations ultérieures, et que Terre-Neuve, en tant que uniquement producteur de lait de consommation et non signataire du Plan actuel, se réserve de prendre position;*
- 2. donnent des directives pour que les amendements à l'entente fédérale-provinciale ou au Plan national de commercialisation du lait soient apportés, avant le 31 mars 1995, afin qu'aucune disposition ne soit incompatible avec le GATT ou l'ALÉNA et ne puisse être utilisée au détriment des intérêts commerciaux internationaux du Canada. De tels amendements auraient un fondement technique et seraient apportés sans préjudice à la position de négociation des provinces au sein du CCGAL;*
- 3. donnent à la Commission canadienne du lait (CCL) le mandat, en consultation avec Agriculture et Agro-alimentaire Canada et avec le CCGAL, de développer et soumettre au Ministre fédéral, au plus tard le 31 mars 1995, des propositions d'amendements législatifs à la Loi sur la Commission canadienne du lait. Ces amendements législatifs permettraient la mise en commun des revenus du lait, par la délégation de fonctions administratives;*

4. *s'engagent à modifier les législations et réglementations provinciales d'ici le 1^{er} août 1995, s'il y a lieu, pour assurer la conformité au GATT et à l'ALÉNA;*
5. *donnent au Sous-comité de négociation du CCGAL, à sa réunion des 9 et 10 janvier 1995, à Toronto, le mandat d'en arriver à un consensus sur la portée de la mise en commun qui sera en vigueur d'ici le 1^{er} août 1995, après une évaluation approfondie des répercussions des scénarios de mise en commun et une nouvelle évaluation des risques commerciaux et des questions d'équité. Il est entendu que ce consensus sera mis en oeuvre par la CCL, en tant que présidente du CCGAL, en collaboration avec les délégations du Sous-comité de négociation; et*
6. *demandent à la CCL de fournir aux ministres, d'ici la fin de janvier 1995, un rapport écrit portant sur :*
 - *l'échéancier de mise en oeuvre du consensus sur la mise en commun;*
 - *les mesures spécifiques requises aux paliers fédéral et provincial pour l'application de la mise en commun d'ici le 1^{er} août 1995;*
 - *le contenu et l'échéancier des négociations du Sous-comité menant à une mise en commun sur une base élargie;*
 - *la conception d'un programme d'exportation facultatif, et*
 - *un système coordonné d'allocation du lait incluant les révisions des programmes de retrait des surplus.*

Il est clairement entendu que toute entente conclue sera tout à fait conforme aux compétences provinciales. Selon les délibérations du Sous-comité, même avec l'harmonisation des prix, il doit y avoir une certaine flexibilité pour l'établissement des prix dans les provinces.

Considérations additionnelles

Le Sous-comité veut, par ailleurs, exprimer son haut niveau de préoccupation à propos des discussions canado-américaines sur certains litiges commerciaux, qui doivent s'amorcer au début de 1995. Tout doit être mis en œuvre, au niveau du gouvernement canadien, pour préserver les intérêts de l'industrie laitière canadienne.

Le Sous-comité veut rappeler aux ministres qu'il maintient la position qui a été soutenue unanimement par les représentants de l'industrie laitière concernant l'octroi des quotas d'importation.

Le Sous-comité veut également que les ministres fédéral et provinciaux appuient sans réserve le projet de l'industrie visant l'élaboration d'un Code canadien de l'industrie laitière, avec la pleine collaboration des producteurs, des transformateurs et des gouvernements fédéral et provinciaux. Selon le Sous-comité de négociation du CCGAL, l'harmonisation des normes à la grandeur du pays est essentielle à la restructuration de l'industrie laitière.

POULET

Il est recommandé que les ministres :

1. *compte tenu du fait que réclamer des changements immédiats au système alors qu'il est en évolution éliminerait toute possibilité d'entente, les provinces devraient convenir que le système décrit dans l'accord de principe ait la chance de faire ses preuves;*
2. *demandent à l'OCCP d'étudier la nécessité d'introduire des sauvegardes et des disciplines additionnelles dans le système d'ici à l'examen annuel de 1995 ou plus tôt, si cela est nécessaire;*
3. *demandent à l'OCCP de créer un comité de la demande, strictement chargé de présenter de l'information, pour assurer l'échange de meilleures données entre les intervenants au sujet de la détermination des besoins du marché et pour garantir un dialogue constant entre intervenants sur les moyens d'améliorer le partenariat;*
4. *demandent à l'OCCP d'élaborer, de concert avec l'industrie, une politique relative aux exportations en 1995; et*
5. *réclament un cadre de modification de l'entente fédérale-provinciale, d'ici juillet 1995, incluant des propositions précises sur*
 - . *la composition du conseil d'administration, et*
 - . *le rôle futur de la formule des coûts de production avec des mécanismes permettant d'en améliorer l'objectivité.*

OEUFS DE CONSOMMATION

Il est recommandé que les ministres :

1. *demandent à l'OCCO de conclure ses discussions avec l'industrie et les agent responsables du commerce extérieur afin d'établir, pour toutes ses activités de vente, un cadre de mise en commun des recettes et de différenciation des prix compatible avec le GATT, pour mise en oeuvre à compter du 1^{er} janvier 1995; et*
2. *confient au ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire le mandat de convoquer, tôt au début de la prochaine année, une réunion des signataires pour mettre en branle le processus de renouvellement de l'entente fédérale-provinciale et du plan de commercialisation des oeufs, sur la base de l'entente cadre soumise le 6 décembre par le Comité sectoriel spécial des oeufs de consommation.*

OEUFS D'INCUBATION

Il est recommandé que les ministres prennent en considération que :

- 1. des progrès s'imposent au niveau provincial en vue d'en arriver à des arrangements acceptables entre les producteurs et les couvoiriers, avant que l'OCCOIPC et les intervenants puissent envisager des changements importants au niveau national et que des modifications puissent être apportées à l'entente fédérale-provinciale; et*
- 2. les signataires devront se rencontrer afin de déterminer, une fois menées à terme ces discussions et établie la politique sur le régime d'accès au marché des importations supplémentaires, le processus qui devra être adopté pour recommander des modifications à l'entente fédérale-provinciale et au plan de commercialisation.*

MÉCANISME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Il est recommandé que les ministres :

- 1. confirment la nécessité d'améliorer le mode de règlement des différends à l'intérieur du système;*
- 2. réitèrent la priorité d'examiner au préalable et de modifier l'entente fédérale-provinciale et le plan de commercialisation dans chaque secteur dans le but de fonder l'avenir du secteur sur une base renouvelée;*
- 3. demandent aux intéressés dans chaque secteur de production d'examiner des solutions de rechange pour améliorer le règlement des différends à l'intérieur du cadre législatif et institutionnel existant, et ce avec la pleine participation des intéressés du secteur privé, à mesure que le processus d'élaboration de nouvelles ententes fédérales-provinciales progresse vers un règlement; et*
- 4. acceptent les principes suivants pour guider l'examen des mécanismes de règlement des différends :*
 - *mise au point d'un mécanisme plus indépendant et objectif*
 - *réduction des coûts*
 - *efficacité*
 - *règlement ponctuel des différends.*

RAPPORTS DES COMITÉS SECTORIELS SPÉCIAUX

	PAGE
Rapport du Sous-Comité de négociation du canadien de gestion des approvisionnements de lait	15
Rapport du Comité sectoriel spécial du poulet	20
Rapport du Comité sectoriel spécial des oeufs de consommation	62
Rapport du Comité sectoriel spécial des oeufs d'incubation	75
Rapport du Comité sectoriel spécial des mécanismes de règlement des différends	79

***RAPPORT DU SOUS-
COMITÉ DE
NÉGOCIATION DU
CANADIEN DE GESTION
DES
APPROVISIONNEMENTS
DE LAIT***

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DE NÉGOCIATION DU CANADIEN DE GESTION DES APPROVISIONNEMENTS DE LAIT (CCGAL)

PRÉOCCUPATIONS

- D'ici le 1^{er} août 1995, le Canada doit être en mesure de respecter ses engagements de réduire ses subventions à l'exportation et doit s'assurer qu'il n'y aura pas de subvention à l'exportation, tel que défini à l'article 9(1) de l'Entente sur l'agriculture, applicable au lait et aux produits transformés expédiés aux États-Unis.
- Comme minimum, il faut s'assurer que les législations, règlements et programmes fédéraux et provinciaux sont compatibles avec le GATT et l'ALÉNA.

CONSIDÉRATIONS

En juin 1994, le CCGAL a soumis un rapport d'étape aux Ministres qu'ils ont considéré lors de leur réunion du 4 au 6 juillet. Les Ministres ont demandé au Comité de planification stratégique de l'industrie laitière (CPSIL) d'analyser les avantages et les inconvénients de toutes les alternatives, y compris la mise en commun des revenus.

Afin d'obtenir le point de vue des provinces sur les alternatives possibles, le CPSIL a tenu des audiences à Saskatoon, le 14 juillet 1994. À cette occasion deux solutions de rechange ont été proposées par les représentants de l'Î.-P.-É. et l'Alberta, et les participants se sont entendus sur l'analyse requise pour mesurer les répercussions de la mise en œuvre de chacune des solutions. L'analyse a été faite et incluse dans le rapport final du CPSIL présenté au CCGAL à la réunion du 4 au 6 octobre 1994.

En résumé, le CPSIL recommandait que la discrimination de prix soit adoptée comme mécanisme pour permettre aux exportateurs de demeurer compétitifs sur le marché des États-Unis sans utiliser de retenues; la mise en commun des revenus sur toutes les classes de lait; et le développement de mécanismes d'allocation coordonnés pour permettre aux transformateurs partout au Canada d'accéder plus facilement aux approvisionnements canadiens de lait. À la suite de la présentation, le CCGAL a décidé de mettre sur pied un Sous-comité spécial pour négocier les diverses questions qui sont ressorties des discussions sur les recommandations du CPSIL.

Ce Sous-comité de négociation est composé de délégations de quatre personnes de toutes les provinces, y compris Terre-Neuve. Chaque délégation comprend deux porte-parole et jusqu'à deux conseillers. Le Conseil national de l'industrie laitière du Canada, les Producteurs laitiers du Canada, l'Association des consommateurs canadiens et le Secrétaire du Groupe de travail sur la mise en marché ordonnée ont le statu d'observateurs. Le Sous-comité de négociation s'est réuni à cinq reprises durant les mois d'octobre, novembre et décembre.

À cause des définitions du GATT liées aux subsides qui sont mentionnées dans l'ALÉNA, l'industrie ne peut pas utiliser de retenues pour financer l'aide à l'exportation de produits laitiers vers les États-Unis. L'industrie doit, en outre, s'en tenir aux volumes et aux montants limites indiqués dans le GATT concernant les exportations subventionnées.

D'un autre côté, nos exportations vers les États-Unis doivent se poursuivre si nous voulons qu'une bonne part de notre secteur canadien de la transformation secondaire survive. L'industrie doit exporter pour pouvoir équilibrer les approvisionnements intérieurs et pour maintenir les niveaux de production et la compétitivité.

Les programmes intérieurs d'ingrédients administrés par la CCL (remises aux transformateurs secondaires) pourraient être contestés aussi en vertu du GATT et la situation pourrait être clarifiée en ayant recours à une différenciation de prix pour approvisionner les transformateurs secondaires en ingrédients laitiers à prix concurrentiels.

Le GATT autorise la différenciation de prix, qui n'est pas considérée comme un subside. En l'occurrence, il s'agit de la meilleure façon de demeurer compétitifs et d'assurer le maintien des exportations.

Les provinces ont déjà recours à une différenciation de prix et elles pratiquent la mise en commun des revenus. Toutefois, la différenciation de prix provinciale comprenant des classes spéciales signifie que les revenus plus faibles de ces marchés seront partagés inégalement entre les provinces étant donné que le niveau des activités d'exportation varie. Présentement, ces écarts sont corrigés grâce aux retenues. Il faut donc une façon quelconque d'équilibrer les revenus.

La mise en commun des ventes est une façon d'équilibrer les revenus. Plus il y aura de lait dans la mise en commun, plus faibles seront les risques d'une contestation.

Il faudra harmoniser un certain nombre de mécanismes en vue de l'équité du régime de mise en commun.

À la réunion du 1^{er} décembre du Sous-comité de négociation du CCGAL, on a approuvé à l'unanimité les points suivants :

- une méthode uniforme de paiement du lait en fonction de ses composants (PCL) pour les provinces utilisant ce mécanisme de fixation des prix, avec l'élaboration d'une formule visant l'uniformité pour les provinces et non pas pour le PCL;
- la fixation des prix pour l'utilisation finale, les composants servant de fondement au calcul de l'utilisation du lait, et
- un système uniforme de classification pour les ventes de lait.

D'autres discussions sont en cours sur les prix des classes, la déclaration de la production hors-quota, les incitatifs à la saisonnalité, la vérification et d'autres frais administratifs. Il est entendu que des négociations ultérieures seront requises concernant les préoccupations

provinciales; elles seront parachevées dans les consultations à venir au palier provincial puis, signalées individuellement aux ministres.

D'après une évaluation des risques commerciaux et des questions d'équité, la plupart des provinces (Québec, Ontario, Manitoba, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Ile-du-Prince-Édouard) sont d'avis que, comme première étape, la mise en commun du lait de transformation avec une contribution du secteur du lait de consommation procurera une plus grande certitude commerciale et maintiendra le niveau d'équité actuel chez les producteurs. La Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont indiqué que l'option préférable consiste en un taux minimal de mise en commun pour la conformité aux exigences commerciales (classes spéciales). Toutefois, selon ces provinces, on pourrait prendre en considération la mise en commun du lait de transformation. Elles précisent qu'il leur faut plus de temps pour évaluer les répercussions de ce niveau de mise en commun dans leur province, et feront part de leur position au Sous-comité de négociation au début de janvier 1995.

Les principaux problèmes à régler sont l'ampleur de la mise en commun, l'harmonisation des prix et les détails opérationnels d'un programme d'exportation optionnel.

Considérations additionnelles

Le Sous-comité veut, par ailleurs, exprimer son haut niveau de préoccupation à propos des discussions canado-américaines sur certains litiges commerciaux, qui doivent s'amorcer au début de 1995. Tout doit être mis en œuvre, au niveau du gouvernement canadien, pour préserver les intérêts de l'industrie laitière canadienne.

Le Sous-comité veut rappeler aux ministres qu'il maintient la position qui a été soutenue unanimement par les représentants de l'industrie laitière concernant l'octroi des quotas d'importation.

Le Sous-comité veut également que les ministres fédéral et provinciaux appuient sans réserve le projet de l'industrie visant l'élaboration d'un Code canadien de l'industrie laitière, avec la pleine collaboration des producteurs, des transformateurs et des gouvernements fédéral et provinciaux. Selon le Sous-comité de négociation du CCGAL, l'harmonisation des normes à la grandeur du pays est essentielle à la restructuration de l'industrie laitière.

RECOMMANDATIONS

Il est recommandé que les Ministres:

1. *appuient le consensus du Sous-comité de négociation, à l'effet qu'une certaine forme de mise en commun des revenus est requise instamment pour que l'industrie puisse faire honneur aux obligations internationales du Canada et maintenir un système national de mise en marché ordonnée. Cela tient compte du fait qu'à ce stade-ci, six provinces (I.-P.-É., Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Québec, Ontario et Manitoba) favorisent la mise en commun des revenus de tout le lait dans*

un délai à négocier, que la C.-B., l'Alberta et la Saskatchewan appuient l'étape initiale de la mise en commun des classes spéciales seulement, sans s'objecter à une mise en commun plus large dans le contexte de négociations ultérieures, et que Terre-Neuve, en tant que uniquement producteur de lait de consommation et non signataire du Plan actuel, se réserve de prendre position;

- 2. donnent des directives pour que les amendements à l'entente fédérale-provinciale ou au Plan national de commercialisation du lait soient apportés, avant le 31 mars 1995, afin qu'aucune disposition ne soit incompatible avec le GATT ou l'ALÉNA et ne puisse être utilisée au détriment des intérêts commerciaux internationaux du Canada. De tels amendements auraient un fondement technique et seraient apportés sans préjudice à la position de négociation des provinces au sein du CCGAL;*
- 3. donnent à la Commission canadienne du lait (CCL) le mandat, en consultation avec Agriculture et Agro-alimentaire Canada et avec le CCGAL, de développer et soumettre au Ministre fédéral, au plus tard le 31 mars 1995, des propositions d'amendements législatifs à la Loi sur la Commission canadienne du lait. Ces amendements législatifs permettraient la mise en commun des revenus du lait, par la délégation de fonctions administratives;*
- 4. s'engagent à modifier les législations et réglementations provinciales d'ici le 1^{er} août 1995, s'il y a lieu, pour assurer la conformité au GATT et à l'ALÉNA;*
- 5. donnent au Sous-comité de négociation du CCGAL, à sa réunion des 9 et 10 janvier 1995, à Toronto, le mandat d'en arriver à un consensus sur la portée de la mise en commun qui sera en vigueur d'ici le 1^{er} août 1995, après une évaluation approfondie des répercussions des scénarios de mise en commun et une nouvelle évaluation des risques commerciaux et des questions d'équité. Il est entendu que ce consensus sera mis en oeuvre par la CCL, en tant que présidente du CCGAL, en collaboration avec les délégations du Sous-comité de négociation; et*
- 6. demandent à la CCL de fournir aux ministres, d'ici la fin de janvier 1995, un rapport écrit portant sur :*
 - l'échéancier de mise en oeuvre du consensus sur la mise en commun;*
 - les mesures spécifiques requises aux paliers fédéral et provincial pour l'application de la mise en commun d'ici le 1^{er} août 1995;*
 - le contenu et l'échéancier des négociations du Sous-comité menant à une mise en commun sur une base élargie;*
 - la conception d'un programme d'exportation facultatif, et*
 - un système coordonné d'allocation du lait incluant les révisions des programmes de retrait des surplus.*

Il est clairement entendu que toute entente conclue sera tout à fait conforme aux compétences provinciales. Selon les délibérations du Sous-comité, même avec l'harmonisation des prix, il doit y avoir une certaine flexibilité pour l'établissement des prix dans les provinces.

***RAPPORT DU COMITÉ
SECTORIEL SPÉCIAL DU
POULET***

RAPPORT DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL DU POULET

SOMMAIRE

OBJET

Le présent rapport donne suite à la demande formulée par les ministres à Winnipeg (paragraphe 1c. et 4 du mémoire de décision du 6 juillet sur un régime durable de mise en marché ordonnée) et tient compte des observations formulées au président du Groupe de travail par les gouvernements provinciaux et territoriaux en réaction au rapport d'étape soumis le 1^{er} septembre.

SITUATION DE L'ACCORD DE PRINCIPE SUR L'ALLOCATION NATIONALE ET LES PRIX

L'Office canadien de commercialisation du poulet (OCCP) a conclu un accord de principe le 10 août dernier, et un rapport d'étape a été remis aux ministres le 1^{er} septembre. Depuis l'OCCP a attribué le contingent des périodes 1 et 2 de 1995 en se fondant sur cet accord. Il prévoit mettre en oeuvre celui-ci intégralement pour la période 3 de 1995. L'OCCP a élaboré un protocole d'entente (Annexe B) qui intègre les dispositions du nouvel accord et il a fixé au 15 décembre prochain la date limite pour sa signature par les dix offices provinciaux¹.

Les principaux éléments de l'entente peuvent se résumer comme suit :

1. entente d'une durée de 6 ans, soumise à un examen annuel et signée par les dix offices provinciaux;
2. détermination provinciale des besoins des transformateurs (offre) à des prix à la production acceptables;
3. prise d'engagements financiers par les transformateurs (la valeur d'une semaine d'abattage) pour appuyer leurs chiffres relatifs aux besoins du marché;
4. efforts optimaux du Québec et de l'Ontario pour arriver à une entente sur les prix; efforts optimaux des autres provinces pour en arriver à un prix qui ne soit pas inférieur à celui du centre du Canada, une fois défalqués les frais de transport;

¹ Soulignons que l'office provincial de la Colombie-Britannique a décidé de signer le protocole d'entente et obtenu de ses membres un appui sans réserve à la réintégration de l'OCCP. Les producteurs de poulet de la Nouvelle-Écosse se sont prononcés le 1^{er} novembre dans une proportion de 50 à 7 contre la signature de l'accord de l'OCCP. Celui-ci poursuit des discussions visant à apaiser les inquiétudes de cette province.

5. établissement, pour 1995, d'un nouveau contingent de base dépassant d'environ 20 % celui de 1994; plafond de 8 % applicable aux hausses de production périodiques des provinces, avec possibilité de demander à l'OCCP la permission de dépasser ce plafond; en cas de refus, possibilité d'en appeler au CNPA;
6. sanctions pour la sous-production et la surproduction;
7. représentations faites par l'OCCP pour que, avec le concours du gouvernement fédéral, l'on s'attaque aux « politiques fédérales sur le coût des provendes qui limitent l'aptitude de Terre-Neuve à livrer concurrence... »

L'accord évolue et continuera d'évoluer.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL

Il est recommandé que les ministres :

1. *compte tenu du fait que réclamer des changements immédiats au système alors qu'il est en évolution éliminerait toute possibilité d'entente, les provinces devraient convenir que le système décrit dans l'accord de principe ait la chance de faire ses preuves;*
2. *demandent à l'OCCP d'étudier la nécessité d'introduire des sauvegardes et des disciplines additionnelles dans le système d'ici à l'examen annuel de 1995 ou plus tôt, si cela est nécessaire;*
3. *demandent à l'OCCP de créer un comité de la demande, strictement chargé de présenter de l'information, pour assurer l'échange de meilleures données entre les intervenants au sujet de la détermination des besoins du marché et pour garantir un dialogue constant entre intervenants sur les moyens d'améliorer le partenariat;*
4. *demandent à l'OCCP d'élaborer, de concert avec l'industrie, une politique relative aux exportations en 1995; et*
5. *réclament un cadre de modification de l'entente fédérale-provinciale, d'ici juillet 1995, incluant des propositions précises sur*
 - la composition du conseil d'administration, et*
 - le rôle futur de la formule des coûts de production avec des mécanismes permettant d'en améliorer l'objectivité.*

RAPPORT DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL DU POULET

OBJET

Le présent rapport donne suite à la demande formulée par les ministres à Winnipeg (paragraphe 1c. et 4 du mémoire de décision du 6 juillet sur un régime durable de mise en marché ordonnée) et tient compte des observations formulées au président du Groupe de travail par les gouvernements provinciaux et territoriaux en réaction au rapport d'étape soumis le 1^{er} septembre.

Le Conseil national des produits agricoles (CNPA) présentera un rapport distinct sur les discussions qu'il a tenues avec les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon quant aux modalités d'inclusion des territoires dans la prochaine série d'ententes fédérales-provinciales (paragraphe 3 du mémoire de décision du 6 juillet).

On trouvera en annexe les extraits pertinents du compte rendu de la conférence fédérale-provinciale de juillet 1994.

SITUATION DE L'ACCORD DE PRINCIPE SUR L'ALLOCATION NATIONALE ET LES PRIX

L'Office canadien de commercialisation du poulet (OCCP) a conclu un accord de principe le 10 août dernier, et un rapport d'étape a été remis aux ministres le 1^{er} septembre. Depuis l'OCCP a attribué le contingent des périodes 1 et 2 de 1995 en se fondant sur cet accord. Il prévoit mettre en oeuvre celui-ci intégralement pour la période 3 de 1995. L'OCCP a élaboré un protocole d'entente (Annexe B) qui intègre les dispositions du nouvel accord et il a fixé au 15 décembre prochain la date limite pour sa signature par les dix offices provinciaux².

Les principaux éléments de l'entente peuvent se résumer comme suit :

1. entente d'une durée de 6 ans, soumise à un examen annuel et signée par les dix offices provinciaux;
2. détermination provinciale des besoins des transformateurs (offre) à des prix à la production acceptables;
3. prise d'engagements financiers par les transformateurs (la valeur d'une semaine d'abattage) pour appuyer leurs chiffres relatifs aux besoins du marché;

²Soulignons que l'office provincial de la Colombie-Britannique a décidé de signer le protocole d'entente et obtenu de ses membres un appui sans réserve à la réintégration de l'OCCP. Les producteurs de poulet de la Nouvelle-Écosse se sont prononcés le 1^{er} novembre dans une proportion de 50 à 7 contre la signature de l'accord de l'OCCP. Celui-ci poursuit des discussions visant à apaiser les inquiétudes de cette province.

4. efforts optimaux du Québec et de l'Ontario pour arriver à une entente sur les prix; efforts optimaux des autres provinces pour en arriver à un prix qui ne soit pas inférieur à celui du centre du Canada, une fois défalqués les frais de transport;
5. établissement, pour 1995, d'un nouveau contingent de base dépassant d'environ 20 % celui de 1994; plafond de 8 % applicable aux hausses de production périodiques des provinces, avec possibilité de demander à l'OCCP la permission de dépasser ce plafond; en cas de refus, possibilité d'en appeler au CNPA;
6. sanctions pour la sous-production et la surproduction;
7. représentations faites par l'OCCP pour que, avec le concours du gouvernement fédéral, l'on s'attaque aux « politiques fédérales sur le coût des provendes qui limitent l'aptitude de Terre-Neuve à livrer concurrence... »

L'accord évolue et continuera d'évoluer.

Les principaux points qui se dégagent des réponses des provinces au rapport d'étape du 1^{er} septembre sont exposés à l'annexe C.

ÉVALUATION DE L'ENTENTE PAR LE COMITÉ SPÉCIAL, À LA LUMIÈRE DES ORIENTATIONS FOURNIES ET DES RÉPONSES PROVINCIALES

1. Stabilité et parts du marché

En juillet dernier, les ministres ont demandé au CSSP de s'attaquer à la question des mesures anti-dumping et aux enjeux régionaux. Le CSSP a donc demandé aux provinces, dans son rapport d'étape, de lui fournir une rétroaction préliminaire sur la capacité du système, tel qu'il se dessine, à assurer la stabilité du marché. La préoccupation sous-jacente ici est que le nouveau régime pourrait avoir une incidence sur les marchés traditionnels et les parts de marché détenues par les producteurs de chaque province.

Le principal facteur de stabilité envisagé par l'OCCP étant la négociation concurrente des prix à la production et des volumes de production au palier provincial, assortie de la prise d'engagements financiers par les transformateurs, le CSSP a étudié les mesures de sauvegarde suivantes, proposées par les provinces pour protéger certaines régions du pays contre une détérioration importante de leurs ventes et de leur part du marché. Certains membres du Comité ont formulé les suggestions suivantes :

1. Surveillance des stocks et des prix par l'Office, avec possibilité de restreindre la production;
2. cadre plus restrictif que le plafond de 8 % prévu, de façon à obtenir une meilleure régularisation du marché;

3. évaluation et examen critique, à l'échelle nationale, des besoins des marchés provinciaux;
4. mécanisme permettant de rapprocher les besoins provinciaux totaux et la demande nationale;
5. mécanisme permettant d'examiner et de corriger les besoins provinciaux avant la répartition du contingent;
6. redressement de la situation si une province fait la preuve que ses intérêts se trouvent lésés.

Dans l'évaluation de ces propositions, le comité a reconnu les principes suivants :

1. Toute modification de l'entente en vue d'y inclure des mesures de sauvegarde supplémentaires pour favoriser la stabilité ou protéger les ventes ou les parts de marché équivaldrait à l'annuler.
2. Les examens annuels fourniront des occasions de modifier le régime.
3. L'industrie préconise un régime plus compétitif.

2. Compétitivité et coûts des aliments pour animaux

L'accord de principe et le protocole d'entente prévoient que, d'ici le 15 décembre, l'Office s'attaquera, avec le concours du gouvernement fédéral, aux « politiques fédérales sur le coût des provendes qui limitent l'aptitude de Terre-Neuve à livrer concurrence au sein de l'industrie canadienne de la production de poulet ». Les réactions au rapport d'étape confirment que les préoccupations dans ce domaine sont partagées par toutes les provinces de l'Atlantique. La Colombie-Britannique s'est également dite intéressée à recevoir plus d'information sur cette question.

Le Comité a noté à cet égard que les réductions prévues du Programme d'aide au transport des céréales fourragères ne sont pas remises en question, de sorte qu'il ne serait pas réaliste d'attendre des fonds supplémentaires de ce programme. D'autre part, le gouvernement fédéral, au terme du processus de consultation lancé par le Bureau des provendes du Canada, se penchera sur les diverses solutions mises de l'avant par les partenaires pour aider le secteur de l'élevage du bétail des régions déficitaires en céréales fourragères à relever le défi de la compétitivité. Cet examen devrait prendre fin en décembre.

3. Uniformité d'une province à l'autre des accords conclus entre les offices et les transformateurs

En ce qui touche les préoccupations exprimées par certaines provinces ou certains partenaires quant à l'obligation faite aux transformateurs de déposer une caution pour rendre plus crédible les besoins déclarés des marchés dans le régime proposé, le comité a appris que l'OCCP entend résoudre cette question d'ici au 15 décembre dans le cadre du processus

menant à la signature du protocole d'entente. Son objectif est d'assurer une uniformité entre les provinces.

4. Arbitrage des différends

L'OCCP et les offices provinciaux ont accepté d'être liés par les décisions du CNPA lorsqu'il entendra les appels relatifs à la production dépassant le plafond. Dans le cadre législatif actuel, le recours au CNCP demeure l'approche privilégiée.

5. Partenariats

a) Composition du conseil d'administration de l'OCCP

La position des partenaires, comme il ressort du rapport d'étape, demeure inchangée. Il y a consensus sur le principe voulant que le nouveau régime favorise des partenariats plus efficaces entre les intervenants, mais il n'y a pas d'accord sur la façon dont cela devrait se refléter dans la composition du conseil d'administration de l'OCCP.

La position de l'OCCP est que l'actuel conseil, composé de 10 producteurs et de deux membres nommés par le gouverneur en conseil pour représenter l'industrie de la transformation du poulet, devrait être complété par un transformateur secondaire indépendant et un représentant de l'industrie des services d'alimentation. Le règlement interne de l'OCCP ne permet pas la nomination de remplaçants pour les membres qui ne sont pas producteurs. Selon le point de vue des représentants des producteurs au sein du CSSP, la position de l'OCCP reflète pleinement le partenariat qui existe à l'échelle nationale et tient compte du fait que, au palier provincial, le nouveau système donne une place importante aux transformateurs dans la négociation des prix et des volumes.

La position de principe des transformateurs est que seuls des partenariats pansectoriels permettront à l'industrie canadienne du poulet de prospérer, et que cela nécessitera une participation active et significative de l'industrie. Le Conseil canadien des transformateurs d'oeufs et de volailles (CCTOV) a demandé quatre représentants des transformateurs nommés par le secteur, avec le pouvoir de désigner des suppléants et les services d'un personnel de soutien.

Le Conseil canadien de la distribution alimentaire (CCDA), vu la représentation des transformateurs au conseil, suggère l'addition d'un transformateur secondaire, d'un représentant des détaillants et de la restauration.

L'Association canadienne des transformateurs de volailles (ACTV) note qu'en attendant que la méthode d'allocation soit arrêtée et que des décisions soient prises au sujet d'un comité de la demande, le conseil de l'OCCP déterminera les caractéristiques du milieu où évolue le secteur. Elle recommande donc que la composition du conseil soit portée à la limite de 16 membres, dont un représentant des transformateurs secondaires et d'autres intervenants en aval avec des suppléants.

L'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (ACRSA), vu la position de l'OCCP demandant l'inclusion d'un représentant de la restauration, réclame également des suppléants et l'addition d'un représentant des distributeurs et des détaillants.

Le Comité souligne également que toute modification au conseil de l'Office, par rapport à sa composition actuelle de 12 membres, réclamerait un changement à la partie I de la proclamation de l'Office. De plus, il est largement admis que le système devra évoluer avant que des modifications particulières ne soient apportées aux ententes fédérales-provinciales et que le rôle de l'Office changera avec les modifications proposées pour le système d'attribution.

Dans cette conjoncture, les ministres ont la possibilité de maintenir la composition actuelle du conseil jusqu'à la modification des ententes fédérales-provinciales, y compris la proclamation. Dans cette situation, l'OCCP devrait continuer à engager tous les intervenants dans ses discussions.

Une autre option serait de modifier la proclamation à la lumière de l'orientation donnée par les ministres sur les positions décrites plus haut.

Une déclaration claire indiquant un plan d'action privilégié est nécessaire pour régler cette question qui est suspens depuis le début des travaux du Groupe de travail sur la politique avicole en 1989.

b) Comité de la demande

Dans son rapport d'étape, le CCDA - avec l'appui des intervenants en aval - a recommandé la création d'un comité de la demande. Les discussions sur la composition de ce dernier ne sont pas terminées, mais, selon une proposition mise de l'avant, il inclurait une représentation régionale provenant du CCTOV (4), un représentant des transformateurs secondaires, un représentant du secteur de la restauration rapide fondé sur le poulet ou de l'ACRSA et un représentant du CCDA. Le comité se réunirait une fois par trimestre en même temps qu'aurait lieu une réunion de l'OCCP.

Il a été clairement établi que le seul rôle de ce comité serait de fournir de l'information et ne compromettrait pas le processus d'allocation prévu dans l'accord de principe.

En discutant de cette proposition au Comité sectoriel spécial, l'OCCP a indiqué qu'il pourrait considérer la possibilité d'une conférence annuelle des perspectives du secteur avicole tout en reconnaissant que la proposition du CCDA n'a pas encore été formellement examinée par son conseil. Les représentants du CCTOV, tout en soulignant que pareil mécanisme ne pourrait remplacer la détermination des besoins commerciaux des transformateurs à l'échelon provincial, ont proposé qu'on laisse au concept la chance de faire ses preuves.

L'OCCP s'est penché sur la proposition du CCDA à sa réunion de novembre.

6. Rôle futur de la formule des coûts de production (FCP)

Tout comme les membres du CSSP n'ont pu parvenir à un consensus sur la question du conseil d'administration, le rôle futur de la FCP continue à diviser les producteurs ainsi que les transformateurs et d'autres intervenants.

Tout en admettant que l'OCCP puisse établir sa FCP pour usage interne, d'autres partenaires de l'industrie, en particulier les transformateurs, jugent imparfait le processus utilisé et s'inquiètent au sujet du conflit d'intérêt qui naîtrait du fait que les producteurs possèdent et contrôlent une formule de coût utilisé pour fixer les prix du produit.

Le défi auquel fait face le secteur est de déterminer le rôle futur de la formule des coûts de production ainsi que les fondements sur lesquels on pourrait établir une FCP crédible.

Le Conseil national des produits agricoles, avec l'aide de Deloitte and Touche, revoit en ce moment ses lignes directrices sur l'élaboration des mesures des coûts de production. L'OCCP a l'intention de le rencontrer pour discuter plus avant de cette question.

Les transformateurs ne croient pas qu'une participation quelconque du CNPA soit justifiée pendant que l'OCCP conserve le contrôle et la propriété de sa FCP. Les ministres jugeront peut-être bon de fournir une orientation sur cette question litigieuse.

ÉVALUATION DU SYSTÈME À LA LUMIÈRE DES OBJECTIFS ET DES PRINCIPES ÉTABLIS PAR LES MINISTRES

Les ministres ont demandé au CSSP de procéder à une analyse de la façon dont les révisions proposées à la gestion de l'offre contribuent à la réalisation des objectifs (buts et principes) confirmés à la réunion de juillet.

Ce qui suit est une évaluation très préliminaire, car le système est en évolution depuis le milieu de 1994, et la mise en oeuvre de l'accord de principe a commencé en septembre 1994.

OBJECTIFS

1. Revenu équitable aux participants efficaces

Le système :

prévoit la négociation provinciale des volumes à des prix à la production acceptables à l'intérieur de chaque province;

- prévoit, par une croissance différenciée entre les provinces, une plus grande reconnaissance de l'avantage comparatif;
- ne tient pas compte du désavantage comparatif de certaines régions du pays dans les coûts des facteurs de production;
- prévoit des prix à la production acceptables mais ne s'attaque pas à la question des marges bénéficiaires ou de la rentabilité des transformateurs. L'instabilité au palier de transformation et la possibilité d'une commercialisation plus « active » pourrait entraîner le fléchissement des prix et une baisse de rentabilité.

2. Un secteur pleinement sensible à l'évolution du marché

Le système :

- fait en sorte que les besoins de toutes les branches de l'industrie soient pleinement satisfaits;
- devrait, à plus long terme, favoriser l'avènement d'une industrie plus concurrentielle;
- améliore la perspective de mise au point de nouveaux produits;
- devrait favoriser une concurrence accrue entre les transformateurs et entre les provinces;
- ne prévoit pas de contribution directe et officielle par les intervenants en aval dans la détermination de la production.

3. Renforcement de la compétitivité

Le système :

- contribuera à la croissance et au développement des sociétés compétitives;
- aidera les sociétés à découvrir les possibilités et les créneaux du marché et à en tirer profit;
- permettra aux sociétés de satisfaire plus rapidement aux demandes du marché grâce à l'amélioration de l'offre;
- offre la possibilité d'établissement de liens ou d'arrangements d'approvisionnement horizontaux et verticaux;
- affaiblira l'aptitude de certaines sociétés à survivre et à progresser.

4. Disparition ordonnée des barrières au progrès

Le système :

- . devrait faire disparaître l'incertitude liée à l'offre et permettre de la sorte aux sociétés d'alimenter les marchés et de progresser;
- . ne prévoit pas de période de transition au cours de laquelle les régions moins avantagées pourraient faire disparaître le déséquilibre compétitif.

5. Rôle pertinent de tous les intervenants dans la prise de décision

- . Le Comité est divisé sur cette question.

6. Gestion équitable de la solution des tensions régionales

Le système :

- . a été agréé par la plupart des offices de producteurs;
- . ne prévoit pas de période de transition au cours de laquelle les régions moins avantagées pourront faire disparaître le déséquilibre compétitif;
- . peut susciter une vive concurrence entre les transformateurs des diverses régions pour les marchés et les parts de marché.

7. Stimulation de la croissance et de l'investissement dans les secteurs

Le système :

- . peut favoriser une adaptation à une structure de coûts plus faible aux paliers de la production et de la transformation;
- . grâce à un accès assuré à l'offre, fait disparaître une contrainte clé au progrès;
- . peut entraîner une réduction de la viabilité financière des transformateurs;
- . peut faciliter l'accès au secteur de la transformation.

8. Maintien d'un système de mise en marché ordonnée du poulet au Canada

Le système :

- . prévoit l'imposition d'un plafond à l'augmentation de la production et la détermination simultanée des besoins des transformateurs et des prix à la production reposant sur des engagements financiers des transformateurs;

- . prévoit un examen annuel de la tenue du marché;
- . peut mener à une plus grande instabilité du marché;
- . ne prévoit pas le rapprochement des besoins nationaux et des besoins déclarés des provinces;
- . ne comprend pas de sauvegarde en cas de rapide détérioration de la situation du marché;
- . certains considèrent nettement trop élevé le plafond applicable aux hausses de production;
- . certains estiment que l'examen de la performance du marché devrait être fait plus fréquemment qu'une fois l'an.

9. Satisfaction de tous les besoins du marché à des prix vifs acceptables pour les producteurs et les transformateurs

Le système :

- . prévoit la détermination simultanée de l'offre à des prix à la production acceptable à l'intérieur de chaque province;
- . pourrait ne pas donner lieu à des prix acceptables en raison d'une concurrence pour des parts du marché entre transformateurs.

10. Développement actif de tous les marchés du poulet canadien

Le système fera en sorte qu'une offre suffisante de poulet soit disponible pour permettre le développement des marchés intérieurs. Il reste à élaborer une politique propre à assurer des disponibilités suffisantes pour tirer profit des débouchés à l'étranger.

PRINCIPES

1. Le système d'allocation doit assurer prévisibilité de l'offre et stabilité des prix

Le système :

- . assure la prévisibilité de l'offre pour les acheteurs de poulet;
- . n'assure pas la stabilité des prix.

2. *Toutes les provinces doivent avoir l'assurance de pouvoir produire du poulet*

Le système :

- . offre à chaque province la possibilité de produire

3. *Le système d'allocation doit être secondé par des mécanismes d'application efficaces*

- . Un système de sanctions pour la surproduction a été élaboré et sera mis en oeuvre au moyen d'un contrat qui devra être signé par les dix offices provinciaux. Il prévoit une marge de 2 % sur la base de deux périodes consécutives, une sanction de 44 cents/kg pour la surproduction au-delà de cette marge de 2 %, et une sanction de 88 cents/kg pour la surproduction au-delà du seuil de 4 %.
- . La sanction pour la sous-production prévoit une marge de 2 % au-delà de laquelle le niveau de production d'une province deviendra son contingent de base.
- . Des règlements devront être adoptés dans chaque province pour permettre l'application du système.
- Selon la méthode de mise en oeuvre acceptée par l'OCCP en dernier lieu, il pourrait être nécessaire d'apporter une modification à la loi pour habiliter l'office à imposer des dommages-intérêts.

4. *Tout conflit entre ces objectifs ou avec d'autres objectifs du gouvernement devraient être pris en charge*

- . Pour ce qui est des coûts des aliments du bétail, le processus de consultation du Bureau des provendes du Canada doit encore être conclu.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL

Il est recommandé que les ministres :

1. *compte tenu du fait que réclamer des changements immédiats au système alors qu'il est en évolution éliminerait toute possibilité d'entente, les provinces devraient convenir que le système décrit dans l'accord de principe ait la chance de faire ses preuves;*
2. *demandent à l'OCCP d'étudier la nécessité d'introduire des sauvegardes et des disciplines additionnelles dans le système d'ici à l'examen annuel de 1995 ou plus tôt, si cela est nécessaire;*

3. *demandent à l'OCCP de créer un comité de la demande, strictement chargé de présenter de l'information, pour assurer l'échange de meilleures données entre les intervenants au sujet de la détermination des besoins du marché et pour garantir un dialogue constant entre intervenants sur les moyens d'améliorer le partenariat;*
4. *demandent à l'OCCP d'élaborer, de concert avec l'industrie, une politique relative aux exportations en 1995; et*
5. *réclament un cadre de modification de l'entente fédérale-provinciale, d'ici juillet 1995, incluant des propositions précises sur*
 - . *la composition du conseil d'administration, et*
 - . *le rôle futur de la formule des coûts de production avec des mécanismes permettant d'en améliorer l'objectivité.*

EXTRAITS: RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DE JUILLET 1994

1. c. Au sujet du secteur du poulet;
 - i) que les objectifs et les principes proposés par le CSS du poulet et par le Groupe de travail soient ajoutés aux grands objectifs approuvés à Regina dans le cadre du développement d'une solution efficace au problème du contingentement qui doit être en place en septembre 1994;
 - ii) que l'on donne à l'OCCP jusqu'au 12 août pour parvenir à un consensus national parmi l'ensemble des producteurs;
 - iii) que le CSS du poulet termine ses autres travaux, s'adresse à la question de dispositions concernant l'anti-dumping et examine les conclusions de l'Office canadien de commercialisation du poulet (OCCP) sur la question du contingentement, afin de garantir la pleine participation des gouvernements et des autres intervenants à la préparation d'un cadre global pour la mise en place d'un système de mise en marché ordonnée durable dans le secteur du poulet, à soumettre aux ministres en septembre 1994. Dans ce contexte, on demande au CSS de se pencher sur les questions régionales.

4. Les ministres ont également demandé aux CSS d'inclure dans leurs rapports finals une analyse de la mesure dans laquelle les révisions qu'ils proposent à la gestion de l'offre contribueront aux objectifs établis par les ministres de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire du Canada.

RAPPORT DE PROGRÈS DU GROUPE DE TRAVAIL FÉD-PROV SUR LA MISE EN MARCHÉ ORDONNÉE

OBJECTIFS

Le CSEIP souscrit aux objectifs du Groupe de travail qui sont définis dans le plan d'action :

- permettre aux membres efficients du secteur de réaliser des recettes équitables;
- créer un secteur répondant parfaitement aux besoins du marché, de la production à la consommation;
- améliorer la compétitivité;
- faire en sorte qu'on continue d'éliminer les obstacles au progrès de façon méthodique;
- voir à ce que tous les intervenants jouent un rôle approprié dans la prise de décision;
- trouver une solution équitable au problème des tensions régionales;
- stimuler la croissance et l'investissement dans les divers segments de l'industrie.

Le CSEIP ajoute les objectifs suivants :

- maintenir un système de mise en marché ordonnée pour le poulet au Canada;
- approvisionner tout le marché en fixant les prix des sujets vivants à des niveaux acceptables pour les producteurs et les transformateurs;
- développer tous les marchés du poulet canadien de façon dynamique.

PRINCIPES

- Le régime de contingentement doit assurer la prévisibilité de l'offre et la stabilité des prix.
- Toutes les provinces doivent pouvoir produire du poulet.
- Le régime de contingentement doit reposer sur des mécanismes d'application efficaces.
- Il doit assurer des revenus équitables aux participants efficients.
- Il convient de régler tout conflit au sujet des principes susmentionnés ou des autres objectifs gouvernementaux.

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE:

L'OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION DES POULETS
- ET -

L'OFFICE ONTARIEN DE COMMERCIALISATION DES POULETS
("l'office de l'Ontario")

LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE VOLAILLES DU QUÉBEC
("l'office du Québec")

NOVA SCOTIA CHICKEN PRODUCERS' BOARD
("l'office de la Nouvelle-Écosse")

L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES POULETS
DU NOUVEAU-BRUNSWICK
("l'office du Nouveau-Brunswick")

MANITOBA CHICKEN PRODUCER BOARD
("l'office du Manitoba")

BRITISH COLUMBIA CHICKEN MARKETING BOARD
("l'office de la Colombie-Britannique")

PEI POULTRY MEAT COMMODITY MARKETING BOARD
("l'office de l'Î.-P.-É.")

SASKATCHEWAN CHICKEN MARKETING BOARD
("l'office de la Saskatchewan")

ALBERTA CHICKEN PRODUCERS
("l'office de l'Alberta")

NEWFOUNDLAND CHICKEN MARKETING BOARD
("l'office de Terre-Neuve")

(collectivement appelés "offices provinciaux")

Ce protocole d'entente prescrit les éléments convenus par les parties visant la mise en application intérimaire de l'entente nationale sur l'allocation et les prix en date du 10 août 1994, soit l'entente de principe (l'entente) jointe à l'annexe A et ce, jusqu'à la signature de l'entente et des amendements connexes à la Proclamation de l'Office canadien de commercialisation des poulets (la Proclamation), les plans provinciaux de commercialisation du poulet et l'Accord fédéral-provincial régissant l'établissement du plan global de commercialisation du poulet au Canada (l'Accord fédéral-provincial).

I.ALLOCATION DU CONTINGENT

- (1) Les besoins périodiques de l'industrie canadienne de la production de poulet, à compter du 1^{er} janvier 1995 et l'allocation de contingent en réponse à ces besoins seront déterminés conformément aux procédures établies dans l'article 1 et au calendrier établi dans l'annexe B à la présente entente.
- (2) Dans le cadre des négociations des ententes d'approvisionnement de poulet avec les transformateurs et au moment de présenter une justification des besoins provinciaux conformément au sous-alinéa 1(e) de l'entente, les offices provinciaux tiendront compte des critères ci-dessous de sorte que l'Office puisse s'acquitter de ses obligations selon l'article 8 de l'Accord fédéral-provincial et l'article 7 de la Proclamation :
 - (a) tout changement significatif dans la demande du consommateur;
 - (b) l'aptitude d'une province de produire son allocation;
 - (c) les besoins totaux du marché dans chaque secteur du marché;
 - (d) la proportion de la demande du marché provincial comblée par la production de la province concernée; et
 - (e) l'avantage comparatif de production et de commercialisation du poulet.
- (3) Au moment de justifier ses besoins provinciaux conformément au sous-alinéa 1(e) de l'entente, un office provincial doit s'assurer :
 - (a) qu'il existera une capacité suffisante de production à l'échelle de la province pour produire les besoins du marché, et
 - (b) qu'aucun règlement ou qu'aucune politique de l'office ne limite l'aptitude des producteurs à produire en réponse aux besoins du marché.
- (4) Toute augmentation du plafond conformément au sous-alinéa 1(f) de l'entente s'appliquera uniquement à la province qui demande l'augmentation durant la période d'allocation initiale en question et s'appliquera à toutes les provinces lors des périodes subséquentes touchées par l'augmentation du plafond.

- (5) Aux fins de ce protocole d'entente, le terme "appel" signifie un appel, sous forme de plainte, logé par un office provincial auprès du Conseil national des produits agricoles (le CNPA) conformément au sous-alinéa 1(f) de l'entente et concernant une décision de l'Office relativement à la demande dudit office provincial visant l'augmentation de son plafond périodique.
- (6) Chaque office provincial convient que s'il porte un appel auprès du CNPA concernant une décision de l'Office en rapport à une demande d'augmentation du plafond, il ne portera aucun autre appel devant le CNPA concernant l'allocation de contingent pour la période ou les périodes concernées.
- (7) L'Office et les offices provinciaux recommanderont sans tarder au CNPA que la procédure d'appel auprès du CNPA se déroule comme suit:
- (a) L'avis d'appel de l'office provincial et ses présentations connexes et une copie des preuves soumises à l'Office en rapport à la demande d'augmentation du plafond seront présentés à l'Office et au CNPA dans les 3 jours ouvrables suite à la réunion de l'Office tenue pour discuter l'allocation périodique en question;
 - (b) L'Office adressera à l'office provincial et au CNPA une réponse écrite à l'appel dans les 4 jours suivant la demande d'appel;
 - (c) Le CNPA tiendra son audience dans les 7 jours ouvrables suite à la réception de la demande d'appel;
 - (d) Le CNPA rendra sa décision dans les 2 jours ouvrables suivant l'audience;
 - (e) Lors de l'audience, le CNPA tiendra uniquement compte des données déjà présentées à l'Office ainsi que des présentations orales et écrites de l'Office et de l'office provincial au CNPA, présentations qui n'ajouteront rien aux preuves déjà présentées à l'office;
 - (f) Dans sa décision, le CNPA s'efforcera d'indiquer le niveau de plafond, soit celui déterminé par l'Office ou celui demandé par l'office provincial qui, à son avis, semble acceptable.
- (8) L'alinéa 4(n) de l'autorité administrative de l'Office canadien de commercialisation des poulets sur l'octroi de contingents, P.C. 1991-1990, 13 juin 1991, autorise chaque office provincial, sauf celui de la Colombie-Britannique, à faire des arrangements avec les transformateurs concernant la commercialisation du poulet dans les commerces interprovinciaux et des exportations.
- (9) L'Office demandera sans tarder que le ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire recommande au Gouverneur en conseil d'amender l'autorité administrative

de l'Office canadien de commercialisation des poulets sur l'octroi de contingents, lorsque l'office de la Colombie-Britannique redeviendra membre de l'Office, de sorte que ledit office provincial puisse faire des arrangements avec les transformateurs concernant la commercialisation du poulet dans les commerces interprovinciaux et des exportations.

II. PRIX

Les offices provinciaux de commercialisation établiront le prix du poulet vendu par les producteurs le ou avant le 1^{er} janvier 1995, conformément aux principes établies dans l'article 2 de l'entente.

III. MISE EN APPLICATION

Imposition de dommages-intérêts

- (1) Conformément au sous-alinéa 3(a) de l'entente, les offices provinciaux auront, dès le 15 décembre 1994, une entente sur les dommages-intérêts couvrant les allocations de contingents de l'Office à compter du 1^{er} janvier 1995, entente prévoyant les montants suivants de dommages-intérêts si la quantité totale de poulet produite par les producteurs d'une province et vendue dans les commerces intraprovincial, interprovincial ou d'exportation durant deux périodes consécutives d'allocation dépasse, en poids vivant, les mises en marché autorisées pour la province et pour les périodes en question :
 - (a) 44 cents le kilogramme, en poids vivant, pour chaque kilogramme vendu au delà de 102 % des allocations de l'Office pour ces périodes;
 - (b) un supplément de 44 cents le kilogramme, en poids vivant, pour chaque kilogramme vendu au delà de 104 % des allocations de l'Office pour ces périodes.

Redressement en raison de sous-production

- (2) Afin d'établir les bases périodiques pour chaque province en 1996 et durant les années subséquentes, conformément aux sous-alinéas 1(b) et 3(b) de l'entente, l'Office appliquera les principes suivants :
 - (a) Sujet à l'article III(2)(b), si la quantité totale de poulet produite dans une province par les producteurs ayant des installations dans ladite province et mise en marché dans les commerces intraprovincial, interprovincial et d'exportation durant une période de 1995 ou d'une année subséquente est supérieure ou égale à 98 pour cent de l'allocation de contingent à cette province pour ladite période, la base de la période applicable dans l'année

subséquente sera égale à l'allocation de la période pertinente de l'année précédente.

- (b) La marge de 2 pour cent mentionnée dans l'article III(2)(a) ne s'appliquera pas à la sous-production étant donné la sous-allocation d'un office provincial à ses producteurs.
- (c) Sujet à l'article III(2)(d), si la quantité totale de poulet produite dans une province par les producteurs ayant des installations dans ladite province et mise en marché dans les commerces intraprovincial, interprovincial et d'exportation durant une période de 1995 ou d'une année subséquente est inférieure à 98 pour cent de l'allocation de contingent à cette province pour ladite période, la base de la période applicable dans l'année subséquente sera égale à la production de la période pertinente de l'année précédente.
- (d) Au moment d'établir la base d'une période, chaque office peut invoquer à l'Office un cas de force majeure justifiant la sous-production durant une période donnée. Aucune réduction de la base pour une période ne sera apportée étant donné une sous-production justifiée par un cas de force majeure. Le terme "cas de force majeure" aura la même signification que celle convenue dans l'entente sur les dommages-intérêts qui sera appliquée selon l'article III(1).

IV. SUIVI ET VÉRIFICATION DES DONNÉES

- (1) L'Office s'engage à élaborer sans tarder, en collaboration avec les offices provinciaux de chaque province, un programme de suivi et de vérification :
 - (a) des dossiers des offices provinciaux sur la capacité de production, les allocations aux producteurs, les niveaux de mise en marché par les producteurs et les prix minimum pour le poulet;
 - (b) les dossiers des transformateurs concernant les mises en marché de poulet par les producteurs; et
 - (c) les questions relatives aux ententes entre les offices et les transformateurs.
- (2) Chaque office provincial s'engage :
 - (a) à autoriser sans tarder les inspecteurs nommés conformément à la Loi fédérale sur les offices de commercialisation des produits de ferme à exercer tous les pouvoirs normalement conférés aux inspecteurs provinciaux et propres à la production et aux mises en marché au palier intraprovincial; ou

(b) de voir à ce que les ententes entre l'office provincial et les transformateurs obligent chaque transformateur :

(i) à maintenir des dossiers complets et précis sur toutes les questions relatives à la commercialisation du poulet par le transformateur;

(ii) à autoriser tout inspecteur nommé conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme à examiner et faire des copies de tout livre, dossier ou autre document contenant des données propres auxdites mises en marché; et

(iii) à permettre à tout inspecteur nommé conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme d'accéder à tout établissement exploité ou appartenant au transformateur, autre qu'une maison privée, et qui abrite des poulets.

V. TERRE-NEUVE

Pour assurer le maintien de l'industrie du poulet à Terre-Neuve, l'Office s'engage à amorcer avec le gouvernement fédéral, avant le 15 décembre 1994, une étude des politiques fédérales concernant le coût des provendes et qui limitent l'aptitude de Terre-Neuve à livrer concurrence au sein de l'industrie canadienne de la production de poulet.

VI. ADHÉSION ET DURÉE

(1) Adhésion

(a) Les offices provinciaux qui sont membres de l'Office maintiendront leur adhésion, sujet au droit de se retirer du plan global de commercialisation des poulets conformément au sous-alinéa 2(4) de l'Accord fédéral-provincial.

(b) L'office de la Colombie-Britannique fera une demande de réintégration aux rangs de l'Office au plus tard le 15 décembre 1994.

(2) Durée de l'entente

L'entente nationale sur l'allocation et les prix, qui sera signée par tous les offices provinciaux, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1995 et se poursuivra jusqu'au 13 janvier 2001.

(3) Durée du protocole d'entente

Le présent protocole d'entente entrera en vigueur le 4 octobre 1994 avec l'établissement des allocations provinciales de contingent pour la première période de 1995 et se poursuivra

jusqu'à ce que l'entente nationale sur l'allocation et les prix soit exécutée, à moins qu'il en soit convenu autrement par toutes les parties.

VII. ENTENTE DES SIGNATAIRES

(1) L'Office et les offices provinciaux ont revu ce protocole d'entente avec leur régie et ministre respectifs.

(2) L'Office et les offices provinciaux stipulent, chacun, qu'ils sont autorisés à s'engager et à s'acquitter de leurs obligations conformément au présent protocole d'entente.

Fait à _____, ce _____ jour de _____ 1994

L'Office canadien de commercialisation des poulets

Par: _____

L'office ontario de commercialisation des poulets

Par: _____

La Fédération des producteurs de volailles du Québec

Par: _____

Nova Scotia Chicken Producers' Board

Par: _____

L'office de commercialisation des poulets du Nouveau-Brunswick

Par: _____

Manitoba Chicken Producer Board

Par: _____

British Columbia Chicken Marketing Board

Par: _____

PEI Poultry Meat Commodity Marketing Board

Par: _____

Saskatchewan Chicken Marketing Board

Par: _____

Alberta Chicken Producers

Par: _____

Newfoundland Chicken Marketing Board

Par: _____

ANNEXE "B"

SEMAINE	JOUR	MESURE REQUISE
No. 18	Jeudi	L'Ont. et le Québec présentent leurs besoins du marché et leurs prix.
	Jeudi	L'OCCP distribue les présentations de l'Ont. et du Québec.
No. 17	Jeudi	Toutes les autres provinces terminent leurs négociations.
	Vendredi	Toutes les autres provinces présentent leur besoins et leurs prix.
	Vendredi	L'OCCP distribue toutes les autres présentations.
No. 16	Mardi/ Mercredi	Réunion de l'OCCP visant à établir l'allocation.
No. 15	Lundi	Dernière journée pour que les provinces présentent leur avis d'appel et leurs présentations au CNPA.
	Vendredi	L'Office présente sa réponse au CNPA.
No. 14	Mercredi	Dernière journée pour l'audience du CNPA.
	Vendredi	Dernière journée pour la décision du CNPA.
No. 13	Lundi	Allocation des provinces aux producteurs
No. 0	Dimanche	Début de la période.

PRINCIPAUX POINTS RELEVÉS DANS LES RÉPONSES DES PROVINCES

Ce sommaire des principaux points relevés par les provinces ne constitue pas un énoncé de la position de ces dernières et ne comprend pas non plus nécessairement des citations. Il s'agit simplement d'une liste des points relevés dans les réponses et un outil pour faciliter la discussion. Les membres du Comité sont invités à lire en entier les réponses des provinces.

1. Conditions de stabilité du marché

- Il faut insister davantage sur le concept de marché ouvert que sur la mise en marché ordonnée; on ne tient pas compte des mesures anti-dumping; le système ouvre la voie à la double imputation et aux pratiques commerciales abusives; aucune disposition n'est prévue pour l'examen des besoins du marché. (Terre-Neuve)
- Aucune mesure de sauvegarde n'est prévue pour protéger la région de l'Atlantique contre les pratiques commerciales abusives; il faut s'interroger sur la validité du plafond de 8 %. (Île-du-Prince-édouard)
- Un groupe d'évaluation doit vérifier la crédibilité des données sur les besoins du marché ou contester les données à l'échelon des provinces ou de l'office national. (Nouvelle-Écosse)
- Le paragraphe 2(ii) de l'entente prévoit seulement une mesure de protection contre le dumping pour le Québec et l'Ontario; toutes les provinces devraient être protégées contre le dumping. (Nouveau-Brunswick)
- L'offensive déclenchée pour élargir la part du marché doit cesser, si le secteur veut maintenir un régime de mise en marché ordonnée; il faudrait prévoir à tout le moins une mesure de sauvegarde pour redresser en temps opportun les conditions du marché si celles-ci se détériorent - baisse significative des prix de gros, hausse importante des stocks. (Québec)
- D'ici à 1995, il faut que l'OCCP envisage l'application de règles de conduite, en particulier en ce qui a trait au plafonnement de la croissance. (Québec)
- L'intensification de la concurrence au sein du secteur pourrait nuire à sa stabilité. Cependant, le nouveau système permettra d'améliorer la planification, de favoriser l'échange d'information et la promotion des produits et de renforcer ainsi la stabilité des marchés. (Ontario)
- Le système d'attribution proposé fondé, d'une part, sur des négociations entre producteurs et transformateurs avec un plafond de croissance de 8 % et, d'autre part, sur un examen annuel est acceptable; les engagements financiers des transformateurs et l'application de pénalités le sont moins. (Saskatchewan)

- Il faudrait mettre en place un mécanisme d'examen et de rajustement des besoins avant l'attribution. (Saskatchewan)
- Il faut prévoir des mesures de redressement si une province démontre que le système nuit à ses intérêts. (Saskatchewan)
- Il ne devrait pas y avoir de hausse automatique du plafond pour toutes les provinces, quand une province ayant moins de 10 p. 100 de la part du marché national demande et obtient une augmentation de production supérieure au plafond. (Saskatchewan)
- L'exigence voulant que les autres provinces établissent des prix du poulet sur pied inférieurs aux prix canadiens fixés centralement, moins les coûts de transport, peut être trop restrictive. (Alberta)
- Il faut procéder à un examen des besoins provinciaux une fois les présentations faites. (Colombie-Britannique)
- Le système évolue et il faut s'attendre à une période de rodage. (Ontario, Colombie-Britannique)

2. Compétitivité par rapport aux coûts des aliments pour bestiaux

- L'aide au transport des céréales fourragères n'est qu'un élément de la solution. (Terre-Neuve)
- La politique sur le transport et les autres politiques fédérales qui influent sur les coûts des aliments pour bestiaux (dans les provinces de l'Atlantique) doivent être modifiées pour rendre ces coûts compétitifs. (Nouvelle-Écosse)
- Il est urgent de traiter ce point. (Nouveau-Brunswick)
- L'intervention du gouvernement fédéral ne doit pas modifier l'équilibre concurrentiel entre les provinces. (Québec)
- Certaines régions productrices de bestiaux de la Colombie-Britannique demeureront déficitaires en céréales fourragères et resteront vulnérables aux hausses du coût net de transport des grains. (Colombie-Britannique)

3. Cohérence interprovinciale au chapitre des ententes entre les offices de commercialisation et les transformateurs

- Le transformateur étant une société d'État, le cautionnement n'est pas une option. (Terre-Neuve)

- Il relève des provinces de veiller à ce que les offices provinciaux déterminent les volumes de production et à ce que les transformateurs abattent le poulet aux prix et selon les volumes convenus. Il incombe également aux provinces de veiller à ce que ces données soient crédibles. (Nouvelle-Écosse)
- Le secteur doit assurer la cohérence entre les provinces. (Nouveau-Brunswick)
- L'expérience démontre que le cautionnement et les lettres de crédit n'assurent pas l'application du système, ni la conformité; la question du cautionnement, des lettres de crédit etc. relève des provinces et doit être laissée à leur seule discrétion. (Manitoba)
- Les ententes doivent être conclues uniquement à l'échelon provincial et engager, d'une part, les offices de commercialisation composés des producteurs et, d'autre part, les transformateurs. L'Alberta a fait part de ses préoccupations en matière de cautionnement. Il faut envisager d'autres options financières acceptables pour chaque province. (Alberta)
- Les ententes commerciales et les structures du marché varient considérablement d'une province à l'autre; en vertu de la *Natural Products Marketing (B.C.) Act*, les transformateurs n'ont jamais été assujettis à la réglementation de cette façon, et l'on n'a jamais envisagé de mettre en vigueur telles règles jusqu'à maintenant. C'est un dossier en évolution à l'OCCP. (Colombie-Britannique)

4. Arbitrage des différends

- On se demande comment un organisme comme le CNPA pourra entendre les appels; le règlement de ces différends devrait être confié à un autre organisme. (Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse)
- Il faut continuer à chercher un mécanisme de règlement des différends qui soit acceptable à l'échelle nationale. (Nouveau-Brunswick, Alberta)
- La province privilégie un mécanisme faisant appel à des groupes de travail spéciaux et applicable dès l'entrée en vigueur de l'entente; entre-temps, les parties devraient choisir les membres des groupes spéciaux mis sur pied par le CNPA pour l'examen des demandes de dépassement des plafonds. (Québec)
- Il se peut qu'avec le temps, nous nous rendions compte que le CNPA est l'organisme privilégié pour le règlement des différends concernant le plafonnement de la production. La limitation des pouvoirs que la loi confère au CNPA peut empêcher cet organisme de résoudre les conflits sur d'autres questions. Le Groupe de travail est invité à poursuivre l'examen d'autres mécanismes. (Ontario)

- À l'instar des transformateurs et des intervenants en aval, la province privilégie un mécanisme indépendant. (Manitoba)
- Le mécanisme de règlement des différends pourrait tirer meilleur avantage des connaissances techniques actuelles dans le secteur, et le gouvernement jouerait un rôle de facilitateur. (Colombie-Britannique)

5. Partenariats avec les intéressés

Conseil de direction de l'OCCP

- Les provinces appuient la position de l'Office. (Nouvelle-Écosse, Ontario, Saskatchewan, Terre-Neuve)
- L'industrie devrait résoudre la question; les intervenants en aval de la production devraient participer pleinement aux discussions qui les concernent; l'Office continuerait toutefois à fonctionner comme un organisme de producteurs. (Nouveau-Brunswick)
- Le conseil de direction de l'Office bénéficierait d'une plus grande participation des autres intervenants. (Québec, Alberta)
- Le nouveau mode d'attribution réduit la nécessité de la participation du secteur au conseil de direction de l'Office; la proposition de l'OCCP pourrait être modifiée par l'ajout de trois représentants du CCTOV. (Manitoba)
- La préoccupation de nombreux intéressés qui veulent devenir membres est la création de partenariats; il faut aussi tenir compte de la taille, des coûts, de l'efficacité du processus de décision, ainsi que de la divulgation complète de l'information. (Colombie-Britannique)
- On pourrait envisager une représentation des régions au conseil de direction de l'OCCP afin d'élargir la participation aux autres intervenants. (Territoires-du-Nord-Ouest)

Comité de la demande du marché

- La proposition du CCDA concernant la création d'un comité de la demande du marché est intéressante et constitue une bonne base de discussion en vue de parvenir à une entente. (Québec)
- À l'échelle nationale, la province appuie les efforts déployés par l'OCCP pour recueillir de l'information sur les prévisions de la demande du marché afin d'approfondir les négociations avec les provinces; par contre, elle ne

soutiendra pas la création d'un comité dont la responsabilité dépassera la simple prestation de renseignements sur les marchés. (Ontario)

- Il faut approfondir l'idée d'un comité de la demande du marché. (Manitoba)
- Le CCDA pourrait être représenté au sein du système grâce à sa participation au comité de la demande du marché. (Manitoba, Ontario)
- Peu importe le mécanisme utilisé pour recueillir l'information concernant les utilisateurs en aval, il faut reconnaître la validité des éléments régionaux et inclure ces derniers. (Colombie-Britannique)

6. Rôle de la formule de calcul du coût de production

- La formule de calcul des CP doit servir de base à l'établissement des prix au centre du Canada; à l'extérieur de cette région, elle ne doit servir qu'à titre d'orientation et pour l'étude des tendances dans le secteur. (Terre-Neuve)
- Il est extrêmement important que la formule de calcul des CP dans le centre du Canada soit défendable; les prix n'ont jamais été établis d'après la formule, mais plutôt d'après la situation dans le centre du Canada; pour conserver un argument justifiant les droits imposés sur le poulet en provenance des États-Unis, il est sans doute impératif de maintenir la formule de calcul des CP. (Nouvelle-Écosse)
- Les études sur les CP continueront de jouer un rôle; l'OCCP devrait cependant réexaminer ce rôle dans l'avenir, ne serait-ce que parce que ces études sont très coûteuses. (Nouveau-Brunswick)
- Plutôt que d'être confiée à des experts-conseils engagés par l'OCCP, l'enquête sur les coûts de production devrait être menée par un organisme neutre, comme le CNPA. (Québec)
- La province est en faveur du calcul des coûts de production, car on peut ainsi déterminer l'étendue des coûts, ainsi que les facteurs de productivité des différents producteurs au lieu d'utiliser la moyenne obtenue par la formule actuelle de calcul des CP; aux fins de comparaison entre les provinces, l'OCCP est le mieux placé pour veiller à la cueillette des données sur les coûts. (Ontario)
- La formule de calcul des CP est utile pour appuyer les décisions sur l'établissement des prix et les changements aux contingents provinciaux et pour justifier la politique de gestion de l'offre aux yeux des autres intéressés et des partenaires commerciaux. (Manitoba)

- Il semble tout à fait inutile d'utiliser une formule de calcul des coûts de production dans le cadre d'un régime où les prix seraient négociés; on s'interroge aussi sur le bien-fondé (et les coûts) des activités de cueillette des données sur les CP de l'OCCP; des données fournies par un organisme extérieur seraient plus crédibles. (Alberta)
- Les données nationales sont moins pertinentes que dans l'ancien système d'attribution centrale. (Colombie-Britannique)
- Bien qu'il soit souhaitable de laisser tomber la formule de calcul des CP, cela irait à l'encontre du concept de gestion de l'offre. (Territoires-du-Nord-Ouest)

RAPPORT MINORITAIRE PRÉSENTÉ AUX MINISTRES FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

La responsabilité première du groupe de travail fédéral consistait à superviser la substitution d'un système révisé de mise en marché ordonnée au système de gestion des approvisionnements. Les travaux du groupe étaient basés sur un engagement pris par les ministres de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire du Canada relativement au concept de gestion des approvisionnements. À cet égard, le groupe de travail a échoué. Le Comité sectoriel spécial du poulet a accepté le rapport de l'Office canadien de commercialisation du poulet (OCCP), qui proposait une approche de marché ouvert pour l'industrie canadienne du poulet. Le rapport de l'OCCP est dominé par le point de vue des provinces les plus importantes (« les grandes provinces ») et ne tient pas compte de l'opinion et des préoccupations des plus petites (« les petites provinces »). En outre, le rapport du Groupe de travail n'est pas fidèle au mandat qui lui a été confié par les ministres, et qui consiste à préserver le concept de gestion des approvisionnements.

1. Développement de l'industrie du poulet

A. Canada

Depuis la fin des années 70, les secteurs canadiens de la volaille, des produits laitiers et des oeufs fonctionnent dans un contexte de réglementation qualifiée de gestion des approvisionnements. Ce contexte a permis, entre autres choses, d'élaborer un plan de marketing stable pour plus de 38 000 agriculteurs canadiens qui font fonctionner une machine économique générant dix milliards de dollars.

Au sein du secteur du poulet, la gestion des approvisionnements a permis aux producteurs d'obtenir un retour acceptable sur leurs investissements en matière de marketing, grâce à une allocation périodique des volumes de production aux provinces. Le système adopté consistait à adapter la production de chaque province, rajustée en fonction des importations, aux exigences du marché canadien. Le principe de la gestion des approvisionnements s'inscrivait dans le cadre des initiatives politiques entreprises par le gouvernement fédéral :

- * Les producteurs de volailles, de produits laitiers et d'oeufs ont atteint un niveau de stabilité et de revenus suffisant pour pouvoir planifier leurs activités et leurs investissements en toute confiance, ce qui a généré une amélioration permanente de l'efficacité de leur exploitation.
- * Ce principe a garanti la production et la transformation de ces produits dans toutes les provinces, en permettant à ces dernières de participer aux initiatives de développement économique.
- * Il a permis de fournir régulièrement aux consommateurs une quantité suffisante de produits de qualité à des prix raisonnables.

- * Il a offert aux Canadiens une certaine sécurité en matière de production alimentaire au niveau national.
- * Il a permis de répondre aux préoccupations environnementales des grosses entreprises agricoles en préservant les exploitations familiales indépendantes.

Ces initiatives gouvernementales ont produit des résultats tout à fait positifs. Au cours des dernières années, le prix de détail de la volaille, des produits laitiers et des oeufs a augmenté moins rapidement que le prix moyen de tous les autres produits alimentaires. Dans le cadre de la gestion des approvisionnements, le Canada a établi un secteur de la production et de la transformation alimentaires économique et efficace. Ces initiatives politiques sont encore valides aujourd'hui dans le cadre du nouvel Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Le concept de la gestion des approvisionnements a également été à l'origine d'une politique d'« alimentation bon marché » au Canada. Certains prétendent qu'en raison de la gestion des approvisionnements, les consommateurs canadiens paient plus cher la volaille, les oeufs et les produits laitiers. Par contre, d'autres affirment que, sans le principe de la gestion des approvisionnements, nous ne saurions pas combien ces produits vont nous coûter, sans parler de la qualité ou de la quantité de produits convenables acheminés à toutes les régions du pays.

Sur la scène internationale, le Canada a créé le concept de la gestion des approvisionnements dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (« le GATT »). L'article XI de cet accord établissait le principe de la gestion des approvisionnements, tandis que le Canada maintenait ses processus de contrôle de la production intérieure. Le 15 décembre 1993, l'article XI a été supprimé.

B. Développement de Terre-Neuve dans le cadre de la gestion des approvisionnements

Le système de gestion des approvisionnements a été créé par le gouvernement fédéral. Ce sont les accords fédéraux-provinciaux et d'autres politiques fédérales (par exemple, le Programme d'aide au transport des céréales fourragères) qui ont donné l'élan et jeté les bases nécessaires à la création d'industries régionales de l'élevage et de la transformation.

Terre-Neuve a mis sur pied une industrie de la production et de la transformation du poulet en s'appuyant sur le système de gestion des approvisionnements, ainsi que sur d'autres programmes fédéraux et provinciaux. En 1992, les responsables provinciaux de cette industrie ont élaboré un plan stratégique à long terme destiné à améliorer la compétitivité de l'industrie du poulet à Terre-Neuve dans le cadre de la réglementation actuelle. En décembre 1993, ces plans ont dû être révisés en fonction du nouvel accord du GATT. Les ministres fédéral et provinciaux ont donné l'assurance aux responsables de l'industrie que le concept de gestion des approvisionnements serait préservé.

C. Développement de la Nouvelle-Écosse dans le cadre de la gestion des approvisionnements

Le Nova Scotia Chicken Producers Board a été créé en 1966 et a participé très activement à la création d'un organisme national du poulet (National Chicken Agency) en 1979. Toutes les provinces bénéficiaient des dispositions de l'article XI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, mais c'était le centre du Canada qui était le plus avantage par rapport à la période précédant la création de l'organisme national; en effet, cette région a été la première à recevoir du poulet américain importé.

Dans le cadre du système de gestion des approvisionnements, l'industrie du poulet de la Nouvelle-Écosse a pris de l'expansion et prospéré. L'accord proposé en matière d'allocation nationale et d'entente sur les prix ne relève ni de la gestion des approvisionnements ni de la mise en marché ordonnée : il s'agit d'un système de marché ouvert. À long terme, il va provoquer la disparition de l'industrie du poulet dans les petites provinces.

Ironiquement, en 1979, lorsque la survie des grandes provinces dépendait du système de gestion des approvisionnements, elles ont eu besoin des petites provinces pour constituer un organisme national. Maintenant que l'article XI n'existe plus, les responsables de ces grandes provinces pensent qu'ils n'ont plus besoin de nous et font la promotion d'un système qui va nous coûter notre industrie. Ils ont vraiment la mémoire courte!

II. La vie après l'article XI

A. L'Office

À l'instar des offices correspondants responsables des oeufs, des oeufs d'incubation, de la dinde et du lait, l'Office canadien de commercialisation du poulet (OCCP) a commencé à réviser ses méthodes opérationnelles en vue de se conformer au nouvel accord du GATT. Cependant, pour un certain nombre de raisons, l'OCCP a commencé à instaurer un système de marché ouvert qui a gravement touché plusieurs industries provinciales, à commencer par Terre-Neuve. Cela signifiait la mort des éleveurs canadiens de poulet. L'instauration d'un système de marché ouvert peut avoir de graves conséquences pour l'industrie canadienne du poulet, ainsi que pour d'autres secteurs de production, fort probablement. Les résultats de plusieurs décennies de développement dans le cadre du système de gestion des approvisionnements risquent d'être anéantis en très peu de temps. Les effets de ce nouveau système commencent d'ailleurs à se faire sentir. Les transformateurs du Nouveau-Brunswick ont refusé des produits vivants provenant de producteurs extérieurs à la province ou installés dans certaines régions de la province. Les transformateurs nationaux sont en train de consolider l'industrie.

Lorsque l'approche « à partir de la base » a été proposée pour la première fois, bon nombre des responsables provinciaux ont fait part de leur inquiétude et conclu qu'elle ne constituait pas un palliatif convenable à la gestion des approvisionnements. Pourtant, l'OCCP a approuvé des augmentations de production de plus de 20 p. 100 en invoquant une politique d'allocation existante. Cela a déclenché une guerre des prix dont les effets sont encore ressentis aujourd'hui et le seront probablement une bonne partie de l'année prochaine. Les

représentants de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse ont clairement exposé leurs préoccupations face au nouveau système d'allocation. L'OCCP a répondu aux préoccupations des provinces et chargé la société Price Waterhouse de consulter les intervenants de l'industrie et d'élaborer un nouveau système d'allocation. Quel que soit le résultat de cette consultation, le système devrait garantir la même discipline sur le marché canadien du poulet que celle qui régnait en vertu de l'article XI. Cela signifie que le nouveau système devrait prévoir des protections qui garantissent à toutes les provinces leur part du marché canadien du poulet. Au terme de l'étude, quatre systèmes distincts ont été proposés. L'Office a rejeté toutes ces solutions et a continué de fonctionner selon une approche axée sur le marché ouvert.

B. Étude du système d'allocation réalisée par Price Waterhouse

Les solutions qu'a rejetées l'OCCP présentaient différents niveaux de protection pour les petites provinces. L'élaboration de ces protections est la principale raison du coût élevé de cette étude. Les responsables de Price Waterhouse ont eu l'idée d'un continuum destiné à dissocier les deux approches différentes : l'approche descendante et l'approche ascendante. D'après leur analyse, il leur semblait que les deux approches étaient mutuellement exclusives. Au cours de la même période, Terre-Neuve a élaboré un système en vue de tenter de réduire l'écart entre les deux approches. Le concept modulé que proposait la province (Newfoundland Blended Concept) offrirait davantage de garanties aux petites provinces et leur permettrait d'opérer la transition vers une approche ascendante. Cette proposition a été instantanément rejetée, et la consolidation de l'industrie du poulet s'est poursuivie.

Sans grand espoir, la plupart des provinces ont franchi le fossé qui séparait l'approche descendante de l'approche ascendante. Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse sont demeurées isolées dans ce combat pour la préservation de protections pour leur industrie.

L'Ontario et le Québec ont déclenché une guerre des prix et sont parvenus à une entente qui constitue la base de l'accord sur l'allocation nationale proposé aujourd'hui. Bon nombre de préoccupations n'ont pas encore été examinées par l'OCCP. Le processus adopté consiste à s'engager sur la voie du marché ouvert sous la houlette des principales provinces productrices. Ces provinces vont bénéficier d'un tel système aux dépens des petites provinces. Elles vont développer une industrie plus forte et plus compétitive afin de pouvoir contrer la menace que représente le poulet américain. Elles disposeront d'au moins six ans pour atteindre cet objectif. Au cours de cette période, elles seront protégées par les niveaux tarifaires initialement établis par le GATT en vue de protéger les provinces les plus vulnérables, c'est-à-dire Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard.

Si l'on ne trouve pas d'industrie du poulet dans chaque province, les niveaux tarifaires seront certainement contestés par les provinces dans lesquelles cette industrie a été éliminée.

III. Accord sur l'allocation nationale - Préoccupations et recommandations

À l'exception d'un changement majeur apporté au principe fondamental de l'accord, il semble que, malgré les préoccupations, recommandations ou modifications soumises par les

petites provinces, le système bénéficiera à long terme aux provinces et aux transformateurs qui contrôlent la plus large part du marché aux dépens des marchés des petites provinces.

A. Principe

Formulation actuelle

Le système national d'allocation suivra une approche à « partir de la base » dans toutes les provinces en fonction des besoins du marché de chaque transformateur et à des prix acceptables pour les producteurs.

Préoccupation

Ce principe est basé sur la tendance qu'ont certaines provinces et certains transformateurs à établir des « listes de doléances ». Les volumes de production enregistrés au cours de la première moitié de 1994 et prévus pour la période 1 de 1995 ont généré une diminution considérable des prix de gros. Ces volumes vont continuer à influencer sur le marché au cours du premier semestre de 1995.

Les producteurs canadiens ne sont pas responsables de quoi que ce soit; en effet, aucune discipline n'est respectée en matière d'établissement des volumes de production. En réalité, la plupart des transformateurs n'établissent pas les besoins du marché de consommation, mais plutôt ceux de leur propre marché. Le système permet de recenser plusieurs fois le même besoin sur le marché de consommation.

Les arguments justifiant ce système sont peu convaincants, et il n'existe aucun critère permettant d'évaluer la demande d'une province. Même si certains efforts sont déployés en vue de déterminer les chiffres de chaque province, aucun effort n'est fait en vue d'harmoniser les besoins nationaux.

L'ensemble des demandes formulées par les provinces est censé équivaloir à la demande totale du marché canadien. Malheureusement, il n'existe aucun mécanisme qui permette d'établir un rapprochement entre les chiffres fournis par les provinces et le marché national, et personne ne tente d'effectuer un tel rapprochement.

Ce système permet de prévoir le niveau d'approvisionnement et de production, mais ne tient pas compte du critère de stabilité des prix. Il faudrait étudier le rapport entre le volume de production et les prix de gros aux niveaux national et provincial afin de pouvoir élaborer un mécanisme qui garantirait une meilleure stabilité des prix accordés aux producteurs.

Formulation recommandée

Le système national d'allocation sera un système axé sur le marché et sur les besoins observés sur le marché de chaque province, à des prix acceptables pour les producteurs.

Être axé sur le marché, c'est répondre aux besoins du marché de consommation canadien, à des prix acceptables pour les producteurs qui garantissent un retour sur investissement satisfaisant aux producteurs performants.

Un comité chargé d'étudier la demande du marché établira les besoins du marché national et examinera les propositions provinciales visant à s'aligner sur ces besoins nationaux.

Les besoins du marché d'une province seront soumis à un examen et à l'application d'un dispositif de stabilisation des prix. Un projet visant l'élaboration d'un tel mécanisme sera entrepris par l'Office et pourra être mis en oeuvre d'ici juillet 1995.

B. Ententes avec les transformateurs

Formulation actuelle

Chaque office provincial signera une entente avec chaque transformateur (...) la présentation de lettres de crédit, cautions ou tout autre instrument financier équivalent, couvrant la valeur des abattements d'une semaine et pour lesquels le transformateur s'est engagé.

Préoccupation

Les ententes proposées répondent à un véritable besoin dans les provinces qui comptent plusieurs transformateurs et où les producteurs peuvent choisir quelle usine ou société va commercialiser leur produit. Ce n'est malheureusement pas le cas des petites provinces. La situation du centre du Canada ne peut se calquer ailleurs. Par exemple, à Terre-Neuve, on propose que l'usine de transformation appartienne à une coopérative regroupant tous les producteurs. Cette coopérative acceptera les produits commercialisés par ses membres. Il est donc redondant et inutile que la coopérative use d'instruments financiers vis-à-vis de l'office. On observe la même situation en Nouvelle-Écosse, où l'une des usines de transformation est une coopérative appartenant aux producteurs.

Recommandation

Il faudrait ajouter le texte suivant : « Applicable aux seules provinces qui comptent plus de deux transformateurs. »

C. Les prix

Formulation actuelle

Toutes les autres provinces s'engagent à déployer les meilleurs efforts pour établir des prix pour le produit vivant qui ne soient pas inférieurs à ceux de la région centrale, moins les coûts du transport.

Préoccupation

Il s'agit d'une protection pour le centre du Canada, qui n'est pas nécessaire pour l'établissement des prix dans cette région. Les prix établis à l'extérieur de cette région l'ont toujours été en fonction des prix de la région centrale. Si cette protection ne peut être étendue à Terre-Neuve et à la Nouvelle-Écosse, elle devrait être supprimée. Si elle est maintenue, elle va créer deux poids, deux mesures.

Recommandation

La protection devrait s'appliquer à toutes les provinces.

D. Plafond

Actuellement

(...) si le plafond est relevé pour une province, il est relevé pour toutes les provinces.

Préoccupation

Cela ne correspond pas à la définition qu'on établit habituellement des besoins du marché. Comment les besoins du marché d'une province peuvent-ils changer parce que ceux du marché d'une autre province changent également? De toute évidence, les transformateurs ne présentent pas des chiffres qui correspondent à la réalité de leur marché, mais plutôt à leurs objectifs de production.

Recommandation

Cette disposition devrait être éliminée. Une augmentation du plafond s'applique uniquement à la province qui fait la demande.

E. Disposition relative aux céréales fourragères dans l'Atlantique

Il faut établir un mandat et un plan de travail pour trouver d'autres solutions à la fourniture de nourriture et de céréales fourragères plus compétitives aux éleveurs de Terre-Neuve. Pour prouver sa bonne foi, l'OCCP devrait financer le projet. Ce projet devrait être mené à bien d'ici quatre à six mois. Seuls les travaux préliminaires sont terminés pour l'instant.

Une étude similaire est en cours en Nouvelle-Écosse.

IV. Le Groupe de travail Vanclief

A. Mandat

Il faudrait réviser les programmes canadiens qui relevaient du GATT afin qu'ils soient conformes au nouvel accord du GATT. Le gouvernement fédéral a mis sur pied le Groupe de travail fédéral-provincial sur la mise en marché ordonnée. Ce groupe était chargé de guider

les sociétés canadiennes de mise en marché dans la deuxième génération du système de gestion des approvisionnements, qualifié de mise en marché ordonnée. Globalement, il fallait préserver le principe de la gestion des approvisionnements sous l'étiquette « Mise en marché ordonnée ».

Ce groupe de travail a défini plusieurs principes destinés à guider les changements apportés au Plan de commercialisation du poulet canadien. Ces principes sont les suivants :

- * le système d'allocation doit permettre de prévoir les approvisionnements et garantir la stabilité des prix;
- * il faut que toutes les provinces aient la garantie qu'elles pourront produire du poulet;
- * le système d'allocation doit être appuyé par des dispositifs d'application efficaces;
- * ce système doit permettre à tous les producteurs performants d'obtenir un retour sur investissement acceptable;
- * il faut régler tout conflit relatif à ces principes ou aux autres objectifs du gouvernement.

Dans son dernier rapport aux ministres, le Comité sectoriel spécial du poulet défendait le nouveau système d'allocation. Selon ses membres, le système satisfait à la plupart des principes énoncés ci-dessus et, si tel n'est pas le cas, il faut lui donner le temps de s'y conformer. Malheureusement, il se peut que ce délai s'avère désastreux pour les industries de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse.

B. Évaluation minoritaire de l'accord à la lumière des orientations établies et de la réaction des provinces

Dans le cadre de l'évaluation de l'accord, les membres du Comité sectoriel spécial du poulet ont reconnu les points suivants :

1. Stabilité et part du marché

Tout changement apporté à l'accord en vue d'offrir des protections destinées à promouvoir la stabilité ou à protéger le marché en annulerait la validité.

En quoi s'agit-il d'un accord? En termes simples, les grandes provinces ont dit aux petites provinces : « Cet accord est à prendre ou à laisser. » Les petites provinces se passeraient volontiers de cet accord; par contre, les grandes provinces dépendent de ces dernières pour se protéger des États-Unis par l'imposition de tarifs élevés.

Des examens annuels vont donner aux intervenants l'occasion de modifier le système.

Personne ne souhaite modifier l'accord. Si l'on attend jusqu'à l'examen prévu pour juillet 1995, il sera trop tard pour certaines provinces.

L'industrie opte actuellement pour un système plus compétitif.

Les principaux intervenants de l'industrie sont en train d'adopter un système de marché ouvert. Il s'agit d'une approche diamétralement opposée à la demande du Ministre, qui souhaite que l'on préserve le concept de gestion des approvisionnements.

2. Compétitivité en matière de coûts des céréales fourragères

Le Comité espère que le Bureau des provendes du Canada (BPC) va proposer des solutions aux problèmes soulevés par les divers intervenants. Les solutions que le BPC a proposées à ce jour ne répondaient à aucune des préoccupations exprimées relativement au coût des céréales fourragères. Le rééquilibrage du Programme d'aide au transport des céréales fourragères ne constitue pas une solution de rechange, puisqu'il ne règle pas le problème et n'aborde que superficiellement les questions de fond.

3. Arbitrage des divergences de vue

Si l'on autorise le Conseil national des produits agricoles (CNPA) à arbitrer les divergences de vue entre intervenants sans définir les critères en vertu desquels les décisions doivent être prises, on ne définit aucune orientation pour le CNPA, qui aura donc beaucoup de difficulté à rejeter les demandes des provinces. L'accord confère au CNPA une certaine autorité, mais peu de responsabilités.

4. Comité chargé d'étudier la demande du marché

Les membres de l'OCCP ont récemment rejeté l'idée d'un comité chargé d'autoriser les changements apportés aux demandes des provinces. Les petites provinces craignent principalement que l'on ne tente pas de répondre aux demandes des transformateurs, ce qui permettrait aux grandes provinces d'absorber les plus petites.

5. Comment trouver des solutions équitables aux divergences de vue exposées

Les membres du Comité reconnaissent que toutes les provinces vont adhérer à l'accord. Les responsables des grandes provinces commencent à prétendre qu'il n'est pas nécessaire que les petites provinces prennent part à un accord national. De toute évidence, ils essaient simplement de contrôler l'intégralité de l'accord sans égard pour les préoccupations des petites provinces.

Les membres du Comité reconnaissent également que les régions les plus défavorisées ne disposent d'aucune période de transition pour compenser le déséquilibre actuel en matière de compétitivité. Si l'on ignore ce problème suffisamment longtemps, il se réglera par lui-même. Il reste à déterminer quelles en seront les conséquences.

6. Maintenir un système de mise en marché ordonnée pour le poulet au Canada

De toute évidence, il s'agit là de l'orientation qui a été la moins suivie. Les règles établies dans le cadre du nouveau système tentent de masquer l'intention réelle de ce

système (la mise en marché ordonnée), mais le principe qui le sous-tend est le suivant : les transformateurs peuvent faire exactement ce qu'ils veulent. Il s'agit en fait d'un système de marché ouvert. On en a la preuve en observant les résultats d'ensemble du marché des six derniers mois et le rendement prévu pour les six prochains mois. Le marché est très désavantageux pour les producteurs et les transformateurs.

7. Répondre à tous les besoins du marché à des prix de produits vivants acceptables pour les producteurs et les transformateurs

Les membres du Comité reconnaissent que, dans la mesure où ce sont les transformateurs qui déterminent les volumes de production, la concurrence qu'ils se livrent risque de générer des prix qui ne sont pas acceptables pour les producteurs. Il a été prouvé que les besoins du marché de transformation sont différents de ceux du marché de consommation, qui sont satisfaits par le système de gestion des approvisionnements. C'est ce double calcul qui inquiète principalement Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse.

C. Évaluation minoritaire des recommandations du comité spécial

Les membres du Comité ont fait les recommandations suivantes au Ministre :

1. Le système évolue et on lui laisse le temps de faire ses preuves

Sous sa forme actuelle, le nouveau système est en train de consolider l'industrie canadienne du poulet et va, à très court terme, provoquer la disparition de certaines industries provinciales. En laissant à ce système le temps de faire ses preuves, les provinces qui ont le plus à perdre risquent de ne pas pouvoir faire entendre leur voix si l'on juge que le système n'est pas approprié. En fait, pour les provinces dont le marché est plus restreint, c'est l'ensemble de l'industrie qui est menacée. On leur demande de donner une chance au nouveau système, mais les grandes provinces n'essaient même pas de prendre en considération leurs doléances.

2. Il faut demander à l'OCCP d'envisager la nécessité d'instaurer des protections et davantage de discipline dans le cadre du système d'ici l'examen prévu pour le printemps de 1995

Il faut établir des protections dès maintenant! D'ailleurs, les grandes provinces ne tiennent pas à ce qu'on instaure ces protections. Elles pensent qu'elles ont la possibilité de développer leur propre industrie aux dépens des petites provinces.

Il faut que les ministres prennent les mesures nécessaires pour imposer un système de mise en marché ordonnée à l'industrie canadienne du poulet. Si l'on maintient le système de marché ouvert qui prévaut actuellement, les conséquences pour l'industrie canadienne seront irréversibles.

3. Il faut demander à l'OCCP de créer un comité chargé d'étudier la demande du marché

La création de ce comité devrait permettre aux ministres de répondre aux préoccupations des petites provinces. Nous demandons que les membres de ce comité aient l'autorité nécessaire pour examiner et réviser les demandes des provinces.

V. Conclusion

La tâche confiée au Groupe de travail était ardue. En raison du nombre d'intervenants et des divers intérêts qu'ils représentent, il était impossible de satisfaire toutes les parties. C'est pourquoi nous devons évaluer quels intervenants ont été satisfaits et pour quelles raisons.

Les membres de la communauté agricole canadienne et le gouvernement fédéral se sont battus pendant six ans pour que l'on preserve l'article XI. Cet article a été identifié au Canada et à son système de gestion des approvisionnements. Les intervenants ont investi sans compter leurs efforts et leur argent dans cette lutte pour l'article XI. Nous en concluons donc que l'article XI et ce qu'il représentait valait la peine que l'on se batte.

Bien que l'article XI ait été remplacé par une barrière douanière efficace, il semble que nous ayons oublié pourquoi il nous paraissait aussi important. En fait, ce qui justifiait l'article XI, c'étaient nos exploitations agricoles, notre niveau de vie, le développement de nos régions, notre environnement et la protection du réseau alimentaire de notre pays! Tout d'un coup, en l'absence de l'article XI, quelqu'un a décrété que la « justification » de cet article n'avait plus d'importance, et qu'il fallait désormais accorder la priorité au système de marché ouvert. Les petites provinces ne sont pas de cet avis; les provinces plus vulnérables ont toujours défendu la protection garantie par les tarifs.

Certains prétendront que le système de marché ouvert est inévitable. Si c'est le cas, nous disposons de six ans et d'une protection assurée par des tarifs très élevés pour trouver une solution à nos problèmes. Il est tout à fait irréaliste d'espérer que tous les intervenants vont abandonner le cadre de gestion des approvisionnements pour adopter le système de marché ouvert. Seule une période de transition peut nous permettre d'envisager un tel revirement. Par exemple, le gouvernement fédéral a reporté les changements qu'il devait apporter au système de contingentement des importations.

Les intervenants qui vont bénéficier de ce nouveau système de sont pas les milliers de propriétaires d'exploitations familiales agricoles de notre pays : il s'agit des grandes entreprises de transformation. Même si ces entreprises sont implantées au Canada, elles sont contrôlées par des capitaux étrangers.

Il faut prendre une décision maintenant! Si nous attendons la prochaine réunion des ministres, prévue pour le mois de juillet 1995, les répercussions pour les petits intervenants seront inacceptables. C'est la raison pour laquelle nous demandons instamment aux ministres d'imposer à l'industrie canadienne du poulet le type de mesures disciplinaires que contenait

l'article XI. Il faut instaurer une période de transition de l'ancien au nouveau système durant les six années qui nous séparent de la prochaine ronde de négociations du GATT.

Seuls le temps et d'autres consultations nous permettront d'élaborer un système d'allocation encore plus efficace que celui qui est proposé, un système qui nous permettra de mettre en place au Canada un secteur agricole compétitif à l'échelle internationale.

***RAPPORT DU COMITÉ
SECTORIEL SPÉCIAL DES
OEUFS DE
CONSOMMATION***

RAPPORT DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL DES OEUFS DE CONSOMMATION

OBJET

À leur réunion de juillet, les ministres ont ordonné au Comité sectoriel spécial des oeufs (CSSO), connu des participants sous le nom de Groupe de consultations sectorielles sur les oeufs (GCSO), de « présenter un rapport final, pour approbation des ministres, selon le principe voulant que la responsabilité des consommateurs dans le financement du marché national des oeufs soit limitée à un niveau égal d'un bout à l'autre du Canada, de façon à assurer la stabilité des marchés provinciaux ».

Les intervenants ont toutefois réalisé des progrès importants en réglant, d'une manière générale, les problèmes en suspens du secteur, dont beaucoup avaient depuis longtemps résisté à toute solution.

Après d'intenses discussions au sein et à l'extérieur du GCSO, les producteurs et les transformateurs se sont entendus sur une démarche à suivre pour respecter les directives ministérielles touchant la stabilisation des marchés provinciaux et la répartition des risques et des coûts inhérents à la modification de la demande.

POINTS À EXAMINER

Les intervenants représentés au GCSO appuient de façon quasi unanime de la proposition exposée à l'annexe A. Les points saillants de cette dernière peuvent se résumer comme suit :

- L'uniformisation, à l'échelle nationale, de la responsabilité des consommateurs en matière de revenus, soit un plafond de cinq ans à un volume maximum égal aux ventes intérieures de 1994 (contingent de base), ou à 10 cents la douzaine, selon le moindre;
- L'uniformisation de la responsabilité des provinces (selon la part de marché) pour les exigences sur les revenus au-delà du maximum de 10 cents la douzaine pour la production de base, plus un niveau uniforme et national pour les producteurs jusqu'à concurrence de 1 cent la douzaine, avec des ventes conformes aux règles du GATT;
- Les revenus qui dépassent le plafond devront être versés par les provinces en vertu des parts historiques de surplus de production (1991 à 1993), sauf si le produit additionnel a été la conséquence d'une chute dans les tableaux des ventes de marché. Dans ce cas, le revenu par province sera partagé selon une formule séparée (colonne A, tableau 1, annexe A);
- Les offices provinciaux continueront d'établir leurs propres prix avec l'aval de leur organisme de surveillance, sous réserve qu'ils n'adoptent à cet égard aucune pratique déraisonnable.

- l'achat par l'OCCO de produits industriels (le rachat) sera fixé au prix de 2 cents de plus que le coût de production provincial, tel que défini par l'OCCO;
- Les provinces garderont le pouvoir d'imposer d'autres prélèvements pour financer les services essentiels de classement autant que pour les services essentiels d'écoulement des excédents supérieurs ou inférieurs au plafond; la discrétion des provinces pour prélever leurs consommateurs sera limitée par les relations de marché interprovinciales;
- Le déficit cumulatif du fonds du prélèvement pour l'égalisation des coûts de production (PECP) sera épongé à l'aide, premièrement, de l'excédent du fonds du prélèvement à la production, puis du fonds du prélèvement administratif;
- Le prix réglementé actuel du produit industriel national sera majoré de 5 c. CAN à compter du 1^{er} janvier 1995.
- Une disposition pour les producteurs qui s'engagent à produire, par contrat, des oeufs de transformation au prix de marché pour de nouveaux débouchés;
- L'imposition d'un prélèvement administratif national, entièrement discrétionnaire, de 2,5 cents la douzaine pour chacune des cinq années d'application de l'entente, réparti par les administrateurs entre les besoins administratifs et les activités de promotion;
- La modification de la composition du conseil d'administration de l'OCCO pour permettre 15 membres, incluant 4 représentants des partenaires, dont 2 du CCTOV, 1 de la FCC et 1 du secteur d'aval. Des dispositions seront prises également pour assurer une représentation des territoires;

Les producteurs de toutes les provinces, ainsi que le Conseil canadien des transformateurs d'oeufs et de volailles (CCTOV) et la Fédération canadienne des couvoirs (FCC) sont parvenus à s'entendre sur la proposition susmentionnée. Le CCDA est d'avis que les provinces doivent exercer une surveillance pour s'assurer que les recettes à la production ne dépassent pas le coût de production provincial et que les prélèvements à la consommation provinciaux ne rendent pas inefficace le plafond de subventionnement du produit industriel par les consommateurs. Le CCTOV a insisté sur le fait que toute politique nationale ou provinciale mise en place ne devrait pas engendrer de distorsions au commerce.

Toutes les provinces sont en faveur d'un plafonnement de 10 cents sur le financement et de l'imposition d'un prélèvement administratif recouvrable de 2,5 cents dans le cadre d'une entente globale.

Faute d'entente sur cette proposition, le GCSO pense, sans parti pris, que l'entente fédérale-provinciale et le plan de commercialisation actuels resteront en place sans changement, ce qui entraînera le refus probable de toute majoration du PECP ou du prélèvement administratif, le retrait de certaines provinces du programme national d'écoulement des excédents, avec hausse concomitante des prélèvements non recouvrables, et enfin de fortes différences de prix

et de prélèvements entre les provinces, phénomène qui favorisera une circulation interprovinciale imprévue d'oeufs et d'ovoproduits et, du même coup, l'instabilité des prix.

Pour ce qui est de la question de nos engagements aux termes du GATT, l'OCCO cherche en ce moment, avec l'industrie et les agents responsables du commerce extérieur, à mettre la touche finale à un arrangement s'inspirant des principes suivants :

Le Canada s'est engagé à ne verser aucune subvention à l'exportation des oeufs et des ovoproduits à compter de janvier 1995.

L'OCCO revoit sa fonction de soutien et de distribution du revenu pour assurer une mise en commun des recettes tirées de toutes les ventes. La fonction de distribution servira à équilibrer les revenus des producteurs conformément aux modalités de l'entente.

L'OCCO vendra ses produits à ses clients (normalement l'industrie nationale de la transformation) à des prix qui seront établis « sur mesure » et de façon différentielle avec ces derniers. Les recettes de toutes provenances seront mises en commun et distribuées aux provinces suivant la fonction de rachat décrite dans la proposition.

Aucun paiement ne sera fait sur la base du rendement à l'exportation.

RECOMMANDATIONS

Il est recommandé que les ministres :

1. *demandent à l'OCCO de conclure ses discussions avec l'industrie et les agents responsables du commerce extérieur afin d'établir, pour toutes ses activités de vente, un cadre de mise en commun des recettes et de différenciation des prix compatible avec le GATT, pour mise en oeuvre à compter du 1^{er} janvier 1995; et*
2. *confient au ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire le mandat de convoquer, tôt au début de la prochaine année, une réunion des signataires pour mettre en branle le processus de renouvellement de l'entente fédérale-provinciale et du plan de commercialisation des oeufs, sur la base de l'entente cadre soumise le 6 décembre par le Comité sectoriel spécial des oeufs de consommation.*

COMITÉ CONSULTATIF SECTORIEL SUR LES OEUFS
PROPOSITION

La proposition suivante est présentée dans le but d'amorcer l'établissement d'un nouveau programme de commercialisation ordonnée soutenable pour l'industrie canadienne de la production d'oeufs. Les objectifs du procédé sont stipulés dans le mandat du Groupe de travail fédéral-provincial. Entre autres choses :

- fournir l'occasion aux participants efficaces du secteur de toucher de justes revenus;
- créer un secteur entièrement sensible au marché, de la production à la consommation;
- rehausser la concurrence;
- permettre le retrait ordonné des obstacles au progrès;
- assurer que tous les intervenants jouent un rôle approprié dans le processus décisionnel;
- gérer de façon juste la résolution des tensions au palier régional; et
- stimuler la croissance et l'investissement dans les secteurs.

SOMMAIRE DU PLAN PROPOSÉ

1. *La durée*

Un nouvel Accord fédéral-provincial (AFP) sera mis en place pour diriger la commercialisation ordonnée des oeufs. Cet AFP comportera une clause de temporisation de cinq ans. Les dispositions administratives et réglementaires pertinentes visant la promotion, la stabilité et la prévisibilité au sein de l'industrie seront respectées par toutes les parties afin d'assurer la participation de toutes les provinces à tous les niveaux de l'entente.

Durant la troisième année, une déclaration sera obtenue des signataires, indiquant tout désir de quitter le plan, de le renégocier ou de le renouveler à la fin de la période de cinq ans.

2. *Le système de prélèvements*

La dépendance à l'égard des prélèvements à la consommation pour écouler les oeufs de transformation sera plafonnée. Pendant la période de cinq ans, le prélèvement national à la consommation ne dépassera pas 10 cents la douzaine. La détermination de la valeur réelle du prélèvement en deçà du plafond de 10 cents aura lieu annuellement en réponse aux conditions du marché.

Un plafond de base pour les oeufs de transformation sera établi au niveau réel et vérifié des ventes intérieures de 1994 (évalué aux environs de 4,4 millions de boîtes d'oeufs); il sera rajusté de façon à tenir compte de tout accès nouveau au marché des oeufs de consommation en vertu du système de contingents tarifaires.

En bref, la responsabilité nationale uniforme des consommateurs à l'égard de l'équilibre des revenus serait plafonnée, pour une période de cinq ans, à 10 cents la douzaine ou à un volume égal aux ventes intérieures d'oeufs de transformation en 1994, soit le moindre des deux.

L'OCCO garantira le revenu sur ce volume au CDP provincial plus 2 cents la douzaine (le taux de rachat). L'OCCO obtiendra les revenus nécessaires à même :

- a) un prélèvement recouvrable normalisé d'au plus 10 cents la douzaine;
- b) un prélèvement provincial normalisé couvrant les besoins supérieurs au prélèvement de 10 cents.

Aussi, un prélèvement recouvrable normalisé d'au plus un cent sera versé à l'OCCO comme revenu sur le volume dépassant le plafond du volume de base.

En supposant que les ventes sur le marché de table chutent en deçà du niveau de 1994 (estimé comme étant d'environ 22,5 millions de boîtes), un prélèvement provincial

supplémentaire s'appliquera. Les provinces verseront les prélèvements à l'OCCO conformément à la colonne A du tableau ci-dessous :

Province	Colonne A	Colonne B
C.-B.	13.54	9.32
Alberta	9.78	3.45
Saskatchewan	5.35	5.28
Manitoba	12.82	35.14
Ontario	42.87	30.02
Québec	6.25	6.25
Nouveau-Brunswick	2.05	1.45
Nouvelle-Écosse	4.61	6.16
Î.-P.-É.	0.72	0.78
Terre-Neuve	2.01	2.14

En supposant que le marché de table dépasse le niveau de 1994, soit 22,5 millions de boîtes (estimé), le plafond du volume de base (4,5 millions de boîtes) ne sera pas affecté.

Effectivement, le niveau de production de 1994, soit 27,5 millions de boîtes, continuera à générer des revenus aux producteurs, tel que précisé ci-dessus.

La production au delà du niveau de 1994, découlant d'une croissance de productivité qui n'est pas absorbée par le marché de table, donnera lieu à l'application des parts déclarées pour la période de 1991 à 1993 pour répartir les revenus au palier provincial. Ces proportions sont indiquées dans la colonne B du tableau ci-dessus.

Le déficit accumulé du compte du PCDP doit être épongé en utilisant d'abord le solde excédentaire du compte des producteurs et ensuite le fonds d'administration.

Les soldes des réserves seront établis à même les revenus provenant des prélèvements de sorte que l'Office puisse adoucir l'impact des fluctuations radicales sur le marché. Il est convenu que les montants de 2,5 et 7,5 millions de dollars constitueront les niveaux inférieur et supérieur du compte de PCDP qui déclencheront l'augmentation ou la réduction du prélèvement applicable aux oeufs de transformation durant les années subséquentes, la portion du prélèvement à la consommation ne dépassant pas 10 cents.

On s'efforcera de normaliser la perception de données et la présentation de rapports afin de définir clairement les niveaux de production et de la demande.

3. *Production au delà du plafond*

La responsabilité de l'équilibre des revenus pour la production d'oeufs de transformation dépassant le volume plafonné du montant estimé de 4,5 millions de boîtes relèvera des provinces. La part de responsabilité de chaque province sera établie en fonction des conditions énumérées ci-dessus.

Les parts historiques seront redressées pour tenir compte des changements dans les contingents depuis 1993, suite au programme de retrait des contingents de l'Office et au programme d'échange national de contingents.

Chaque province décidera de produire ou non des oeufs de transformation au delà du plafond. Si elles décident de ne pas le produire, la production pourrait être réduite en appliquant une réduction unilatérale dans les contingents ou en vendant le contingent à l'extérieur de la province. La part de responsabilité d'une province pour le financement au delà du plafond serait ajustée à la baisse en cas de vente ou de réduction des contingents. Si une province désire réduire son contingent d'une fraction, les neuf autres doivent avoir l'occasion d'acheter cette fraction dans le cadre du système national d'échange. Toute province recevant une part de contingent verrait son propre contingent augmenter. Si aucune province ne devait faire d'offre satisfaisante à la province vendeuse, cette dernière serait autorisée à réduire son contingent unilatéralement et les neuf autres seraient tenues d'absorber une part plus élevée des coûts réduits de l'écoulement des oeufs de transformation.

En supposant que toutes les provinces décident de ne pas produire au delà du plafond (scénario peu probable), les transformateurs importeraient le produit requis en réponse aux besoins des casseries et ce, moyennant le versement du tarif d'importation supplémentaire.

4. *Ventes au comptant*

Les oeufs qui dépassent les besoins du marché de table et du marché de transformation contractuel (engagements à l'endroit des ventes) sont parfois disponibles étant donné la nature saisonnière de la demande des oeufs en coquilles au Canada. L'OCCO vendra ce produit excédentaire à des prix négociés reflétant la valeur marchande. Les revenus provenant de ces ventes sur les marchés au comptant seront distribués en regroupant lesdits revenus selon l'engagement et ceux provenant des ventes sur le marché de table.

Conformément à l'engagement à l'exportation de l'OMC, le Canada ne peut parrainer les oeufs destinés à l'exportation. Les ventes actuelles de l'Office seront redressées pour refléter un regroupement des ventes de l'Office effectuées au nom des producteurs.

5. *Production supplémentaire au delà du plafond*

Les producteurs pourront choisir de produire volontairement des oeufs au delà des approvisionnements disponibles de l'allocation nationale de contingents en utilisant un nouveau contingent (additionnel). Cette production supplémentaire serait établie uniquement en réponse à des besoins précis du marché de transformation. Dans de tels cas, la production supplémentaire ne pourra déplacer les approvisionnements intérieurs destinés aux marchés intérieurs.

Les offices provinciaux détermineraient une façon appropriée de vendre le produit. Par exemple, avec de bons contrôles, le contingent pourrait être offert à des producteurs intéressés qui vendraient ensuite le produit aux transformateurs à un prix contractuel. Par ailleurs, l'office provincial pourrait décider de défrayer les coûts de la production au delà du plafond au moyen d'un prélèvement sur la production servant à répartir les revenus entre tous les producteurs de la province.

Il est reconnu qu'un tel approvisionnement supplémentaire fait appel à des contrôles strictes pour assurer qu'il soit vendu tel que prévu et qu'il ne se retrouve pas sur le marché de table.

6. *Établissement des prix au palier provincial*

Les offices provinciaux de commercialisation des oeufs continueront de fixer leurs propres prix sous réserve de l'approbation de leurs régies respectives, à condition de ne recourir à aucune pratique de fixation jugée non raisonnable. Il est probable que les prix soient encore établis dans l'Est et dans l'Ouest à partir du prix dans une province de base. En pratique, le Manitoba sert de base pour l'Ouest alors que l'Ontario et le Québec, en collaboration, servent de base pour la région de l'Atlantique.

Ce système d'établissement des prix assure un contrôle raisonnable des prix domestiques. En pratique, les prix ne seraient pas établis à un niveau plus bas que celui de la province de base en plus d'une allocation raisonnable pour le fret de sorte à permettre le commerce interprovincial.

Le prix auquel l'Office offre d'acheter le produit continuera d'être fonction du CDP dans chaque province. Ce prix de "rachat" sert de point de repère efficace pour l'établissement des prix.

Les provinces peuvent ajuster le prix des oeufs sur une base saisonnière afin de réduire les frais d'écoulement des oeufs de transformation, mais ces ajustements ne doivent pas nuire au commerce avec les autres provinces. L'établissement de prix saisonniers continuera de constituer un revenu neutre pour les producteurs.

7. *Le prix de rachat*

Le prix d'intervention ou de "rachat" de l'OCCO consiste en le revenu regroupé et transféré aux provinces comme paiement pour le produit déclaré à des fins de transformation. Il sera établi par l'Office en fonction du CDP de chaque province plus deux cents.

Les offices provinciaux seront responsables d'établir le paiement réel pour le produit déclaré. Les offices établiront le montant à verser aux postes qui font la déclaration et qui sont en mesure de justifier les frais de levée, d'entreposage et de manutention ou tous les autres frais qui doivent être compensés au delà de la valeur offerte par l'OCCO.

8. *Mouvement interprovincial des oeufs de table*

Il est reconnu que les programmes de commercialisation et d'établissement des prix doivent promouvoir le libre mouvement des oeufs au palier interprovincial. À ce niveau, les commerçants d'oeufs doivent être les principaux vendeurs au palier interprovincial. Lorsque et seulement si le mouvement interprovincial ne peut avoir lieu de façon naturelle, le mouvement du produit requis se fera d'un office à l'autre et l'OCCO assumera les coûts nets du fret associés audit mouvement.

Les offices provinciaux et les gouvernements s'engagent à ne pas faciliter la commercialisation des oeufs sur le marché de table d'une autre province à moins qu'il ne s'agisse d'arrangements faits en collaboration. De même, les offices s'engagent à ne pas établir de politiques ou de programmes empêchant ou gênant de façon injuste le commerce interprovincial dans leur province.

9. *Prix aux casseries*

Le prix utilisé comme base aux ventes contractuelles et autres aux casseries sera établi en fonction de la formule Uner Barry actuelle plus 5 cents (devises canadiennes) à compter du 1^{er} janvier 1995. On peut renégocier ce prix pour qu'il demeure proportionnel au prix débarqué des oeufs de production américaine.

Ce redressement vise à assurer que les oeufs canadiens soient concurrentiels par rapport aux stocks importés destinés aux casseries.

10. *Redevance administrative de l'OCCO*

Une redevance administrative de 2,5 cents sera établie pour la période de cinq ans dans le but de couvrir les déboursés administratifs de l'Office, y compris les dépenses relatives à la formation des consommateurs et à la promotion. Le plein montant sera reconnu comme étant un déboursé recouvrable et sera inclus dans le prix de rachat de l'OCCO.

11. *Contingents*

L'OCCO continuera d'assumer la responsabilité du contingent national et les provinces, celle des réductions de contingent. Les activités de suivi des allocations et des inventaires aux fins des dommages-intérêts seront maintenues. Les provinces pourront exercer une certaine autonomie sur les niveaux provinciaux de contingent en réponse aux conditions du marché et ce, en collaboration avec l'Office. Tout particulièrement, les offices provinciaux seront responsables des redressements aux contingents en vue de nouveaux contingents en réponse à des marchés spécifiques.

Aussi, les provinces pourront vendre ou réduire unilatéralement le contingent dans le but de réduire leur part de responsabilité pour la production au delà du volume plafonné. L'Office continuera de surveiller les allocations et les inventaires qui découlent de telles activités.

Un échange national de contingents sera aussi maintenu par l'OCCO afin de faciliter le commerce interprovincial des contingents.

12. *Justes revenus pour les producteurs*

Il y a une question qui doit être examinée plus à fond. Avant qu'un nouveau sondage sur le coût de production ne soit entrepris, un groupe de spécialistes sera convoqué par le Conseil national des produits agricoles et l'OCCO afin de déterminer ce qui constitue un juste revenu pour les oeufs produits dans les limites du plafond, compte tenu de facteurs tels la taille des producteurs, les risques assumés, l'investissement en jeu, le travail requis et les facteurs propres à la concurrence sur le marché international. Le groupe de spécialistes sera formé de cadres du secteur privé dont le travail implique l'évaluation et la compensation des risques, de l'effort déployé et de l'investissement financier comme des économistes, financiers corporatifs, banquiers et cadres du domaine de l'assurance.

13. *Composition du Conseil d'administration de l'OCCO*

Le Conseil d'administration de l'OCCO sera modifié pour compter 15 membres et inclure possiblement un représentant territorial. Il se composera d'un représentant des producteurs par province et de quatre représentants des intervenants, dont deux du CCTOV et deux autres représentant respectivement les industries en amont et en aval. La Fédération canadienne des couvoirs occupera l'un des sièges en question. On continuera d'inclure des membres nommés par le GEC et on examinera cette pratique dans le cadre de la négociation de l'accord, en tenant compte de l'élection du président par le Conseil d'administration.

Les membres du Conseil qui sont producteurs auront l'occasion de consulter les intervenants afin d'assurer une représentation régionale équitable.

14. Mécanisme de règlement des différends

L'industrie devrait se prévaloir d'un MRD indépendant des organismes de régie, de producteurs et du secteur de la transformation. On devrait songer à incorporer une disposition à cet effet dans le projet d'accord fédéral-provincial. Les descriptions de la composition exacte du MRD, son mode de fonctionnement et son mandat feront l'objet de discussions ultérieures et, en particulier, de commentaires par les gouvernements provinciaux.

15. Avantages du plan

(a) Pour le Canada

- La production se poursuivra dans chaque province, continuant à répartir les avantages de l'activité économique en milieu rural à l'échelle du pays et protégeant la valeur de l'infrastructure déjà en place dans chaque province.
- Il y aura un approvisionnement sécuritaire et adéquat d'une denrée fraîche sans qu'il soit nécessaire d'avoir une infrastructure gouvernementale spécifique ou d'appui financier.
- Les investissements, jadis impossibles étant donné l'instabilité de l'industrie, seront dorénavant possibles pour rehausser les installations et l'équipement, donnant lieu à une industrie plus efficace et concurrentielle au palier international.

(b) Pour les consommateurs

- Les oeufs seront encore fournis par les producteurs canadiens qui doivent continuer à répondre aux normes élevées de sécurité et de qualité de l'OCCO et d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada.
- La production dans chaque province permet aux épiceries locales d'obtenir des oeufs quelques jours seulement après leur production à la ferme.
- Le prélèvement national est plafonné à 10 cents la douzaine pour toute la durée de l'entente.
- L'OCCO et les commerçants peuvent maintenant concentrer leurs efforts sur la variété, le choix et la qualité recherchés par les consommateurs.

(c) Pour les producteurs

- Le plan prévoit le maintien de justes revenus pour les producteurs, encourageant l'arrivée de nouveaux-venus dans le domaine de la production d'oeufs.

- La stabilité de l'industrie encouragera les jeunes producteurs à acheter un contingent, ce qui donnera lieu à des économies d'échelle.
- La réduction des tensions régionales suscitera l'élaboration de projets par l'OCCO visant à rehausser l'efficacité de la production et à prévenir les problèmes reliés au bien-être des animaux et à l'environnement.
- La responsabilité partagée en rapport à la croissance de l'industrie permettra de rehausser son efficacité et sa concurrence.

(d) Pour les transformateurs et les classeurs

- Une nouvelle collaboration entre l'OCCO et les transformateurs de tout le pays donnera lieu à un approvisionnement domestique stable et croissant d'oeufs destinés aux casseries, suscitant une libre croissance de ce secteur.
- La stabilité de la production domestique donnera lieu à de nouveaux investissements à la fois par les classeurs et les casseries pour la rénovation des installations et de l'équipement, suscitant de nouvelles activités économiques à l'échelle du pays.
- La production, au Canada, de tout ou de la plupart du produit en réponse aux besoins des casseries à la fois pour les marchés domestique et de l'exportation réduira le besoin d'importer et permettra de protéger les emplois au Canada.
- Le plan améliore la position concurrentielle des oeufs en coquilles versus leur remplacement par des produits à valeur ajoutée.
- Les dispositions relatives aux prélèvements et aux prix donnent lieu à un contexte qui ne gêne pas le commerce et qui empêche l'inondation de marchés voisins.

(e) Pour les politiciens

- Le plan définira le progrès du programme de gestion des approvisionnements en augmentant sa sensibilité au marché.
- Il permet le maintien d'une industrie rurale autonome dans toutes les régions.
- Il permet de résoudre les litiges au sein de l'industrie et auxquels les gouvernements fédéral et provinciaux ont si souvent participé.

***RAPPORT DU COMITÉ
SECTORIEL SPÉCIAL DES
OEUFS D'INCUBATION***

RAPPORT DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL DES OEUF D'INCUBATION

QUESTION

Lors de leur réunion de juillet dernier, les ministres ont convenu de ce qui suit : « En ce qui a trait au secteur des oeufs d'incubation de poulet à chair, que les provinces formulent des propositions en vue de réglementer les couvoirs en s'inspirant de la loi ontarienne ou par d'autres moyens définis au niveau provincial pour obtenir le même effet; que l'on demande également au Comité sectoriel spécial (CSS) de ce secteur de trouver des moyens acceptables par les couvoiriers et les producteurs de déterminer l'offre au niveau provincial, et de remettre un rapport final aux ministres ».

Depuis, les autorités provinciales, les producteurs et les couvoiriers ont entamé des négociations, qui se poursuivent, en vue de donner suite à cette directive.

Depuis la réunion de juillet dernier, les membres du CSS se sont réunis une fois, soit le 15 novembre dernier, en raison de la nécessité de trouver une solution aux questions à l'échelon provincial, du fait que la mise au point d'un nouveau système d'attribution des contingents et de détermination des prix dans l'industrie du poulet évolue sans cesse, et que la politique sur les contingents tarifaires (CT), qui touche de près ce secteur, a été annoncée le 3 novembre 1994.

Les membres du Comité ont conclu, en gros, qu'il faut poursuivre les négociations au palier provincial, particulièrement avec l'Alberta et la Colombie-Britannique, en vue de définir des arrangements commerciaux acceptables entre les producteurs et les couvoiriers, avant que l'Office canadien de commercialisation des oeufs d'incubation de poulet à chair (OCCOIPC) et les couvoiriers puissent envisager des changements importants consistant à des modifications à l'entente fédérale-provinciale.

CONSIDÉRATIONS

Dans ses délibérations, le Comité a souligné que les contingents d'importation de poussins et d'oeufs d'incubation de poulet à chair continueront à être attribués aux couvoiriers en fonction de la part du marché, compte tenu d'un niveau de contingent établi de 21,1 p. 100 de la production intérieure. On a ajouté que les compagnies seront autorisées à louer ou à vendre leur contingent. Ces politiques fournissent, à l'échelon national, la structure qui garantira le respect des engagements pris quant à l'accès au marché, et qui favorisera, par des possibilités de transfert, la progression vers un nouvel équilibre, au niveau des provinces, entre la production intérieure et les importations, l'une des grandes priorités pour les couvoiriers.

Au-delà du niveau d'accès au marché de 21,1 p. 100, un régime d'accès supplémentaire continuera à s'appliquer. Les ministres fixeront les modalités précises de ce régime, une fois qu'ils auront dûment pris en compte les points de vue et les positions exprimés par les

intervenants devant un comité consultatif, qui devrait bientôt voir le jour. Dans ce contexte, on a reconnu que les producteurs demanderont qu'un tarif de 15 p. 100 supérieur au prix sur le marché intérieur soit fixé à l'égard des importations supplémentaires, dans le but d'encourager les couvoiriers à accroître au maximum la production canadienne. Au cours de la réunion du 15 novembre, les couvoiriers ont demandé, quant à eux, qu'aucun tarif ne soit imposé à l'égard des importations supplémentaires, conformément au principe selon lequel les importations de ce genre servent de soupape de sûreté pour faire face aux imprévus. Le règlement de cette question de politique - dans le contexte du régime de CT applicable à tous les produits - se répercutera sur les positions adoptées par les couvoiriers et les producteurs quant aux obligations et aux engagements contractuels requis au niveau provincial, pour ce qui est du respect des engagements en matière de production.

La directive donnée par les ministres, lors de leur réunion de juillet dernier, était centrée sur la nécessité de trouver une solution à trois questions fondamentales : l'équilibre entre la production intérieure et les importations dans chaque province, la méthodologie d'allocation, et la nature des obligations requises entre les producteurs et les couvoiriers pour que soient respectés les engagements en matière d'allocation. On ne pourra trouver, à l'échelon national, réponse aux deux premières questions que si toutes les provinces signataires peuvent s'entendre sur les arrangements commerciaux liant les producteurs et les couvoiriers.

Depuis juillet dernier, étant donné qu'il existe déjà un cadre réglementaire en Ontario et que des arrangements acceptables de part et d'autre sont en place au Québec, des progrès non négligeables ont été réalisés au Manitoba dans l'élaboration d'arrangements contractuels et de directives techniques, ainsi que sur les moyens d'atteindre graduellement un nouvel équilibre de la production intérieure et des importations, d'ici 1996. Pour ce qui est de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, les discussions se poursuivent, mais sont moins avancées. La réussite de ces négociations, qui favoriserait un climat de confiance entre les producteurs et les couvoiriers, est essentielle au règlement des questions clés de méthodologie quant à la détermination des besoins en oeufs, aux échelons national et provincial.

Les membres du Comité ont également examiné une proposition des intervenants du secteur au Québec, prévoyant la modification du Comité consultatif actuel sur la détermination de l'offre et la mise sur pied, au niveau national, d'un comité conjoint sur la demande, qui regrouperait un nombre égal de représentants des producteurs et des couvoiriers ainsi qu'un président neutre sans droit de vote. Ce comité national serait appuyé de comités conjoints provinciaux de l'offre établis de façon similaire. Il a été reconnu que les progrès quant à cette proposition et à d'autres, conçues pour améliorer le système national d'allocation, dépendaient de l'avancement des négociations au palier provincial.

Dans ce contexte général, le Comité a conclu qu'il n'existe aucun problème d'importance risquant de nuire beaucoup au système ou exigeant une solution d'urgence, qui ne puisse pas être réglé avec les structures existantes. Les couvoiriers ont souligné, quant à eux, le besoin d'apporter des changements au système de façon urgente, afin de suivre le rythme de la nouvelle orientation prise par le secteur de la volaille.

RECOMMANDATIONS

Il est recommandé que les ministres prennent en considération que :

- 1. des progrès s'imposent au niveau provincial en vue d'en arriver à des arrangements acceptables entre les producteurs et les couvoiriers, avant que l'OCCOIPC et les intervenants puissent envisager des changements importants au niveau national et que des modifications puissent être apportées à l'entente fédérale-provinciale; et*
- 2. les signataires devront se rencontrer afin de déterminer, une fois menées à terme ces discussions et établie la politique sur le régime d'accès au marché des importations supplémentaires, le processus qui devra être adopté pour recommander des modifications à l'entente fédérale-provinciale et au plan de commercialisation.*

***RAPPORT DU COMITÉ
SECTORIEL SPÉCIAL DES
MÉCANISMES DE
RÈGLEMENT DES
DIFFÉRENDS***

RAPPORT DU COMITÉ SECTORIEL SPÉCIAL DES MÉCANISMES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

OBJET

À leur réunion de juillet, les ministres ont convenu, devant la priorité accordée par le secteur à un mécanisme exécutoire de règlement des différends, de confier à des fonctionnaires fédéraux et provinciaux la mission d'évaluer l'incidence de ce concept en consultation avec les intéressés et de formuler des options pour le concrétiser.

Conformément à la directive donnée par les ministres en juillet, le Comité sectoriel spécial des mécanismes de règlement des différends (CSEMRD) s'est réuni deux fois et a examiné les propositions visant à appliquer cette directive.

La conclusion générale a été que, même s'il fallait continuer de chercher des moyens de régler les différends au sein du système, une priorité s'imposait avant de définir et d'appliquer de nouveaux mécanismes de règlement des différends (MRD) : mettre au point et adopter un cadre de travail pour modifier l'entente fédérale-provinciale et le plan de commercialisation dans chacun des secteurs — oeufs de consommation, poulets, oeufs d'incubation de poulet à chair et dindons.

CONSIDÉRATIONS

Le Comité a examiné deux propositions (respectivement l'annexe A et l'annexe B).

L'objectif de la première proposition était de fournir à chaque secteur de production la possibilité de mettre en place un mécanisme spécial et exécutoire de recours, applicable à l'Office national et au Conseil national des produits agricoles (CNPA), sans modifier la politique et les fonctions des offices ni le rôle de supervision du CNPA. L'autre option proposait l'introduction d'un mécanisme d'interprétation non exécutoire pour résoudre les différends entre les intéressés ou entre un office et le CNPA.

Les éléments clés de la première proposition préconisant la création d'un tribunal de règlement des différends (TRD) comprennent :

- nécessité préalable de s'appuyer sur un fondement législatif;
- application du mécanisme aux principales activités tant de l'Office que du Conseil;
- nécessité pour les décisions de ce tribunal d'appel d'avoir la même force et le même effet que les jugements définitifs rendus par la Cour fédérale du Canada, afin de limiter rigoureusement l'accès ultérieur aux recours en justice;

- étant donné la nature quasi judiciaire des décisions prises et l'obligation de réduire la perception éventuelle de conflit d'intérêt ou de partialité, présidence assumée par une personne de la profession juridique, nommée par le fédéral;
- afin d'assurer l'équité du mécanisme, accessibilité pour tous les intéressés sur la foi de motifs raisonnables qui seront déterminés par le président;
- financement du processus d'audition par l'Office ou par d'autres moyens qui seront définis dans l'entente fédérale-provinciale, la responsabilité fédérale se limitant à fournir de l'aide au président.

La mise sur pied du TRD nécessiterait que les signataires soient unanimes à parrainer l'adoption de la loi habilitante et soient unanimes aussi lorsqu'un office choisit de se prévaloir du processus du TRD par une modification ultérieure à l'entente fédérale-provinciale.

Le rôle du TRD consisterait principalement à servir de mécanisme de reddition de comptes. Le TRD serait investi du pouvoir de confirmer ou d'abroger, mais non de modifier, les ordonnances et les règlements du Conseil ou de l'Office auquel se rapporte la plainte déposée devant lui. Si le TRD devait annuler l'ordonnance d'un office ou du Conseil, il reviendrait à cet office ou au Conseil de formuler une nouvelle politique compatible avec sa mission.

Le TRD fonctionnerait comme un tribunal administratif : il consisterait en un ou deux représentants de chacune des parties qui s'opposent dans le grief, plus le président. La portée précise du processus décisionnel du TRD, de même que la méthode de nomination, seraient définies durant la négociation de l'entente fédérale-provinciale, pour les secteurs qui choisissent de suivre ce processus.

Après examen de cette proposition, le CSEMRD a indiqué qu'un TRD :

- remplacerait la Division de première instance de la Cour fédérale et, par conséquent, accélérerait le processus de recours en appel, tout en maintenant la participation des intéressés, participation qui serait perdue autrement si l'on avait recours directement à la Cour d'appel fédérale;
- donnerait à chaque secteur la marge de manoeuvre nécessaire pour qu'il adapte le concept à ses besoins particuliers, premièrement, en choisissant d'appliquer ou non la proposition et, deuxièmement, en définissant la portée du MRD dans une entente fédérale-provinciale révisée;
- ne servirait pas à lier ni en entraver la compétence provinciale;
- lierait effectivement l'Office et le CNPA à ses décisions sans imposer de solution de principe à ni l'un ni l'autre;
- ne parviendrait pas entièrement à faciliter le règlement des différends, en ce sens que ses pouvoirs se limiteraient à accepter ou à rejeter une ordonnance, bien qu'on

pourrait introduire un stade préalable de médiation ou d'arbitrage et, au besoin, rendre ce stade obligatoire;

- imposerait des coûts supplémentaires à l'Office et aux intéressés;
- risquerait de limiter l'efficacité et l'initiative des offices en permettant aux opposants d'une mesure quelconque prise par un office de lancer une contestation.

Même si les représentants des gouvernements provinciaux et du secteur approuvaient généralement l'idée d'améliorer le système pour faciliter le règlement des différends, bon nombre n'étaient pas certains de bien saisir toutes les répercussions pour le secteur de la mise sur pied d'un TRD et estimaient qu'il fallait explorer plus en profondeur d'autres solutions possibles ainsi que leur incidence.

Comme solution de rechange au TRD, un processus de référence pourrait être envisagé pour le règlement des différends décrit à l'annexe B. Ce processus, qui ne lierait pas les parties à moins d'une entente préalable, pourrait être utilisé de façon plus systématique que par le passé pour demander une interprétation du libellé des ententes fédérales-provinciales. Comme le montre l'expérience passée, ce mécanisme pourrait apporter des solutions aux problèmes d'interprétation qui expliquent en partie les demandes d'établissement d'un MRD indépendant formulées depuis qu'il y a eu le Groupe de travail sur la politique avicole. Cette seconde option n'a pas été débattue par le CSE, mais elle est offerte par la Loi actuelle.

Trois raisons d'améliorer le règlement de différends ont été présentées au cours de la discussion. Tout d'abord, on a reconnu la perception d'un besoin d'une plus grande responsabilisation au sein des systèmes de mise en marché - un mécanisme d'examen des décisions des offices et des comités de surveillance. Ensuite, on a cerné le besoin d'une interprétation systématique de la phraséologie des ententes fédérales-provinciales. Enfin, on a souligné le besoin de mécanismes d'arbitrage et (ou) de médiation concernant des éléments opérationnels comme les prélèvements et l'allocation de contingents.

RECOMMANDATIONS

Il est recommandé que les ministres :

- 1. confirment la nécessité d'améliorer le mode de règlement des différends à l'intérieur du système;*
- 2. réitèrent la priorité d'examiner au préalable et de modifier l'entente fédérale-provinciale et le plan de commercialisation dans chaque secteur dans le but de fonder l'avenir du secteur sur une base renouvelée;*
- 3. demandent aux intéressés dans chaque secteur de production d'examiner des solutions de rechange pour améliorer le règlement des différends à l'intérieur du cadre législatif et institutionnel existant, et ce avec la pleine participation des*

intéressés du secteur privé, à mesure que le processus d'élaboration de nouvelles ententes fédérales-provinciales progresse vers un règlement; et

4. acceptent les principes suivants pour guider l'examen des mécanismes de règlement des différends :

- *mise au point d'un mécanisme plus indépendant et objectif*
- *réduction des coûts*
- *efficacité*
- *règlement ponctuel des différends.*

PROPOSITION POUR L'ÉTABLISSEMENT DE
TRIBUNAUX DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (TRD)

1. Il serait nécessaire d'établir une législation habilitante par l'intermédiaire de la création d'une nouvelle partie IV de la *Loi sur les offices des produits agricoles* pour permettre la mise sur pied de tribunaux de règlement des différends (TRD) en ce qui concerne chacun des produits réglementés. Les principales conditions de ces dispositions habilitantes sont décrites dans les paragraphes qui suivent. Le but visé est de faire des TRD des mécanismes spéciaux qui seraient formés seulement dans le but de régler les différends individuels.
2.
 - a) Sous réserve des paragraphes (b) et (c), où une entente signée par le Ministre conformément à l'article 31 de la *Loi* prévoit l'utilisation d'un TRD, un TRD peut examiner toute décision du Conseil en vertu des alinéas 7(1) d) et e) et toute décision d'un office au sujet de l'exercice de ses fonctions, de ses obligations et de ses pouvoirs respectifs conformément aux articles 22, 23 et 42 de la *Loi*;
 - b) Le TRD n'examinera pas l'exercice des fonctions, des obligations ou des pouvoirs d'un office qui pourraient être exemptés de toute révision en vertu des dispositions de l'entente mentionnée au paragraphe (a);
 - c) Les dispositions relatives aux exemptions mentionnées au paragraphe (b) ne s'appliquent pas aux fonctions, aux obligations ou aux pouvoirs qu'exerce un office conformément aux alinéas 22(1) f) et g) et 42(1) d) et e) de la *Loi*.
3. Les membres d'un TRD, autres que le président, sont nommés de la façon et dans les conditions établies dans le cadre de l'entente survenue conformément à l'article 31 de la *Loi*, y compris pour l'élection, ou par le gouverneur en conseil qui les nommera au poste qu'ils occuperont à titre amovible.
4. Le TRD ne comportera pas moins de trois membres et pas plus de cinq membres, et l'un d'entre eux sera nommé président. Les membres seront rémunérés à un taux quotidien fixé dans le cadre de l'entente aux termes de l'article 31.
5. Le président sera membre d'une des sociétés du barreau d'une province et sera nommé par le gouverneur en conseil à un poste qu'il occupera à titre amovible.
6. Le coût relatif de toutes les opérations d'un TRD sera assumé par l'office habilité en ce qui concerne le produit réglementé pour lequel le TRD a été établi, ou de la manière convenue dans une entente aux termes de l'article 31.
7. La fonction de secrétariat requise pour tous les TRD sera fournie par le Conseil, ou de la manière convenue dans une entente aux termes de l'article 31.

8. Le TRD peut examiner toute plainte formulée par le Conseil, l'office connexe ou par tout signataire d'une entente aux termes de l'article 31, et toute autre plainte approuvée par le président.
9. Le TRD peut établir ses propres règles procédurales et possède tous les pouvoirs d'un tribunal d'enregistrement.
10. Le Conseil, l'office connexe, tout signataire d'une entente aux termes de l'article 31 concernant le produit réglementé, ou toute autre personne approuvée par le président, peut choisir de participer à la procédure relative à toute plainte présentée à un TRD.
11. Le TRD peut émettre une ordonnance en vue de confirmer ou de révoquer la décision du Conseil ou de l'office concerné par la plainte.
12. L'ordonnance d'un TRD ne deviendra exécutoire que lorsqu'un des participants de la procédure l'enregistrera auprès de la Cour fédérale du Canada. L'enregistrement peut être effectué dans les trente jours suivant l'émission de l'ordonnance ou après la période indiquée dans l'ordonnance.
13. Une fois enregistrée, l'ordonnance aura la même valeur et le même effet que s'il s'agissait d'un jugement définitif de la Cour fédérale du Canada, et toutes les procédures peuvent être entreprises comme si c'était le cas.
14. Sous réserve de l'article 28 de la *Loi sur la Cour fédérale*, les décisions d'un TRD sont définitives et péremptoires et seront sans appel et ne feront pas l'objet d'une révision.

MÉCANISME DE RENVOI DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- Un des moyens de régler les différends consiste à recourir aux conseils juridiques fournis de façon indépendante par une tierce personne, en vue d'obtenir une opinion lorsqu'il est nécessaire d'interpréter la phraséologie juridique.
- Le Conseil a utilisé cette méthode par le passé pour obtenir l'interprétation du langage des ententes fédérales-provinciales, par exemple, dans le cas de l'OCCD, l'interprétation de la formulation de l'entente concernant la répartition des contingents supplémentaires, et dans le cas de l'OCCO, l'interprétation à savoir s'il est possible pour une province de renoncer à une partie de l'entente (par ex. : le programme national de retrait des excédents) sans renoncer à l'ensemble de l'entente.
- Les parties en conflit peuvent elles-mêmes choisir la tierce personne qui rendra un jugement ou, comme solution de rechange, si les services du ministère de la Justice Canada sont requis, il est demandé au Conseil d'entreprendre la procédure. Le Conseil consulte les Services juridiques d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada et si la requête est acceptable, on demande à une personne compétente acceptable par les parties en cause provenant du ministère de la Justice du Canada de préparer un mémoire juridique dans lequel est exprimée une opinion portant sur la question.
- Cette méthode n'a été utilisée que dans les cas où les signataires et les office interprétaient le langage différemment. Elle n'a pas été employée pour résoudre les différences d'opinion entre les offices et les participants de l'industrie.
- Il convient mieux d'employer le mécanisme de renvoi pour obtenir des conseils juridiques en ce qui concerne l'élaboration de politiques et de programmes. Cette procédure n'est pas le meilleur moyen de décider de l'acceptabilité des principes directeurs existants (par ex. : l'incidence sur les différentes parties intéressées, y compris les consommateurs).

Document: 830-525/014

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

Speech

**“FUTURE DIRECTIONS FOR CANADIAN
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD”**

September 29, 1994

Federal



**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

Speech

FUTURE DIRECTIONS FOR CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

NOTES FOR REMARKS BY

THE HONOURABLE RALPH GOODALE, P.C., M.P.

MINISTER OF AGRICULTURE & AGRI-FOOD CANADA

TO THE HOUSE AND SENATE STANDING COMMITTEES ON AGRICULTURE

OTTAWA, ONTARIO

SEPTEMBER 29, 1994



Mr. Chairman, Honourable members, it's a pleasure to be here and to have this opportunity to address your committee.

I would like to begin by saying a few words about our new Secretary of State for Agriculture and Agri-Food and Fisheries and Oceans, the Honourable Fernand Robichaud.

For those of you who don't know Fernand very well, he is a former businessman who has lived and worked all his life in New Brunswick. He was previously a Member of Parliament from 1984 to 1990, has served as Chair of the Liberal Atlantic Caucus, and was a Special Advisor to the Prime Minister on Atlantic Canada issues. I'm very much looking forward to working with Fernand, and will certainly be taking full advantage of his insight on the issues we have before us.

I would also like to take this opportunity to recognize the tremendous assistance which Lyle Vanclief has provided to me over the last several months. His experience and diligence have been invaluable, particularly in our orderly marketing discussions, and I consider myself extremely fortunate to have Lyle as my Parliamentary Secretary.

In addition, I would like to introduce to you Ray Protti, Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food Canada; Frank Claydon, Assistant Deputy Minister Policy; and Michelle Comeau, Assistant Deputy Minister Market and Industry Services, who will be assisting me today.

INTRODUCTION

Today, I will be presenting to you my proposal for a shared vision for the future of Canada's agri-food sector. I will be discussing why I believe such a vision is needed, the realities on which it is based, the five key elements it encompasses, and our plans for the future. After that, I will be asking for your questions and comments on the material I have covered.

Before getting into the nuts and bolts of my presentation, however, I would like to take a few minutes to explain how the vision evolved -- how it fits in with our government's overall agri-food agenda and with the work my Department and I have been pursuing since last year's election.

One year ago this month, our government (then in Opposition) published "Creating Opportunity" -- the "Red Book" that was our official campaign platform -- as well as the Agriculture Supplement, which outlined our specific objectives for the agri-food sector. The two broad thrusts of those policies were to provide the agri-food sector with stability and certainty for the future and to ensure that it contributes to economic growth and jobs.

The 11 months since we took office have been a whirlwind, dealing with the "hot" files that just won't wait -- like finalizing the GATT, managing our perplexing relationship with the United States, an outbreak of mad-cow disease, the renewal of supply management, the West Coast grain shipping backlog, and so on. And at the same time, laying the groundwork for the long-term growth and security of Canadian agriculture and agri-food.

As much as we sometimes need to be crisis managers when we wade through the "hot files," it is critical to maintain a sharp focus on long-term goals.

It is also vitally important that everyone involved in this industry -- from suppliers and producers, to handlers and processors, to consumers and governments -- recognize that most of our issues cannot be dealt with in isolation.

We are all inter-connected and inter-dependent. We must be aware of the repercussions our expectations and actions can have on others in the complex chain of stakeholders in the agriculture and agri-food sector. We need each other, and we need a tangible, determined "Team Canada" approach in resolving our domestic issues and in tackling the rest of the world.

SPEECH FROM THE THRONE

In my first major address to the House of Commons as Minister of Agriculture and Agri-Food, during the Debate on the Speech from the Throne last January, I outlined our specific priorities for the future.

I first emphasized the importance of international trade in our efforts to rebuild the economy and broaden our opportunities in agriculture and agri-food.

MARKETING

In particular, I highlighted the need for agri-food stakeholders to capitalize on the GATT and NAFTA agreements by penetrating new markets, especially for value-added products, in high-growth regions like Asia and Latin America. Since that time, we've been working hard to support those efforts.

For example, to build on the work of our new Market and Industry Services Branch, I have named agri-food specialists to Canada's diplomatic posts in Hong Kong, Taipei, Seoul, Singapore, Osaka, Mexico City, Dubai (in the Middle East) and Dusseldorf. With these additions, our government now has 16 agri-food specialists and 26 trade commissioners and commercial officers working on agri-food trade development in more than 50 foreign markets.

As well, I have travelled to Mexico and Asia to identify new opportunities for agri-food exports and to discuss trade issues with senior government officials, and Canadian and local business leaders. We also have several other marketing initiatives under way that I will discuss in the course of my presentation.

BILATERAL

Another trade issue that was at the top of our agenda last January was our bilateral discussions with the United States, particularly with regard to durum wheat. I assured the House at that time that the Canadian government would be "vigorous and vigilant in advancing the Canadian interest."

As well, in my address to the Standing Committee on Agriculture on the subject of the Main Estimates last March, I promised to keep in close contact with industry and the Provinces and to press for "a good deal for Canada." I am confident that I have fulfilled those commitments.

In August, after eight months of hard-nosed negotiations, we reached an understanding with the U.S. on Canadian access to their wheat markets. The agreement secures our access in the 1994-95 crop year at very high levels, and it avoids further American harassment of our grain exports.

There are some, I know, who have said that we should not have signed this or any other agreement with the Americans. "Never mind the consequences," they say. "Damn the torpedoes. Let's have a trade war."

They conjure up a stirring image of Canada marching into battle against blatant American unfairness. That might make us all feel better. But as pointed out by the Western Wheat Association it wouldn't move a single extra bushel of wheat. And starting a trade fight is not the same as winning one.

As the federal Minister responsible for these negotiations, I seriously considered (and prepared for) such a fight. It was -- and a year from now it still may be -- one of our options to use if necessary.

But I always emphasized that our preference was for a negotiated agreement, if that were possible. During the Agricultural Debate in the House of Commons last May, for example, I stated that we were not "spoiling for a fight" and Canada was prepared to keep the negotiations going constructively until we arrived at "the most reasonable result."

I had to judge when the content of a potential understanding with the U.S. was sufficiently positive for Canada to be better than the trade-war alternative.

I strongly believe we reached the necessary threshold -- with a high level of market access, a short time-frame, a peace clause, and an international forum within which to expose some of the evils of the U.S. grain system, including their insidious Export Enhancement Program.

At the heart of the understanding is a set of rules securing our access to U.S. wheat markets for the current crop year.

Without an agreement, we would have been subjected to immediate unilateral border controls imposed by the U.S. under Section 22 of their Agriculture Adjustment Act, slashing our access for all Canadian wheat and durum and flour and semolina to one million tonnes or less.

And that would have been followed by further restrictions under Article 28 of the GATT, making the wheat limits permanent and adding barley and malt to the American hit list.

Instead, by agreement, we have secured access for 450,000 tonnes of western durum, plus 1.05 million tonnes of other wheat, plus unlimited volumes of flour and semolina, plus whatever the market will generate for non-western white winter wheat. Add all that together, and it's more than two million tonnes of wheat in 1994-95, with no limits at all on barley or malt.

This level of market access for our wheat is higher than our actual wheat exports to the U.S. in any other year in history, except for last year when American domestic grain production was devastated by the worst flooding in centuries.

It's nearly double the average volume of our wheat sales to the U.S. in the years prior to the flooding. And it's higher than current forecasts for the volume of wheat the Americans are likely to want to buy from us in 1994-95.

The additional access that we gained for Canada by successful negotiation -- as compared to the trade war scenario -- is worth at least \$150 million to Canadian farmers. Those who attack the results of our agreement need to explain why they would take by their advice \$150 million out of our farmers' pockets.

The second feature in our agreement is a binational "Blue Ribbon Commission" to examine all aspects of the marketing and support systems for the grains industry on both sides of the border.

How do these systems in one country impact on markets in the other? How do they affect markets overseas? Are we both trading fairly?

Remember, our Canadian systems have been examined by the Americans already -- not just once, but no less than four times -- and each time we have been vindicated as fair traders.

The Blue Ribbon Commission, which will report to the Canadian and U.S. governments in September 1995, will give us our first opportunity to focus critical international attention on a long list of U.S. domestic subsidies and on their destructive Export Enhancement Program -- the worst trade-distorting policy on the face of the earth.

Thirdly, the agreement includes a "peace clause." For the duration of this deal, each country has agreed not to take countermeasures or to launch any new restrictive action that would be inconsistent with international trade obligations.

And as a matter of strategic timing before our agreement expires, the new GATT will come into effect, and that will effectively reduce the number of trade weapons the Americans can thereafter use to attack Canadian agriculture. If some future confrontation proves inevitable, then at least we'll be on a more-equal footing.

Throughout all of our trade talks with the United States, I consulted regularly and frequently with all my Provincial colleagues and with Canada's major farm organizations and grain industry leaders. The arrangement we've worked out with the U.S. is fully consistent with the advice I received.

INCOME SUPPORT

I also explained in January that, in my view, we need an improved safety net system that meets the basic needs of all agricultural sectors, does not distort market signals, and lets farmers make sound decisions based on the market and not on government programs.

We got the ball rolling last February by pulling together industry stakeholders to discuss safety net reforms at a National Safety Nets Conference in Winnipeg. I expect to receive important input toward the development of our vision from the work that industry, the Provinces and federal governments have been pursuing since that conference.

RESEARCH

The final theme of my address during the Debate on the Speech from the Throne, was the need to place increased emphasis on collaborative research between government and industry.

To help in this regard, in April of this year, my Research Branch launched a pilot project for a new program called the Agri-food R&D Matching Investment Initiative.

The idea is that we do R&D in a 50/50 partnership with industry. Since industry sets its own priorities, the relevance of the R&D is guaranteed. As well, since industry co-funds research projects, technology transfer is less of a problem because it is pre-sold.

We hope that this program, which has \$2 million in funding this year, will be a first step toward a significant increase in agri-food research in this country.

Also important will be other initiatives like a new producer levy on western wheat and barley sales. Bill C-50, which received second reading in the House of Commons this week, will allow the Western Grain Research Foundation to receive levies on wheat and barley sales to finance breeding programs. This legislation will lead to an additional \$4.7 million annual investment in plant breeding research.

THE VISION

In all of these areas -- marketing, trade, income support, research -- and in many others that I will refer to in my presentation -- analysis and consultations are well-advanced. Progress is being made. But how does it all fit together?

That's where we need to pull together to shape our common vision for the future. The next 12 to 18 months will be a critically important period where we will be making some fundamental decisions about many long-standing and difficult issues. And in this rapidly changing world, to position ourselves most advantageously, we won't get many kicks at the can. If we kick it the wrong way, we will be left in the dust.

We must make sure that the decisions we make today and the initiatives we undertake in the future are part of a comprehensive long-term plan for a modern, progressive industry that is nothing less than the best in the world. For these reasons, I believe we must hammer out a shared, comprehensive vision among all of our industry stakeholders about where we want our sector to be in the year 2000 and 2005 and 2010, and how we plan to get there.

I know that this Committee also share this view, as evidenced by your ongoing vision consultations and discussions. I believe, however, that, to get the maximum benefit from these efforts, our work must be complementary -- it shouldn't duplicate the many consultation processes that are already under way.

I want to work closely with this committee in the months ahead and I have a number of ideas on how this might be done that I would like to discuss with you later on. At this point, however, I would like to direct your attention to the overhead screens.

Chart 1

PRESENTATION BEGINS

My vision for Canada's agriculture and agri-food industry is for a growing, competitive, market-oriented industry that is profitable; responds to the changing food and non-food needs of domestic and international customers; is less dependent on government support; and contributes to the well-being of all Canadians and the quality of life in rural communities, while achieving farm financial security, environmental sustainability and a safe, high-quality food supply.

Chart 2

In other words, I see a Canadian agriculture and agri-food industry that is leading the way in achieving growth, jobs and security.

This vision builds on the themes of growth and security contained in the Red Book and the Agriculture Supplement and, I believe, is a framework in which we can structure a sound and solid game plan for the Canadian agriculture and agri-food sector.

Chart 3

FLOW OF THE PRESENTATION

To put this vision in perspective, my presentation is broken into four broad areas:

I will first set out some background information on the Canadian agriculture and agri-food industry -- where the industry is today, what it means to the different regions of the country and to Canada's overall economy, and the level of government involvement in the sector.

We'll then be looking at the policy and global context within which industry and government must work -- How is the business environment changing and what are our agri-food producers and governments doing to keep pace? -- And what are the major opportunities and challenges ahead?

You will see that there are many ways in which the industry can make an even greater contribution to the Canadian economy. New market opportunities are emerging in Canada and around the world, and industry can make the most of them if we act quickly and make the right changes in our strategies and policies.

Finally, I'll be discussing future directions -- our plans to turn the vision elements into reality and further refine our directions in consultation with other stakeholders.

In summary, I will be addressing three key questions:

- Where is the agri-food industry today?
- Where could the industry be in the Year 2000 and beyond?
- And what should be done to get to that point?

Chart 4 DOMESTIC CONTEXT

Chart 5 First, let's look at the situation within Canada -- the importance of the industry, our Red Book directions and the current fiscal situation.

Chart 6 As you know, the agri-food industry is a significant part of our economy. It accounts for eight per cent of our Gross Domestic Product and nearly two million Canadian jobs -- that's about 15 per cent of all the employment in this country.

The diverse impacts and the interdependence of the sector can be illustrated by a few basic statistics.

In 1993, \$10.5 billion worth of farm inputs, like seeds, machinery and fertilizers, translated into farm production valued at \$21.5 billion.

That farm production was further translated into processed food and beverage products worth \$46 billion.

In 1993, Canadian agri-food exports of \$13.3 billion contributed a *surplus* of almost \$3 billion to Canada's balance of trade -- almost a full one-third of Canada's total merchandise trade balance. However, it's worth noting that, while there is a positive balance for primary products (we export more than we bring in) there is a negative balance for processed products. Strong export growth has been registered in early-1994, with projections for the year moving beyond the \$14 billion mark.

Chart 7 Canadian agricultural production varies considerably across the nation, partly due to differences in climate and soil, but also due to history -- such as the Dominion Land Settlement policy which fundamentally affected Western agriculture. I know it comes as no surprise that grains and oilseeds -- most of which are exported -- account for over half the cash receipts on the Prairies, while supply-managed commodities, which are mostly consumed within Canada, are more important in Quebec and Atlantic Canada.

Unfortunately, these patterns tend to become entrenched, and sometimes discourage industry from taking advantage of new market opportunities. For example, value-added processors are reluctant to open a pasta factory on the Prairies when the cost of transporting bulk grain without processing it is so heavily subsidized.

Chart 8 Looking at the individual provinces, the agri-food industry is important to all the provincial economies in terms of its contribution to their Gross Domestic Product.

Primary agricultural production dominates in the Prairies, while processing is especially important in Central and Eastern Canada. In the Atlantic region, New Brunswick also has a prominent food-processing sector, however, and there is a trend toward an increase in processing industries in the West.

Chart 9 Looking now at provincial contribution to the national agri-food Gross Domestic Product, we also see some significant variations. Although all provinces are important, it is evident that Central Canada, which has the most diverse industry, provides the greatest contribution. Expanding the value-added sector of the economy will be important to all regions of the country, but particularly for the Prairies.

Chart 10 As I mentioned earlier, my vision for the future of the agri-food sector builds on the Red Book and Agriculture Supplement themes of growth and security. I would now like to outline five key elements.

In the area of growth, our objectives are;

- ◆ to achieve sustainable agriculture and agri-food growth; and
- ◆ to foster rural opportunities.

In the area of security, our goals are:

- ◆ to realize long-term financial security;
- ◆ to attain resource and environmental sustainability; and
- ◆ to maintain a safe and high-quality food supply.

Clearly, all of these goals are inextricably inter-related. The growth of Canada's agri-food sector, and the new jobs that such growth will bring, can only be achieved through the security and quality of our human and natural resources and the continued confidence of our customers. On the other side of the coin, financial security will only be assured through steady, sustainable economic growth in our urban centres and in rural Canada.

Chart 11 As we consider ways to make the vision a reality, a major policy constraint that will influence the decisions we can make is fiscal reality.

This chart illustrates total national debt as a percentage of GDP. As you can see, of the G-7 countries, our debt is second only to Italy -- so the debt situation in Canada is serious and significant compared with our major competitors.

Chart 12 The cost of servicing Canada's debt is currently threatening many of our national and provincial programs. At the federal level, this chart shows that the debt, in 1993-94, consumed 24 per cent of all government expenditures -- some 15 times the total budget of my department. Expressed another way, the interest cost of servicing the federal debt increased from 22 per cent of government revenues to 32 per cent over the last 14 years. It is essential that we continue on our track, started in our Budget last February, to reverse this trend.

And so, as we work to develop the right kind of agricultural policy for this country, we must determine which expenditures and programs give us the best return for our investment, not only for today's stakeholders but also for future generations of Canadians.

Chart 13

Looking now specifically at my Department, our budget has been steadily declining from the record high levels of the late-1980s. In fact, this fiscal year, at just over \$2 billion, it is half of what it was three years ago. And just like virtually all government departments, the funds available in future budgets will be less, not more.

Chart 14

Both the federal and provincial governments support the agri-food industry financially. The federal government invests the most in income support, research, inspection and food aid, while the Provinces spend more on rural development, extension, environment and education. In some cases, both federal and provincial resources are allocated to similar activities, and agreements exist to ensure there is a high level of cooperation and virtually no duplication. However, we must remain vigilant to ensure that overlap does not creep in.

Chart 15

GLOBAL CONTEXT

This brings me to the Global Context portion of my presentation.

Chart 16

In this section, I will be looking at:

- ◆ the trade policy framework;
- ◆ changing trade patterns;
- ◆ emerging opportunities; and
- ◆ the competitive environment.

Chart 17

The new GATT agreement will have many benefits for Canada, but it will not be a panacea. International trade is a two-way street. With improved access to foreign markets, Canadian producers can also expect more competition here at home. As well, to some extent, there will continue to be an uneven international playing field. All things considered, however, I believe the agreement is clearly a good one for Canada and for our agri-food sector.

- ◆ Tariffs and tariff equivalents will continue to affect trade and prices but, around the world, the overall level of border protection will decline under the GATT.
- ◆ Export subsidies by some countries will continue to disrupt prices and export markets, but the level of export subsidies permitted will decline significantly during the six-year phase-in period of the GATT.
- ◆ And, it is likely that trade-distorting domestic subsidies may still affect production and export prices, but new rules and a strong international body -- the World Trade Organization -- will be put in place to provide discipline and help resolve disputes.

Chart 18 There will clearly be many new opportunities for agri-food exports. World agricultural trade has been growing strongly over the last seven years, and the trend is for this growth to continue for the next seven years, by approximately \$150 billion. Some of that will be attributable to more liberalized international trade under GATT and NAFTA.

Another factor is the world population, which is forecast to increase by two billion over the next 14 years, exceeding seven billion by the year 2010. Much of this population growth will occur in developing countries that will require a combination of aid and trade.

Chart 19 While world trade is growing, the mix is changing significantly from bulk goods to more highly processed consumer-oriented products, including more animal and poultry products. This is particularly true in certain East Asian and Pacific countries, where incomes are forecast to grow by six to 12 per cent a year until the turn of the century. The Chinese economy, for example, grew by 12 per cent last year and is expected to increase 11 per cent in 1994.

In countries able to produce livestock, the demand for feed grains and protein meals will also increase, although environmental impacts may place some constraints on new production.

Chart 20 The market for non-food or industrial uses of food products is also projected to grow significantly, as shown in this chart for the U.S. This is another emerging market for Canada. U.S. and European Union forecasts indicate that, by 2010, up to 50 per cent of their primary production will be used for non-food purposes. Potential opportunities include pharmaceuticals, cosmetics, inks, dyes and energy uses.

Chart 21 As you can see from this chart, however, Canada's share of the world agri-food market has declined since the early-sixties.

In contrast, the European Union's share, particularly France and the Netherlands, has increased significantly. This growth is due, in part, to the Common Agricultural Policy and the resulting increases in production to achieve European food self-sufficiency. Surpluses were exported using substantial export subsidies, while import levies discouraged the entry of foreign products.

From Canada's perspective, exports to Europe fell from \$1.35 billion in 1981 to about \$750 million in 1993. At the same time, imports from the European Union rose from about \$400 million to almost \$1 billion.

Chart 22 So these are some of the challenges we're facing. In that context, I would now like to examine Canada's current performance in the five key vision areas that I outlined earlier.

PERFORMANCE

Chart 23 Sustainable Growth

The first is sustainable growth.

Chart 24 In my view, growth must be stable and based on economic reality. The fundamental reality is the marketplace. We must produce what the world wants to buy. We must do it cost effectively and sustainably. We must diversify. We must be good managers and world-class marketers. And we must build strategic alliances internally and internationally.

As well, the benefits of growth must flow fairly among all our regions and all the players in the food chain. And sustainable growth must build on Canada's strengths in areas such as product quality and safety, and human resources.

Chart 25 So what has been the performance of industry and government in pursuing sustainable growth?

Let's consider some of the fundamentals -- our Gross Domestic Product; employment figures; the factors affecting growth; and the export challenge.

Chart 26 The first thing to recognize, as the chart on the left shows, is that, contrary to popular belief, the agri-food sector is a growing industry which has almost doubled its GDP in the past 30 years. This growth is expected to continue in the medium-term.

In terms of our share of overall Canadian GDP, as shown in the chart on the right, the sector has maintained its position in recent years, after a period of decline. The primary and processing industries' share of total GDP is about four per cent and this is expected to remain constant in the foreseeable future.

Chart 27 From an employment perspective, performance has varied across the sectors of the food chain, with stable employment in primary agriculture and farm inputs, declining employment in food processing due to industry restructuring, and strong growth in the distribution, retail and food services sectors.

Given the status quo, overall employment in agriculture and agri-food is forecast to remain stable, although the service sector may grow more as the domestic economy recovers. Further increases in exports would, however, be a major stimulus to the agri-food economy, creating new jobs throughout the production chain.

Chart 28 As these charts show, there are several ways to improve competitiveness in the agri-food sector.
(1-4) In primary agriculture:

- ♦ efficiency levels -- as measured by cash costs of production, these vary significantly within commodities and can be improved with strong management; and

- ◆ diversification -- farmers are becoming less dependent on wheat production and are shifting to higher-value specialty products and more-lucrative commodities like canola, which is now close to being Canada's most valuable crop.

On the processing side:

- ◆ productivity -- in terms of output per worker Canadian productivity is less than that of the U.S., but is improving and can be improved more; and
- ◆ research -- Canadian food processors invest relatively little in R&D as a percentage of sales compared with those in the U.S. and more could be done.

You'll find more details on these performance indicators in your presentation books.

Chart 29

From a trade perspective, although the domestic market for processed goods is growing gradually, import penetration is increasing at the expense of existing jobs and markets.

Chart 30

This is, however, partially offset by increasing north-south trade as a result of recent trade agreements. In fact, over the last ten years, the U.S. has become Canada's primary trade destination. Our exports to the United States have been growing 15 per cent a year since 1988, particularly for value-added products, and the U.S. now accounts for 56 per cent of Canada's agri-food exports. If this trend continues, it will reach 65 per cent by the end of the decade.

This means we're becoming increasingly dependent on the U.S. market which is very positive for trade, growth and jobs, but, as recent experience shows, that market can also be painful and unreliable on occasion.

Chart 31

At the same time, world trade in agri-food products is increasing dramatically. But, outside the U.S., our growth rate in agri-food exports is lagging behind the rest of the world. Our current export growth rate is only about 2.5 per cent, while the growth in global trade is about 4.5 per cent.

In Asia and Latin America, which have the most rapid growth in population and incomes and the greatest market potential for the future, we have enjoyed no growth at all in our exports of value-added products. Unless Canada improves and diversifies its export performance, our overall share of world agri-food trade will continue to decline.

Chart 32

At present, imports are forecast to continue growing faster than exports leading to further reductions in the agri-food trade surplus. Further economic growth in the U.S. and improvements in Canada's export performance may mitigate the projections on this chart, however.

Chart 33

Last year, the industry and federal and provincial governments agreed on the goal of increasing Canada's agri-food exports by 50 per cent -- from about \$13 billion in 1993 to about \$20 billion in the year 2000. In July 1994, Agriculture Ministers reaffirmed that goal and added a further target of achieving a 3.5 per cent share of world agri-food trade -- an objective in line with our historic share. This would push our exports above \$23 billion.

Current forecasts, however, based on full implementation of the GATT and compliance by Canada, project that Canada's export performance may fall short of the targets.

Clearly, achieving our agri-food export targets for the year 2000 will be a major challenge, requiring a coordinated approach by industry and government to enhance our competitive performance.

As Phil De Kemp, President of the Malting Industry Association of Canada, said in a letter to the Financial Post last May, "In a time when countries are scrambling to gain their share of the fastest-growing markets in the world, industry and government can ill afford to work in isolation from each other. More than ever before, we need a 'Team Canada' approach to trade."

Chart 34

In summary, here are our conclusions on the subject of sustainable growth.

- ◆ Canada will have to be extremely aggressive to meet its export targets of \$20 billion and 3.5 per cent of world food trade by the year 2000.
- ◆ There will be significant growth opportunities in export markets. Canada is doing well in the U.S. market, but we will need to improve our performance everywhere else.
- ◆ There will be growth opportunities in the Canadian market, and trade-liberalization will increase competition.
- ◆ Bulk commodities will continue to be important income generators, but Canada will have to move more aggressively into processed products to benefit from world trade growth opportunities.
- ◆ And Canada continues to face several impediments to agri-food growth: low R&D in food processing, and higher costs in some areas of production and processing.

Chart 35Rural Opportunities**Chart 36**

The second element of my vision is the need to ensure that rural Canada shares in the benefits of sustainable growth. We must recognize that rural Canada is not a backwater. It can be the location of wealth generation, economic growth and new jobs.

Diversification on and off the farm, value-added processing, niche marketing, including exports, are all part of this equation -- as is R&D and information technology, linking the kitchen table in Sedley, Saskatchewan, or Trois Rivières, Quebec, to Toronto and Vancouver and Osaka and Mexico City.

It is the will and initiative of local people that can take advantage of economic opportunities and create this wealth. But in order to support these efforts, we need a joint approach by the federal government, the Provinces and other stakeholders.

Chart 37

I would now like to take a look at some of the trends in rural and urban population, and rural business and employment.

Chart 38

As you can see, the picture is interesting. From Ontario east, the rural population has grown at a faster rate than the urban population, except in Prince Edward Island. This can partly be attribute to increases near urban centres -- the urban belt -- which is not insubstantial. These population trends underlie agricultural concerns about urban pressures on farm land use and the right to farm -- especially important for livestock farms.

In Saskatchewan, the rural population is declining and, in Manitoba, it has been static. This reflects increased production efficiencies in agriculture and limited alternative employment opportunities in the rural areas of the Provinces. These trends are associated with rural decline, loss of services and lost opportunities for our young people.

The trends in Alberta and B.C. are interesting because underneath they reflect both urban pressures on agriculture and rural de-population experienced in different parts of the Provinces. This means we have to be sensitive to differences in local, provincial and regional concerns, and tailor our initiatives accordingly, in cooperation with the Provinces.

Chart 39

Overall, in recent years, agricultural employment has been stable in rural areas, while the service industry has been a growing employer. The service sector and other growth industries present non-farm employment opportunities that can contribute to farm family income. Conversely, the available rural labour pool can support new local processing or other economic activities in rural areas.

Chart 40

In conclusion, depending on the part of Canada, the opportunities and challenges in rural areas vary considerably. Therefore, we will need a flexible approach to rural opportunities, closely coordinated with the Provinces. As well, it's clear that fostering rural community economic development, based upon diversification and including, but not solely dependent upon, growth in the agri-food industry, can help sustain the quality of life for all rural residents.

Chart 41

Financial Security

Chart 42

The third vision element is financial security. Clearly, as governments manage their resources to bring deficits under control, this security must come increasingly from growth in the marketplace.

I haven't met a farmer yet who tells me that he or she wants subsidization. What they want are decent markets and opportunities for market growth. Well-managed, full-time farms should expect a reasonable rate of return even though, in some cases, it may be supplemented by off-farm income. The weather and other production and marketing risks will always necessitate a farm safety net system, but federal and provincial tax dollars are scarce and that support must not distort production or marketing signals.

We must also minimize the barriers to intergenerational transfers, and recognize the shift in society toward families with more than one source of income and the important contributions of farm women. As well, we need a stable investment climate to support reasonable profits for the processing, distribution and retail sectors.

Chart 43 In the area of financial security, I want to discuss five key areas: farm business arrangements, farm income, the debt situation, government support, and processing.

Chart 44 The family farm unit has always been the foundation of Canadian agriculture and, as you can see, family farms continue to dominate. Some 98 per cent of farms are family-oriented, and this has not changed significantly in the last two decades. Corporate farming is not a threat to the family farm in Canada. What has changed is the number of partnerships and family corporations, although this so-called change is partly due to a different definition of partnership used in the 1991 census: it now includes more operators per farm, which reflects the reality that family members, both spouses and children, continue to be integral to farming.

Chart 45 In terms of income, farm cash receipts and net farm income are expected to grow slightly for the rest of the decade. This takes into account the implementation of the new GATT rules, and levels of program funding that are consistent with these rules. Higher growth could be achieved if we can realize the export targets I mentioned earlier.

Chart 46 An important trend is the growth in non-farm income, which has increased the financial stability of farm families in recent years. This movement to alternate sources of income reflects a general trend in society toward multiple bread-winners in each family.

Chart 47 Non-farm income is even more important in the U.S. than it is in Canada. The average Canadian farm family income is slightly lower than in the U.S., but a greater proportion of that income comes from farming.

Chart 48 Not surprisingly, smaller farms are more heavily dependent on non-farm sources of income than larger farms. Of the 280,000 farms in Canada, about half depend mainly on non-farm income sources. For them, farming is only a secondary source of income; however, they are included in most farm statistics.

Farms with more than \$100,000 in sales represent just over a quarter of all farms, but account for three-quarters of total production. And the number of these larger farms is increasing.

Chart 49

Farm debt is becoming less of a problem, with fewer farmers in arrears last year than in 1988. The structural adjustment process has caused many individual hardships, but the sector overall is now in a much better position to manage the debt that remains. Cash flow and equity are improving.

Chart 50

The main focus of federal and provincial government support, -- overall, about 83 per cent -- is security for primary producers in areas such as:

- ◆ market price-support, primarily for supply management;
- ◆ direct payments such as crop insurance, GRIP and NISA; and
- ◆ indirect payments such as property tax reductions by provinces and WGTA.

The remaining 17 per cent is allocated to research, inspection, market development and other measures designed to enhance growth.

Chart 51

Overall, however, this 17 per cent results in significant economic benefits, both for the public and individuals. Studies, such as those by Dr. George Brinkman of the University of Guelph, demonstrate convincingly that these investments pay off. Crop research and development has a benefit/cost ratio of up to 40 to 1; for livestock health and grading it's as much as 10 to 1; and for pilot projects to develop new products and processes, about 8 to 1.

Income support and stabilization programs, on the other hand, have little financial payback and may, in fact, make the situation worse. Nevertheless, we have to be ready to support the industry when, in the words of Sinclair Harrison, President of the Saskatchewan Association of Rural Municipalities, "we experience a major wreck, whether it be a drought or a price war."

Chart 52

In recent years, the food processing industry has been more stable and profitable than other manufacturing industries. It is, of course more recession-resistant than other sectors -- we all have to eat.

Chart 53

Between 1981 and 1993, investment in plant construction has remained flat, due in part to uncertainty about government regulations, product supply and labour costs. However, major industry restructuring occurred during this period and firms invested in modernization of machinery and equipment in order to make more efficient use of existing processing plants.

Chart 54

So here's a summary of our financial security conclusions:

- ◆ Producers are adapting to changing income realities.
- ◆ Most government agri-food expenditures have been targeted at providing passive income support; little has been done to foster economic growth.
- ◆ Financial security for the industry must come increasingly from the marketplace as governments respond to fiscal deficits and new global trading arrangements.
- ◆ And restructuring and financial stability in the domestic food and beverage processing industry provide a strong foundation for export growth.

Chart 55**Resource and Environmental Sustainability****Chart 56**

For the future of our country and our children, our vision must also include resource and environmental sustainability. We need a sensitive and sensible balance among social, economic and environmental considerations. This must be founded on enhancing our resource base, maintaining surrounding ecosystems and developing, adopting and marketing new technologies to protect the environment.

Canadian agriculture's performance on environmental issues is good, but continued improvements will be essential. Increased environmental awareness will affect trade, investment, farm practices and food safety. And our environmental image will provide benefits and achieve premiums in our international marketing efforts.

Chart 57

Fortunately, Canadian farmers have proven to be responsive in adopting environmentally sustainable practices.

One area in which progress is being made is in cutting down on chemical use, especially pesticides. As this chart shows, chemical use is the greatest agricultural concern for Canadians.

Chart 58

In comparison with many countries, pesticide use is significantly lower in Canada, and we are reducing our dependence on chemicals further. This low usage enhances both our domestic and international reputation for high-quality, safe products. And we can use this as a major marketing tool.

Chart 59

Another success story is the prevention of soil degradation by reducing the use of summer fallow. Compared to the U.S., seventy-four per cent of Canadian farmers use conservation tillage practices, while only 69 per cent do so south of the border.

Chart 60

But as you can see, there is still lots of room for improvement. Although many farmers are incorporating environmentally friendly practices, 39 per cent are making no attempts or believe they have already done all they can.

Chart 61 In summary, industry is generally responding well to environmental challenges, but will face closer scrutiny in the future. And our future programming must foster sound management of the resource base and target any negative impacts of the agri-food industry on surrounding ecosystems, such as soil and water quality and wildlife.

Chart 62 Safe and High Quality Food Supply

Chart 63 The final element of my vision for the future of Canada's agri-food sector is the maintenance of a safe and high-quality food supply. This is really the foundation for everything else.

Canada's excellence in food safety and quality has world-wide recognition, and our food system has supplied, and should continue to supply, safe and high-quality food at reasonable costs.

Food safety has been, and must continue to be, a priority in and for Canada. Our reputation for safety and quality is vital to our domestic consumers and it's another critical advantage in the international marketplace.

Chart 64 Our strong track record is reflected in a higher level of consumer confidence in food safety than in the United States. Whatever we do to improve industry competitiveness, this confidence must not be compromised.

Chart 65 Both federal and provincial governments spend significant sums to maintain food safety and quality, and these expenditures have remained relatively stable. But this has clearly paid off, in public confidence and in international recognition.

As well, while virtually all of the inspection services provided by the Canadian Grain Commission are cost-recovered, only a small proportion of other inspection services are so recovered. While there can be no compromise in our high-quality food supply, cost recovery, where possible, can help to ease fiscal constraints by sharing the burden with those that benefit from the system.

Chart 66 As this next chart shows, Canada has also managed to keep food costs at a very reasonable level. Canadians spend the second lowest percentage of their disposable income on food at home, compared with our principal international competitors.

Chart 67 In summary, Canadian have now, and must continue to have in the future, a safe and high-quality supply of food at reasonable costs. And maintaining food safety and quality involves public expenditures which have significant public and private benefits.

Chart 68 FUTURE DIRECTIONS

As you can see, in terms of performance, Canada's agri-food industry has a great deal to be proud of. But many gaps remain. I don't believe we're anywhere near our full potential. But we have an excellent foundation upon which to build.

I would now like to share some of my plans for that work.

I will begin by looking at two fundamental areas:

Chart 69

- ◆ What we will do differently to achieve sustainable growth.

Chart 70

- ◆ And what we will do differently to help provide security as we grow.

Chart 71

Trade and Market-Development:

In the area of sustainable growth, trade and market development will, of course, be crucial. We're committed to strengthening our trade and market-development efforts to ensure maximum benefits from the GATT and NAFTA agreements. At the same time, we'll be working to help the industry achieve its export targets for the year 2000 and to gain an increased share of our own \$80 billion market.

This will involve three key strategies:

First of all, as promised in the Red Book, we'll be launching some major new marketing initiatives in the near future, including:

- ◆ A Canadian Agri-Food Marketing Council (as promised in our platform) to promote partnerships, value-added processing, competitiveness and market-sensitive policies and regulations.
- ◆ An Agri-food Trade Service (also promised in the platform) to provide single-window access to marketing services.
- ◆ Agri-Food 2000, an initiative to revamp federal export market-development support programs to include new Asia-Pacific exporters, more participation in world trade shows, more agri-food specialists abroad, and export training for industry.
- ◆ And an Agri-food Trade Network to collect, disseminate and share export-market information.

Secondly, we will continue to place a priority on more-liberalized world trade -- aggressively pursuing increased market-access in bilateral and multilateral negotiations.

And, thirdly, we will continue to cooperate with the Provinces in reducing interprovincial trade barriers.

Chart 72

Supply Management:

For Canada's supply-managed industries, we'll be continuing to review our systems to generate both domestic and export-market growth.

Lyle Vancilief, is currently working with stakeholders and governments to develop a consensus on changes to our orderly marketing systems, based on objectives set by Federal and Provincial Agriculture Ministers last winter. These are:

- ◆ to provide opportunity for fair returns to efficient participants in the system;
- ◆ to develop a fully market-responsive sector, from production through to consumption;
- ◆ to enhance competitiveness;
- ◆ to provide for the orderly removal of barriers to progress;
- ◆ to ensure that all stakeholders play an appropriate role in decision-making;
- ◆ to manage fairly the resolution of regional tensions; and
- ◆ to stimulate growth and investment in the sector.

The Task Force will be reporting to Ministers this fall and next spring on recommended changes to Canada's supply management systems.

Chart 73

Grain Transportation and Marketing:

We will also be continuing our efforts to reform the WGTA and to modernize the grain transportation and marketing systems. Consultations on the WGTA with industry stakeholders will be finalized this fall and early winter leading to a decision early in 1995.

As well, I plan to continue my consultations with the industry, begun last May 16, on improving the efficiency of the transportation and handling system to maximize the growth potential of Canada's grain industries.

With regard to grain marketing, I'm having discussions with the Canadian Wheat Board and others on how we should review the Board's role while also ensuring that its existing role and operating results are fully known and understood. I will be involving farmers and other industry stakeholders and the Provinces in this process which should be up and running in October.

I also plan to examine regulatory and marketing constraints to the further development of the grain sector, particularly feed grains, in Eastern Canada.

Chart 74

Research:

In the area of research, as I mentioned earlier, it's particularly important to stimulate increased private-sector research and the commercialization of results.

To those ends, we will be investing significantly in jointly-funded projects with the private-sector through programs like the Agri-Food R&D Matching Investment Initiative.

We are also taking steps like those in Bill C-50 to respond to producer-driven research ideas and needs.

As well, we must find ways of mobilizing more venture-capital financing to help bridge the gap between research and commercialization.

And early in the new year, we will modernize the regulatory regime to facilitate the introduction of new bio-technology products while, at the same time, continuing to ensure product safety, purity, potency and efficacy.

Chart 75

Rural Opportunities:

To help sustain the quality of life in rural areas and to foster adaptation to new market opportunities, we'll be developing tools to support rural-community economic development, particularly through value-added processing and diversification.

These efforts will, of course, require close cooperation with the Provinces and other federal departments. So this winter and next spring, my Department will be doing all it can to foster stronger partnerships with the Provinces and other stakeholders on rural concerns.

We plan to position the department and associated agencies, such as the Farm Credit Corporation and the Prairie Farm Rehabilitation Administration, to support locally-driven wealth-generating initiatives. This would involve:

- ♦ mobilizing public and private capital for investment in value-added processing of agricultural products in rural areas;
- ♦ strengthening human-resources development and entrepreneurship;
- ♦ cooperating in developing and accessing supporting infrastructure such as the information highway and water supplies; and
- ♦ creating initiatives for economic development and diversification which also have environmental benefits, such as establishing permanent cover on marginal land.

One thing we need to recognize and use to our advantage is that beyond diversification within agriculture per se, and beyond the development of more value-added agri-food and agri-nonfood processing and further processing, we must strive to encourage rural economic diversification and growth and jobs on a broad front.

Rural Canadians need to have access to economic activity and sources of income in addition to those which are directly or even indirectly related to farming.

Agriculture will always be the fundamental foundation, but a vibrant and growing rural Canada will require more than just a strong agricultural sector alone.

Chart 76

SECURITY

To help provide improved security as the sector grows, we'll be working in three broad areas.

Income Support:

In the area of farm-income stabilization, we'll be moving toward a whole farm policy to help producers manage production and market risks.

The National Safety Nets Consultation Committee will advise Federal and Provincial Ministers in December on the shape and scope of a new whole farm income stabilization policy that is:

- ♦ compatible with trade agreements;
- ♦ production and market neutral;
- ♦ affordable for both producers and governments;
- ♦ actuarially sound;
- ♦ user friendly; and
- ♦ environmentally sensible.

In the meantime, we're helping producers to increase their own methods of security through new risk-management tools -- for example, marketing cattle using futures market options, which the Canadian Cattlemen's Association is very anxious to get up and running at the earliest possible date.

Chart 77Environment:

We'll also be providing tools to help the primary and processing sectors strengthen their efforts in resource and environmental sustainability.

By the summer of 1995, we want to have an updated environmental strategy and other related initiatives in place. Developed in cooperation with other federal departments, the Provinces and the agri-food industry, these will help primary producers and the food processing industry:

- ♦ sustainably manage natural resources;
- ♦ reduce negative environmental impacts on surrounding ecosystems;
- ♦ cooperate in addressing the impacts of others on the agri-food industry resource-base;
- ♦ promote the adoption of cost-effective technologies and practices; and
- ♦ further develop environmental indicators.

In addition, we want to work with industry in helping develop Canada's approach on environment and trade, and on helping fulfil our international commitments on greenhouse gases and biodiversity.

Chart 78Inspection:

Finally, in cooperation with other federal agencies and the Provinces, we want to move, over the next three years, toward a single, integrated, Canadian Food Inspection System which will ensure a continued safe, high-quality food supply. The features of this system will be:

- ♦ a single agri-food inspection service harmonized across Canada with national standards;

- ◆ streamlined inspection techniques;
- ◆ industry responsibility for quality management;
- ◆ cost-recovery of services where there are specific individual benefits; and
- ◆ consistent standards for domestic and imported food.

As well, we will maintain a strong quarantine service linked with the inspection system. Consistent with our Red Book commitments, we will be implementing a different approach to pesticide regulation and management as a result, in large part, of the persistent hard work of Lyle Vancief and his counterparts other Ministries, together with my department and the private sector. And we will play a leading role in developing and applying international standards and risk assessment methods, and in the negotiation of international equivalents.

Chart 79

FEDERAL-PROVINCIAL COOPERATION

Clearly, the key to success in all of these areas will be cooperation. As I said earlier, we need a tangible, determined "Team Canada" approach in resolving our domestic issues and in tackling the rest of the world.

So what will we do differently to have an effective shared-management agenda with the Provinces on growth and security?

First of all, we'll be harmonizing programming with the Provinces in areas such as marketing, research and rural development.

Secondly, we'll be striving to eliminate programming and regulatory overlap.

Thirdly, we'll be working together, in cooperation with industry, to create the best reform packages for orderly marketing and grain transportation and the best way to implement our shared goal of whole farm income stabilization.

Finally, we will foster active provincial participation in on-going decision-making on agriculture and agri-food policy and program issues at the national level and on a bilateral basis, where that is appropriate and most effective.

Chart 80

FEDERAL-INDUSTRY COOPERATION

What will we do to pursue the vision in cooperation with industry?

We'll be consulting on the vision strategies, including respective roles.

We'll be meeting with all facets of the industry in the normal course of our business and promoting a "Team Canada" approach to meeting industry challenges.

We'll be trying to help strengthen and build horizontal and vertical strategic alliances and find ways of resolving old rivalries and mistrust within the industry. To these ends, as I mentioned earlier, we will be establishing the Canadian Agri-Food Marketing Council to foster government-industry cooperation and to advise government on trade and market development issues.

And we'll be cooperating in the design and implementation of policies and programs that create an acceptable balance between growth and security, given limited government funding.

WHAT DOES IT MEAN?

In my presentation today, I have repeatedly emphasized the importance of international trade to future growth and security. I have discussed the export targets set by industry and governments last year. And I have given you an idea of how we're doing so far.

I've talked about many of the areas of opportunity and challenge for the agriculture and agri-food industry that we need to address together and the changes in federal government policies and programs that we are pursuing. And I've outlined our approach to cooperation with the Provinces and the industry.

To further underline the importance of focusing our collective efforts and policy reforms on trade growth, I would now like to show you what realizing our export targets would mean.

Chart 81

Our export targets and the current trade forecast to the year 2000 are on the chart at the top left.

The forecast lines on the other charts show that, if we can achieve these targets:

- ◆ Agri-food exports would increase by up to \$10 billion.
- ◆ Agri-food GDP would rise substantially.
- ◆ Employment in the industry would grow.
- ◆ And farm income would increase.

I think these are worthy and impressive results. And I believe that industry, working in cooperation with governments, can achieve them. This would be a major step toward fulfilling the vision I have outlined today.

Chart 82

VISION CONSULTATIONS

This brings me to the end of my presentation. It is not yet all-inclusive and certainly not cast in stone. But it's a basis upon which to move ahead.

In the months ahead, we will be building on the foundation I have set out using existing consultation processes in areas such as orderly marketing and safety nets, and others that I will be accelerating this fall on issues such as the WGTA and grain marketing.

Chart 83

CONCLUSION

As you can see, the priorities and directions I have discussed are consistent with our government's campaign commitments. This is the vision my Department and I have been pursuing since I was named Minister of Agriculture and Agri-Food last year.

My purpose in developing this presentation and the associated document, "Future Directions for Canadian Agriculture and Agri-Food" is to stimulate debate and to help us reach consensus on some of the critical issues we'll be addressing in the months ahead.

As I said earlier, I want to work closely with this Committee in this process and I want our efforts to be complementary.

To that end, I would invite you to concentrate on three specific areas.

First of all: What should governments do to help our agri-food producers meet their export targets for the year 2000? With strong export growth in the first half of 1994, we appear to be on course this year to reach the target, but it will be a major challenge, as the trends indicate, to stay on track in future years. Clearly, we're going to need a lot of brainstorming and good ideas, especially with respect to value-added processing growth.

Secondly: How can we manage the growth of our agri-food sector to ensure maximum benefit for rural Canada? This is a question that cannot be answered without considerable input from our rural stakeholders. I believe this committee is uniquely situated to contribute in that respect.

Thirdly: How can we ensure the sustainability of our land base and natural resources, and turn Canada's environmental achievements into new export opportunities? Again, this is an area where our farmers must take the lead. They're the experts in managing the land. Without their input and cooperation, further progress will be impossible.

And finally, recognizing that future budgets in all departments in all governments will be lower, not higher - there will be less public money, not more - how and where can we invest our limited public resources most intelligently and most fairly with the biggest possible bang from every scarce buck.

These four areas are fundamental to the future of our agri-food industry and the future of rural Canada. By concentrating your efforts on these, I believe your Committee can make a significant contribution in helping to ensure the sustainability of agricultural production in this country and in maintaining the standard of living of our farm families and other rural residents.

Let me close today by saying that I am extremely confident about Canada's agri-food sector. And I'm ambitious about its future.

There are no guarantees, of course. But as Wayne Gretzky once said: "You miss 100 per cent of the shots you never take." We need to start shooting the puck at the net. And we need to score.

That's what I want our common vision to achieve. With a strong market orientation and the careful use of scarce tax dollars,
...with diversification, innovation and value-added,
...with the thoughtful stewardship of our natural resources,

...with the enhancement of our human resources,
...with a sharp focus on rural Canada and local communities,
...with high international standards and a cohesive "Team Canada" attitude, we can meet the objectives in our Red Book plan for growth, jobs and security.

And Canadian Agriculture and Agri-Food can, indeed, become Number One in the World!

My officials and I would now be pleased to address any comments or questions you might have.

Thank you.

DOCUMENT: 830-525/014

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

Discours

**"ORIENTATIONS FUTURES
DU SECTEUR CANADIEN DE L'AGRICULTURE
ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE"**

Le 29 septembre 1994

Fédéral



**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

Discours

ORIENTATIONS FUTURES DU SECTEUR CANADIEN DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

**PROJET D'ALLOCUTION DE
L'HONORABLE RALPH GOODALE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE DU CANADA,
DEVANT LES COMITÉS PERMANENTS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
ET DU SÉNAT SUR L'AGRICULTURE**

OTTAWA, ONTARIO

LE 29 SEPTEMBRE 1994



Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres des comités, je suis honoré de me trouver parmi vous aujourd'hui pour vous parler du secteur agricole et de son avenir.

J'aimerais tout d'abord dire quelques mots au sujet de notre nouveau secrétaire d'État à l'Agriculture et à l'Agro-alimentaire ainsi qu'aux Pêches et aux Océans, l'honorable Fernand Robichaud.

Pour la gouverne de ceux qui le connaissent moins bien, Fernand est un ex-homme d'affaires qui a passé toute sa vie au Nouveau-Brunswick. Il a été député fédéral de 1984 à 1990, a occupé la présidence du caucus libéral pour les provinces de l'Atlantique et a été le conseiller spécial du Premier ministre dans les dossiers concernant les provinces de l'Atlantique. J'ai bien hâte de travailler avec Fernand et je chercherai à tirer profit de sa perspicacité dans l'étude des dossiers que le Ministère doit traiter.

J'aimerais également profiter de l'occasion pour remercier M. Lyle Vanclief, qui m'a offert un soutien remarquable au cours des derniers mois. Son expérience et sa diligence m'ont été précieuses, surtout dans le cadre des discussions sur la commercialisation ordonnée, et je m'estime extrêmement chanceux d'avoir Lyle à mes côtés en tant que Secrétaire parlementaire.

J'aimerais également vous présenter M. Ray Protti, sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire du Canada, M. Frank Claydon, sous-ministre adjoint aux Politiques et M^{me} Michelle Comeau, sous-ministre adjointe aux Services à l'industrie et aux marchés; ces trois personnes me seconderont aujourd'hui.

INTRODUCTION

Aujourd'hui, je vous décrirai mon projet de vision commune pour l'avenir du secteur agro-alimentaire canadien. Je vous exposerai les motifs sous-jacents à cette vision, les réalités sur lesquelles elle se fonde, les cinq éléments clés qui la composent et nos plans pour l'avenir du secteur. Après mon exposé, je vous inviterai à poser des questions et à formuler des commentaires sur ce que j'aurai dit.

Avant d'aborder le thème central de mon exposé, j'aimerais prendre quelques instants pour vous faire l'historique de cette vision, c'est-à-dire pour vous décrire comment elle s'insère dans le programme global du gouvernement en matière agro-alimentaire et dans le travail que mon Ministère et moi-même accomplissons depuis l'élection de l'an dernier.

En septembre de l'an dernier, notre gouvernement, alors dans l'Opposition, publiait son Livre rouge intitulé « Pour la croissance économique et pour la création d'emplois », et en faisait son programme officiel de la campagne électorale; il assortissait son livre d'une annexe sur l'agriculture, qui décrivait ses objectifs spécifiques pour le secteur agro-alimentaire. Les deux grands axes de sa politique étaient de mettre en place un cadre stable et sûr pour le secteur agro-alimentaire et de voir à ce que le secteur contribue à la croissance économique et à la création d'emplois.

Les onze derniers mois, c'est-à-dire depuis notre entrée en fonction, ont été fort chargés, car j'ai eu à m'occuper de dossiers « chauds » et très urgents comme la finalisation de l'accord du GATT, la gestion de nos relations difficiles avec les États-Unis, une épidémie de la maladie de la vache folle, le renouveau des régimes de gestion de l'offre, les retards dans les expéditions de grains de la côte ouest et ainsi de suite. En même temps, j'ai dû jeter les bases de la croissance à long terme et de la sécurité du secteur agro-alimentaire canadien.

Tout comme nous devons parfois être des gestionnaires de crises lorsque nous nous occupons des « dossiers chauds », il est important que nous ayons constamment à l'esprit les objectifs à long terme.

Il est aussi crucial que tous les intervenants du secteur, des fournisseurs aux producteurs, des manutentionnaires aux transformateurs et des consommateurs aux gouvernements, reconnaissent que la plupart de nos problèmes ne peuvent être résolus chacun de leur côté.

Tous les membres du secteur sont interreliés et interdépendants. Nous devons être conscients des répercussions que nos attentes et nos gestes peuvent avoir sur les nombreux autres intervenants de la complexe filière agro-alimentaire. Nous avons besoin les uns des autres et il faut nous doter d'une approche concrète et concertée pour résoudre nos problèmes intérieurs et concurrencer le reste du monde.

DISCOURS DU TRÔNE

En janvier dernier, lors du débat sur l'Adresse, j'ai eu l'occasion de prononcer ma première allocution d'importance devant la Chambre en ma qualité de ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire; j'avais alors énoncé quelles étaient nos priorités pour l'avenir.

J'avais tout d'abord insisté sur l'importance du commerce international dans nos efforts visant à relancer l'économie et à élargir nos débouchés pour les produits agro-alimentaires canadiens.

COMMERCIALISATION

J'avais particulièrement fait ressortir la nécessité, pour les intervenants du secteur agro-alimentaire, de tirer profit de l'accord du GATT et de l'ALENA pour conquérir de nouveaux marchés, surtout ceux des produits à valeur ajoutée, dans les régions très prospères que sont, par exemple, l'Asie et l'Amérique latine. Depuis lors, nous travaillons très fort pour soutenir leurs efforts.

Pour tirer parti du travail de notre nouvelle Direction générale des services à l'industrie et aux marchés, j'ai nommé des spécialistes agro-alimentaires dans des postes diplomatiques à Hong Kong, à Taïpeh, à Séoul, à Singapour, à Osaka, à Mexico, à Dubai (au Moyen-Orient) et à Dusseldorf. Avec ces nouveaux venus, nous disposons maintenant de 16 spécialistes agro-alimentaires et de 26 délégués commerciaux et agents commerciaux qui travaillent à développer le commerce des produits agro-alimentaires canadiens dans plus de 50 pays.

Par ailleurs, je me suis rendu au Mexique et en Asie pour prospecter de nouveaux débouchés pour nos produits agro-alimentaires et pour discuter commerce avec des hauts fonctionnaires de ces pays ainsi qu'avec des dirigeants d'entreprises locaux et canadiens. Nous poursuivons également plusieurs autres projets de commercialisation dont je vous parlerai pendant mon exposé.

RELATIONS BILATÉRALES

Un autre dossier de nature commerciale figurait parmi nos priorités en janvier dernier; il s'agissait de nos relations avec les États-Unis, surtout en ce qui a trait au blé dur. J'ai assuré à la Chambre à ce moment-là que le gouvernement canadien ferait preuve de « vigueur et de vigilance dans sa défense des intérêts canadiens. »

En outre, dans l'allocution que j'ai prononcée devant le Comité permanent de l'agriculture lors du débat sur le budget des dépenses principales en mars dernier, je promettais d'entretenir d'étroits contacts avec le secteur et les provinces et de chercher à conclure « un bon accord pour le Canada ». Je suis persuadé que j'ai respecté ces engagements.

En août, après huit mois de dures négociations, nous avons conclu une entente avec les États-Unis sur l'accès canadien à leur marché du blé. L'accord nous garantit un très haut niveau d'accès pour la campagne agricole 1994-1995 et nous libère du harcèlement que les Américains pourraient encore exercer sur nos exportations de grains.

Certains ont affirmé, je le sais, que nous n'aurions pas dû signer cet accord ou toute autre entente avec les Américains. « Peu importe les conséquences, ont-ils déclaré, lançons-nous dans une guerre commerciale contre les États-Unis. »

Ils ont alors évoqué l'image troublante d'un Canada se lançant dans une bataille contre la flagrante iniquité américaine. Nous aurions pu ainsi tous nous défouler. Mais, comme le signalait le *Western Wheat Growers Association*, ce comportement ne nous aurait pas fait vendre un seul boisseau de blé de plus. Lancer une guerre commerciale n'a pas la même signification qu'en gagner une.

En tant que ministre fédéral responsable de ces négociations, j'ai sérieusement envisagé une telle guerre (et m'y suis préparé). Cette solution reste aujourd'hui et sera peut-être même encore dans un an une des options à notre disposition en cas de nécessité.

De mon côté, je n'ai cessé de faire valoir que notre préférence allait à une entente négociée, si nous pouvions y parvenir. Pendant le débat sur l'agriculture à la Chambre des communes en mai dernier, j'ai affirmé que « nous ne brûlions pas du désir de nous battre » et que le Canada était disposé à continuer de négocier de façon constructive jusqu'à l'obtention du « résultat le plus raisonnable possible ».

C'est moi qui aie dû juger si le contenu d'une entente possible avec les États-Unis était suffisamment constructif pour le Canada pour être préférable à une guerre commerciale.

Je crois honnêtement que nous avons obtenu ce résultat raisonnable, à savoir un haut niveau d'accès au marché américain, un accord de courte durée, une trêve entre les deux pays et un forum international où nous pourrions décrier certains des aspects très négatifs du système américain de commercialisation des grains, notamment l'insidieux Programme de subventions des exportations.

Le coeur de l'entente consiste en un ensemble de règles qui garantissent notre accès aux marchés américains du blé pour la campagne agricole en cours.

Sans entente, les États-Unis nous auraient imposé immédiatement et unilatéralement des mesures de contrôle aux frontières sous le régime de l'article 22 de leur *Agriculture Adjustment Act*, réduisant à au plus un million de tonnes notre accès à leurs marchés du blé ordinaire, du blé dur, de la farine, et de la semoule.

Ces mesures auraient été suivies par d'autres restrictions qu'ils auraient décrétées en vertu de l'article 28 de l'accord du GATT, ce qui aurait assujéti le blé canadien à des limites permanentes et aurait ajouté l'orge et le malt à la liste des cultures frappées par les Américains.

Au lieu de cela, grâce à une entente, nous nous sommes garantis de pouvoir écouler 450 000 tonnes de blé dur de l'Ouest, ainsi que 1,05 million de tonnes d'autres types de blé, plus des volumes illimités de farine et de semoule, plus tout ce que le marché pourra produire de blé blanc d'hiver ailleurs que dans l'Ouest. Si l'on additionne tout cela, nous obtenons plus de deux millions de tonnes de blé en 1994-1995 et aucune limite sur les exportations d'orge ou de malt.

Ce niveau d'accès au marché pour notre blé est plus élevé que ce que nous avons exporté réellement aux États-Unis toutes années confondues, sauf l'an dernier où la production céréalière intérieure des États-Unis a été dévastée par les pires inondations de l'histoire de ce pays.

Cet accès est presque le double du volume moyen de nos ventes de blé aux États-Unis les années qui ont précédé ces inondations. Et il est plus élevé que les prévisions courantes de volumes de blé que les Américains voudront probablement acheter de nous en 1994-1995.

L'accès supplémentaire que nous avons assuré au Canada grâce à des négociations fructueuses, comparativement au scénario de la guerre commerciale, représente une valeur d'au moins 150 millions de dollars pour les agriculteurs canadiens. Ceux qui s'en prennent aux résultats de cet accord devront expliquer pourquoi ils préféreraient priver les agriculteurs d'un montant de 150 millions de dollars.

Le deuxième volet de notre entente est la formation d'une « Commission mixte d'experts » binationale qui se penchera sur tous les aspects des systèmes de commercialisation et de soutien du secteur des grains existants des deux côtés de la frontière.

Comment les systèmes en place dans un pays influent-ils sur les marchés de l'autre? Comment affectent-ils les marchés d'outre-mer? Les pratiques commerciales des deux pays sont-elles équitables?

Il convient de se rappeler que les Américains se sont déjà penchés non seulement une fois mais au moins quatre fois sur les systèmes canadiens et que, toutes ces fois, ils nous ont qualifiés d'honnêtes commerçants.

La Commission mixte d'experts, qui fera rapport aux gouvernements canadien et américain en septembre 1995, nous donnera la première occasion d'attirer l'attention de la Communauté internationale sur une longue liste de subventions intérieures des États-Unis et sur leur destructeur Programme de subvention des exportations, la pire politique à effet de distorsion sur le commerce qui soit appliquée à l'échelle de la planète.

Troisièmement, l'accord comporte une « trêve ». Pendant la durée de l'entente, chaque pays a accepté de ne pas prendre de contremesures ni d'adopter de nouvelles mesures restrictives qui seraient incompatibles avec ses obligations de commerce international. Et, telle une stratégie qui se déroule bien, le nouvel accord du GATT sera entré en vigueur avant l'expiration de l'entente, ce qui réduira le nombre de mesures commerciales que les Américains pourront par la suite utiliser pour s'attaquer à l'agriculture canadienne. Même s'il semble inévitable que d'autres affrontements auront lieu à l'avenir, nous aurons au moins alors la possibilité de lutter sur un pied d'égalité.

Pendant toute la durée des pourparlers commerciaux canado-américains, j'ai régulièrement et fréquemment consulté tous mes collègues provinciaux et les dirigeants des principaux organismes du secteur agricole et des grains du Canada. L'accord que nous avons conclu avec les États-Unis s'inscrit dans le droit fil des conseils que j'ai reçus d'eux.

SOUTIEN DU REVENU

J'expliquais aussi en janvier dernier qu'il nous fallait, à mon avis, nous doter d'un régime amélioré de sécurité du revenu qui répondrait aux besoins fondamentaux de tous les segments du secteur agricole, qui ne fausserait pas les signaux du marché et qui permettrait aux agriculteurs de prendre des décisions éclairées en se fondant sur le marché et non sur les programmes de l'État.

Nous avons lancé le processus en février dernier en convoquant les intervenants du secteur à une conférence nationale sur la protection du revenu tenue à Winnipeg et en les invitant à discuter de la réforme des programmes de sécurité du revenu. Je m'attends à ce que les travaux effectués par le secteur, les provinces et le fédéral depuis cette conférence nous donnent un son de cloche important dans la formulation de notre vision.

RECHERCHE

Le dernier thème que j'ai abordé dans mon allocution lors du débat sur l'Adresse était la nécessité d'accorder une plus grande importance à la recherche concertée entre les secteurs public et privé.

Pour faciliter les choses dans ce dossier, ma Direction générale de la recherche lançait en avril dernier un projet pilote dans le cadre d'un nouveau programme appelé « Projet de co-investissement en R-D agro-alimentaires ».

Le principe de ce projet est que nous effectuerons de la R-D dans le cadre d'un partenariat moitié-moitié avec le secteur. Le fait que le secteur établisse ses propres priorités garantit la pertinence des travaux de R-D. De même, étant donné que le secteur cofinance les projets de recherche, le transfert de la technologie sera moins problématique étant donné qu'il y est acquis d'avance.

Nous espérons que ce programme dont le budget est cette année de 2 millions de dollars constituera un premier pas vers une intensification importante de la recherche agro-alimentaire au pays.

D'autres projets seront également importants; je pense ici à un nouveau prélèvement à la production sur les ventes de blé et d'orge de l'Ouest. Le projet de loi C-50, qui a franchi l'étape de la seconde lecture à la Chambre des communes cette semaine, permettra à la *Western Grain Research Foundation* de toucher des prélèvements sur les ventes de blé et d'orge et de s'en servir pour financer des programmes d'amélioration génétique. Cette loi débouchera sur des investissements annuels supplémentaires de 4,7 millions de dollars en recherche phytogénétique.

LA VISION

Dans tous ces domaines (commercialisation, commerce, soutien du revenu et recherche) et dans beaucoup d'autres dont je traiterai pendant mon exposé, les travaux d'analyse et les consultations sont très avancés. Des progrès sont accomplis. Mais comment tous ces dossiers s'imbriquent-ils les uns dans les autres?

C'est à ce stade que nous devons tous mettre l'épaule à la roue en vue de définir une vision commune pour l'avenir. Les 12 à 18 prochains mois seront d'une importance cruciale, car nous devons prendre des décisions fondamentales dans un grand nombre de dossiers épineux de longue date. Et dans le monde en mutation rapide dans lequel nous vivons, nous n'aurons pas beaucoup d'occasions de nous positionner avantageusement. Si nous nous y prenons mal, nous mordrons carrément la poussière.

Nous devons voir à ce que nos décisions d'aujourd'hui et les projets que nous entreprenons pour l'avenir fassent partie d'un plan global à long terme visant la mise en place d'un secteur moderne et progressif qui sera rien de moins que le meilleur au monde. Voilà pourquoi je crois que tous les intervenants du secteur doivent se façonner une vision globale et commune sur les aspirations du secteur d'ici à 2010 et sur la façon dont nous comptons les réaliser.

Je sais que votre comité est également de cet avis, comme en témoignent les consultations et les entretiens que vous avez actuellement sur la vision. Je crois toutefois que, pour tirer le maximum de ces efforts, nos travaux doivent être complémentaires, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas dédoubler les nombreux processus de consultation déjà en place.

J'aimerais collaborer étroitement avec votre comité au cours des mois à venir; j'aimerais aussi vous faire part un peu plus tard des idées que j'ai sur la façon d'y parvenir et en discuter avec vous.

Nous voici maintenant arrivés au coeur de mon exposé sur la vision. Je vous invite à vous tourner vers les écrans.

ag. 1

INTRODUCTION

Ma vision du secteur agricole et agro-alimentaire canadien est la suivante : un secteur prospère, concurrentiel, réceptif à la demande du marché, rentable et répondant aux besoins alimentaires et non alimentaires en constante évolution des marchés intérieurs et extérieurs; un secteur moins tributaire du soutien de l'État; enfin, un secteur qui contribue au bien-être de tous les Canadiens et à la qualité de vie des collectivités rurales tout en assurant la sécurité financière des agriculteurs, en protégeant l'environnement et en fournissant un approvisionnement d'aliments sains et de première qualité.

ag. 2

En d'autres termes, j'entrevois un secteur agricole et agro-alimentaire canadien qui trace la voie à la croissance économique, à la création d'emplois et à la sécurité.

Cette vision prend appui sur le double thème de la croissance économique et de la sécurité dont traitent le Livre rouge et son annexe sur le programme agricole. Mon avis, elle est un cadre à partir duquel nous pouvons élaborer un plan d'action solide et éclairé pour le secteur agricole et agro-alimentaire canadien.

ag. 3

COEUR DE L'EXPOSÉ

Mon exposé sur la Vision se compose de quatre grandes parties :

Tout d'abord, je vous brosserai un rapide tableau du secteur agricole et agro-alimentaire canadien : sa situation actuelle, son importance pour les diverses régions du pays et l'ensemble de l'économie canadienne, et le rôle de l'État dans sa vie.

Ensuite, je parlerai du contexte stratégique et mondial dans lequel les secteurs public et privé devront évoluer. En quoi le cadre des affaires change-t-il et que font les producteurs agro-alimentaires et les gouvernements pour suivre la cadence de ces changements? Quels sont les meilleures possibilités et les enjeux de demain?

Vous constaterez que le secteur peut s'y prendre de nombreuses façons pour accentuer son rôle dans l'économie canadienne. De nouvelles possibilités commerciales surgissent au Canada et partout dans le monde, et le secteur pourra en tirer un excellent parti si nous agissons rapidement et savons adapter nos stratégies et nos politiques à la réalité d'aujourd'hui.

Enfin, je vous entretiendrai des orientations à venir, c'est-à-dire de nos plans pour concrétiser les éléments de la Vision et pour peaufiner nos orientations de concert avec les autres intervenants.

En résumé, je chercherai à répondre à trois questions clés :

- Où en est actuellement le secteur agricole et agro-alimentaire?
- Où en sera le secteur en l'an 2000 et par la suite?
- Que faut-il faire pour qu'il réalise son plein potentiel?

Diag. 4 **SUR LA SCÈNE INTÉRIEURE**

Diag. 5 Tout d'abord, examinons la situation qui prévaut au Canada, c'est-à-dire l'importance du secteur, les orientations énoncées dans le Livre rouge et la situation financière actuelle du secteur.

Diag. 6 Comme vous le savez, le secteur agricole et agro-alimentaire occupe une place importante dans notre économie. Il rapporte 8 p. 100 du Produit intérieur brut (le PIB) et fournit près de 2 millions d'emplois aux Canadiens et Canadiennes, soit environ 15 p. 100 de l'ensemble des emplois au Canada.

Voici quelques données de base qui illustrent l'incidence et l'interdépendance des divers segments du secteur.

En 1993, les agriculteurs ont réalisé un chiffre d'affaires de 21,5 milliards de dollars après avoir consommé pour 10,5 milliards de dollars en facteurs de production agricole comme les graines de semence, la machinerie et les engrais.

Cette production agricole a ensuite été transformée en produits alimentaires et en boissons qui ont rapporté 46 milliards de dollars.

En 1993, les exportations agro-alimentaires canadiennes se sont établies à 13,3 milliards de dollars, ce qui s'est traduit par un *excédent* de près de 3 milliards de dollars dans la balance commerciale du Canada; il s'agit de près du tiers de la balance commerciale globale de notre pays en marchandises. Il convient toutefois de noter que la balance excédentaire pour les produits primaires (nous en exportons plus que nous n'en importons) a son contrepoids : une balance déficitaire pour les produits transformés. Nos exportations ont affiché une forte croissance au début de 1994 et on prévoit que pour l'ensemble de l'année, elles dépasseront la marque de 14 millions de dollars.

Diag. 7 La production agricole canadienne varie considérablement d'une région à l'autre du pays, en partie à cause des différences entre les conditions climatiques et pédologiques, mais aussi à cause d'événements historiques comme la politique de colonisation des terres fédérales qui a eu une incidence déterminante sur l'agriculture de l'Ouest. Je sais que vous ne serez pas surpris d'entendre que les céréales et les oléagineux, dont la plus grande quantité est exporté, rapportent plus de la moitié des recettes en espèces dans les Prairies, alors que les produits soumis à la gestion de l'offre, qui sont surtout destinés au marché canadien, revêtent plus d'importance au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

Malheureusement, cette configuration tend à devenir la norme et dissuade parfois le secteur de tirer avantage de nouvelles possibilités commerciales. Par exemple, les transformateurs hésitent à ériger une usine de pâtes alimentaires dans les Prairies parce que le transport en gros de la matière première, le grain, est généreusement subventionné.

Diag. 8 À l'échelle des provinces, le secteur agro-alimentaire revêt de l'importance pour l'économie de chacune d'elles et y est pour beaucoup dans leur PIB.

La production agricole primaire domine dans les Prairies alors que la transformation joue un rôle particulièrement important dans les provinces centrales et de l'est du pays. Dans les provinces de l'Atlantique, le Nouveau-Brunswick a un remarquable secteur de la transformation alimentaire et les activités de transformation semblent vouloir s'intensifier dans l'Ouest.

Diag. 9

Au chapitre de la contribution provinciale au PIB agro-alimentaire national, nous constatons là aussi d'énormes variations. Bien que toutes les provinces soient importantes, il est évident que la plus grande contribution vient des provinces centrales, où le secteur agricole est le plus diversifié. Il importera pour toutes les régions du pays que le secteur de la transformation connaisse un essor, mais cela sera surtout primordial pour les Prairies.

Diag. 10

Comme je l'ai mentionné plus tôt, ma vision de l'avenir du secteur agro-alimentaire s'inspire des thèmes de la croissance économique et de la sécurité qu'énoncent le Livre rouge et son annexe sur le programme agricole. J'aimerais maintenant en exposer les cinq éléments clés.

Sur le plan de la croissance économique, les objectifs de notre vision sont les suivants :

- ◆ assurer la viabilité de l'agriculture et la prospérité du secteur agro-alimentaire;
- ◆ faire surgir des possibilités pour les régions rurales.

Dans le domaine de la sécurité, nous poursuivons les objectifs suivants :

- ◆ assurer la sécurité financière à long terme du secteur;
- ◆ assurer la viabilité des ressources et la protection de l'environnement;
- ◆ assurer notre approvisionnement en aliments sains et de première qualité.

Il ressort clairement que tous ces objectifs sont inextricablement interreliés. L'essor du secteur agro-alimentaire canadien et les nouveaux emplois qu'il permettra de créer ne pourront se concrétiser que si nous préservons la sécurité et la qualité de nos ressources humaines et naturelles et que si nous conservons la confiance de nos clients. Le revers de cette médaille est le suivant : nous ne pouvons assurer la sécurité financière du secteur que grâce à une croissance économique soutenue et durable autant dans nos centres urbains que dans les régions rurales du pays.

Diag. 11

Lorsque viendra le temps de décider de la façon de concrétiser cette vision, il nous faudra tenir compte d'une importante contrainte sur le plan des politiques : la réalité financière.

Ce diagramme illustre le rapport, en pourcentage, entre la dette nationale totale et le PIB. Comme vous pouvez le constater, parmi les pays du Groupe des sept, seule l'Italie nous devance au chapitre de l'ampleur de la dette. La situation de l'endettement du Canada est grave et plus aiguë que celle de nos principaux pays concurrents.

Diag. 12

Le service de la dette canadienne menace actuellement un grand nombre de nos programmes nationaux et provinciaux. Ce diagramme révèle qu'en 1993-1994, la dette nationale accaparait 24 p. 100 de l'ensemble des dépenses fédérales, soit à peu près 15 fois le budget total de mon ministère. En d'autres termes, les intérêts à payer sur la dette fédérale sont passés de 22 à 32 p. 100 des revenus de l'État au cours des 14 dernières années. Pour renverser cette tendance, il est essentiel que nous persistions dans la voie tracée par notre budget de février dernier.

En même temps que nous cherchons à définir le type de politique agricole qui convient à notre pays, il est vital que nous déterminions quels programmes et dépenses feront le plus fructifier notre investissement, non seulement au profit des intervenants d'aujourd'hui, mais aussi au bénéfice des générations à venir.

Diag. 13

En ce qui a trait au ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, son budget ne cesse de diminuer depuis les sommets sans précédent de la fin des années 1980. En fait, pour l'exercice en cours, il dépasse à peine 2 milliards de dollars, soit la moitié de ce qu'il était il y a trois ans. À l'instar de pratiquement tous les ministères fédéraux, les budgets à venir du Ministère iront en diminuant, et non en augmentant.

Diag. 14

Les paliers fédéral et provincial de gouvernement soutiennent tous deux financièrement le secteur agro-alimentaire. D'un côté, le fédéral consacre le gros de ses dépenses au soutien du revenu, à la recherche, à l'inspection et à l'aide alimentaire; pour leur part, les provinces s'occupent surtout de développement rural, de vulgarisation, de protection de l'environnement et d'éducation. Dans certains cas, les deux paliers de gouvernement affectent des ressources à des activités analogues; des ententes permettent toutefois de s'assurer qu'ils collaborent très étroitement l'un avec l'autre et que pratiquement aucun double emploi n'existe. Nous devons toutefois rester vigilants et voir à ce qu'aucun chevauchement n'ait cours.

Diag. 15

SUR LA SCÈNE MONDIALE

Ce sujet m'amène à la deuxième partie de mon exposé : le contexte mondial.

Diag. 16

Je traiterai de cet aspect sous quatre angles :

- ◆ les règles du jeu en commerce extérieur;
- ◆ l'évolution de la structure des échanges commerciaux;
- ◆ les nouvelles possibilités commerciales;
- ◆ le cadre de la concurrence.

Diag. 17

En dépit des nombreux avantages qu'il aura pour le Canada, le nouvel accord du GATT ne sera pas une panacée. Le commerce international est une voie à deux sens. Les producteurs canadiens bénéficieront d'un accès accru aux marchés étrangers, mais ils devront s'attendre en retour à ce que la concurrence soit plus vive dans leur pays. De même, dans une certaine mesure, les règles du jeu à l'échelle internationale continueront d'être inégales. À tout considérer, cependant, je crois que l'entente est assurément bonne pour le Canada et pour notre secteur agro-alimentaire.

- ◆ Les droits douaniers et les équivalents tarifaires continueront d'influer sur les échanges commerciaux et les prix, mais le niveau global de protection douanière diminuera à l'échelle mondiale avec le nouvel accord du GATT.
- ◆ Les subventions à l'exportation que consentent certains pays continueront de fausser les prix et les marchés extérieurs, mais leur niveau autorisé régressera considérablement pendant les six années que durera la mise en oeuvre progressive du GATT.
- ◆ Il est probable que les subventions intérieures à effet de distorsion sur le commerce continueront d'influer sur les prix à la production et à l'exportation, mais de nouvelles règles et un nouvel organisme international fort, l'Organisation mondiale du commerce, seront mis en place pour assurer l'application de règles strictes et contribuer à régler les différends.

Diag. 18

Il surgira manifestement des possibilités nombreuses et nouvelles pour les exportations agro-alimentaires. Le commerce mondial des produits agricoles a connu un vif essor au cours des sept dernières années et on prévoit que cette croissance se poursuivra au cours des sept prochaines années, atteignant environ 150 milliards de dollars. Une partie de cette croissance sera imputable à la plus grande libéralisation des échanges commerciaux qu'entraîneront le GATT et l'ALENA.

Autre facteur : la population mondiale, qui devrait grossir de deux milliards au cours des 14 prochaines années, ce qui la portera à plus de 7 milliards d'habitants vers l'an 2010. Le gros de cette croissance démographique aura lieu dans les pays en voie de développement, qui auront besoin d'une combinaison d'aide alimentaire et de produits importés pour nourrir leurs habitants.

Diag. 19

La croissance des échanges mondiaux s'accompagne d'une transformation de leur composition, les produits en vrac cédant le pas aux produits de consommation hautement transformés, notamment à davantage de produits animaux. Cela est particulièrement vrai pour certains pays de l'Est asiatique et du Pacifique, où les recettes devraient progresser de 6 à 12 p. 100 par année jusqu'au tournant du siècle. Par exemple, l'économie chinoise a progressé de 12 p. 100 l'an dernier et devrait bondir du 11 p. 100 en 1994.

Dans les pays où se pratique l'élevage, la demande de céréales fourragères et de tourteaux de protéagineux augmentera également, mais les contraintes environnementales pourraient entraver quelque peu toute nouvelle production.

Diag. 20

Le marché des applications non alimentaires et industriels des produits alimentaires devrait également connaître un essor remarquable, comme l'illustre ce diagramme pour les États-Unis. Il s'agit là d'un autre nouveau débouché pour le Canada. D'après les prévisions des États-Unis et de l'Union européenne, les nouveaux usages non alimentaires absorberont vers l'an 2010 jusqu'à 50 p. 100 de leur production primaire. Parmi les autres possibilités, citons les produits cosmétiques et pharmaceutiques, les encres, les teintures et les carburants.

Diag. 21

Comme l'illustre ce diagramme, la part que détient le Canada dans le marché mondial des produits agro-alimentaires fléchit depuis le début des années 1960.

En revanche, la part du marché mondial qui revient à l'Union européenne, surtout à la France et aux Pays-Bas, s'est accrue considérablement, en partie grâce à la Politique agricole commune et aux hausses de production qui en ont découlé dans la poursuite de l'objectif européen d'autosuffisance alimentaire. Les Européens ont pu exporter leurs excédents grâce à de généreuses subventions à l'exportation et, pour décourager l'entrée des produits étrangers, ils ont imposé des prélèvements à l'importation.

Les exportations canadiennes à destination d'Europe ont fléchi de 1,35 milliard à environ 750 millions de dollars entre 1981 et 1993. En même temps, les importations en provenance de l'Union européenne sont passées d'environ 400 millions de dollars à près d'un milliard de dollars.

Diag. 22

Voilà donc certains des défis que nous devons relever. Dans cette veine, j'aimerais maintenant vous parler de la performance actuelle du Canada dans les cinq éléments clés de la vision dont je vous ai entretenu.

PERFORMANCE DU CANADA

Diag. 23 Croissance durable

Le premier de ces éléments est la croissance durable.

Diag. 24 D'après moi, la croissance doit être stable et se fonder sur la réalité économique. Et la réalité économique fondamentale est le marché. Nous devons produire ce que le monde veut bien acheter. Nous devons le faire de façon rentable et durable. Par ailleurs, nous devons diversifier nos activités, être de bons gestionnaires et des commerçants de calibre mondial. Et nous devons ériger des alliances stratégiques autant chez nous qu'à l'étranger.

Par ailleurs, les avantages de l'essor doivent être répartis équitablement entre toutes les régions et tous les intervenants de la filière agro-alimentaire. Et la croissance durable doit s'asseoir sur les points forts du Canada dans des domaines comme la qualité et la salubrité des produits, et les ressources humaines.

Diag. 25 Quelle a donc été la performance des secteurs privé et public dans la poursuite de l'objectif de la croissance durable.

Penchons-nous tout d'abord sur certains des éléments fondamentaux de cette question, à savoir le Produit intérieur brut, l'emploi, les facteurs influant sur la croissance et les exportations.

Diag. 26 La première chose qu'il convient de noter, comme en témoigne le graphique de gauche, est que, contrairement à la croyance populaire, le secteur agro-alimentaire est une industrie prospère qui a presque doublé son PIB au cours des 30 dernières années. Cette croissance devrait se poursuivre à moyen terme.

En ce qui a trait à la part que le secteur détient dans le PIB canadien global, le diagramme de droite illustre qu'il a maintenu sa position au cours des dernières années, après une période de baisse. La part qui revient aux secteurs de la production et de la transformation dans le PIB total s'établit à environ 4 p. 100 et on s'attend à ce que ce pourcentage demeure constant dans un avenir prévisible.

Diag. 27 Au chapitre de l'emploi, la performance a varié d'un secteur à l'autre de la filière agro-alimentaire; le nombre d'emplois a été stable dans les secteurs de l'agriculture primaire et des facteurs de production, il a fléchi dans le secteur de la transformation des aliments à cause de la restructuration qui s'y est déroulée et il s'est accru fortement dans les secteurs de la distribution, de la vente au détail et de la restauration.

Si la situation actuelle persiste, le nombre global d'emplois en agriculture et en agro-alimentaire devrait rester le même, bien qu'il soit probable qu'il s'accroisse dans le secteur des services avec le redressement de l'économie intérieure. Si les exportations augmentent encore, elles auront un effet tonifiant sur l'économie agro-alimentaire, car elles créeront des emplois partout dans le circuit de la production.

Diag. 28 (1-4) Comme en témoignent les diagrammes, il y a plusieurs façons d'améliorer la compétitivité dans le secteur agro-alimentaire. Du côté de l'agriculture primaire :

- ♦ les niveaux de productivité, mesurés d'après les coûts de production en espèces, varient considérablement au sein d'un même secteur et pourraient être améliorés grâce à une bonne gestion;

- ♦ avec la diversification, les agriculteurs deviennent moins tributaires de la production de blé et se tournent vers des cultures spéciales à plus grande valeur ou des productions plus lucratives comme le canola, qui est presque la culture la plus rentable au Canada.

Du côté de la transformation :

- ♦ la productivité au Canada, calculée d'après la production par travailleur, est inférieure à celle des États-Unis, mais elle progresse et peut être encore améliorée;
 - ♦ les industries alimentaires canadiennes investissent, en regard de leur chiffre d'affaires, relativement moins en R-D que leurs homologues américains; il serait possible de faire davantage à ce chapitre.
- Pour obtenir de plus amples précisions sur ces indicateurs de performance, je vous invite à consulter votre trousse d'information.

Diag. 29

Sur le plan du commerce, même si le marché intérieur des produits transformés s'accroît graduellement, la pression des importations s'intensifie aux dépens des emplois et des marchés desservis par les produits intérieurs.

Diag. 30

L'augmentation des échanges commerciaux dans l'axe nord-sud qui découle des récentes ententes commerciales fait toutefois partiellement contrepoids à cette tendance. En fait, au cours des dix dernières années, les États-Unis sont devenus le principal débouché commercial du Canada. Nos exportations à destination de ce pays progressent au rythme de 15 p. 100 par année depuis 1988, surtout du côté des produits à valeur ajoutée, et les États-Unis absorbent maintenant 56 p. 100 des exportations agro-alimentaires canadiennes. Si cette tendance persiste, cette proportion passera à 65 p. 100 d'ici à la fin de la décennie.

Cela signifie que nous devenons de plus en plus tributaires du marché américain, ce qui est certes très propice aux échanges extérieurs, à la croissance économique et à la création d'emplois, mais ce qui, comme de récentes expériences l'ont prouvé, peut nous jouer de vilains tours à l'occasion.

Diag. 31

En même temps, le commerce mondial des produits agro-alimentaires connaît un essor spectaculaire. Mais le taux de croissance de nos exportations agro-alimentaires à l'extérieur des États-Unis accuse un retard. Le taux de croissance de nos exportations n'est que d'environ 2,5 p. 100, alors que celui des échanges mondiaux est d'à peu près 4,5 p. 100.

En Asie et en Amérique latine, pays dont la population et les revenus affichent la croissance la plus rapide et qui offrent les possibilités commerciales les plus prometteuses, nous n'avons bénéficié d'aucune croissance dans l'ensemble de nos exportations de produits à valeur ajoutée. À moins que le Canada n'améliore et ne diversifie sa performance à l'exportation, notre part du marché mondial des produits agro-alimentaires continuera de reculer.

Diag. 32

On s'attend actuellement à ce que les importations progressent plus rapidement que les exportations, ce qui réduira davantage notre excédent commercial en produits agro-alimentaires. Il se peut toutefois que les projections illustrées sur ce diagramme soient moindres si la croissance économique se poursuit aux États-Unis et si le Canada améliore sa prestation au chapitre des exportations.

Diag. 33

L'an dernier, le secteur et les deux paliers de gouvernement se sont fixé comme objectif de faire passer nos exportations agro-alimentaires de quelque 13 milliards de dollars en 1993 à 20 milliards en l'an 2000, soit une hausse de 50 p. 100. En juillet dernier, les ministres de l'Agriculture ont réitéré cet objectif et l'ont assorti d'un autre : une part de 3,5 p. 100 du commerce agro-alimentaire mondial. Cet objectif cadre avec notre part historique du marché; il porterait nos exportations à plus de 23 milliards de dollars.

Toutefois, selon les prévisions courantes, qui supposent une mise en oeuvre intégrale des règles du GATT et leur respect par le Canada, les exportations canadiennes risquent de ne pas être à la hauteur. Aussi l'atteinte de notre objectif d'exportation agro-alimentaire pour l'an 2000 posera-t-il un défi de taille, et elle nécessitera une approche coordonnée du secteur et des gouvernements en vue d'améliorer notre compétitivité.

Comme le disait Phil De Kemp, Président de la *Malting Industry Association of Canada*, dans une lettre au *Financial Post* en mai dernier, « à une époque où les pays rivalisent entre eux pour obtenir leur part de marchés mondiaux en pleine croissance, l'industrie et le gouvernement ne peuvent se permettre de travailler en vase clos. Plus que jamais, nous avons besoin d'une approche « Équipe Canada » du commerce extérieur ».

Diag. 34

En bref, voici nos conclusions sur la question de la croissance durable.

- ◆ Le Canada devra se montrer extrêmement dynamique s'il veut atteindre son objectif d'exportation de 20 milliards de dollars et de 3,5 p. 100 du commerce alimentaire mondial d'ici l'an 2000.
- ◆ Les marchés d'exportation présenteront de bonnes possibilités de croissance. Le Canada tire bien son épingle du jeu sur le marché américain, mais nous devons améliorer notre performance sur tous les autres marchés.
- ◆ Il y aura également des possibilités de croissance sur les marchés canadiens, mais la libéralisation du commerce y accroîtra la concurrence.
- ◆ L'exportation des produits primaires demeurera une importante source de revenu, mais le Canada devra se tourner de façon plus nette vers les produits transformés pour profiter de la croissance du commerce mondial.
- ◆ Enfin, le Canada se heurte toujours à plusieurs obstacles à la croissance de son commerce agro-alimentaire : peu de recherche et de développement dans le domaine de la transformation alimentaire et coûts plus élevés dans certains secteurs de production et de transformation

Diag. 35

Possibilités de développement rural

Diag. 36

Le deuxième élément de ma vision est la nécessité de faire en sorte que le Canada rural participe aux bénéfices de la croissance durable. Nous devons reconnaître que le Canada rural n'est pas amorphe. Il peut être le lieu de la création de richesse, de la croissance économique et de la création d'emploi.

La diversification dans et à l'extérieur de la ferme, la transformation à valeur ajoutée, l'exploitation de créneaux de marché, y compris sur les marchés étrangers, sont tous des éléments de cette équation, tout comme la R-D et la technologie de l'information, l'établissement d'un lien entre la table de cuisine à Sedley, Saskatchewan, ou à Trois-Rivières, Québec, et les marchés de Toronto, Vancouver, Osaka et Mexico.

Seules la volonté et l'initiative des collectivités locales permettront de tirer profit des possibilités économiques et de créer cette richesse. Mais pour appuyer leurs efforts, il faut une approche concertée du fédéral, des provinces et des autres partenaires.

Diag. 37

J'aimerais maintenant passer en revue certaines des tendances qui façonnent les populations rurale et urbaine et influent sur les affaires et l'emploi en milieu rural.

Diag. 38

Comme vous pouvez le voir, le tableau est intéressant. De l'Ontario à l'Atlantique, la population rurale s'est accrue plus rapidement que la population urbaine, sauf dans l'Île-du-Prince-Édouard. Cette tendance s'explique en partie par une croissance non négligeable à la périphérie des villes - la ceinture urbaine. Ces tendances démographiques expliquent les inquiétudes des agriculteurs concernant les pressions qu'exerce la ville sur l'utilisation des terres agricoles, et le droit à l'exploitation agricole - qui est particulièrement contesté dans le cas des éleveurs de bétail.

La population rurale diminue en Saskatchewan et demeure stable au Manitoba. Cela reflète l'efficacité croissante de la production agricole et les faibles possibilités d'emploi non agricole dans les régions rurales de ces provinces. Ces tendances sont associées au déclin rural, à la rareté des services et à la perte de possibilités pour nos jeunes.

En Alberta et en Colombie-Britannique, les tendances sont révélatrices parce qu'elles reflètent à la fois les pressions exercées par la ville sur l'agriculture et le dépeuplement en cours dans diverses régions rurales de ces provinces. Cela signifie que nous devons être attentifs aux différences quant aux préoccupations locales, provinciales et régionales et façonner nos interventions en conséquence, de concert avec les provinces.

Diag. 39

Globalement, ces dernières années, l'emploi agricole est demeuré stable dans les régions rurales, pendant que l'industrie des services employait de plus en plus de gens. Ce secteur et les autres industries en croissance suscitent des emplois non agricoles qui peuvent contribuer au revenu familial agricole. En retour, la main-d'oeuvre rurale rend possible la transformation sur place et d'autres activités économiques en milieu rural.

Diag. 40

En conclusion, les possibilités et les défis du monde rural varient considérablement d'une région à l'autre du pays. Par conséquent, il faut aborder les possibilités de développement rural avec souplesse et en étroite concertation avec les provinces. En outre, il est clair que l'on peut contribuer à soutenir la qualité de vie de tous les ruraux en favorisant un développement économique communautaire qui se fonde sur la diversification et mise aussi sur la croissance du secteur agro-alimentaire, mais sans compter uniquement sur elle.

Diag. 41

Sécurité financière

Diag. 42

Le troisième élément de ma vision intéresse la sécurité financière. Manifestement, comme les gouvernements sont forcés de gérer leurs ressources de façon à endiguer leurs déficits, cette sécurité devra de plus en plus provenir de la croissance des marchés.

Je n'ai jamais rencontré un agriculteur qui m'ait dit vouloir être subventionné. Ce que les agriculteurs veulent, ce sont des marchés décents et des possibilités de croissance des marchés. Les entreprises agricoles à plein temps qui sont bien gérées ont droit à une rémunération raisonnable même si, dans certains cas, celle-ci doit être complétée par un revenu extra-agricole.

Les intempéries et les autres risques liés à la production et à la commercialisation font qu'un système de protection du revenu agricole sera toujours nécessaire, mais le fédéral et les provinces doivent se serrer la ceinture et l'aide fournie ne doit pas fausser les signaux de la production ou des marchés.

Nous devons en outre réduire le plus possible les obstacles au transfert des fermes d'une génération à l'autre, tenir compte de la tendance générale des familles à compter sur plus d'une source de revenu et reconnaître la contribution importante des agricultrices. D'autre part, il nous faut un climat d'investissement stable pour favoriser une rentabilité raisonnable des secteurs de la transformation, de la distribution et de la vente au détail.

Diag. 43 Au chapitre de la sécurité financière, j'aimerais aborder cinq secteurs clés : les régimes d'exploitation agricole, le revenu agricole, la situation de l'endettement, l'aide gouvernementale et la transformation.

Diag. 44 La ferme familiale a toujours représenté l'assise de l'agriculture canadienne et, comme vous pouvez le voir, les fermes familiales continuent de dominer. Quelque 98 p. 100 des exploitations agricoles sont de type familial, et cette proportion n'a pas varié sensiblement au cours des deux dernières décennies. La constitution des fermes en société ne constitue pas une menace pour la famille agricole au Canada. Ce qui a changé, c'est le nombre de sociétés de personnes et de sociétés familiales, mais ce changement n'est qu'apparent et s'explique en partie par une définition différente de « société de personnes » dans le recensement de 1991 : celle-ci comprend maintenant un plus grand nombre d'exploitants par ferme, ce qui reflète la réalité, puisque plusieurs membres de la famille, y compris les conjoints et les enfants, participent de plein droit à l'exploitation de la ferme.

Diag. 45 Parlons maintenant revenu. Les recettes agricoles et le revenu agricole net sont appelés à progresser légèrement d'ici à la fin de la décennie. Cette prévision repose sur une mise en œuvre des nouvelles règles du GATT et le maintien de niveaux de financement de programme compatibles avec elles. Une croissance plus forte pourrait résulter de l'atteinte de l'objectif d'exportation que j'ai mentionné plus tôt.

Diag. 46 Une tendance importante est la croissance du revenu hors ferme, qui a favorisé la stabilité financière des familles agricoles ces dernières années. Cette diversification du revenu reflète une tendance générale de la société où le revenu des familles repose souvent sur plus d'un salaire.

Diag. 47 Le revenu hors ferme est encore plus important aux États-Unis qu'au Canada. En moyenne, le revenu de la famille agricole est légèrement plus faible au Canada qu'aux États-Unis, mais il provient dans une plus forte proportion de l'agriculture.

Diag. 48 Comme on pouvait s'y attendre, les fermes plus petites sont davantage tributaires des sources de revenu extra-agricoles que les plus grosses. Parmi les 280 000 fermes au Canada, environ la moitié doivent compter principalement sur les sources de revenu autres qu'agricoles. Pour elles, l'agriculture n'apporte qu'un revenu d'appoint, mais ce groupe est pourtant inclus dans la plupart des statistiques agricoles.

Les entreprises déclarant des ventes de plus de 100 000 \$ représentent à peine un peu plus du quart de l'ensemble des fermes, mais elles sont responsables des trois quarts de la production totale et leur nombre tend à s'accroître.

Diag. 49

L'endettement agricole fait moins problème aujourd'hui, et on comptait l'an dernier un plus petit nombre de paiements en souffrance qu'en 1988. Le processus d'ajustement structurel a créé des difficultés pour bon nombre d'agriculteurs, mais le secteur dans son ensemble est maintenant en meilleure position pour gérer la dette restante. La marge d'autofinancement et l'avoir propre sont tous deux en hausse.

Diag. 50

L'aide fédérale et provinciale est surtout axée -- environ 83 p. 100 du total -- sur la sécurité des producteurs de produits primaires et prend diverses formes, dont les suivantes :

- ♦ soutien des prix de marché, en particulier dans les secteurs soumis à la gestion de l'offre;
- ♦ paiements directs, notamment dans le cas de l'assurance-récolte, du RARB et du CSRN; et
- ♦ aide indirecte, par exemple les réductions des taxes foncières par les provinces et les subventions de la LTGO

Les 17 p. 100 restants vont à la recherche, à l'inspection, au développement des marchés et à d'autres mesures visant à stimuler la croissance.

Diag. 51

Globalement, toutefois, ces 17 p. 100 produisent des retombées économiques considérables tant pour la collectivité que pour les particuliers. Des études comme celle du D' George Brinkman, de l'Université de Guelph, montrent clairement que ce genre d'investissement rapporte. La recherche et le développement sur les cultures comportent un ratio avantages-coûts de l'ordre de 40 à 1; dans le cas de la santé et du classement du bétail, ce ratio est de 10 à 1, alors que la mise au point de produits et de procédés dans des usines pilotes donne un ratio d'environ 8 à 1.

En revanche, les programmes de soutien du revenu et de stabilisation des prix rapportent peu et peuvent même parfois aggraver la situation. Néanmoins, nous devons être prêts à soutenir le secteur lorsque, pour reprendre les mots de Sinclair Harrison, président de la *Saskatchewan Association of Rural Municipalities*, « nous sommes aux prises avec un désastre, qu'il s'agisse d'une sécheresse ou d'une guerre des prix ».

Diag. 52

Ces dernières années, l'industrie de la transformation des aliments a affiché une plus grande stabilité et rentabilité que les autres secteurs manufacturiers. Bien sûr, elle résiste mieux à la récession que ces derniers, puisque nous devons tous continuer à manger.

Diag. 53

De 1981 à 1993, l'investissement dans la construction d'usines a stagné, situation qui s'explique en partie par les incertitudes touchant les réglementations des gouvernements, l'approvisionnement en produits et les coûts de la main-d'oeuvre. Toutefois, une restructuration en profondeur de l'industrie s'est produite au cours de cette période, et les entreprises ont investi dans la modernisation des machines et de l'équipement pour utiliser plus efficacement les établissements existants.

- Diag. 54** Voici maintenant un résumé de nos conclusions au chapitre de la sécurité financière :
- ◆ Les producteurs s'adaptent aux nouvelles réalités du revenu.
 - ◆ Le gros des dépenses agro-alimentaires des gouvernements ont été axées sur le soutien passif du revenu; peu a été fait pour stimuler la croissance économique.
 - ◆ À l'avenir, la sécurité financière devra provenir de plus en plus des marchés, les gouvernements devant s'attaquer aux déficits budgétaires et se plier aux nouvelles règles du commerce mondial.
 - ◆ Enfin, la restructuration et la stabilité financière de l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons fournissent une assise solide, propre à favoriser la croissance de nos exportations.

Diag. 55 Protection des ressources et de l'environnement

Diag. 56 Pour l'avenir de notre pays et de nos enfants, notre vision doit également tenir compte de la protection des ressources et de l'environnement. Nous devons maintenir un équilibre intelligent entre les facteurs sociaux, économiques et écologiques. Cet équilibre doit se fonder sur l'amélioration de nos ressources et le maintien des écosystèmes environnants ainsi que sur la mise au point, l'adoption et la commercialisation de nouvelles technologies qui protègent l'environnement.

La fiche écologique de l'agriculture canadienne est bonne, mais il sera essentiel de continuellement l'améliorer. L'importance accrue accordée à l'environnement aura une incidence sur le commerce, l'investissement, les pratiques agricoles et la salubrité des aliments. Et notre réputation enviable au chapitre de la protection de l'environnement facilitera nos efforts de commercialisation internationale et se traduira par des avantages supérieurs et des prix plus élevés.

Diag. 57 Heureusement, nos agriculteurs ont bien répondu au défi écologique en adoptant des pratiques de production plus respectueuses de l'environnement.

Un succès digne de mention au Canada a été la réduction de l'emploi des produits chimiques, et en particulier des pesticides. Comme le montre ce diagramme, l'emploi des produits chimiques demeure la principale préoccupation des Canadiens et Canadiennes face à l'agriculture.

Diag. 58 Le Canada utilise nettement moins de pesticides que bon nombre d'autres pays, et nous travaillons à réduire encore notre dépendance à l'égard des produits agrochimiques. Cette utilisation parcimonieuse renforce notre réputation tant au pays qu'à l'étranger comme producteur d'aliments salubres et de qualité supérieure. Et nous pouvons miser sur cette réputation et en faire un outil de commercialisation important.

Diag. 59 Une autre réussite à notre actif est la prévention de la dégradation des sols grâce à la réduction des jachères. Pas moins de 74 p. 100 des agriculteurs canadiens emploient des méthodes culturales de conservation, contre 69 p. 100 chez nos voisins du sud.

Diag. 60 Mais comme vous le voyez, il y a encore place à l'amélioration. Même si bon nombre d'agriculteurs adoptent des pratiques écologiques, 39 p. 100 du total négligent encore de le faire ou estiment avoir fait tout ce qu'ils pouvaient.

Diag. 61 En résumé, le secteur réagit généralement bien aux défis écologiques, mais il sera soumis à une surveillance plus étroite à l'avenir. Nos programmes futurs devront favoriser un bon aménagement des ressources et s'attaquer aux retombées négatives des activités agro-alimentaires sur les écosystèmes environnants, et notamment sur la faune et la qualité du sol et de l'eau.

Diag. 62 Qualité et salubrité des aliments

Diag. 63 Le dernier élément de ma vision pour l'avenir du secteur agro-alimentaire canadien est le maintien de la salubrité et de la qualité supérieure de nos aliments. C'est là vraiment l'assise sur laquelle tout le reste repose.

L'excellence du Canada au chapitre de la salubrité et de la qualité des aliments est reconnue à l'échelle mondiale, et notre système alimentaire a fourni aux Canadiens des aliments sains à des coûts raisonnables et devrait continuer de le faire.

La salubrité des aliments a toujours été une priorité au Canada et doit le demeurer. La réputation de salubrité et de qualité de nos aliments est essentielle pour nos consommateurs, ici au pays, mais elle représente aussi un atout important sur le marché international.

Diag. 64 La confiance dans la salubrité des aliments est plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, et cela tient à notre excellente fiche à ce chapitre. En aucun cas les efforts visant à améliorer la compétitivité du secteur ne devront saper cette confiance.

Diag. 65 Les gouvernements fédéral et provinciaux dépensent des sommes considérables pour assurer la salubrité et la qualité des aliments, et ces dépenses sont demeurées relativement stables. Elles ont toutefois porté fruit, comme en témoignent la confiance du public et notre réputation internationale.

En outre, pratiquement tous les services d'inspection offerts par la Commission canadienne des grains font l'objet d'un recouvrement des coûts, alors qu'un tel régime ne s'applique qu'à une faible proportion seulement des autres services d'inspection. Il n'est pas question de compromettre la qualité supérieure de notre approvisionnement alimentaire, mais le recouvrement des coûts, lorsqu'il est possible, peut contribuer à atténuer les effets des restrictions financières en partageant le fardeau avec ceux qui profitent du système.

Diag. 66 Comme on le voit sur le graphique suivant, le Canada a également réussi à maintenir les coûts des aliments à un niveau très raisonnable. En regard de nos principaux concurrents étrangers, nous consacrons le deuxième plus faible pourcentage de notre revenu disponible aux aliments consommés à la maison.

Diag. 67 En résumé, les Canadiens et Canadiennes jouissent maintenant et doivent continuer de jouir à l'avenir d'un approvisionnement en aliments sains et de qualité offerts à des coûts raisonnables. Maintenir la salubrité et la qualité des aliments occasionne des dépenses publiques qui produisent des avantages considérables, tant publics que privés.

Diag. 68 ORIENTATIONS FUTURES

Comme vous pouvez le constater, il y a lieu d'être fier de la fiche du secteur agro-alimentaire canadien, même si de nombreuses lacunes persistent. Nous sommes loin, selon moi, d'avoir exploité notre plein potentiel. Mais nous avons jeté une assise solide sur laquelle nous pouvons bâtir.

J'aimerais maintenant partager avec vous certains de mes plans pour ce travail.

Je commencerai par examiner deux domaines fondamentaux :

Diag. 69 ♦ ce que nous ferons de différent pour atteindre une croissance durable;

Diag. 70 ♦ et ce que nous ferons de différent pour assurer en même temps une sécurité aux agriculteurs.

Diag. 71 Développement du commerce et des marchés

On ne saurait bien sûr parler de croissance durable sans parler aussi de développement du commerce et des marchés. Nous sommes déterminés à renforcer nos efforts à ce chapitre pour tirer le maximum de profit de l'Accord général du GATT et de l'ALENA. En même temps, nous aiderons le secteur à atteindre son objectif d'exportation pour l'an 2000 et à accroître sa part du marché canadien, qui est évalué à 80 milliards de dollars.

Tout cela nécessitera trois stratégies clés.

Premièrement, comme le promettait le livre rouge, nous lancerons très bientôt un certain nombre de nouveaux projets de commercialisation, dont les suivants :

- ♦ Création d'un Conseil canadien de la commercialisation agro-alimentaire, comme promis dans notre programme officiel de la campagne électorale, chargé de promouvoir les partenariats, la transformation à forte valeur ajoutée, la compétitivité, ainsi que des politiques et des règlements sensibles aux réalités des marchés;
- ♦ Mise en place d'un Service du commerce agro-alimentaire, également promis dans notre programme officiel de la campagne électorale, qui servira de guichet unique donnant accès aux services de commercialisation;
- ♦ Agro-alimentaire 2000, un projet de renouvellement des programmes fédéraux de développement et de soutien des marchés d'exportation, dont les objectifs consistent à inclure les nouveaux exportateurs vers les marchés de l'Asie et du Pacifique, à permettre une plus grande participation aux expositions commerciales internationales, à affecter davantage des spécialistes de l'agro-alimentaire à l'étranger, et à offrir aux exportateurs une formation dans le domaine de l'exportation.
- ♦ Création d'un réseau du commerce agro-alimentaire pour recueillir, diffuser et partager de l'information sur les marchés d'exportation.

En second lieu, nous continuerons d'accorder la priorité à la libéralisation du commerce mondial et chercherons activement, dans les négociations bilatérales et multilatérales, à accroître notre accès aux marchés.

Enfin, nous continuerons de collaborer avec les provinces à la réduction des obstacles au commerce interprovincial.

Diag. 72 Gestion de l'offre

Pour ce qui est des secteurs soumis à la gestion de l'offre au Canada, nous poursuivrons l'examen de nos régimes afin de stimuler la croissance sur les marchés tant intérieurs qu'extérieurs.

Lyle Vanclief collabore à l'heure actuelle avec nos partenaires du secteur privé et des gouvernements provinciaux afin de dégager un consensus sur les changements à apporter à nos régimes commercialisation ordonnée; celui-ci devra s'inspirer des objectifs suivants, qui ont été fixés par les ministres fédéral et provinciaux de l'Agriculture l'hiver dernier :

- ♦ donner aux participants efficaces à l'intérieur du système la possibilité d'obtenir une rémunération équitable;
- ♦ favoriser l'avènement d'un secteur entièrement sensible aux signaux du marché, de la production à la consommation;
- ♦ favoriser la compétitivité;
- ♦ assurer la levée ordonnée des obstacles au progrès;
- ♦ s'assurer que tous les partenaires jouent un rôle approprié dans le processus de prise de décision;
- ♦ aplanir de façon équitable les tensions régionales; et
- ♦ stimuler la croissance et l'investissement dans le secteur.

Le Groupe de travail fera rapport aux ministres cet automne et le printemps prochain sur les changements à apporter aux régimes de gestion de l'offre du Canada.

Diag. 73

Transport et commercialisation des grains

Nous poursuivrons également nos efforts en vue de réformer la LTGO et de moderniser nos systèmes de transport et de commercialisation des grains. Des consultations sur la LTGO avec des partenaires de l'industrie prendront fin cet automne et au début de l'hiver et une décision sera prise tôt en 1995.

En outre, je prévois poursuivre mes consultations auprès de l'industrie, amorcées le 16 mai dernier, sur l'amélioration de l'efficacité du système de transport et de manutention des grains, de façon à optimiser le potentiel de croissance de ce secteur au Canada.

Pour ce qui est de la commercialisation des grains, j'ai eu des discussions avec la Commission canadienne du blé et d'autres partenaires sur la façon dont nous devrions procéder pour examiner le rôle de la Commission, tout en nous assurant que son rôle actuel et ses résultats d'exploitation sont très bien connus et compris. Je prévois une participation des agriculteurs et d'autres partenaires de l'industrie et des provinces dans ce processus qui devrait être en route en octobre.

Je prévois enfin examiner les obstacles, sur les plans de la réglementation et de la commercialisation, à l'essor du secteur des grains, en particulier celui des céréales fourragères, dans l'est du Canada.

Diag. 74

Recherche

Dans le domaine de la recherche, comme je l'ai dit tout à l'heure, il est particulièrement important de stimuler une participation accrue du secteur privé et de faciliter la commercialisation des résultats.

À cette fin, nous investirons considérablement dans des projets à frais partagés avec le secteur privé, tels que le Projet de co-investissement dans la recherche et le développement agro-alimentaire.

Nous sommes aussi en train de prendre des dispositions semblables à celles du projet de loi C-50, afin d'être en mesure de répondre aux idées et aux besoins des producteurs en matière de recherche.

De même, nous devons trouver des moyens de financer davantage de projets pilotes afin de combler le fossé entre la recherche et la commercialisation. Et dès le début de la prochaine année, nous moderniserons notre régime de réglementation afin de faciliter le lancement de nouveaux produits issus de la biotechnologie tout en continuant de garantir la salubrité, la pureté, la puissance et l'efficacité des produits.

Diag. 75

Possibilités de développement rural

Soucieux de soutenir la qualité de la vie en milieu rural et d'y favoriser l'adaptation aux nouveaux débouchés, nous créerons des instruments propres à appuyer le développement économique communautaire, en particulier par la diversification et la transformation à valeur ajoutée.

Ces efforts nécessiteront, bien sûr, une coopération étroite avec les provinces et avec les autres ministères fédéraux. Aussi, cet hiver et le printemps prochain, mon ministère fera-t-il tout en son pouvoir pour resserrer ses liens avec les provinces et avec les autres partenaires dans les dossiers d'intérêt rural.

Nous prévoyons préparer le Ministère et les organismes connexes, tels que la Société du crédit agricole et l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, à appuyer des projets locaux de création de richesse comprenant des éléments tels que les suivants :

- ♦ lever des capitaux publics et privés pour investir dans la transformation des produits agricoles dans les régions rurales;
- ♦ renforcer le perfectionnement des ressources humaines et l'entrepreneuriat;
- ♦ coopérer à la mise en place d'infrastructures dans des domaines comme l'autoroute électronique et l'approvisionnement en eau, et contribuer à en faciliter l'accès; et
- ♦ créer des occasions de développement économique et de diversification comportant également des avantages écologiques, par exemple en établissant un couvert végétal permanent sur les terres marginales.

Une chose que nous devons reconnaître et mettre à profit est qu'au-delà de la diversification au sein de l'agriculture pour ainsi dire, et au-delà du développement pour plus de transformation de premier et de second cycle à valeur ajoutée des produits agro-alimentaires et non alimentaires, nous devons nous efforcer pour encourager l'économie rurale par la diversification, de la croissance et la création d'emplois sur un front élargi.

Les Canadiens et Canadiennes en milieu rural ont besoin d'avoir accès à une activité économique et à des sources de revenus autres que celles qui sont reliées directement ou même indirectement à l'agriculture.

L'agriculture demeurera toujours une assise fondamentale, mais il reste qu'un Canada rural dynamique et prospère dépendra d'éléments additionnels indépendants au secteur agricole.

Diag. 76

SÉCURITÉ

Afin de contribuer à accroître la sécurité du secteur à mesure qu'il prendra de l'expansion, nous déploierons nos efforts dans trois grands domaines.

Soutien du revenu

Au chapitre de la stabilisation du revenu agricole, nous passerons à une politique axée sur l'ensemble de l'exploitation agricole afin d'aider les producteurs à gérer les risques liés à la production et aux marchés.

Le Comité consultatif national sur la protection du revenu conseillera les ministres fédéral et provinciaux de l'Agriculture en décembre sur les modalités et la portée d'une nouvelle politique de stabilisation du revenu étendue à l'ensemble de l'exploitation. Celle-ci devra être :

- ♦ compatible avec nos accords commerciaux;
- ♦ sans incidence sur la production et les marchés;
- ♦ abordable pour les producteurs et les gouvernements;
- ♦ actuariellement solide;
- ♦ conviviale; et
- ♦ respectueuse de l'environnement.

Dans l'intervalle, nous aidons les producteurs à accroître leurs propres méthodes de sécurité en utilisant des nouveaux outils de gestion du risque -- par exemple des options sur contrats à terme pour la commercialisation des bovins, dont la *Canadian Cattlemen's Association* est très anxieuse d'avoir en place et en opération, à une date la plus rapprochée possible.

Diag. 77

Environnement

Deuxièmement, nous fournirons également aux secteurs de la production et de la transformation des instruments pour les aider à redoubler d'effort dans le domaine de la protection des ressources et de l'environnement.

D'ici à l'été 1995, nous voulons pouvoir compter sur une stratégie environnementale à jour et sur d'autres projets connexes. Élaborées de concert avec les autres ministères fédéraux, les provinces et l'industrie agro-alimentaire, ces mesures aideront les producteurs primaires et l'industrie de la transformation à :

- ♦ gérer de façon durable les ressources naturelles;
- ♦ réduire les effets négatifs de leurs pratiques sur les écosystèmes environnants;
- ♦ coopérer avec les autres partenaires pour gérer les effets de leurs activités sur les ressources du système agro-alimentaire;
- ♦ adopter des techniques et pratiques économiques; et
- ♦ continuer de mettre au point des indicateurs écologiques.

En outre, nous voulons travailler avec le secteur à définir l'approche du Canada en matière d'environnement et de commerce extérieur et contribuer au respect de nos engagements internationaux sur les gaz à effet de serre et la biodiversité.

Diag. 78

Inspection

Enfin, avec le concours des autres organismes fédéraux et des provinces, nous voulons, au cours des trois prochaines années, nous orienter au Canada vers un système unique et intégré d'inspection des aliments qui garantira le maintien de notre approvisionnement en aliments sains et de haute qualité. Voici quelles seront les grandes caractéristiques de ce système :

- ♦ service unique d'inspection agro-alimentaire, harmonisé dans tout le pays à l'aide de

- normes nationales;
- ♦ techniques d'inspection rationalisés;
- ♦ responsabilité de l'industrie à l'égard de la gestion de la qualité;
- ♦ recouvrement des coûts des services lorsque ceux-ci profitent à des particuliers; et
- ♦ normes uniformes applicables aux aliments nationaux et importés.

Nous maintiendrons également un service de quarantaine efficace lié au système d'inspection. Conformément à notre engagement du livre rouge, nous adopterons une approche différente de la réglementation et de la gestion des pesticides dû, en grande partie, au dur et persistant travail de M. Lyle Vanclief et de ses homologues des autres ministères, conjointement avec mon ministère et le secteur privé. Enfin, nous jouerons un rôle de premier plan dans l'élaboration et l'application de normes internationales et de méthodes de gestion du risque, ainsi que dans la négociation d'équivalents internationaux de ces dernières.

Diag. 79

COOPÉRATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE

De toute évidence, la clé du succès dans tous ces domaines sera la coopération. Comme je l'ai dit plus tôt, nous devons résolument adopter une approche « Équipe Canada » pour résoudre nos problèmes intérieurs et affronter le reste du monde.

Dans ce contexte, qu'entendons-nous faire de différent pour partager efficacement avec les provinces un programme d'action axé sur la croissance et la sécurité?

Premièrement, nous harmoniserons nos programmes avec les provinces dans les domaines tels que la commercialisation, la recherche et le développement rural.

Deuxièmement, nous chercherons à éliminer les chevauchements de programmes et de règlements.

Troisièmement, nous unirons nos efforts, avec la coopération du secteur, pour, d'une part, produire le meilleur programme de réforme possible en vue d'assurer une commercialisation ordonnée des produits et de résoudre les problèmes de transport du grain, et, d'autre part, définir le meilleur moyen d'atteindre notre objectif commun d'une stabilisation du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole.

Enfin, nous favoriserons une participation active des provinces au processus permanent de prise de décision sur la politique agro-alimentaire et sur les enjeux des programmes à l'échelle nationale et dans une perspective bilatérale où ce sera approprié et le plus efficace.

Diag. 80

COOPÉRATION AVEC L'INDUSTRIE

Que ferons-nous pour réaliser notre vision de concert avec le secteur? Nous tiendrons des consultations sur les stratégies découlant de la vision, y compris sur les rôles respectifs des divers partenaires.

Nous allons rencontrer tous les intervenants du secteur dans le cours normal de nos activités et favoriser une approche « Équipe Canada » des défis de l'heure. Nous chercherons à renforcer ou à créer des alliances stratégiques horizontales et verticales et à mettre un terme aux vieilles rivalités et à la méfiance à l'intérieur de l'industrie. À cette fin, comme je l'ai mentionné plus tôt, nous créerons le Conseil canadien de la commercialisation agro-alimentaire chargé de favoriser la coopération entre le gouvernement et le secteur et de conseiller le gouvernement sur les questions de développement du commerce et des marchés.

Enfin, nous coopérerons à la conception et à la mise en oeuvre de politiques et de programmes propres à créer un équilibre acceptable entre la croissance et la sécurité, compte tenu des ressources gouvernementales limitées.

PORTÉE DES OBJECTIFS

Dans mon exposé aujourd'hui, j'ai à maintes reprises insisté sur l'importance du commerce extérieur pour la croissance et la sécurité futures du secteur. J'ai fait état de l'objectif d'exportation que le secteur et le gouvernement se sont fixés l'an dernier. Je vous ai ensuite donné un aperçu de notre performance actuelle.

J'ai parlé des nombreuses possibilités et des nombreux défis du secteur agro-alimentaire auxquels il faudra s'attaquer de façon concertée, ainsi que des remaniements en cours des politiques et programmes fédéraux. J'ai esquissé également notre approche de la coopération avec les provinces et le secteur.

Pour faire ressortir plus clairement encore l'importance d'axer nos efforts collectifs et la réforme de nos politiques sur la croissance du commerce extérieur, j'aimerais maintenant illustrer ce que signifierait l'atteinte de notre objectif d'exportation.

Diag. 81

Notre objectif d'exportation et nos prévisions courantes de commerce extérieur d'ici l'an 2000 figurent en haut à gauche sur le diagramme.

Les lignes de prévisions sur les autres diagrammes montrent que, si nous réussissions à atteindre ces objectifs :

- ◆ Nos exportations agro-alimentaires pourraient s'accroître de 10 milliards de dollars;
- ◆ le PIB agro-alimentaire du Canada augmenterait sensiblement;
- ◆ l'emploi dans le secteur agro-alimentaire croîtrait; et
- ◆ le revenu agricole progresserait au lieu de diminuer.

Je pense que ce sont là des résultats valables et impressionnants, et je suis persuadé que le secteur, avec le concours des gouvernements, peut les atteindre. Nous aurons ainsi réalisé dans une large mesure ma vision.

Diag. 82

CONSULTATIONS SUR LA VISION

Cela termine mon exposé. Celui-ci n'englobe pas encore tous les aspects et il n'est certainement pas immuable. Il se veut plutôt un point de départ.

Dans les prochains mois, nous bâtirons sur l'assise que j'ai posée en utilisant les processus de consultation en cours dans des domaines tels que la commercialisation ordonnée et la sécurité du revenu, et d'autres que je ferai accélérer à l'automne sur des enjeux tels que la réforme de la LTGO et la commercialisation des grains.

Diag. 83

CONCLUSION

Comme vous pouvez le voir, les priorités et les orientations que je viens de décrire cadrent avec les engagements que nous avons pris lors de la campagne électorale. Elles correspondent à la vision qui nous a animés, mon ministère et moi, depuis que j'ai été nommé ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire l'an dernier.

Mon but, en vous présentant cet exposé et le document d'accompagnement intitulé « Orientations futures du secteur canadien de l'agriculture et de l'agro-alimentaire » était d'alimenter un débat et de nous aider à parvenir à un consensus sur certains des enjeux clés auxquels nous aurons à faire face au cours des prochains mois.

Comme je l'ai dit plus tôt, j'entends collaborer avec votre comité dans ce processus et je souhaite que nos efforts soient complémentaires.

À cette fin, je vous inviterais à vous concentrer sur trois domaines particuliers.

En premier lieu : qu'est-ce que les gouvernements devraient faire pour aider nos producteurs agro-alimentaires à atteindre leurs objectifs d'exportation d'ici à l'an 2000? Vu la forte croissance de nos exportations au cours de la première moitié de 1994, notre performance semble à la hauteur cette année, mais les tendances indiquent que l'atteinte de cet objectif représentera un défi de taille au cours des prochaines années. De toute évidence, nous aurons besoin de beaucoup de remue-méninges et de très bonnes idées, particulièrement en ce qui concerne la croissance de la transformation à valeur ajoutée.

Deuxièmement, comment pouvons-nous gérer la croissance de notre secteur agro-alimentaire de façon à assurer un maximum de retombées pour le Canada rural? C'est là une question à laquelle on ne saurait répondre sans faire appel aux lumières de nos partenaires ruraux. J'estime que votre comité est particulièrement bien placé pour apporter une contribution à cet égard.

Troisièmement, comment pouvons-nous assurer la protection de nos terres et de nos ressources naturelles et transformer les réalisations du Canada sur le plan environnemental en de nouvelles possibilités d'exportation? Ici encore, ce sont nos agriculteurs qui doivent donner le ton. Ce sont eux les experts en gestion des terres. Sans leur apport et leur coopération, il sera impossible de réaliser de nouveaux progrès.

Et enfin, il faut reconnaître que les budgets à venir dans tous les ministères et dans tous les gouvernements seront diminués et non augmentés - il y aura donc moins de deniers publics, pas plus. Alors, comment et où pouvons nous investir nos ressources publiques limitées le plus intelligemment possible et le plus équitablement possible avec le meilleur rendement pour chaque rare dollar.

Ces quatre domaines sont cruciaux pour l'avenir de notre secteur agro-alimentaire et l'avenir du Canada rural. En y concentrant vos efforts, je pense que votre comité pourra aider de façon éminente à garantir que notre agriculture soit durable et à maintenir le niveau de vie de nos familles agricoles et des autres résidents ruraux.

J'aimerais conclure en réitérant que je suis extrêmement confiant dans l'avenir du secteur agro-alimentaire canadien, que j'entrevois des plus prometteurs.

Il n'y a pas de garantie, bien sûr. Mais comme l'a affirmé un jour Wayne Gretzky : « Vous ratez 100 p. 100 des lancers que vous n'effectuez pas. » Nous devons commencer à lancer vers le filet. Nous devons marquer des buts.

C'est ce que j'attends de notre vision commune. Avec une orientation décisive vers les marchés et une utilisation parcimonieuse des deniers publics,
...avec la diversification, l'innovation et la valeur ajoutée,
...avec une gestion prudente de nos ressources naturelles,

...avec l'amélioration de nos ressources humaines
...avec un souci constant du Canada rural et des communautés locales,
...avec des normes internationales élevées et la cohésion que suppose une approche
« Équipe Canada », nous pourrions atteindre les objectifs de notre livre rouge en matière de
croissance, d'emploi et de sécurité.

Et Agriculture et Agro-alimentaire Canada peut aider notre secteur agro-alimentaire à
devenir le meilleur au monde!

Mes fonctionnaires et moi nous ferons un plaisir de répondre aux observations ou aux
questions que vous pourriez avoir.

Merci!

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**

**“FUTURE DIRECTIONS FOR CANADIAN
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD”**

A VISION OF

**Growth through Security
Security through Growth**

Creating the Balance

Federal



**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

FUTURE DIRECTIONS FOR CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

A VISION OF

**Growth through Security
Security through Growth**

Creating the Balance

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA
OTTAWA, ONTARIO
SEPTEMBER 29, 1994

VISION

“A growing, competitive, market oriented agriculture and agri-food industry that is profitable and responds to the changing food and non-food needs of domestic and international customers; is less dependent on government support; and contributes to the well-being of all Canadians and the quality of life of rural communities, while achieving farm financial security, environmental sustainability and a safe, high quality food supply.”

VISION

In summary, a Canadian agriculture and agri-food industry that is leading the way in achieving growth, jobs and security

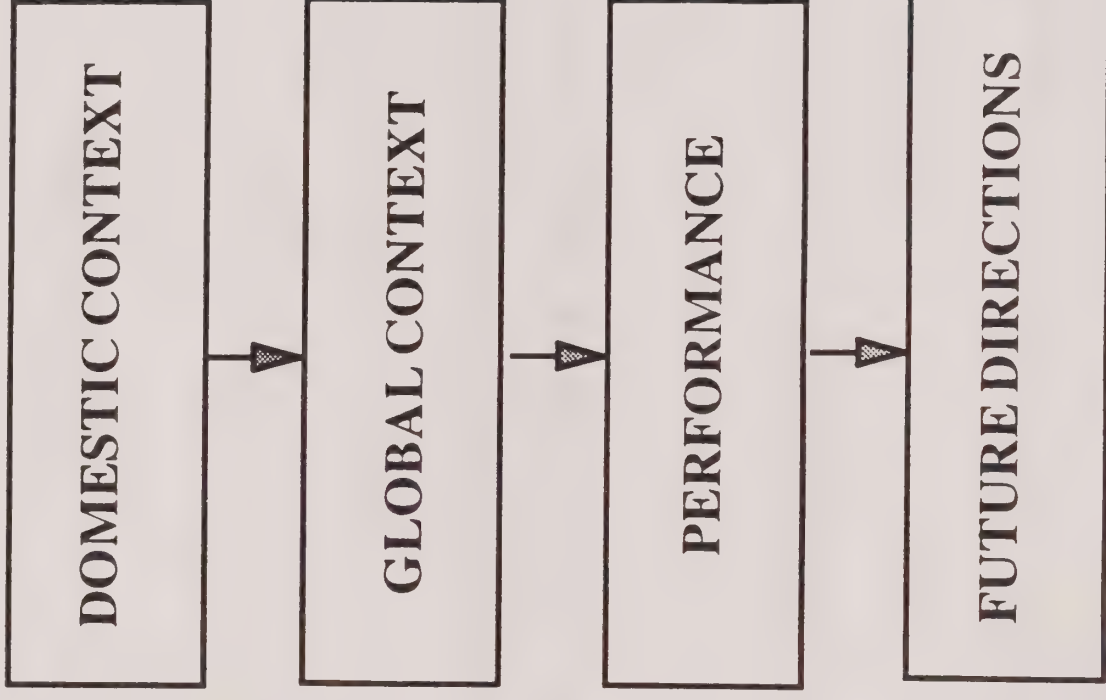
WHY WE NEED A VISION

TO SERVE AS A FRAMEWORK IN WHICH WE CAN STRUCTURE A SOUND AND SOLID PLAN FOR THE CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD SECTOR

TO BUILD ON THE THEMES OF GROWTH AND SECURITY CONTAINED IN THE "RED BOOK" AND THE AGRICULTURE PLATFORM

IN SUMMARY, MY VISION IS A CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD INDUSTRY THAT IS LEADING THE WAY IN ACHIEVING GROWTH, JOBS AND SECURITY

FLOW OF PRESENTATION



FLOW OF PRESENTATION

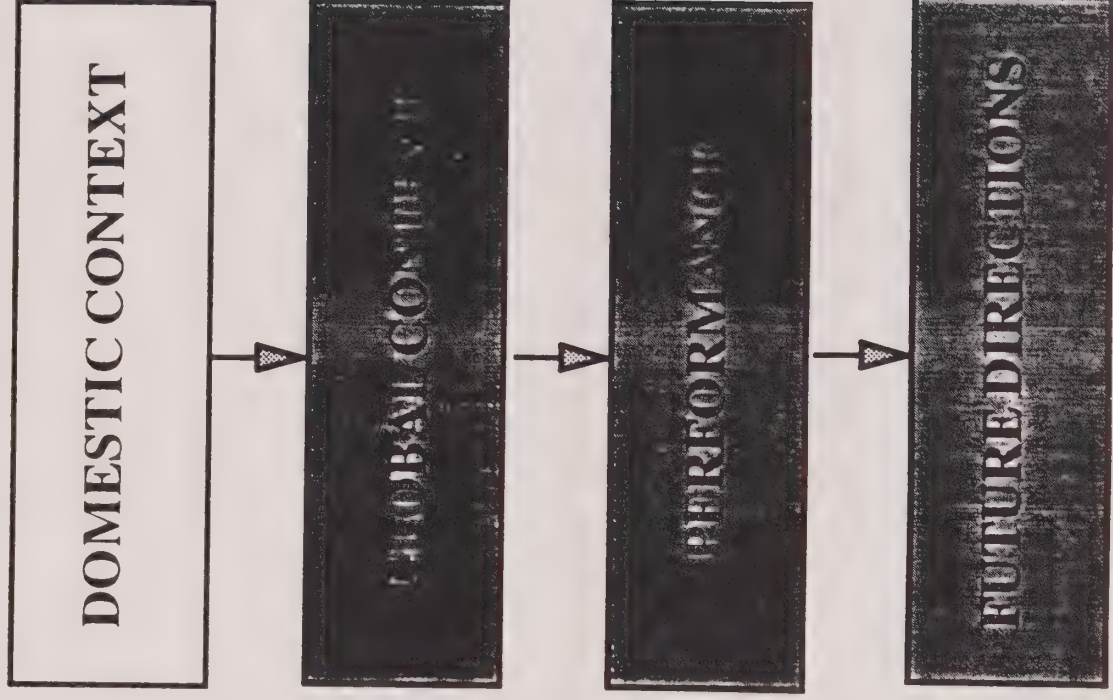
THIS PRESENTATION WILL SET OUT BACKGROUND INFORMATION ON THE CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD INDUSTRY. IT WILL ALSO EXAMINE THE POLICY AND GLOBAL CONTEXT IN WHICH INDUSTRY AND GOVERNMENT MUST WORK, HOW THE INDUSTRY IS PERFORMING AND MAY PERFORM IN THE FUTURE, AND WILL PROVIDE FUTURE DIRECTIONS TO HELP REALIZE OUR VISION

YOU WILL SEE IN THE PRESENTATION THE MANY OPPORTUNITIES FOR THE INDUSTRY TO GROW ECONOMICALLY AND TO MAKE AN EVEN GREATER CONTRIBUTION TO THE CANADIAN ECONOMY. GROWING MARKET OPPORTUNITIES ARE EMERGING AND THE INDUSTRY CAN MAKE THE MOST OF THESE OPPORTUNITIES -- **IF CHANGES IN STRATEGIES AND POLICIES ARE PUT IN PLACE NOW**

ESSENTIALLY, THREE KEY QUESTIONS ARE ADDRESSED IN THIS PRESENTATION:

- WHERE COULD THE AGRI-FOOD INDUSTRY BE IN THE YEAR 2000 AND BEYOND? (VISION)
- WHERE IS THE INDUSTRY TODAY? (PERFORMANCE)
- WHAT SHOULD BE DONE FOR THE INDUSTRY TO GET TO WHERE IT COULD BE? (FUTURE DIRECTIONS)

FLOW OF PRESENTATION

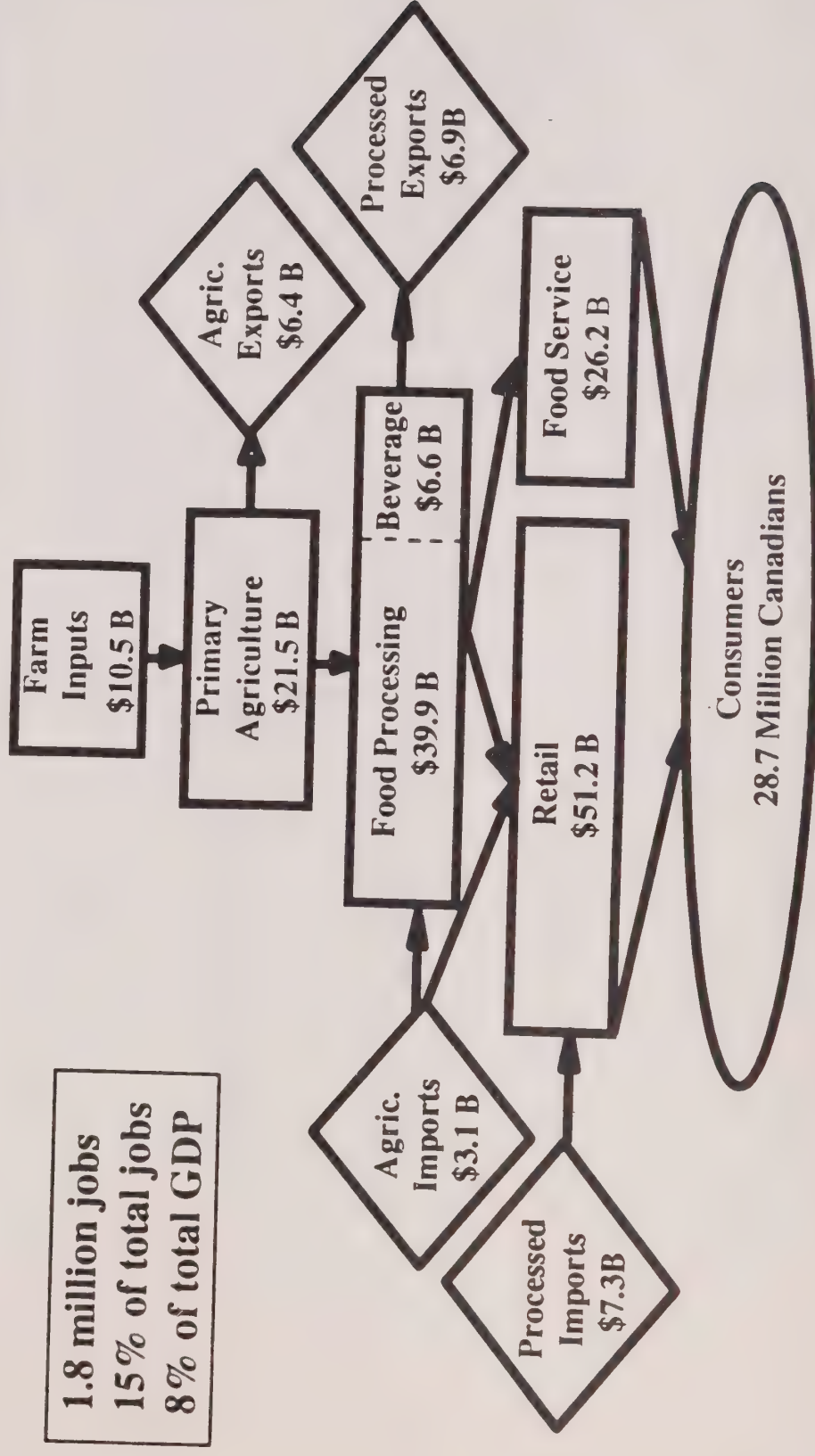


DOMESTIC CONTEXT

- Importance of industry
- Red Book directions
- Fiscal situation

THE AGRI-FOOD INDUSTRY IS A VITAL, INTERDEPENDENT COMPONENT OF CANADA'S ECONOMY

Value of Transactions, 1993



THE AGRI-FOOD INDUSTRY IS A VITAL, INTERDEPENDENT COMPONENT OF CANADA'S ECONOMY

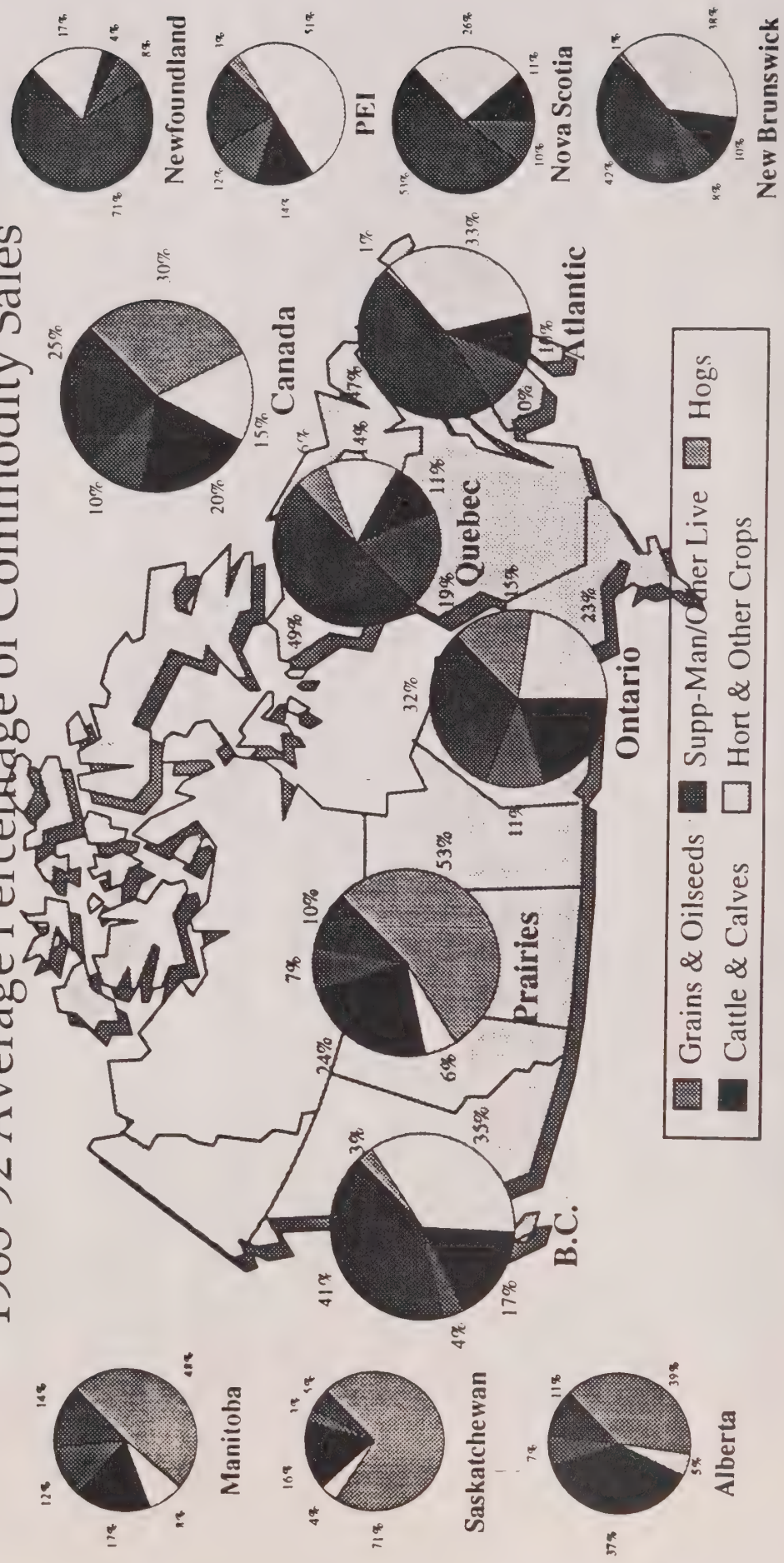
- THE AGRI-FOOD INDUSTRY IS A SIGNIFICANT AND COMPLEX PART OF THE CANADIAN ECONOMY, ACCOUNTING FOR 8% OF GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP) AND 15% OF TOTAL EMPLOYMENT
- TO SUCCEED IN THE FACE OF GROWING GLOBAL COMPETITION, INPUT SUPPLIERS, FARMERS, TRANSPORTERS, PROCESSORS, MARKETERS AND RETAILERS ARE BECOMING INCREASINGLY INTER-DEPENDENT
- PRIMARY AGRICULTURE AND PROCESSING ACCOUNT FOR EQUAL SHARES OF ABOUT 2% EACH OF GDP
- PRIMARY AGRICULTURE EMPLOYS ABOUT TWICE AS MANY PEOPLE AS THE PROCESSING SECTOR
- EXPORTS WERE \$13.3 BILLION IN BOTH 1992 AND 1993, BUT NEW STRONG GROWTH IS EVIDENT IN EARLY 1994 AND IS PROJECTED TO MOVE EXPORTS BEYOND \$14.0 BILLION
- THE AGRI-FOOD TRADE BALANCE WAS \$4.0 BILLION IN 1992 AND HAS NOW DECLINED TO BELOW \$3.0 BILLION IN 1993
- THERE IS A POSITIVE TRADE BALANCE FOR PRIMARY PRODUCTS AND A NEGATIVE TRADE BALANCE FOR PROCESSED PRODUCTS

Additional Information

- Source of Data: - Primary Agriculture: Farm Cash Receipts - Statistics Canada
- Food Processing: Food in Canada Magazine (July, 1994)
- Food Service: Food Service Facts 1994, Canadian Restaurant and Food Service Association
- Retail: Canadian Grocer Magazine, "Market Survey", (February, 1994)
- GDP is a measure of the value of goods and services produced in the economy during a given period
- The value of farm inputs includes sales of machinery and repairs, fertilizer and chemicals and does not include interest
- The value of primary agriculture and food processing includes alcohol and tobacco but not fisheries, and this will be the case through out the presentation unless otherwise noted

CANADIAN AGRICULTURE PRODUCTION IS REGIONALLY DIVERSIFIED

1983-92 Average Percentage of Commodity Sales



CANADIAN AGRICULTURE PRODUCTION IS REGIONALLY DIVERSE

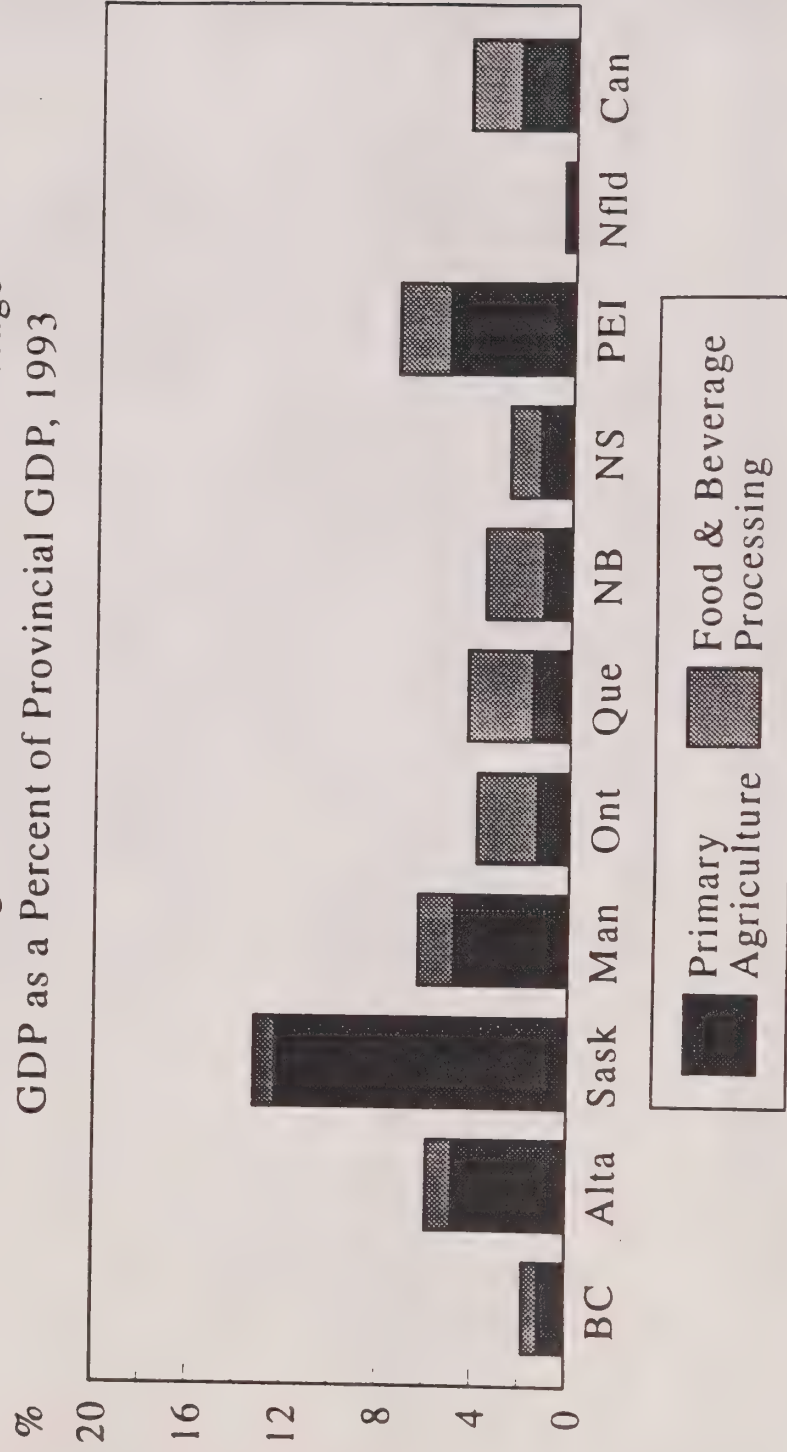
- PRIMARY PRODUCTION IS DISTRIBUTED ACROSS CANADA ACCORDING TO HISTORIC DEVELOPMENT PATTERNS, EACH REGION'S TRADITIONAL PRODUCTION CAPABILITIES AND OVERRIDING GOVERNMENT POLICIES
- THESE DIVERSE REGIONS FACE VERY DIFFERENT PRODUCTION AND MARKETING CHALLENGES
- SUPPLY MANAGED COMMODITIES, WHICH ARE SOLD ALMOST EXCLUSIVELY IN THE DOMESTIC MARKET, ACCOUNT FOR ALMOST 50% OF FARM CASH RECEIPTS IN QUEBEC AND ATLANTIC CANADA
- GRAINS AND OILSEEDS ACCOUNT FOR OVER 50% OF CASH RECEIPTS ON THE PRAIRIES WITH OVER 60% OF THIS PRODUCTION BEING EXPORTED

Additional Information

- Source of Data: Statistics Canada, Unpublished Data, 1994
- Other livestock includes sheep and lambs and other miscellaneous livestock

AGRI-FOOD GDP IS IMPORTANT TO ALL PROVINCIAL ECONOMIES

Provincial Agriculture and Food and Beverage
GDP as a Percent of Provincial GDP, 1993



AGRI-FOOD GDP IS IMPORTANT TO ALL PROVINCIAL ECONOMIES

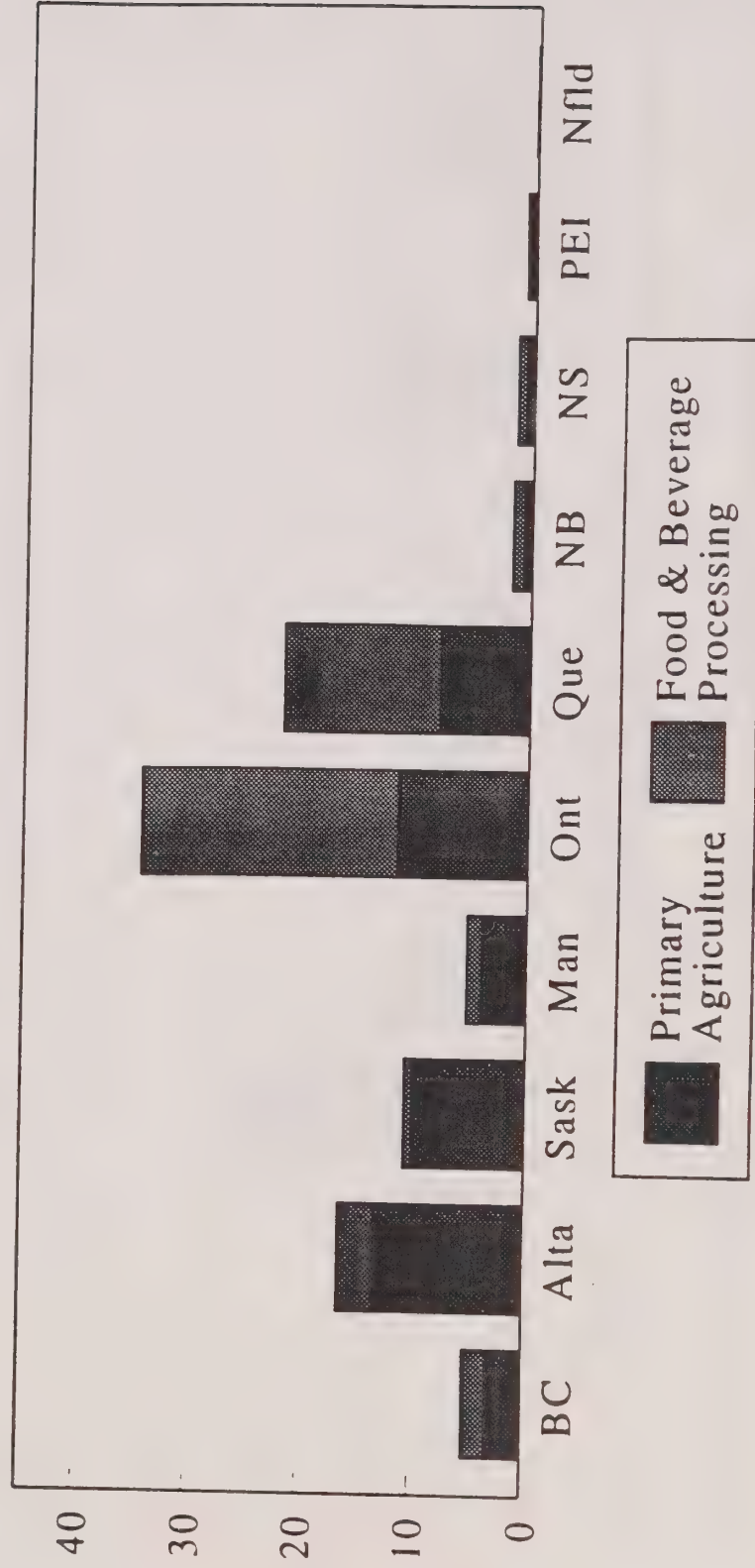
- INDUSTRY IS A LARGER PART OF THE ECONOMY ON THE PRAIRIES, PARTICULARLY IN SASKATCHEWAN, WHERE THE AGRI-FOOD INDUSTRY ACCOUNTS FOR 13% OF GDP
- PRIMARY PRODUCTION DOMINATES THE PRAIRIES, WHILE PROCESSING IS A DOMINANT PART OF THE INDUSTRY GDP CONTRIBUTION IN CENTRAL AND ATLANTIC CANADA
- IN RECENT YEARS THE PROCESSING CAPACITY APPEARS TO BE SHIFTING TOWARD WESTERN CANADA

Additional Information

- Source of Data: - Conference Board of Canada
- Statistics Canada
- Processing sector contribution in PEI is based on private estimates

THE CONTRIBUTION OF INDIVIDUAL PROVINCES TO NATIONAL AGRI-FOOD GDP VARIES SIGNIFICANTLY

Percent of the National Agri-Food GDP by Province, 1993



THE CONTRIBUTION OF INDIVIDUAL PROVINCES TO NATIONAL AGRI-FOOD GDP VARIES SIGNIFICANTLY

- ALL PROVINCES CONTRIBUTE TO NATIONAL AGRI-FOOD GDP GROWTH
- IT IS EVIDENT THAT CENTRAL CANADA, WITH THE MOST DIVERSE INDUSTRY, PROVIDES THE GREATEST CONTRIBUTION TO NATIONAL AGRI-FOOD GDP
- EXPANSION OF HIGHER VALUE-ADDED PROCESSING WOULD BE A BOON TO THE INDUSTRY IN ALL PROVINCES, BUT IN PARTICULAR TO THE PRAIRIES, WHERE THERE IS A LAG COMPARED WITH THE REST OF THE COUNTRY

Additional Information

- Source of Data: - Conference Board of Canada
- Statistics Canada

RED BOOK DIRECTIONS

GROWTH

- To achieve sustainable agriculture and agri-food growth
- To foster rural opportunities

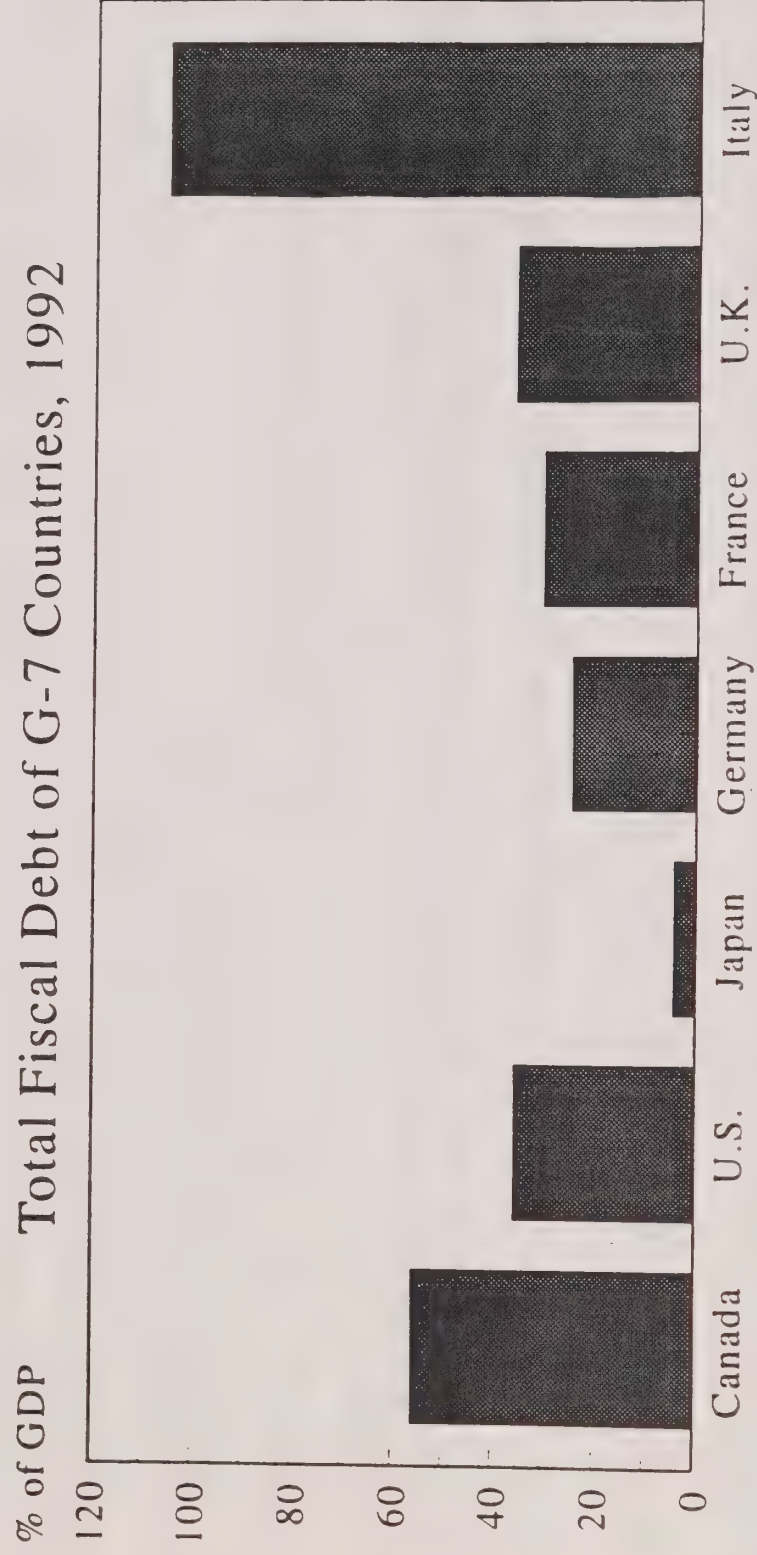
SECURITY

- To realize long-term financial security
- To attain resource and environmental sustainability
- To maintain safe and high quality food supply

RED BOOK DIRECTIONS

- THE "RED BOOK" AND APPENDED AGRICULTURE PLATFORM HAD TWIN THEMES OF **GROWTH AND SECURITY**
- GROWTH APPLIES TO PRODUCERS AND PROCESSORS, MARKETERS AND OTHERS IN THE VALUE CHAIN, AS WELL AS RURAL RESIDENTS AND THE CANADIAN LABOUR FORCE
- SECURITY APPLIES TO FARM FAMILIES, OUR NATURAL RESOURCES AND CANADIAN CONSUMERS
- CLEARLY, GROWTH AND SECURITY ARE BOTH LINKED TO EMPLOYMENT AND OVERALL ECONOMIC WELL-BEING -- NOT JUST IN PRIMARY AGRICULTURAL PRODUCTION, BUT THROUGHOUT THE ENTIRE CANADIAN ECONOMY
- FLOWING FROM THOSE THEMES, FIVE GOALS FOR AGRICULTURE AND AGRI-FOOD HAVE BEEN IDENTIFIED:
 - ACHIEVING SUSTAINABLE GROWTH
 - FOSTERING RURAL OPPORTUNITIES
 - REALIZING LONG-TERM FINANCIAL SECURITY
 - ATTAINING RESOURCE AND ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY
 - MAINTAINING SAFE, HIGH QUALITY FOOD SUPPLY

CANADA'S DEBT SITUATION IS SECOND WORST OF THE G-7 COUNTRIES



CANADA'S DEBT SITUATION

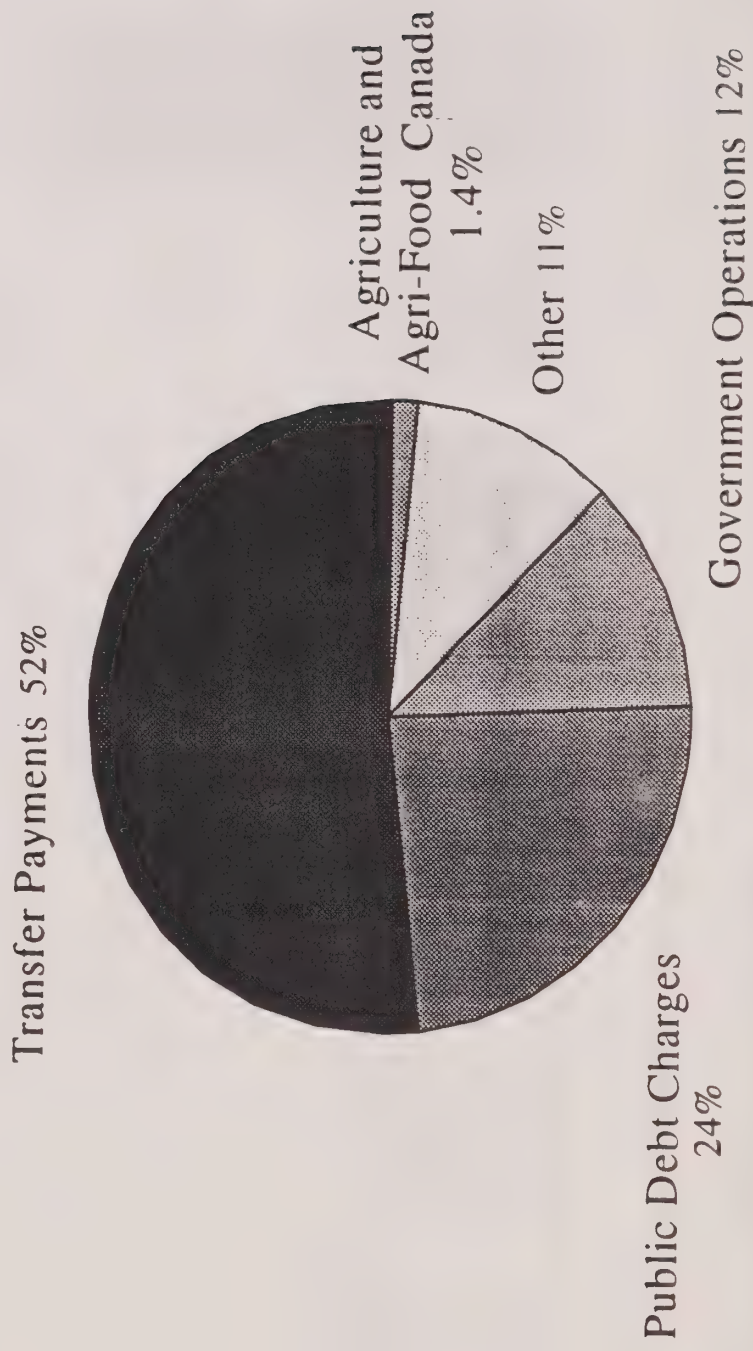
- THIS CHART ILLUSTRATES THE CUMULATIVE FEDERAL AND PROVINCIAL DEBT AS A PERCENTAGE OF THE CANADIAN GDP
- THE DEBT SITUATION IN CANADA IS SERIOUS AND SIGNIFICANT COMPARED WITH OUR G-7 PARTNERS
- THIS IS TRUE AT BOTH THE FEDERAL AND PROVINCIAL LEVELS
- THIS FACT IS PART OF THE REASON THE FEDERAL GOVERNMENT MUST RECONSIDER ITS APPROACH AND STRATEGY ON SPENDING IN GENERAL

Additional Information

- Source of Data: - Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)
- Department of Finance
- G-7 - Group of Seven major industrialized countries

INTEREST CHARGES REPRESENT ALMOST ONE-QUARTER OF THE FEDERAL BUDGET

Composition of 1993/94 Federal Budget Expenditures



INTEREST CHARGES REPRESENT ALMOST ONE-QUARTER OF THE FEDERAL BUDGET

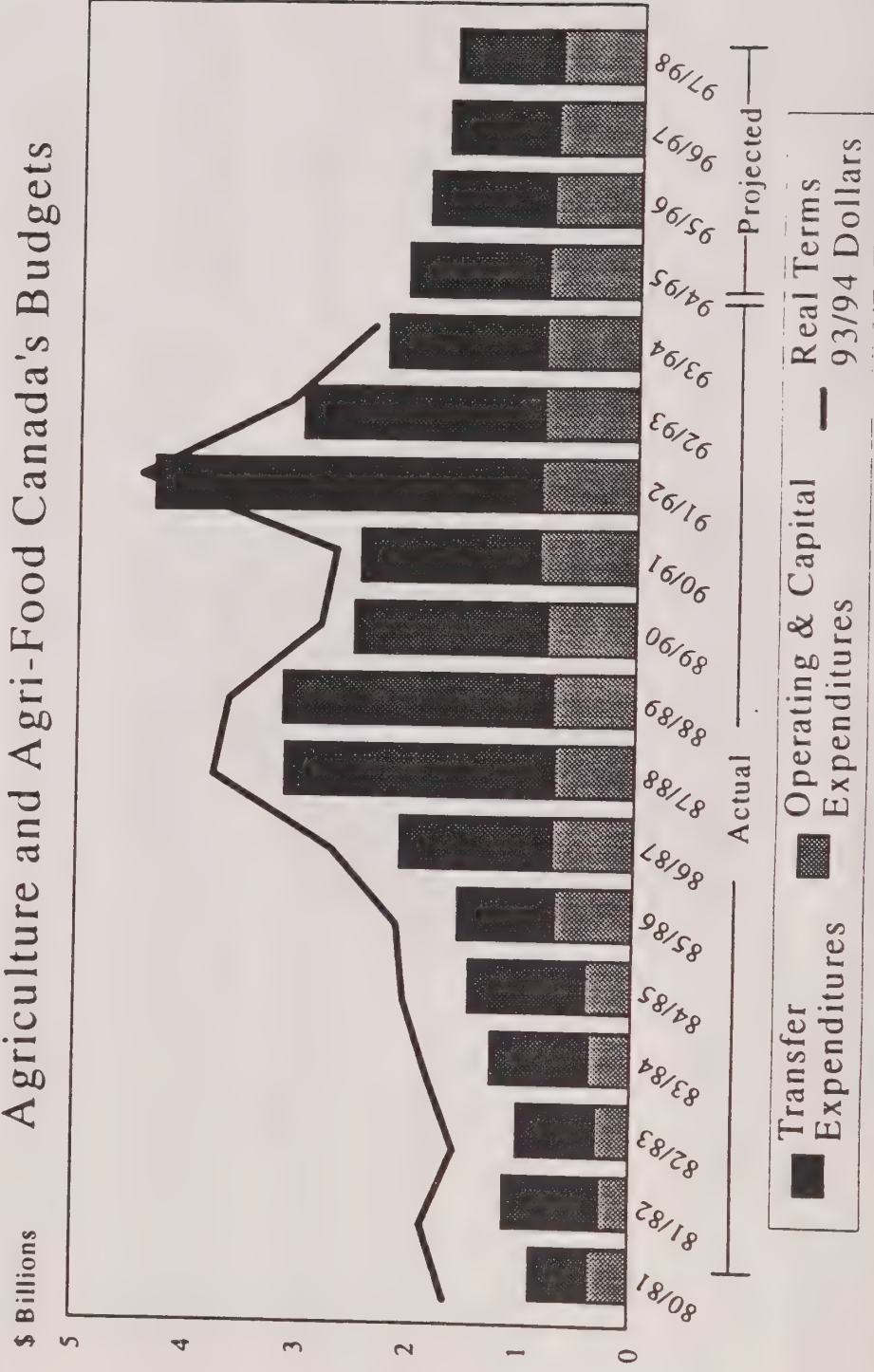
- THE COST OF SERVICING CANADA'S DEBT THREATENS MANY OF OUR NATIONAL AND PROVINCIAL PROGRAMS AND WILL IMPEDE GOVERNMENTS' ABILITY TO RESPOND TO ECONOMIC CHALLENGES
- THE FEDERAL GOVERNMENT SPENT \$38 BILLION DOLLARS ON INTEREST TO SERVICE THE TOTAL FEDERAL DEBT DURING 1993-94. THIS AMOUNTS TO ALMOST ONE-QUARTER OF TOTAL FEDERAL SPENDING
- AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA'S EXPENDITURES ACCOUNTED FOR A SMALL PERCENTAGE OF THE TOTAL -- 1.4%
- INTEREST CHARGES ON THE DEBT ARE MORE THAN 15 TIMES THE TOTAL EXPENDITURES OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA
- FROM 1980-81 TO 1993-94 THE DEBT SERVICE CHARGES HAVE INCREASED FROM 22% OF TOTAL GOVERNMENT REVENUES TO ABOUT 32%
- BASED ON RECENT FIGURES THE COMBINED FEDERAL AND PROVINCIAL DEFICIT FOR 1993-94 IS ESTIMATED TO BE \$57 BILLION AND THE CUMULATIVE FEDERAL-PROVINCIAL DEBT COULD REACH \$780 BILLION. THE COST TO SERVICE THIS DEBT IS ESTIMATED TO BE ABOUT \$60 BILLION IN THE 1993-94 FISCAL YEAR

Additional Information

- Source of Data: - Department of Finance, Budget 1993-94
- Annual Financial Report, Department of Finance, September, 1994
- Globe and Mail, September 07, 1994
- Transfer payments are: transfers to persons such as U.I., old age security, etc; transfers to other levels of government (fiscal arrangements, education, Canada Assistance Plan); and others (regional and industrial development, foreign aid etc)
- Expenditures are net of receipts and revenues credited to the "Vote"; "agriculture" represents the AAFC budget only and does not include WGTA

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA EXPENDITURES ARE CONTINUING TO DECLINE, REFLECTING FISCAL PRESSURES

Agriculture and Agri-Food Canada's Budgets



AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA EXPENDITURES ARE CONTINUING TO DECLINE

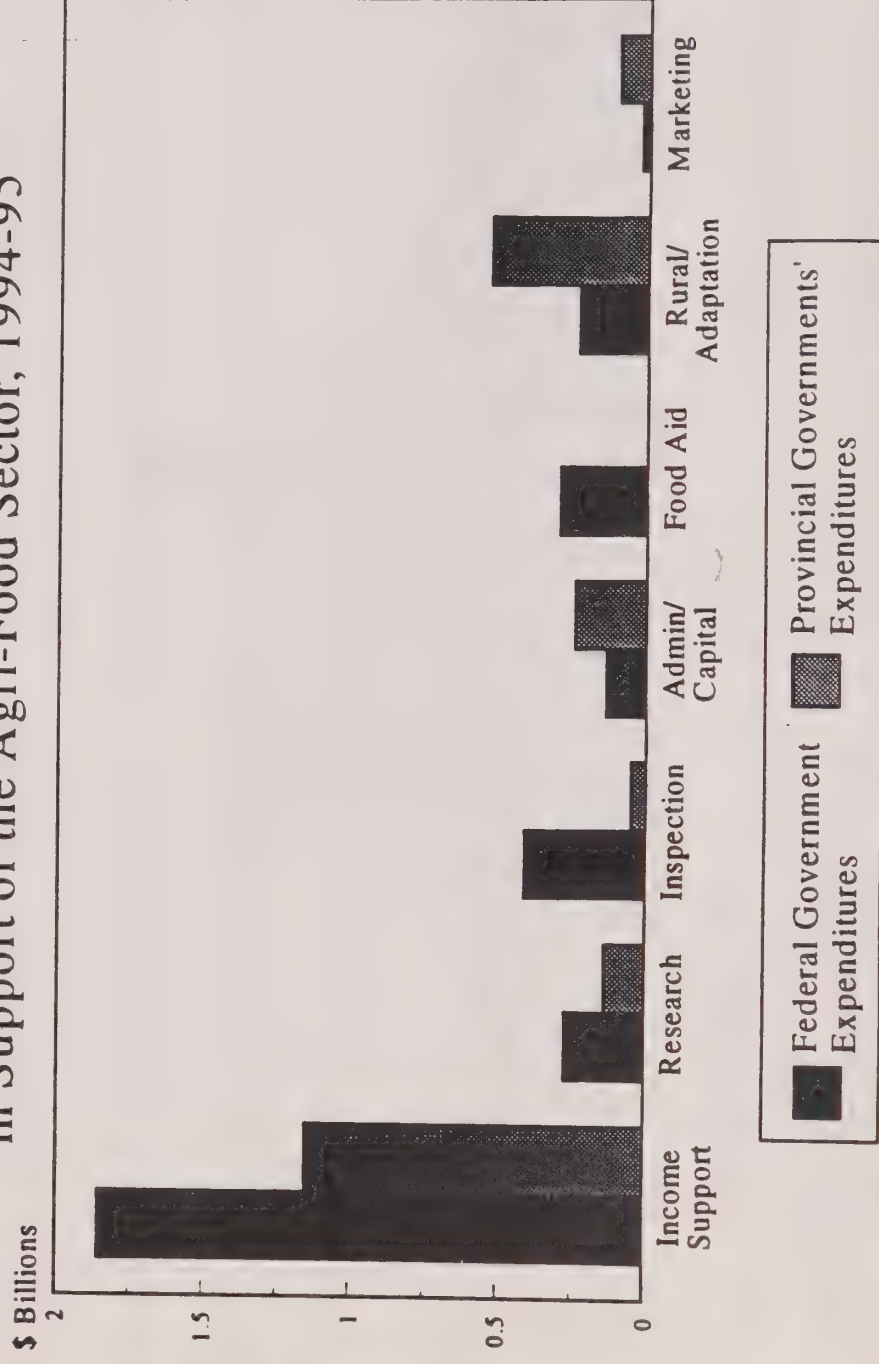
- THE BUDGET OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA HAS BEEN DECLINING FROM THE RECORD HIGH LEVELS OF THE LATE 1980s AND EARLY 1990s
- PAST HIGH BUDGET LEVELS WERE PRIMARILY A FUNCTION OF AD HOC FARM INCOME SUPPORT PROGRAM PAYMENTS TO ASSIST THE GRAINS AND OILSEEDS SECTOR TO MAINTAIN INCOME LEVELS REDUCED BY THE 'GRAIN TRADE WAR'
- BUDGET REDUCTIONS RESULT FROM A MOVEMENT AWAY FROM AD HOC PROGRAMS AND PAYMENTS, REDUCED PAYMENTS UNDER GRIP, "ACROSS THE BOARD" BUDGET CUTS OVER THE PAST TWO BUDGETS AND THE NOVEMBER 1992 ECONOMIC STATEMENT
- AT ITS 1994-95 LEVEL, THE DEPARTMENT'S BUDGET WILL STILL BE HIGHER THAN IN THE EARLY 1980s, PRIOR TO LARGE AD HOC PAYMENTS
- GIVEN THE TIGHT FISCAL SITUATION THERE IS LITTLE QUESTION THAT THE DEPARTMENT WILL FACE FURTHER SIGNIFICANT BUDGET PRESSURES IN THE FUTURE
- AS WELL, THE GATT PROVISIONS WILL MODIFY THE FORM AND SIZE OF ANY FARM INCOME SUPPORT

Additional Information

- Source of Data: Public Accounts, Agriculture and Agri-Food Canada's (AAFC) Budget, Main Estimates and Reference Level Estimates
- Budget deflated using gross domestic expenditure index [1993 base year (\$ 1993)]
- The 1990-91 figures include the Canadian Wheat Board deficit payout

FEDERAL & PROVINCIAL GOVERNMENTS HAVE SIGNIFICANT RELATED RESPONSIBILITIES IN AGRI-FOOD

Expenditures of all Federal and Provincial Government Departments
in Support of the Agri-Food Sector, 1994-95



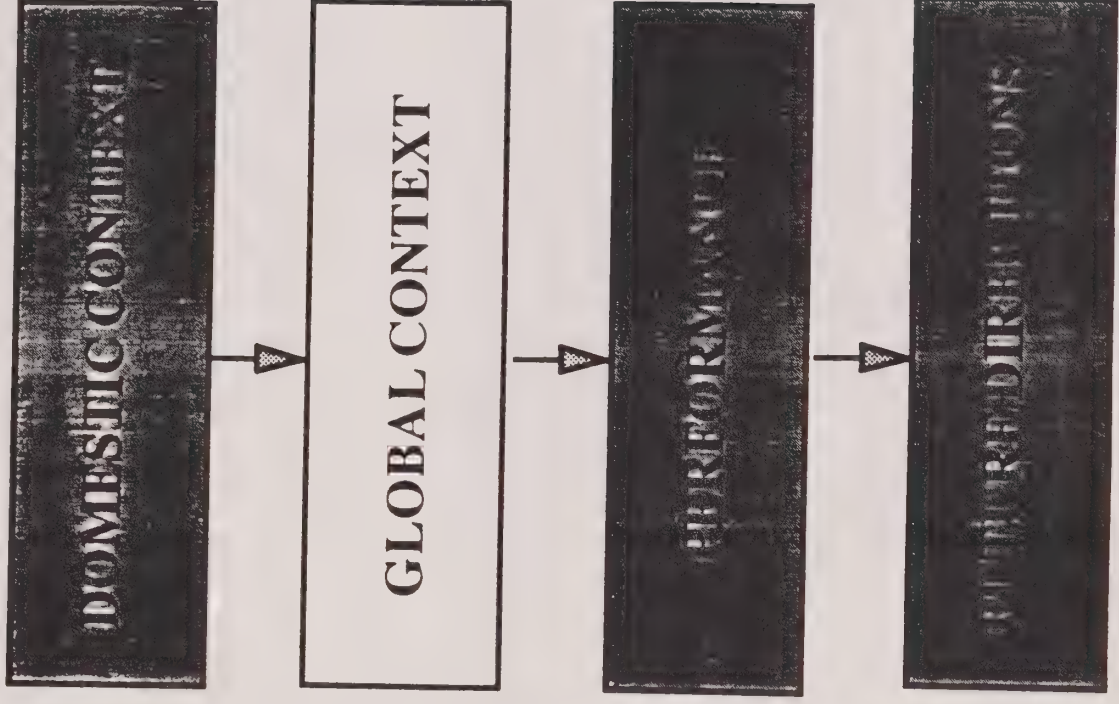
FEDERAL & PROVINCIAL GOVERNMENT EXPENDITURES HAVE SIGNIFICANT RELATED RESPONSIBILITIES IN AGRI-FOOD

- THE FEDERAL AND PROVINCIAL GOVERNMENTS ARE BOTH HEAVILY INVOLVED IN SUPPORTING THE CANADIAN AGRI-FOOD INDUSTRY THROUGH EXPENDITURES
- BECAUSE OF THE CONCURRENT JURISDICTION UNDER THE CONSTITUTION OF THE TWO LEVELS OF GOVERNMENT, BOTH FEDERAL AND PROVINCIAL RESOURCES TEND TO BE ALLOCATED TO SIMILAR ACTIVITIES
- THE FEDERAL GOVERNMENT PLAYS A LEAD ROLE IN INCOME SUPPORT, RESEARCH, INSPECTION AND FOOD AID. THE PROVINCES FOCUS MORE ON RURAL DEVELOPMENT, EXTENSION, ENVIRONMENT AND EDUCATION
- UNLESS BOTH LEVELS OF GOVERNMENT COOPERATE EFFECTIVELY, THERE CAN BE SOME AREAS OF OVERLAP AND DUPLICATION, AS WELL AS COMPETING POLICIES THAT DO LITTLE GOOD FOR THE INDUSTRY. AGREEMENTS AND JOINT WORKING ARRANGEMENTS EFFECTIVELY MINIMIZE ANY DUPLICATION PROBLEMS

Additional Information

- Source of Data: Federal and Provincial Public Accounts
- Expenditures include agencies and departments other than federal and provincial Departments of Agriculture and Agri-Food
- Rural/Adaptation includes rural and regional development, education and environment-related expenditures

FLOW OF PRESENTATION



GLOBAL CONTEXT

- Trade policy framework
- Changing trade patterns
- Emerging opportunities
- Competitive environment

SUCCESSFUL GATT CHANGES WILL EMPHASIZE THAT TRADE IS A TWO-WAY STREET

- Tariffs and tariff equivalents will continue to affect trade and prices but around the world the overall level of border protection will decline
- The level of export subsidies will decline, but export subsidies by some countries (e.g. EU and U.S.) will continue to disrupt prices and export markets
- New rules will be put in place to provide discipline, but trade distorting domestic subsidies may still affect production and export prices

SUCCESSFUL GATT CHANGES WILL EMPHASIZE THAT TRADE IS A TWO-WAY STREET

- ALTHOUGH TARIFFS ARE DECLINING, MOST WILL CONTINUE TO AFFECT TRADE AND PRICES
- HIGH TARIFF EQUIVALENTS REPLACING NON-TARIFF BARRIERS WILL MAINTAIN HIGH INTERNAL PRICES, ALTHOUGH AT DECLINING LEVELS, AND EFFECTIVELY PREVENT TRADE
- ALTHOUGH TOTAL EUROPEAN UNION (E.U.) AND U.S. EXPORT SUBSIDIES WILL BE REDUCING,
 - THEY WILL CONTINUE TO IMPACT ON PRICES AND EXPORT MARKETS FOR GRAINS, OILSEEDS, BEEF AND DAIRY
 - SUBSIDIES TO TARGETED MARKETS OR PRODUCTS MAY RISE, FALL OR SHIFT (eg. E.U. SUBSIDIES TO LATIN AMERICA RELATIVE TO ASIAN MARKETS)
- TRADE DISTORTING DOMESTIC SUBSIDIES ARE CAPPED, BUT FLEXIBILITY ALLOWED FOR SPECIFIC PRODUCTS AND PROGRAMS (eg. U.S. LOAN RATES) MAY STILL AFFECT PRODUCTION AND EXPORT PRICES

Additional Information

- GATT: Refers to the General Agreement on Tariffs and Trade and the changes are the agricultural disciplines included in the Uruguay Round GATT Agreement

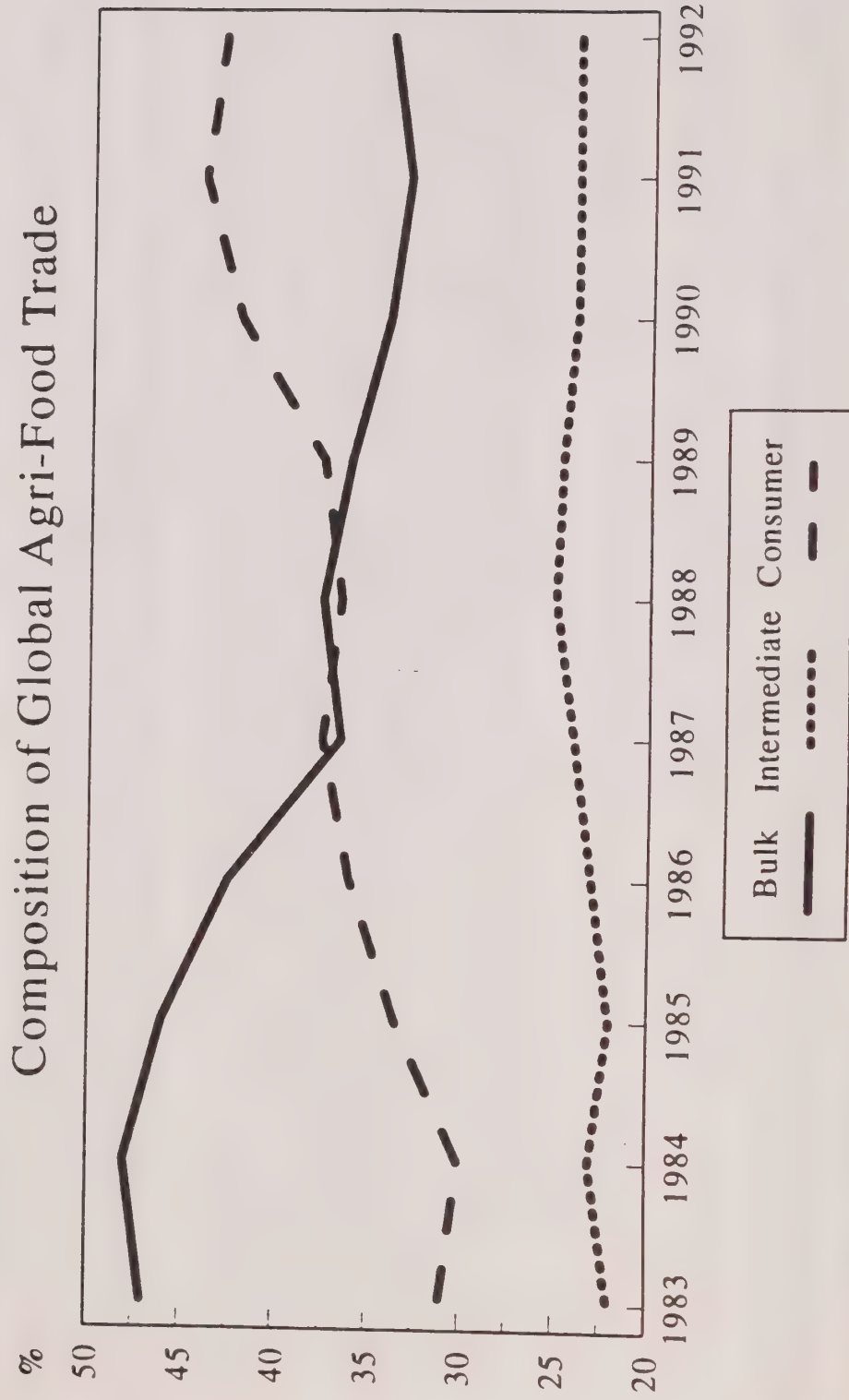
STRONG WORLD TRADE TREND EXPECTED TO CONTINUE

- OVER THE NEXT 7 YEARS, THE TREND IN WORLD AGRICULTURAL TRADE IS TO INCREASE BY APPROXIMATELY \$150 BILLION. GATT COULD INCREASE THE TRADE LEVELS BEYOND THE TREND LINE INDICATED
- FORECAST INCOME GROWTH RATE IN ASIA AND THE PACIFIC REGION IS PROJECTED AT APPROXIMATELY 6-12% PER YEAR TO 2000; FOR LATIN AMERICA, THE MIDDLE EAST AND AFRICA 4-6%; AND WESTERN EUROPE 2-3%
- GATT, TOGETHER WITH THE NORTH AMERICAN FREE TRADE AGREEMENT (NAFTA), WILL PRESENT MANY TRADE OPPORTUNITIES
- NEARLY ONE-HALF OF THE WORLD'S PROJECTED TRADE GROWTH WILL OCCUR IN THE E.U. THIS ILLUSTRATES THE MASSIVE GROWTH POTENTIAL IN TRADING BLOCKS. WE ARE SEEING SIMILAR TRENDS FORMING IN NORTH AMERICA WITH CANADA TO U.S. TRADE INCREASING AT A RATE OF 15% PER YEAR
- WHILE THE E.U. MARKET WILL BE MORE DIFFICULT FOR CANADA TO PENETRATE, IT WILL PROVIDE TRADE OPPORTUNITIES WHICH COULD BE REALIZED THROUGH BILATERAL AGREEMENTS. EARLY 1994 TRADE FIGURES INDICATE SIGNIFICANT GROWTH IN THIS REGION, NOTABLY CANOLA
- OVER THE NEXT 14 YEARS, THE WORLD'S POPULATION IS FORECAST TO GROW BY 2 BILLION, EXCEEDING 7 BILLION BY 2010
- MOST OF THIS POPULATION GROWTH WILL OCCUR IN DEVELOPING COUNTRIES, MANY OF WHICH WILL NOT HAVE THE PURCHASING POWER TO INCREASE IMPORTS BUT WILL RELY ON AID

Additional Information

- Source of Data: - Food and Agriculture Organization (FAO), World Trade Data from U.N. Database (up to 1992 only)
- Forecast provided by Market Industry Services Branch (MISB), Agriculture and Agri-Food Canada
- World trade in the year 2000 is expected to be around \$650 billion (\$ Canada)
- Due to unavailable data, trade figures exclude alcoholic beverages, tobacco and fisheries

WORLD AGRI-FOOD TRADE SHIFTING TO MORE PROCESSED PRODUCTS



WORLD AGRI-FOOD TRADE SHIFTING TO MORE PROCESSED PRODUCTS

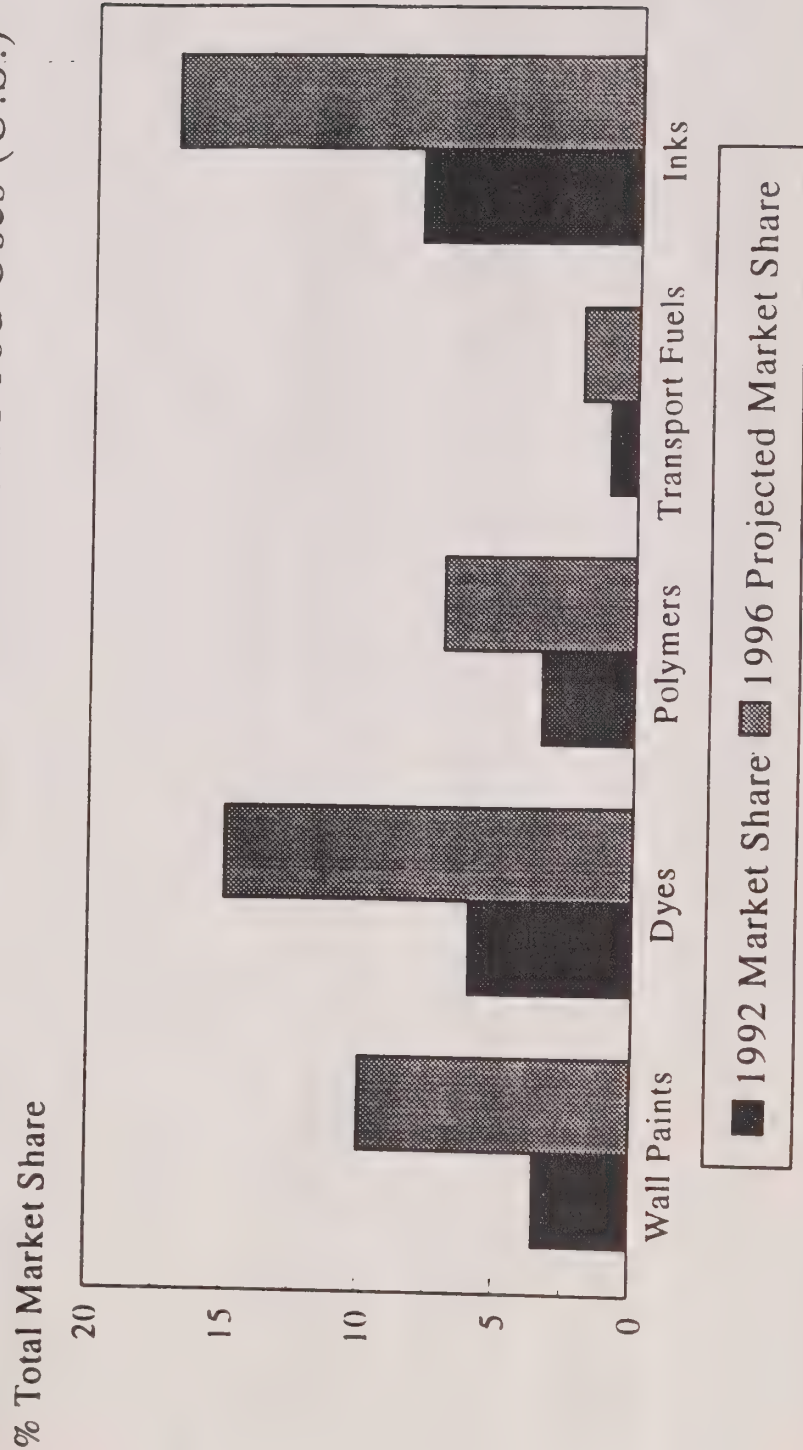
- WORLD TRADE IS GROWING, AND THE MIX IS CHANGING SIGNIFICANTLY FROM BULK TO MORE HIGHLY PROCESSED CONSUMER ORIENTED PRODUCTS, INCLUDING MORE ANIMAL AND POULTRY PRODUCTS
- STRONG ECONOMIC GROWTH IN EAST ASIAN AND PACIFIC COUNTRIES IS INCREASING THE DEMAND FOR IMPORTED PROCESSED PRODUCTS
- AS INCOMES GROW, HIGHER INCOME ELASTICITY OF DEMAND AND CULTURAL DIFFERENCES WILL SHIFT CONSUMPTION TO MORE ANIMAL PRODUCTS, INCLUDING POULTRY AND RED MEAT, ESPECIALLY IN THE ASIA PACIFIC REGION
- DEMAND FOR FEED GRAINS AND PROTEIN MEALS WILL INCREASE IN COUNTRIES ABLE TO PRODUCE LIVESTOCK. ENVIRONMENTAL IMPACTS MAY PLACE CONSTRAINTS ON NEW PRODUCTION IN SOME COUNTRIES

Additional Information

- Source of Data: FAO Database - World Trade Figures
- Decomposition into bulk, intermediate and consumer oriented was done by the Office of Trade Evaluation, Agriculture and Agri-Food Canada
- This chart covers three types of products:
 - Bulk: Products produced at the primary level with no value-added features and not sold at the wholesale or retail level (eg. wheat, oats, canola, calves)
 - Intermediate: Products with some value-added processing but not finished products made available to the wholesale and retail levels (eg. cattle (feeder), cattle (finish), breadmixes and flour for bakeries)
 - Consumer: Products with all levels of processing or value-added completed which are sold at the wholesale and retail levels (eg. table potatoes, apples, microwavable foods, frozen foods)

SIGNIFICANT GROWTH OPPORTUNITIES EXIST IN NON-FOOD USES FOR AGRICULTURAL PRODUCTS

Growth Potential in Plant-Derived Non-Food Uses (U.S.)



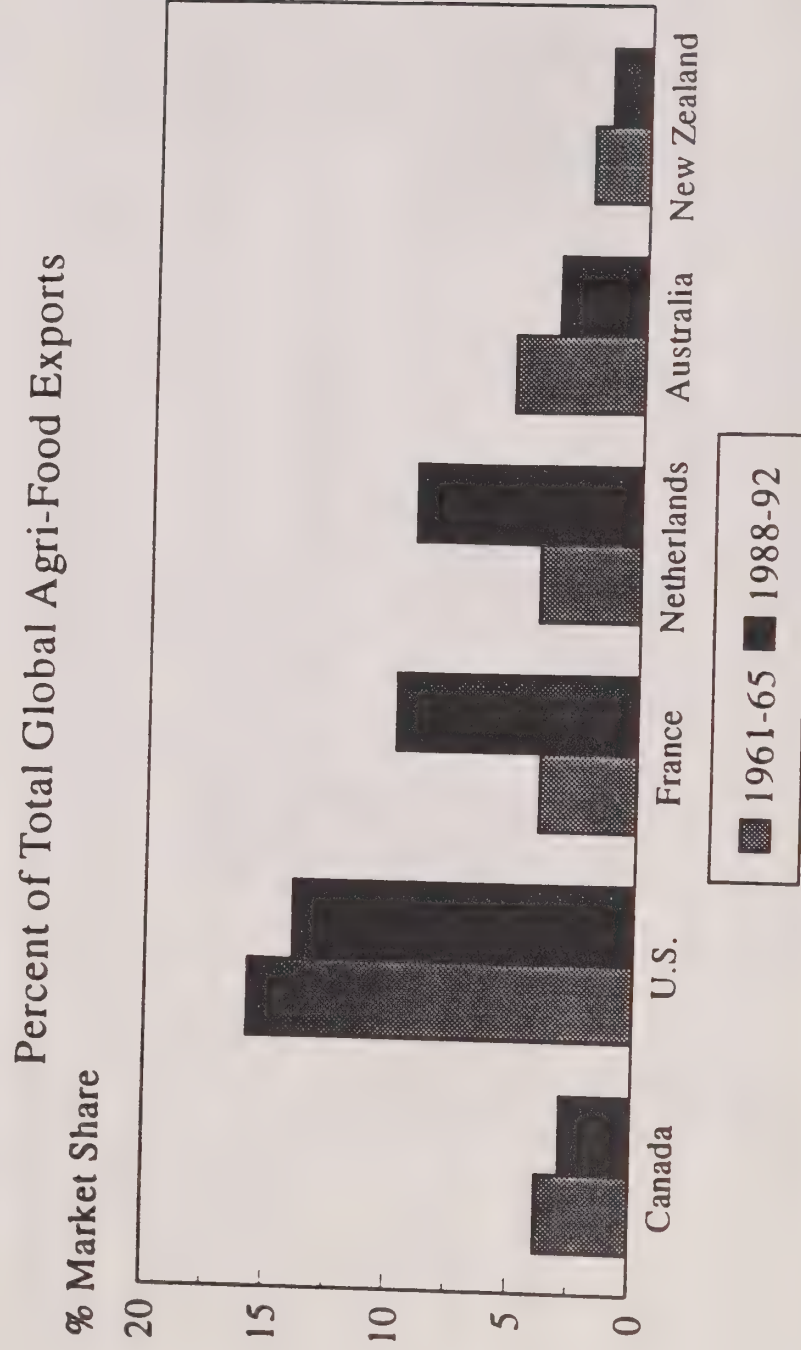
SIGNIFICANT GROWTH OPPORTUNITIES EXIST IN NON-FOOD USES OF AGRICULTURAL PRODUCTS

- THE NON-FOOD OR INDUSTRIAL USE OF FOOD PRODUCTS IS AN EMERGING MARKET GEARED FOR CANADA'S DIVERSE PLANT PRODUCTS
- THE MARKET FOR THESE PRODUCTS IS PROJECTED TO GROW SIGNIFICANTLY AS VIEWED IN THE CHART WHICH ILLUSTRATES THE PROJECTED U.S. USAGE IN 1996
- U.S. AND E.U. FORECASTS INDICATE THAT BY 2010 UP TO 50% OF PRIMARY PRODUCTION WILL BE USED FOR NON-FOOD INDUSTRIAL PURPOSES
- TWO TRENDS ARE DRIVING GROWTH:
 - INCREASING PUBLIC DEMAND FOR ENVIRONMENTALLY FRIENDLY MATERIALS
 - TECHNOLOGICAL ADVANCES LOWERING COMPARATIVE COSTS OF PRODUCTION
- EXAMPLES OF POTENTIAL OPPORTUNITIES FOR FARM PRODUCTS INCLUDE:
 - PLANT-OIL BASED LUBRICANTS FROM CANOLA, RAPESEED, SOYBEANS, ETC. CURRENT WORLD SUPPLY OF PLANT-OILS WILL SATISFY ONLY 5-10% OF U.S. DEMAND
 - ALTERNATIVE USES FOR CANOLA, SUCH AS INKS AND COSMETICS ARE NOTEWORTHY. A JAPANESE COMPANY IS USING CANADIAN CANOLA OIL TO MANUFACTURE A LINE OF COSMETICS (SOAP, SHAMPOO, COLD CREAM AND DETERGENT)
 - FLAX, HAS MANY USES INCLUDING FINE PAPERS. IN THE U.S., FLAX IS THE MOST EXTENSIVELY USED NON-WOOD FIBRE FOR PAPER-MAKING EXCEPT FOR COTTON (U.S. CURRENCY IS 80% COTTON AND 20% FLAX, CANADIAN CURRENCY IS 75% COTTON AND 25% KRAFT WOOD PULP)

Additional Information

- Source of Data: - Industrial Uses of Agricultural Materials: Situation and Outlook, USDA, June, 1993
 - David Morris and Irshad Ahmed, "The Carbohydrate Economy: Making Chemicals and Industrial Materials from Plant Matter"
- Polymers (biodegradable): produced from corn, wheat and potato starch and other biodegradable materials to replace petroleum-based plastics
- Transportation fuels include ethanol

CANADA'S SHARE OF WORLD AGRI-FOOD MARKETS IS DECLINING



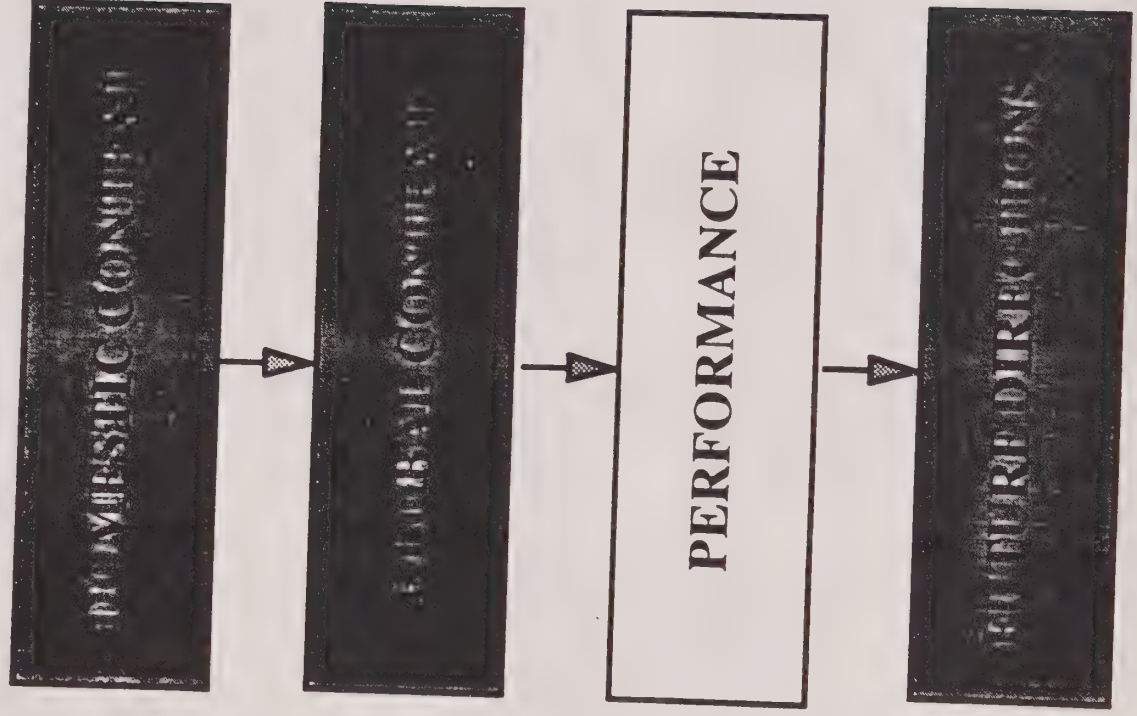
CANADA'S SHARE OF WORLD AGRI-FOOD MARKETS IS DECLINING

- CANADA'S SHARE OF THE TOTAL GLOBAL MARKET HAS DECLINED SINCE THE 1961-65 PERIOD. THERE ARE MANY COMPETITORS VYING FOR THE GLOBAL AGRI-FOOD TRADE AND CANADA MUST MAINTAIN A COMPETITIVE EDGE
- E.U. COUNTRIES' SHARE OF THE GLOBAL MARKET, PARTICULARLY FRANCE AND THE NETHERLANDS, HAS INCREASED SIGNIFICANTLY AS VIEWED IN THE CHART
- E.U. INCREASES ARE, IN PART, DUE TO THE COMMON AGRICULTURE POLICY (CAP) AND THE RESULTING INCREASES IN PRODUCTION TO ENSURE EUROPEAN FOOD SELF-SUFFICIENCY. SURPLUSES WERE EXPORTED USING SUBSTANTIAL EXPORT SUBSIDIES. IMPORT LEVIES DISCOURAGED IMPORTS FROM OUTSIDE THE E.U.
- CANADA'S SALES TO THE E.U. DECLINED BETWEEN 1981-1993. EXPORTS TO THE E.U. FELL FROM \$1.35 BILLION IN 1981 TO ABOUT \$0.75 BILLION IN 1993. IMPORTS TO CANADA ROSE FROM ABOUT \$0.40 BILLION TO ALMOST \$1.0 BILLION FOR THE SAME TIME PERIOD. HOWEVER, CANADA IS MAKING NEW SALES INTO THE E.U MARKET, PARTICULARLY CANOLA

Additional Information

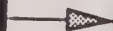
- Source of Data: FAO Database (includes manufactured tobacco and alcohol except distilled liquors)
- Canadian trade figure to E.U. exclude alcohol and tobacco
- Chart indicates market share based on value

FLOW OF PRESENTATION



PERFORMANCE

SUSTAINABLE GROWTH



RURAL OPPORTUNITIES



FINANCIAL SECURITY



RESOURCE AND ENVIRONMENTAL
SUSTAINABILITY



SAFE AND HIGH QUALITY
FOOD SUPPLY

SUSTAINABLE GROWTH

*"The Canadian agri-food sector has a unique opportunity for growth"
(Creating Opportunity p. 57)*

*"...assisting Canadian farmers to compete and have secure access to international markets..."
(Agriculture Platform p. 1)*

★ Growth that is stable and based on economic reality

- Predictable international trading rules
- Diversified in terms of commodities and markets
- Does not deplete natural resources

★ Growth that is shared

- Among provinces, regions and rural areas
- Among participants in the food chain

★ Growth that builds on Canada's strengths

- Product quality and safety
- Natural resources and environmental performance
- Research and technology capacity
- Value added opportunities
- Human resources and skills

SUSTAINABLE GROWTH

- A VISION FOR THE AGRI-FOOD SECTOR MUST BE BUILT UPON CONTRIBUTING TO THE ACHIEVEMENT OF SUSTAINABLE ECONOMIC AND EMPLOYMENT GROWTH FOR THE BENEFIT OF ALL CANADIANS AND AT THE SAME TIME IS BALANCED WITH ECONOMIC REALITY
- THE KIND OF GROWTH WE REFER TO IN THE VISION MUST BE SUSTAINED, IT MUST BE SHARED AND IT MUST CONTRIBUTE POSITIVELY TO GROSS DOMESTIC PRODUCT
- THERE ARE TREMENDOUS OPPORTUNITIES FOR THE SECTOR TO GROW AND CREATE JOBS
- REALIZING THE SECTOR'S POTENTIAL TO ACHIEVE SUSTAINABLE GROWTH DEPENDS ON:
 - DIVERSIFYING OUR PRODUCTS AND MARKETS TO CAPTURE MARKET OPPORTUNITIES
 - ENSURING THE STEWARDSHIP OF OUR RESOURCE BASE
 - SHARING THE BENEFITS AMONG ALL REGIONS AND PLAYERS IN THE PRODUCTION CHAIN
 - BUILDING ON THE INDUSTRY'S STRENGTHS TO CAPTURE EMERGING OPPORTUNITIES AND TO RESPOND TO CHALLENGES
- INNOVATION, TECHNOLOGY, EFFICIENCY, COST, QUALITY, SERVICE AND BUSINESS ENVIRONMENT WILL DETERMINE OUR COMPETITIVE POSITION
- WHAT HAS BEEN THE PERFORMANCE OF INDUSTRY AND GOVERNMENT IN PURSUING SUSTAINABLE GROWTH?

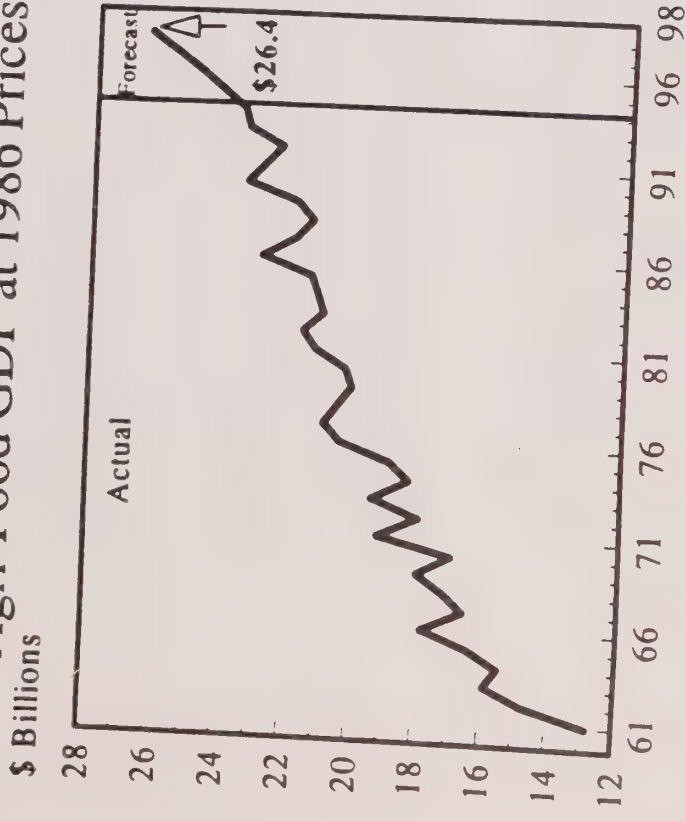
SUSTAINABLE GROWTH

- Gross domestic product
- Employment
- Factors contributing to growth and employment
- Export challenge

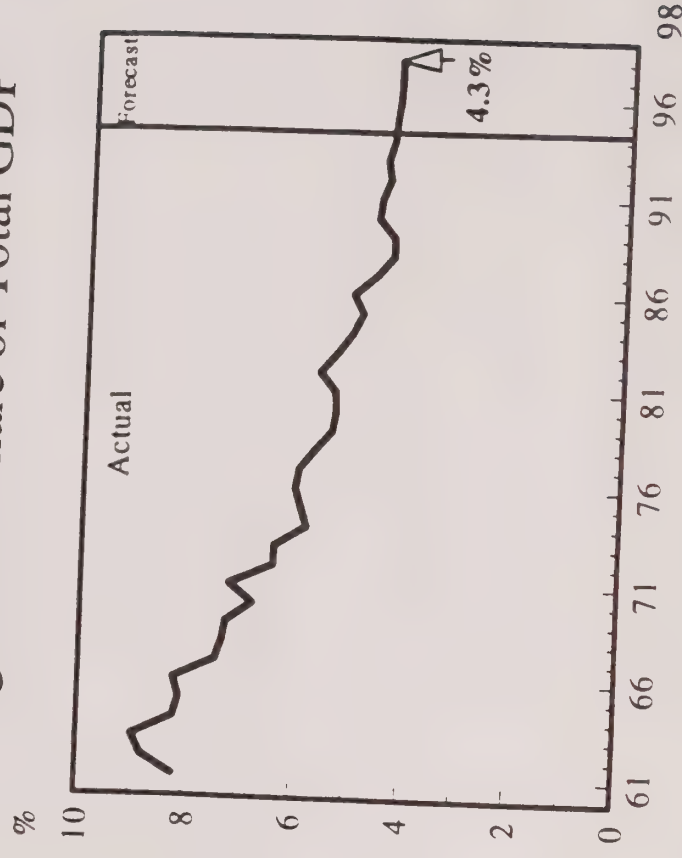
Performance:
Sustainable Growth

PRIMARY AND PROCESSING INDUSTRY GDP IS GROWING AND MAINTAINING ITS SHARE OF TOTAL GDP

Agri-Food GDP at 1986 Prices



Agri-Food Share of Total GDP



PRIMARY AND PROCESSING INDUSTRY GDP IS GROWING

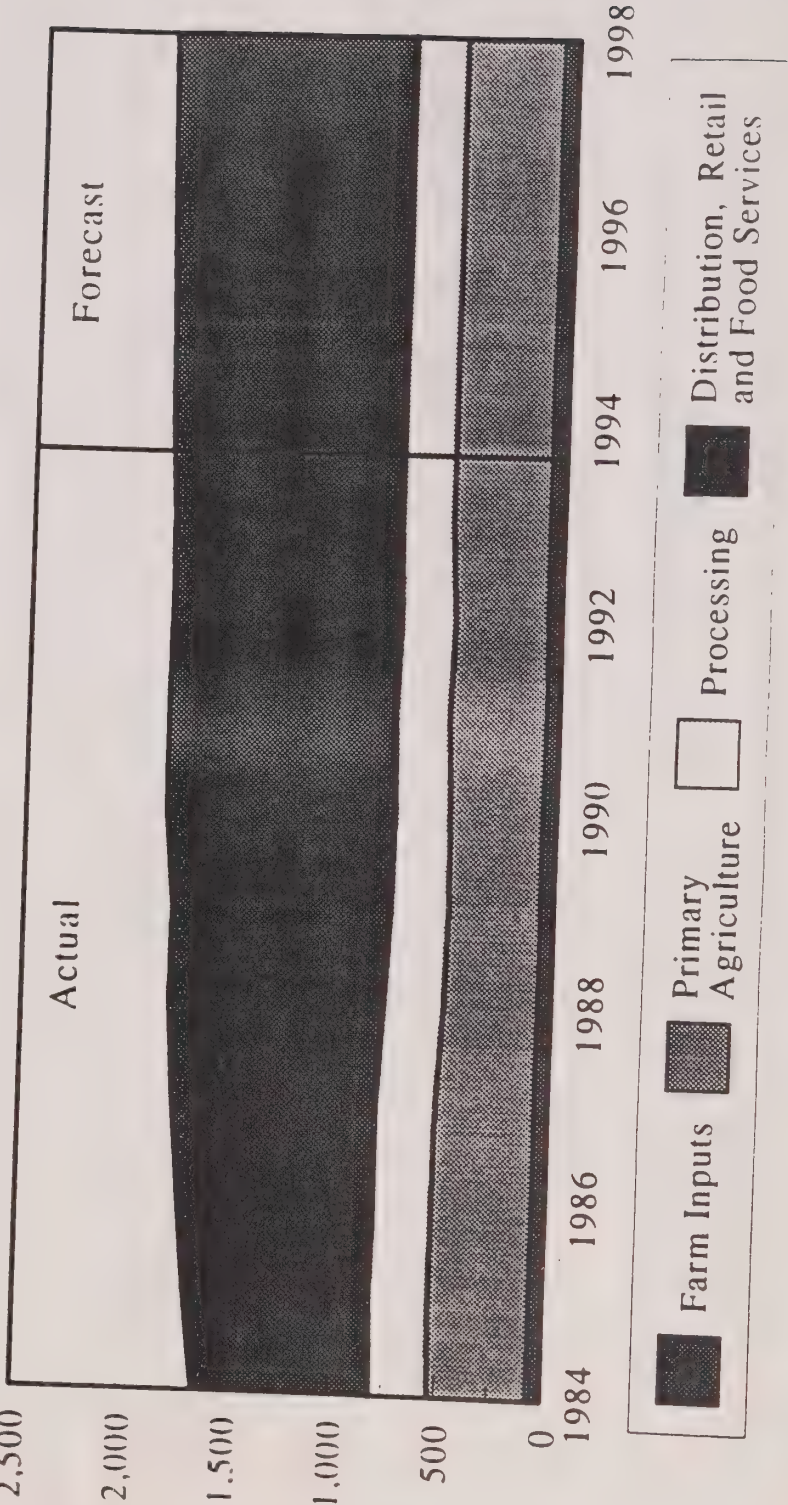
- CONTRARY TO POPULAR BELIEF, THE AGRI-FOOD SECTOR IS A GROWING INDUSTRY WITH ALMOST A DOUBLING OF ITS GDP IN THE LAST 30 YEARS
- AGRI-FOOD GDP IS FORECAST TO CONTINUE TO GROW IN THE MEDIUM-TERM
- IN RECENT YEARS, THE AGRI-FOOD SECTOR HAS MAINTAINED ITS SHARE OF GDP FOLLOWING A PERIOD OF SLOW DECLINE, WHICH IS A REFLECTION OF FASTER GROWTH IN THE REST OF THE ECONOMY, PARTICULARLY IN SERVICE INDUSTRIES
- THE AGRI-FOOD SECTOR MAKES A SIGNIFICANT CONTRIBUTION TO THE GDP OF ALL PROVINCES
- THE PRIMARY AND PROCESSING INDUSTRIES' (EXCLUDING RETAIL AND DISTRIBUTION) SHARE OF TOTAL GDP IS PROJECTED TO REMAIN CONSTANT AT ABOUT 4%
- THIS FORECAST BY THE CONFERENCE BOARD OF CANADA APPEARS BUOYANT DUE TO STRONGER GROWTH IN DOMESTIC MARKET CONSUMPTION AS THE CANADIAN ECONOMY MOVES OUT OF THE RECESSION AND A SLIGHTLY MORE OPTIMISTIC TREND FOR THE BALANCE OF AGRI-FOOD TRADE THAN THE DEPARTMENT'S MEDIUM-TERM FORECAST

Additional Information

- Source of Data: Conference Board of Canada
- Forecast assumes:
 - a) Exports of agri-food products will increase at a 1% greater rate than imports
 - b) Consumption will increase at a rate of 2% over population growth as it has over the past 10 years

EMPLOYMENT IN AGRI-FOOD INDUSTRY PROJECTED TO REMAIN STABLE

(000)



EMPLOYMENT IN AGRI-FOOD INDUSTRY IS REMAINING STABLE

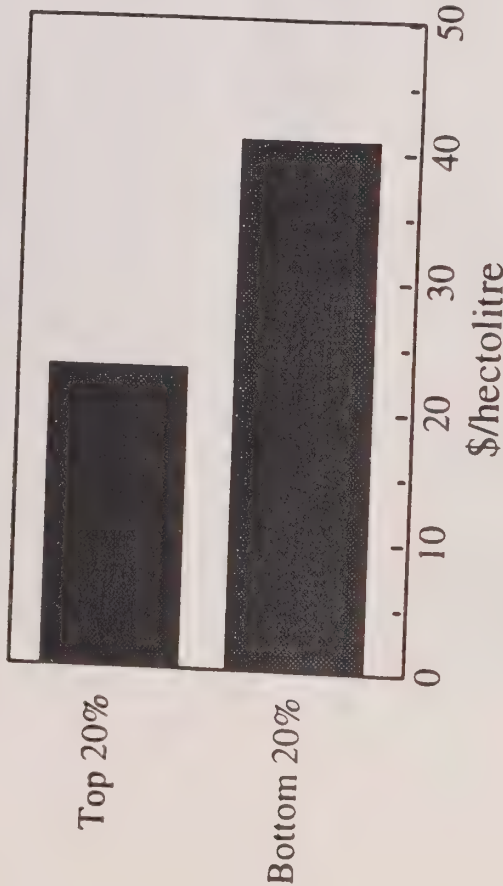
- THE INDUSTRY PROVIDES EMPLOYMENT TO OVER 1.8 MILLION CANADIANS, ACCOUNTING FOR 15% OF JOBS IN THE ECONOMY
- OVERALL EMPLOYMENT IN THE INDUSTRY IS FORECAST TO REMAIN STABLE ALTHOUGH THE SERVICE SECTOR MAY EXPERIENCE ADDITIONAL GROWTH AS THE DOMESTIC ECONOMY RECOVERS
- PERFORMANCE HAS VARIED ACROSS THE SECTORS OF THE FOOD CHAIN WITH:
 - STABLE EMPLOYMENT IN PRIMARY AGRICULTURE AND FARM INPUTS
 - DECLINING EMPLOYMENT IN FOOD PROCESSING DUE TO INDUSTRY RESTRUCTURING
 - STRONG GROWTH IN THE DISTRIBUTION, RETAIL AND FOOD SERVICES SECTORS
- IN PRIMARY AGRICULTURE, EMPLOYMENT LEVELS ARE RELATIVELY STABLE
- IN THE PROCESSING SECTOR, EMPLOYMENT LEVELS ARE IN SLIGHT DECLINE DUE TO UPGRADING OF FACILITIES AND TECHNOLOGY TO INCREASE PRODUCTIVITY
- INCREASES IN EXPORTS COULD BE A MAJOR STIMULUS TO THE AGRI-FOOD ECONOMY, CREATING JOBS THROUGHOUT THE PRODUCTION CHAIN AND THE ECONOMY IN GENERAL

Additional Information

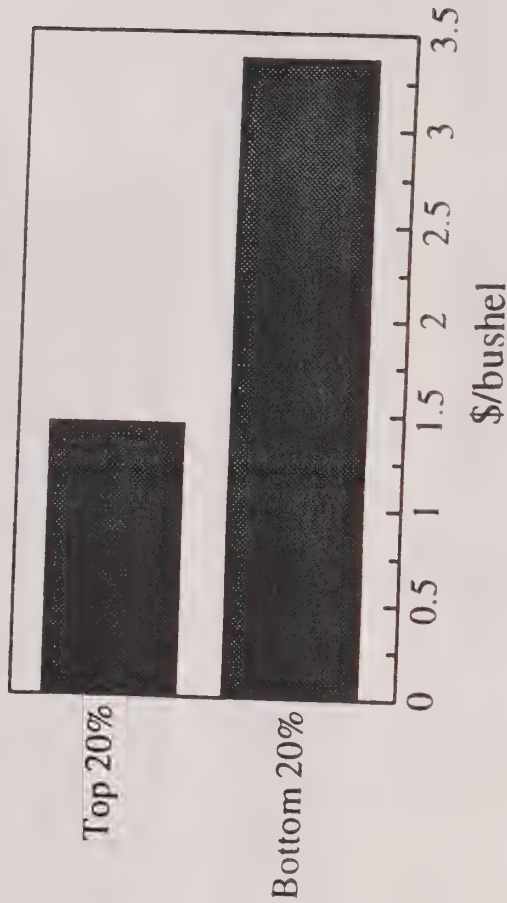
- Source of Data: Labour Force Survey, 1993, Unpublished Data
- Farm inputs employment accounts for the employment levels in industries which supply primary agriculture with its basic inputs (eg. fertilizer, machinery, chemicals, fuel). This sector's employment is low, in part due to a large portion of machinery imports
- Primary agriculture employment accounts for those employed prior to the first level of processing and excludes those employed in farm inputs

CANADIAN FARMS CAN BE EXTREMELY EFFICIENT

Cash Costs of Production for
Quebec and Ontario Milk Farms, 1990



Cash Costs of Wheat Production for
Saskatchewan Top Farm Management
Workshop Participants, 1992



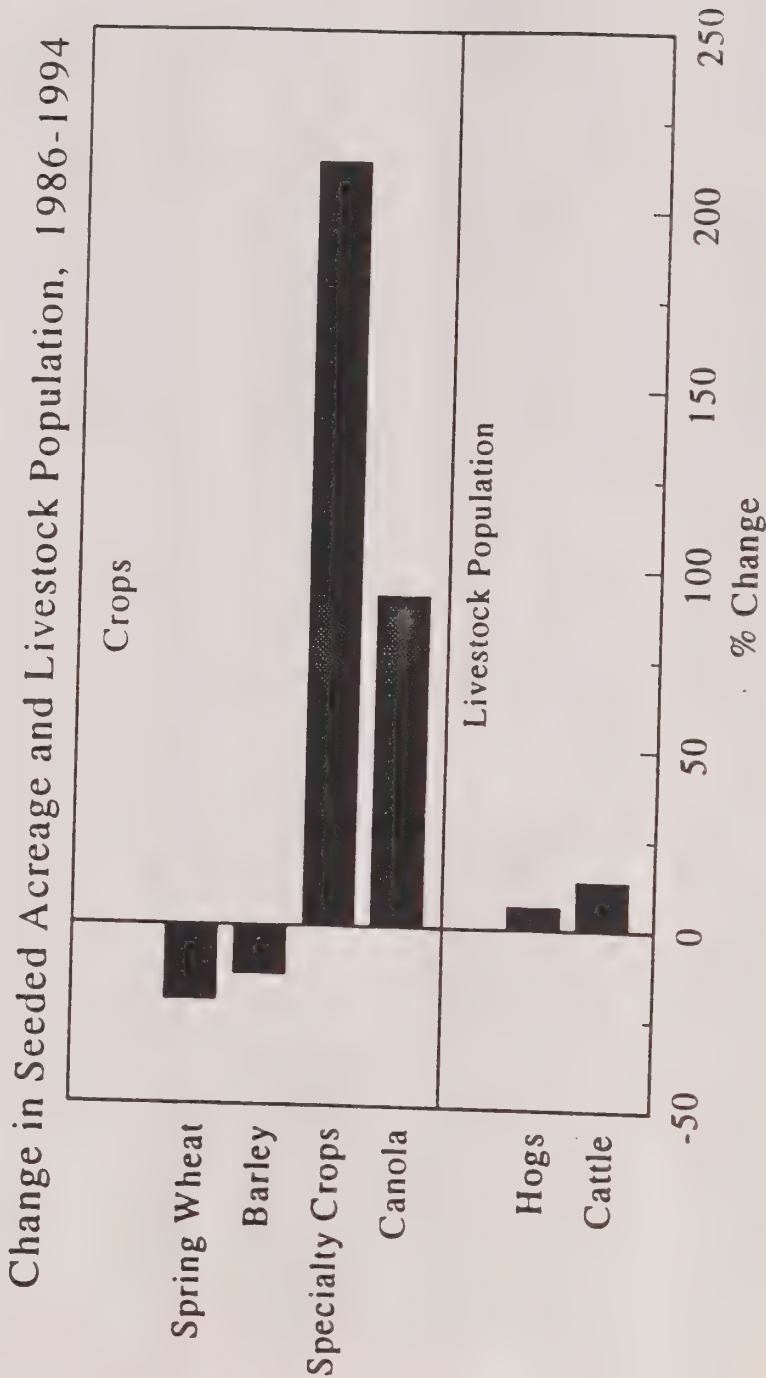
CANADIAN FARMS CAN BE EXTREMELY EFFICIENT

- EFFICIENCY LEVELS, AS MEASURED BY CASH COSTS OF PRODUCTION (COP) PLUS DEPRECIATION RELATIVE TO ACTUAL YIELD OR VOLUME OF PRODUCTION (ie. INPUT/OUTPUT RATIO), VARY SIGNIFICANTLY WITHIN COMMODITIES. DEPRECIATION, LESS THAN 15% OF COP, VARIES LITTLE BETWEEN THE TOP AND BOTTOM
- THE 20% LEAST EFFICIENT DAIRY PRODUCERS IN THE QUEBEC AND ONTARIO STUDY OR WHEAT PRODUCERS IN THE SASKATCHEWAN STUDY HAVE AVERAGE COSTS OF PRODUCTION THAT ARE NEARLY TWICE AS HIGH AS THE 20% MOST EFFICIENT. THESE DIFFERENCES ARE PARTLY DUE TO MANAGEMENT
- DAIRY FARMS WITH THE HIGHEST EFFICIENCY LEVELS HAVE MORE RAPID UPTAKE OF TECHNOLOGY AND UTILIZATION OF HERD IMPROVEMENT PROGRAMS, WHICH ENCOURAGE OVERALL SUPERIOR HERD MANAGEMENT. SIZE AND TYPE OF OPERATION (ie. COMMERCIAL OR 'LIFESTYLE') ALSO AFFECT COP
- FOR GRAIN, VARIATIONS IN EFFICIENCY AND COP REFLECT PRODUCTIVITY OF THE RESOURCE BASE, THE EXTENT OF TECHNOLOGY ADOPTION (eg. MINIMUM TILL) AND MANAGEMENT PRACTICES (eg. SPOT SPRAYING VS COMPLETE SPRAYING AND SOIL TESTING FOR EXACT NUTRIENT NEEDS VS FOLLOWING LOCAL AREA RECOMMENDATIONS)
- THERE IS CONSIDERABLE LATITUDE TO REDUCE COSTS AND IMPROVE FARM INCOMES THROUGH BETTER FARM BUSINESS MANAGEMENT, TRAINING, TECHNOLOGY ADOPTION EXTENSION AND BETTER ACCESS TO INFORMATION

Additional Information

- Source of Data: Farm Economic Analysis Division, Agriculture and Agri-Food Canada
- Saskatchewan data based on the 97 operators participating in the University of Saskatchewan, Top Management Workshop
- Dairy data was obtained from ODFAP (Ontario Dairy Farm Accounting Project) & GREPA (Groupe de recherche en économie et politique Agricoles, Département d'économie rurale Université Laval)
- This commodity data is indicative of the variation that exists between the top and lowest managers in the industry, but the figures indicated are not necessarily reflective of the entire industry and are not intended to do so
- Excluded from these COP calculations are land rental, interest and paid labour costs
- Top 10% of dairy producers account for 28% of production

CANADIAN FARMERS BEGINNING TO DIVERSIFY TO OFFSET LOWER INCOME FROM TRADITIONAL GRAIN CROPS



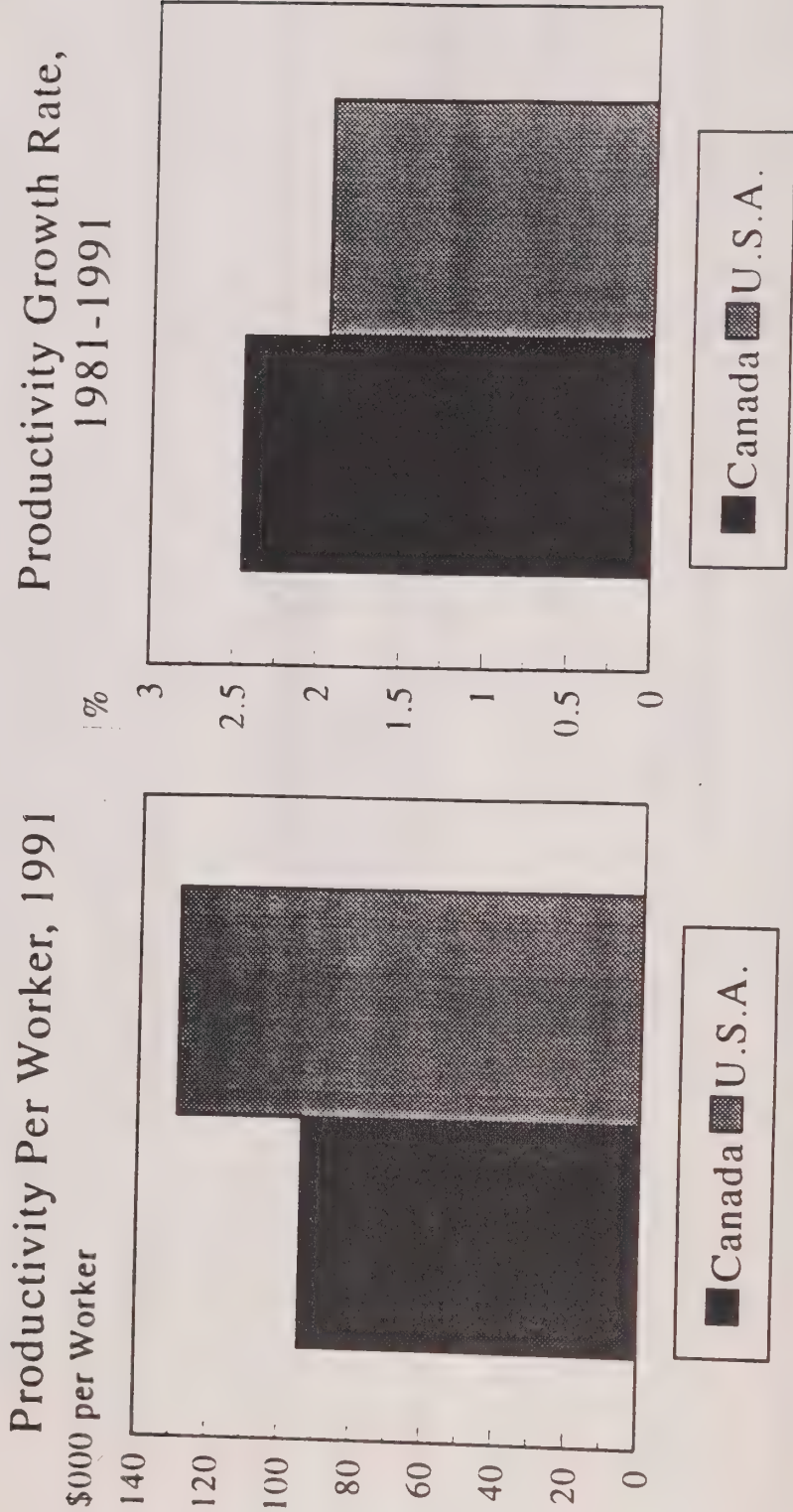
CANADIAN FARMERS BEGINNING TO DIVERSIFY

- PRAIRIE FARMERS ARE BECOMING LESS DEPENDENT ON WHEAT PRODUCTION AND ARE SHIFTING TO HIGHER VALUE PRODUCTS TO RESTORE INCOMES
- THE SEEDED ACREAGE OF SPRING WHEAT HAS DECLINED BY ABOUT 25% SINCE 1986. BUT SPECIALTY CROPS HAVE EXPERIENCED OVER A 200% INCREASE IN SEEDED ACRES ON THE PRAIRIES DURING THE SAME PERIOD
- CATTLE AND HOG POPULATIONS ARE THEIR HIGHEST LEVELS SINCE 1977 WITH AN ESTIMATED 14.2 MILLION HEAD NATIONALLY. THIS REPRESENTS AN INCREASE OF 5.7% FOR CATTLE AND 3.2% FOR HOGS OVER 1993
- FURTHER EXPANSION IS FORECAST FOR CATTLE WITH PLENTIFUL SUPPLIES OF FEED GRAINS AND ATTRACTIVE PRICES AND MARKETS
- THE INDUSTRY IS ALSO EARNING PREMIUMS FROM PRODUCT STRENGTHS AND DIFFERENTIATED PRODUCTS TO MEET MARKET NICHES SUCH AS:
 - PROTEIN RICH WHEAT WHICH ALLOWS FOR CONTINUOUS BAKING PROCESS
 - 2-ROW WHITE ALEURONE BARLEY FOR U. S. MALTING MARKET
 - CANOLA OIL FOR HEALTH CONSCIOUS DOMESTIC AND U. S. MARKETS
 - 'COLD COUNTRY' PORK FOR JAPAN SYMBOLIZING CLEAN ENVIRONMENT

Additional Information

- Source of Data: - Statistics Canada, 1994
- Agriweek, September 06, 1994
- 1994 Prairie seeded acreage (millions): spring wheat - 22.5; barley - 10.9; specialty crops - 3.1; canola - 13.1

LABOUR PRODUCTIVITY RATE OF CANADIAN FOOD AND
BEVERAGE WORKERS IS ABOVE THEIR U.S. COUNTERPARTS,
BUT A LARGE GAP REMAINS



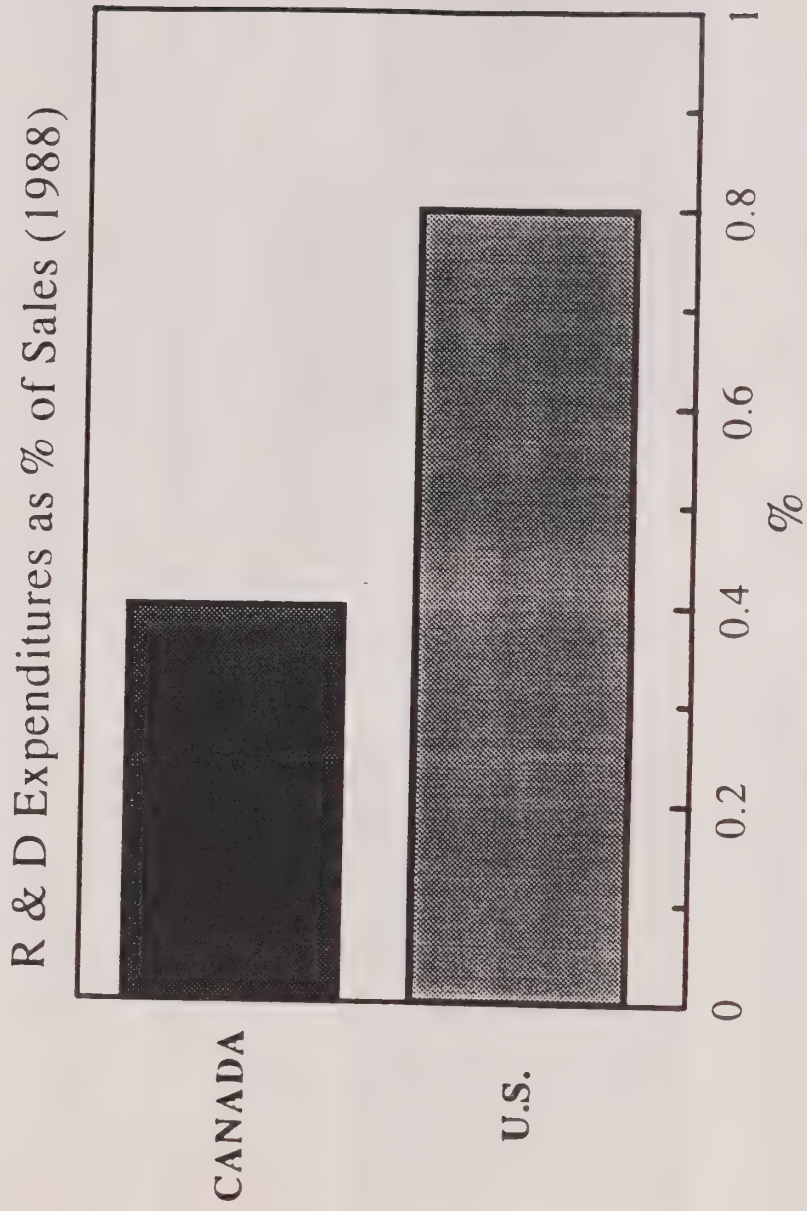
LABOUR PRODUCTIVITY RATE OF CANADIAN FOOD AND BEVERAGE WORKERS IS ABOVE THEIR U.S. COUNTERPARTS, BUT A LARGE PRODUCTIVITY GAP REMAINS

- CANADA'S PRODUCTIVITY, IN TERMS OF OUTPUT PER WORKER, IN PROCESSING LAGS BEHIND THE U.S. BUT THE PRODUCTIVITY GROWTH RATE IS HIGHER IN CANADA THAN THE U.S.
- THE PROCESSING INDUSTRY IN THE U.S. UNDERWENT MAJOR RESTRUCTURING AND MODERNIZATION, PARTICULARLY IN MEAT PACKING IN THE LATE 1970s AND EARLY 1980s. RESTRUCTURING IS NOW TAKING PLACE IN CANADA
- STRONG INVESTMENT IN NEW MACHINERY AND EQUIPMENT ARE HELPING TO IMPROVE PRODUCTIVITY PERFORMANCE
- THE DECLINING EXCHANGE RATE IS CURRENTLY HELPING TO OFFSET SOME OF THE PRODUCTIVITY DIFFERENCE BUT IS NOT A LONG-TERM SOLUTION TO THE PRODUCTIVITY GAP
- IMPROVING OUR PRODUCTIVITY WILL BE KEY TO OUR FUTURE COMPETITIVENESS ON WORLD MARKETS

Additional Information

- Source of Data: - Canadian Census of Manufacturing, 1992
- U.S. Bureau of Census
- U.S. Bureau of Labour, 1991
- Productivity per worker is expressed in Canadian dollars (1986)

**PRODUCTIVITY GAINS IN FOOD PROCESSING ARE
LIMITED PARTLY BY A LOWER RATE OF
RESEARCH AND DEVELOPMENT**



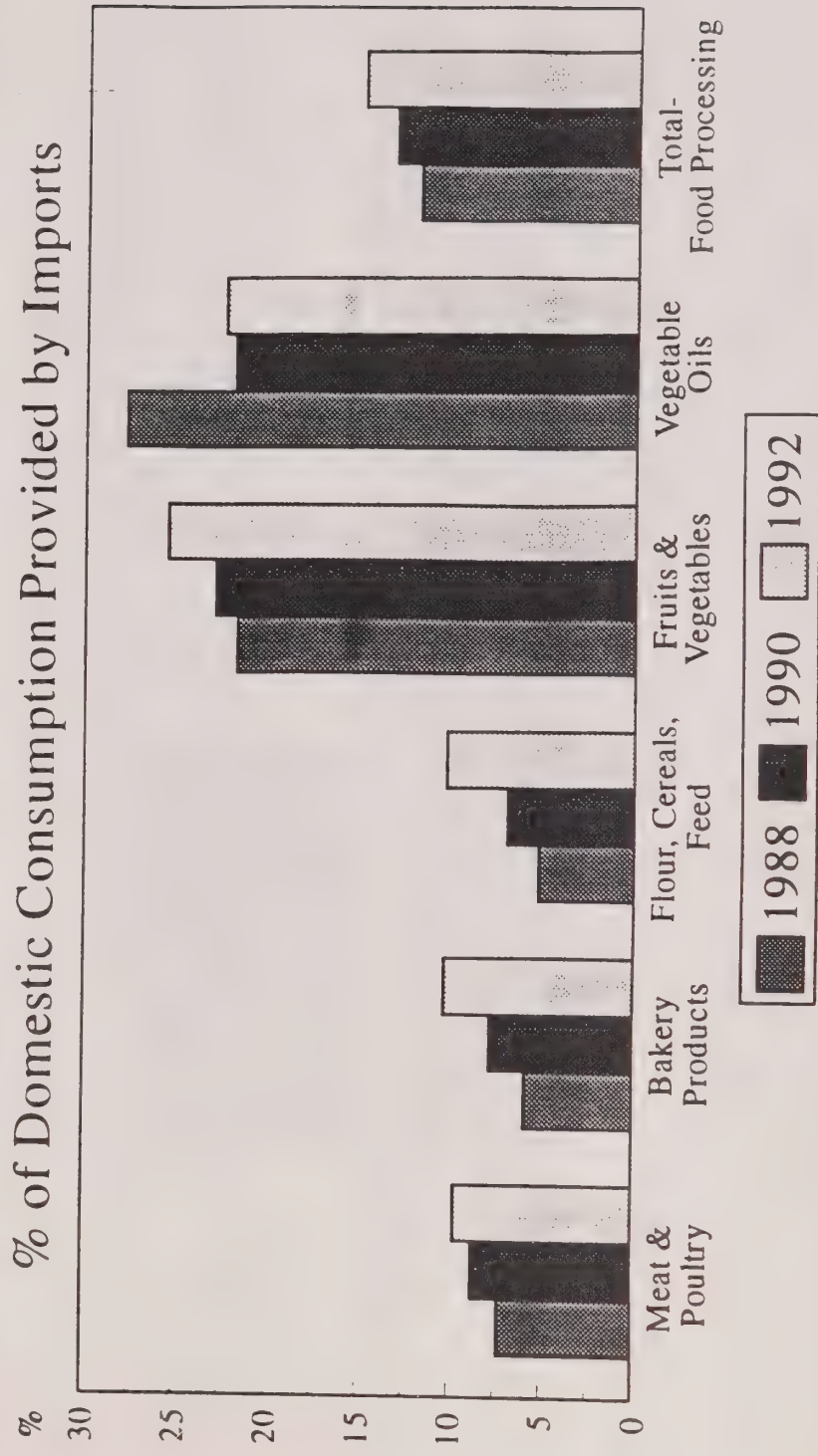
PRODUCTIVITY GAINS IN FOOD PROCESSING ARE LIMITED BY A LOWER RATE OF RESEARCH AND DEVELOPMENT

- RESEARCH AND DEVELOPMENT IS ALSO AN ESSENTIAL COMPONENT TO IMPROVING OUR PRODUCTIVITY PERFORMANCE IN THE FOOD PROCESSING SECTOR
- FOOD PROCESSORS INVEST RELATIVELY LITTLE IN R&D AS A PERCENTAGE OF SALES COMPARED WITH THE U.S.
- FOREIGN OWNED FIRMS ACTUALLY INVEST A HIGHER SHARE OF SALES IN RESEARCH THAN CANADIAN FIRMS (0.60% vs 0.20%)
- STIMULATING GREATER PRIVATE R&D INVESTMENTS WILL BE INCREASINGLY CRITICAL TO DEVELOPMENT AND COMMERCIALIZATION OF LOW-COST PROCESSES AND THE INNOVATIVE PRODUCTS TO CAPTURE NEW MARKETS
- CANADIAN PRODUCTIVITY HAS BEEN SUPPORTED BY A STRONGER FEDERAL COMMITMENT TO AGRICULTURAL RESEARCH AND DEVELOPMENT (R&D) ON THE PRODUCTION SIDE THAN MOST OF OUR COMPETITORS. AS A RESULT, CANADA'S R&D EXPENDITURES AS A PERCENT OF GDP, RANK HIGHER THAN THESE COUNTRIES. THIS SUPPORT HAS CONTRIBUTED TO CANADA'S PRODUCTION SUCCESS AND IN PROVIDING HIGH QUALITY, RECOGNIZABLE BULK PRODUCTS (eg. RUST RESISTANT WHEAT, CANOLA, ETC)

Additional Information

- Source of Data: - Canada Consulting Cresap, "Food and Beverages", contract report for The Science Council of Canada, 1991
 - OECD
- R&D expenditures as a % of sales of the companies taking part in R&D in the food and beverage processing sector. When taken as a % of total food and beverage sales, R&D expenditures in the Canadian food and beverage processing sector would only represent 0.2% of the total sales, as many firms have no R&D

GROWING PROCESSED PRODUCT IMPORT PENETRATION IS BOTH A REALITY OF FREER TRADE AND A CHALLENGE FOR DOMESTIC PROCESSING



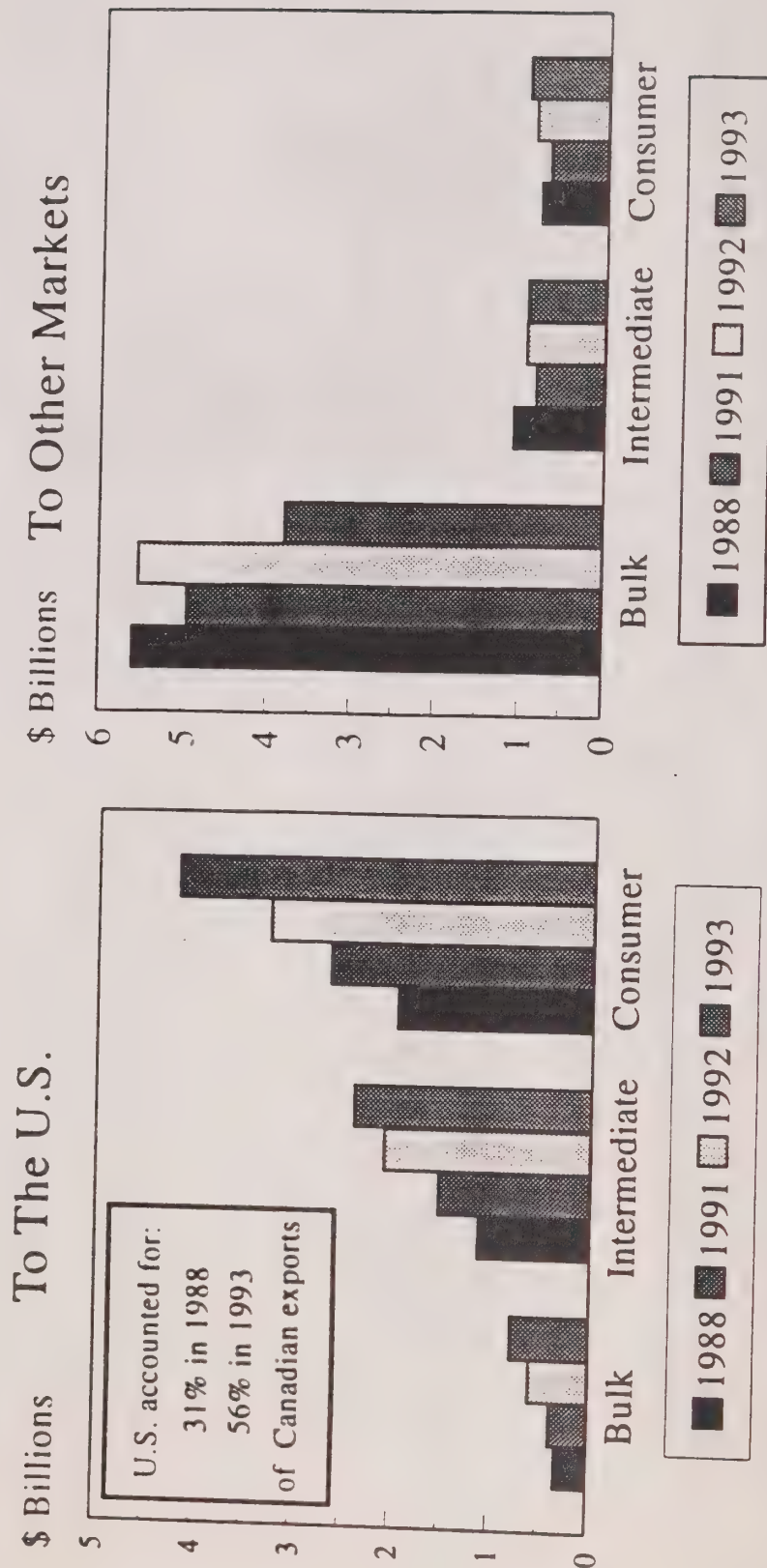
GROWING IMPORT PENETRATION IN PROCESSING INDUSTRY

- INCREASED IMPORT PENETRATION COMES AT THE EXPENSE OF POTENTIAL GROWTH, JOBS AND DOMESTIC MARKET OPPORTUNITIES
- THE CANADIAN AGRI-FOOD INDUSTRY TENDS TO EXPORT RAW COMMODITIES OR LOWER PROCESSED, LOWER VALUED PRODUCTS (eg. LIVE CATTLE) AND IMPORT HIGHER VALUED FINISHED GOODS
- ALTHOUGH THE DOMESTIC MARKET IS GROWING GRADUALLY, RISING IMPORT PENETRATION MEANS THAT IMPORTS ARE GROWING MORE QUICKLY THAN DOMESTIC SOURCES
- ON THE POSITIVE SIDE EXPORTS ARE ALSO GROWING REFLECTING THE INCREASING NORTH/SOUTH TRADE

Additional Information

- Source of Data: -Statistics Canada Census of Manufacturers, 1992
- Statistics Canada Trade Tapes, adjusted by Competitiveness Division, Agriculture and Agri-Food Canada

SALES OF HIGHER VALUED, CONSUMER ORIENTED AGRI-FOOD PRODUCTS TO THE U.S. GROWING STRONGLY BUT STABLE TO OTHER MARKETS



SALES OF HIGHER VALUE-ADDED, CONSUMER ORIENTED AGRI-FOOD PRODUCTS TO THE U.S. GROWING STRONGLY BUT STABLE IN OTHER MARKETS

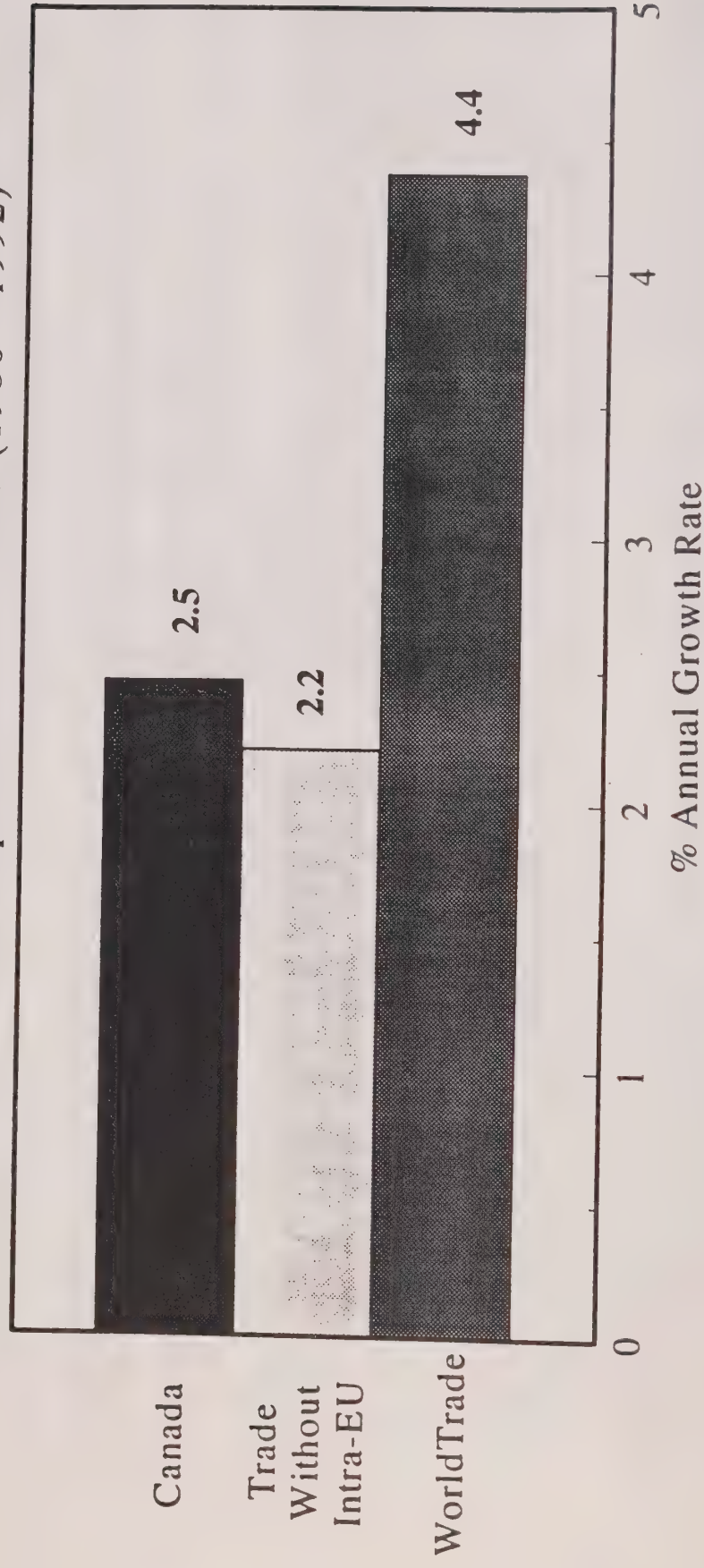
- OVER THE LAST DECADE, U.S. HAS BECOME CANADA'S PRIMARY TRADE DESTINATION, GROWING OVER 15% ANNUALLY SINCE 1988, PARTICULARLY FOR INTERMEDIATE AND CONSUMER ORIENTED VALUE-ADDED PRODUCTS. THE U.S. NOW ACCOUNTS FOR 56% OF CANADA'S AGRI-FOOD EXPORTS. IF CURRENT TRENDS CONTINUE, THE FIGURE WILL REACH 65% BY THE END OF THE DECADE
- THIS INCREASES BOTH THE POSSIBILITY AND THE POTENTIAL IMPACT OF TRADE DISPUTES ON THE INDUSTRY
- WORLD MARKET GROWTH POTENTIAL LIES IN HIGHER VALUE PRODUCTS RATHER THAN TRADITIONAL RAW COMMODITIES. THE SHARE OF HIGH VALUE-ADDED PRODUCTS IN WORLD TRADE IS EXPECTED TO INCREASE FROM 42% IN 1990 TO SUBSTANTIALLY HIGHER THAN 50% BY THE YEAR 2000
- HISTORICALLY, BULK GRAIN EXPORTS HAVE DOMINATED CANADIAN AGRI-FOOD EXPORT TRADE. HOWEVER, MANY BULK MARKETS HAVE BECOME MORE SELF-SUFFICIENT OR CANNOT AFFORD PURCHASES
- OUR PERFORMANCE IN VALUE-ADDED EXPORTS IS STATIC OUTSIDE THE U.S., ESPECIALLY IN ASIAN MARKETS WHERE THERE IS RAPIDLY GROWING DEMAND
- CANADA WILL NEED TO UTILIZE ITS FAVOURED POSITION TO PURSUE THE U.S. MARKET FOR HIGHER VALUE PRODUCTS, AND AT THE SAME TIME EXPAND ITS MARKETING EFFORTS INTO HIGH GROWTH REGIONS SUCH AS THE PACIFIC RIM

Additional Information

- Source of Data: - Statistics Canada Tiers
- Office of Trade Evaluation, MISB, Agriculture and Agri-Food Canada

CANADIAN AGRI-FOOD EXPORT GROWTH RATE WILL BE CHALLENGED BY WORLD GROWTH RATES

Agri-Food Export Growth Trend (1980 - 1992)



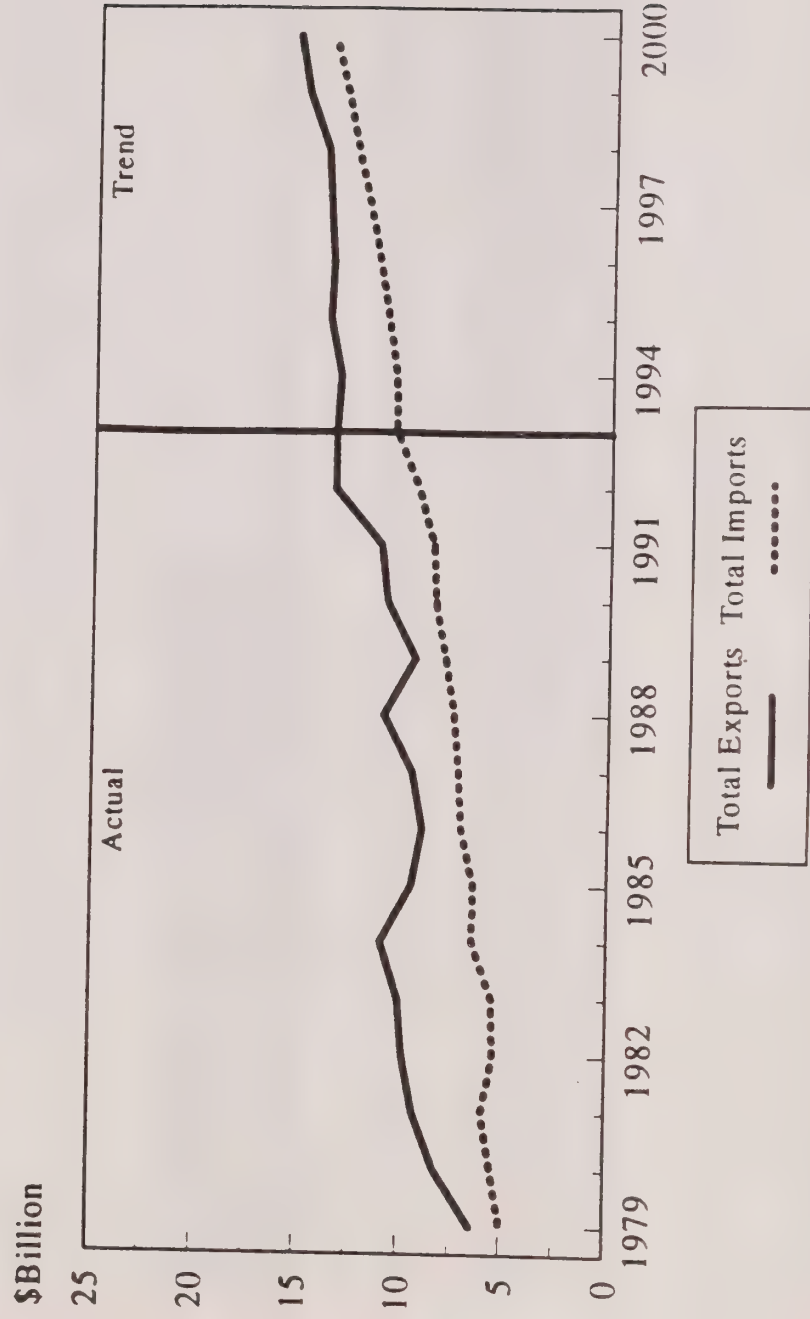
CANADIAN AGRI-FOOD EXPORT GROWTH RATE IS CHALLENGED BY WORLD GROWTH RATE

- WORLD AGRI-FOOD TRADE IS INCREASING STRONGLY BUT CANADA IS NOT CAPTURING A SUSTAINED SHARE OF THE ANNUAL GROWTH
- CANADA'S EXPORT GROWTH RATE IS ABOUT 2.5%
- THE GLOBAL RATE IS ABOUT 4.5%. THE E.U. INTERNAL TRADE ACCOUNTS FOR ABOUT 2.2% OF THE GLOBAL TOTAL
- IF THE E.U. TRADING BLOCK AND ITS INTERNAL TRADE IS SEPARATED OUT OF THE GLOBAL PICTURE, CANADA'S RATE OF GROWTH IS KEEPING PACE
- UNLESS CANADA IMPROVES ITS EXPORT PERFORMANCE, MARKET SHARE OF WORLD AGRI-FOOD TRADE WILL DECLINE FURTHER

Additional Information

- Source of Data: - FAO Database
- MISB, Agriculture and Agri-Food Canada

AGRI-FOOD BALANCE OF TRADE TREND TO DECLINE BY YEAR 2000



AGRI-FOOD BALANCE OF TRADE TREND TO DECLINE BY YEAR 2000

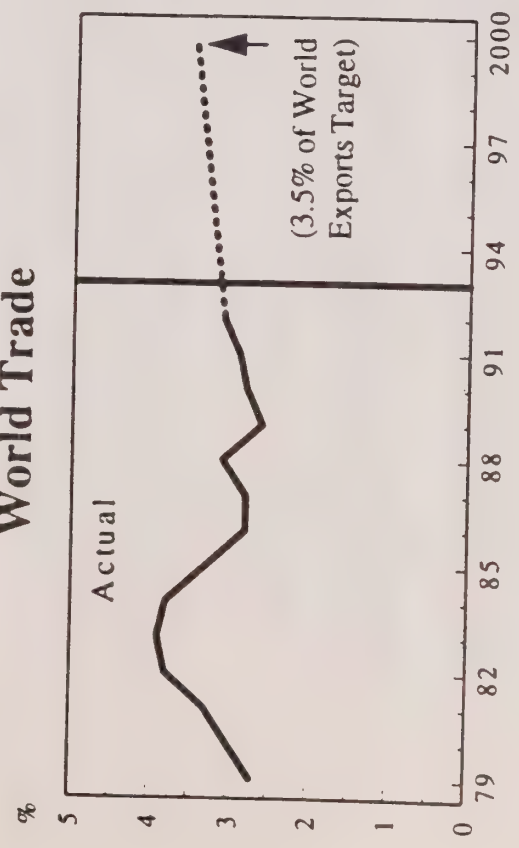
- TRENDS INDICATE IMPORTS MAY GROW FASTER THAN EXPORTS LEADING TO A DECLINING TRADE BALANCE
- CRITICAL TO MAINTAINING A POSITIVE TRADE BALANCE IS THE NEED FOR A COMPETITIVE INDUSTRY WHICH MEETS THE NEEDS OF BOTH THE INTERNATIONAL CUSTOMER AND OUR DOMESTIC PREFERENCES
- FOR 1993, THE CANADIAN MERCHANDISE TRADE BALANCE WAS \$9.5 BILLION, OF THIS, AGRICULTURE AND AGRI-FOOD REPRESENTED \$3.0 BILLION OR 31.6% OF THE TOTAL

Additional Information

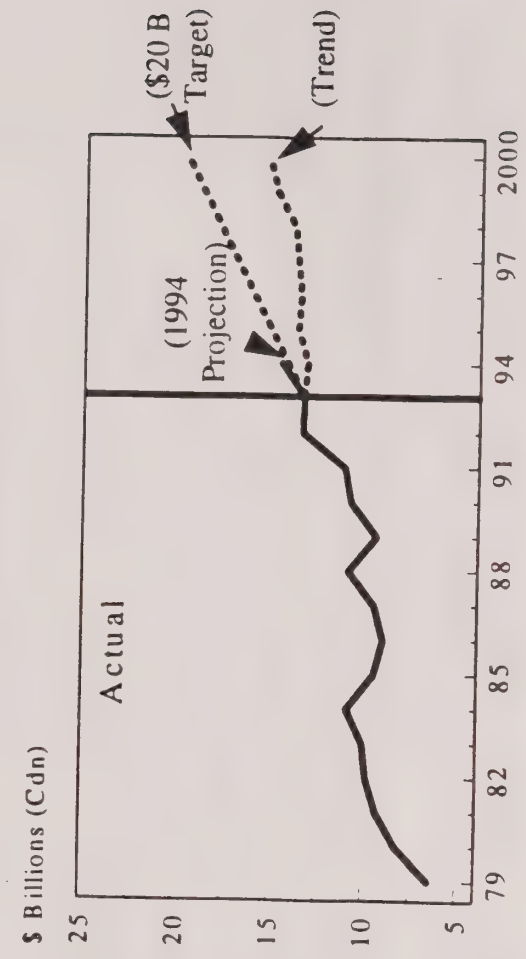
- Source of Data: - Statistics Canada, Trade Tapes & Agriculture and Agri-Food Canada, (excludes alcoholic beverages, water and manufactured tobacco)
- Trends based, in part, on projections from Agriculture and Agri-Food Canada's Medium Term Outlook Report were provided by the Economic Policy Analysis and Innovation Division, Agriculture and Agri-Food Canada

ACHIEVING AGRI-FOOD EXPORT TARGETS FOR 2000 WILL BE A MAJOR CHALLENGE AND INDUSTRY IS RESPONDING TO THE CHALLENGE

Canadian Exports as Share of
World Trade



Value of Canadian Exports



ACHIEVING AGRI-FOOD EXPORT TARGETS FOR YEAR 2000 WILL BE A CHALLENGE

- IN 1993, INDUSTRY, SUPPORTED BY FEDERAL AND PROVINCIAL AGRICULTURE MINISTERS, ADOPTED A CONCRETE TARGET FOR EXPORTS: TO REACH ANNUAL AGRI-FOOD SALES OF \$20.0 BILLION BY THE YEAR 2000
- IN JULY OF 1994, AGRICULTURE MINISTERS REAFFIRMED THE ORIGINAL TARGET AND ADDED A FURTHER TARGET OF ACHIEVING 3.5% OF WORLD TRADE. THIS COULD REPRESENT \$23.0 BILLION OR MORE BY THE YEAR 2000
- A COORDINATED EFFORT BY INDUSTRY AND GOVERNMENT TO ENHANCE OUR COMPETITIVE PERFORMANCE IS REQUIRED TO MEET THE CHALLENGE OF STRENGTHENING OUR TRADE PERFORMANCE
- EARLY 1994 TRADE FIGURES INDICATE THAT OUR AGRICULTURE AND AGRI-FOOD EXPORTS ARE UP 9.7% IN THE FIRST HALF OF 1994 TO \$7.06 BILLION AND ARE PROJECTED TO REACH ABOUT \$14.7 BILLION FOR THE YEAR, SLIGHTLY ABOVE THE TARGET LINE
- CONSTANT MONITORING OF CANADA'S AGRI-FOOD TRADE PERFORMANCE WILL BE NEEDED TO ASSESS PERFORMANCE AGAINST TARGETS

Additional Information

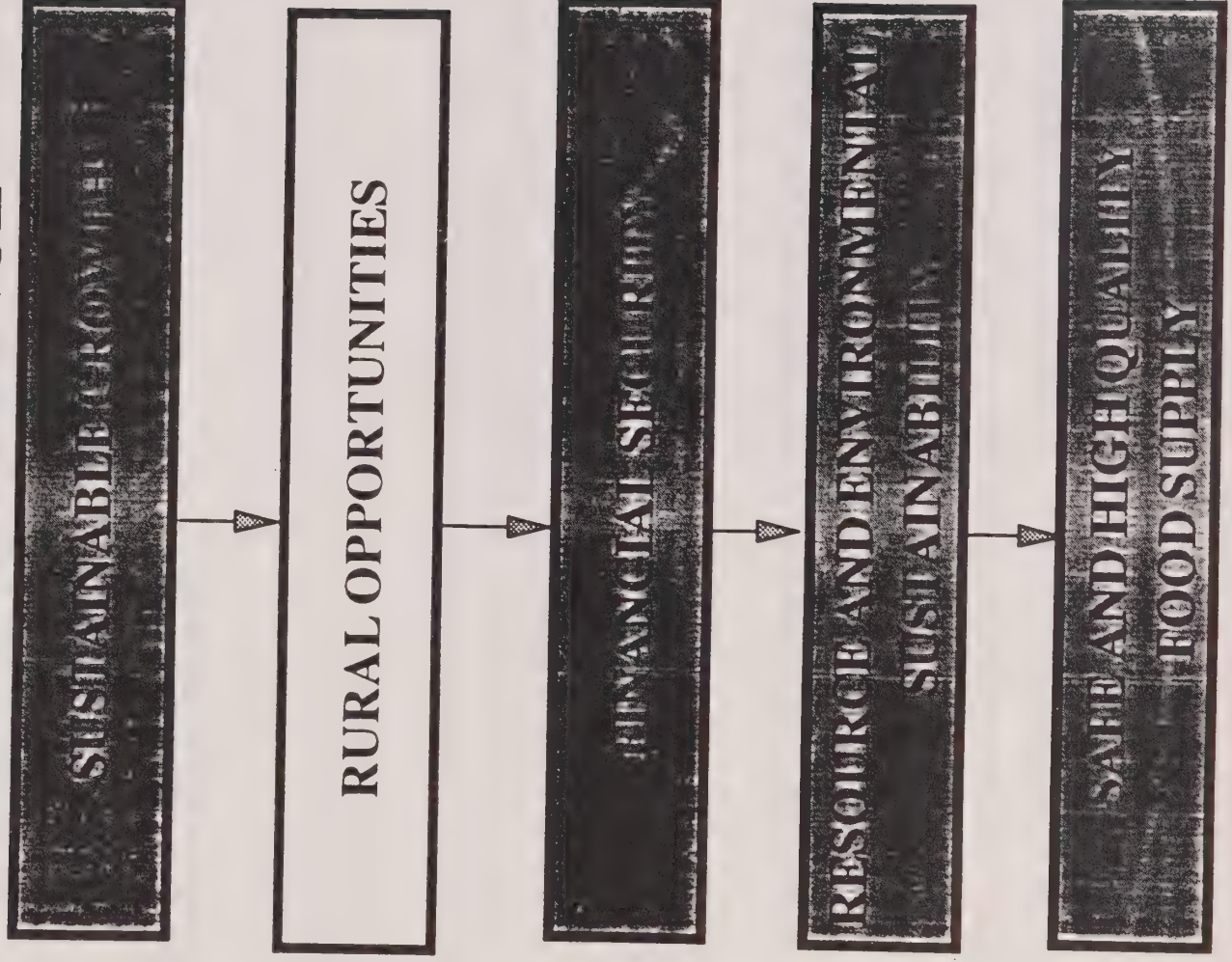
- Source of Data: - Statistics Canada, Trade Tapes and Agriculture and Agri-Food Canada (excludes alcoholic beverages, water and manufactured tobacco), data adjusted by the Office of Trade Evaluation, and the Economic Policy Analysis and Innovation Division, AAFC to include alcohol and tobacco
- \$20.0 billion target represents a 3.0% Canadian market share of projected world agriculture and agri-food exports (\$657 billion) by the year 2000
- \$23.0 billion target represents a 3.5% Canadian market share of projected world agriculture and agri-food exports (\$657 billion) by the year 2000

CONCLUSIONS

SUSTAINABLE GROWTH

- Canada will have to be extremely aggressive to meet its export targets of \$20B and 3.5% of world food trade by year 2000
- There will be significant growth opportunities in export markets. Canada is doing well in the U.S. market but will need to improve performance in other markets
- There will be growth opportunities in the Canadian market and trade liberalization will increase competition
- Bulk commodities will continue to be important income generators but Canada will have to move aggressively in processed products to benefit from world trade growth opportunities
- Canada continues to face several impediments to agri-food growth: low R&D in food processing, and higher costs in some areas of production and processing

PERFORMANCE



RURAL OPPORTUNITIES

“assist rural development by encouraging diversification and emphasizing the need to increase community-based value added production...” (Agriculture Platform p. 1)

- ★ Agriculture and Agri-Food growth can contribute to wealth generation and to improvement of quality of life of rural areas
- ★ Realizing rural community economic development opportunities requires the will and initiative of local people aided by effective tools
- ★ Need a joint approach federally, with provinces and with other stakeholders to meet rural challenges

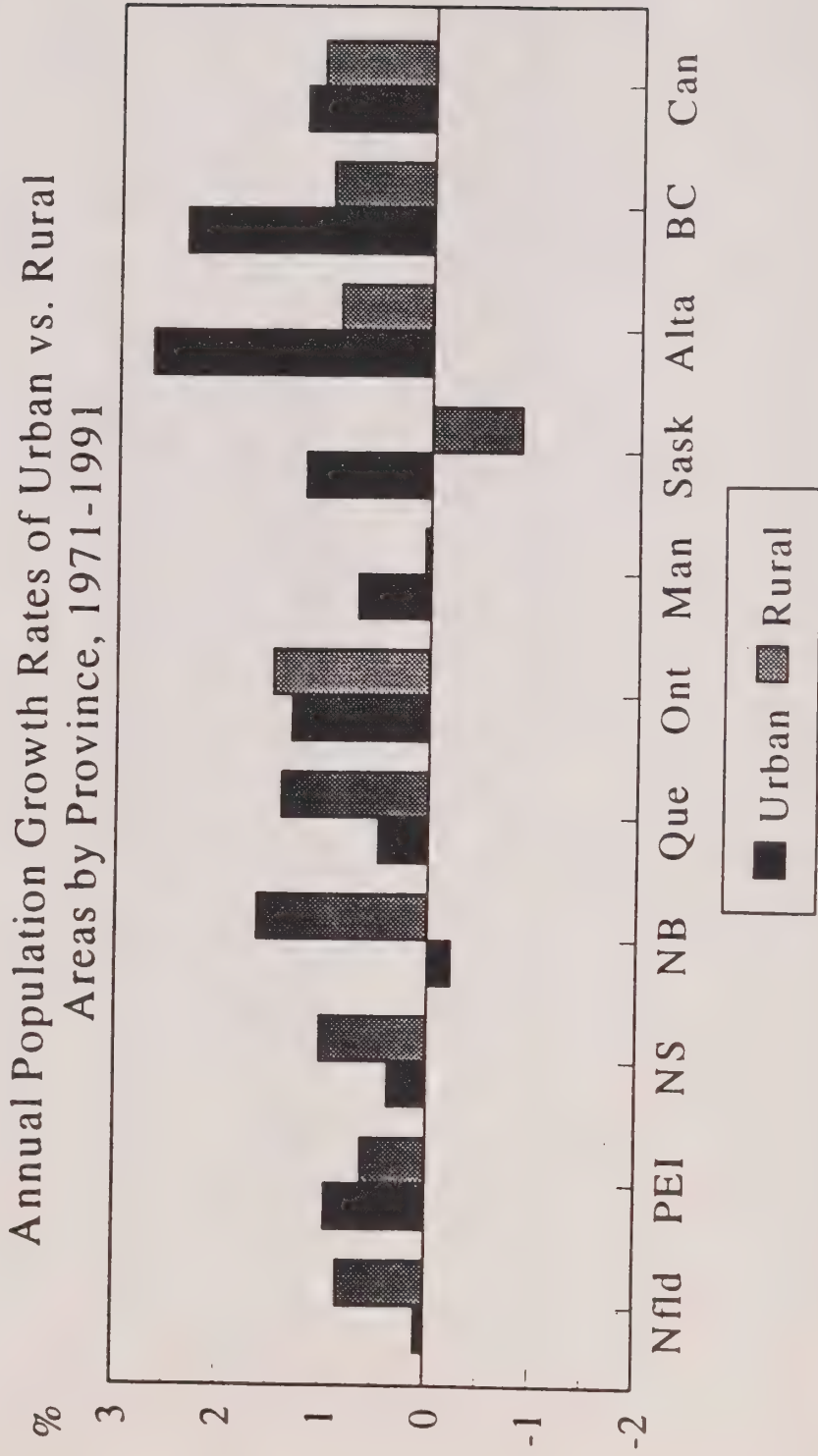
RURAL OPPORTUNITIES

- THE RELATIONSHIP BETWEEN RURAL COMMUNITIES AND THE AGRI-FOOD INDUSTRY IS SYMBIOTIC AS THE SECTOR RELIES ON THE COMMUNITIES FOR GOODS, SERVICES AND EMPLOYMENT OPPORTUNITIES, AND THE COMMUNITIES RELY ON FARMERS FOR BUSINESS
- THERE ARE OPPORTUNITIES FOR WEALTH GENERATION AND GROWTH THAT WILL BENEFIT ALL RURAL RESIDENTS -- THE COMMUNITY AND FARMERS ALIKE, INCLUDING:
 - DIVERSIFICATION OF RURAL ECONOMIC ACTIVITY, WHETHER FARM, NON OR OFF-FARM
 - INCREASED LOCAL VALUE-ADDED PROCESSING, PROVIDING NEW MARKETS FOR LOCAL PRODUCTION AND JOBS
 - THE "INFORMATION HIGHWAY" CAN HELP PRODUCERS TO MAXIMIZE THEIR RETURNS THROUGH ACCESS TO IMPROVED MARKET AND PRODUCTION INFORMATION. IT ALSO OFFERS OPPORTUNITIES FOR ALTERNATIVE ECONOMIC ACTIVITY AND FOR ACCESS TO SERVICES
- WE CAN OPTIMIZE THESE OPPORTUNITIES BY MAXIMIZING CO-OPERATION AMONG THE STAKEHOLDERS -- PRODUCERS, PROCESSORS AND HANDLERS, GOVERNMENTS AND OTHERS

RURAL OPPORTUNITIES

- Rural-urban population trends
- Rural business and employment

**RURAL CONCERNS VARY ACROSS CANADA AS
REFLECTED BY DIFFERENCES IN
POPULATION GROWTH RATES BY PROVINCE**



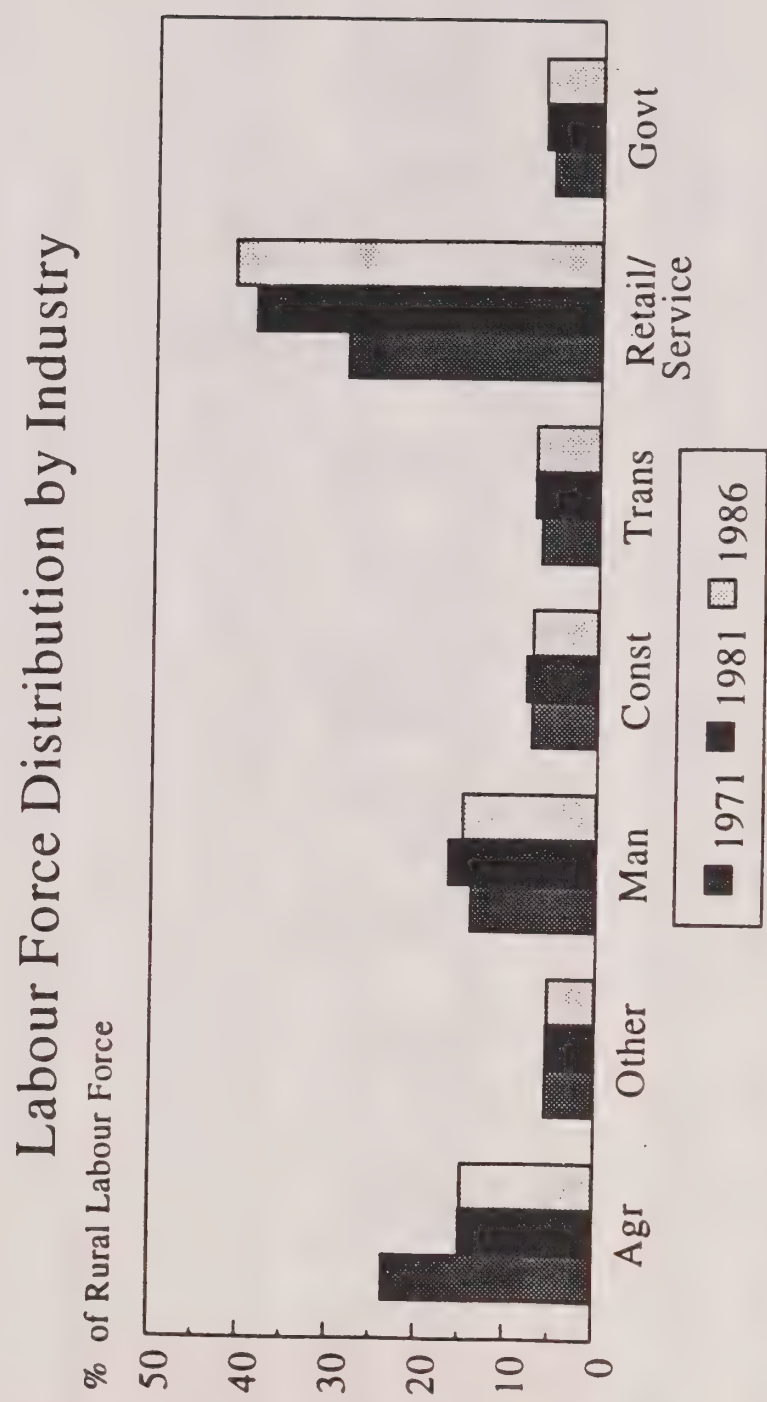
RURAL CONCERNS VARY ACROSS CANADA AND ARE REFLECTED IN POPULATION GROWTH RATES BY PROVINCE

- FROM ONTARIO EAST THE RURAL POPULATION HAS GROWN AT A FASTER RATE THAN THE URBAN POPULATION (EXCEPT PEI). THIS CAN BE PARTIALLY ATTRIBUTED TO INCREASES NEAR URBAN CENTRES
- URBAN ENCROACHMENT IS OF PARTICULAR CONCERN AND REFLECTS THE ADDED URBANIZATION PRESSURES ON RURAL AND AGRICULTURAL LAND USES, PARTICULARLY ON LIVESTOCK FARMS AND RURAL WATER SUPPLIES
- SASKATCHEWAN AND MANITOBA GROWTH RATES ARE NEGATIVE AND ZERO RESPECTIVELY. THIS IS REFLECTIVE OF INCREASED PRODUCTIVITY IN AGRICULTURE AND THE LIMITED EMPLOYMENT ALTERNATIVES IN RURAL AREAS
- WHERE TRENDS REFLECT DE-POPULATION, THIS CONTRIBUTES TO A SIGNIFICANT DECLINE IN ECONOMIC ACTIVITY AND RURAL SERVICES
- BRITISH COLUMBIA AND ALBERTA ARE A REFLECTION OF BOTH URBAN ENCROACHMENT AND DEPOPULATION, DEPENDING ON THE PROVINCIAL REGION
- PROVINCES WITH HIGHER LEVELS OF PROCESSING AND VALUE-ADDED INDUSTRIES APPEAR TO HAVE RESISTED DECLINES IN RURAL GROWTH RATES. THE OPPORTUNITIES AFFORDED BY THESE INDUSTRIES HELP TO RETAIN AND INCREASE THE RURAL POPULATION

Additional Information

- Source of Data: Statistics Canada, Census of Population, 1971-1991
- Statistics Canada definition of rural area for 1981, 1986 and 1991 refers to persons living outside centres with 1000 population and outside areas with 400 persons/km². Prior to 1981, definitions varied slightly but referred to populations outside centres of 1000 population
- Statistics Canada noted that rural growth can result from a reclassification by definition of some fringe urban centres to rural zones. This can be caused by population moves within a province or to another province, an example would be Atlantic Canada
- Both Canada and the U.S. experienced rural population increases during the 1970s. However, Saskatchewan and Manitoba reversed this trend during the 1980s (Statistics Canada)

AGRICULTURAL EMPLOYMENT IS STABLE IN RURAL AREAS
WHILE SERVICE INDUSTRY IS A GROWING EMPLOYER



AGRICULTURAL EMPLOYMENT IS STABLE IN RURAL AREAS

- ALTHOUGH THE SPECIFICS VARY BY REGION, EMPLOYMENT IN RURAL AREAS HAS SHIFTED FROM BEING AGRICULTURE BASED TO INCLUDE OTHER EMPLOYMENT OPPORTUNITIES SUCH AS MANUFACTURING AND SERVICES. THIS PROVIDES THE RURAL COMMUNITIES WITH A MIX OF FARM AND NON-FARM RESIDENTS
- THESE GROWTH INDUSTRIES PRESENT OFF-FARM INCOME DIVERSIFICATION OPPORTUNITIES THROUGH EMPLOYMENT WHICH CAN CONTRIBUTE TO FARM FAMILY INCOME
- THE AVAILABLE RURAL LABOUR POOL CAN SUPPORT NEW LOCAL PROCESSING OR OTHER ECONOMIC ACTIVITIES IN THE RURAL AREAS

Additional Information

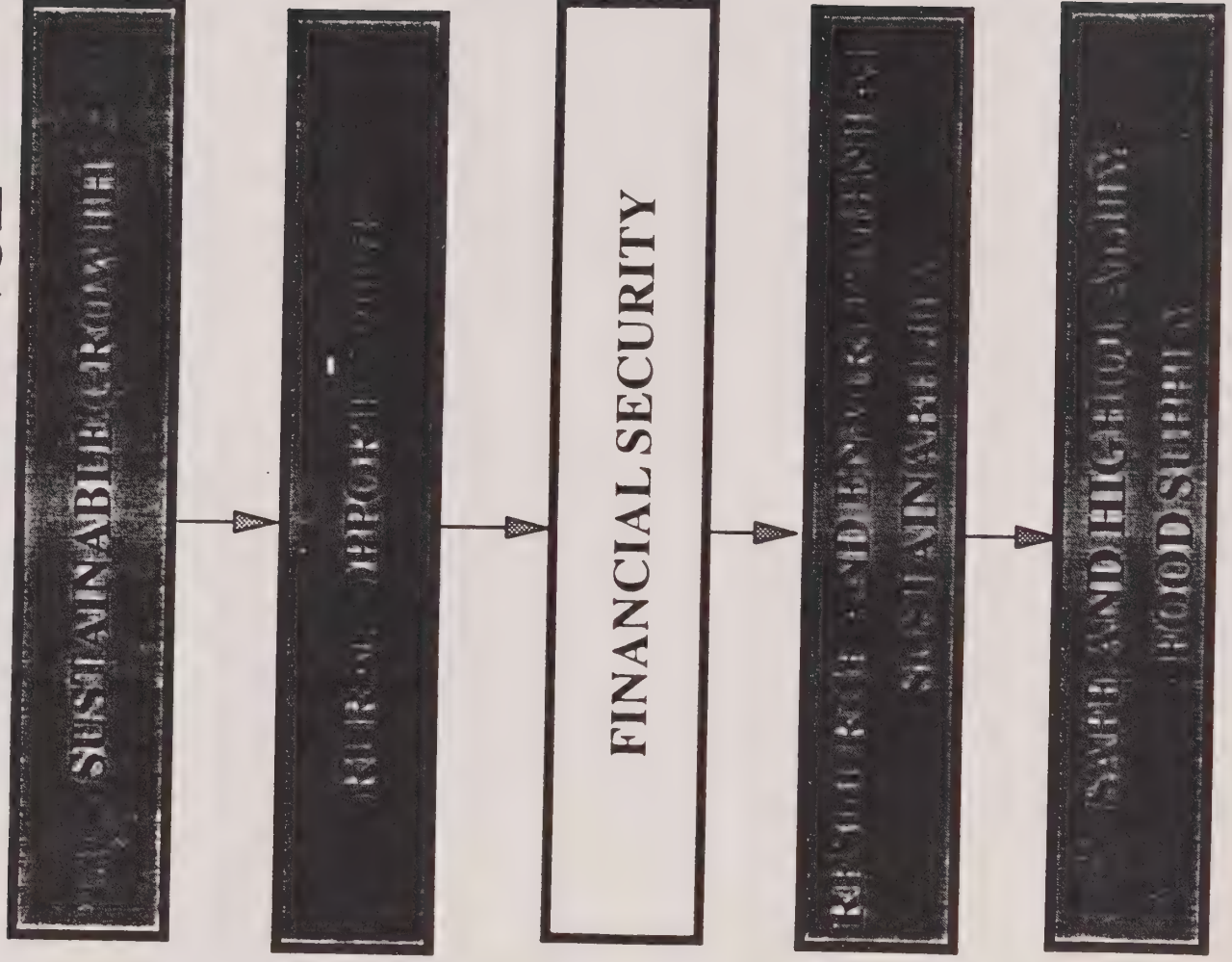
- Source of Data: Statistics Canada, Census of Population, 1971- 1991
- 1991 data is not available as agriculture was aggregated with other primary industries (mining, forestry and fishing) to make up a single primary statistics category

CONCLUSIONS

RURAL OPPORTUNITIES

- Rural opportunities and challenges vary significantly across Canada reflecting different kinds of population trends and pressures
- Need a flexible approach to rural opportunities, closely coordinated with provinces
- Fostering rural community economic development based partly on growth in the agri-food industry can help sustain the quality of life in rural areas

PERFORMANCE



FINANCIAL SECURITY

"...ensure adequate returns to farmers, processors, and other efficient managers in the system" (Agriculture Platform p. 1)

★ Financial security that comes increasingly from growth in the market-place as governments manage resources to bring their deficits under control

- the family farm business will continue to be an efficient means of achieving financial security at the primary production level
- expectation that a well-managed, full-time farming operation should be able to earn a reasonable return and be a safe working environment
- recognizes the shift in society towards families with more than one source of income, the importance of off farm income and the role of farm women
- recognizes there is a role for government in helping to manage production and market risks to stabilize farm income without distorting production and marketing decisions
- minimizing barriers to inter-generational transfer
- stable investment climate to facilitate reasonable profits for processing, distribution and retail sectors

FINANCIAL SECURITY

- THE KEY ELEMENT ABOUT FINANCIAL SECURITY IS THAT SECURITY WILL ULTIMATELY COME FROM GROWTH AND DIVERSITY IN THE MARKET-PLACE, RATHER THAN FROM GOVERNMENT PROGRAMS
- WELL-MANAGED, FULL-TIME FARMS SHOULD BE ABLE TO EARN A REASONABLE INCOME, ALTHOUGH IT MAY STILL BE SUPPLEMENTED WITH OFF-FARM INCOME
- THE SHIFT BY FARM FAMILIES TO MULTIPLE SOURCES OF INCOME IS CONSISTENT WITH THE SHIFT IN SOCIETY GENERALLY AND SHOULD NOT BE VIEWED AS A FAILURE OF THE FAMILY FARM
- PRODUCTION AND MARKETING RISKS WILL STILL NECESSITATE A ROLE FOR GOVERNMENT IN HELPING TO STABILIZE INCOME WITHOUT DISTORTING PRODUCTION OR MARKETING SIGNALS
- INTER-GENERATIONAL TRANSFER IS AFFECTED BY THE AGE OF FARMERS AND THEIR GENERAL FINANCIAL SITUATION

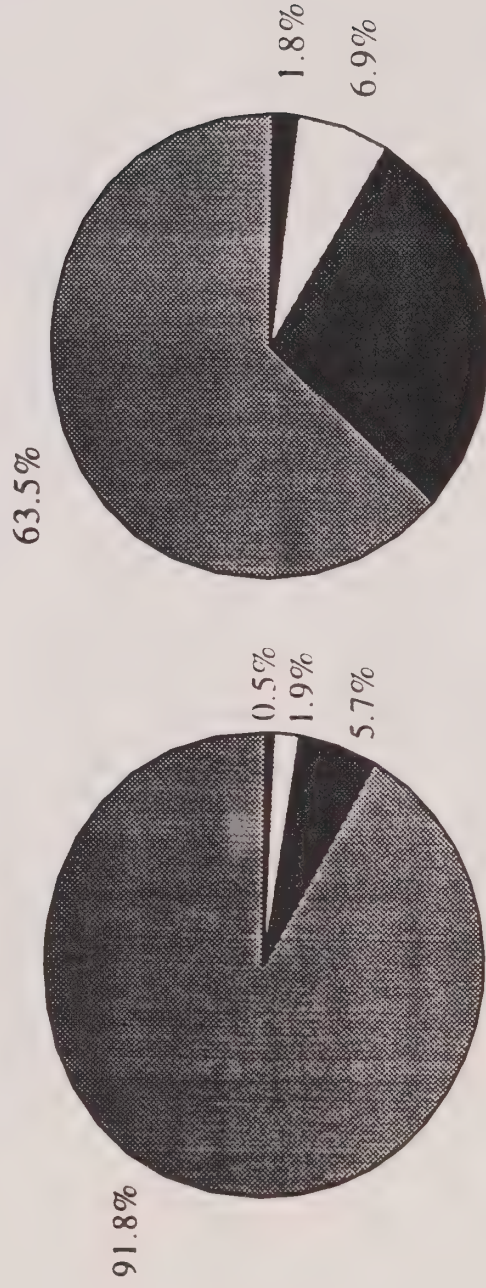
FINANCIAL SECURITY

- Farm business arrangements
- Farm income
 - income trends
 - income sources
- Debt situation
- Government support
 - sources of support
 - distribution between growth and security
- Processing

FAMILY FARM BUSINESS ARRANGEMENTS CONTINUE TO DOMINATE FARM STRUCTURES

1971

1991



Total: 366,110

Total: 280,043

■ Individual or Family ■ Partnership □ Family Corporation ■ Other

FAMILY FARM BUSINESS ARRANGEMENTS CONTINUE TO DOMINATE FARM STRUCTURES

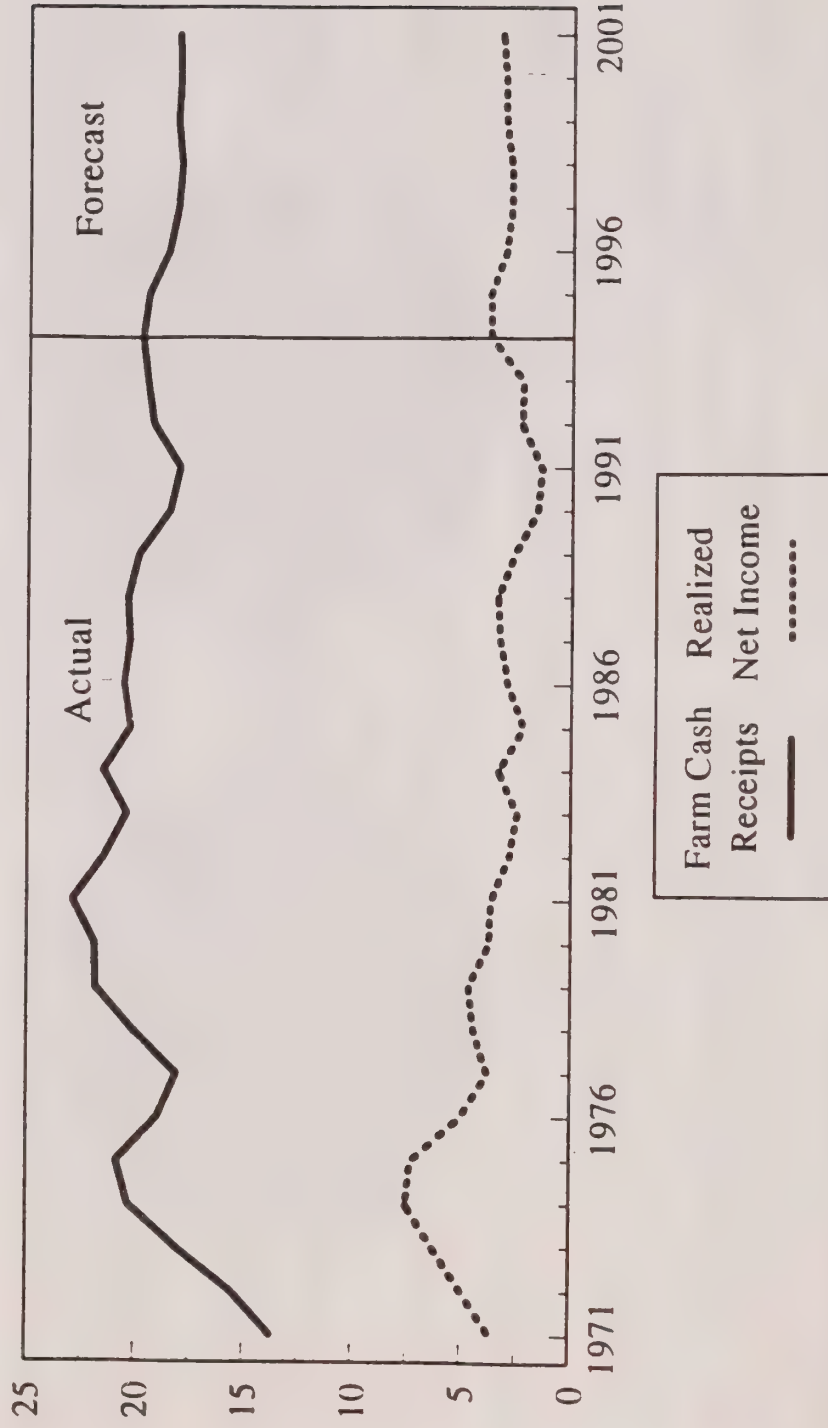
- THE FAMILY FARM UNIT IS THE FOUNDATION OF CANADIAN AGRICULTURE. CORPORATE FARMING REMAINS A SMALL PART OF THE CANADIAN FARM STRUCTURE
- CANADIAN FARM CENSUS FIGURES FROM 1971 AND 1991 SHOW THAT THE TOTAL NUMBER OF CANADIAN FARMS DECLINED BY ABOUT 86,000 BETWEEN 1971 AND 1991
- FAMILY FARMS RESTRUCTURED INTO OTHER BUSINESS ARRANGEMENTS, PARTNERSHIPS AND FAMILY CORPORATIONS
- TOTAL PERCENT OF FAMILY ORIENTED FARMS DID NOT CHANGE SIGNIFICANTLY FROM 1971 TO 1991 (99.5% VS 98.3%)
- PARTIAL EXPLANATION FOR THE MOVE TO MORE FARM FAMILY PARTNERSHIPS WAS THE CHANGE IN THE 1991 CENSUS TO THE PARTNERSHIP DEFINITION TO INCLUDE MORE OPERATORS PER FARM. THIS REFLECTED THE REALITY THAT MULTIPLE FAMILY MEMBERS, IN PARTICULAR, FARM WOMEN, WERE AN EQUAL PART OF THE FARMING OPERATION
- THE U.S. FARM STRUCTURE IS NOT SIGNIFICANTLY DIFFERENT THAN IN CANADA. FAMILY OR INDIVIDUAL FARMS INCLUDING PARTNERSHIPS, AND FAMILY CORPORATE FARMS COMPRISE 99% OF ALL FARMS CLASSIFIED BY THE U.S. CENSUS. IN FACT, INCLUDING COOPERATIVES, ESTATES, TRUST AND INSTITUTIONAL AND CORPORATE FARMS OTHER THAN FAMILY ORIENTED, THEY ACCOUNT FOR LESS THAN 1% OF THE TOTAL U.S. FARMS

Additional Information

- Source of Data: - Statistics Canada, Census of Agriculture, 1971-1991
- U.S Bureau of Census, 1986
- Prior to 1991, the Census allowed for only one operator per farm. In 1991, this changed to allow secondary and tertiary operators to be reported. This resulted in a representation which more accurately reflected the number of farm women and other family members who were involved in the farm
- Family farm is defined as a farm with one or more family members or unattached adults engaged in the day to day operations and management of the farm. Sales levels for census purposes are: pre-1986, over \$50; 1986, over \$250; 1991, any farm operation reporting sales of agricultural products

MEDIUM TERM INCOME FORECAST SHOWS STABILITY

Real Farm Cash Receipts vs Realized Net Income, 1971-2001
\$ Billions (\$1986)



Future Directions 1994

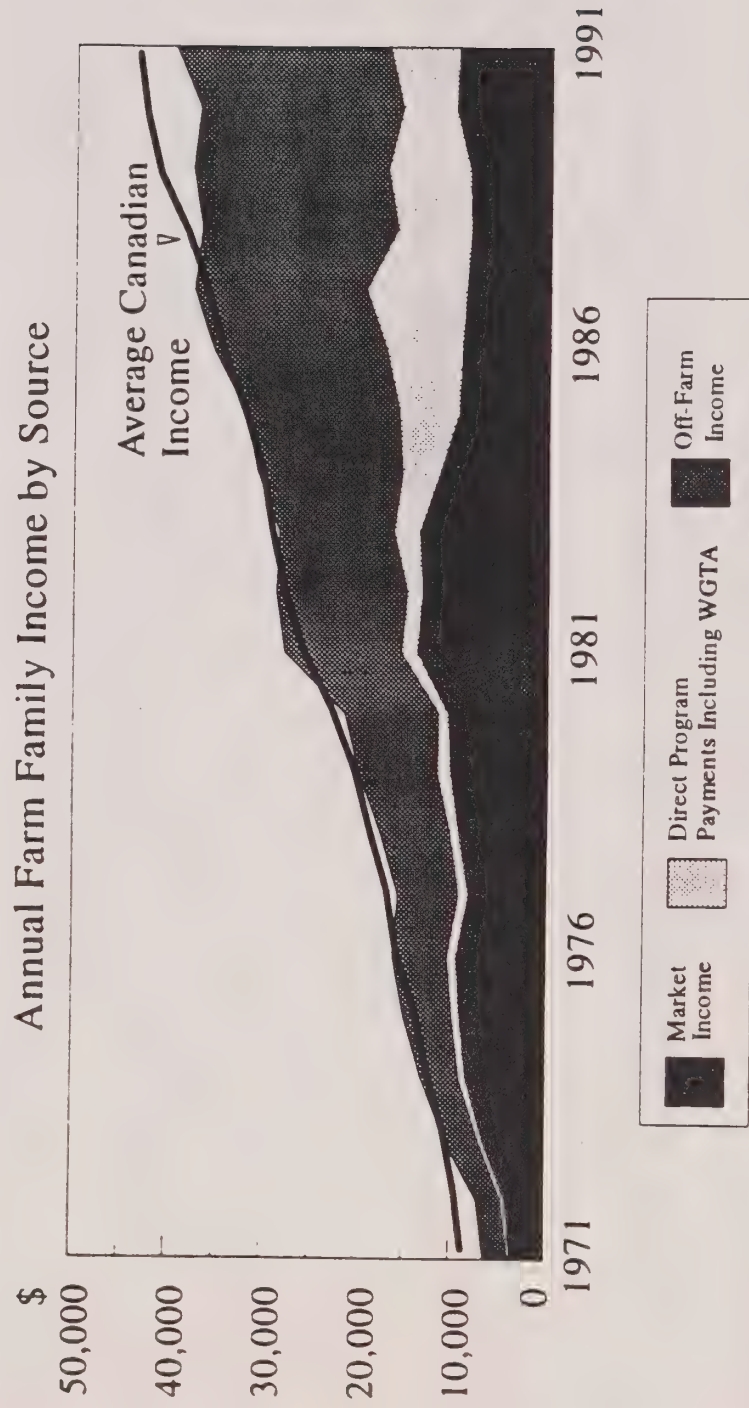
MEDIUM TERM INCOME FORECAST SHOW STABILITY

- FARM CASH RECEIPTS AND REALIZED NET FARM INCOME ARE FORECAST TO GROW SLIGHTLY FOR THE PERIOD TO 2000
- THE FORECAST IN REAL DOLLARS TAKES INTO ACCOUNT THE IMPLEMENTATION OF NEW GATT RULES AND CONTINUED LEVELS OF PROGRAM FUNDING IN THE FUTURE THAT ARE CONSISTENT WITH THESE RULES
- THE FORECAST IS RELATIVELY FLAT AND DOES NOT REFLECT THE GROWTH THAT COULD COME FROM A BOOST IN EXPORTS OR PRICES

Additional Information

- Source of Data: Statistics Canada, Unpublished data, 1994
- Projections from Agriculture and Agri-Food Canada's Medium Term Outlook Report were provided by the Economic Policy Analysis and Innovation Division, Agriculture and Agri-Food Canada
- Farm cash receipts are the proceeds from the sale of farm products plus government transfer payments. Realized net income consists of farm cash receipts minus operating expenses and depreciation plus income in kind and is the return to the farm operator's labour, management and equity
- Figures shown are in real dollars (1986), thereby reflecting the effect of inflation

OFF-FARM INCOME IS A GROWING SOURCE OF INCOME FOR AVERAGE CANADIAN FARM FAMILY



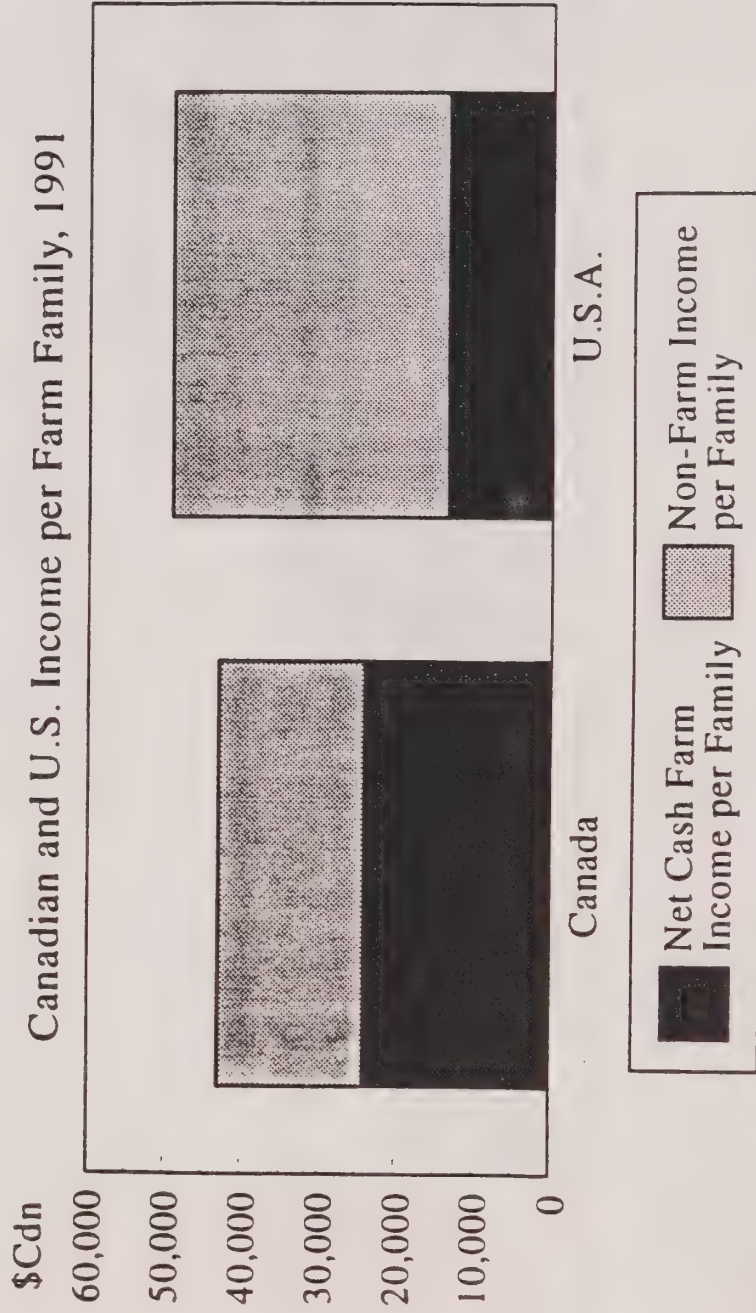
OFF-FARM INCOME IS A GROWING SOURCE OF INCOME

- ANNUAL FARM FAMILY INCOME IS DERIVED FROM MANY SOURCES AND HAS BECOME AN IMPORTANT SOURCE OF STABILITY FOR FARM FAMILIES IN RECENT YEARS. SOURCES ARE:
 - FARMING OPERATIONS
 - GOVERNMENT SUPPORT PAYMENTS
 - OFF-FARM EMPLOYMENT AND INVESTMENTS
- AVERAGE FARM FAMILY INCOME HAS BEEN ON PAR WITH AVERAGE CANADIAN FAMILY INCOME EXCEPT IN RECENT YEARS, REFLECTING LOWER GRAINS AND OILSEEDS PRICES AND A SLOW-DOWN IN INDUSTRY GROWTH. THE SITUATION IS NOW BEGINNING TO IMPROVE AS FARMERS DIVERSIFY
- THE FARM FAMILY TREND TO ALTERNATE SOURCES OF INCOME REFLECTS THE SAME TREND IN SOCIETY TOWARD MULTIPLE INCOME EARNERS IN A FAMILY
- THE PRAIRIES HAVE FEWER OFF-FARM EMPLOYMENT OPPORTUNITIES, BUT EVEN THERE THE TREND IS THE SAME

Additional Information

- Source of Data: Survey of Consumer Finances, 1992 and Statistics Canada
- Farm family is defined as families and unattached adults with one individual reporting net farm income as the major source of income. Income of the farm family is taken after depreciation

OFF-FARM INCOME IS LESS IMPORTANT IN CANADA THAN IN THE U.S.



OFF-FARM INCOME IS LESS IMPORTANT IN CANADA THAN IN U.S.

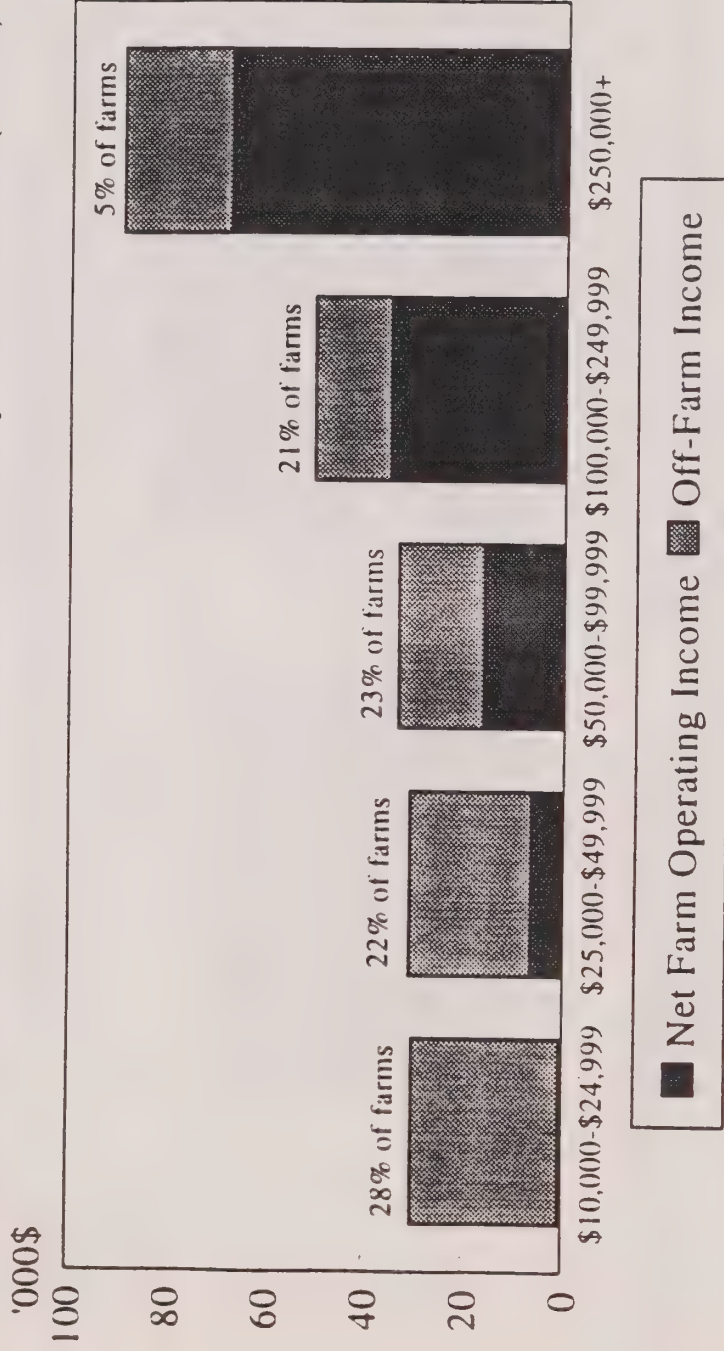
- THE AVERAGE CANADIAN FARM FAMILY INCOME IS SLIGHTLY LOWER THAN THE U.S. BUT A GREATER PROPORTION OF THE INCOME COMES FROM FARMING OPERATIONS
- EFFECTIVE MARKETING OF CANADIAN AGRI-FOOD PRODUCTS HAS RESULTED IN A LARGER MARKET RETURN FOR CANADIAN PRODUCERS

Additional Information

- Source of Data: - Farm Financial Survey, 1992 (Canada)
- Farm Costs and Returns Survey, 1992 (U.S.)
- Farm is defined as an agricultural operation with gross agricultural sales greater than \$ 2,000

SMALLER FARMS HAVE HIGHER PROPORTION OF OFF-FARM INCOME

Operating Income and Off-Farm Income By Sales Class (1992)



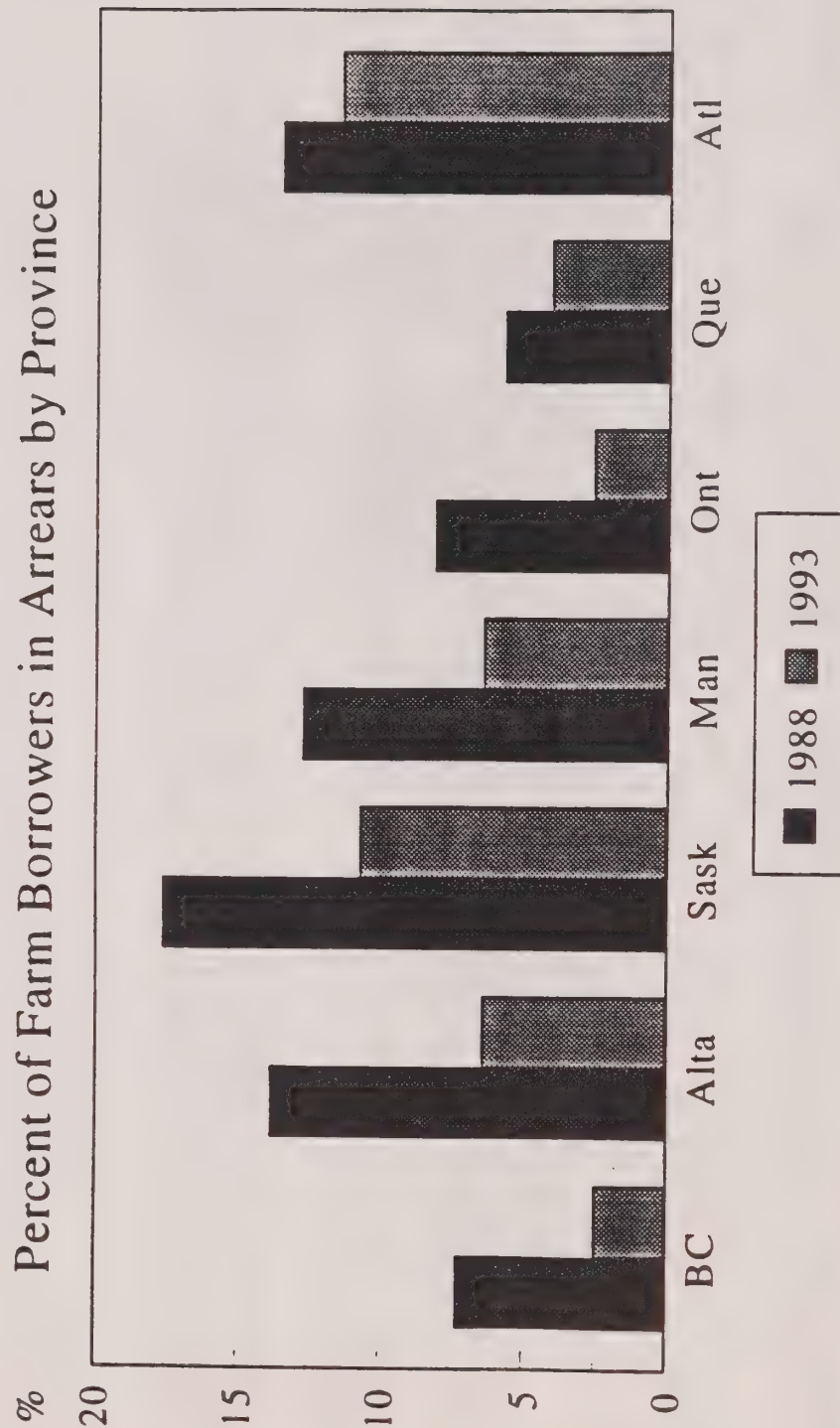
SMALLER FARMS HAVE HIGHER PROPORTION OF OFF-FARM INCOME

- SMALLER FARMS ARE MORE HEAVILY DEPENDENT ON OFF-FARM SOURCES OF INCOME, WHILE LARGER FARMS DERIVE A GREATER PROPORTION OF INCOME FROM FARMING OPERATIONS
- ABOUT 50% OF THE TOTAL 280,000 FARMS HAVE LITTLE OR NO NET FARM INCOME. FAMILY INCOME IS DEPENDENT ON OFF-FARM SOURCES. THESE "FARMS" ARE MORE APPROPRIATELY SEEN AS INCOME SUPPLEMENTS FOR PEOPLE IN SOME OTHER LINE OF WORK. INCLUDING THESE FARMS IN OVERALL STATISTICS TENDS TO SEVERELY DISTORT THE FARM INCOME SITUATION
- FARMS WITH \$100,000 IN SALES AND OVER REPRESENT ABOUT 26% OF THE FARMS BUT ACCOUNT FOR ABOUT 75% OF TOTAL PRODUCTION (NUMBERS VARY SOMEWHAT DEPENDING ON THE SOURCE OF DATA BUT THE TREND IS THE SAME)
- FARMS WITH UNDER \$50,000 IN SALES REPRESENT ABOUT 52% OF THE FARMS AND ACCOUNT FOR ABOUT 10% OF SALES PRODUCTION
- THE TOTAL NUMBER OF FARMS IS DECLINING BUT THE NUMBER OF LARGER FARMS WITH SALES OF \$100,000 OR OVER INCREASED BY 174% OVER THE LAST TWENTY YEARS. THIS IS A VERY POSITIVE SIGN FOR THE LONG TERM FINANCIAL STABILITY OF THE INDUSTRY

Additional Information

- Source of Data: - Statistics Canada, Tax Filer Database
- Agriculture and Agri-Food Canada
- Census of Agriculture, 1971-1991
- Large farms with sales greater than \$100,000 in constant 1990 dollars

DEBT BECOMING LESS OF A PROBLEM FOR MOST FARMERS; FOR SOME STILL A PROBLEM



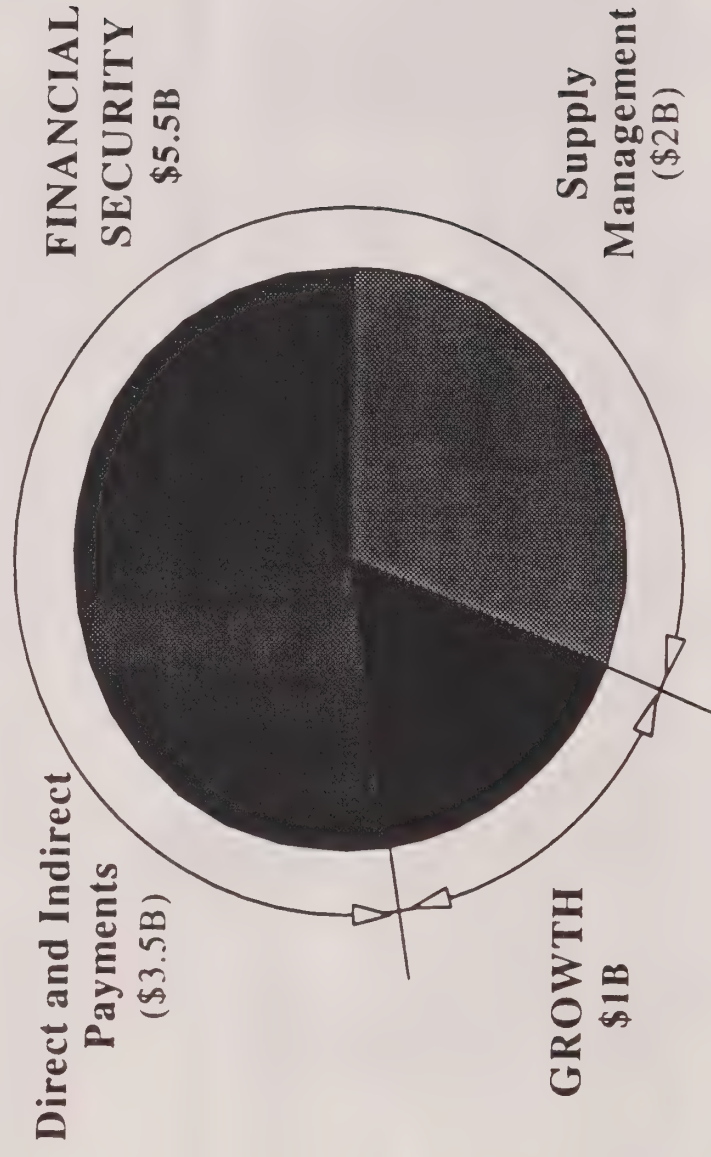
DEBT BECOMING LESS OF A PROBLEM FOR MOST FARMERS

- THE OVERALL DEBT SITUATION AS MEASURED BY ARREARS HAS IMPROVED SINCE 1988
- THE TOTAL DEBT OUTSTANDING STILL REMAINS AT ABOUT \$22 BILLION, BUT IS NOW HELD BY PRODUCERS BEST ABLE TO HANDLE IT
- THIS DEBT ADJUSTMENT PROCESS HAS POSED MANY INDIVIDUAL HARDSHIPS BUT THE INDUSTRY IS NOW IN A BETTER POSITION TO MANAGE DEBT WITH IMPROVING CASH FLOW AND EQUITY POSITIONS
- A SIGN OF A HEALTHIER INDUSTRY IS THAT THE PRIMARY SECTOR HAS AN EQUITY RATIO OF GREATER THAN 82%
- THERE HAVE BEEN CONCERNS THAT, GIVEN THE FARM FINANCIAL SITUATION AND AN AGING FARMER POPULATION, THE INTER-GENERATIONAL TRANSFER OF FARMS HAS SLOWED
- FARMERS DO AVERAGE ABOUT TWELVE YEARS OLDER THAN THE GENERAL WORKING POPULATION
- BUT THIS AGE DIFFERENTIAL HAS CHANGED LITTLE OVER THE PERIOD BETWEEN 1971 AND 1991. ACTUALLY, FARMERS ARE GETTING OLDER AT A SLIGHTLY SLOWER PACE THAN THE GENERAL WORKING POPULATION
- THE PROCESS OF INTER-GENERATIONAL TRANSFER IS AFFECTED BY THE FARM FINANCIAL SITUATION AND THE AGE OF FARMERS

Additional Information

- Source of Data: - Farm Credit Corporation and other agricultural lenders (provincial credit agencies and commercial lenders)
 - Farm Financial Surveys, 1992

TOTAL FEDERAL AND PROVINCIAL GOVERNMENT SUPPORT FOR CANADIAN INDUSTRY IS FOCUSED ON PRODUCER SECURITY, 1993



Source: Producers Subsidy Equivalents, OECD Monitoring and Outlook, 1994

TOTAL FEDERAL AND PROVINCIAL SUPPORT FOR CANADIAN INDUSTRY IS FOCUSED ON PRODUCER SECURITY

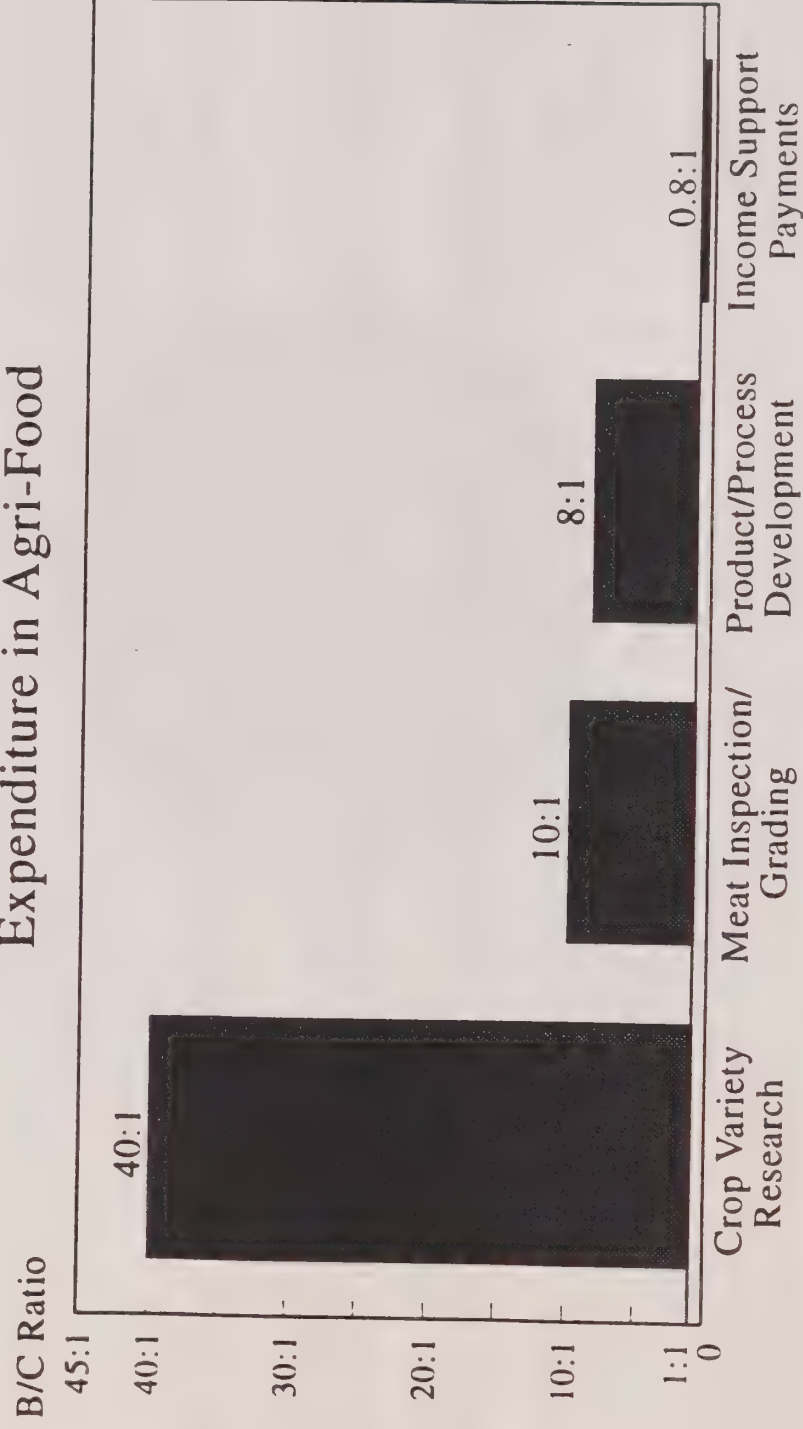
- PRODUCER SUBSIDY EQUIVALENTS (PSEs) FOR CANADA, DEVELOPED BY THE OECD, INDICATE THAT 83% OF GOVERNMENT SUPPORT (INCLUDING TRANSFERS FROM GOVERNMENTS AND CONSUMERS) IS DIRECTED TO FINANCIAL SECURITY OBJECTIVES, SUCH AS:
 - MARKET PRICE SUPPORT, PRIMARILY SUPPLY MANAGEMENT
 - DIRECT PAYMENTS (eg. GRIP, NISA, CROP INSURANCE)
 - REDUCTION OF INPUTS (eg. PROPERTY TAX REBATES AND WGTA SUBSIDY)
- THE FIGURES FOR GROWTH INCLUDE EXPENDITURES ON MARKETING, RESEARCH, INSPECTION, RURAL DEVELOPMENT, ENVIRONMENTAL, ETC
- BY COMPARISON, 17% OF SUPPORT IS ALLOCATED TO GROWTH ENHANCING MEASURES, SUCH AS RESEARCH, MARKET DEVELOPMENT, ETC. A LARGE PORTION OF THE EXPENDITURES ON RESEARCH AND INSPECTION ARE FOR MAINTAINING COMPETITIVENESS
- CANADIAN PSEs IN 1992 RANKED HIGHER THAN U.S. AND AUSTRALIA AND ARE ONLY SLIGHTLY BELOW THE E.U.

Additional Information

- Source of Data: Detailed Tables, (table 13, January 18, 1994) Underlying Producer Subsidy Equivalents for OECD Monitoring and Outlook, 1994
- PSE is a measure of the total benefits producers receive from direct and indirect as well as regulatory support

INVESTMENT IN GROWTH RESULTS IN LARGE PUBLIC AND PRIVATE BENEFITS

Benefit / Cost Ratios for Type of Government
Expenditure in Agri-Food



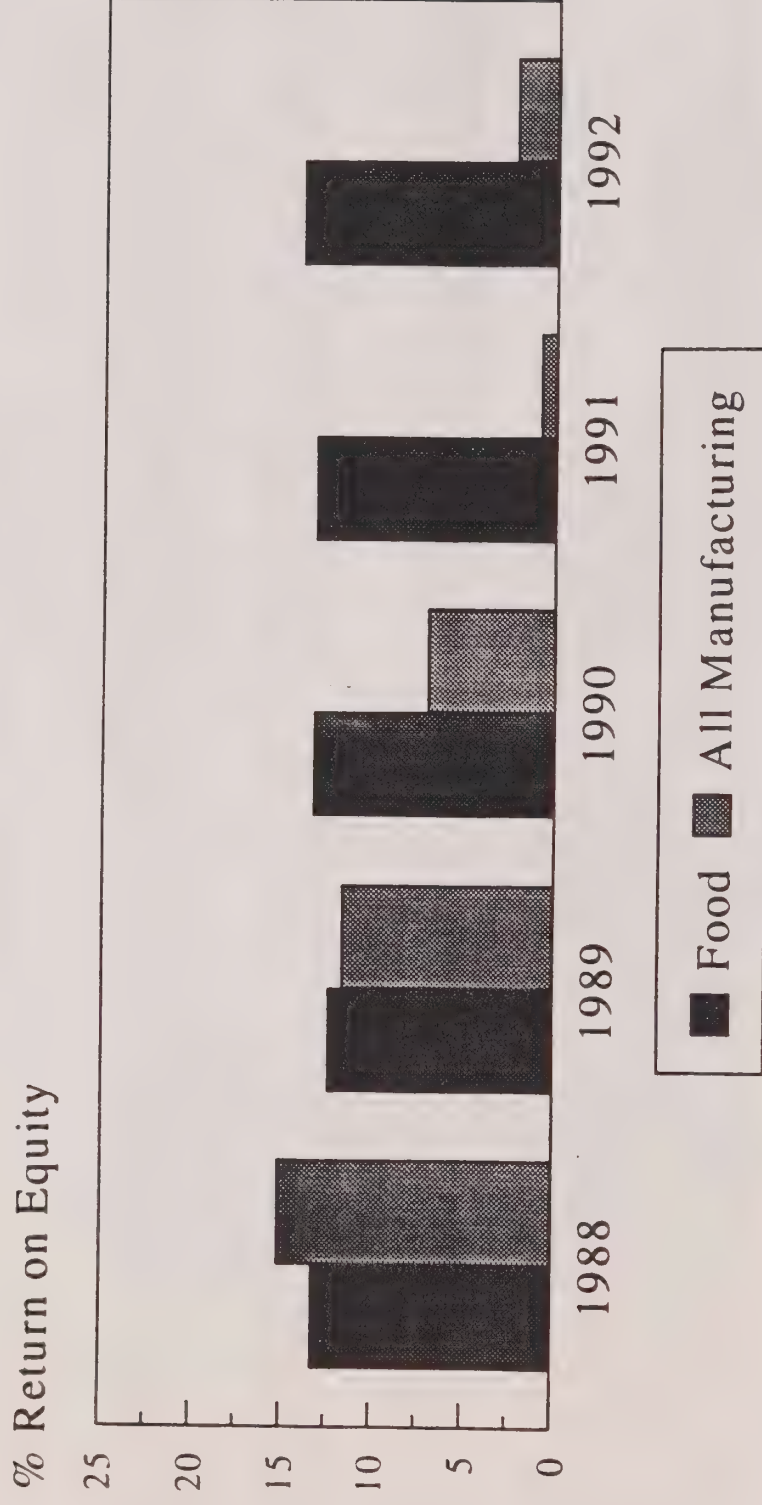
INVESTMENT IN GROWTH RESULTS IN LARGE PUBLIC AND PRIVATE BENEFITS

- STUDIES (DR. GEORGE BRINKMAN, ET AL) DEMONSTRATE THAT RETURNS ON PUBLIC EXPENDITURES STRONGLY FAVOUR INVESTMENTS IN PRODUCTIVITY AND GROWTH ENHANCING MEASURES SUCH AS:
 - CROP RESEARCH AND DEVELOPMENT WHICH HAS A 30 - 40 TO 1 BENEFIT/COST RATIO (B/C)
 - LIVESTOCK HEALTH AND GRADING WHICH IS 8-10 TO 1 B/C RATIO
 - PILOT SCALE PRODUCT AND PROCESS DEVELOPMENT WHICH SHOWS A 6-8 TO 1 B/C RATIO;
 - INCOME SUPPORT AND STABILIZATION PROGRAMS WHICH HAVE NEGATIVE TO ZERO BENEFITS
- THE RESULTS ARE BASED ON HISTORIC DATA AND ARE INDICATIVE ONLY OF THE DIRECTION OF BENEFITS FOR RESEARCH. FOR EXAMPLE, THIS STUDY ONLY LOOKED AT PARTICULAR TYPES OF RESEARCH (ie. VARIETAL) AND CANNOT BE GENERALIZED TO INCLUDE ALL RESEARCH
- THE BENEFITS DO DEMONSTRATE BOTH THE PUBLIC BENEFITS OF SUCH EXPENDITURES AND ALSO THE POTENTIAL FOR PRIVATE INVESTMENT IN RESEARCH, AS WELL AS PARTIAL COST RECOVERY FOR INSPECTION, FOR EXAMPLE
- EVEN THOUGH BENEFITS ARE GENERALLY LOW FOR INCOME SUPPORT, THERE ARE OTHER REASONS, SUCH AS MARKET INSTABILITY AND "PRICE WARS" WHICH CAN NECESSITATE TRANSFERS TO PRODUCERS TO SUSTAIN FARM INCOME, AND IN TURN, TO SUSTAIN THE INTERDEPENDENT SERVICES THAT SUPPLY AGRICULTURE

Additional Information

- Source of Data: Audit and Evaluation Branch, Agriculture and Agri-Food Canada

PROFITABILITY OF FOOD PROCESSING INDUSTRY HIGHER AND MORE STABLE THAN OTHER MANUFACTURING, 1988 - 1992



PROFITABILITY OF FOOD PROCESSING INDUSTRY IS HIGHER AND MORE STABLE

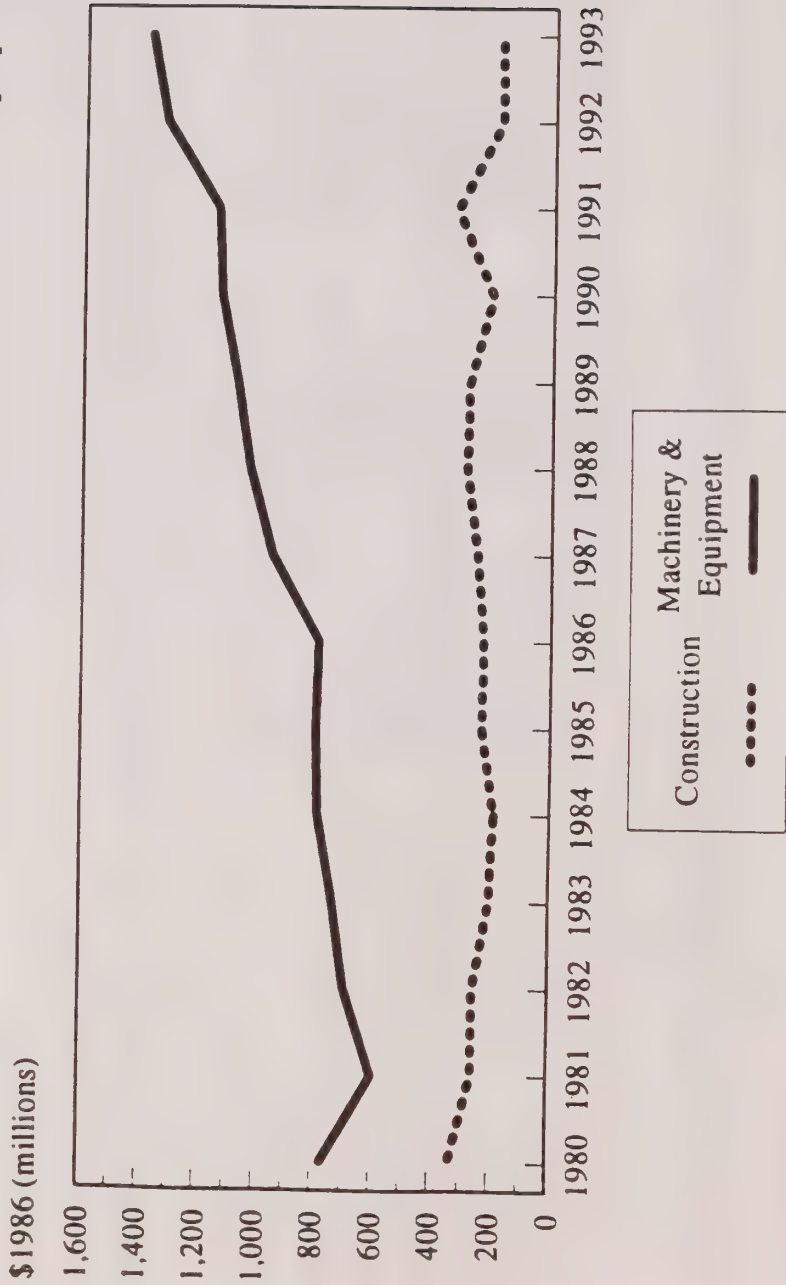
- THE FOOD PROCESSING INDUSTRY HAS BEEN SHOWN TO BE MORE STABLE AND PROFITABLE THAN OTHER MANUFACTURING IN RECENT YEARS
- INDUSTRY IS MORE RECESSION RESISTANT THAN OTHER MANUFACTURING AND WAS ABLE TO RETAIN PROFIT MARGINS THROUGH THE LATE 1980s. MANY OTHER SECTORS ARE NOW FORECASTED TO REGAIN THEIR PRE-1991 PROFITABILITY
- THE ACTUAL NUMBER OF BUSINESS LOCATIONS WAS REDUCED BUT THE NUMBER OF FIRMS DOING BUSINESS REMAINED THE SAME. IMPORTS REPLACED SOME DOMESTIC PROCESSED PRODUCT
- EMPLOYMENT LEVELS WERE RELATIVELY STABLE DUE TO SMALLER FIRMS ENTERING THE MARKET
- RETURN ON INVESTMENT FOR FOOD PROCESSING FROM 1985-89 WAS 12.8% AND FOR ALL MANUFACTURING, IT WAS 11.3%
- FACILITATING STRONG PRODUCER, PROCESSOR, LABOUR AND DISTRIBUTOR PARTNERSHIPS CAN HELP IMPROVE THE BUSINESS CLIMATE

Additional Information

- Source of Data: Statistics Canada, Corporations Financial Survey, 1993

FOOD & BEVERAGE INDUSTRY REFURBISHING TO MAKE
MORE PROFITABLE USE OF EXISTING FACILITIES
RATHER THAN INVESTING IN NEW CONSTRUCTION

Real Capital Expenditures on Construction and Machinery and Equipment



FOOD AND BEVERAGE INDUSTRY REFURBISHING TO MAKE MORE PROFITABLE USE OF EXISTING FACILITIES

- INDUSTRY RESTRUCTURING OCCURRED DURING THIS PERIOD AND FIRMS INVESTED IN MODERNIZATION OF MACHINERY AND EQUIPMENT IN ORDER TO MAKE MORE EFFICIENT USE OF EXISTING PROCESSING PLANTS
- INVESTMENT IN PLANT CONSTRUCTION HAS REMAINED FLAT IN RECENT YEARS, DUE IN PART TO UNCERTAINTY ABOUT GOVERNMENT REGULATIONS, PRODUCT SUPPLY AND LABOUR COSTS
- PRODUCTIVITY INCREASES ALLOWED THE INDUSTRY TO MAINTAIN STABLE MARGINS

Additional Information

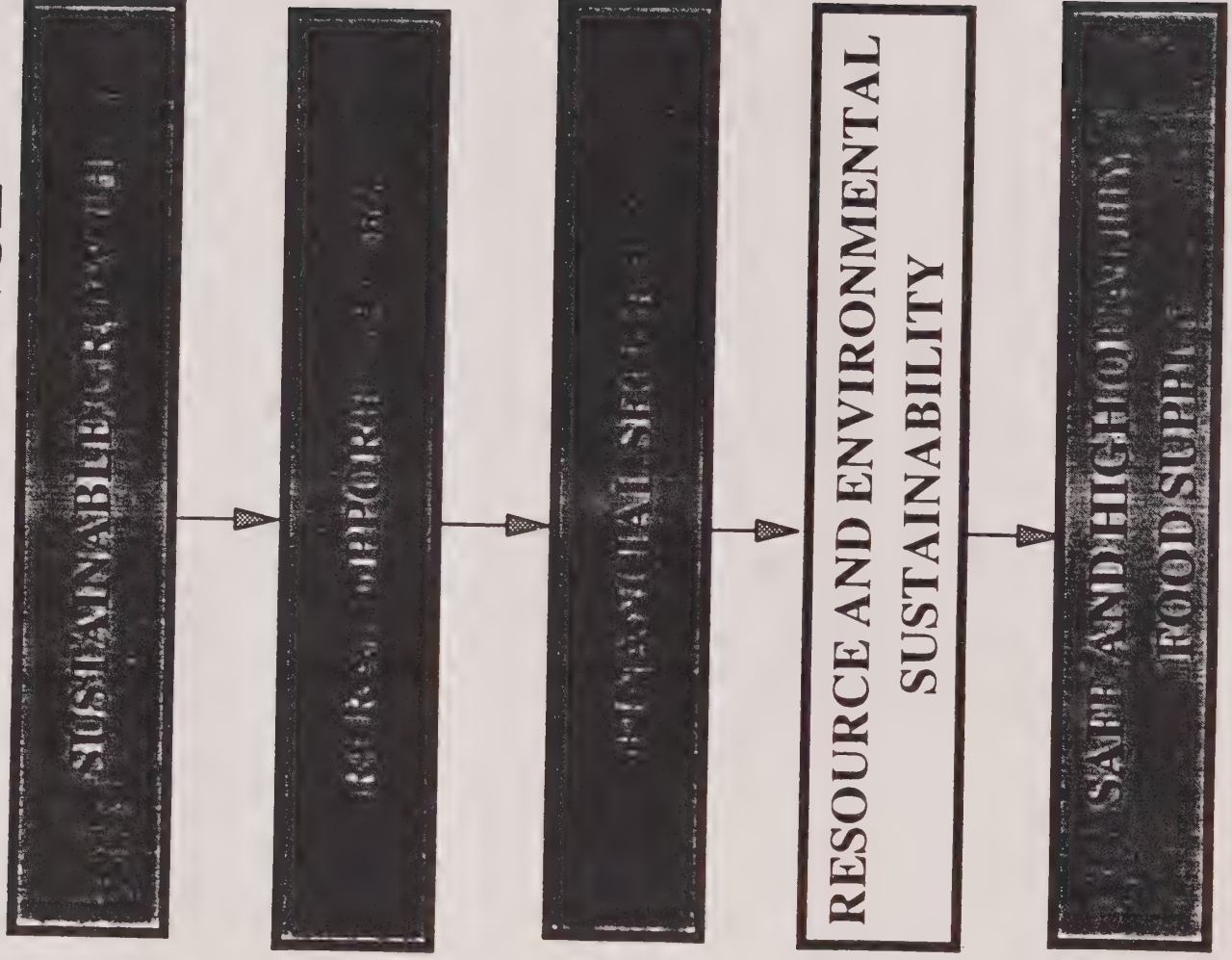
- Source of Data: Statistics Canada, Investment and Capital Stock Division, April 1993

CONCLUSIONS

FINANCIAL SECURITY

- Producers are adapting to income realities of the 1980's and 1990's
- Most government agri-food expenditures have been targeted at providing passive income support; little has been done to foster economic growth
- Financial security for the industry must come increasingly from the market-place as governments respond to fiscal deficits and global trade arrangements
- Restructuring and financial stability in domestic food and beverage processing industry provides a strong foundation for export growth

PERFORMANCE



RESOURCE & ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY

"Sustainable agri-food systems are those that are economically viable...while conserving and enhancing Canada's natural resources and the quality of the environment for future generations." (Agriculture Platform p. 2)

★ Sustainability that balances social, economic and environmental considerations

★ Sustainability that is based on:

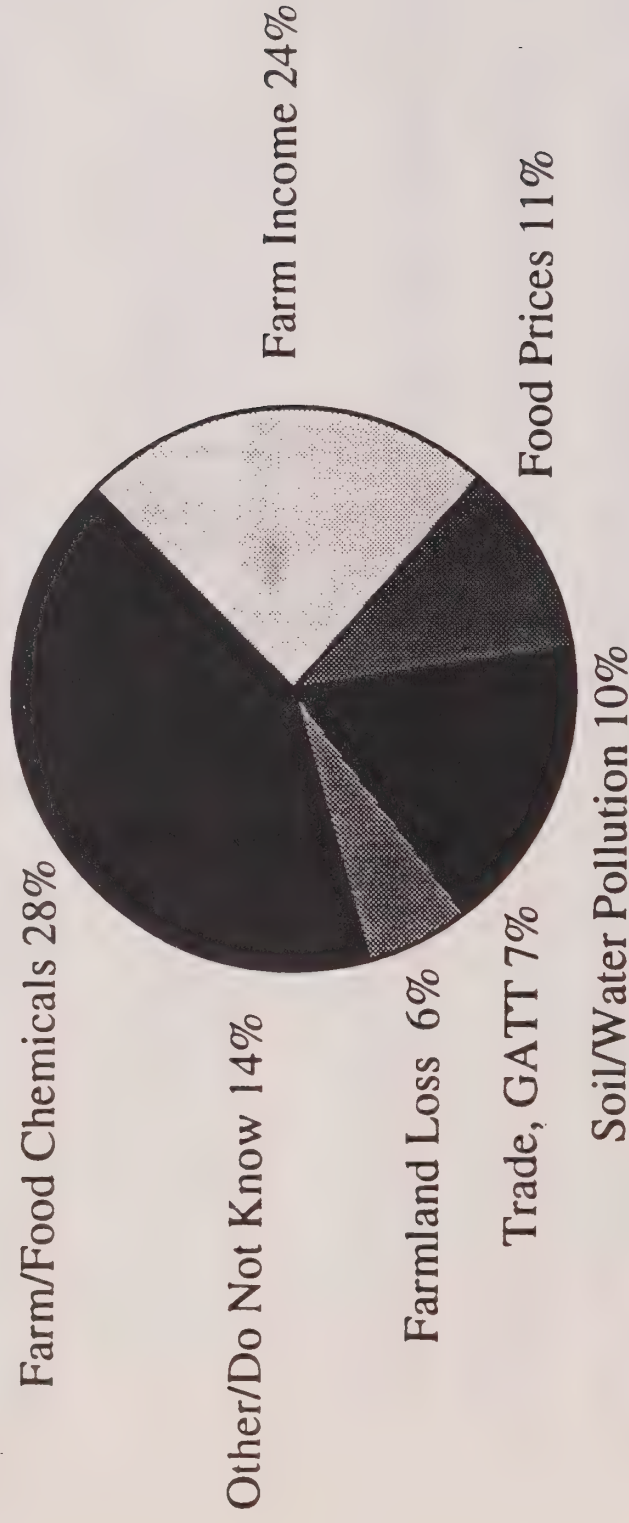
- Maintaining both the farm resource base and the surrounding ecosystems
- Adopting technology and practices to effectively manage the resource base and to protect the environment

RESOURCE AND ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY

- INCREASED ENVIRONMENTAL AWARENESS WILL AFFECT TRADE, INVESTMENT, FARM PRACTICES AND FOOD SAFETY
- CANADIAN AGRICULTURE'S PERFORMANCE ON ENVIRONMENTAL ISSUES IS GOOD BUT CONTINUED IMPROVEMENT IS ESSENTIAL TO ACHIEVE LONG-TERM ENVIRONMENTAL AND ECONOMIC OBJECTIVES
- CANADIAN FARMERS HAVE PROVEN TO BE RESPONSIVE IN ADOPTING ENVIRONMENTALLY SUSTAINABLE PRACTICES
- OUR ENVIRONMENTALLY FAVOURABLE IMAGE WILL PROVIDE BENEFITS AND ACHIEVE PREMIUMS IN OUR INTERNATIONAL MARKETING EFFORTS

USE OF CHEMICALS IS CANADIANS' GREATEST AGRICULTURAL CONCERN

April 1993



USE OF CHEMICALS IS CANADIANS' GREATEST AGRICULTURAL CONCERN

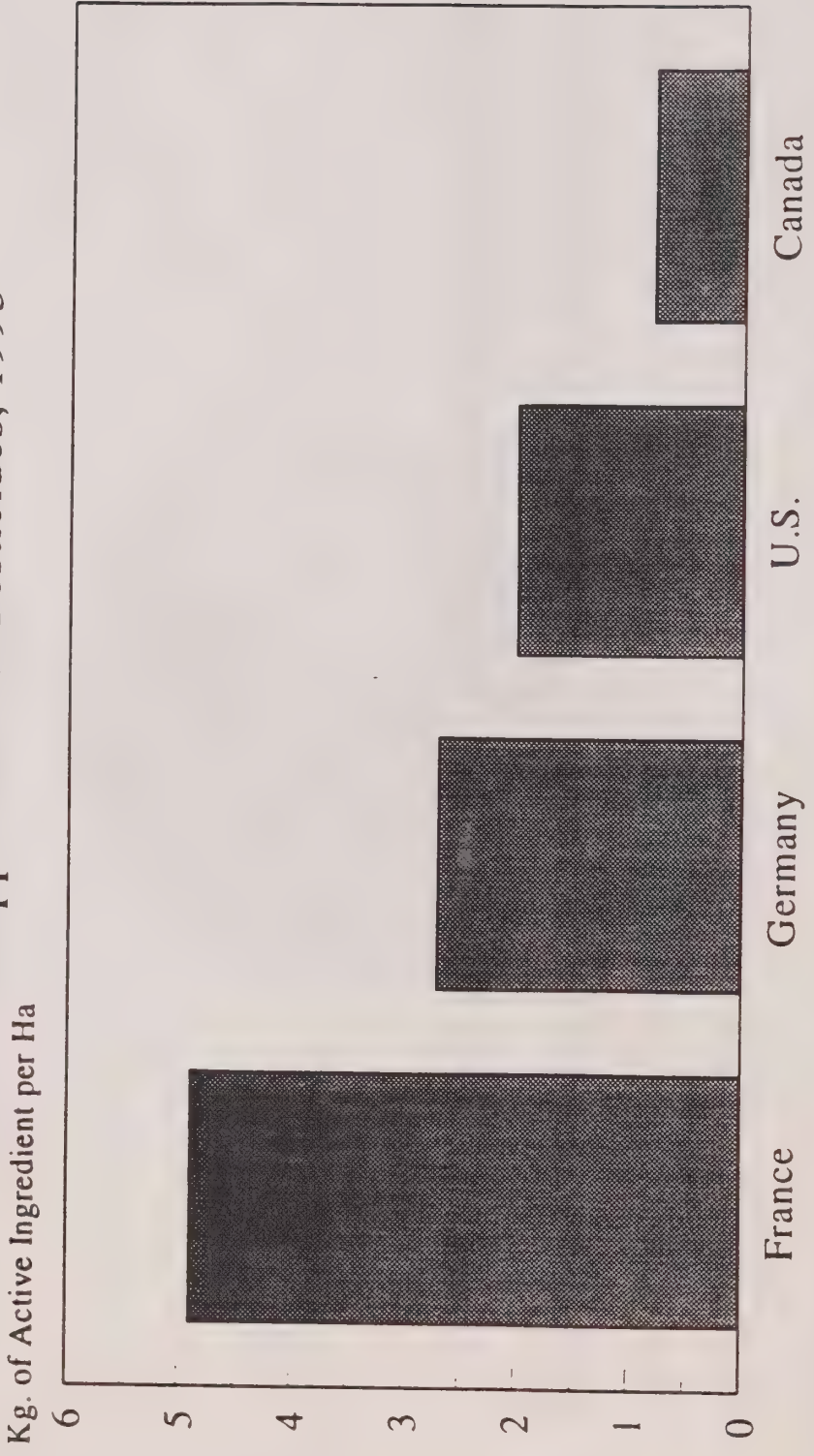
- CANADIANS ARE CONCERNED OVER THEIR FOOD SUPPLY AND ITS QUALITY AND SAFETY
- FARMERS ARE CONCERNED ABOUT THE USE OF CHEMICALS AND THE IMPACT ON THE ENVIRONMENT
- CONTINUED IMPROVEMENT ON ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY REQUIRES THE DIFFUSION OF SOUND TECHNOLOGIES AND PRACTICES (eg. INTEGRATED PEST MANAGEMENT, LOW TILLAGE)
- THE INDUSTRY IS MAKING CHANGES TO PRACTICES THAT ARE MORE ENVIRONMENTALLY SUSTAINABLE

Additional Information

- Source of Data: The Environmental Monitor, April 1993

PESTICIDE USE IS LOW IN CANADA COMPARED WITH OTHER COUNTRIES

Rates of Application of Pesticides, 1993



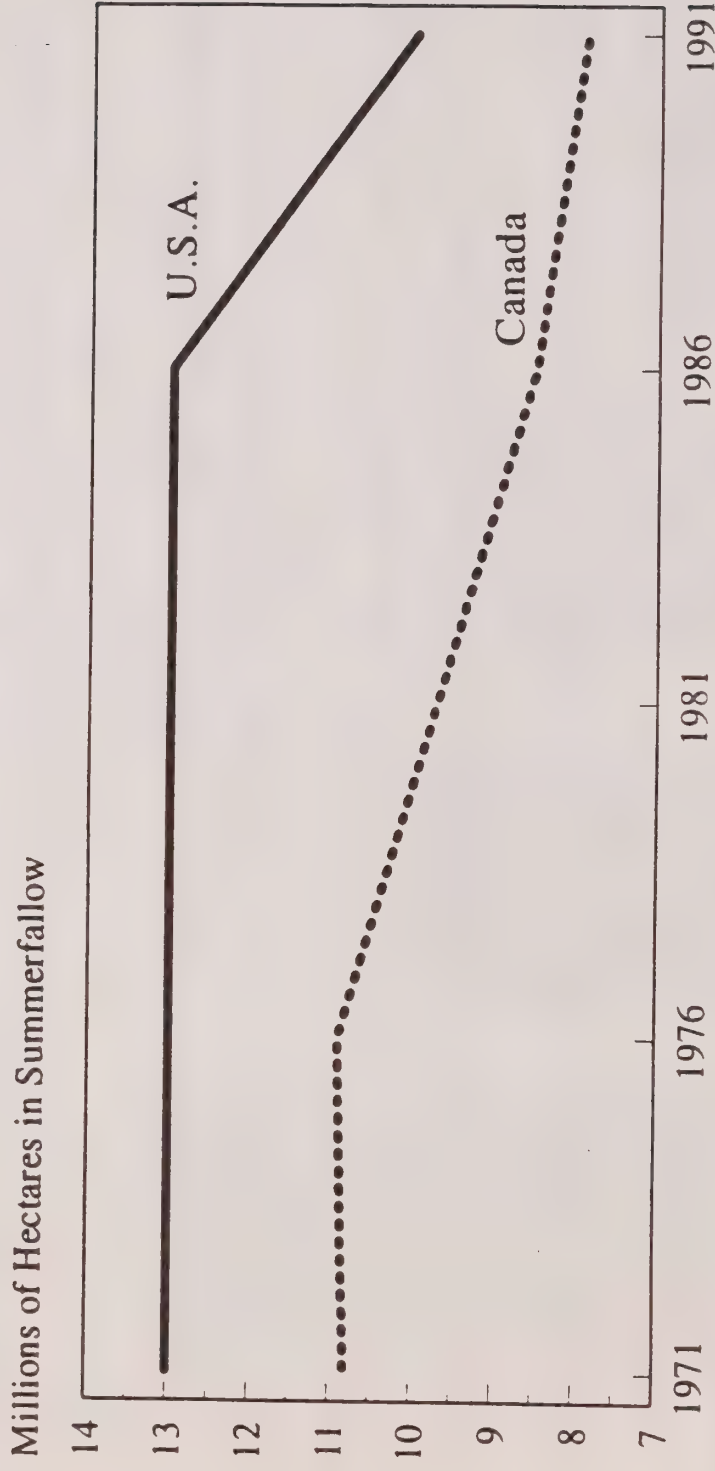
PESTICIDE USE IS LOW IN CANADA COMPARED WITH OTHER COUNTRIES

- CANADA HAS REDUCED ITS CHEMICAL USE LEVELS
- PESTICIDE USAGE IN CANADA IS SIGNIFICANTLY LOWER THAN LEVELS USED IN MANY OTHER COUNTRIES
- THIS LOW USAGE ENHANCES BOTH OUR DOMESTIC AND INTERNATIONAL REPUTATION FOR HIGH QUALITY, SAFE FOOD PRODUCTS
- CANADA CAN USE THIS RECOGNIZED QUALITY AS A MAJOR MARKETING TOOL
- LESS PESTICIDE USE COMBINED WITH SHIFTING TILLAGE PRACTICES LEADS TO LESS SOIL DEGRADATION AND LESS POLLUTION OF THE ENVIRONMENT
- LESS INTENSIVE USE OF FERTILIZERS AND PESTICIDES IN CANADIAN AGRICULTURE MEANS:
 - LOWER INPUT COSTS
 - LESS POLLUTION/DEGRADATION OF THE RESOURCE BASE AND SURROUNDING ECOSYSTEM

Additional Information

- Source of Data: - OECD, 1993
 - Agriculture and Agri-Food Canada

REDUCING SUMMERFALLOW IS REDUCING SOIL DEGRADATION



REDUCING SUMMERFALLOW

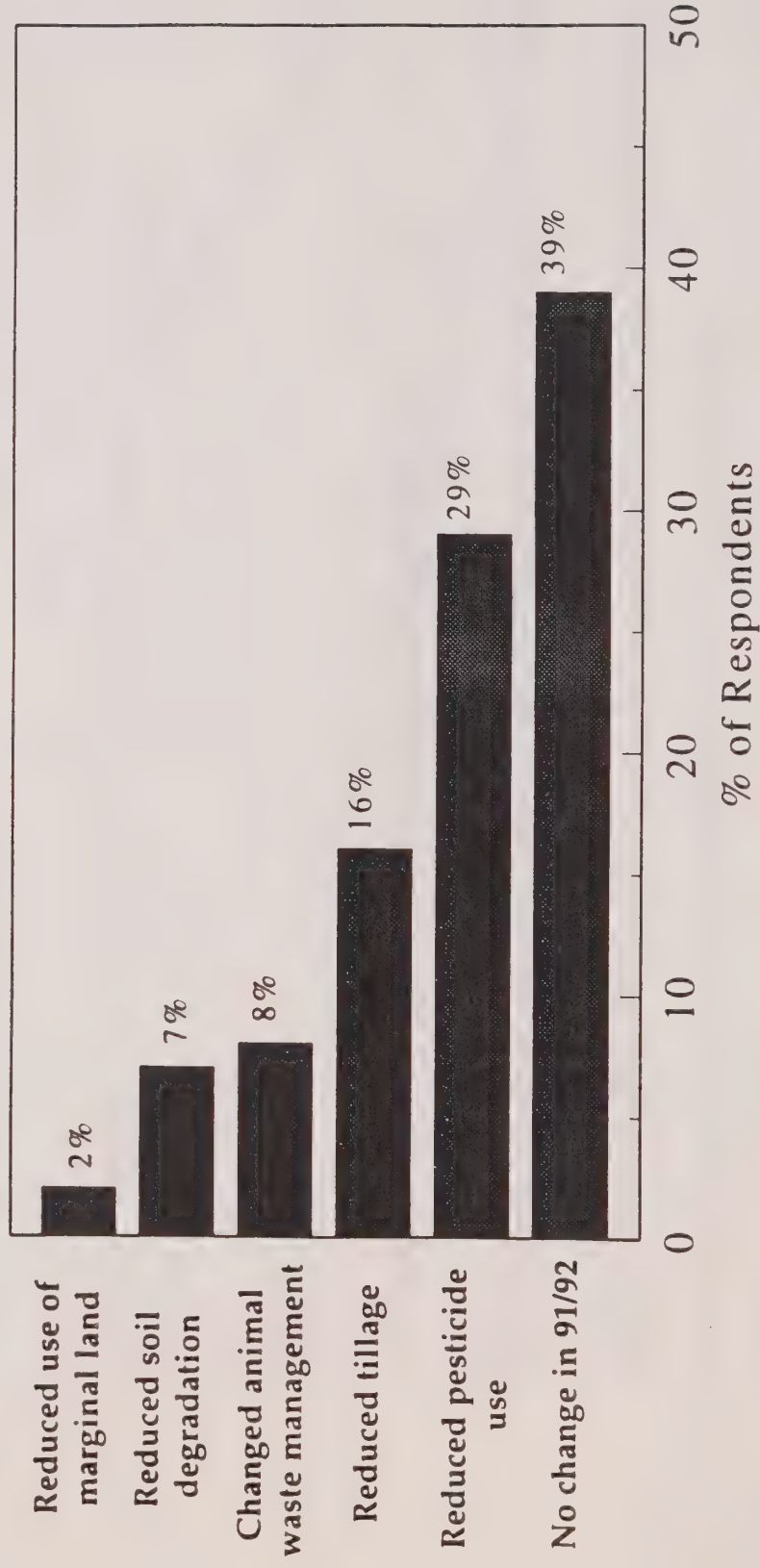
- CANADIAN PERFORMANCE COMPARES WELL WITH U.S. COMPETITORS
- MORE CANADIAN FARMERS EMPLOY CONSERVATION TILLAGE PRACTICES THAN AMERICAN COUNTERPARTS (74% VS 69%)
- A GREATER NUMBER OF CANADIAN PRODUCERS PRACTICE NO-TILL CONSERVATION FARMING METHODS (24% VS. 18%) THAN IS DONE IN THE U.S.
- AS A RESULT, CANADIAN SOIL DEGRADATION IS BEING REDUCED

Additional Information

- Source of Data: - Statistics Canada, Census of Agriculture, 1971-1991
- United States Department of Agriculture

SOME CANADIAN FARMERS ARE ADAPTING TO ENVIRONMENTAL CONCERNS BUT MORE CAN BE DONE

Changes in farm practices over past year (1991/92)



SOME CANADIAN FARMERS ARE ADAPTING TO ENVIRONMENTAL CONCERNS

- MANY FARMERS ARE ADOPTING ENVIRONMENTALLY SUSTAINABLE PRACTICES
- PESTICIDE USE AND CHANGING TO CONSERVATION TILLAGE ARE THE MOST PREVALENT CHANGES BEING UNDERTAKEN
- HOWEVER, THIRTY-NINE PERCENT OF FARMERS DID NOT UNDERTAKE ENVIRONMENTAL CHANGES OR HAD DONE ALL THEY COULD DO IN THEIR FARM MANAGEMENT PRACTICES IN 1991-92.
- THERE REMAINS SIGNIFICANT ROOM FOR IMPROVEMENT

Additional Information

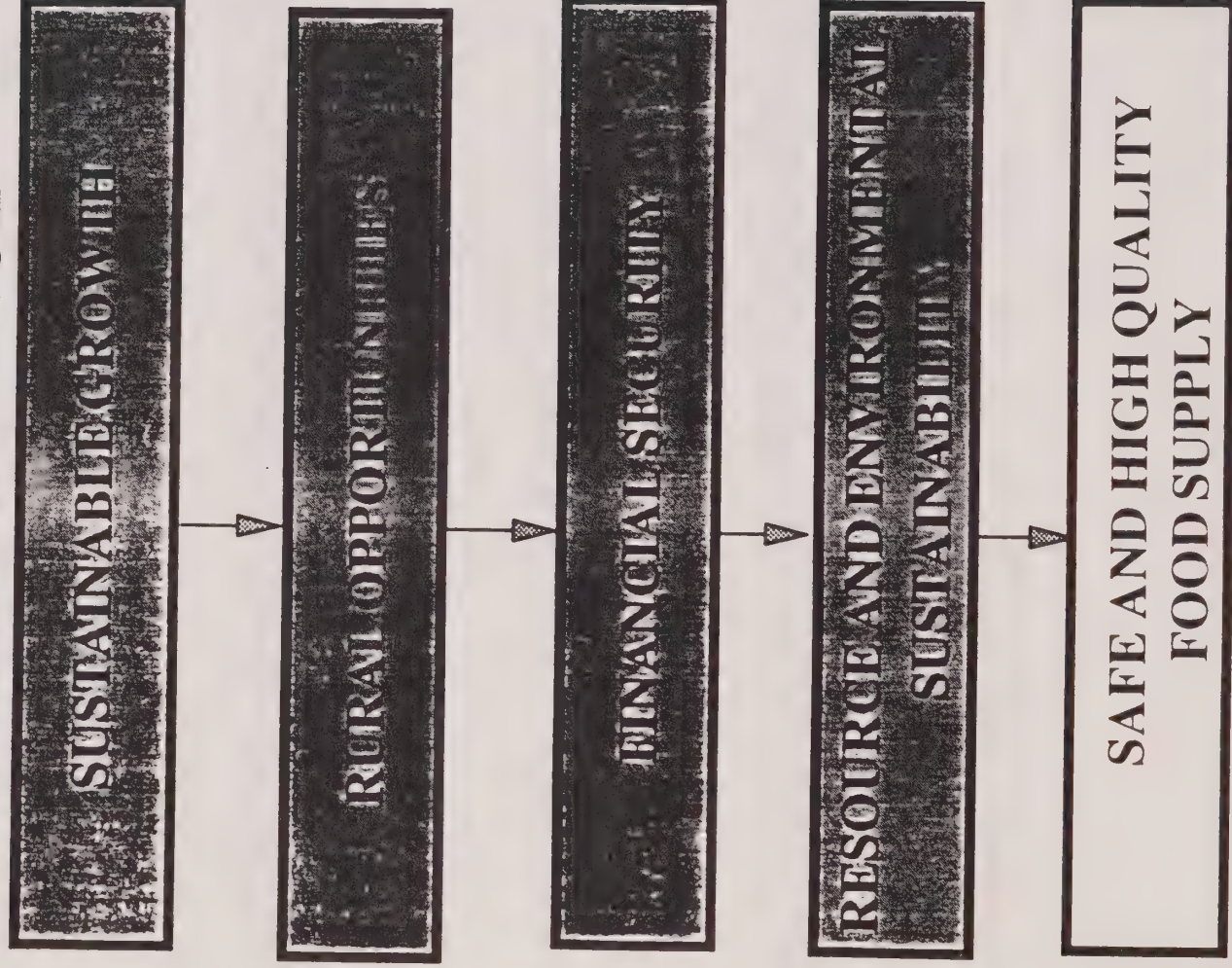
- Source of Data: Angus Reid Survey, 1992

CONCLUSIONS

RESOURCE AND ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY

- Industry responding to environmental challenges but will face closer scrutiny
- Future programming must foster sound management of the resource base and target any negative impacts of the agri-food industry on surrounding ecosystems (e.g. soil/water quality, wildlife, etc.)

PERFORMANCE



SAFE AND HIGH QUALITY FOOD SUPPLY

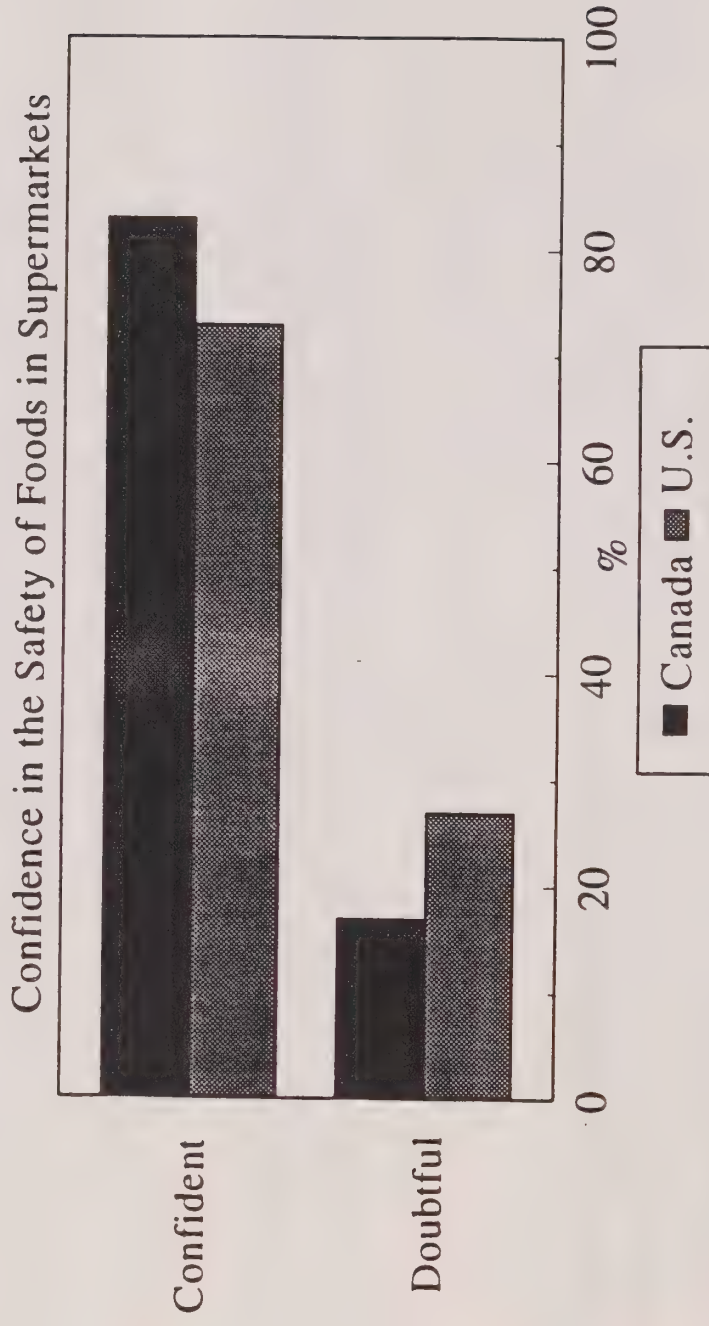
*" Food security is the ability to provide Canadians with safe, high-quality food at reasonable prices..."
(Agriculture Platform p.1)*

- ★ Canada's excellence in food safety and quality has recognized world-wide credibility
- ★ Our food system has supplied and should continue to supply safe and high quality food at reasonable costs

SAFE AND HIGH QUALITY FOOD SUPPLY

- CANADIAN FOOD SAFETY AND QUALITY HAS ALWAYS BEEN AND WILL CONTINUE TO BE A PRIORITY
- CANADIAN TRACK RECORD IS EXCELLENT AND WILL BE MAINTAINED
- OUR REPUTATION FOR SAFETY AND QUALITY IS HIGHLY REGARDED AND PROVIDES A CRITICAL ADVANTAGE IN THE INTERNATIONAL MARKET PLACE

CANADIANS MORE CONFIDENT THAN AMERICANS IN THEIR FOOD SAFETY



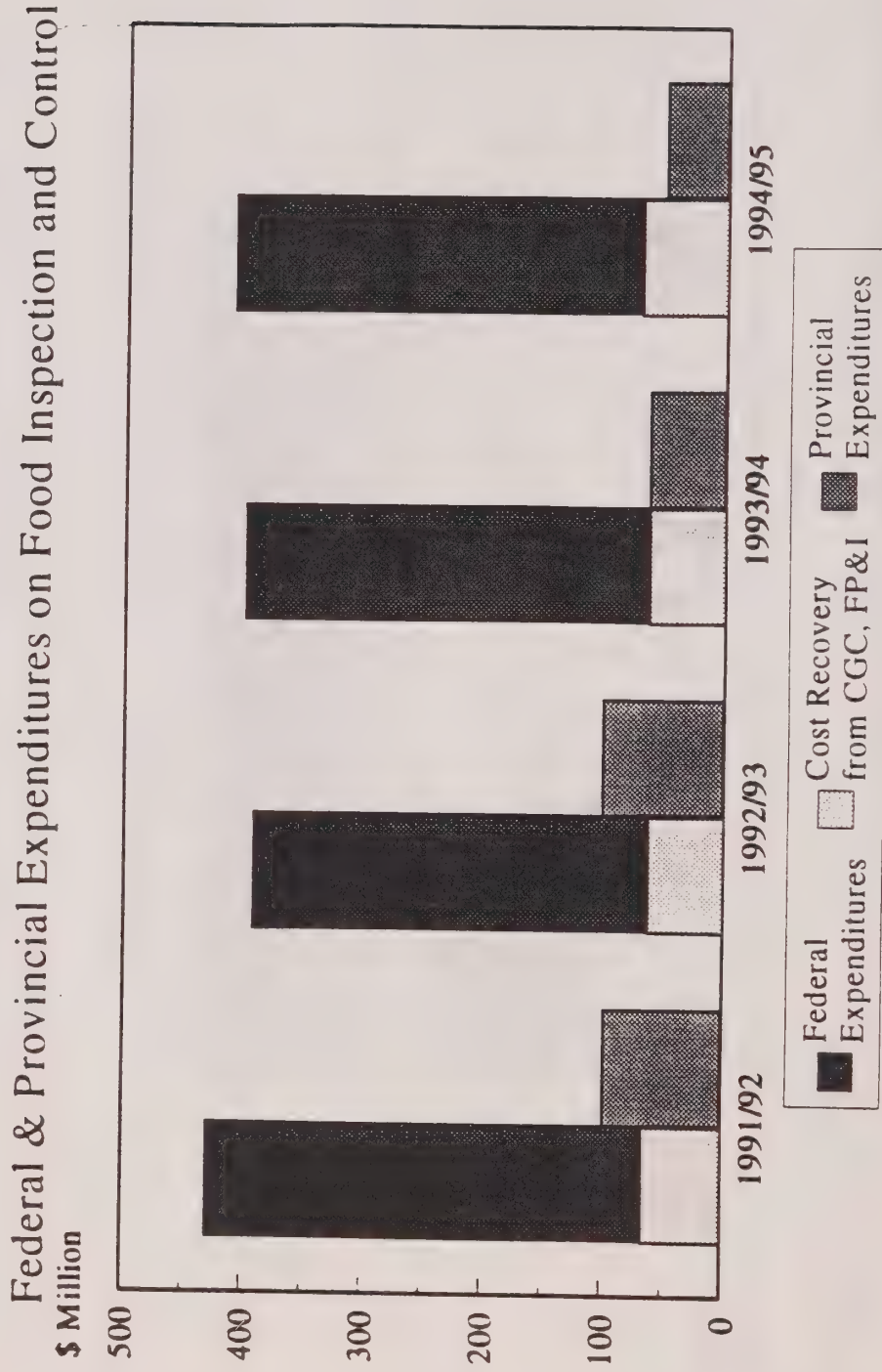
CANADIAN CONSUMERS MORE CONFIDENT THAN AMERICANS

- THE HIGHER LEVEL OF CANADIAN CONSUMER CONFIDENCE IN FOOD SAFETY IS A REFLECTION OF OUR STRONG TRACK RECORD
- WHATEVER WE DO TO IMPROVE INDUSTRY COMPETITIVENESS, CONSUMER FOOD SAFETY WILL NOT BE COMPROMISED

Additional Information

- Source of Data: Canadian Grocer, Executive Report, 1993

SECURING FOOD SAFETY AND QUALITY INVOLVES SIGNIFICANT PUBLIC EXPENDITURES



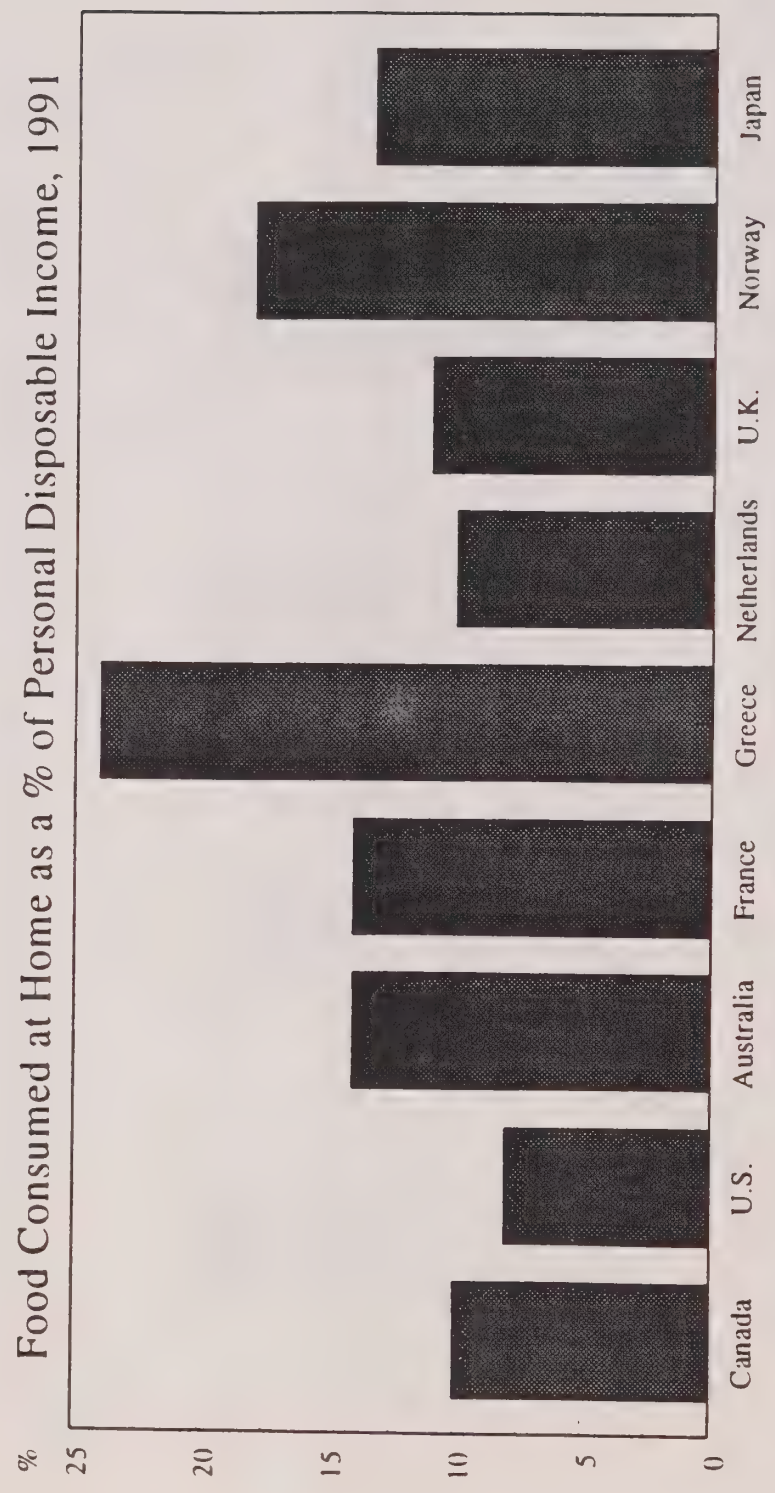
SECURING FOOD SAFETY AND QUALITY INVOLVES SIGNIFICANT PUBLIC EXPENDITURES

- BOTH THE FEDERAL AND PROVINCIAL GOVERNMENTS SPEND SIGNIFICANT SUMS TO ATTAIN FOOD SAFETY AND QUALITY. MAINTAINING PUBLIC CONFIDENCE IN FOOD QUALITY AND SAFETY PLUS OUR ABILITY TO EXPORT RECOGNIZED HIGH QUALITY PRODUCTS, HAVE REQUIRED SIGNIFICANT GOVERNMENT EXPENDITURES
- THESE EXPENDITURE LEVELS HAVE REMAINED RELATIVELY STABLE AND ARE EXPECTED TO DO SO WITH THE ADVENT OF TOTAL QUALITY MANAGEMENT PRACTICES
- FOOD SAFETY AND HIGH QUALITY FOOD HAVE JOINT PUBLIC AND PRIVATE BENEFITS
- WHILE THERE WILL BE NO COMPROMISE IN OUR HIGH QUALITY FOOD SUPPLY, EFFICIENCIES CAN BE GAINED FROM WITHIN THE SYSTEM. COST RECOVERY, WHERE POSSIBLE, CAN HELP TO EASE FISCAL CONSTRAINTS AND TO PLACE THE COST ONTO THOSE AREAS THAT BENEFIT FROM THE SYSTEM AND HELP TO ENSURE THAT SERVICES AND QUALITY ARE PROVIDED AT THE LOWEST POSSIBLE COST

Additional Information

- Source of Data: Federal and Provincial Public Accounts
- 1993 and 1994 figures are from Federal and Provincial estimates and budget documents

CANADIANS SPEND SECOND LOWEST PROPORTION OF
DISPOSABLE INCOME ON FOOD CONSUMED AT HOME



CANADIANS SPEND THE SECOND LOWEST PROPORTION OF DISPOSABLE INCOME ON FOOD CONSUMED AT HOME

- CANADIANS SPEND A LOW PROPORTION OF THEIR INCOME ON FOOD COMPARED WITH OTHER COUNTRIES
- IN 1992, THE CANADIAN AVERAGE PERSONAL DISPOSABLE INCOME ROSE BY 1% WHILE PER CAPITA FOOD SALES INCREASED BY ONLY 0.6%
- THE AMOUNT OF DISPOSABLE INCOME SPENT OF FOOD DOES NOT INCLUDE FOOD CONSUMED OUTSIDE OF THE HOME

Additional Information

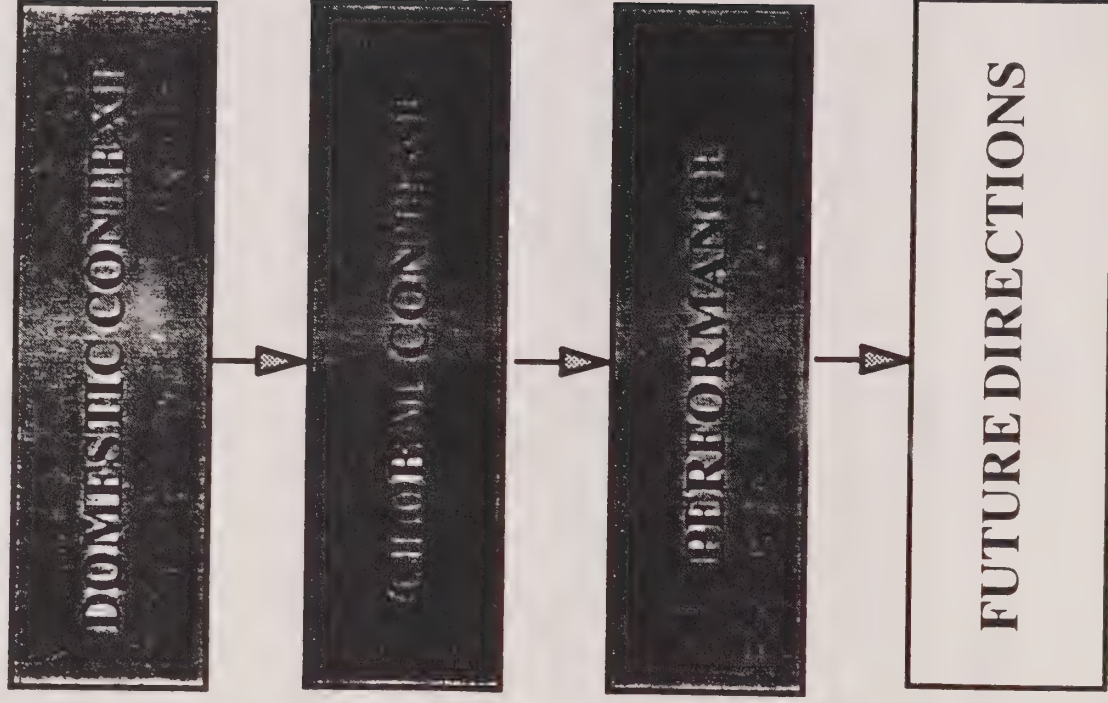
- Source of Data: OECD
- Information prepared by Roger Sauvé, Saskatchewan Wheat Pool, shows that Canadians spend 30% of their food budget in restaurants, hotels and other establishments. By contrast, U.S. consumers spend 42%

CONCLUSIONS

SAFE AND HIGH QUALITY FOOD SUPPLY

- Canadians have now and should continue to have in the future a safe and high quality supply of food at reasonable costs
- Maintaining food safety and quality involves public expenditures which have significant private, as well as public benefits

FLOW OF PRESENTATION



FUTURE DIRECTIONS

- THIS SECTION OUTLINES THE KEY POLICY AND PROGRAM REFORMS THAT MAY NEED TO BE UNDERTAKEN TO ASSIST THE AGRICULTURE AND AGRI-FOOD INDUSTRY TO ACHIEVE THE VISION
- AN ACTION PLAN FOLLOWS UP ON THE THEMES AND GOALS OF THE VISION. IT INCLUDES ACTIONS TO:
 - SUPPORT GROWTH
 - SUPPORT SECURITY
 - SHARE MANAGEMENT AGENDA WITH THE PROVINCES
 - COOPERATE WITH THE INDUSTRY

FUTURE DIRECTIONS

WHAT WE WILL DO DIFFERENTLY TO ACHIEVE SUSTAINABLE GROWTH

- **Strengthen trade and market development**
- **Review supply management within an orderly marketing framework**
- **Reform WGTA and modernize the grain transportation and marketing system**
- **Lever increased private sector research and accelerate commercialization**
- **Develop tools to foster sectoral adaptation and to support rural community economic development**

WHAT WE WILL DO DIFFERENTLY TO HELP PROVIDE SECURITY AS WE GROW

- **Move to whole farm income stabilization**
- **Provide tools to help attain resource and environmental sustainability**
- **Move towards a single, integrated Canadian food inspection system to maintain safe and high quality food supply**

Strengthen trade and market development efforts to benefit from GATT and NAFTA and assist industry to achieve its \$20B export target by year 2000 and its increased share of the \$80B domestic market

- **launch major new marketing initiatives to support industry in meeting its export target:**
 - Canadian Agri-food Marketing Council (CAMC) to promote partnerships, value added processing, competitiveness and market-sensitive policies and regulations
 - Agri-food Trade Service (ATS), to provide single window access to marketing services
 - Agri-Food 2000 to expand and revamp federal export market development support programs to include:
 - new Asia-Pacific exporters
 - more participation in trade shows
 - more agri-food specialists abroad
 - export training for industry
 - Agri-Food Trade Network (ATN) for export market information
- **aggressively pursue increased market access in bilateral and multilateral negotiations**
- **cooperate with provinces in reducing interprovincial trade barriers**

Review supply management systems within an orderly marketing framework to generate domestic and export market growth

- **Orderly Marketing Task Force working with stakeholders and governments to develop consensus, based on objectives, set by federal and provincial Ministers**
 - provide opportunity for fair returns to efficient participants in the system
 - develop fully market responsive sector, from production to consumption
 - enhance competitiveness
 - provide for orderly removal of barriers to progress
 - ensure that all stakeholders play an appropriate role in decision-making
 - manage fairly resolution of regional tensions
 - stimulate growth and investment in the sectors
- **Report to Ministers this fall and next spring on changes to supply management systems**

Reform WGTA and modernize the grain transportation and marketing system

- **consultations will take place this fall, leading to a decision early in 1995 on reform of the WGTA**
- **consulting with industry, including producers, to develop the best long-term grain transportation and marketing system**
 - improving efficiency of grain handling and transportation
 - maximizing effectiveness of CWB marketing
- **examining regulatory and marketing constraints to continued development of grain sector in eastern Canada**

Lever increased private sector research and accelerate commercialization of results, including food and non-food uses, to facilitate diversification and growth

- **in 1995 and future years will invest increased amounts of developmental money into jointly funded projects**
- **find ways of mobilizing more venture capital financing to help bridge gap between research and commercialization**
- **early in 1995 plan to implement regulatory regime to facilitate introduction of new bio-technology products, while ensuring product safety, purity, potency and efficacy**

Develop tools to foster sectoral adaptation and to support rural community economic development, particularly through value-added processing and diversification

- **department to continue fostering stronger partnerships with provinces and other stakeholders to:**
 - address regional priorities to assist sector to adapt (depending on regional needs, elements may include farm business management training, new crop/animal and processing alternatives, marketing, risk management, financing, information systems, technology, alternative employment)
- **position department and associated agencies (e.g. PFRA, FCC) to deliver key initiatives fostering adaptation and locally-driven economic development:**
 - mobilize public and private capital for investment in wealth-generating activities and value-added processing of agricultural products in rural areas
 - strengthen human resource development and entrepreneurship
 - co-operate in developing and accessing supporting infrastructure (e.g. information highway, water and sewer supplies)
 - promote economic development with environmental benefits (e.g. permanent cover)

Move towards whole farm income stabilization to help producers manage production and market risks in pursuit of financial security through growth

- **National Safety Nets Consultation Committee will advise Ministers in December, 1994 regarding the shape and scope of whole farm income stabilization policy--policy that is:**
 - compatible with trade agreements (e.g. GATT/NAFTA)
 - production and market neutral
 - affordable
 - actuarially sound
 - equitable
 - user friendly
 - environmentally sound
- **assist producers to increase their own security through risk management tools (e.g. marketing cattle using futures market options)**
- **new programs should involve joint industry-government responsibility and cost-sharing**

Provide tools to help primary and processing sectors strengthen efforts to attain resource and environmental sustainability in support of growth for present and future generations

- by summer, 1995 want to have an updated environmental strategy, developed in cooperation with other federal departments, provinces and agri-food industry, for primary agriculture and food processing, together with related initiatives to help industry
 - sustainably manage the natural resources on which they depend (e.g. soil, water)
 - deal with negative impacts on surrounding ecosystems (e.g. air, soil, water, wildlife)
 - cooperate in addressing the actions of others (e.g. pollution, land use) on the agri-food industry
 - promote adoption of cost-effective technologies and practices
 - further develop environmental indicators to inform public and target programming
 - develop approach on environment and trade and on fulfilling our international commitments on green house gases and biodiversity

Move towards a single, integrated, Canadian food inspection system to maintain safe and high quality food supply

- **move towards implementing, in cooperation with other federal agencies and the provinces, a new, unified food inspection system over the next three years as a framework for safe, high quality food**
 - single federal agri-food inspection service
 - harmonized across Canada with national standards
 - streamlined inspection
 - industry responsible for total quality management
 - cost recovery where service provides private benefits
 - consistent standards for domestic and imported food

● maintain strong quarantine service linked with inspection system

● implement new approach to pesticide regulation and management

- **will play leading role in developing and applying international standards and risk assessment methods, and in negotiating equivalence of regulatory standards, including pesticides and biotechnology products**

WHAT WE WILL DO DIFFERENTLY TO HAVE AN EFFECTIVE SHARED-MANAGEMENT AGENDA WITH THE PROVINCES ON GROWTH AND SECURITY

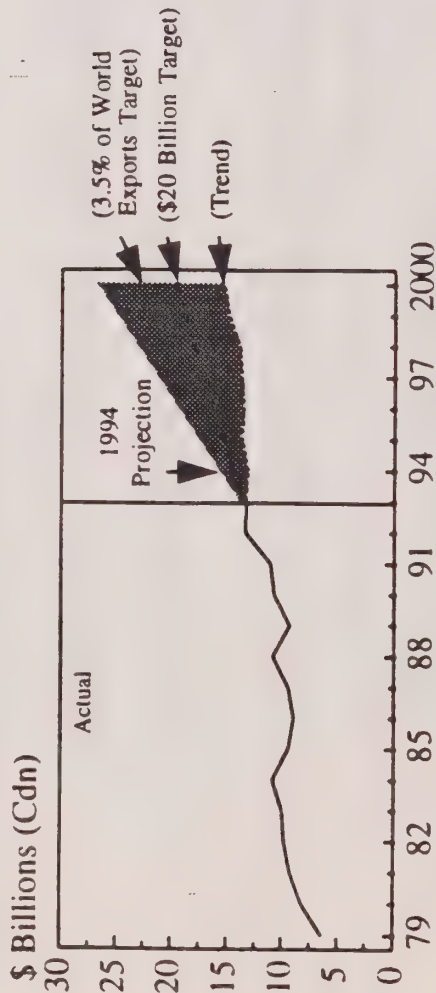
- harmonize programming (e.g. marketing, research, rural development, industry adaptation, food inspection)
- eliminate programming/regulatory overlap or duplication
- work together in cooperation with industry to create the best reform packages for orderly marketing and grain transportation and the best way to implement our shared goal of whole farm income stabilization
- foster active provincial participation in on-going joint decision-making on agriculture and agri-food policy and program issues both at the national level and on a bilateral basis

WHAT WE WILL DO IN COOPERATION WITH INDUSTRY TO PURSUE THE VISION

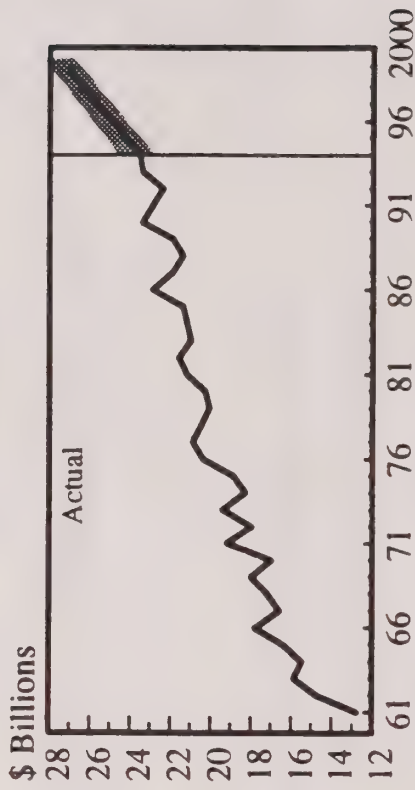
- consult on details, including respective roles, in pursuing the vision
- plan to meet with all facets of the industry to promote a “Team Canada” approach to meeting industry challenges
 - strengthen and build horizontal and vertical strategic alliances
 - find ways of resolving old rivalries and mistrust within the industry (e.g. establish Canadian Agri-Food Marketing Council)
- cooperate in design and implementation of policies and programs that create an acceptable balance between growth and security given limited federal funding

WHAT WOULD BE THE IMPACT OF REALIZING THE EXPORT TARGETS FOR THE YEAR 2000?

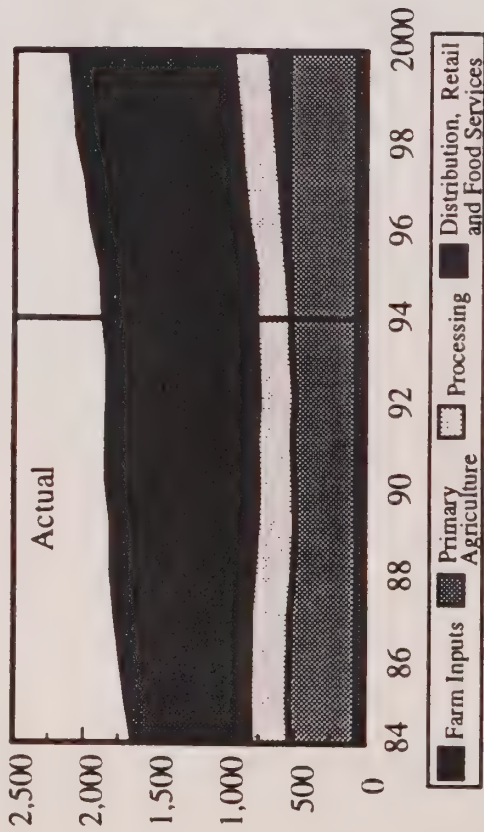
Exports Would Climb \$10B



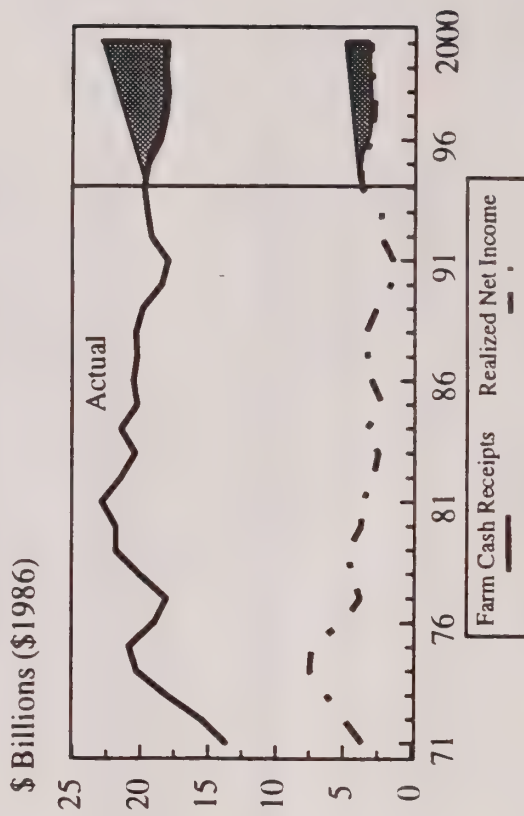
GDP Would Rise



Employment Would Grow



Farm Incomes Would Increase



Future Directions 1994

WHAT WOULD BE THE IMPACT OF REALIZING THE EXPORT TARGETS FOR THE YEAR 2000?

- FOCUSING COLLECTIVE INDUSTRY EFFORTS AND GOVERNMENT POLICY REFORMS ON TRADE GROWTH CAN HELP THE INDUSTRY MEET ITS EXPORT TARGETS
- REALIZING THE TARGETS WOULD HELP ACHIEVE MANY OF OUR JOINT GOALS
 - EXPORTS WOULD GROW BY UP TO \$10.0 BILLION
 - THE INDUSTRIES' CONTRIBUTION TO GDP WOULD SEE STEADY GROWTH
 - EMPLOYMENT WOULD INCREASE
 - SECURITY WOULD BE REALIZED THROUGH RISING FARM INCOMES AND THE ECONOMIC ACTIVITY GENERATED FROM A HEALTHY INDUSTRY
- JUST TO ILLUSTRATE EFFECT OF EXPORTS AT THE PRIMARY AND PROCESSING LEVEL, FOR EVERY \$1 BILLION INCREASE IN EXPORTS, THE FOLLOWING COULD (AS AN EXAMPLE) OCCUR, ASSUMING THAT THE INCREASED EXPORTS CONSISTS OF 50% PRIMARY PRODUCTS AND 50% PROCESSED PRODUCTS (CURRENT RATIO IS 60:40) AND THAT \$1 IN PRIMARY PRODUCT GENERATES \$3 IN PROCESSED PRODUCT:
 - PRIMARY PRODUCT EXPORTS COULD INCREASE BY 6% (+\$500 MILLION)
 - TOTAL CASH RECEIPTS UP 3% (+\$670 MILLION)
 - THIS IS THE EQUIVALENT OF THE TOTAL FARM INCOME OF 6700 FARMERS WITH AVERAGE SALES OF \$100,000
 - REALIZED NET FARM INCOME UP \$235 MILLION
 - PROCESSED PRODUCT EXPORTS UP 10% (+\$500 MILLION)
 - THIS IS EQUIVALENT TO 2500 DIRECT PROCESSING JOBS AND 5000 INDIRECT JOBS IN OTHER SECTORS

WE ARE CONSULTING ON THE VISION USING EXISTING PROCESSES

- **Orderly Marketing:** mandated December 1993 to report to federal and provincial ministers this Fall and Spring, 1995
- **Rural/Adaptation:** discussion of new rural-based adaptation initiatives, initiated January 1994
- **Safety Net Consultation Committee:** mandated February 1994 to develop whole farm safety nets-process to end December 1994
- **Cost Recovery of Inspection:** negotiations began mid-May, with agreements expected this fall
- **Grain Handling and Transportation:** process established May 1994 to address short-term handling issues and longer term structural change in grains sector
- **Blue Ribbon Commission:** mandated as of September 1994 to provide advice to Canadian and U.S. governments on grain marketing and support systems-final report for July 1995
- **WGTA Reform:** consultations beginning in October 1994 will lead to a decision in early 1995
- **Grain Marketing:** consultations beginning in October, 1994 to examine grain marketing systems, including the CWB

Future Directions 1994

VISION CONSULTATIONS

- CONSULTATION AND COOPERATION ARE CRITICAL PROCESSES TO THE REALIZATION OF THE AGRICULTURE AND AGRI-FOOD INDUSTRY VISION.
- CONSULTATIONS WILL TAKE PLACE THROUGH REGULAR INDUSTRY MEETINGS AND EXISTING INDUSTRY COMMITTEES
- EXISTING CONSULTATIONS INCLUDE:
 - ORDERLY MARKETING, MANDATED IN DECEMBER, 1993 IS TO PROVIDE MINISTERS WITH AN ACTION PLAN AND PROPOSED SYSTEM CHANGES THIS FALL AND NEXT SPRING
 - THE SAFETY NETS CONSULTATION COMMITTEE WAS INITIATED IN FEBRUARY, 1994 TO PROVIDE ADVICE TO MINISTERS ON THE WHOLE FARM SAFETY NETS, AND WILL REPORT LATER THIS FALL
 - THE GRAIN HANDLING AND TRANSPORTATION SYSTEM HAS BEEN UNDER REVIEW SINCE MAY, 1994 TO ADDRESS SHORT TERM HANDLING ISSUES AND LONG TERM STRUCTURAL CHANGE IN THE GRAINS SECTOR
 - CONSULTATIONS ON WGTA REFORM BEGIN THIS FALL AND WILL LEAD TO A DECISION EARLY NEXT YEAR
- IN ADDITION, IF THE VARIOUS SECTORS ARE IN INTERESTED, SPECIFIC CONSULTATIONS MAY BE UNDERTAKEN ON FOOD PROCESSING AND INDUSTRIAL USES FOR PRODUCTS
- AS WELL, THE WORK OF THE JOINT PARLIAMENTARY STANDING COMMITTEE ON AGRICULTURE AND AGRI-FOOD WILL BE VERY HELPFUL

A VISION OF

Growth through Security

Security through Growth

Creating the Balance

Future Directions 1994

CREATING THE BALANCE - CONCLUSION

- THE VISION IS A FRAMEWORK WHICH CAN HELP STRUCTURE A SOLID FOUNDATION FOR THE FUTURE OF THE CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD INDUSTRY
- IT IS NOT YET ALL-INCLUSIVE OR CAST IN STONE. IT IS A BASIS UPON WHICH TO BEGIN AND TO DEFINE THE BEST CASE SCENARIO. IT IS A BASIS WHICH CAN HELP THE INDUSTRY DETERMINE WHERE IT WANTS GO AND WHAT POLICY REFORMS ARE NECESSARY TO ACHIEVE THAT OUTCOME WITH THE GREATEST DEGREE OF CONSENSUS AND TEAMWORK

• THE VISION SHOULD ACHIEVE:

- A STRONG MARKET ORIENTATION AND THE CAREFUL USE OF SCARCE TAX DOLLARS
- DIVERSIFICATION, INNOVATION AND VALUE-ADDED
- THOUGHTFUL STEWARDSHIP OF OUR NATURAL RESOURCES
- ENHANCEMENT OF OUR HUMAN RESOURCES
- A SHARP FOCUS ON RURAL CANADA AND LOCAL COMMUNITIES
- HIGH INTERNATIONAL STANDARDS
- A COHESIVE "TEAM CANADA" ATTITUDE

IN OTHER WORDS:

A CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD INDUSTRY THAT IS LEADING THE WAY IN ACHIEVING GROWTH, JOBS AND SECURITY

DOCUMENT: 830-525/015

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

**"ORIENTATIONS FUTURES
DU SECTEUR CANADIEN DE L'AGRICULTURE
ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE"**

UNE VISION

**de la croissance grâce à la sécurité
et de la sécurité grâce à la croissance**

Créer un équilibre

Fédéral



**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

ORIENTATIONS FUTURES DU SECTEUR CANADIEN DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO- ALIMENTAIRE

UNE VISION

**de la croissance grâce à la sécurité
et de la sécurité grâce à la croissance**

Créer un équilibre

AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE CANADA
OTTAWA (ONTARIO)
LE 29 SEPTEMBRE 1994
(RÉVISÉ)

VISION

« La rentabilité d'un secteur agricole et agro-alimentaire en croissance, compétitif et axé sur le marché, qui s'adapte aux besoins alimentaires et non alimentaires changeants des clients nationaux et étrangers, qui est moins dépendant de

l'aide gouvernementale et contribue au bien-être de tous les Canadiens et Canadiennes et à la qualité de vie des collectivités rurales, tout en réalisant la sécurité financière agricole, la durabilité de l'environnement et la fabrication de produits alimentaires et non alimentaires sains et de qualité supérieure. »

VISION

*« En résumé, une industrie agricole et agro-alimentaire
canadienne qui montre la voie de la croissance, de l'emploi et
de la sécurité. »*

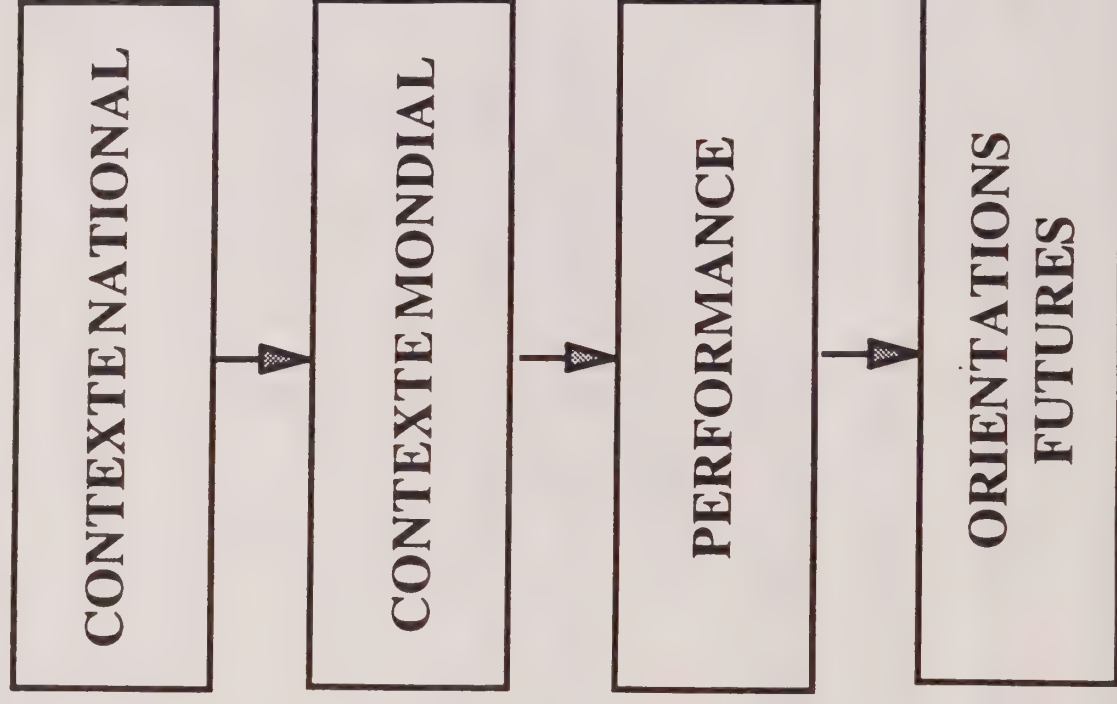
POURQUOI IL NOUS FAUT UNE VISION

POUR CRÉER UN CADRE QUI NOUS PERMET D'ÉLABORER UN PLAN D'ACTION SOLIDE ET SAIN POUR L'INDUSTRIE AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE CANADIENNE.

POUR METTRE EN APPLICATION LES THÈMES DE LA CROISSANCE ET DE LA SÉCURITÉ ÉNONCÉS DANS LE « LIVRE ROUGE » ET DANS LE PROGRAMME AGRICOLE.

EN SOMME, MA VISION EST CELLE D'UNE INDUSTRIE AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE QUI MONTRE LA VOIE DE LA CROISSANCE, DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ.

CHEMINEMENT DE LA PRÉSENTATION



CHEMINEMENT DE LA PRÉSENTATION

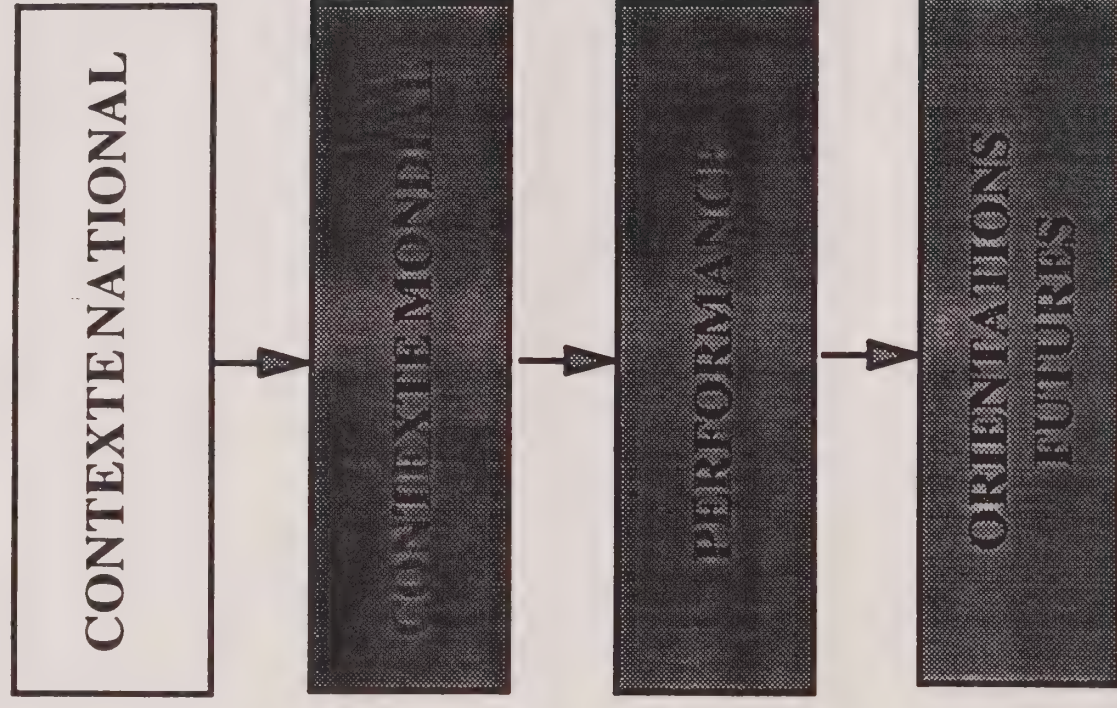
LE PRÉSENT EXPOSÉ DÉCRIT LE SECTEUR AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE, EXAMINE LE CONTEXTE POLITIQUE ET MONDIAL DANS LEQUEL ÉVOLUE LE SECTEUR ET LE GOUVERNEMENT, AINSI QUE LE RENDEMENT ACTUEL DU SECTEUR ET SON RENDEMENT ESComPTÉ DANS LES PROCHAINES ANNÉES. IL DÉFINIT LES ORIENTATIONS FUTURES QUI NOUS AIDERONT À MATÉRIALISER NOTRE VISION.

L'EXPOSÉ VOUS MONTRERA LES NOMBREUSES POSSIBILITÉS QUI S'OFFRENT AU SECTEUR POUR CROÎTRE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET POUR CONTRIBUER D'AVANTAGE À L'ÉCONOMIE CANADIENNE. LES DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX CONNAISSENT UN ESSOR ET LE SECTEUR POSSÈDE CE QU'IL FAUT POUR EN TIRER LE MAXIMUM, **POURVU QUE L'ON APORTE DES MODIFICATIONS AUX STRATÉGIES ET AUX POLITIQUES.**

TROIS QUESTIONS CLÉS SONT TRAITÉES DANS LE PRÉSENT EXPOSÉ :

- QUELLE POURRAIT ÊTRE LA POSITION DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE EN L'AN 2000 ET AU-DELÀ? (VISION)
- OÙ EN EST LE SECTEUR AUJOURD'HUI? (PERFORMANCE)
- QUE DEVRAIT-ON FAIRE POUR S'ASSURER QUE LE SECTEUR ATTEIGNE SON PLEIN POTENTIEL? (ORIENTATIONS FUTURES)

CHEMINEMENT DE LA PRÉSENTATION



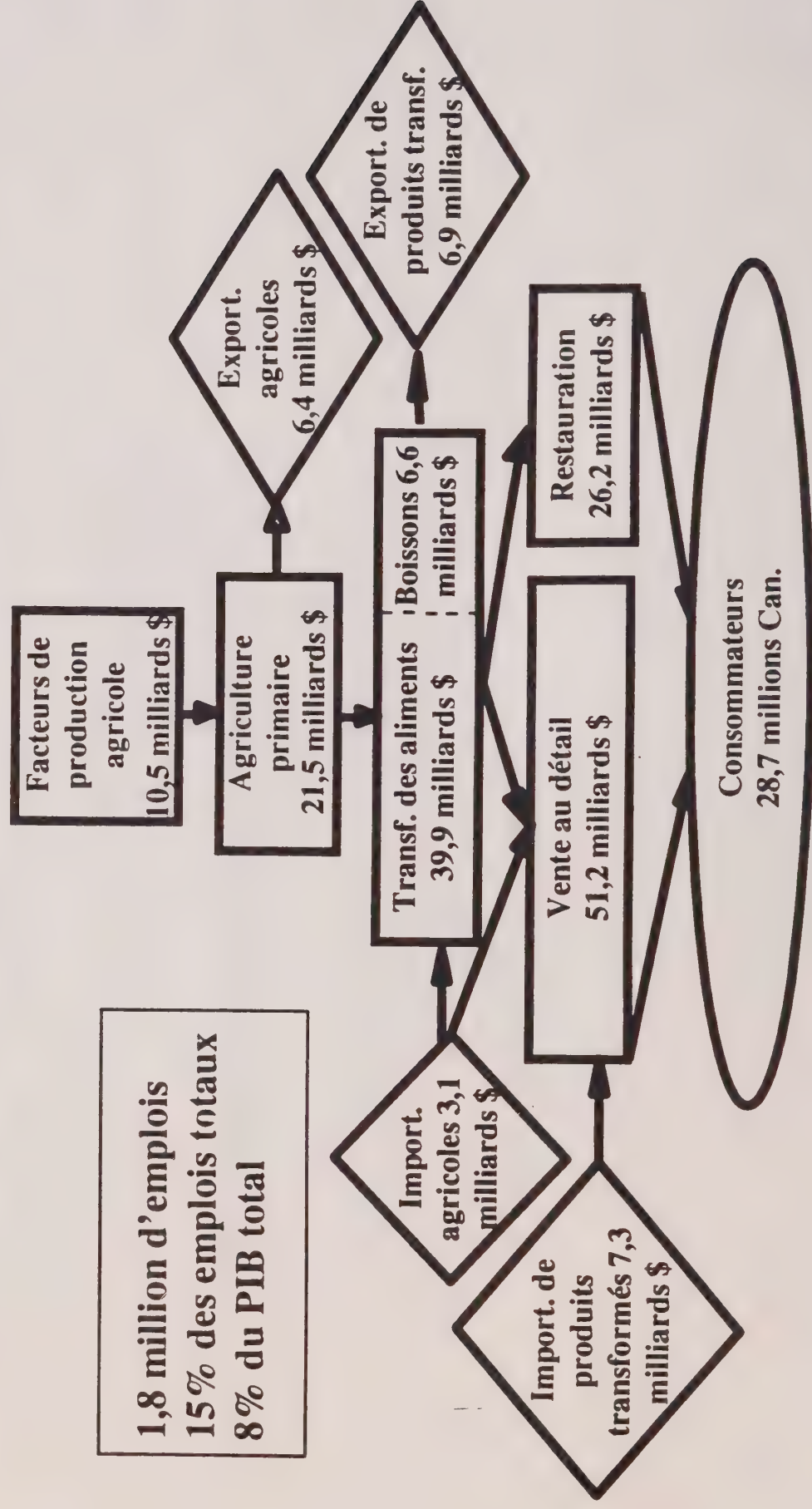
CONTEXTE NATIONAL

- Importance du secteur
- Orientations du « Livre rouge »
- Situation financière

LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL ET INTERDÉPENDANT DE L'ÉCONOMIE

CANADIENNE

Valeur des transactions, 1993



LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE EST UN ÉLÉMENT VITAL ET INTERDÉPENDANT DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

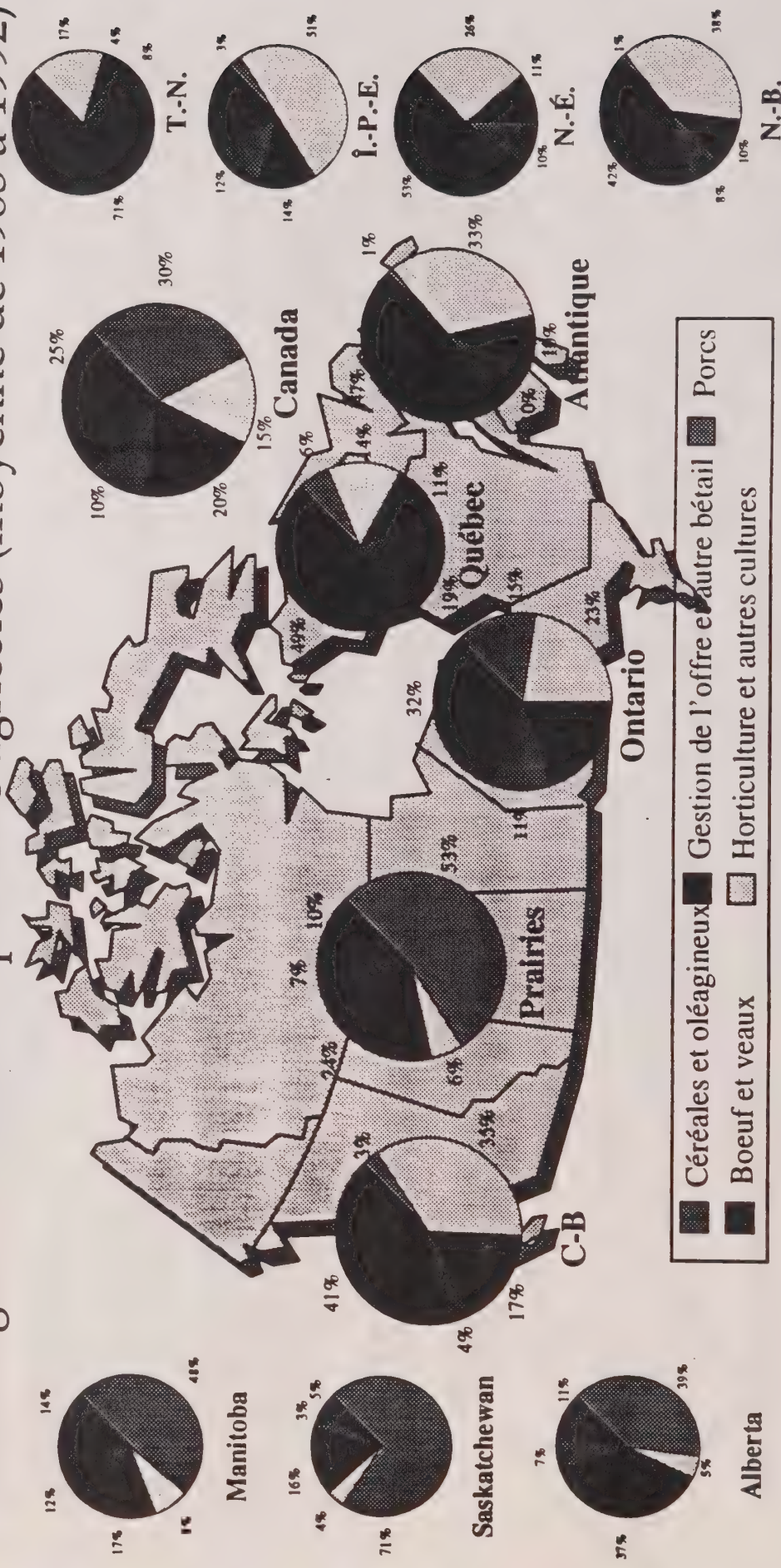
- LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE OCCUPE UNE PLACE IMPORTANTE ET COMPLEXE AU SEIN DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE; IL RAPPORTE 8 P. 100 DU PIB ET ENGENDRE 15 P. 100 DES EMPLOIS TOTAUX.
- POUR ASSURER LEUR SUCCÈS, VU L'INTENSIFICATION DE LA CONCURRENCE MONDIALE, LES FOURNISSEURS DE FACTEURS DE PRODUCTION, LES AGRICULTEURS, LES TRANSPORTEURS, LES TRANSFORMATEURS, LES NÉGOCIANTS ET LES DÉTAILLANTS SONT DE PLUS EN PLUS INTERDÉPENDANTS.
- LA PART DU PIB QUI REVIENT À L'AGRICULTURE PRIMAIRE ET À LA TRANSFORMATION EST À PEU PRÈS LA MÊME, SOIT 2 P. 100.
- L'AGRICULTURE PRIMAIRE EMPLOIE ENVIRON DEUX FOIS PLUS DE TRAVAILLEURS QUE LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION.
- LES EXPORTATIONS VALAIENT 13,3 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1992 ET EN 1993. UN NOUVEL ESSOR EST ÉVIDENT EN 1994, CE QUI FERAIT PASSER LES EXPORTATIONS À PLUS DE 14 MILLIARDS DE DOLLARS.
- LA BALANCE COMMERCIALE AGRO-ALIMENTAIRE ÉTAIT DE 4 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1992, MAIS ELLE A BAISSÉ À MOINS DE 3 MILLIARDS EN 1993.
- LA BALANCE COMMERCIALE POUR LES PRODUITS PRIMAIRES EST POSITIVE, MAIS ELLE EST NÉGATIVE POUR LES PRODUITS TRANSFORMÉS.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Agriculture primaire : Recettes agricoles - Statistique Canada
 - Transformation des aliments : magazine *Food in Canada* (juillet 1994)
 - Restauration : Food Service Facts 1994, Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires
 - Vente au détail : magazine *Canadian Grocer*, « Market Survey », février 1994
- Le PIB est une mesure évaluant la nature des produits et des services au sein de l'économie, au cours d'une période déterminée.
- La valeur des facteurs de production agricole comprend la vente d'équipements et leurs réparations, les engrais et les produits chimiques, mais ne comprend pas les frais d'intérêt.
- La valeur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments comprend l'alcool et le tabac, mais non les pêcheries, et ce sera le cas tout au long de la présentation sauf si c'est noté autrement.

LA PRODUCTION AGRICOLE CANADIENNE EST DIVERSIFIÉE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Pourcentage des ventes de produits agricoles (moyenne de 1983 à 1992)



LA PRODUCTION AGRICOLE EST DIVERSIFIÉE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

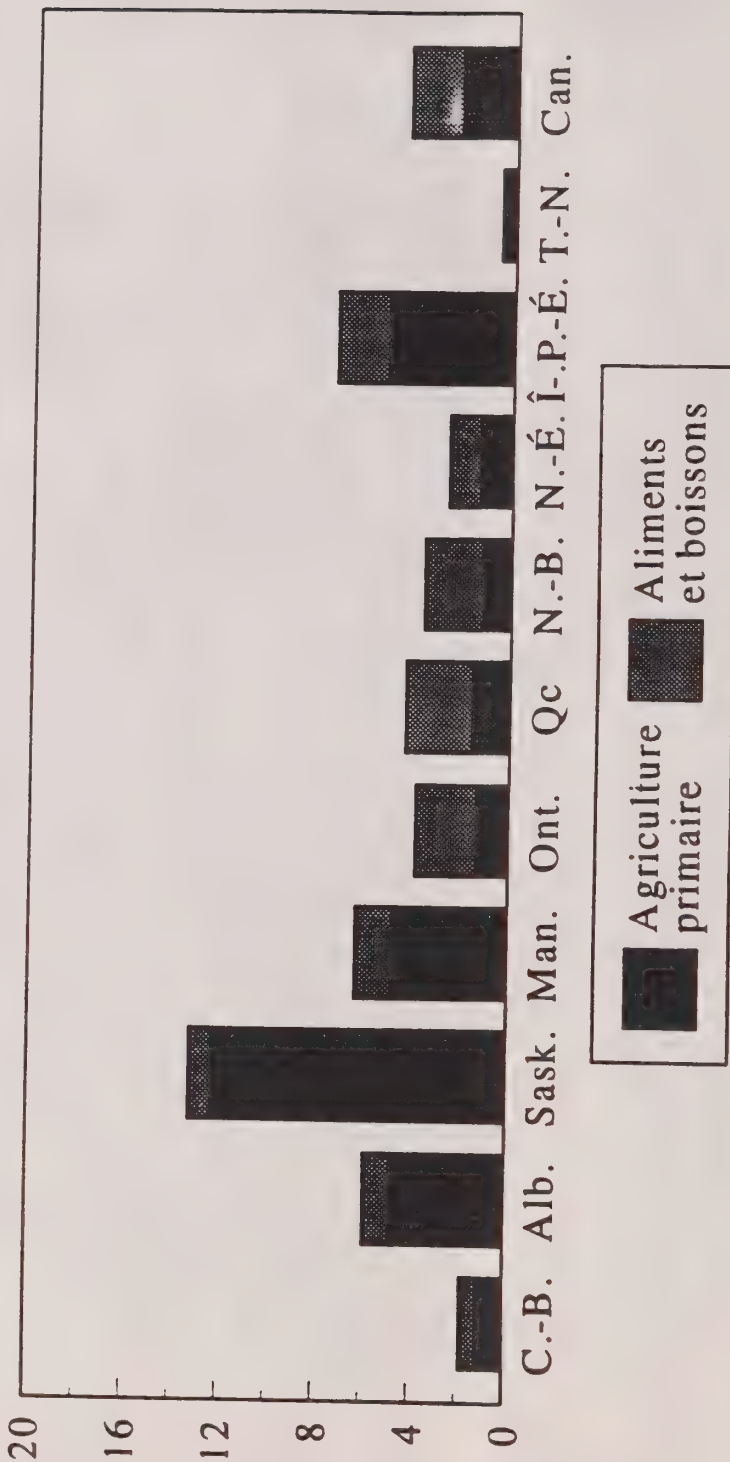
- LA PRODUCTION PRIMAIRE ENTRE LES DIVERSES RÉGIONS DU CANADA EST RÉPARTIE SELON LES MODES DE DÉVELOPPEMENT HISTORIQUES, LA CAPACITÉ TRADITIONNELLE DE PRODUCTION DE CHAQUE RÉGION ET LES POLITIQUES GLOBALES DES GOUVERNEMENTS.
- CHAQUE RÉGION FAIT FACE À DES DÉFIS DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION TRÈS DIFFÉRENTS.
- LES PRODUITS ASSUJETTIS À LA GESTION DE L'OFFRE, QUI SONT VENDUS PRESQUE EXCLUSIVEMENT SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, COMPTENT POUR PRÈS DE 50 P. 100 DES RECETTES AGRICOLES AU QUÉBEC ET DANS LA RÉGION ATLANTIQUE.
- LES CÉRÉALES ET LES OLÉAGINEUX REPRÉSENTENT PLUS DE 50 P. 100 DE LA PRODUCTION DES PRAIRIES. AU-DELÀ DE 60 P. 100 DE CETTE PRODUCTION EST EXPORTÉE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Statistique Canada, Données non publiées, 1994
- Les autres animaux comprennent les moutons, les agneaux et animaux divers.

IMPORTANCE DU PIB AGRO-ALIMENTAIRE POUR LES ÉCONOMIES PROVINCIALES

Pourcentage du PIB des secteurs provinciaux de l'agriculture, des aliments et des boissons, par rapport au PIB provincial, 1993



IMPORTANCE DU PIB DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE POUR LES ÉCONOMIES PROVINCIALES

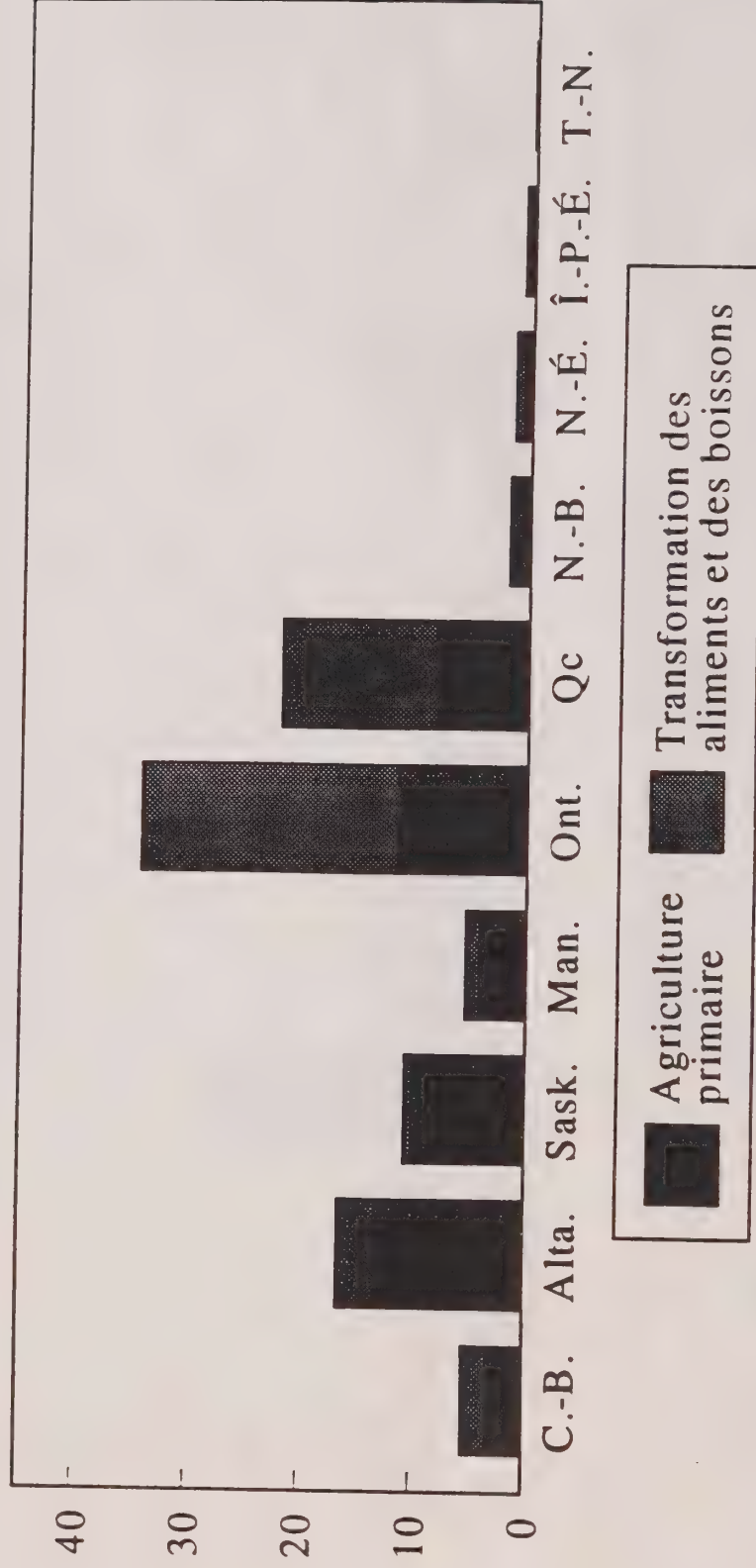
- COMPARATIVEMENT AUX AUTRES RÉGIONS, LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CONTRIBUE DAVANTAGE À L'ÉCONOMIE DES PRAIRIES, PLUS PARTICULIÈREMENT À CELLE DE LA SASKATCHEWAN, OÙ IL REPRÉSENTE 13 P. 100 DU PIB.
- LE SECTEUR PRIMAIRE DOMINE LES PRAIRIES, TANDIS QUE DANS LES PROVINCES DU CENTRE ET DE L'ATLANTIQUE, C'EST LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION QUI CONTRIBUE DAVANTAGE AU PIB.
- CES DERNIÈRES ANNÉES, IL SEMBLE QUE LA CAPACITÉ DE TRANSFORMATION SE DÉPLACE VERS L'OUEST.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Conference Board du Canada
 - Statistique Canada
- La contribution du secteur de la transformation à l'Île-du-Prince-Édouard est basée sur des estimations privées.

LA CONTRIBUTION DE CHAQUE PROVINCE AU PIB AGRO-ALIMENTAIRE NATIONAL VARIE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE

%
Pourcentage du PIB agro-alimentaire national par province, 1993



LA CONTRIBUTION DE CHAQUE PROVINCE AU PIB AGRO-ALIMENTAIRE NATIONAL VARIE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE

- TOUTES LES PROVINCES CONTRIBUENT À LA CROISSANCE DU PIB AGRO-ALIMENTAIRE NATIONAL.
- IL EST ÉVIDENT QUE CETTE CONTRIBUTION EST SUPÉRIEURE DANS LES PROVINCES CENTRALES DU CANADA, OÙ LE SECTEUR EST LE PLUS DIVERSIFIÉ.
- L'EXPANSION DE LA TRANSFORMATION DE PRODUITS À PLUS GRANDE VALEUR AJOUTÉE DONNERAIT UN ÉLAN AU SECTEUR DANS TOUTES LES PROVINCES, MAIS PRINCIPALEMENT DANS LES PRAIRIES QUI TIRENT DE L'ARRIÈRE PAR RAPPORT AU RESTE DU PAYS.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Conference Board du Canada
 - Statistique Canada

ORIENTATIONS DU LIVRE ROUGE

CROISSANCE

- Réaliser une croissance durable du secteur agricole et agro-alimentaire
- Favoriser les possibilités en milieu rural

SÉCURITÉ

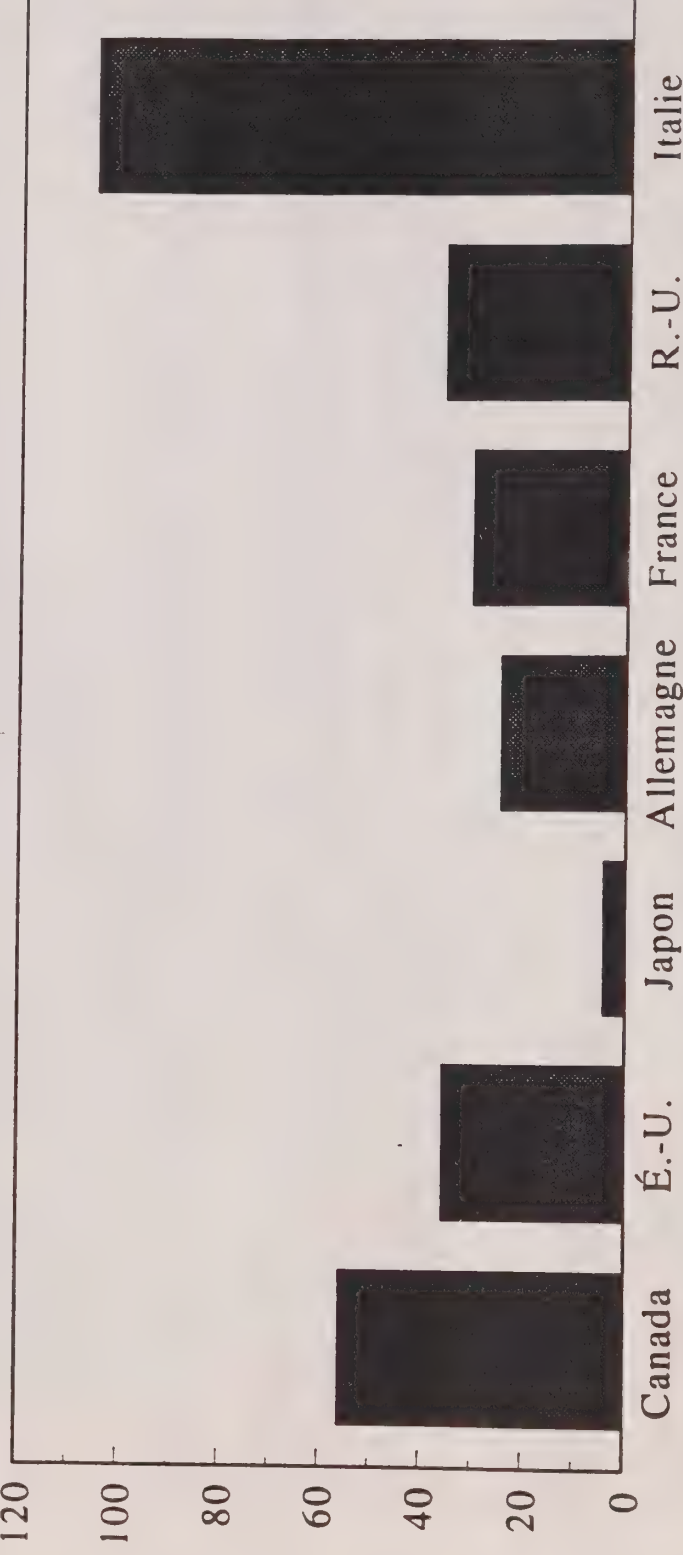
- Réaliser la sécurité financière à long terme
- Atteindre la durabilité des ressources et de l'environnement
- Maintenir un approvisionnement en aliments sains et de qualité supérieure

ORIENTATIONS DU LIVRE ROUGE

- LE « LIVRE ROUGE » ET SON PROGRAMME AGRICOLE DÉVELOPPENT LES THÈMES DE LA CROISSANCE ET DE LA SÉCURITÉ.
- LE THÈME DE LA CROISSANCE S'APPLIQUE AUX PRODUCTEURS, AUX TRANSFORMATEURS, AUX NÉGOCIANTS ET AUX AUTRES INTERVENANTS DE LA FILIÈRE AGRO-ALIMENTAIRE, AINSI QU'ÀUX RÉSIDENTS DES RÉGIONS RURALES ET À LA MAIN D'OEUVRE CANADIENNE.
- LE THÈME DE LA SÉCURITÉ S'APPLIQUE AUX FAMILLES AGRICOLES, À NOS RESSOURCES NATURELLES ET AUX CONSOMMATEURS CANADIENS.
- LA CROISSANCE ET LA SÉCURITÉ SONT MANIFESTEMENT LIÉES À L'EMPLOI ET AU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE GLOBAL -- NON SEULEMENT EN CE QUI CONCERNE LA PRODUCTION AGRICOLE PRIMAIRE, MAIS ÉGALEMENT À TOUS LES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE.
- DE CES THÈMES, ON A DÉGAGÉ CINQ OBJECTIFS POUR LE SECTEUR AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE :
 - RÉALISER UNE CROISSANCE DURABLE
 - FAVORISER LES POSSIBILITÉS EN MILIEU RURAL
 - RÉALISER LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE À LONG TERME
 - PRÉSERVER NOS RESSOURCES ET NOTRE ENVIRONNEMENT
 - MAINTENIR LA QUALITÉ ET LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS

LE CANADA EST LE DEUXIÈME PAYS LE PLUS ENDETTÉ DU G-7

% du PIB Dette financière totale des pays du G-7, 1992



SITUATION DE L'ENDETTEMENT DU CANADA

- CE TABLEAU ILLUSTRE LA DETTE CUMULATIVE FÉDÉRALE ET PROVINCIALE EN POURCENTAGE DU PIB CANADIEN.
- L'ENDETTEMENT AU CANADA EST PLUS IMPORTANT QUE CHEZ NOS PARTENAIRES DU GROUPE DES 7.
- CETTE RÉALITÉ S'APPLIQUE TANT AU PALIER FÉDÉRAL QU'AU PALIER PROVINCIAL.
- C'EST EN PARTIE POURQUOI LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DOIT REPENSER SON APPROCHE ET SA STRATÉGIE EN MATIÈRE DE DÉPENSES.

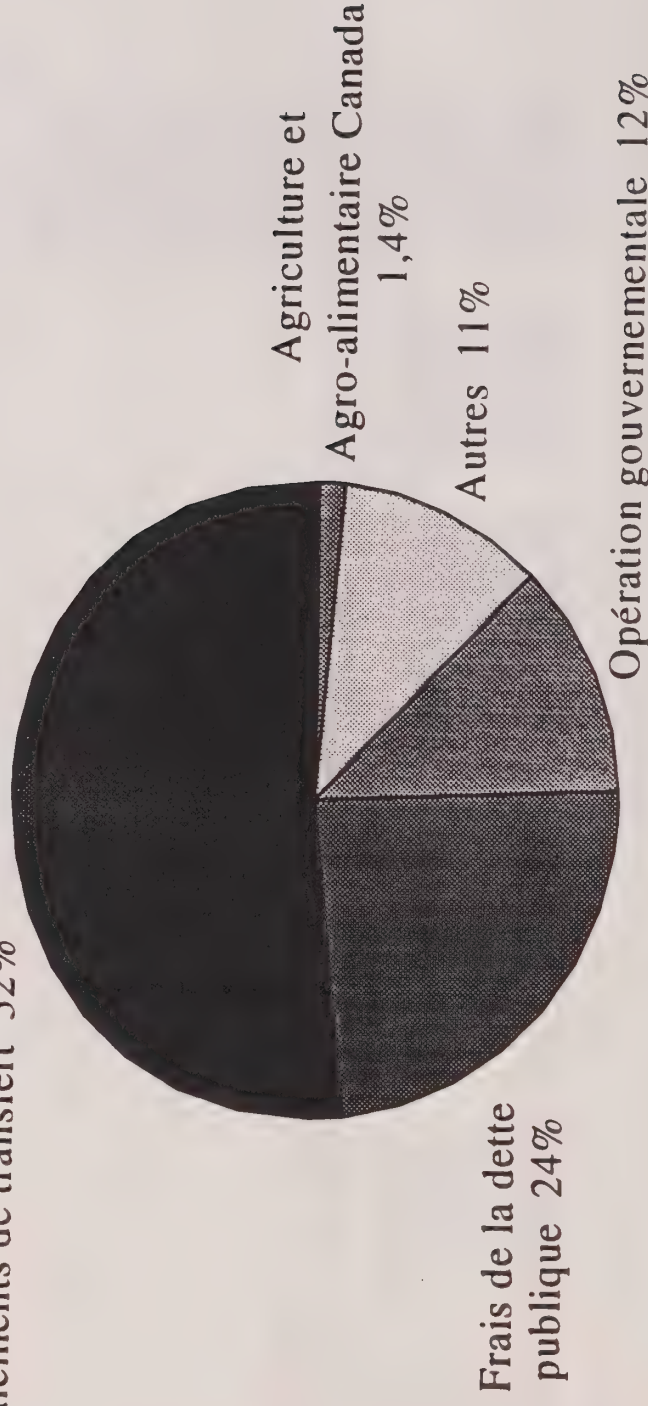
Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
 - Ministère des Finances
- G-7: Groupe des sept pays les plus industrialisés.

LES FRAIS D'INTÉRÊT REPRÉSENTENT PRÈS DU QUART DU BUDGET FÉDÉRAL

Composition des dépenses fédérales

Paielements de transfert 52%



LES FRAIS D'INTÉRÊT REPRÉSENTENT PRÈS DU QUART DU BUDGET FÉDÉRAL

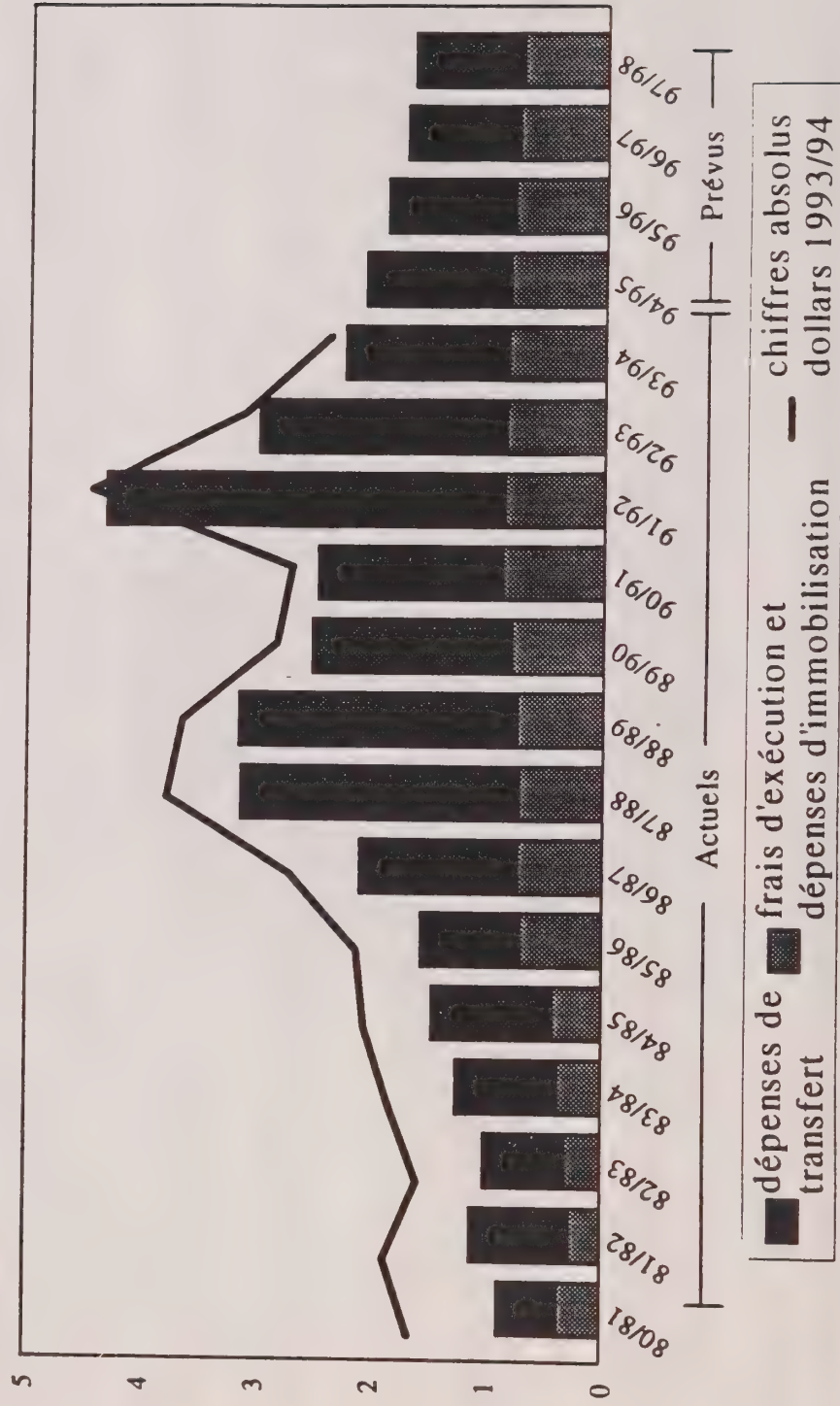
- LE COÛT DU SERVICE DE LA DETTE AU CANADA MENACE NOMBRE DE NOS PROGRAMMES NATIONAUX ET PROVINCIAUX ET NUIRA À LA CAPACITÉ DES GOUVERNEMENTS DE RELEVER LES DÉFIS ÉCONOMIQUES.
- LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A CONSACRÉ 38 MILLIARDS DE DOLLARS AU PAIEMENT DES INTÉRÊTS DE LA DETTE GLOBALE EN 1993-1994. CE MONTANT CORRESPOND À PRÈS DU QUART DES DÉPENSES FÉDÉRALES TOTALES.
- LES DÉPENSES AGRICOLES NE REPRÉSENTENT QU'UN FAIBLE POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES, SOIT 1,4 %.
- LES FRAIS D'INTÉRÊT DE LA DETTE SONT PLUS DE 15 FOIS SUPÉRIEURS AUX DÉPENSES AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES TOTALES.
- DE 1980-1981 À 1993-1994, LES FRAIS DE SERVICE DE LA DETTE SONT PASSÉS DE 22 % À QUELQUE 32 % DES RECETTES TOTALES DE L'ÉTAT.
- SELON DES CHIFFRES RÉCENTS, LES DÉFICITS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX COMBINÉS POUR 1993-1994 ATTEIGNENT QUELQUE 57 MILLIARDS DE DOLLARS ET LA DETTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE CUMULATIVE POURRAIT SE CHIFFRER À 780 MILLIARDS DE DOLLARS. LE COÛT DU SERVICE DE LA DETTE EST ESTIMÉ À ENVIRON 60 MILLIARDS DE DOLLARS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1993-1994.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Ministère des Finances, Budget de 1993-1994
 - Rapport financier annuel, ministère des Finances, septembre 1994
 - *Globe and Mail*, édition du 7 septembre 1994
- Les paiements de transfert englobent les transferts aux personnes (assurance-chômage, sécurité de la vieillesse, transferts aux autres paliers gouvernementaux (arrangements fiscaux, éducation, Régime d'assistance publique du Canada) et autres paiements (développement régional et industriel, aide extérieure, etc).
- Dépenses nettes, moins les recettes et les revenus crédités au "vote"; "agriculture" comprend le budget du Ministère seulement et non la LTGO.

LES DÉPENSES D'AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE CANADA CONTINUENT DE DÉCLINER, REFLÉTANT AINSI LES PRESSIONS FINANCIÈRES

en milliards \$ Budgets d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada



LES DÉPENSES DU MINISTÈRE CONTINUENT DE DÉCLINER

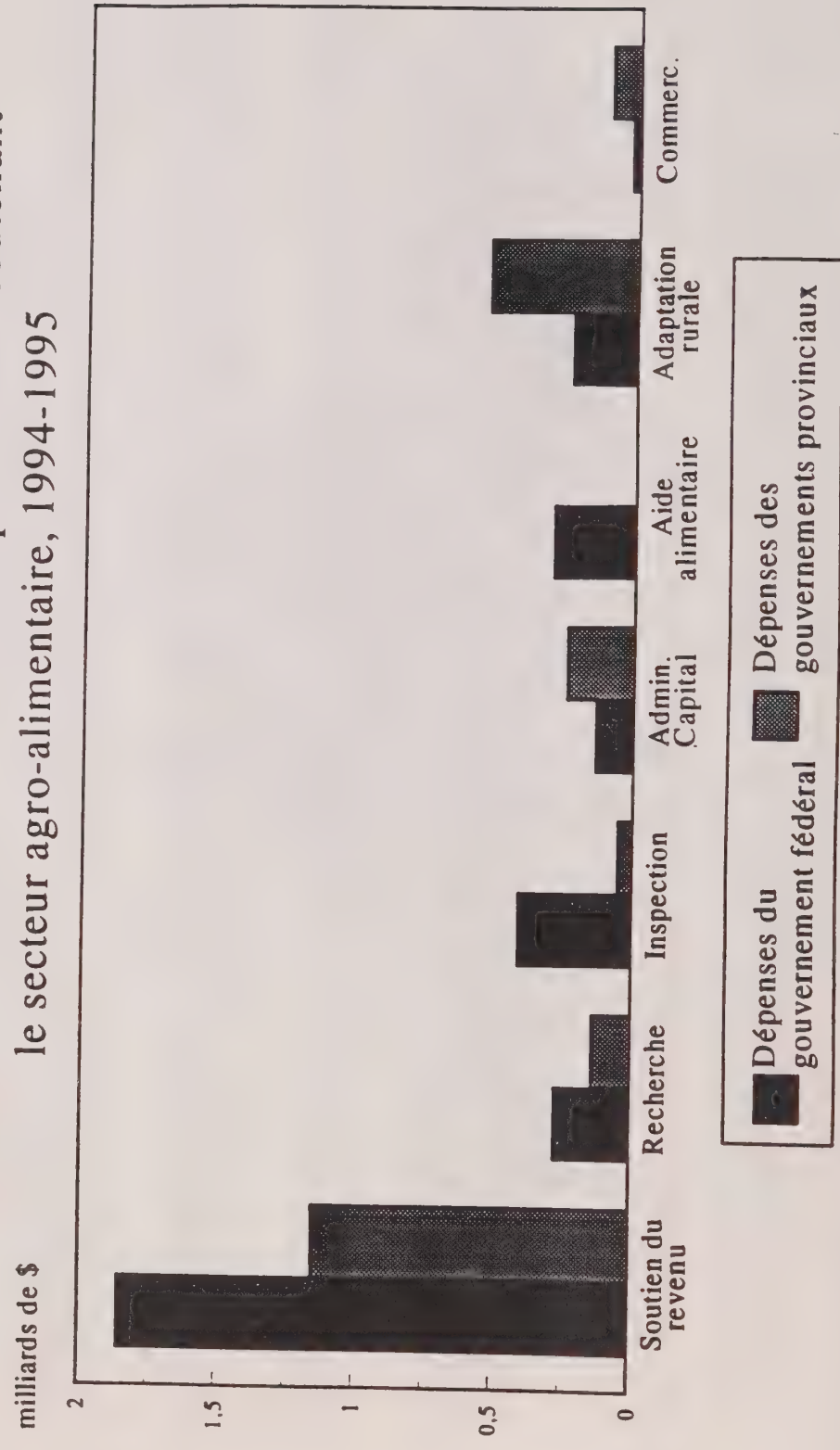
- LE BUDGET D'AGRICULTURE ET AGRO-ALIMENTAIRE CANADA A CHUTÉ PAR RAPPORT AUX NIVEAUX RECORDS QU'IL AVAIT ATTEINT VERS LA FIN DES ANNÉES 1980 ET AU DÉBUT DES ANNÉES 1990.
- LES BUDGETS ÉLEVÉS DU PASSÉ ÉTAIENT DUS PRINCIPALEMENT AUX PAIEMENTS D'APPOINT QUI VISAIENT À AIDER LES PRODUCTEURS DE CÉRÉALES ET D'OLÉAGINEUX À MAINTENIR LEUR REVENU AU NIVEAU EXISTANT AVANT « LA GUERRE COMMERCIALE » DANS LES CÉRÉALES.
- LES RÉDUCTIONS DANS LES DÉPENSES RÉSULTENT DE L'ABANDON DES PAIEMENTS D'APPOINT ET DES PROGRAMMES SPÉCIAUX, D'UNE RÉDUCTION DES PAIEMENTS DANS LE CADRE DU RARB, DE COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES GÉNÉRALES IMPOSÉES LORS DES DEUX DERNIERS BUDGETS ET DE L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE DE NOVEMBRE 1992.
- LE BUDGET DU MINISTÈRE POUR 1994-1995 DEMEURE TOUT DE MÊME PLUS ÉLEVÉ QU'AU DÉBUT DES ANNÉES 1980, AVANT L'INSTAURATION DES PROGRAMMES SPÉCIAUX D'AIDE AU SOUTIEN DU REVENU.
- ÉTANT DONNÉ LA SITUATION FINANCIÈRE DIFFICILE DU GOUVERNEMENT, IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE LE MINISTÈRE SUBIRA D'AUTRES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES IMPORTANTES DANS L'AVENIR.
- LES DISPOSITIONS DU GATT MODIFIERONT AUSSI LA FORME ET L'AMPLEUR DE TOUT SOUTIEN AU REVENU AGRICOLE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Comptes publics, budget d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada (AAC), Budget des dépenses principales et prévisions sur les niveaux de référence
- Budget ajusté à l'aide de l'indice des dépenses intérieures brutes [année de référence 1993 (\$ de 1993)].
- Les chiffres de 1990-1992 comprennent le paiement du déficit de la Commission canadienne du blé.

LES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ONT UN RÔLE TRÈS IMPORTANT À JOUER DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Dépenses des ministères fédéraux et provinciaux soutenant le secteur agro-alimentaire, 1994-1995



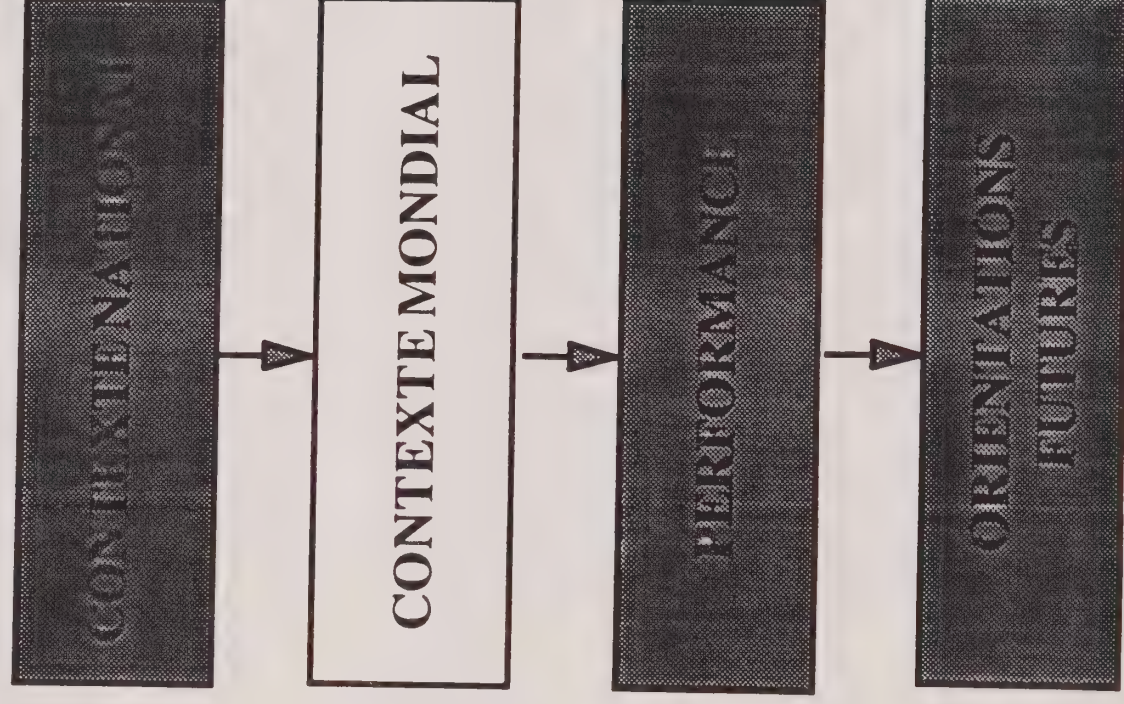
LES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ONT UN RÔLE TRÈS IMPORTANT À JOUER DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

- LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX CONSACRENT TOUS DEUX DE FORTES SOMMES AU SOUTIEN DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CANADIEN.
- COMME LA COMPÉTENCE CONSTITUTIONNELLE DANS CE DOMAINE EST PARTAGÉE PAR LES DEUX PALIERS GOUVERNEMENTAUX, LES RESSOURCES FÉDÉRALES ET PROVINCIALES TENDENT À ÊTRE AFFECTÉES À DES ACTIVITÉS SIMILAIRES.
- LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CONTRIBUE PRINCIPALEMENT AU SOUTIEN DU REVENU, À LA RECHERCHE, À L'INSPECTION ET À L'AIDE ALIMENTAIRE. LES PROVINCES S'INTÉRESSENT DAVANTAGE AU DÉVELOPPEMENT RURAL, À LA VULGARISATION, À L'ENVIRONNEMENT ET À L'ÉDUCATION.
- À MOINS D'UNE ÉTROITE COLLABORATION ENTRE LES DEUX NIVEAUX DE GOUVERNEMENT, IL PEUT Y AVOIR DES CHEVAUchements ET DU DÉDOUBLEMENT AINSI QUE DES STRATÉGIES CONFLICTUELLES QUI FONT PEU DE BIEN AU SECTEUR. LES ENTENTES OFFICIELLES ET ADMINISTRATIVES RÉDUISENT CEPENDANT LES DÉDOUBLEMENTS.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Comptes publics fédéraux et provinciaux
- Les dépenses comprennent celles des organismes et des ministères autres que les ministères fédéral et provinciaux de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire.
- Les dépenses pour l'adaptation/rurale comprennent celles consacrées au développement rural et régional, à l'éducation et à l'environnement.

CHEMINEMENT DE LA PRÉSENTATION



CONTEXTE MONDIAL

- Structure de la politique commerciale
- Évolution de la structure des échanges commerciaux
- Possibilités nouvelles
- Environnement compétitif

L'APPLICATION DES MODIFICATIONS AU GATT ACCENTUERA D'AVANTAGE LE FAIT QUE LA COMMERCIALISATION EST UNE VOIE À DEUX SENS

- Les tarifs et les équivalents tarifaires continueront à influencer sur les échanges et les prix, mais à l'échelle mondiale, les droits de douane diminueront
- Les subventions à l'exportation baisseront, mais les subventions à l'exportation de certains pays (p. ex. l'Union européenne et des États-Unis) continueront à influencer sur les prix et à perturber les marchés d'exportation
- De nouveaux règlements seront établis, mais les subventions intérieures qui influent sur les échanges pourront encore influencer le niveau de production et les prix à l'exportation

L'APPLICATION DES MODIFICATIONS AU GATT ACCENTUERA D'AVANTAGE LE FAIT QUE LA COMMERCIALISATION EST UNE VOIE À DEUX SENS

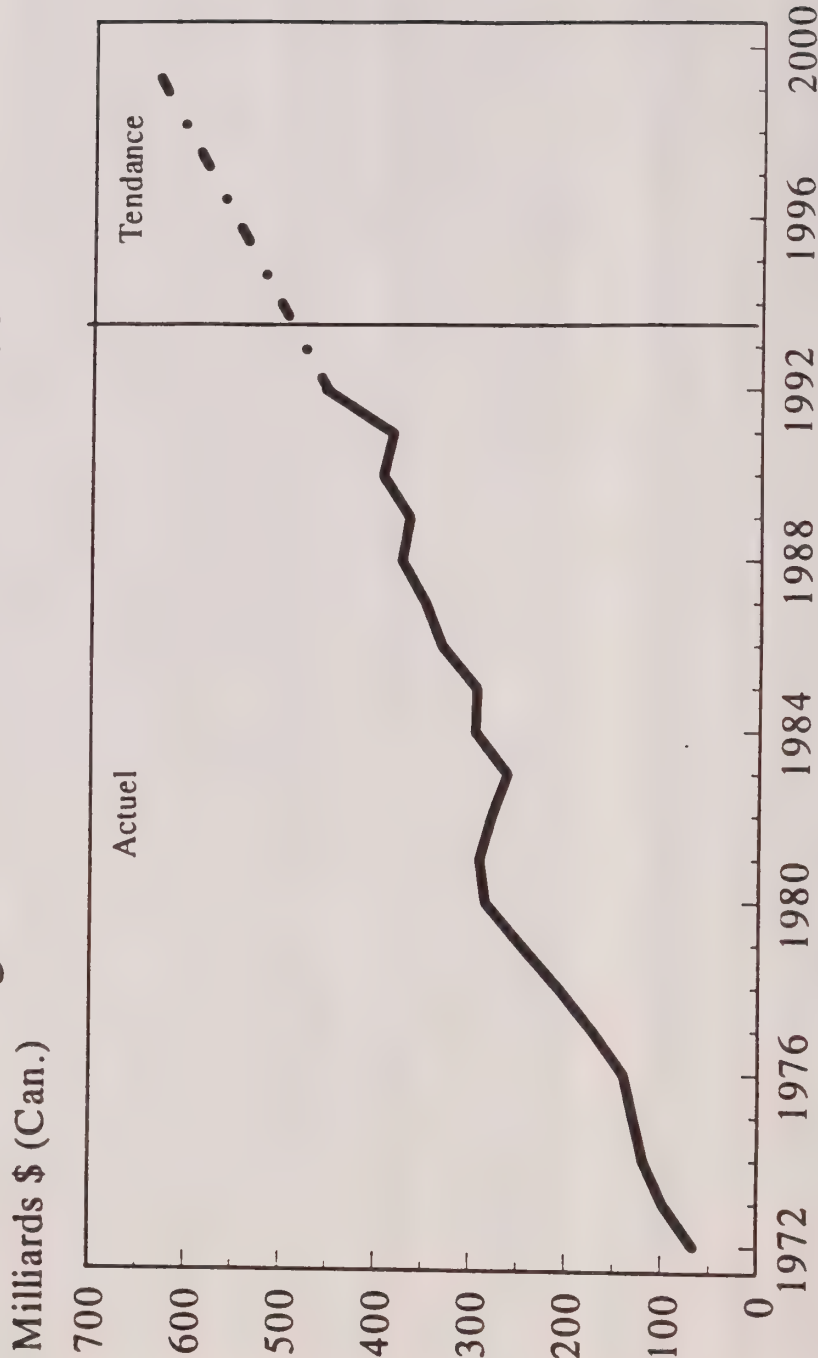
- BIEN QUE LES DROITS DE DOUANES DIMINUENT, LA PLUPART CONTINUERONT À INFLUER SUR LES ÉCHANGES ET LES PRIX.
- LES ÉQUIVALENTS TARIFAIRES ÉLEVÉS QUI REMPLACENT LES OBSTACLES NON TARIFAIRES MAINTIENDRONT DES PRIX INTÉRIEURS ÉLEVÉS, BIEN QU'À LA BAISSE, ET AURONT POUR EFFET DE FREINER LE COMMERCE.
- MÊME SI LES SUBVENTIONS TOTALES À L'EXPORTATION DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS-UNIS ACCUSERONT UNE BAISSE,
 - ELLES CONTINUERONT À INFLUER SUR LES PRIX ET SUR LES MARCHÉS D'EXPORTATION DES CÉRÉALES, DES OLÉAGINEUX, DU BOEUF ET DES PRODUITS LAITIERS.
 - ET LES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES PRODUITS OU À DES MARCHÉS CIBLES POURRAIENT AUGMENTER, CHUTER OU ÊTRE ORIENTÉES DIFFÉREMMENT (P. EX., LES SUBVENTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE À L'EXPORTATION EN AMÉRIQUE LATINE COMPARATIVEMENT À L'ASIE).
- LES SUBVENTIONS INTÉRIEURES QUI FAUSSENT LES ÉCHANGES SONT PLAFONNÉES, MAIS LA LATITUDE DONT JOUIRONT CERTAINS PRODUITS ET PROGRAMMES (P. EX., TAUX DE PRÊT AUX ÉTATS-UNIS) POURRAIT ENCORE INFLUER SUR LA PRODUCTION ET LES PRIX À L'EXPORTATION.

Renseignements supplémentaires

- GATT désigne l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et les modifications, les dispositions sur l'agriculture consignées dans l'entente conclue dans le cadre de l' Uruguay Round du GATT.

LA CROISSANCE DU COMMERCE MONDIAL DEVRAIT SE POURSUIVRE

Exportations mondiales totales du secteur
agro-alimentaire d'ici l'an 2000



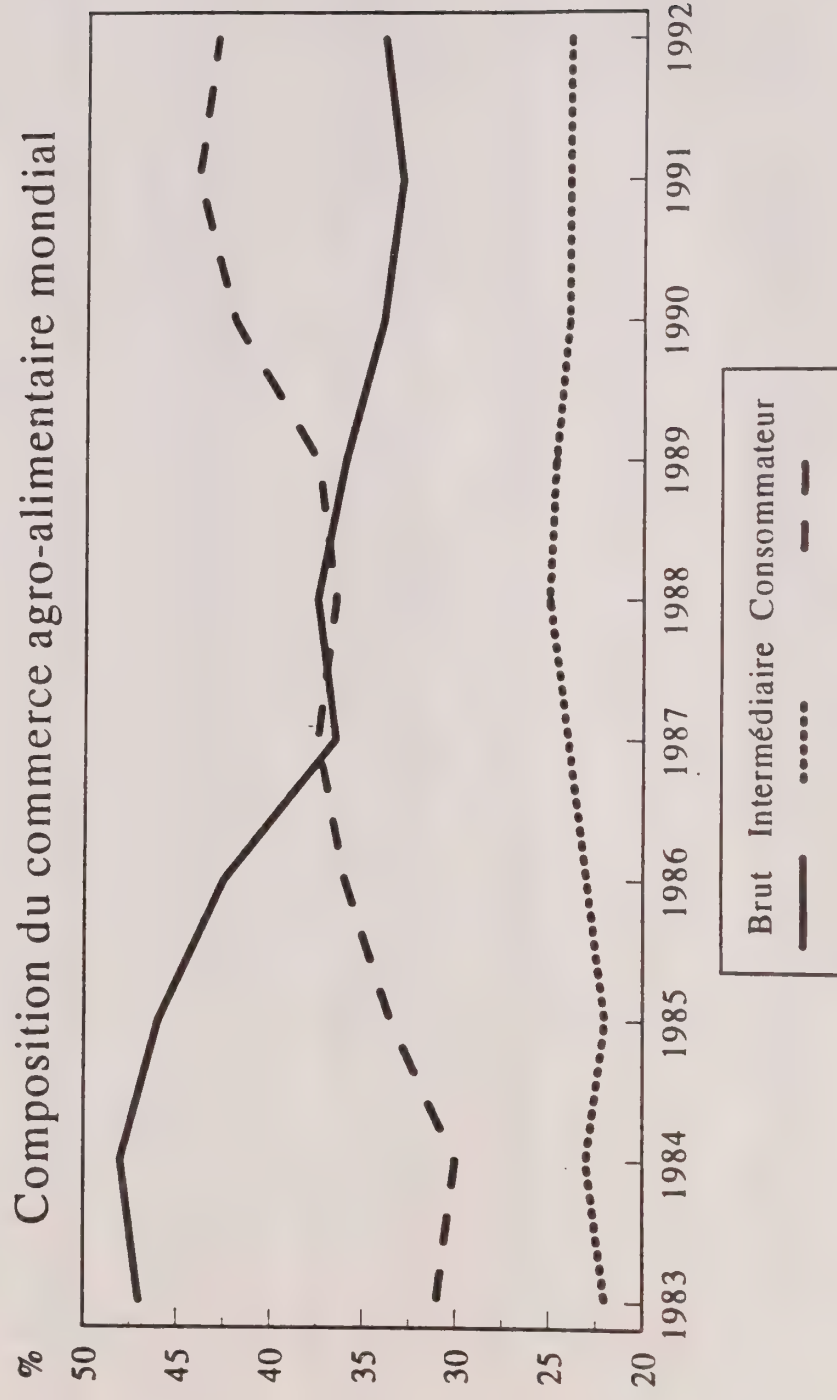
LA CROISSANCE DU COMMERCE MONDIAL DEVRAIT SE POURSUIVRE

- AU COURS DES 7 PROCHAINES ANNÉES, ON S'ATTEND À UN ACCROISSEMENT DES ÉCHANGES AGRICOLES MONDIAUX D'ENVIRON 150 MILLIARDS DE DOLLARS. LE GATT POURRAIT MÊME ENTRAÎNER UNE HAUSSE DES ÉCHANGES SUPÉRIEURE À CES PRÉVISIONS.
- D'ICI L'AN 2000, LE TAUX DE CROISSANCE DU REVENU DEVRAIT ATTEINDRE ENVIRON 6 À 12 P. 100 PAR ANNÉE EN ASIE ET DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE, 4 À 6 P. 100 EN AMÉRIQUE LATINE, AU MOYEN ORIENT ET EN AFRIQUE ET 2 À 3 P. 100 EN EUROPE DE L'OUEST.
- LE GATT ET L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALENA) CRÉERONT DE NOMBREUX DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX.
- PRÈS DE LA MOITIÉ DU TAUX DE CROISSANCE COMMERCIAL MONDIAL PROJETÉ SE PRODUIRA EN UNION EUROPÉENNE, CE QUI TÉMOIGNE DE L'ÉNORME POTENTIEL DE CROISSANCE DES BLOCS COMMERCIAUX. DES TENDANCES SEMBLABLES SE MANIFESTENT EN AMÉRIQUE DU NORD, OÙ L'EXPORTATION DE PRODUITS CANADIENS VERS LES ÉTATS-UNIS AUGMENTE DE 15 P. 100 PAR ANNÉE.
- MÊME SI LE CANADA NE PERCERA PAS AUSSI FACILEMENT LE MARCHÉ DE L'UNION EUROPÉENNE, CELUI-CI OFFRE TOUT DE MÊME DES POSSIBILITÉS COMMERCIALES QUI POURRAIENT ÊTRE EXPLOITÉES GRÂCE À DES ACCORDS BILATÉRAUX. LES PREMIÈRES DONNÉES COMMERCIALES POUR 1994 MONTRENT UNE IMPORTANTE CROISSANCE SUR CE MARCHÉ, PRINCIPALEMENT DES VENTES DE CANOLA.
- AU COURS DES 14 PROCHAINES ANNÉES, LA POPULATION MONDIALE DEVRAIT AUGMENTER DE 2 MILLIARDS ET DÉPASSER LES 7 MILLIARDS D'ICI L'AN 2010.
- CETTE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE SE MANIFESTERA SURTOUT DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. NOMBRE D'ENTRE EUX NE DISPOSERONT PAS DU POUVOIR D'ACHAT REQUIS POUR AUGMENTER LEURS IMPORTATIONS ET DEVRONT COMPTER SUR DES PROGRAMMES D'AIDE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), données sur le commerce mondial tirées de la base de données des Nations Unies (seulement jusqu'en 1992)
- Prévisions fournies par la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés, Agriculture et Agro-alimentaire Canada
- Le commerce mondial devrait se situer aux environs de 650 milliards de dollars (\$ CAN) en l'an 2000.
- Comme ces données ne sont pas disponibles, les données sur les transactions commerciales excluent les boissons alcooliques, le tabac et les produits de la pêche.

LA GAMME DES BIENS ÉCHANGÉS SUR LE MARCHÉ MONDIAL S'ORIENTE D'AVANTAGE VERS DES PRODUITS TRANSFORMÉS



LE COMMERCE MONDIAL S'ORIENTE DAVANTAGE VERS LES PRODUITS À VALEUR AJOUTÉE

- LE COMMERCE MONDIAL EST EN PROGRESSION. AU LIEU DE PRODUIT BRUTS, LES CONSOMMATEURS ACHÈTENT DE PLUS EN PLUS DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE, Y COMPRIS DES PRODUITS DU BÉTAIL ET DE LA VOLAILLE.
- LA FORTE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DES PAYS DE L'ASIE DE L'EST ET DE LA CEINTURE DU PACIFIQUE FAIT MONTER LA DEMANDE RÉELLE DE PRODUITS IMPORTÉS TRANSFORMÉS.
- AU FUR ET À MESURE QUE LES REVENUS AUGMENTERONT, LA HAUSSE DE L'ÉLASTICITÉ-REVENU DE LA DEMANDE ET LES DIFFÉRENCES CULTURELLES ENTRAÎNERONT LA CONSOMMATION ACCRUE DE PRODUITS CARNÉS, DONT LA VOLAILLE ET LES VIANDES ROUGES.
- LA DEMANDE DE CÉRÉALES FOURRAGÈRES ET DE TOURTEAUX DE PROTÉAGINEUX AUGMENTERA DANS LES PAYS ÉLEVEURS DE BÉTAIL. TOUTEFOIS, LES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT POURRAIENT RESTREINDRE LA CULTURE DE NOUVELLES PRODUCTIONS DANS CERTAINS PAYS.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Base de données de la FAO - chiffres sur le commerce mondial
- La décomposition en produits bruts, intermédiaires et de consommation a été effectuée par le Bureau d'évaluation des marchés, Agriculture et Agro-alimentaire Canada
- Ce tableau traite de trois types de produits :

Bruts : Produits primaires sans valeur ajoutée et non vendus au gros ni au détail (p. ex., blé, avoine, canola, veaux)

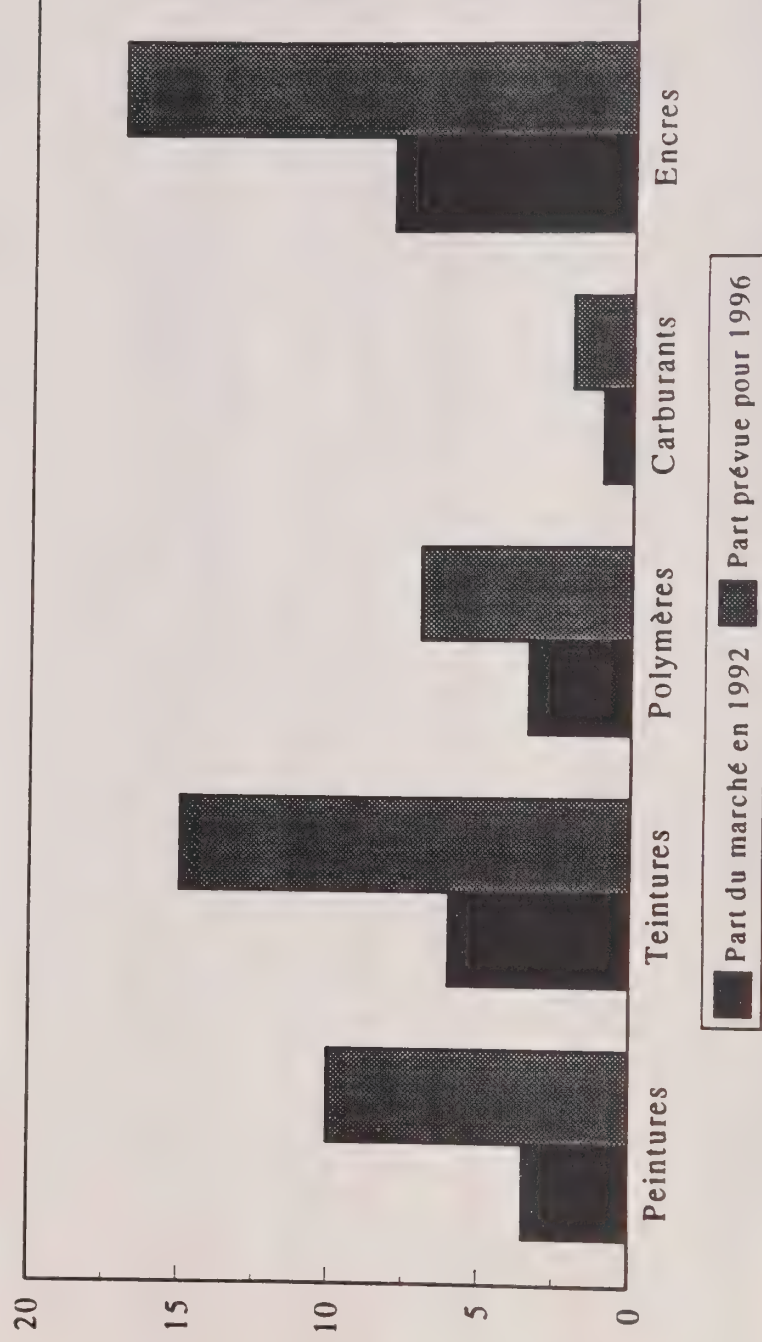
Intermédiaires : Produits avec une certaine valeur ajoutée par la transformation, mais qui ne sont pas des produits finis offerts au gros et au détail (p. ex., bovins (d'engraissement), bovins (finis), mélanges à pain et farine de boulangerie)

De consommation : Produits ayant subi tous les niveaux de transformation ou dont la valeur ajoutée est complète et qui sont vendus au gros et au détail (p. ex., pommes de terre de consommation, pommes, aliments pour micro-ondes, aliments congelés)

DES POSSIBILITÉS DE CROISSANCES NOTABLES EXISTENT DANS LES UTILISATIONS NON ALIMENTAIRES DES PRODUITS AGRICOLES

Croissance potentielle dans les usages non alimentaires des
productions végétales (É.-U.)

Part du marché (%)



ESSOR DES APPLICATIONS NON ALIMENTAIRES DE PRODUITS AGRICOLES

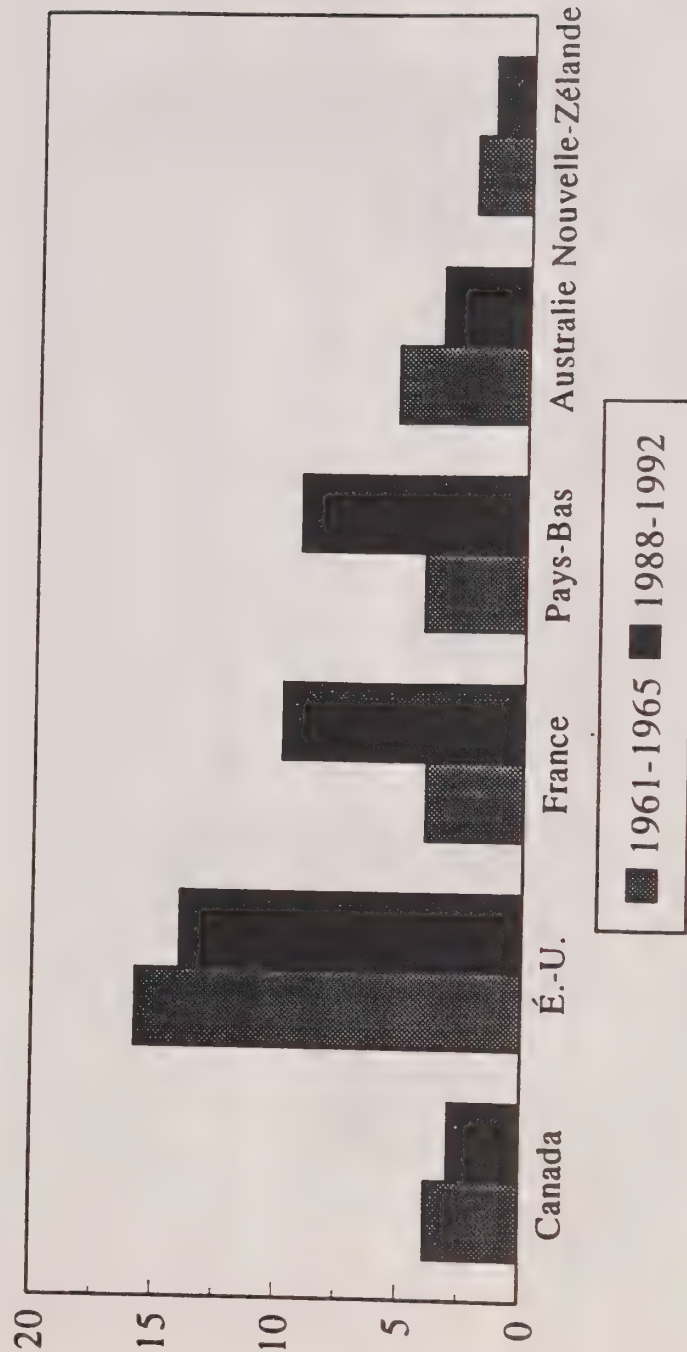
- L'APPLICATION INDUSTRIELLE OU NON ALIMENTAIRE DE PRODUITS ALIMENTAIRES EST UN NOUVEAU MARCHÉ QUI CONVIENT BIEN À LA DIVERSITÉ DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE AU CANADA.
- ON PRÉVOIT UNE FORTE PROGRESSION DU MARCHÉ POUR CES PRODUITS COMME L'ILLUSTRE LE TABLEAU SUR LA PART PRÉVUE DE CES APPLICATIONS SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN EN 1996.
- D'ICI L'AN 2000, LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE PRÉVOIENT QUE JUSQU'À 50 P. 100 DE LA PRODUCTION PRIMAIRE SERVIRA À DES APPLICATIONS INDUSTRIELLES NON ALIMENTAIRES.
- DEUX TENDANCES ALIMENTENT CET ESSOR :
 - LA DEMANDE PLUS PRESSANTE DU PUBLIC POUR DES PRODUITS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT.
 - LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES QUI FONT BAISSER LES COÛTS COMPARÉS DE PRODUCTION.
- VOICI DES EXEMPLES DE POSSIBILITÉS PROMETTEUSES POUR LES PRODUITS AGRICOLES :
 - LUBRIFIANTS À BASE D'HUILE DE CANOLA, DE COLZA, DE SOJA ET D'AUTRES VÉGÉTAUX. À L'HEURE ACTUELLE, LES APPROVISIONNEMENTS MONDIAUX EN HUILES VÉGÉTALES NE POURRONT SATISFAIRE QUE 5 À 10 P. 100 DE LA DEMANDE AUX ÉTATS-UNIS.
 - LES AUTRES UTILISATIONS DU CANOLA, COMME LES ENCRE ET LES PRODUITS DE BEAUTÉ, VALENT LA PEINE D'ÊTRE ENVISAGÉES. UNE ENTREPRISE JAPONAISE UTILISE DE L'HUILE DE CANOLA CANADIENNE POUR FABRIQUER UNE GAMME DE PRODUITS DE BEAUTÉ (SAVON, SHAMPOOING, COLD-CREAM ET DÉTERGENT).
 - LE LIN A PLUSIEURS USAGES, DONT LA FABRICATION DE PAPIERS FINS. AUX ÉTATS-UNIS, LE LIN EST LA FIBRE NON LIGNEUSE LA PLUS LARGEMENT UTILISÉE, APRÈS LE COTON, POUR LA FABRICATION DU PAPIER (LES BILLETS VERTS AMÉRICAINS SONT FAITS DE 80 P. 100 DE COTON ET DE 20 P. 100 DE LIN, ALORS QU'AU CANADA, LES BILLETS SONT COMPOSÉS DE 75 P. 100 DE COTON ET DE 25 P. 100 DE PÂTE KRAFT).

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Industrial Uses of Agricultural Materials : Situation and Outlook, USDA, juin 1993
 - David Morris et Irshad Ahmed, The Carbohydrate Economy : Making Chemicals and Industrial Materials from Plant Matter
- Polymères (biodégradables) : produits à partir de l'amidon de maïs, de blé et de pomme de terre et d'autres matières biodégradables pour remplacer les plastiques à base de pétrole
- Les carburants de transport comprennent l'éthanol

LA PART CANADIENNE DES MARCHÉS MONDIAUX AGRO-ALIMENTAIRES EST EN DÉCLIN

Pourcentage des exportations agro-alimentaires mondiales
% de la part du marché



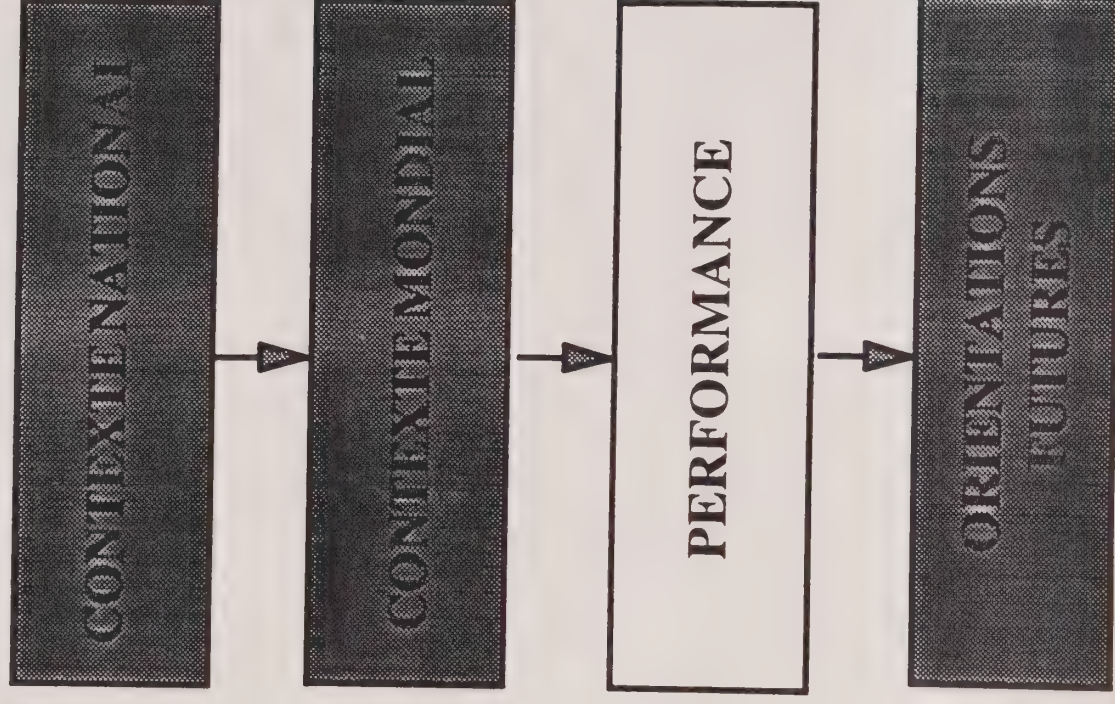
LA PART CANADIENNE DES MARCHÉS AGRO-ALIMENTAIRES MONDIAUX DIMINUE

- LE CANADA VOIT SA PART DU MARCHÉ MONDIAL RÉTRÉCIR DEPUIS LES ANNÉES 1961-1965. DE NOMBREUX CONCURRENTS CONVOIENT LE MARCHÉ AGRO-ALIMENTAIRE MONDIAL ET LE CANADA SE DOIT DE DEMEURER CONCURRENTIEL.
- LA PART DU MARCHÉ MONDIAL QUI REVIENT AUX PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE, PLUS PARTICULIÈREMENT À LA FRANCE ET AUX PAYS-BAS, A AUGMENTÉ NETTEMENT COMME L'ILLUSTRE LE TABLEAU.
- LA PROGRESSION DE L'UNION EUROPÉENNE EST ATTRIBUABLE, EN PARTIE, À LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET AUX HAUSSES DE PRODUCTION QUI EN SONT DÉCOULÉES POUR ASSURER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE EUROPÉENNE. LES EXCÉDENTS ONT ÉTÉ EXPORTÉS GRÂCE À D'IMPORTANTES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION. DES PRÉLÈVEMENTS À L'IMPORTATION DÉCOURAGEAIENT LES IMPORTATIONS PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE.
- LES VENTES CANADIENNES À L'UNION EUROPÉENNE ONT ACCUSÉ UNE BAISSÉ IMPORTANTE ENTRE 1981-1993. LES EXPORTATIONS VERS L'UNION EUROPÉENNE SONT PASSÉES DE 1,35 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1981 À ENVIRON 0,75 MILLIARD DE DOLLARS EN 1993. LES IMPORTATIONS AU CANADA ONT AUGMENTÉ D'ENVIRON 0,40 MILLIARD DE DOLLARS À PRÈS D'UN MILLIARD PENDANT LA MÊME PÉRIODE. TOUTEFOIS, LE CANADA FAIT DE NOUVELLES VENTES, SURTOUT DE CANOLA, SUR LE MARCHÉ DE L'UNION EUROPÉENNE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Base de données de la FAO (comprend les produits du tabac et les boissons alcooliques, sauf les distillées).
- Les chiffres sur les ventes canadiennes à l'Union européenne ne tiennent pas compte des ventes de boissons alcooliques et du tabac.
- Le tableau indique la part du marché en fonction de sa valeur.

CHEMINEMENT DE LA PRÉSENTATION



PERFORMANCE

CROISSANCE DURABLE

POSSIBILITÉS EN MILIEU RURAL

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

PRÉSERVATION DES RESSOURCES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS
SAINS ET DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

CROISSANCE DURABLE

«Le secteur agro-alimentaire canadien jouit de possibilités uniques de croissance» (Créer des possibilités, p. 57)

«...aider les agriculteurs canadiens à être compétitifs ainsi qu'à leur faciliter l'ouverture des marchés internationaux...» (Programme agricole, p. 1)

★ Une croissance qui crée un équilibre entre les préoccupations économiques et environnementales

- Règles prévisibles du commerce international
- Diversification des produits et des marchés
- Ne prévoit pas l'épuisement des ressources naturelles

★ Une croissance qui est partagée

- Par les provinces, les régions et les collectivités rurales
- Ainsi que par les intervenants de la filière agro-alimentaire

★ Une croissance qui repose sur les forces du Canada

- Qualité et salubrité des produits
- Respect de l'environnement
- Capacité de recherche et de technologie
- Possibilités de valeur ajoutée
- Ressources et aptitudes humaines

CROISSANCE DURABLE

- LA VISION DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DOIT REPOSER SUR LA VOLONTÉ D'ATTEINDRE UNE CROISSANCE DURABLE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI AU PROFIT DE TOUS LES CANADIENS. ELLE DOIT ÉGALEMENT TENIR COMPTE DE LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE.
- EN PLUS D'ÊTRE DURABLE ET PARTAGÉ, LE TYPE DE CROISSANCE AUQUEL NOUS FAISONS ALLUSION DANS LA VISION DOIT CONTRIBUER SUFFISAMMENT AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT.
- LE SECTEUR SE TROUVE DEVANT D'ÉNORMES POSSIBILITÉS DE CROISSANCE ET DE CRÉATION D'EMPLOIS.
- LE SECTEUR RÉALISERA SON POTENTIEL DE CROISSANCE DURABLE S'IL S'INSPIRE DES PRINCIPES SUIVANTS :
 - DIVERSIFIER NOS PRODUITS ET NOS MARCHÉS POUR EXPLOITER LES NOUVELLES POSSIBILITÉS COMMERCIALES.
 - ASSURER LA PROTECTION DE NOS RESSOURCES.
 - PARTAGER LES BÉNÉFICES AVEC TOUTES LES RÉGIONS ET TOUS LES INTERVENANTS DE LA FILIÈRE AGRO-ALIMENTAIRE.
 - S'APPUYER SUR LES FORCES DU SECTEUR POUR EXPLOITER LES POSSIBILITÉS NAISSANTES ET RELEVÉER LES DÉFIS.
- NOTRE POSITION CONCURRENTIELLE SERA DÉTERMINÉE PAR DES FACTEURS COMME L'INNOVATION, LA TECHNOLOGIE, L'EFFICACITÉ, LES COÛTS, LA QUALITÉ, LE SERVICE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.
- QUEL A ÉTÉ LE SUCCÈS DU SECTEUR ET DU GOUVERNEMENT DANS LEUR QUÊTE D'UNE CROISSANCE DURABLE?

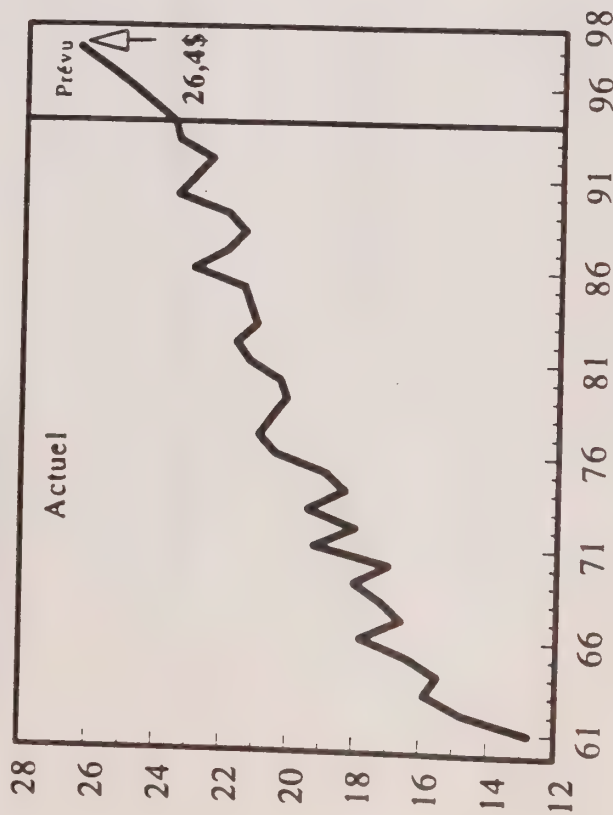
CROISSANCE DURABLE

- Produit intérieur brut (PIB)
- Emploi
- Facteurs contribuant à la croissance et à l'emploi
- Le défi de l'exportation

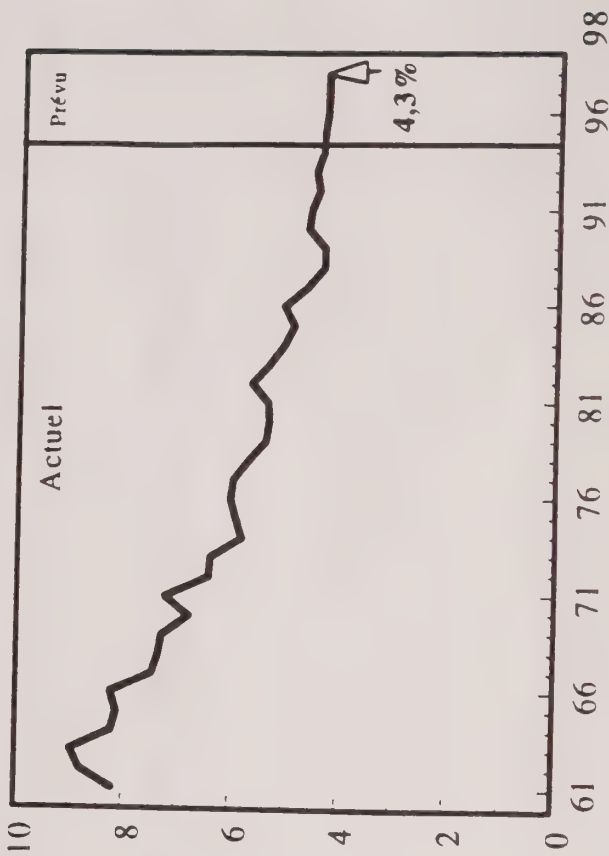
Performance:
Croissance durable

LE PIB DES SECTEURS DE LA PRODUCTION PRIMAIRE ET DE LA TRANSFORMATION AUGMENTE ET MAINTIENT SA PART DU PIB TOTAL

PIB agro-alimentaire au prix de 1986
Milliards de \$



Part de l'agro-alimentaire au PIB Total
%



LE PIB DES SECTEURS DE LA PRODUCTION PRIMAIRE ET DE LA TRANSFORMATION SUIT UNE COURBE ASCENDANTE

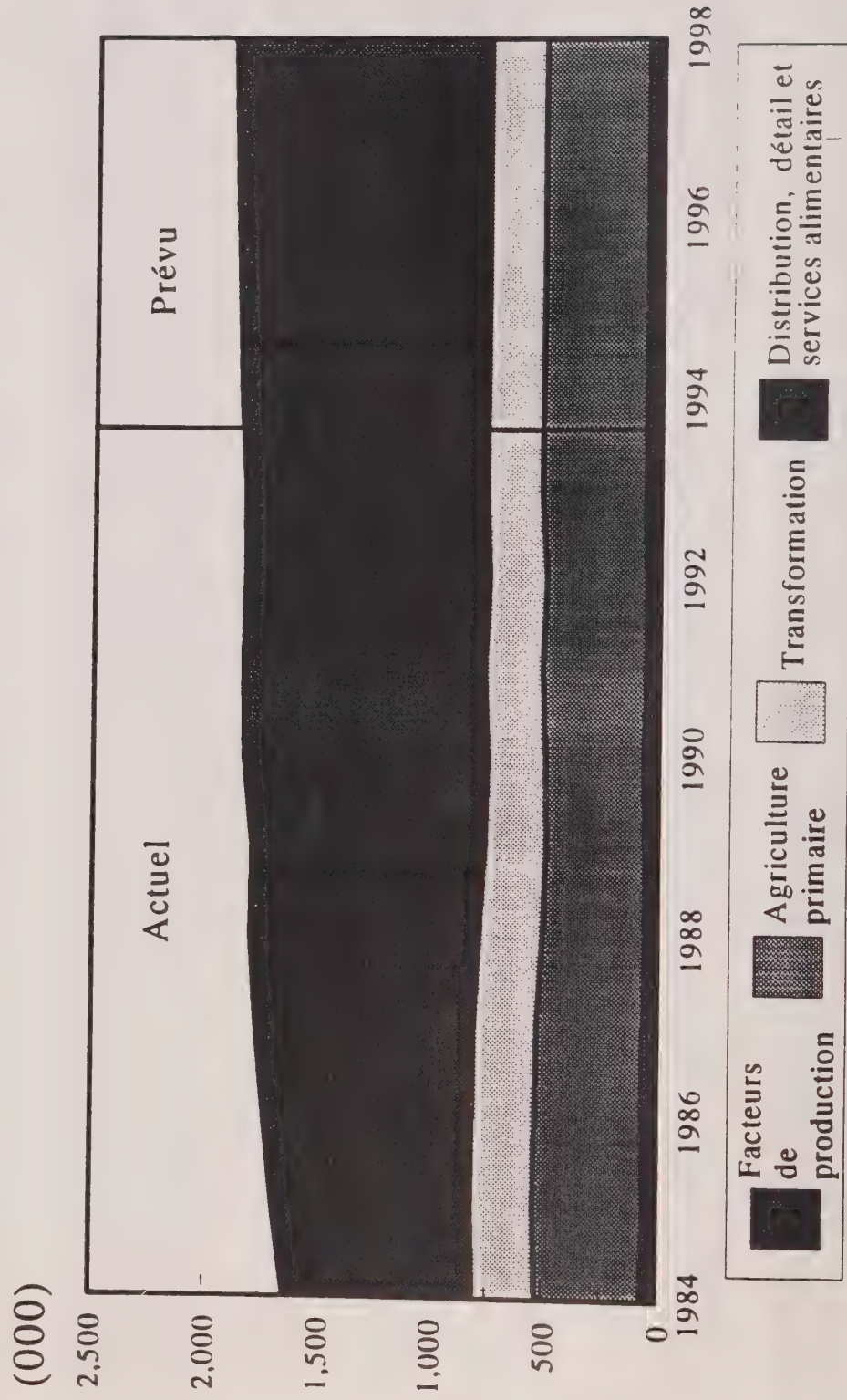
- CONTRAIREMENT À LA CROYANCE POPULAIRE, LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE EST UNE INDUSTRIE EN CROISSANCE ET SON PIB A PRESQUE DOUBLÉ AU COURS DE 30 DERNIÈRES ANNÉES.
- ON PRÉVOIT QUE LE PIB AGRO-ALIMENTAIRE CONTINUERA À AUGMENTER À MOYEN TERME.
- CES DERNIÈRES ANNÉES, LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE A MAINTENU SA PART DU PIB À LA SUITE D'UNE PÉRIODE DE DÉCLIN GRADUEL PROVOQUÉ PAR L'ESSOR ACCÉLÉRÉ DES AUTRES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE, EN PARTICULIER DU SECTEUR DES SERVICES.
- LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE APPORTE UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE AU PIB DE TOUTES LES PROVINCES.
- LA PART DU PIB TOTAL QUI REVIENT AUX SECTEURS DE LA PRODUCTION PRIMAIRE ET DE LA TRANSFORMATION (EXCLUANT LE DÉTAIL ET LA DISTRIBUTION) DEVRAIT RESTER STABLE À ENVIRON 4 P. 100.
- AVEC L'APPROCHE DE LA FIN DE LA RÉCESSION, LE CONFERENCE BOARD DU CANADA PRÉVOIT UN DYNAMISME DU MARCHÉ ALIMENTÉ PAR UNE CROISSANCE PLUS FORTE DE LA CONSOMMATION INTÉRIEURE. IL S'AGIT, EN CE QUI CONCERNE LA BALANCE DU COMMERCE AGRO-ALIMENTAIRE, D'UNE TENDANCE UN PEU PLUS OPTIMISTE QUE LES PRÉVISIONS À MOYEN TERME DU MINISTÈRE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Conférence Board du Canada
- Les prévisions sont fondées sur les hypothèses suivantes :
 - a) Une augmentation des exportations de produits agro-alimentaires de 1 P. 100 supérieure à celle des importations.
 - b) Une augmentation de la consommation de 2 P. 100 supérieure à celle de la population, comme cela a été le cas au cours des 10 dernières années.

Performance:
Croissance durable

LA SITUATION DE L'EMPLOI AU SEIN DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DEVRAIT DEMEURER STABLE



LA SITUATION DE L'EMPLOI AU SEIN DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DEMEURE STABLE

- LE SECTEUR EMPLOIE PLUS DE 1,8 MILLION DE CANADIENS, CE QUI REPRÉSENTE 15 P. 100 DES EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE.
- ON PRÉVOIT QUE LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR DEMEURERA STABLE, MAIS LE SECTEUR DES SERVICES POURRAIT CONNAÎTRE UNE AUTRE PROGRESSION AU FUR ET À MESURE QUE L'ÉCONOMIE SE REDRESSE.
- LA PERFORMANCE VARIE SELON LES DIFFÉRENTS MAILLONS DE LA FILIÈRE AGRO-ALIMENTAIRE :
 - SITUATION STABLE DE L'EMPLOI DANS LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE PRIMAIRE ET DES FACTEURS DE PRODUCTION.
 - CHUTE DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS EN RAISON D'UNE RESTRUCTURATION AU SEIN DU SECTEUR.
 - FORTE CROISSANCE DES SECTEURS DE LA DISTRIBUTION, DU DÉTAIL ET DE LA RESTAURATION.
- LE NOMBRE D'EMPLOIS EST RELATIVEMENT STABLE DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE PRIMAIRE
- QUANT AU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION, LE NOMBRE D'EMPLOIS SUBIT UNE LÉGÈRE BAISSSE EN RAISON DU BESOIN DE MODERNISER LES INSTALLATIONS ET LES MÉTHODES DE PRODUCTION POUR ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ.
- L' AUGMENTATION DES EXPORTATIONS POURRAIT DONNER UN BON ÉLAN À L'ÉCONOMIE AGRO-ALIMENTAIRE, ET À L'ÉCONOMIE EN GÉNÉRAL, EN CRÉANT DES EMPLOIS DANS TOUTES LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION.

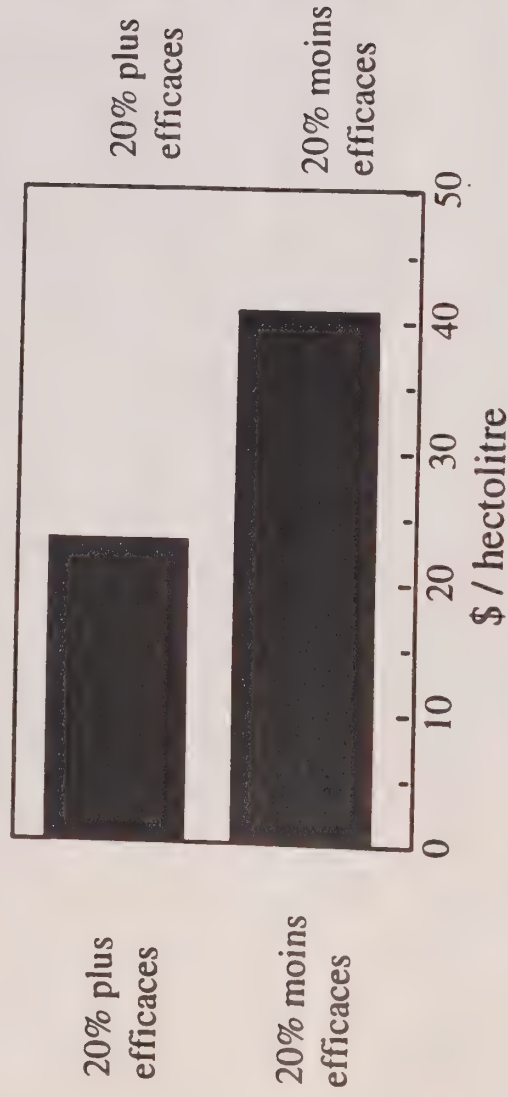
Renseignements supplémentaires

- **Source des données :** Enquête sur la population active, 1993, Données non publiées
- Emplois dans le secteur des facteurs de production agricole - nombre d'emplois dans les secteurs qui fournissent les facteurs de production de base pour l'agriculture primaire (p. ex., engrais, machinerie, produits chimiques, carburant). Le nombre d'emplois dans ce secteur est faible, en partie à cause du volume élevé de ses importations de machinerie.
- Les emplois agricoles primaires représentent les personnes dont l'emploi se situe avant la première étape de transformation, mais excluent celles qui travaillent dans le secteur des facteurs de production.

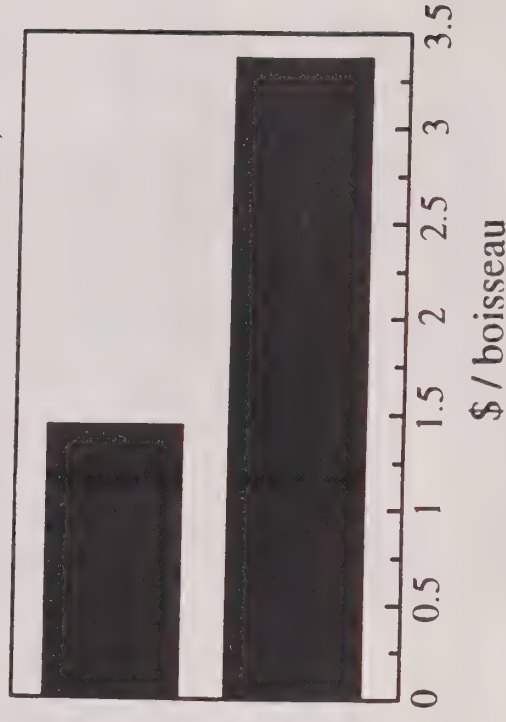
**Performance:
Croissance durable**

LES FERMES CANADIENNES PEUVENT ÊTRE EXTRÊMEMENT EFFICACES

Coût de production en espèces pour les
fermes laitières du Québec et l'Ontario, 1990



Coût de production en espèces du blé pour les
participants à l'atelier "Top Farm
Management" en Saskatchewan, 1992



LES FERMES CANADIENNES PEUVENT ÊTRE EXTRÊMEMENT EFFICACES

- LES NIVEAUX D'EFFICACITÉ, MESURÉS PAR LES COÛTS DE PRODUCTION EN ESPÈCES ET L'AMORTISSEMENT EN REGARD DU RENDEMENT OU DU VOLUME DE PRODUCTION RÉELS (C'EST-À-DIRE LE RATIO INTRANTS-EXTRANTS) VARIENT SENSIBLEMENT À L'INTÉRIEUR DES DIVERS SECTEURS DE PRODUCTION. L'AMORTISSEMENT REPRÉSENTE MOINS DE 15 P. 100 DU COÛT DE PRODUCTION ET VARIE PEU ENTRE LES PRODUCTEURS LES PLUS EFFICACES ET LES MOINS EFFICACES.
- EN MOYENNE, LES PRODUCTEURS LAITIERS DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO OU LES PRODUCTEURS DE BLÉ DANS L'ÉTUDE SUR LA SASKATCHEWAN QUI SONT LES MOINS EFFICACES (TRANCHE INFÉRIEURE DE 20 P. 100) AFFICHENT DES COÛTS DE PRODUCTION PRATIQUEMENT DEUX FOIS PLUS ÉLEVÉS QUE LES PRODUCTEURS LES PLUS EFFICACES (TRANCHE SUPÉRIEURE DE 20 P. 100). LES DIFFÉRENCES TIENNENT DANS UNE LARGE MESURE À LA QUALITÉ DE LA GESTION.
- LES FERMES LAITIÈRES LES PLUS EFFICACES ADOPTENT PLUS RAPIDEMENT LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET UTILISENT LES PROGRAMMES D'AMÉLIORATION DU TROUPEAU, CE QUI FAVORISE UNE QUALITÉ SUPÉRIEURE DE LA CONDUITE DU TROUPEAU. LA TAILLE ET LE TYPE D'EXPLOITATION (PAR EXEMPLE, COMMERCIAL OU DE LOISIRS) INFLUENT ÉGALEMENT SUR LE COÛT DE PRODUCTION..
- DANS LE CAS DES CÉRÉALES, LES VARIATIONS DE L'EFFICACITÉ ET DU COÛT DE PRODUCTION REFLÈTENT LA PRODUCTIVITÉ DES RESSOURCES, LE DEGRÉ D'IMPLANTATION DES TECHNOLOGIES (P. EX. TRAVAIL MINIMAL DU SOL) ET LES PRATIQUES DE GESTION (P. EX., PULVÉRISATION LOCALE PLUTÔT QUE GÉNÉRALISÉE ET ANALYSE DU SOL POUR DÉTERMINER LES BESOINS EXACTS EN ÉLÉMENTS NUTRITIFS PLUTÔT QUE DE SUIVRE DES RECOMMANDATIONS POUR LA RÉGION).
- IL EXISTE DES POSSIBILITÉS CONSIDÉRABLES DE RÉDUIRE LES COÛTS ET D'ACCROÎTRE LES REVENUS AGRICOLES GRÂCE À UNE MEILLEURE GESTION D'ENTREPRISE, À LA FORMATION, À LA VULGARISATION DES NOUVELLES TECHNIQUES ET À UN MEILLEUR ACCÈS À L'INFORMATION.

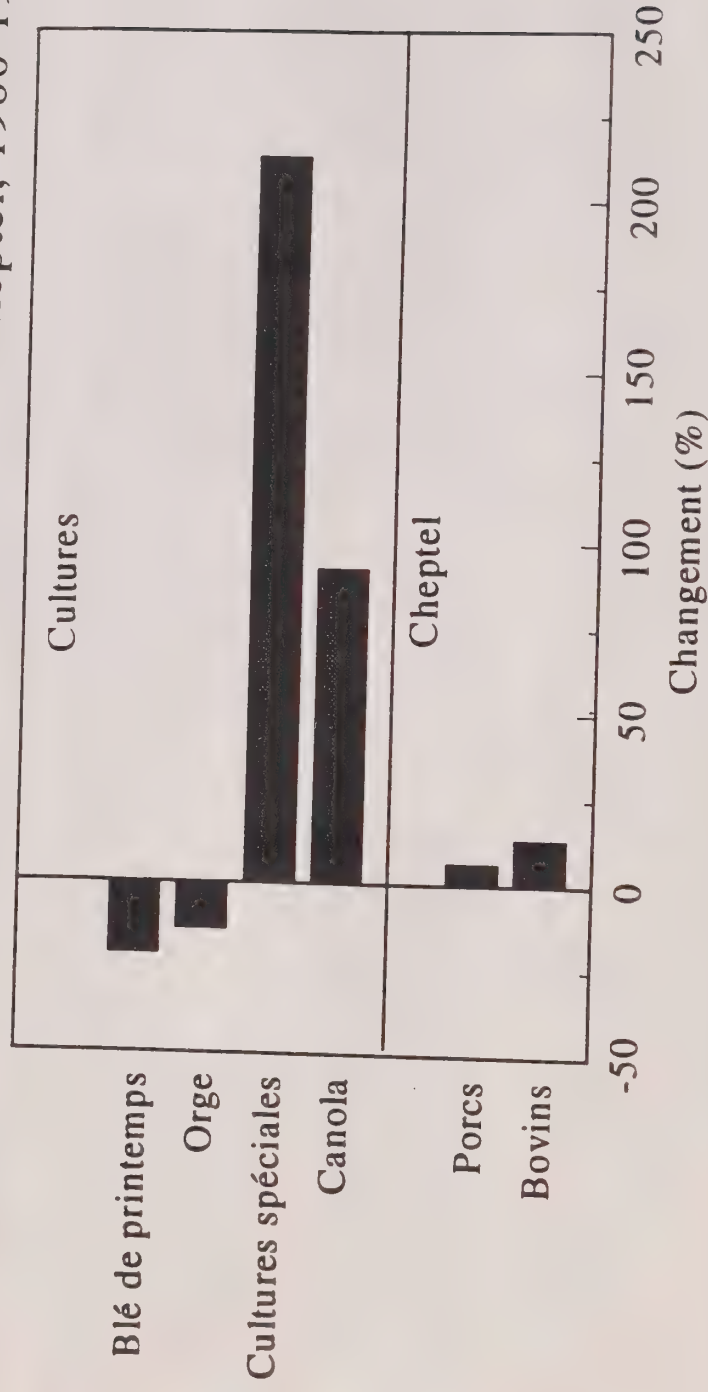
Renseignements supplémentaires

- Source des données : Division de l'analyse économique agricole, Agriculture et Agro-alimentaire Canada
- Les données de la Saskatchewan sont basées sur les résultats des 97 exploitants qui participent à l'atelier du *Top Management* de la *University of Saskatchewan*
- Les données sur l'industrie laitière proviennent du PCELO (Projet de comptabilité des entreprises laitières de l'Ontario) et du GREPA (Groupe de recherche en économie et politique agricole, Département d'économie rurale de l'Université Laval)
- Les données sont un indicateur de la variation qui existe entre les catégories supérieure et inférieure de gestionnaires dans le secteur, mais les chiffres indiqués ne reflètent pas nécessairement la situation de l'ensemble du secteur
- On ne tient pas compte du loyer foncier, des intérêts et des coûts de la main-d'œuvre rémunérée dans le calcul des coûts de production
- Les premiers 10 P. 100 des producteurs laitiers les plus efficaces représentent 28 P. 100 de la production.

Performance:
Croissance durable

LES AGRICULTEURS DU CANADA COMMENCENT À DIVERSIFIER LEUR PRODUCTION POUR COMPENSER LA BAISSE DU REVENU TIRÉ DES CULTURES CÉRÉALIÈRES TRADITIONNELLES

Changement dans la superficie ensemencée et le cheptel, 1986-1994



LES AGRICULTEURS CANADIENS COMMENCENT À DIVERSIFIER LEURS PRODUITS

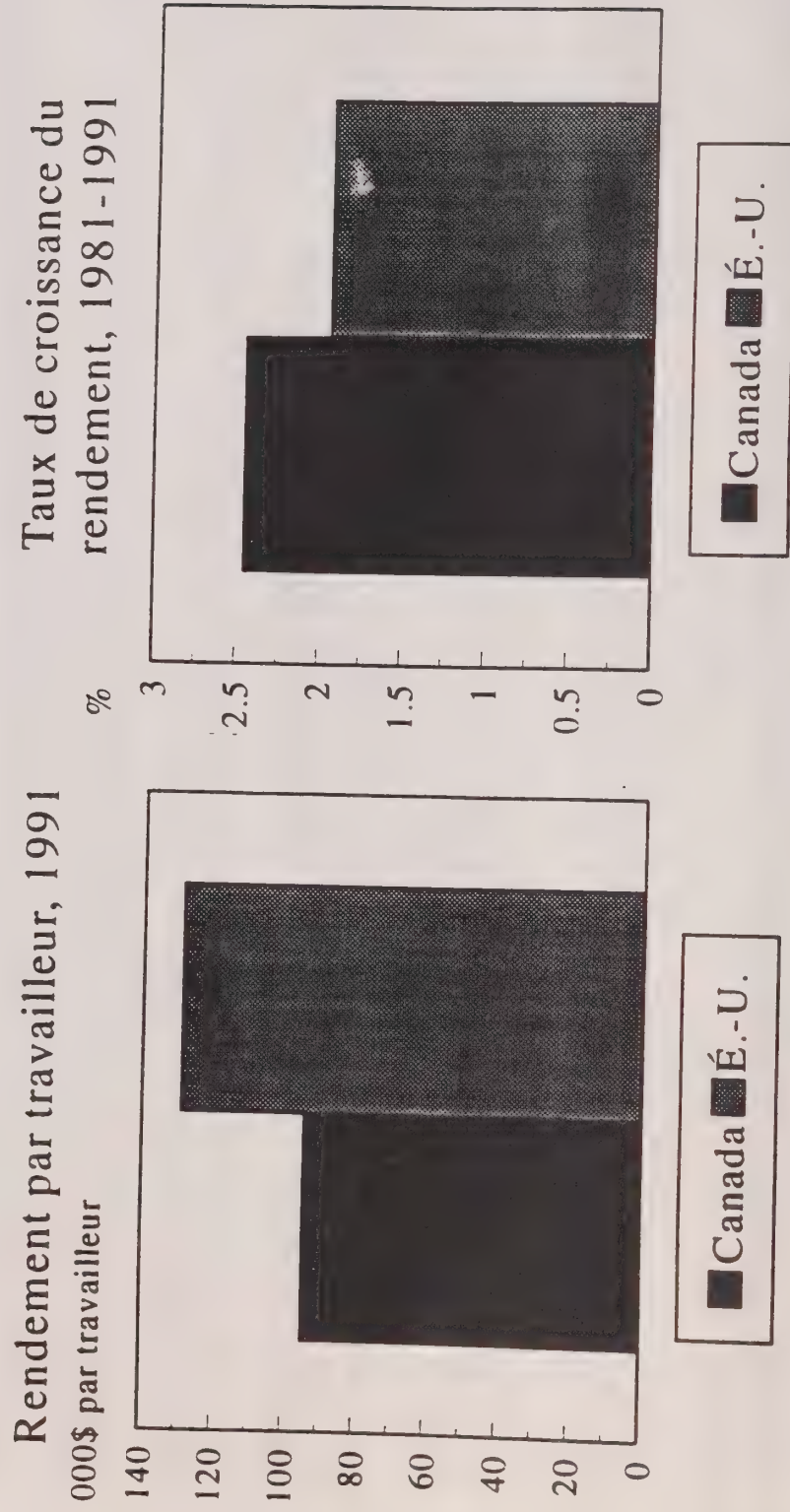
- LES AGRICULTEURS DES PRAIRIES DÉPENDENT DE MOINS EN MOINS DE LA PRODUCTION DU BLÉ ET ADOPTENT D'AUTRES PRODUCTIONS À PLUS FORTE VALEUR AJOUTÉE POUR REDRESSER LEUR REVENU.
- LA SUPERFICIE ENSEMENCÉE EN BLÉ DE PRINTEMPS A DIMINUÉ D'ENVIRON 25 P. 100 DEPUIS 1986. TOUTEFOIS, AU COURS DE LA MÊME PÉRIODE CELLE ENSEMENCÉE EN CULTURES SPÉCIALES A AUGMENTÉ DE PLUS DE 200 P. 100 DANS LES PRAIRIES.
- LE CHEPTEL BOVIN ET PORCIN EST À SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 1977 ET TOTALISE ENVIRON 14,2 MILLIONS DE SUJETS. PAR RAPPORT À 1993, CE CHIFFRE REPRÉSENTE UNE HAUSSE DE 5,7 P. 100 POUR LES BOVINS ET DE 3,2 P. 100 POUR LES PORCS.
- ON PRÉVOIT UNE AUTRE EXPANSION DU CHEPTEL DE BOVINS, DES STOCKS ABONDANTS DE CÉRÉALES FOURRAGÈRES AINSI QUE DES PRIX ET DES MARCHÉS INTÉRESSANTS.
- LE SECTEUR PROFITE ÉGALEMENT DE PRIX SUPÉRIEURS POUR DES PRODUITS SPÉCIALISÉS ET DISTINCTIFS DESTINÉS À CERTAINS CRÉNEAUX COMMERCIAUX, NOTAMMENT :
 - LE BLÉ RICHE EN PROTÉINES QUI PERMET UNE CUISSON CONTINUE
 - L'ORGE BLANCHE À DEUX RANGS À ALEURONE POUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN DE LA MALTERIE
 - L'HUILE DE CANOLA POUR LES CONSOMMATEURS CANADIENS ET AMÉRICAINS SOUCIEUX DE LEUR SANTÉ
 - LE PORC « COLD COUNTRY », QUI SYMBOLISE LA PROPRETÉ DE L'ENVIRONNEMENT, POUR LE MARCHÉ JAPONAIS

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Statistique Canada, 1994
 - *Agri Week*, numéro du 6 septembre 1994
- Superficies ensemencées dans les Prairies en 1994 (millions d'acres) : blé de printemps - 22,5; orge - 10,9; cultures spéciales - 3,1; canola - 13,1

Performance:
Croissance durable

LE TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ EST PLUS ÉLEVÉ AU CANADA QU' AUX ÉTATS-UNIS DANS LE SECTEUR DES ALIMENTS MAIS UN GRAND ÉCART SUBSISTE DANS LA PRODUCTIVITÉ DES TRAVAILLEURS



LE TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ EST PLUS ÉLEVÉ AU CANADA QU' AUX ÉTATS-UNIS DANS LE SECTEUR DES ALIMENTS ET DES BOISSONS, MAIS UN GRAND ÉCART SUBSISTE DANS LA PRODUCTIVITÉ DES TRAVAILLEURS

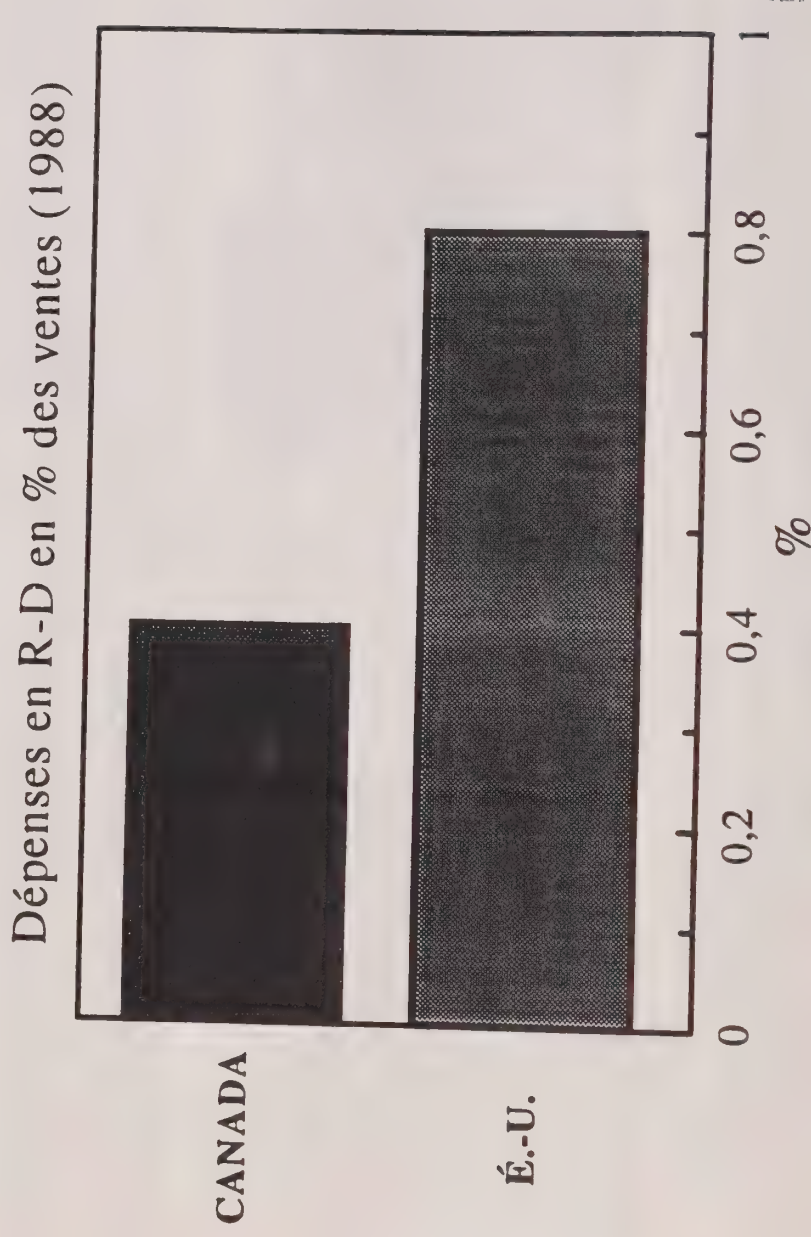
- LA PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN-D'OEUVRE, MESURÉE PAR LA PRODUCTION PAR TRAVAILLEUR, EST PLUS FAIBLE AU CANADA QU' AUX ÉTATS-UNIS DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION. CEPENDANT, LE CANADA AFFICHE UN TAUX DE CROISSANCE SUPÉRIEUR À L'ÉGARD DU TAUX DE PRODUCTIVITÉ.
- AUX ÉTATS-UNIS, L'INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION (EN PARTICULIER LE SECTEUR DES ABATTOIRS) S'EST MODERNISÉE ET RESTRUCTURÉE EN PROFONDEUR VERS LA FIN DES ANNÉES 1970 ET AU DÉBUT DE LA DÉCENNIE SUIVANTE. UNE RESTRUCTURATION ANALOGUE EST MAINTENANT EN COURS AU CANADA.
- DES INVESTISSEMENTS MASSIFS DANS DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS CONTRIBUENT À AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ.
- À L'HEURE ACTUELLE, LA BAISSSE DU TAUX DE CHANGE AIDE À COMPENSER L'ÉCART DE PRODUCTIVITÉ ENTRE LES DEUX PAYS, MAIS ON NE SAURAIT Y VOIR UNE SOLUTION À LONG TERME.
- L'AMÉLIORATION DE NOTRE PRODUCTIVITÉ SERA UNE CLÉ IMPORTANTE DE NOTRE COMPÉTITIVITÉ FUTURE SUR LES MARCHÉS MONDIAUX.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Recensement des manufactures canadiennes, 1992
 - U.S. Bureau of Census
 - U.S. Bureau of Labour, 1991
- La productivité par travailleur est exprimée en dollars canadiens (1986)

Performance:
Croissance durable

LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION SONT LIMITÉS EN PARTIE PAR UN FAIBLE TAUX D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE



LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION SONT LIMITÉS EN PARTIE PAR UN FAIBLE TAUX D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

- LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT (R-D) REPRÉSENTENT ÉGALEMENT UNE CONDITION ESSENTIELLE DE L'AMÉLIORATION DE NOTRE PRODUCTIVITÉ DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE.
- SI ON LES COMPARE À LEURS HOMOLOGUES AMÉRICAINS NOS ENTREPRISES DE TRANSFORMATION DES ALIMENTS INVESTISSENT RELATIVEMENT PEU, EN POURCENTAGE DES VENTES, DANS LA R-D.
- LES ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ ÉTRANGÈRE INVESTISSENT AUSSI UNE PLUS FORTE PROPORTION DE LEURS REVENUS DANS LA RECHERCHE QUE LES SOCIÉTÉS CANADIENNES (0,60 CONTRE 0,20 P. 100).
- ENCOURAGER L'AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS DANS LA R-D SERA DE PLUS EN PLUS IMPORTANT POUR LA MISE AU POINT DE PROCÉDÉS DE FABRICATION ÉCONOMIQUES ET POUR LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS INNOVATEURS NOUS PERMETTANT D'EXPLOITER DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS.
- COMPARATIVEMENT AUX AUTRES COMPÉTITEURS, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL S'EST ENGAGÉ LE PLUS ACTIVEMENT DANS LA RECHERCHE ET DANS LE DÉVELOPPEMENT, EN PARTICULIER DANS LE SECTEUR DE LA PRODUCTION. POUR CETTE RAISON, LES DÉPENSES CANADIENNES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EXPRIMÉES EN POURCENTAGE DU PIB SONT PLUS ÉLEVÉES QUE LES AUTRES PAYS. LE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DU SECTEUR DE LA PRODUCTION ET À LA QUALITÉ SUPÉRIEURE DE NOS PRODUITS BRUTS (P. EX. BLÉ RÉSISTANT À LA ROUILLE, CANOLA, ETC.).

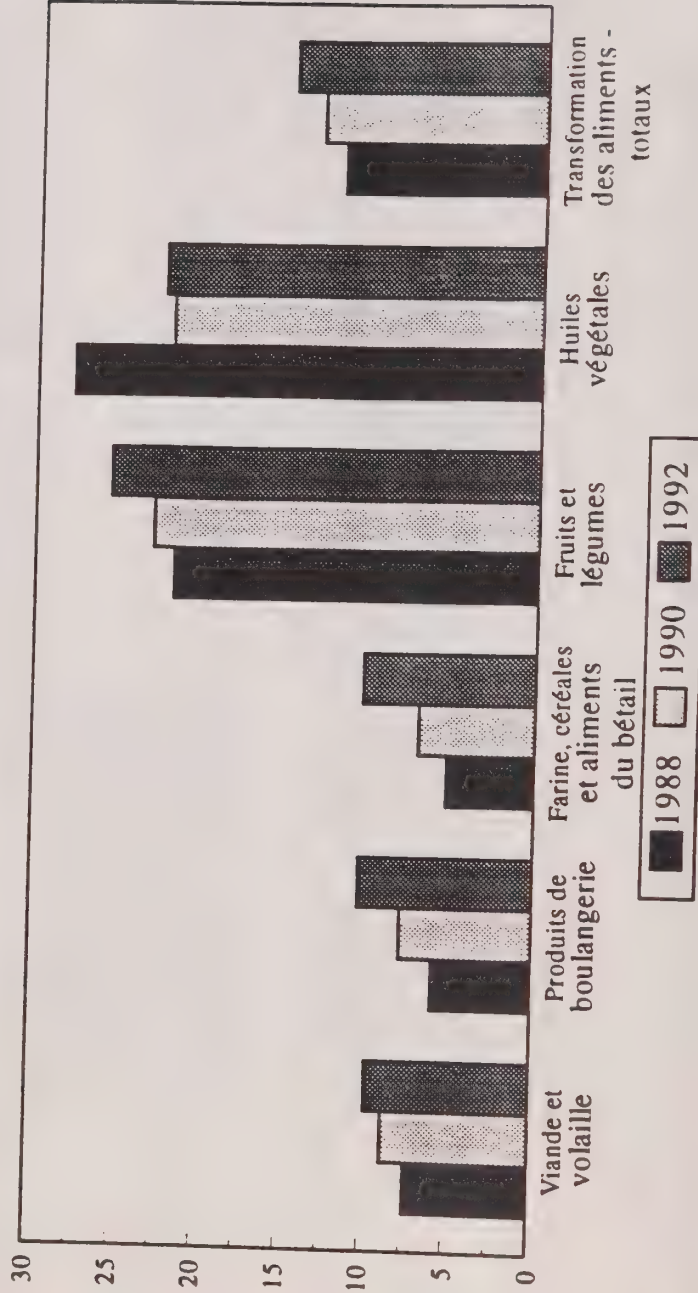
Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Canada Consulting Cresap, « Food and Beverages », rapport préparé à forfait pour le Conseil des sciences du Canada, 1991
 - OCDE
- Dépenses de R-D exprimées en pourcentage des ventes réalisées par les entreprises de R-D dans le secteur du conditionnement des aliments et des boissons. Comme beaucoup d'entreprises ne font pas de la R-D, les dépenses de R-D dans ce secteur canadien ne représentent que 0,2 P. 100 des ventes totales du secteur des aliments et des boissons.

Performance:
Croissance durable

LA PÉNÉTRATION CROISSANTE DES PRODUITS TRANSFORMÉS IMPORTÉS À LA FOIS UNE RÉALITÉ DU LIBRE-ÉCHANGE ET UN DÉFI POUR LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION AU CANADA

Pourcentage de la consommation domestique comblée par les importations



PÉNÉTRATION PLUS FORTE DES IMPORTATIONS DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION

- LA PÉNÉTRATION PLUS FORTE DES IMPORTATIONS DIMINUE LES POSSIBILITÉS DE CROISSANCE, D'EMPLOIS ET DE DÉBOUCHÉS SUR LE MARCHÉ DOMESTIQUE.
- LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CANADIEN A TENDANCE À EXPORTER DES PRODUITS BRUTS OU DES PRODUITS MOINS TRANSFORMÉS À PLUS FAIBLE VALEUR (P. EX., DES BOVINS SUR PIED) ET À IMPORTER DES PRODUITS FINIS À PLUS FORTE VALEUR.
- BIEN QUE LE MARCHÉ NATIONAL SE DÉVELOPPE GRADUELLEMENT, UNE PÉNÉTRATION PLUS FORTE DES IMPORTATIONS SIGNIFIE QUE LE VOLUME DES PRODUITS IMPORTÉS AUGMENTE PLUS RAPIDEMENT QUE CELUI DES PRODUITS NATIONAUX.
- PAR CONTRE, LES EXPORTATIONS AUGMENTENT, CE QUI TRADUIT BIEN L'INTENSIFICATION DES ÉCHANGES NORD-SUD.

Renseignements supplémentaires

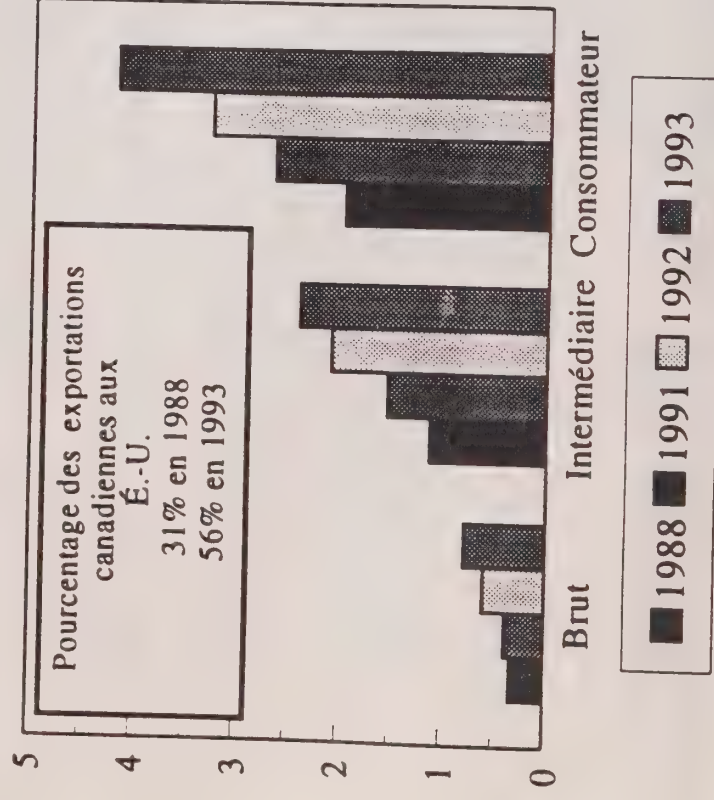
- Source des données :
 - Statistique Canada, Recensement des manufactures, 1992
 - Bandes de données sur le commerce de Statistique Canada, analysées par la Division de la compétitivité du secteur, Agriculture et Agro-alimentaire Canada

Performance:
Croissance durable

LES VENTES AUX É.-U. DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE PLUS GRANDE VALEUR ET ADAPTÉS AUX BESOINS DES CONSOMMATEURS CROISSENT RAPIDEMENT, TANDIS QU'ELLES SONT STABLES SUR LES AUTRES MARCHÉS

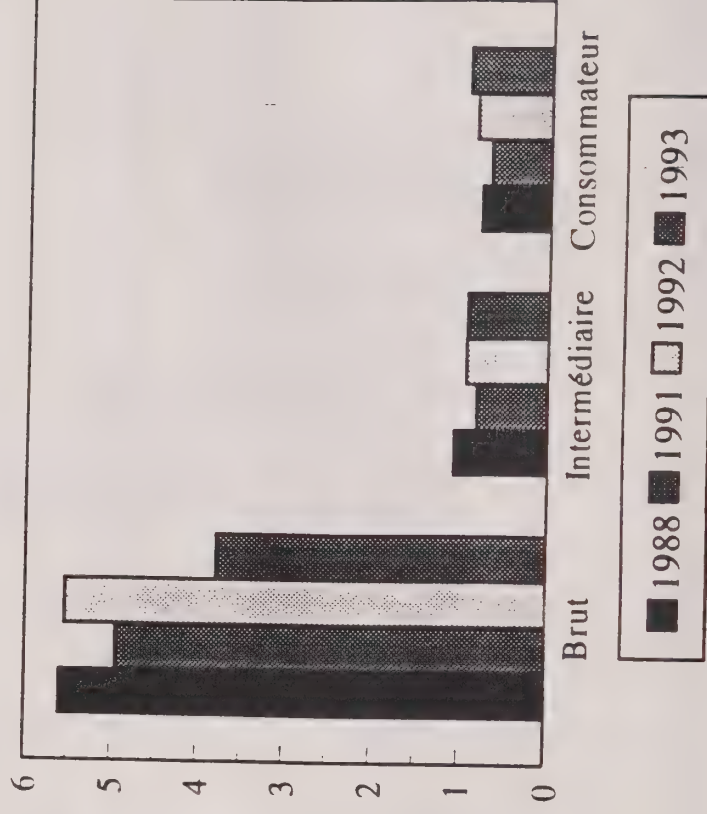
Aux É.-U.

Milliards de \$



Sur les autres marchés

Milliards de \$



LES VENTES AUX É.-U. DE PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES DE PLUS GRANDE VALEUR ET ADAPTÉS AUX BESOINS DES CONSOMMATEURS CROISSENT RAPIDEMENT, TANDIS QU'ELLES SONT STABLES SUR LES AUTRES MARCHÉS

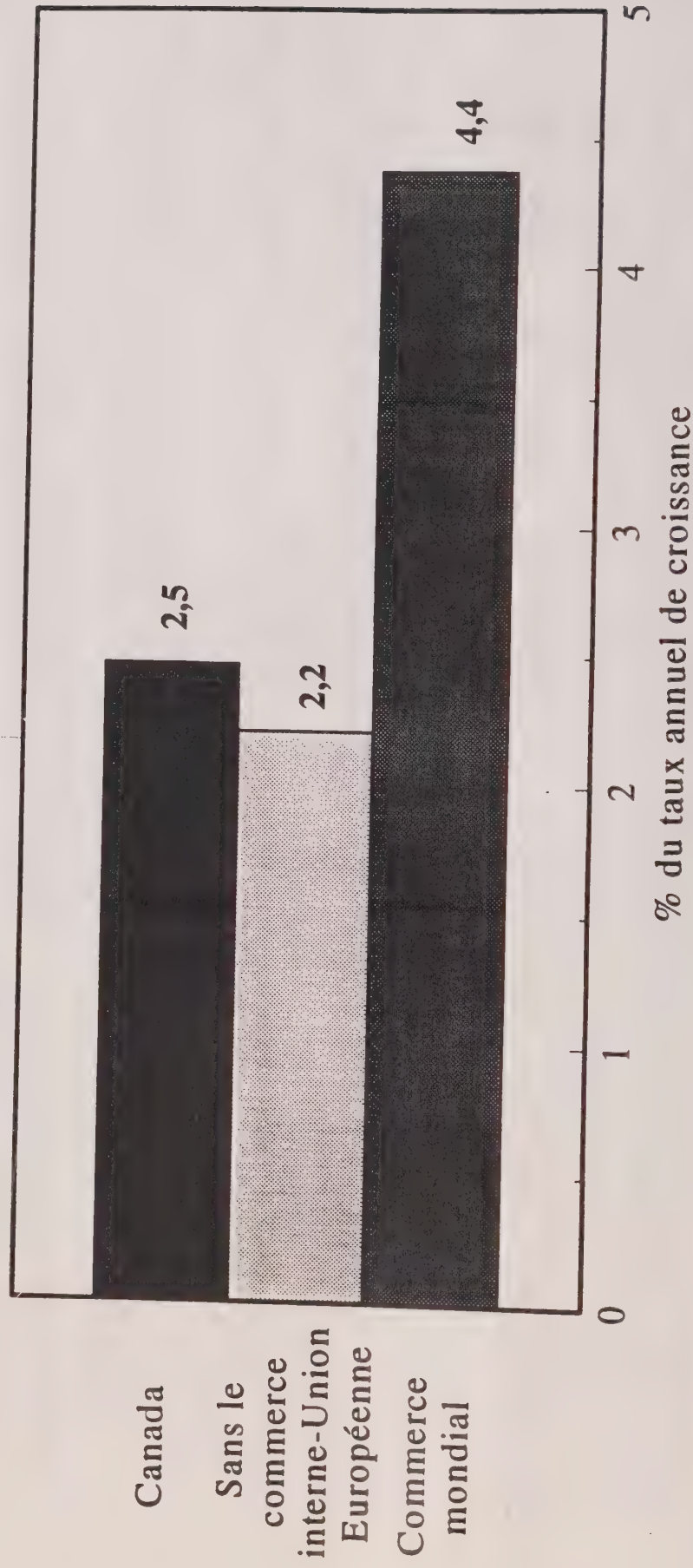
- AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, LES ÉTATS-UNIS SONT DEVENUS LE PRINCIPAL DÉBOUCHÉ POUR LES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES CANADIENS, EN PARTICULIER LES PRODUITS À VALEUR AJOUTÉE, SEMI-TRANSFORMÉS OU DE CONSOMMATION. LE TAUX DE CROISSANCE DES VENTES AUX ÉTATS-UNIS DÉPASSE 15 P. 100 PAR ANNÉE DEPUIS 1988. CE PAYS ABSORBE MAINTENANT 56 P. 100 DE NOS EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES. SI LA TENDANCE ACTUELLE SE POURSUIT, CETTE PROPORTION ATTEINDRA 65 P. 100 D'ICI LA FIN DE LA DÉCENNIE.
- CETTE POUSSEE ACCROÎT LES RISQUES DE DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS EN MÊME TEMPS QUE LES PRÉJUDICES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER.
- LE POTENTIEL DE CROISSANCE DU MARCHÉ MONDIAL REPOSE SUR LES PRODUITS À FORTE VALEUR PLUTÔT QUE SUR LES PRODUITS PRIMAIRES TRADITIONNELS. LA PART DES PREMIERS SUR LE MARCHÉ MONDIAL DEVRAIT PASSER DE 42 P. 100 EN 1990 À BEAUCOUP PLUS QUE 50 P. 100 D'ICI L'AN 2000.
- PAR LE PASSÉ, LE GRAIN EN VRAC A REPRÉSENTÉ LE GROS DE NOS EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES. TOUTEFOIS, BON NOMBRE DE NOS CLIENTS ONT ACCRU LEUR DEGRÉ D'AUTOSUFFISANCE OU N'ONT PLUS LES MOYENS D'ACHETER NOS PRODUITS.
- NOS EXPORTATIONS DE PRODUITS À VALEUR AJOUTÉE STAGNENT À L'EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS, EN PARTICULIER SUR LES MARCHÉS ASIATIQUES OÙ L'ON ASSISTE À UNE CROISSANCE RAPIDE DE LA DEMANDE.
- LE CANADA DEVRA MISER SUR SA POSITION PRIVILÉGIÉE POUR CONTINUER D'ÉCOULER AUX ÉTATS-UNIS SES PRODUITS À VALEUR AJOUTÉE ET, PARALLÈLEMENT, INTENSIFIER SES EFFORTS DE COMMERCIALISATION DANS LES RÉGIONS À FORTE CROISSANCE, TELLES QUE LE LITTORAL DU PACIFIQUE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Statistique Canada
 - Bureau de l'évaluation des marchés, Direction générale des services à l'industrie et aux marchés (DGSIM), Agriculture et Agro-alimentaire Canada

LES TAUX DE CROISSANCE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CANADIEN DEVRA S'AJUSTER AU TAUX DE CROISSANCE MONDIAL

Tendance de la croissance des exportations du secteur agro-alimentaire, 1980 - 1992



LE TAUX DE CROISSANCE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CANADIEN DEVRA S'AJUSTER AU TAUX DE CROISSANCE MONDIAL

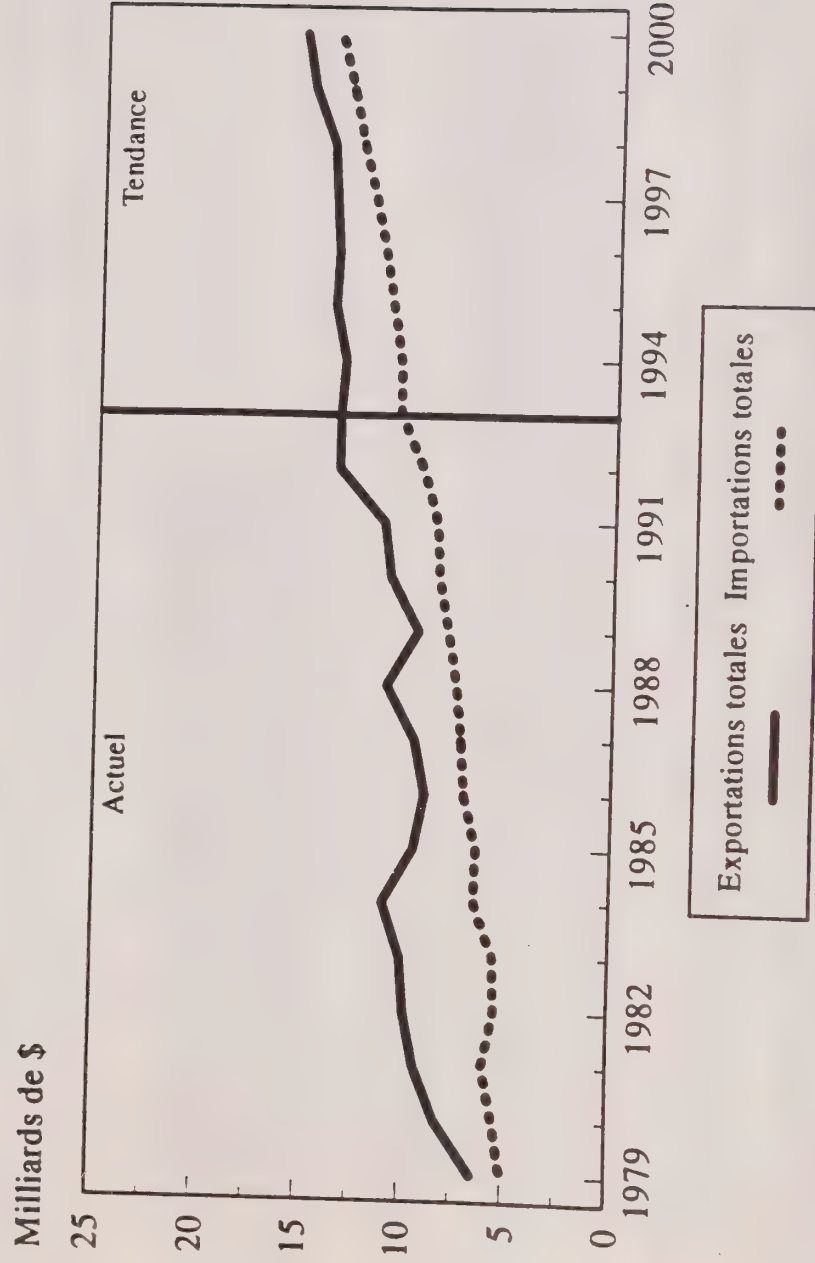
- LE COMMERCE AGRO-ALIMENTAIRE MONDIAL SE DÉVELOPPE RAPIDEMENT, MAIS LE CANADA NE PARTICIPE PAS DE FAÇON SOUTENUE À LA CROISSANCE ANNUELLE.
- LE TAUX DE CROISSANCE DES EXPORTATIONS CANADIENNES EST D'ENVIRON 2,5 P. 100.
- LE TAUX DE CROISSANCE MONDIAL EST D'ENVIRON 4,5 P. 100. LE COMMERCE INTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE COMPTE POUR ENVIRON 2,2 P. 100 DU TAUX MONDIAL.
- SI L'ON EXCLUT LE BLOC COMMERCIAL CONSTITUÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE ET SON COMMERCE INTERNE, LE TAUX DE CROISSANCE DU CANADA SE MAINTIEN.
- À MOINS D'AMÉLIORER LA PERFORMANCE DE NOS EXPORTATIONS, NOTRE PART DU MARCHÉ AGRO-ALIMENTAIRE MONDIAL DIMINUERA ENCORE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Base de données de la FAO
 - DGSIM, Agriculture et Agro-alimentaire Canada

Performance:
Croissance durable

SELON LES PRÉVISIONS, LA BALANCE COMMERCIALE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DIMINUERA D'ICI L'AN 2000



SELON LES PRÉVISIONS, LA BALANCE COMMERCIALE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE DIMINUERA D'ICI L'AN 2000

- LES PRÉVISIONS INDIQUENT QUE LES IMPORTATIONS S'ACCROÎTRONT PEUT-ÊTRE PLUS RAPIDEMENT QUE LES EXPORTATIONS, D'OÙ UNE DÉTÉRIORATION DE NOTRE BALANCE COMMERCIALE.
- POUR MAINTENIR UNE BALANCE COMMERCIALE POSITIVE, IL FAUDRA POUVOIR COMPTER SUR UN SECTEUR COMPÉTITIF, CAPABLE DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE SES CLIENTS TANT AU PAYS QU'À L'ÉTRANGER.
- EN 1993, LA BALANCE COMMERCIALE CANADIENNE ÉTAIT DE 9,5 MILLIARDS DE DOLLARS. DE CE NOMBRE, LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE REPRÉSENTAIT 3 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT 31,6 % DU TOTAL.

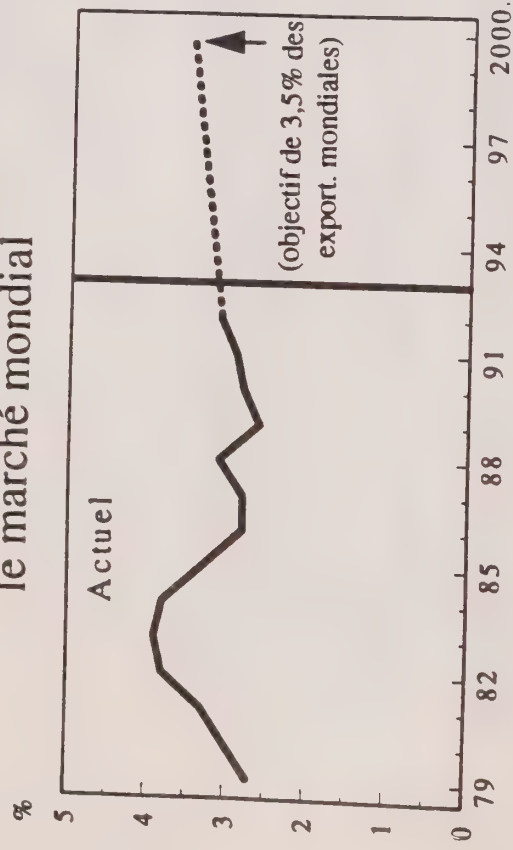
Renseignements supplémentaires

- Source des données : Statistique Canada, bandes de données sur le commerce, et Agriculture et Agro-alimentaire Canada (ne comprend pas les boissons alcoolisées, l'eau et les produits du tabac)
- Les prévisions sont basées, en partie, sur les projections du rapport d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada sur les perspectives à moyen terme et ont été fournies par la Division de l'analyse des politiques économiques et de l'innovation, Agriculture et Agro-alimentaire Canada.

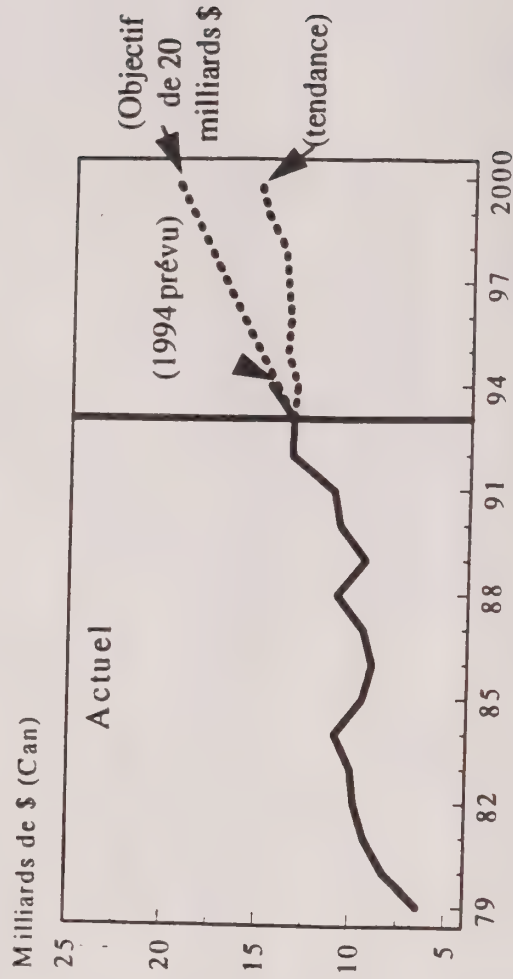
Performance:
Croissance durable

L'ATTEINTE DE NOTRE OBJECTIF D'EXPORTATION AGRO-ALIMENTAIRE POUR L'AN 2000 REPRÉSENTE UN GRAND DÉFI

Part des exportations canadiennes dans
le marché mondial



Valeur des exportations canadiennes



L'ATTEINTE DE NOTRE OBJECTIF D'EXPORTATION AGRO-ALIMENTAIRE POUR L'AN 2000 REPRÉSENTE UN GRAND DÉFI

- EN 1993, LE SECTEUR, APPUYÉ PAR LES MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX DE L'AGRICULTURE, S'EST FIXÉ UN OBJECTIF CONCRET EN MATIÈRE D'EXPORTATION: 20 MILLIARDS DE DOLLARS DE VENTES ANNUELLES D'ICI L'AN 2000.
- EN JUILLET 1994, LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE ONT RÉITÉRÉ L'OBJECTIF ORIGINAL ET L'ONT ASSORTI D'UN AUTRE, SOIT 3,5 P. 100 DU COMMERCE MONDIAL. CELA POURRAIT REPRÉSENTER 23 MILLIARDS DE DOLLARS ET MÊME DAVANTAGE D'ICI L'AN 2000.
- UN EFFORT CONCERTÉ DU SECTEUR ET DES GOUVERNEMENTS POUR ACCROÎTRE NOTRE COMPÉTITIVITÉ S'IMPOSE SI NOUS VOULONS RELEVER LE DÉFI D'AMÉLIORER NOTRE PERFORMANCE COMMERCIALE.
- LES EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES ONT ENREGISTRÉ UNE HAUSSE DE 9,7% AU COURS DES SIX PREMIERS MOIS DE 1994 POUR SE SITUER À 7,06 MILLIARDS DE DOLLARS. LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE FIXENT NOS EXPORTATIONS À UN PEU PLUS QUE L'OBJECTIF DE 14,6 MILLIARDS DE DOLLARS.
- UNE SURVEILLANCE CONSTANTE DE LA PERFORMANCE CANADIENNE SUR LES MARCHÉS AGRO-ALIMENTAIRES SERA NÉCESSAIRE AFIN D'ÉVALUER CELLE-CI PAR RAPPORT À NOTRE OBJECTIF.

Renseignements supplémentaires

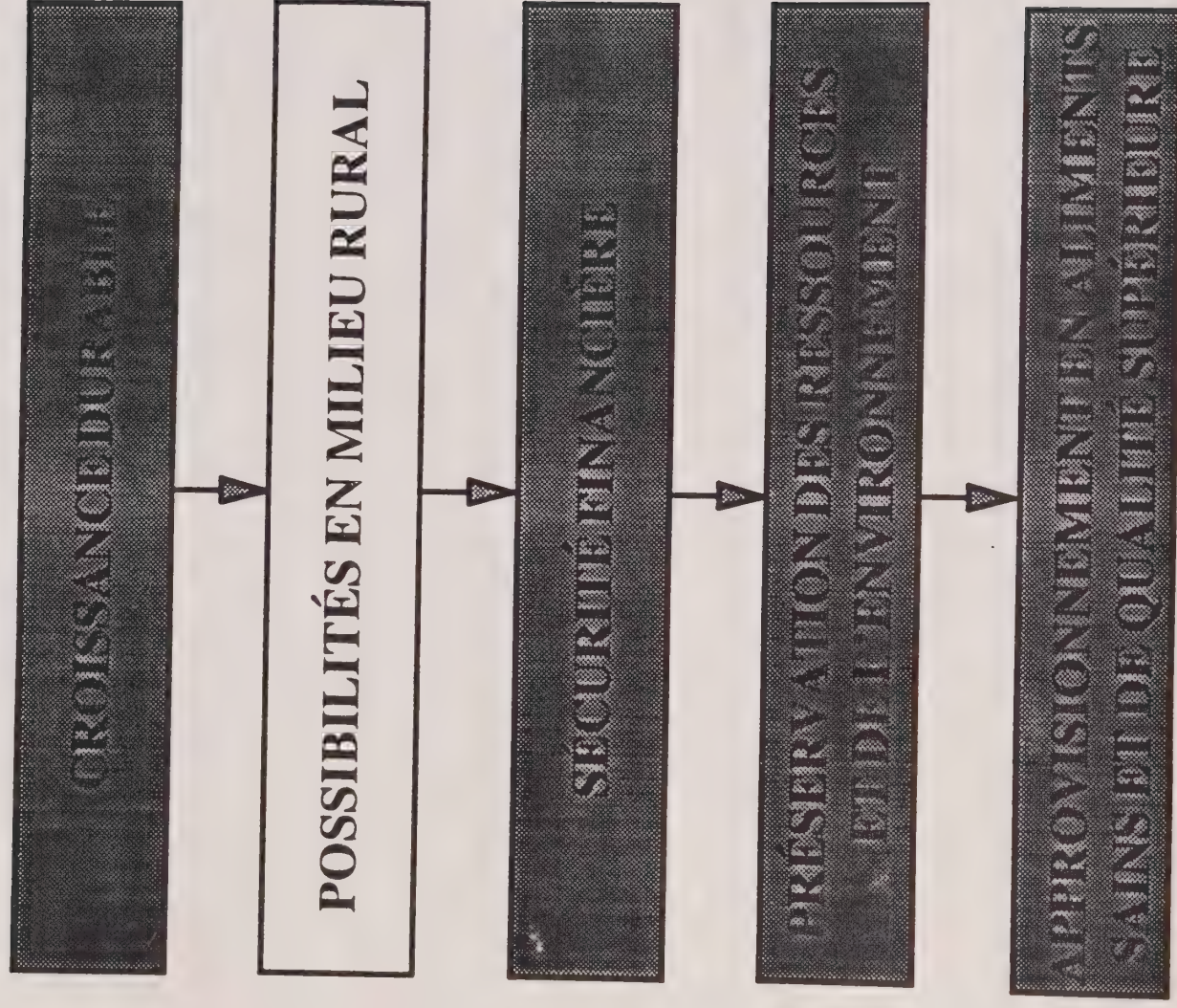
- Source des données : Statistique Canada, bandes de données sur le commerce, et Agriculture et Agro-alimentaire Canada (ne comprend pas les boissons alcoolisées, l'eau et les produits du tabac), ajustées par le Bureau de l'évaluation commerciale pour inclure les boissons alcoolisées et le tabac.
- Un objectif de 20 milliards de dollars représente une part canadienne de 3 P. 100 du marché mondial escompté des exportations agricoles et agro-alimentaires d'ici l'an 2000, soit 657 milliards de dollars.
- Un objectif de 23 milliards de dollars représente une part canadienne de 3,5 P. 100 du marché mondial des exportations agricoles et agro alimentaires d'ici l'an 2000, soit 657 milliards de dollars.

CONCLUSIONS

CROISSANCE DURABLE

- Le Canada devra se montrer extrêmement dynamique s'il veut atteindre par l'an 2000 son objectif d'exportation de 20 milliards de dollars et de 3,5 p. 100 du commerce alimentaire mondial
- Les marchés d'exportation offriront d'excellentes possibilités de croissance; le Canada connaît du succès sur le marché américain, mais il devra améliorer sa performance sur les autres marchés
- Il y aura des possibilités de croissance sur le marché canadien et la libéralisation des échanges avivra la concurrence
- Nos produits primaires demeureront une importante source de revenu, mais le Canada devra progresser rapidement vers la transformation de ses produits s'il veut profiter de la croissance du commerce mondial
- Plusieurs obstacles à la croissance du secteur agro-alimentaire subsistent au Canada: peu de recherche et de développement dans la transformation des aliments et coûts plus élevés dans certains secteurs de production et de transformation

PERFORMANCE



POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL

« soutenir le développement rural en favorisant la diversification et l'accroissement de la production locale à valeur ajoutée... » (Programme agricole p. 1)

- ★ La croissance du secteur agricole et agro-alimentaire peut aider à la création de richesse et à l'amélioration de la qualité de vie dans les régions rurales
- ★ Requiert une approche commune du fédéral, des provinces et d'autres intervenants pour s'attaquer aux enjeux du monde rural
- ★ La concrétisation des possibilités de développement rural requiert la volonté d'agir de la part des gens touchés, et des instruments efficaces pour les aider

POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL

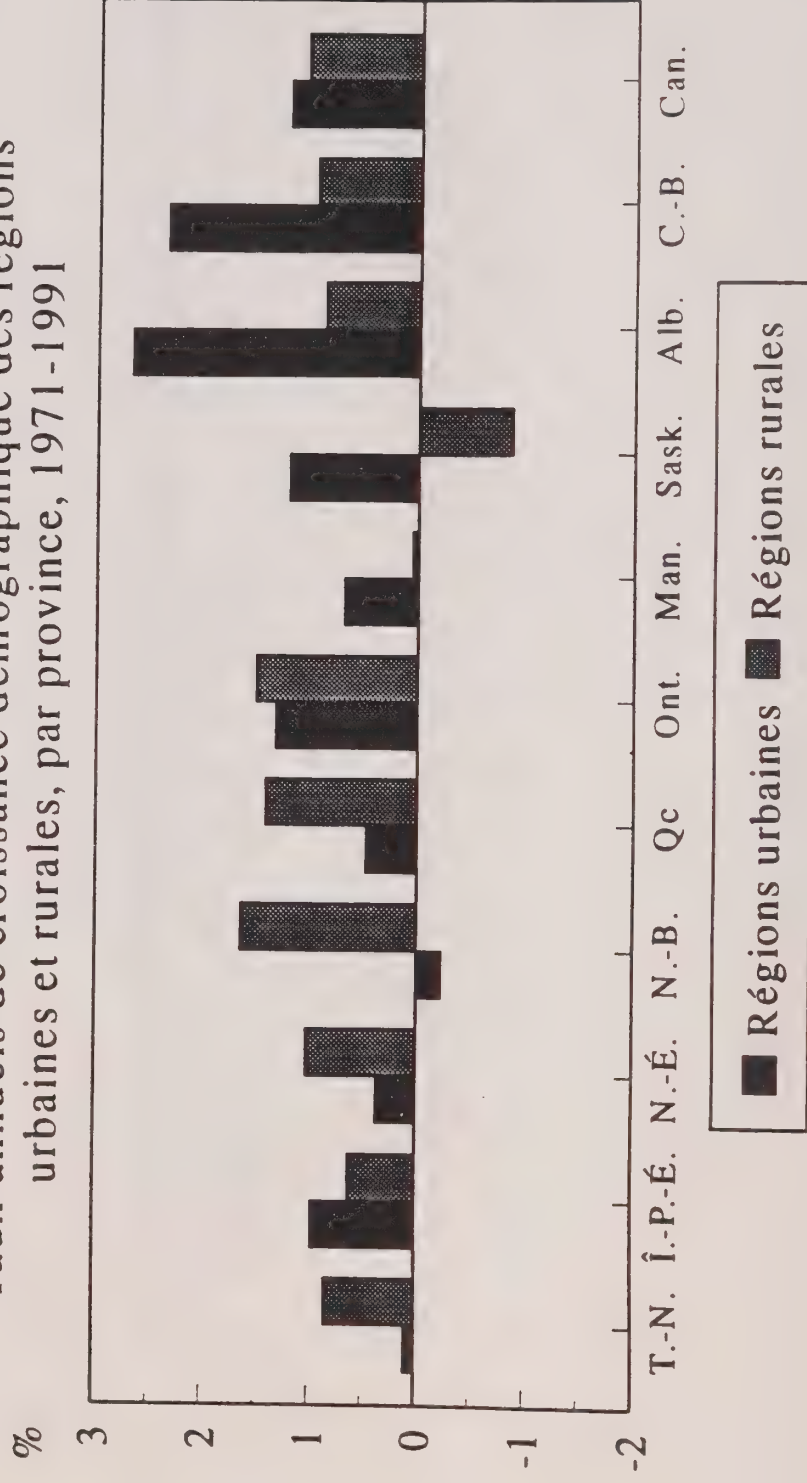
- IL EXISTE UNE SYMBIOSE ENTRE LES COLLECTIVITÉS RURALES ET LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE : CELUI-CI COMPTE SUR LES COLLECTIVITÉS POUR LES BIENS, LES SERVICES ET LES POSSIBILITÉS D'EMPLOI DONT IL A BESOIN, ET LES COLLECTIVITÉS COMPTENT SUR LES AGRICULTEURS POUR FAIRE ROULER L'ÉCONOMIE LOCALE.
- IL EXISTE DES POSSIBILITÉS DE CROISSANCE ET DE CRÉATION DE RICHESSES QUI PROFITERONT À TOUS LES HABITANTS RURAUX - AUSSI BIEN LA COLLECTIVITÉ QUE LES AGRICULTEURS. EN VOICI DES EXEMPLES :
 - DIVERSIFICATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE RURALE (AGRICOLE, PARAGRICOLE OU NON AGRICOLE).
 - ACCROISSEMENT DE LA TRANSFORMATION À VALEUR AJOUTÉE EN MILIEU RURAL, DE FAÇON À CRÉER DE L'EMPLOI ET DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS POUR LA PRODUCTION LOCALE.
 - L'« AUTOROUTE ÉLECTRONIQUE » PEUT AIDER LES PRODUCTEURS À OPTIMISER LEURS REVENUS EN LEUR DONNANT ACCÈS À UNE MEILLEURE INFORMATION SUR LES MARCHÉS ET LA PRODUCTION. ELLE RECÈLE ÉGALEMENT DES POSSIBILITÉS POUR LE LANCEMENT DE NOUVELLES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET L'ACCÈS AUX SERVICES.
- NOUS POUVONS OPTIMISER CES POSSIBILITÉS PAR UNE COOPÉRATION MAXIMALE DES DIVERS PARTENAIRES - PRODUCTEURS, TRANSFORMATEURS ET DISTRIBUTEURS, GOUVERNEMENTS ET AUTRES.

POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL

- Tendances démographiques en milieu urbain et rural
- Occasions d'affaires et situation en milieu rural

LES ENJEUX DU MONDE RURAL SELON LES RÉGIONS DU PAYS ET SE RÉPERCUTENT SUR LES TAUX DE CROISSANCE DE POPULATION PAR PROVINCE

Taux annuels de croissance démographique des régions
urbaines et rurales, par province, 1971-1991



LES PROBLÈMES RURAUX VARIENT D'UNE RÉGION CANADIENNE À L'AUTRE COMME EN TÉMOIGNENT LES TAUX DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DES PROVINCES

- DE L'ONTARIO À L'EST DU PAYS, LA POPULATION RURALE A AUGMENTÉ PLUS RAPIDEMENT QUE LA POPULATION URBAINE (SAUF À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD). CE PHÉNOMÈNE PEUT S'EXPLIQUER EN PARTIE PAR LES HAUSSES OBSERVÉES PRÈS DES CENTRES URBAINS.
- LA PROLIFÉRATION URBAINE EST PARTICULIÈREMENT PRÉOCCUPANTE ET TÉMOIGNE DES PRESSIONS ADDITIONNELLES QUE L'URBANISATION EXERCE SUR LES UTILISATIONS RURALES ET AGRICOLES DES TERRES, PLUS PARTICULIÈREMENT SUR LES FERMES D'ÉLEVAGE ET LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES RÉGIONS RURALES.
- LES TAUX DE CROISSANCE DE LA SASKATCHEWAN ET DU MANITOBA SONT RESPECTIVEMENT NÉGATIF ET NUL. CES RÉSULTATS SONT LE REFLET DE L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET DES POSSIBILITÉS LIMITÉES DE TROUVER UN EMPLOI NON AGRICOLE DANS LES RÉGIONS RURALES.
- LORSQU'IL Y A TENDANCE AU DÉPEUPLEMENT, CE DERNIER CONTRIBUE À UNE NETTE BAISSSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET DES SERVICES RURAUX.
- DANS CERTAINES RÉGIONS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DE L'ALBERTA, ON OBSERVE DES EXEMPLES FRAPPANTS DE LA PROLIFÉRATION URBAINE ET DU DÉPEUPLEMENT RURAL.
- LES PROVINCES POSSÉDANT UN PLUS GRAND NOMBRE D'INDUSTRIES DE TRANSFORMATION À VALEUR AJOUTÉE SEMBLENT AVOIR RÉSISTÉ AUX BAISSSES DU TAUX DE CROISSANCE DANS LES RÉGIONS RURALES. LES POSSIBILITÉS QU'OFFRENT CES INDUSTRIES FAVORISENT LE MAINTIEN ET L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION RURALE.

Renseignements supplémentaires

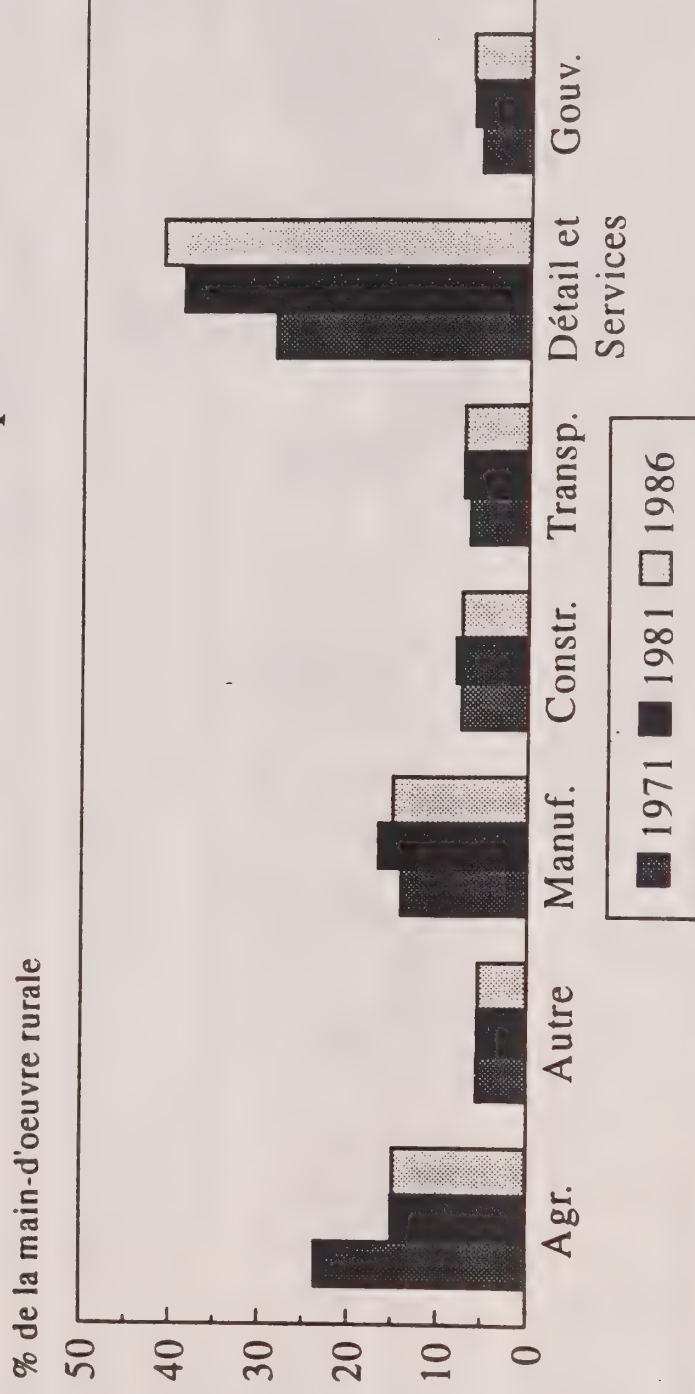
- Source des données : Statistique Canada, Recensement de la population, 1971-1991
- Dans sa définition de région rurale pour 1981, 1986 et 1991, Statistique Canada désigne par ce terme les personnes qui vivent à l'extérieur des centres dont la population est d'au moins 1 000 et des régions comptant au moins 400 personnes/km². Avant 1981, les définitions variaient quelque peu mais désignaient les personnes vivant à l'extérieur des centres avec une population d'au moins 1 000.
- Statistique Canada indique que la croissance rurale peut être le résultat d'une reclassification comme zones rurales de certains centres urbains marginaux, en fonction de la définition. Cela peut résulter de déménagements intra ou inter-provinciaux, comme dans la région atlantique du Canada.
- Le Canada et les États-Unis ont tous les deux connus une expansion de leur population rurale dans les années 1970. Toutefois, cette tendance a été renversée en Saskatchewan et au Manitoba au cours des années 1980 (Statistique Canada).

Performance:

Possibilités en milieu rural

LE NOMBRE D'EMPLOIS AGRICOLES EN MILIEU RURAL DEMEURE STABLE, ALORS QUE LE SECTEUR DES SERVICES CRÉE DE PLUS EN PLUS D'EMPLOI

Distribution de la main-d'oeuvre par secteur



STABILITÉ DE L'EMPLOI AGRICOLE DANS LES RÉGIONS RURALES

- BIEN QUE LES CHIFFRES VARIENT SELON LES RÉGIONS, L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS RURALES S'EST TRANSFORMÉ : L'AGRICULTURE N'EST PLUS LA SEULE SOURCE D'EMPLOI ET D'AUTRES SECTEURS TELS QUE LES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET DE SERVICES OFFRENT MAINTENANT DES POSSIBILITÉS D'EMPLOI. CELA DONNE AUX COLLECTIVITÉS RURALES UNE COMPOSITION MIXTE (AGRICULTEURS ET NON-AGRICULTEURS).
- CES INDUSTRIES EN CROISSANCE CRÉENT DES POSSIBILITÉS DE DIVERSIFICATION DU REVENU À L'EXTÉRIEUR DE LA FERME EN OFFRANT DES EMPLOIS QUI VIENNENT COMPLÉTER LE REVENU DES FAMILLES AGRICOLES.
- IL EXISTE UN BASSIN DE MAIN-D'OEUVRE RURALE SUFFISANT POUR RENDRE POSSIBLE DE NOUVELLES ACTIVITÉS LOCALES DE TRANSFORMATION OU D'AUTRES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES.

Renseignements supplémentaires

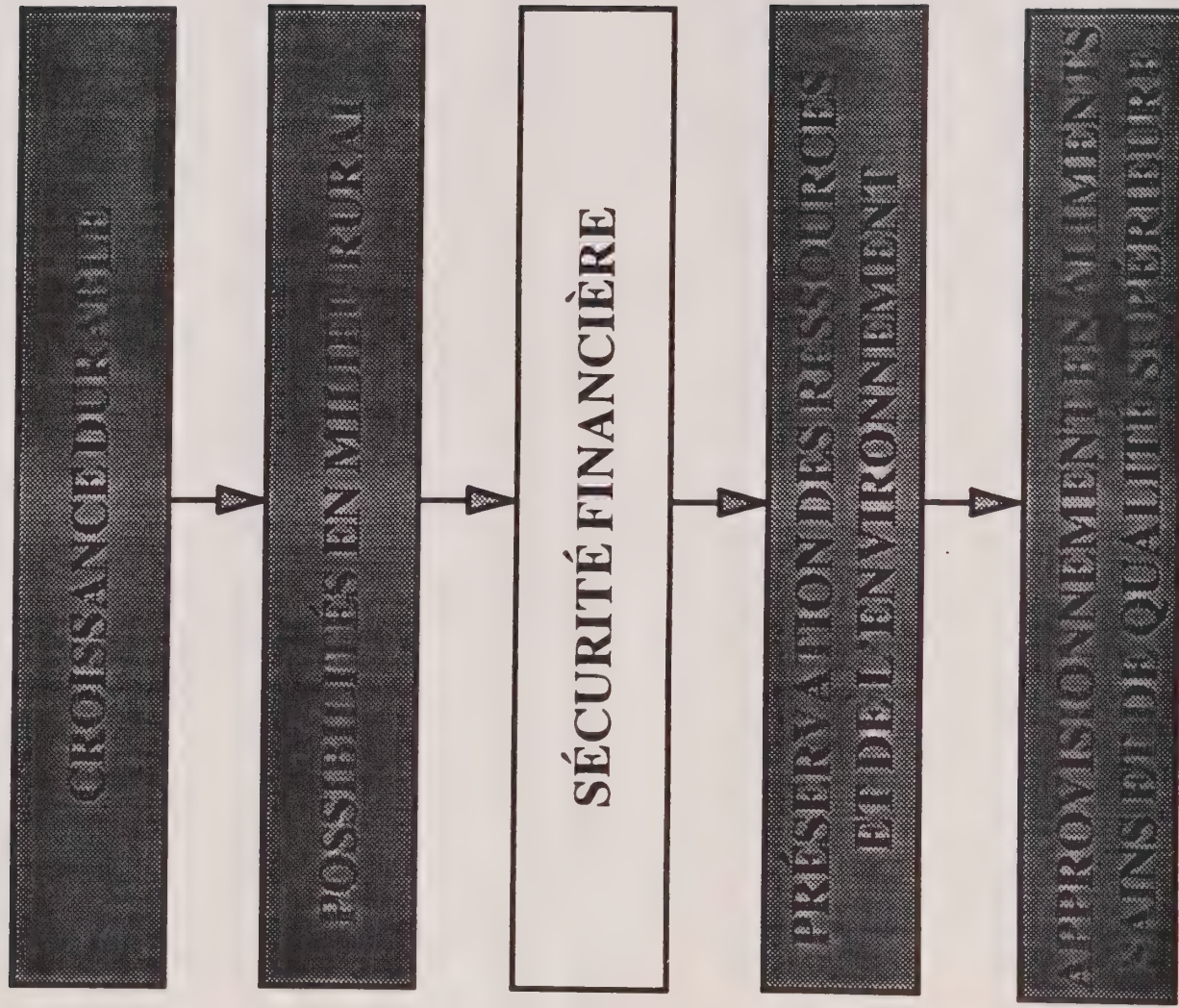
- Source des données : Statistique Canada, Recensement de la population, 1971-1991
- Les données de 1991 ne sont pas disponibles vu qu'on a groupé les chiffres de l'agriculture avec ceux des autres industries primaires afin de créer une seule catégorie de statistiques pour ces industries.

CONCLUSIONS

POSSIBILITÉS EN MILIEU RURAL

- Les possibilités et les défis en milieu rural varient sensiblement d'une région canadienne à l'autre étant donné les différentes tendances et pressions démographiques
- Demandent une approche adaptée aux réalités régionales et étroitement coordonnée avec les provinces
- En stimulant le développement économique des collectivités rurales, notamment par la croissance du secteur agro-alimentaire canadien, on peut aider à maintenir la qualité de vie en milieu rurales

PERFORMANCE



SÉCURITÉ FINANCIÈRE

« ...garantir des revenus corrects aux agriculteurs, aux fabricants d'aliments et autres gestionnaires efficaces dans le système» (Programme agricole p. 1)

★ Une sécurité financière qui, de plus en plus, devra venir de la croissance des marchés alors que les gouvernements doivent gérer leurs ressources de façon à endiguer leurs déficits

- l'entreprise agricole familiale demeurera un outil efficace pour assurer la sécurité financière au niveau de la production primaire
- on s'attend à ce qu'une exploitation agricole à plein temps qui est bien gérée produise des recettes raisonnables et constitue un milieu de travail sécuritaire
- il faut reconnaître la tendance à la diversification du revenu des familles, l'importance du revenu extra-agricole et le rôle des agricultrices
- le gouvernement continuera de jouer un rôle pour ce qui est d'aider à gérer les risques liés à la production et aux marchés afin de stabiliser le revenu agricole sans toutefois fausser les décisions de production et de commercialisation
- il faut réduire les obstacles au transfert des fermes d'une génération à l'autre
- créer un climat d'investissement stable pour faciliter une rentabilité raisonnable des secteurs de la transformation, de la distribution et de la vente au détail

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

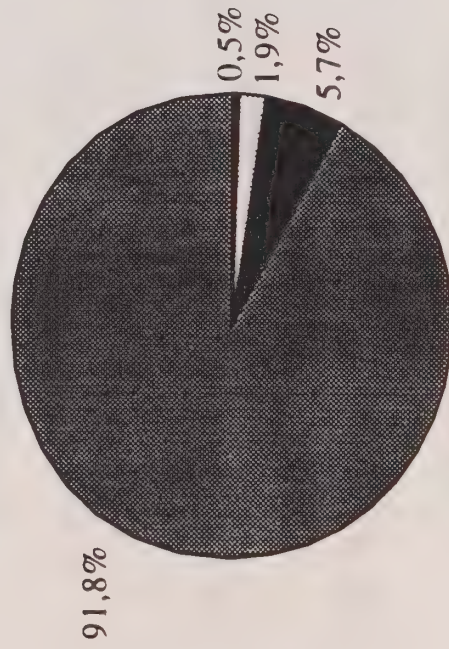
- L'ÉLÉMENT CLÉ DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE EST QUE CELLE-CI DEVRA ULTIMEMENT PARVENIR DE LA CROISSANCE ET DE LA DIVERSITÉ DES MARCHÉS PLUTÔT QUE DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX.
- LES EXPLOITATIONS AGRICOLES À PLEIN TEMPS ET BIEN GÉRÉES DEVRAIENT ÊTRE EN MESURE DE TOUCHER UN REVENU RAISONNABLE, MÊME SI CELUI-CI DOIT ÊTRE COMPLÉTÉ PAR UN REVENU NON AGRICOLE.
- LA NOUVELLE TENDANCE DE LA FAMILLE AGRICOLE À SE TOURNER VERS DES SOURCES DE REVENUS MULTIPLES EXISTE DANS LA SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL ET NE DOIT PAS ÊTRE INTERPRÉTÉE COMME UN SIGNE D'ÉCHEC.
- COMPTE TENU DES RISQUES LIÉS À LA PRODUCTION ET À LA COMMERCIALISATION, LES GOUVERNEMENTS AURONT TOUJOURS UN RÔLE À JOUER POUR CE QUI EST D'AIDER À STABILISER LES REVENUS SANS FAUSSER LES SIGNAUX DE LA PRODUCTION ET DES MARCHÉS.
- L'ÂGE DES AGRICULTEURS ET LEUR SITUATION FINANCIÈRE GÉNÉRALE ONT UNE INCIDENCE SUR LE TRANSFERT DES FERMES D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE.

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

- Régimes d'exploitation agricole
- Revenu agricole
 - tendances du revenu
 - sources du revenu
- Situation de l'endettement
- Soutien des gouvernements
 - sources de soutien
 - répartition entre la croissance et la sécurité
- Transformation

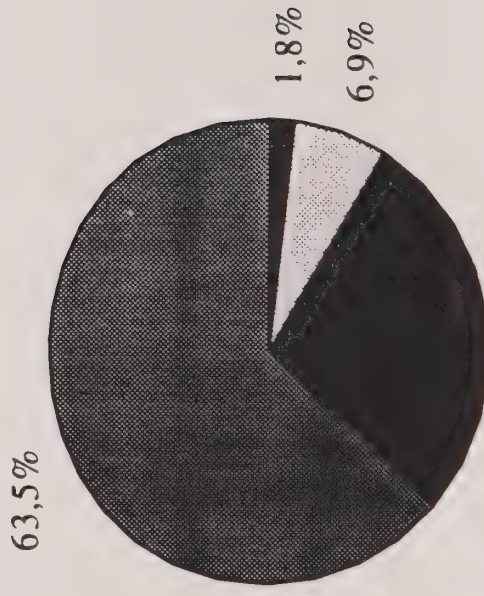
LA FERME FAMILIALE CONTINUE D'ÊTRE LE TYPE D'EXPLOITATION AGRICOLE PRÉDOMINANT

1971



Total : 366 110

1991



Total : 280 043



LA FERME FAMILIALE CONTINUE D'ÊTRE LE TYPE D'EXPLOITATION AGRICOLE PRÉDOMINANT

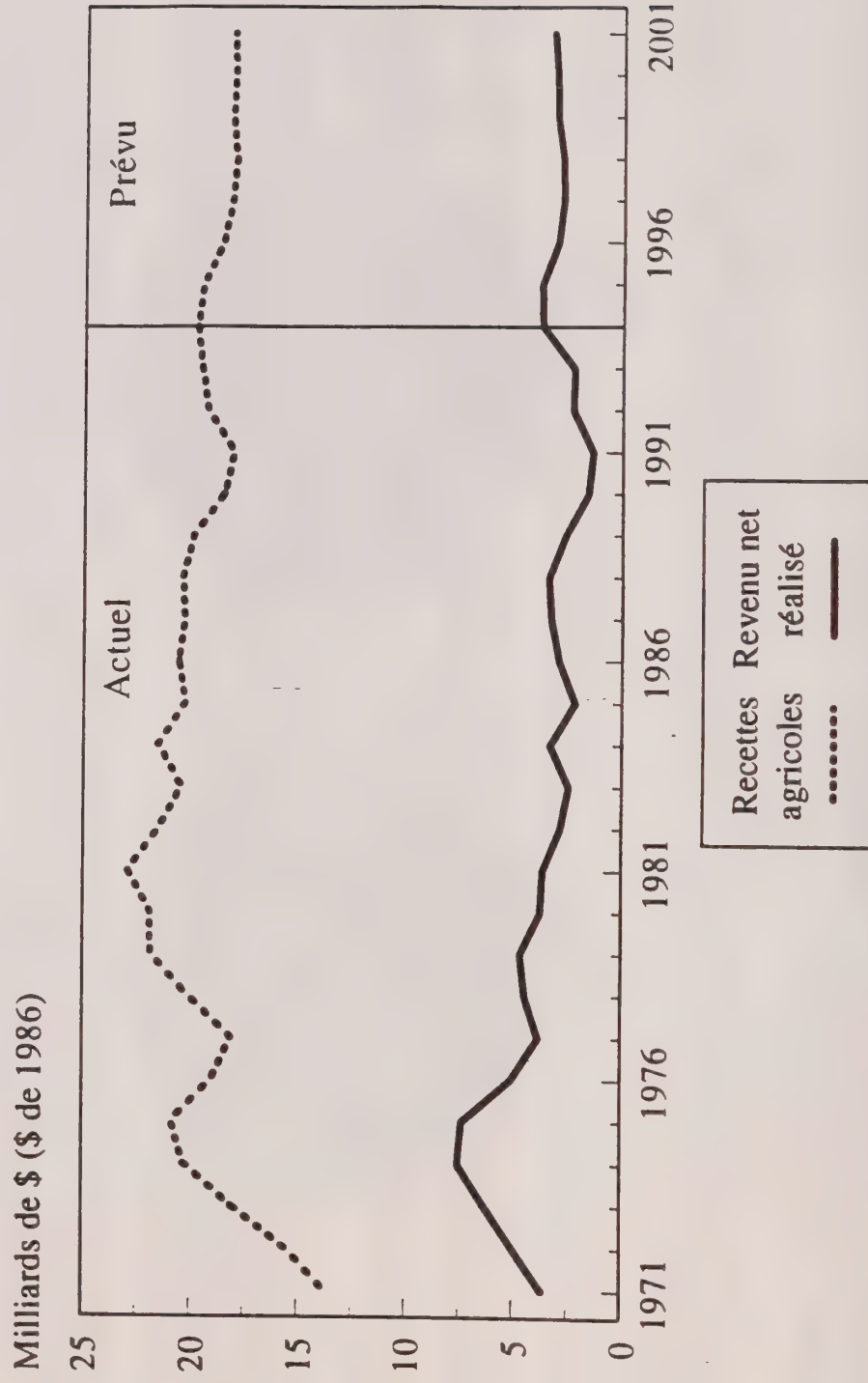
- L'EXPLOITATION FAMILIALE CONSTITUE LE FONDEMENT DE L'AGRICULTURE CANADIENNE. LES SOCIÉTÉS AGROCOMMERCIALES NE CONSTITUENT TOUJOURS QU'UNE PETITE PARTIE DE LA STRUCTURE AGRICOLE CANADIENNE.
- LES DONNÉES DES RECENSEMENTS DE 1971 ET 1991 RÉVÈLENT QUE LE NOMBRE TOTAL D'EXPLOITATIONS AGRICOLES CANADIENNES A DIMINUÉ D'ENVIRON 86 000 ENTRE CES DEUX ANNÉES.
- LES FERMES FAMILIALES SE SONT RESTRUCTURÉES POUR FORMER D'AUTRES TYPES D'ENTREPRISE, DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES (PARTENARIAT) ET DES SOCIÉTÉS FAMILIALES.
- LE POURCENTAGE TOTAL D'EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES A PEU VARIÉ DE 1971 À 1991 (99,5 À 98,3 P. 100).
- L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES EN AGRICULTURE TIENT EN PARTIE À CE QU'ON A MODIFIÉ LA DÉFINITION D'UNE SOCIÉTÉ DE PERSONNES DANS LE RECENSEMENT DE 1991 POUR Y INCLURE UN PLUS GRAND NOMBRE D'EXPLOITANTS PAR FERME. CETTE MODIFICATION VISAIT À RECONNAÎTRE QUE PLUSIEURS MEMBRES DE LA FAMILLE, EN PARTICULIER LES AGRICULTRICES, PARTICIPAIENT À PART ÉGALE À L'OPÉRATION DE LA FERME.
- LES EXPLOITATIONS AMÉRICAINES ONT SENSIBLEMENT LA MÊME STRUCTURE QUE LES EXPLOITATIONS CANADIENNES. LES EXPLOITATIONS FAMILIALES OU INDIVIDUELLES, Y COMPRIS LES SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET LES SOCIÉTÉS FAMILIALES, REPRÉSENTENT 99 P. 100 DE TOUTES LES EXPLOITATIONS RECENSÉES AUX ÉTATS-UNIS. EN FAIT, MÊME EN INCLUANT LES COOPÉRATIVES, LES FERMES DU PATRIMOINE, LES FERMES EN FIDUCIE, LES FERMES D'INSTITUTION ET LES SOCIÉTÉS AGROCOMMERCIALES AUTRES QUE FAMILIALES, CES DERNIÈRES REPRÉSENTENT MOINS DE 1 P. 100 DU TOTAL DES FERMES AMÉRICAINES.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1971-1991
 - U.S. Bureau of Census, 1986
- Avant 1991, le recensement ne prévoyait qu'un exploitant par ferme. En 1991, on a modifié ce paramètre pour tenir compte des exploitants secondaires et tertiaires. Il en a résulté une représentation plus fidèle du nombre de femmes et d'autres membres de la famille qui participent à l'exploitation.
- La ferme familiale est définie comme une ferme comprenant un ou plusieurs membres d'une même famille ou un particulier qui travaillent quotidiennement au bon fonctionnement et à la gestion de l'exploitation agricole. Pour des raisons de recensement, le niveau des ventes est le suivant : date antérieure à 1986, plus de 50 \$; 1986, plus de 250 \$; 1991, toute exploitation agricole rapportant des ventes de produits.

LES PRÉVISIONS SUR LE REVENU À MOYEN TERMIE FONT ÉTAT D'UNE STABILITÉ

Recettes agricoles par rapport au revenu net réalisé, 1971-2001



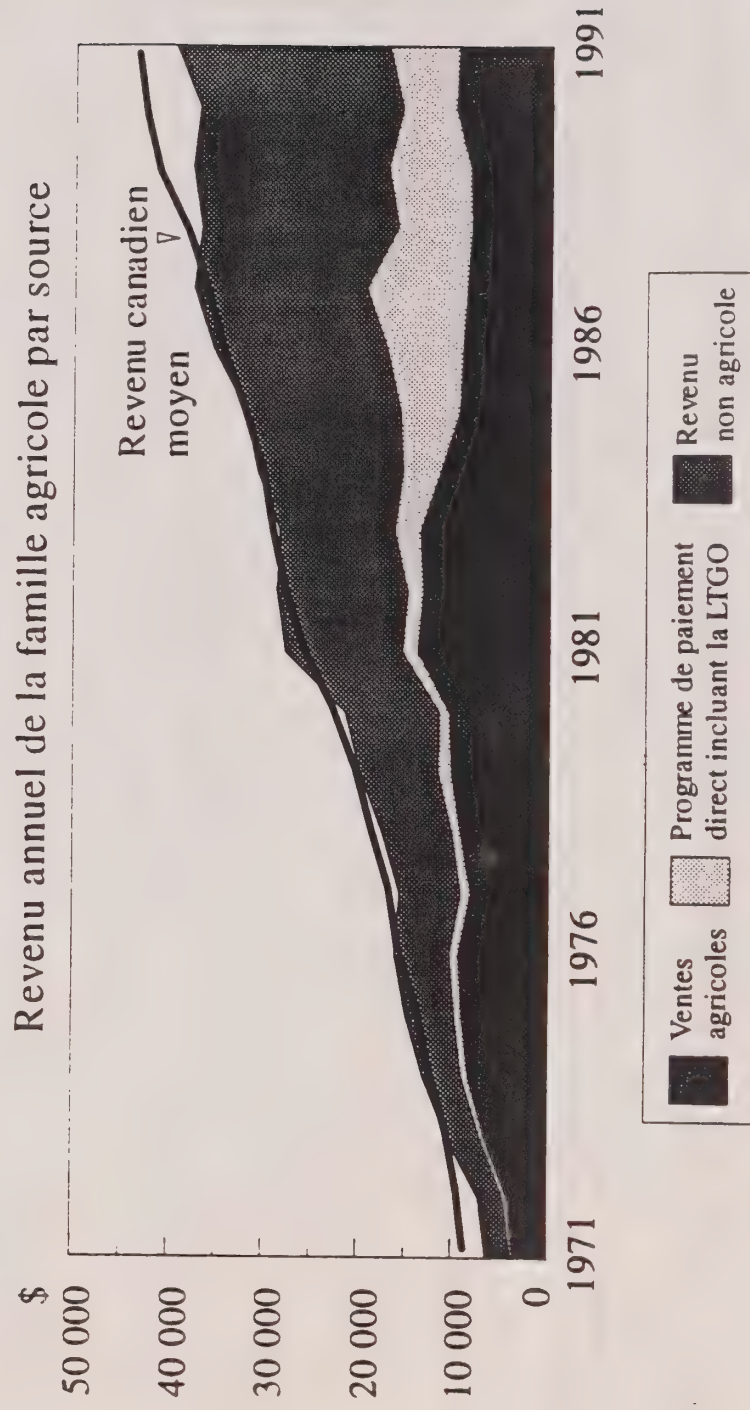
LES PRÉVISIONS SUR LE REVENU À MOYEN TERME FONT ÉTAT D'UNE STABILITÉ

- LES RECETTES AGRICOLES ET LE REVENU AGRICOLE NET RÉALISÉ DEVRAIENT AUGMENTER LÉGÈREMENT D'ICI L'AN 2000.
- LA PRÉVISION EN DOLLARS RÉELS TIENT COMPTE DE L'APPLICATION DES NOUVELLES RÈGLES DU GATT ET DU MAINTIEN DU FINANCEMENT DES PROGRAMMES À DES NIVEAUX QUI SOIENT CONFORMES À CES RÈGLES.
- LA PRÉVISION EST RELATIVEMENT UNIFORME ET NE REFLÈTE PAS LA CROISSANCE QU'UNE HAUSSE DES EXPORTATIONS OU DES PRIX POURRAIT GÉNÉRER.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Statistique Canada, données non publiées, 1994
- Les projections du Rapport d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada sur les perspectives à moyen terme ont été fournies par la Division de l'analyse des politiques économiques et de l'innovation, Agriculture et Agro-alimentaire Canada.
- Les recettes agricoles sont le produit de la vente de produits agricoles plus les paiements de transfert gouvernementaux. Le revenu net réalisé correspond aux recettes agricoles moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement plus le revenu en nature qui se définit comme le rendement du travail, de la gestion et de l'avoir propre de l'exploitant.
- Les chiffres indiqués sont en dollars réels (1986) et tiennent donc compte de l'effet de l'inflation.

LE TRAVAIL HORS FERME DEVIENT UNE SOURCE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE DE REVENU POUR LA FAMILLE AGRICOLE MOYENNE



LE TRAVAIL HORS FERME DEVIENT UNE SOURCE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE DE REVENU

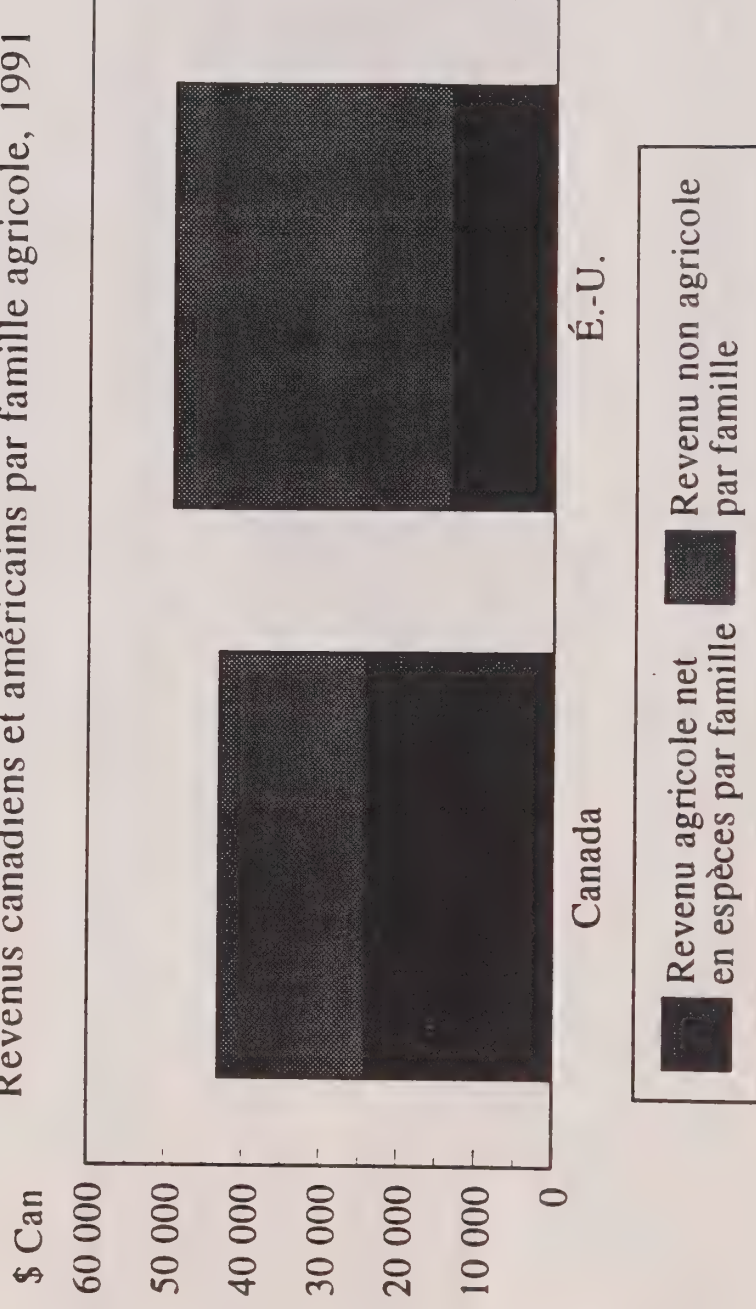
- LE REVENU FAMILIAL AGRICOLE PROVIENT DE NOMBREUSES SOURCES, ET CE FACTEUR A GRANDEMENT CONTRIBUÉ À LA STABILITÉ DES FAMILLES AGRICOLES CES DERNIÈRES ANNÉES. LES PRINCIPALES SOURCES DE REVENU SONT LES SUIVANTES :
 - EXPLOITATION DE LA FERME.
 - PAIEMENTS DE SOUTIEN DES GOUVERNEMENTS.
 - EMPLOI À L'EXTÉRIEUR DE LA FERME ET PLACEMENTS.
- LE REVENU FAMILIAL AGRICOLE SE COMPARE GÉNÉRALEMENT À LA MOYENNE CANADIENNE, SAUF CES DERNIÈRES ANNÉES OÙ LE FLÉCHISSEMENT DES PRIX DES CÉRÉALES ET DES OLÉAGINEUX ET LE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE L'INDUSTRIE ONT JOUÉ. LA SITUATION COMMENCE MAINTENANT À S'AMÉLIORER, À MESURE QUE LES AGRICULTEURS DIVERSIFIENT LEURS ACTIVITÉS.
- LA TENDANCE DE LA FAMILLE AGRICOLE À SE TOURNER VERS D'AUTRES SOURCES DE REVENU EST PRÉSENTE ÉGALEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ, OÙ LA FAMILLE COMPTE SOUVENT SUR PLUS D'UN SALAIRE.
- IL EXISTE MOINS DE POSSIBILITÉS D'EMPLOI À L'EXTÉRIEUR DE LA FERME DANS LES PRAIRIES, MAIS ON Y OBSERVE NÉANMOINS LA MÊME TENDANCE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Enquêtes sur les finances des consommateurs, 1992, et Statistique Canada
- Par famille agricole, on entend une famille dont une personne déclare l'agriculture comme principale source de revenu ou un adulte seul qui fait de même. Le revenu de la famille agricole est établi après dépréciation.

LE REVENU AGRICOLE HORS FERME EST MOINS IMPORTANT AU CANADA QU' AUX ÉTATS-UNIS

Revenus canadiens et américains par famille agricole, 1991



LE REVENU AGRICOLE HORS FERME EST MOINS IMPORTANT AU CANADA QU'AUX ÉTATS-UNIS

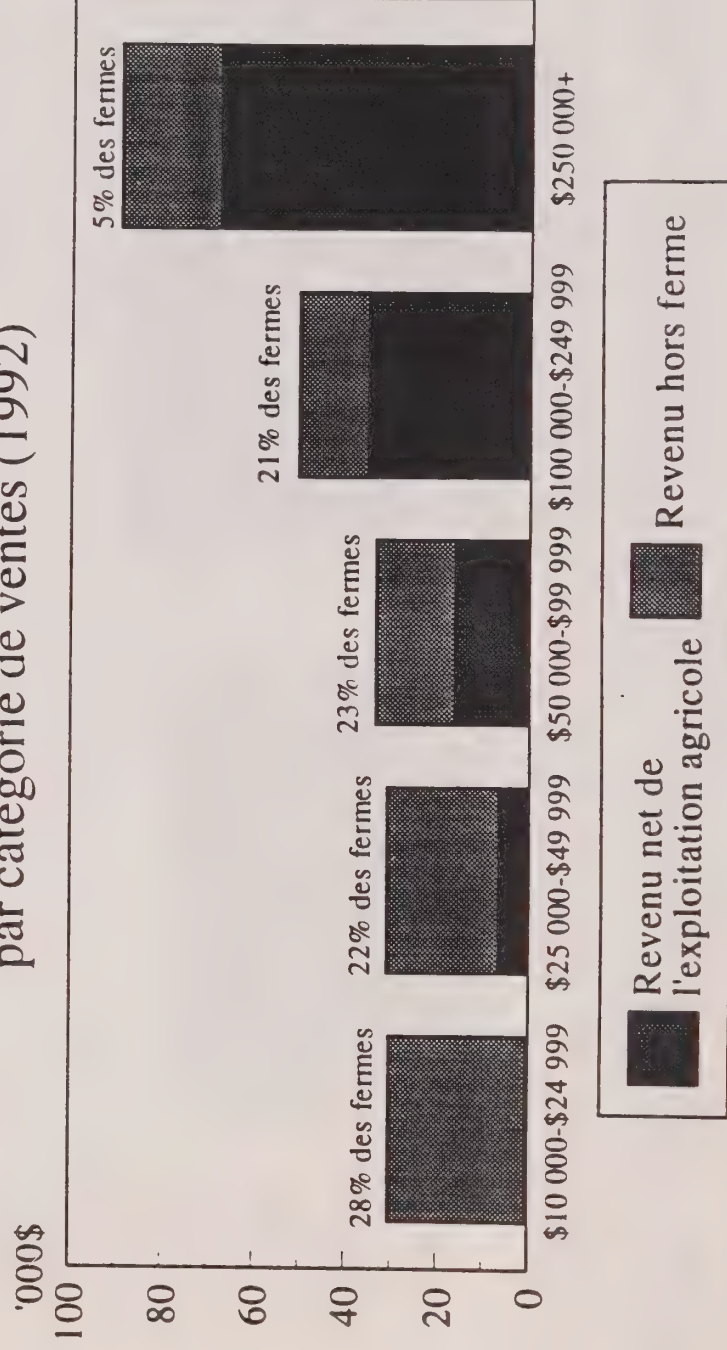
- AU CANADA, LE REVENU FAMILIAL AGRICOLE MOYEN EST LÉGÈREMENT PLUS FAIBLE QU'AUX ÉTATS-UNIS, MAIS LA PROPORTION TIRÉE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE Y EST PLUS ÉLEVÉE.
- LA COMMERCIALISATION EFFICACE DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES CANADIENS S'EST TRADUITE, POUR LES PRODUCTEURS, PAR DE MEILLEURES RECETTES TIRÉES DE LEURS ACTIVITÉS.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Enquête financière sur les fermes, 1992 (Canada)
 - Farm Costs and Returns Survey, 1992 (É.-U.)
- Définition d'une exploitation agricole: opération agricole dont les ventes brutes dépassent 2 000 \$.

LES FERMES PLUS PETITES AFFICHENT UNE PLUS FORTE PROPORTION DE REVENUS HORS FERME

Pourcentage du revenu tiré d'activités agricoles et non agricoles
par catégorie de ventes (1992)



LES FERMES PLUS PETITES AFFICHENT UNE PLUS FORTE PROPORTION DE REVENUS HORS FERME

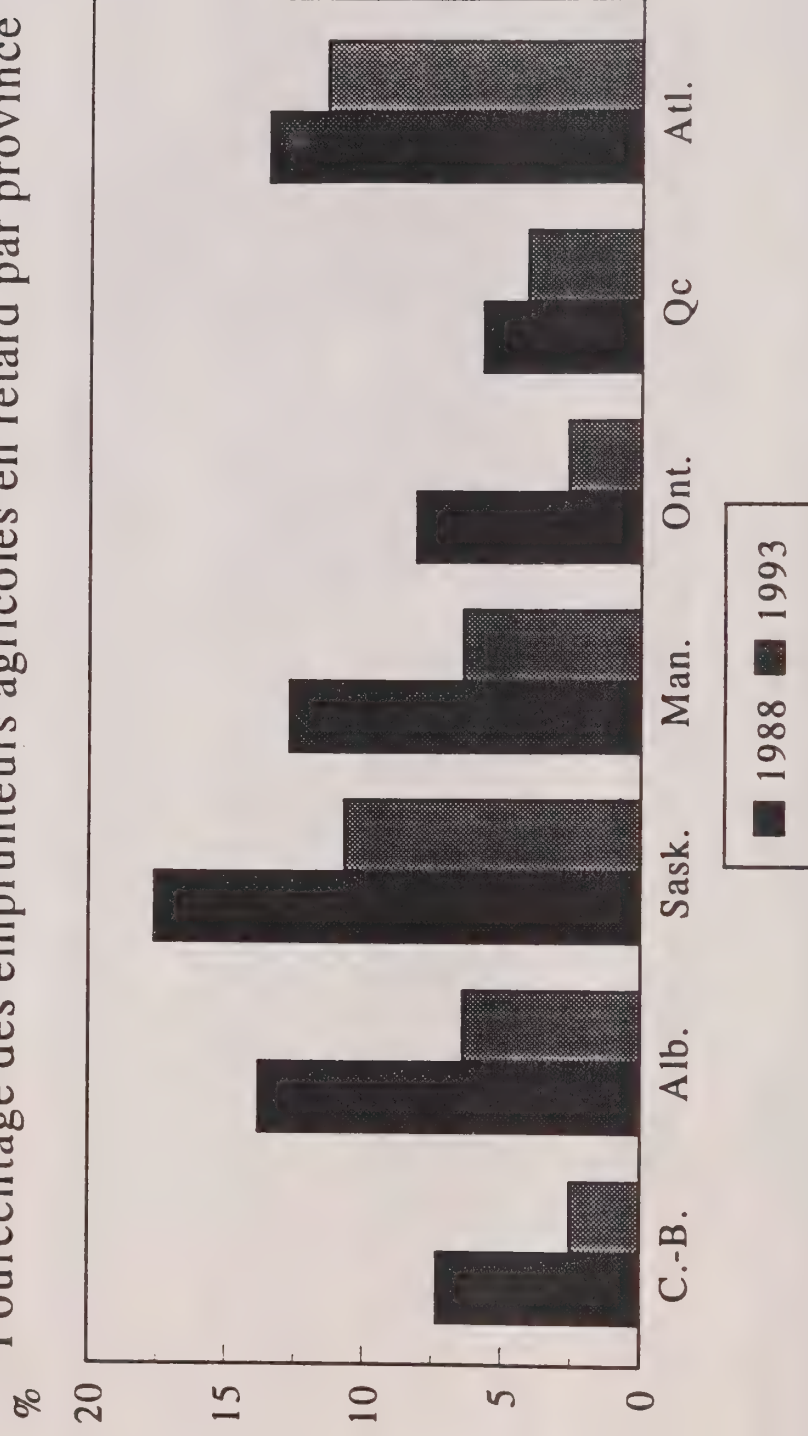
- LES FERMES PLUS PETITES SONT PLUS FORTEMENT TRIBUTAIRES DE SOURCES DE REVENU HORS FERME, ALORS QUE LES PLUS GROSSES TIRENT UNE PLUS FORTE PROPORTION DE LEUR REVENU DE L'EXPLOITATION AGRICOLE.
- ENVIRON 50 P. 100 DES 280 000 FERMES CANADIENNES AFFICHENT PEU OU PAS DE REVENU AGRICOLE NET. LE REVENU FAMILIAL EST TRIBUTAIRE DE SOURCES NON AGRICOLES. IL SERAIT PLUS APPROPRIÉ DE CONSIDÉRER CES « FERMES » COMME UNE SOURCE DE REVENU D'APPOINT POUR DES GENS S'ADONNANT À UN AUTRE TYPE D'ACTIVITÉ. LE FAIT DE LES INCLURE DANS LES STATISTIQUES GLOBALES FAUSSE DE FAÇON NOTABLE NOTRE PERCEPTION DE LA SITUATION DU REVENU AGRICOLE.
- LES FERMES DÉCLARANT DES VENTES DE 100 000 \$ ET PLUS REPRÉSENTENT ENVIRON 26 P. 100 DU TOTAL, MAIS SONT RESPONSABLES D'ENVIRON 75 P. 100 DE LA PRODUCTION TOTALE (CES POURCENTAGES VARIENT QUELQUE PEU SELON LA SOURCE DES DONNÉES, MAIS LA TENDANCE EST LA MÊME).
- LES FERMES DÉCLARANT DES VENTES INFÉRIEURES À 50 000 \$ REPRÉSENTENT ENVIRON 52 P. 100 DU TOTAL ET SONT RESPONSABLES D'ENVIRON 10 P. 100 DE LA PRODUCTION TOTALE.
- LE NOMBRE TOTAL DE FERMES DIMINUE, MAIS CELUI DES GROSSES EXPLOITATIONS DÉCLARANT DES VENTES DE 100 000 \$ OU PLUS S'EST ACCRU DE PLUS DE 174% AU COURS DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES. C'EST LÀ UN SIGNE TRÈS POSITIF POUR CE QUI EST DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE À LONG TERME DU SECTEUR.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Statistique Canada, Base de données sur les déclarants
 - Agriculture et Agro-alimentaire Canada
 - Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1971-1991.
- Grosses exploitations avec des ventes plus grandes que 100 000 \$ en dollars constants de 1990.

L'ENDETTEMENT EST DE MOINS EN MOINS UN PROBLÈME POUR LA PLUPART DES AGRICULTEURS; CERTAINS SONT TOUTEFOIS ENCORE AUX PRISES AVEC DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Pourcentage des emprunteurs agricoles en retard par province



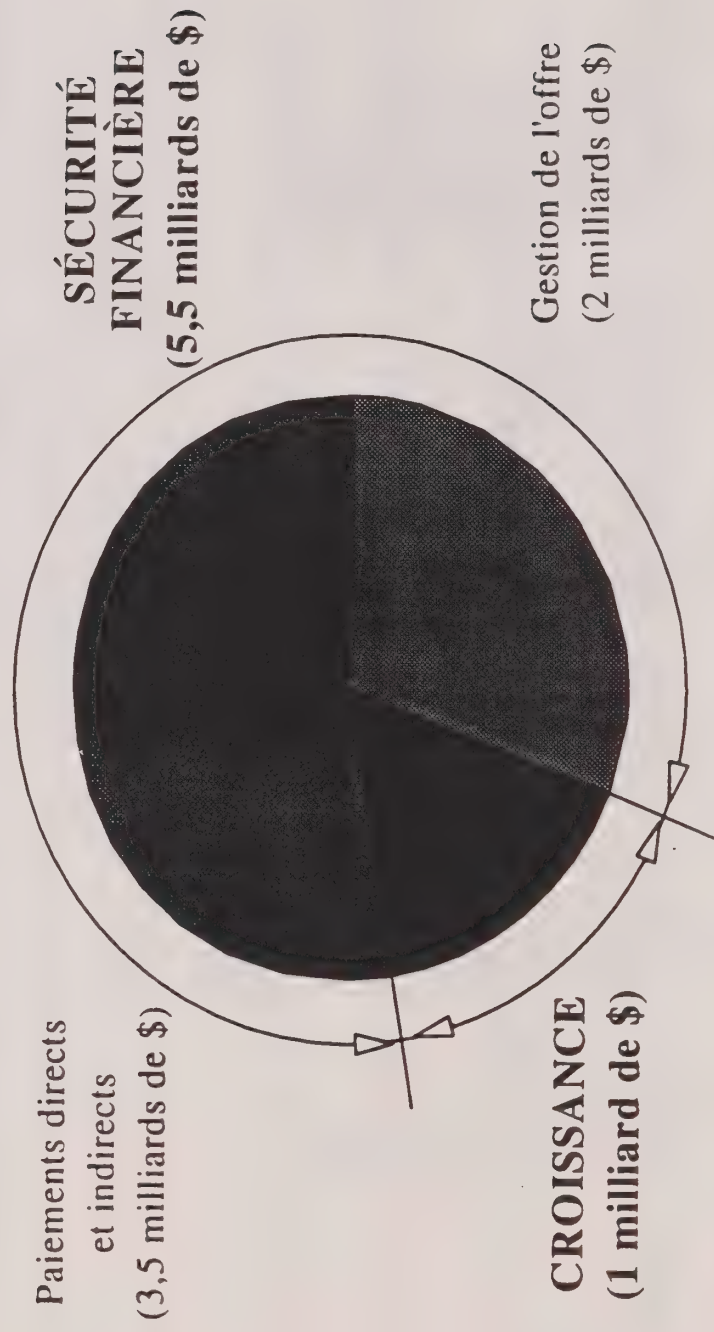
L'ENDETTEMENT EST DE MOINS EN MOINS UN PROBLÈME POUR LA PLUPART DES AGRICULTEURS

- LA SITUATION GLOBALE DE L'ENDETTEMENT, MESURÉE PAR LES PAIEMENTS EN SOUFFRANCE, S'EST AMÉLIORÉE DEPUIS 1988.
- L'ENCOURS TOTAL DE LA DETTE DEMEURE À QUELQUE 22 MILLIARDS DE DOLLARS, MAIS IL EST MAINTENANT DÉTENU PAR DES PRODUCTEURS QUI SONT MIEUX EN MESURE DE L'ASSUMER.
- L'ENDETTEMENT A CRÉÉ DES DIFFICULTÉS POUR DE NOMBREUX AGRICULTEURS, MAIS LE SECTEUR EST MAINTENANT EN MEILLEURE POSITION POUR GÉRER SA DETTE GRÂCE À UNE MEILLEURE MARGE D'AUTOFINANCEMENT ET À UN AVOIR PROPRE PLUS ÉLEVÉ.
- LE RAPPORT ENTRE L'AVOIR ET LE PASSIF DU SECTEUR PRIMAIRE EST SUPÉRIEUR À 82 P. 100, CE QUI MONTRE UNE AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU SECTEUR.
- ON A EXPRIMÉ LA CRAINTE QUE, COMPTE TENU DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES AGRICULTEURS ET D'UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION AGRICOLE, LE TRANSFERT DES FERMES D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE N'AIT RALENTI.
- EN MOYENNE LES AGRICULTEURS ONT DOUZE ANS DE PLUS QUE LA MAIN-D'OEUVRE ACTIVE EN GÉNÉRAL.
- CETTE SITUATION A PEU CHANGÉ ENTRE 1971 ET 1991. TOUTEFOIS, L'ÂGE MOYEN DES AGRICULTEURS AUGMENTE UN PEU MOINS RAPIDEMENT QUE CELUI DE LA MAIN-D'OEUVRE ACTIVE EN GÉNÉRAL.
- LA SITUATION FINANCIÈRE ET L'ÂGE DES AGRICULTEURS EXERCENT UNE INFLUENCE SUR LE TRANSFERT DES FERMES D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données :
 - Société du crédit agricole et autres bailleurs de fonds en agriculture (organismes provinciaux de crédit et prêteurs commerciaux)
 - Enquêtes sur la situation financière des agriculteurs, 1992

L'AIDE FÉDÉRALE ET PROVINCIALE À L'INDUSTRIE CANADIENNE EST AXÉE SUR LA SÉCURITÉ DES PRODUCTEURS, 1993



Source: Équivalents subventions à la production, document *Monitoring and Outlook* de l'OCDE, 1994

L'AIDE FÉDÉRALE ET PROVINCIALE À L'INDUSTRIE CANADIENNE EST AXÉE SUR LA SÉCURITÉ DES PRODUCTEURS, 1993

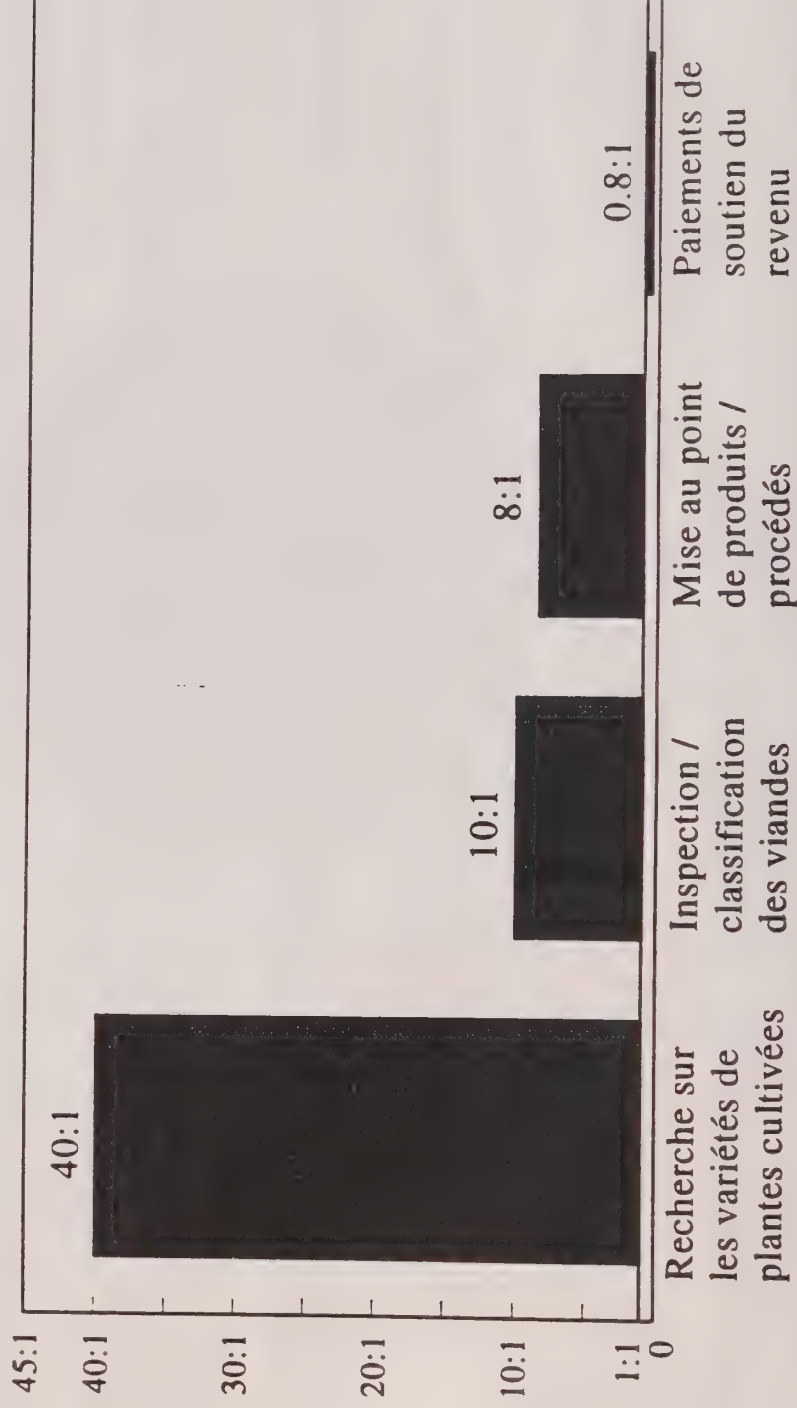
- LES ÉQUIVALENTS SUBVENTIONS À LA PRODUCTION (ESP) POUR LE CANADA, MIS AU POINT PAR L'OCDE, RÉVÈLENT QUE 83 P. 100 DE L'AIDE GOUVERNEMENTALE (INCLUANT LES TRANSFERTS DES GOUVERNEMENTS ET DES CONSOMMATEURS) EST AXÉE SUR DES OBJECTIFS DE SÉCURITÉ FINANCIÈRE; EN VOICI DES EXEMPLES :
 - SOUTIEN DES PRIX DE MARCHÉ (PRINCIPALEMENT LTGO ET GESTION DE L'OFFRE).
 - PAIEMENTS DIRECTS (P. EX. RARB, CSRN, ASSURANCE-RÉCOLTE).
 - RÉDUCTION DES COÛTS DES FACTEURS DE PRODUCTION (P. EX., REMISES DE TAXES SUR LA PROPRIÉTÉ ET SUBVENTION DE LA LTGO).
- LES CHIFFRES COMPRENNENT LES DÉPENSES POUR LA COMMERCIALISATION, LA RECHERCHE, L'INSPECTION, LE DÉVELOPPEMENT RURAL, L'ENVIRONNEMENT, ETC.
- À TITRE DE COMPARAISON, 17 P. 100 DES SOMMES ALLOUÉES VONT AU FINANCEMENT DE MESURES D'AMÉLIORATION DE LA CROISSANCE, COMME LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DE DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX. UNE GRANDE PROPORTION DES DÉPENSES POUR LA RECHERCHE ET L'INSPECTION SERVENT À MAINTENIR LA COMPÉTITIVITÉ.
- LES ÉQUIVALENTS SUBVENTIONS À LA PRODUCTION AU CANADA EN 1992 SONT PLUS ÉLEVÉS QUE CEUX DES ÉTATS-UNIS ET DE L'AUSTRALIE ET PLUS BAS QUE CEUX DE L'UNION EUROPÉENNE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Tableaux détaillés (tableau 13, 18 janvier 1994), Équivalents subventions à la production (ESP) sous-jacents pour le document Monitoring and Outlook de l'OCDE, 1994
- L'ESP, c'est une mesure de tous les avantages que reçoivent les producteurs par le biais de l'aide directe, de l'aide indirecte et de l'aide réglementaire.

L'INVESTISSEMENT DANS LA CROISSANCE A DES RETOMBÉES POSITIVES IMPORTANTES SUR LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

Rapport avantages / coûts selon le type de dépenses
Rapport A / C gouvernementales en agro-alimentaire



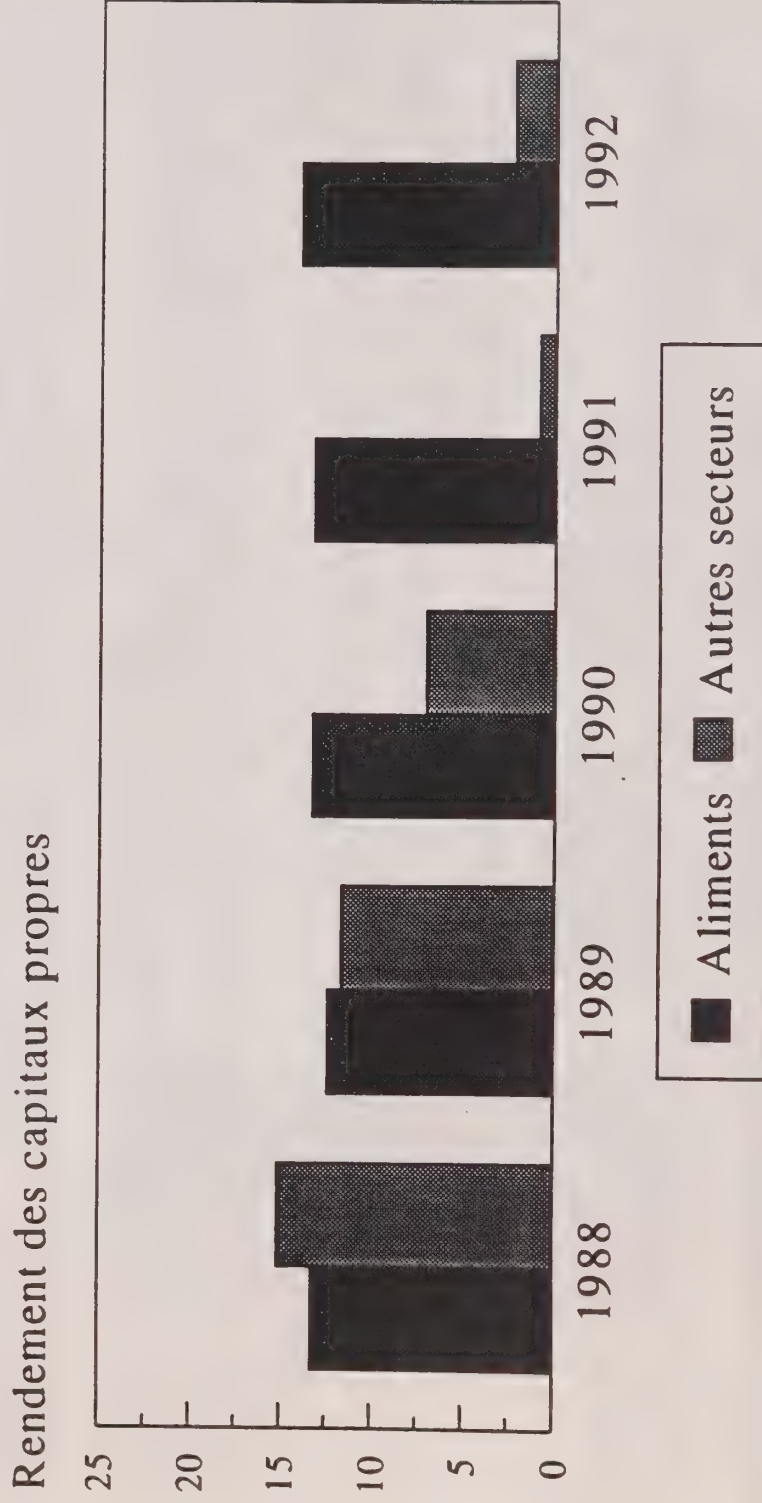
L'INVESTISSEMENT DANS LA CROISSANCE A DES RETOMBÉES POSITIVES IMPORTANTES SUR LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

- DES ÉTUDES (D' GEORGE BRINKMAN ET AL.) RÉVÈLENT QUE LE RENDEMENT DES DÉPENSES PUBLIQUES EST NETTEMENT SUPÉRIEUR LORSQUE L'ON INVESTIT DANS DES MESURES PROPRES À STIMULER LA PRODUCTIVITÉ ET LA CROISSANCE EN VOICI DES EXEMPLES :
 - LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT SUR LES CULTURES COMPORTENT UN RATIO AVANTAGES / COÛTS DE 30-40 À 1;
 - DANS LE CAS DE LA SANTÉ ET DU CLASSEMENT DU BÉTAIL, LE RATIO AVANTAGES / COÛTS EST DE 8-10 À 1;
 - LA MISE AU POINT DE PRODUITS ET DE PROCÉDÉS DANS DES USINES PILOTES DONNE UN RATIO AVANTAGES / COÛTS DE 6-8 À 1;
 - LES PROGRAMMES DE SOUTIEN ET DE STABILISATION DU REVENU PRÉSENTENT DES AVANTAGES NULS OU NÉGATIFS.
- LES RÉSULTATS DE CETTE ÉTUDE SONT FONDÉS SUR DES DONNÉES HISTORIQUES ET INDIQUENT SEULEMENT LA PORTÉE DES AVANTAGES POUR LA RECHERCHE. À TITRE D'EXEMPLE, L'ÉTUDE A EXAMINÉ UN TYPE PARTICULIER DE RECHERCHE (P. EX. CRÉATION DE VARIÉTÉ). ON NE PEUT DONC PAS EN GÉNÉRALISER LA PORTÉE À TOUTES LES RECHERCHES.
- LES BÉNÉFICES QU'ON EN RETIRE MONTRENT BIEN LES AVANTAGES DE TELLES DÉPENSES POUR LE SECTEUR PUBLIC ET POUR LES POSSIBILITÉS D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA RECHERCHE, AINSI QUE POUR LE RECOUVREMENT PARTIEL DES COÛTS D'INSPECTION PAR EXEMPLE.
- MALGRÉ QUE LES BÉNÉFICES SOIENT GÉNÉRALEMENT PEU ÉLEVÉS POUR LE SOUTIEN DU REVENU, IL EXISTE D'AUTRES RAISONS, COMME L'INSTABILITÉ DES MARCHÉS ET LA « GUERRE DES PRIX », QUI PEUVENT NéCESSITER LE TRANSFERT DE FONDS AUX PRODUCTEURS AFIN DE SOUTENIR LE REVENU AGRICOLE ET, INDIRECTEMENT, LES SERVICES INTERDÉPENDANTS QUE FOURNIT L'AGRICULTURE

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Direction générale de la vérification et de l'évaluation, Agriculture et Agro-alimentaire Canada

LA RENTABILITÉ DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS EST PLUS ÉLEVÉE ET PLUS STABLE QUE CELLE DES AUTRES SECTEURS DE FABRICATION, 1988-1992



LA RENTABILITÉ DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS EST PLUS ÉLEVÉE ET PLUS STABLE QUE CELLE DES AUTRES SECTEURS DE FABRICATION, 1988-1992

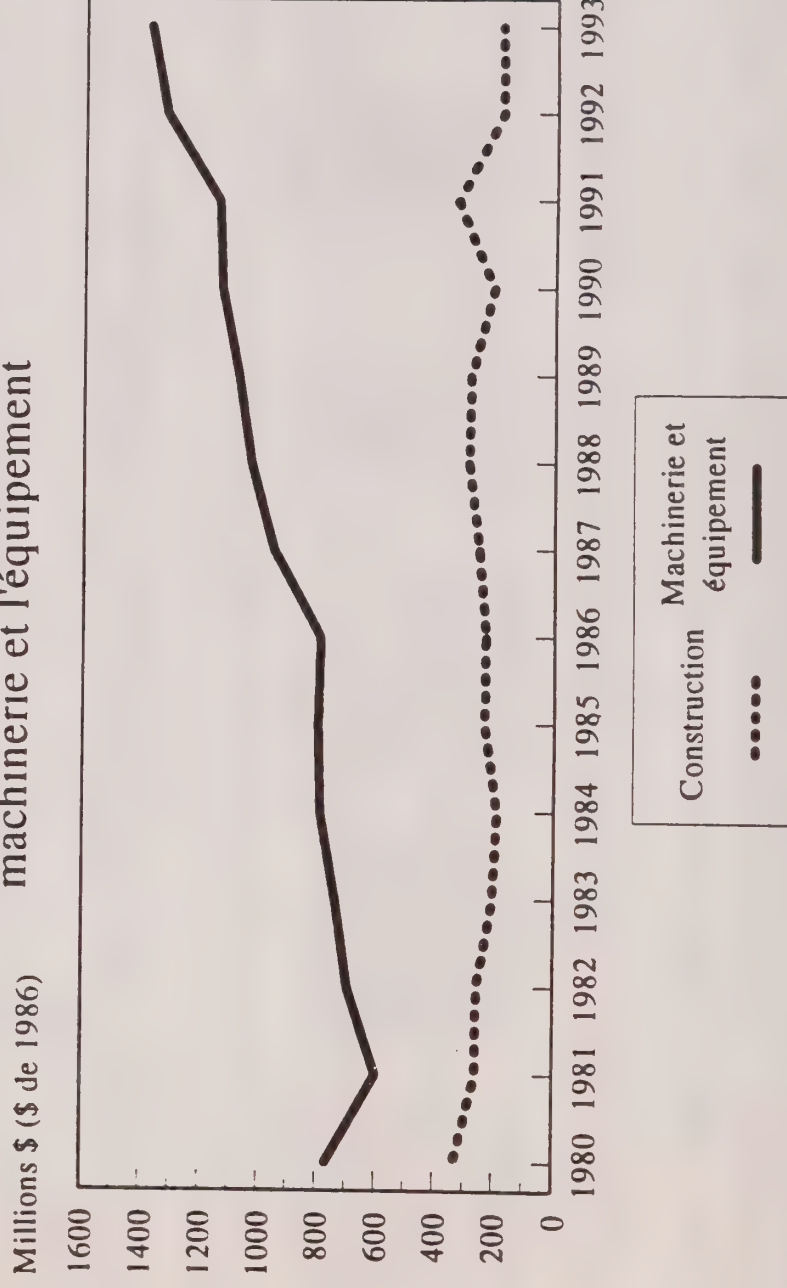
- CES DERNIÈRES ANNÉES, L'INDUSTRIE DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS A AFFICHÉ UNE PLUS GRANDE STABILITÉ ET RENTABILITÉ QUE LES AUTRES SECTEURS MANUFACTURIERS.
- CETTE INDUSTRIE RÉSISTE MIEUX À LA RÉCESSION QUE LES AUTRES ET ELLE A RÉUSSI À MAINTENIR SES MARGES BÉNÉFICIAIRES JUSQU'À LA FIN DES ANNÉES 1980. PLUSIEURS AUTRES SECTEURS DEVRAIENT RECOUVRER LEUR RENTABILITÉ ANTÉRIEURE À 1991.
- LE NOMBRE RÉEL D'ÉTABLISSEMENTS A DIMINUÉ, MAIS LE NOMBRE D'ENTREPRISES EN ACTIVITÉ EST DEMEURÉ LE MÊME. LES IMPORTATIONS ONT DÉLOGÉ CERTAINS PRODUITS TRANSFORMÉS CANADIENS.
- LES NIVEAUX D'EMPLOI SONT DEMEURÉS RELATIVEMENT STABLES EN RAISON DE L'ÉMERGENCE DE PETITES ENTREPRISES.
- AU COURS DE LA PÉRIODE 1985 À 1989, LE RENDEMENT DE L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS S'EST ÉTABLI À 12,8 P. 100 CONTRE 11,3 P. 100 POUR L'ENSEMBLE DU SECTEUR MANUFACTURIER.
- FACILITER L'ÉTABLISSEMENT DE PARTENARIATS SOLIDES ENTRE LES PRODUCTEURS, LES TRANSFORMATEURS, LA MAIN-D'OEUVRE ET LES DISTRIBUTEURS PEUT AIDER À AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Statistique Canada, Enquête financière sur les sociétés, 1993

REMISE À NEUF DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS ET DES BOISSONS POUR MIEUX RENTABILISER LES INSTALLATIONS EXISTANTES PLUTÔT QUE D'INVESTIR DANS LA CONSTRUCTION NOUVELLE

Dépenses d'investissement réelles dans la construction ainsi que dans la
machinerie et l'équipement



REMISE À NEUF DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS ET DES BOISSONS POUR MIEUX RENTABILISER LES INSTALLATIONS EXISTANTES

- UNE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE S'EST OPÉRÉE DURANT CETTE PÉRIODE, ET DES ENTREPRISES ONT INVESTI DANS LA MODERNISATION DE LA MACHINERIE ET DE L'ÉQUIPEMENT AFIN D'UTILISER PLUS EFFICACEMENT LES USINES ACTUELLES.
- ON A VU PEU D'INVESTISSEMENTS DANS LA CONSTRUCTION D'USINES NEUVES CES DERNIÈRES ANNÉES, EN PARTIE À CAUSE DE L'INCERTITUDE ENTOURANT LA RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE, L'OFFRE DES PRODUITS ET LES FRAIS DE MAIN-D'OEUVRE.
- LES AUGMENTATIONS DE PRODUCTIVITÉ ONT PERMIS À L'INDUSTRIE DE MAINTENIR DES MARGES DE PROFIT STABLES.

Renseignements supplémentaires

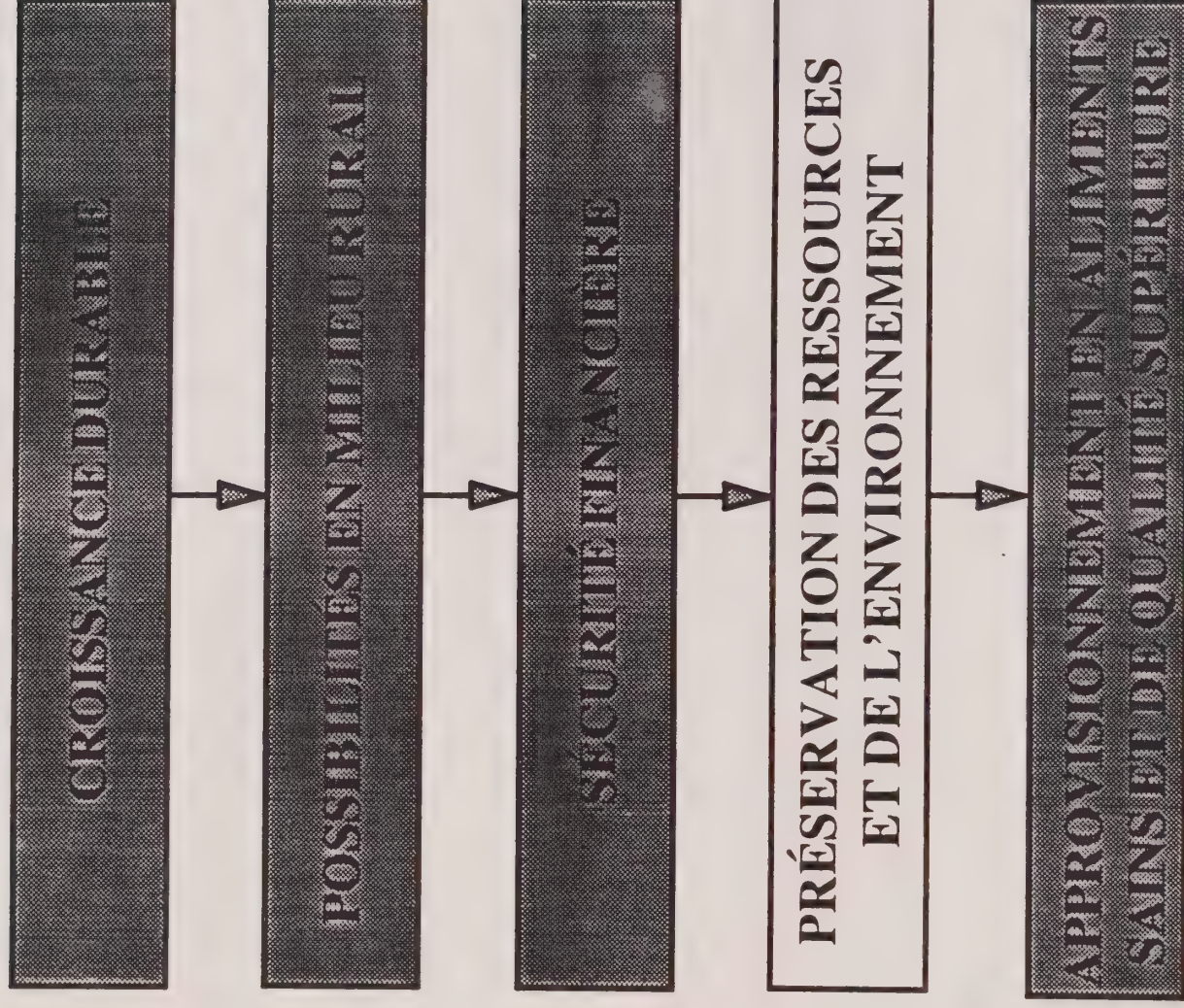
- Source des données : Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock en capital, avril 1993

CONCLUSIONS

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

- Les producteurs s'adaptent aux réalités financières des années 1980 et 1990
- Le gros des dépenses agro-alimentaires des gouvernements ont servi au soutien passif du revenu; très peu a été entrepris pour favoriser la croissance économique
- La sécurité financière du secteur doit provenir de plus en plus du marché lui-même, les pouvoirs publics devant se conformer aux règles de marché internationales et composer avec des déficits importants
- La restructuration et la stabilité financière du secteur canadien de la transformation des aliments et des boissons offrent une assise solide pour la croissance des exportations

PERFORMANCE



PRÉSERVATION DES RESSOURCES ET DE L'ENVIRONNEMENT

« Les systèmes agro-alimentaires durables sont ceux qui, tout en étant économiquement viables, conservent et améliorent les ressources naturelles et la qualité de l'environnement au Canada pour les générations futures. » (Programme agricole p. 2)

★ Une agriculture durable qui établit un équilibre entre les facteurs sociaux, économiques et écologiques

★ Une agriculture durable fondée sur :

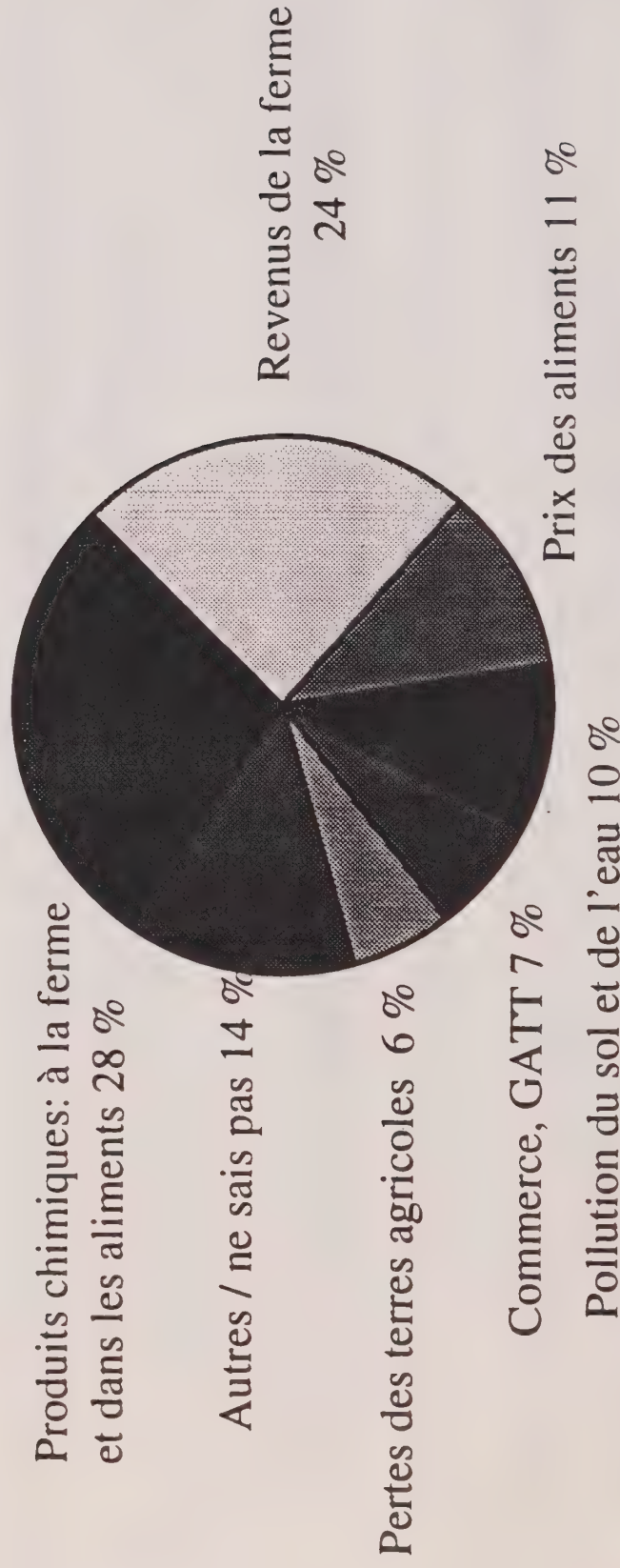
- Le maintien à la fois des ressources agricoles et de l'écosystème environnant
- L'adoption de techniques conçues pour protéger efficacement les ressources et l'environnement

PRÉSERVATION DES RESSOURCES ET DE L'ENVIRONNEMENT

- L'IMPORTANCE ACCRUE ACCORDÉE À L'ENVIRONNEMENT AURA UNE INCIDENCE SUR LE COMMERCE, L'INVESTISSEMENT, LES PRATIQUES AGRICOLES ET LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS.
- LA FICHE ÉCOLOGIQUE DE L'AGRICULTURE CANADIENNE EST BONNE, MAIS UNE AMÉLIORATION CONTINUE PARAÎT ESSENTIELLE À L'ATTEINTE DE NOS OBJECTIFS ÉCONOMIQUES ET ÉCOLOGIQUES À LONG TERME.
- LES AGRICULTEURS CANADIENS ONT MONTRÉ QU'ILS ÉTAIENT SENSIBLES À CES QUESTIONS EN ADOPTANT DES PRATIQUES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT.
- NOTRE RÉPUTATION ENVIABLE AU CHAPITRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT FACILITERA NOS EFFORTS DE COMMERCIALISATION INTERNATIONALE ET SE TRADUIRA PAR DES AVANTAGES SUPÉRIEURS ET DES PRIX PLUS ÉLEVÉS.

L'EMPLOI DE PRODUITS CHIMIQUES EST LA PLUS GRANDE PRÉOCCUPATION DES CANADIENS EN MATIÈRE AGRICOLE

avril 1993



L'EMPLOI DE PRODUITS CHIMIQUES EST LA PLUS GRANDE PRÉOCCUPATION DES CANADIENS EN MATIÈRE AGRICOLE

- LES CANADIENS SE SOUCIENT DE LA QUALITÉ ET DE LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS QU'ILS CONSOMMENT.
- LES AGRICULTEURS SE PRÉOCCUPENT ÉGALEMENT DE L'EMPLOI DES PRODUITS CHIMIQUES ET DE LEUR INCIDENCE SUR L'ENVIRONNEMENT.
- POUR CONTINUER DE PROGRESSER AU CHAPITRE DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT, ON DOIT RÉPANDRE L'USAGE DE TECHNOLOGIES ET DE PRATIQUES PLUS RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT (P. EX. LUTTE ANTIPARASITAIRE INTÉGRÉE, FAIBLE TRAVAIL DU SOL).
- LE SECTEUR ADOPTE DE PLUS EN PLUS DES PRATIQUES PLUS ÉCOLOGIQUES.

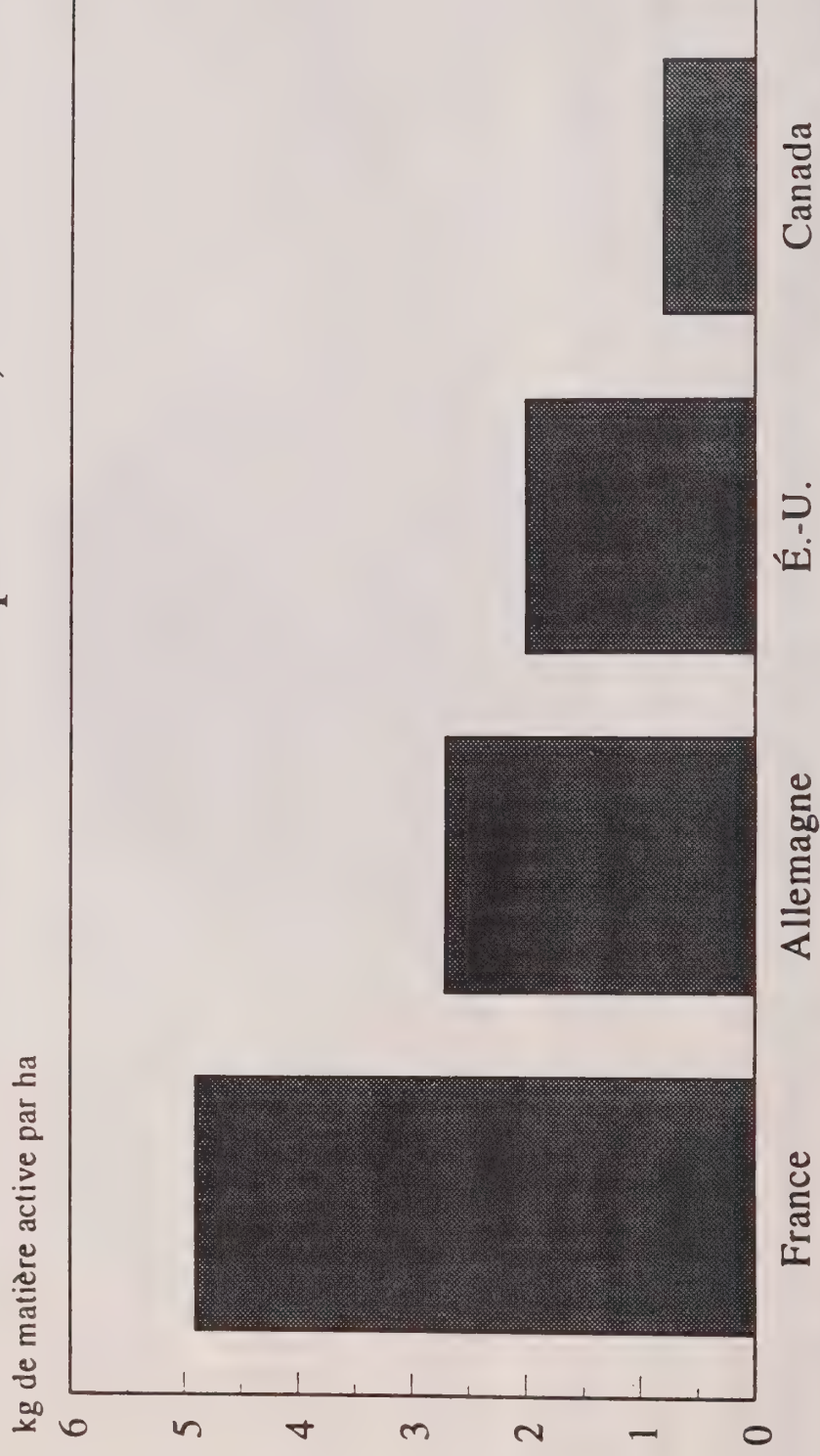
Renseignements supplémentaires

- Source des données : *The Environmental Monitor*, April, 1993

Performance:
Préservation des ressources
et de l'environnement

L'UTILISATION DES PESTICIDES EST FAIBLE AU CANADA COMPARATIVEMENT AUX AUTRES PAYS

Taux d'utilisation des pesticides, 1993



COMPARATIVEMENT AUX AUTRES PAYS, L'EMPLOI DES PESTICIDES EST PEU INTENSIF AU CANADA

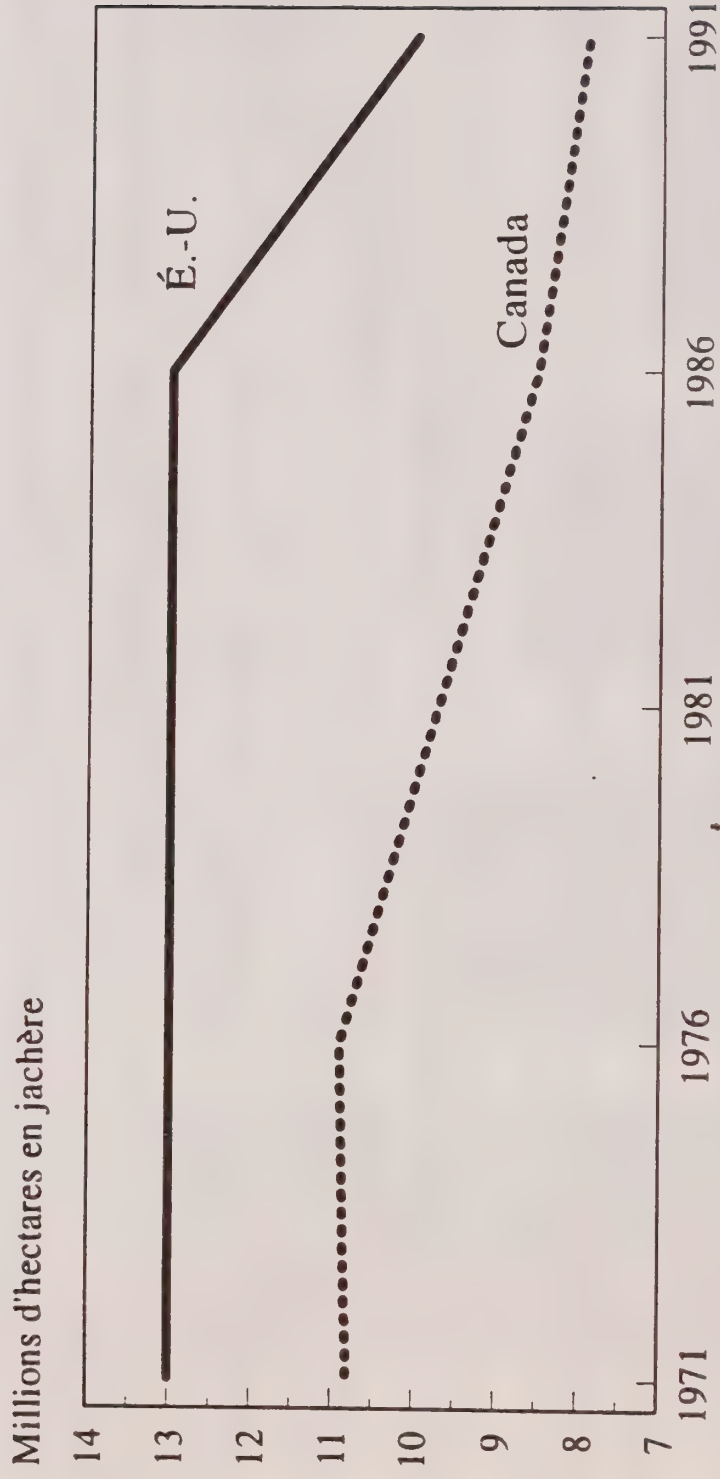
- LE CANADA A RÉDUIT SON UTILISATION DE PRODUITS CHIMIQUES.
- L'UTILISATION DES PESTICIDES AU CANADA EST SENSIBLEMENT PLUS FAIBLE QUE CE QU'ON OBSERVE DANS PLUSIEURS AUTRES PAYS.
- CETTE UTILISATION PARCIMONIEUSE RENFORCE NOTRE RÉPUTATION TANT AU PAYS QU'À L'ÉTRANGER COMME PRODUCTEUR D'ALIMENTS SALUBRES ET DE QUALITÉ SUPÉRIEURE.
- LE CANADA PEUT MISER SUR CETTE RÉPUTATION DE QUALITÉ ET EN FAIRE UN OUTIL DE COMMERCIALISATION IMPORTANT.
- LA RÉDUCTION DE L'EMPLOI DES PESTICIDES COMBINÉE AU TRAVAIL MINIMUM DU SOL RÉDUIT LA POLLUTION ET LA DÉGRADATION DES SOLS.
- L'UTILISATION MOINS INTENSIVE DES ENGRAIS ET DES PESTICIDES DANS L'AGRICULTURE CANADIENNE SE TRADUIT PAR :
 - DES ÉCONOMIES D'ACHAT;
 - MOINS DE POLLUTION ET DE DÉGRADATION DES RESSOURCES ET DES ÉCOSYSTÈMES ENVIRONNANTS.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : - OCDE, 1993
- Agriculture et Agro-alimentaire Canada

Performance:
Préservation des ressources
et de l'environnement

LA RÉDUCTION DES JACHÈRES ATTÉNUÉ LA DÉGRADATION DES SOLS



RÉDUCTION DU NOMBRE DES TERRES LAISSÉES EN JACHÈRE

- LA PERFORMANCE DU CANADA À CE CHAPITRE SE COMPARE BIEN AVEC CELLE DE NOS CONCURRENTS AMÉRICAINS.
- UN PLUS GRAND NOMBRE D'AGRICULTEURS CANADIENS EMPLOIENT DES MÉTHODES CULTURALES DE CONSERVATION DU SOL QUE LEURS HOMOLOGUES AMÉRICAINS (74 P. 100 CONTRE 69 P. 100).
- UN PLUS GRAND NOMBRE D'AGRICULTEURS CANADIENS PRATIQUENT LA CULTURE SANS LABOUR (24 P. 100 CONTRE 18 P. 100 AUX ÉTATS-UNIS).
- POUR CES RAISONS, LA DÉGRADATION DES SOLS S'ATTÉNUÉ AU CANADA.

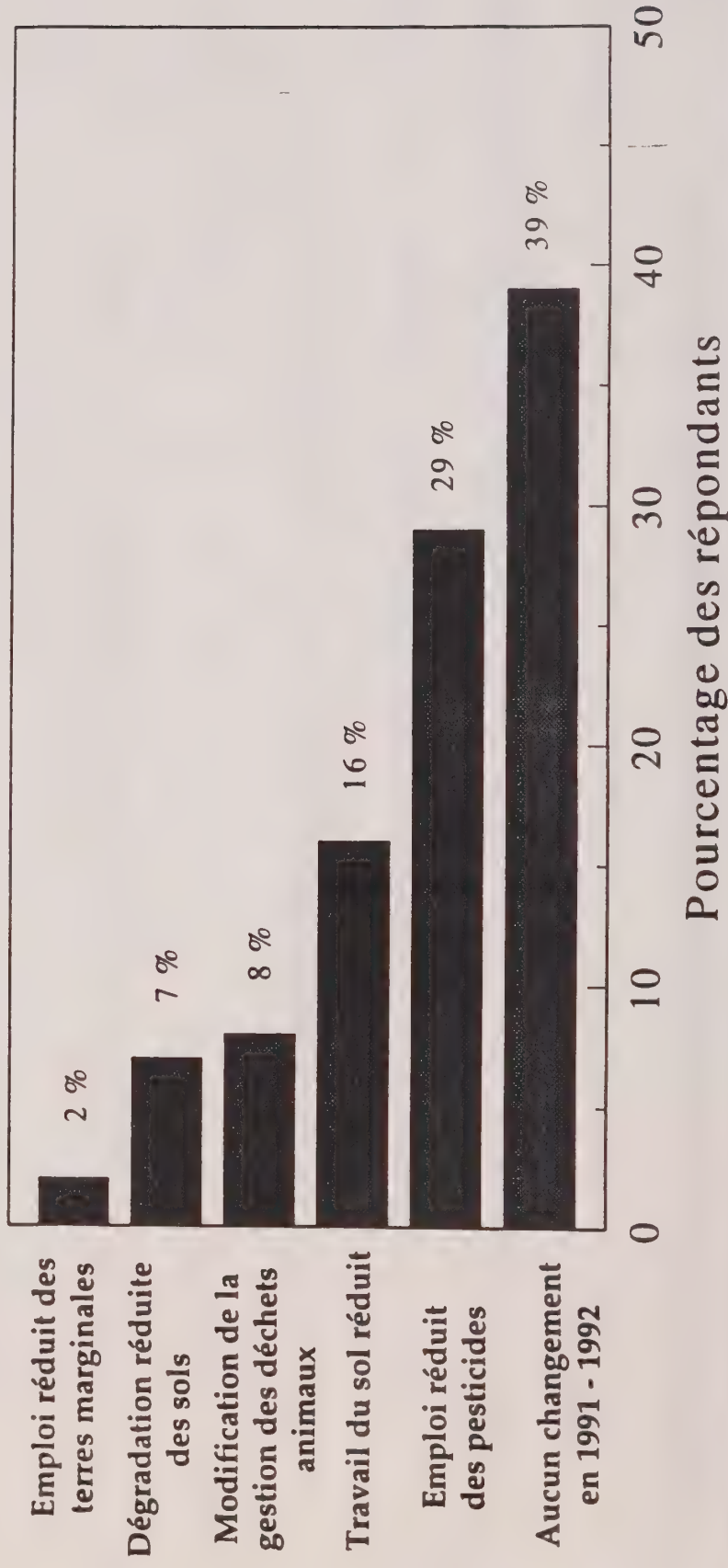
Renseignements supplémentaires

- Source des données : - Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1971-1991
- Ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA)

Performance:
Préservation des ressources
et de l'environnement

CERTAINS AGRICULTEURS CANADIENS S'ADAPTENT AUX PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES, MAIS ON POURRAIT FAIRE PLUS

Changements dans les pratiques agricoles par rapport à l'an passé (1991-1992)



CERTAINS AGRICULTEURS CANADIENS S'ADAPTENT AUX PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

- BON NOMBRE D'AGRICULTEURS ADOPTENT DES PRATIQUES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT.
- L'UTILISATION PLUS RATIONNELLE DES PESTICIDES ET L'ADOPTION DE MÉTHODES CULTURALES DE CONSERVATION DU SOL SONT LES CHANGEMENTS QU'ON OBSERVE LE PLUS COURAMMENT.
- TOUTEFOIS, 39 P. 100 DES AGRICULTEURS EN 1991-92 N'ONT PAS ADOPTÉ DE NOUVELLES PRATIQUES DE GESTION RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT OU N'ONT PAS FAIT TOUT CE QU'ILS POUVAIENT.
- IL Y A ENCORE BEAUCOUP DE PLACE À L'AMÉLIORATION.

Renseignements supplémentaires

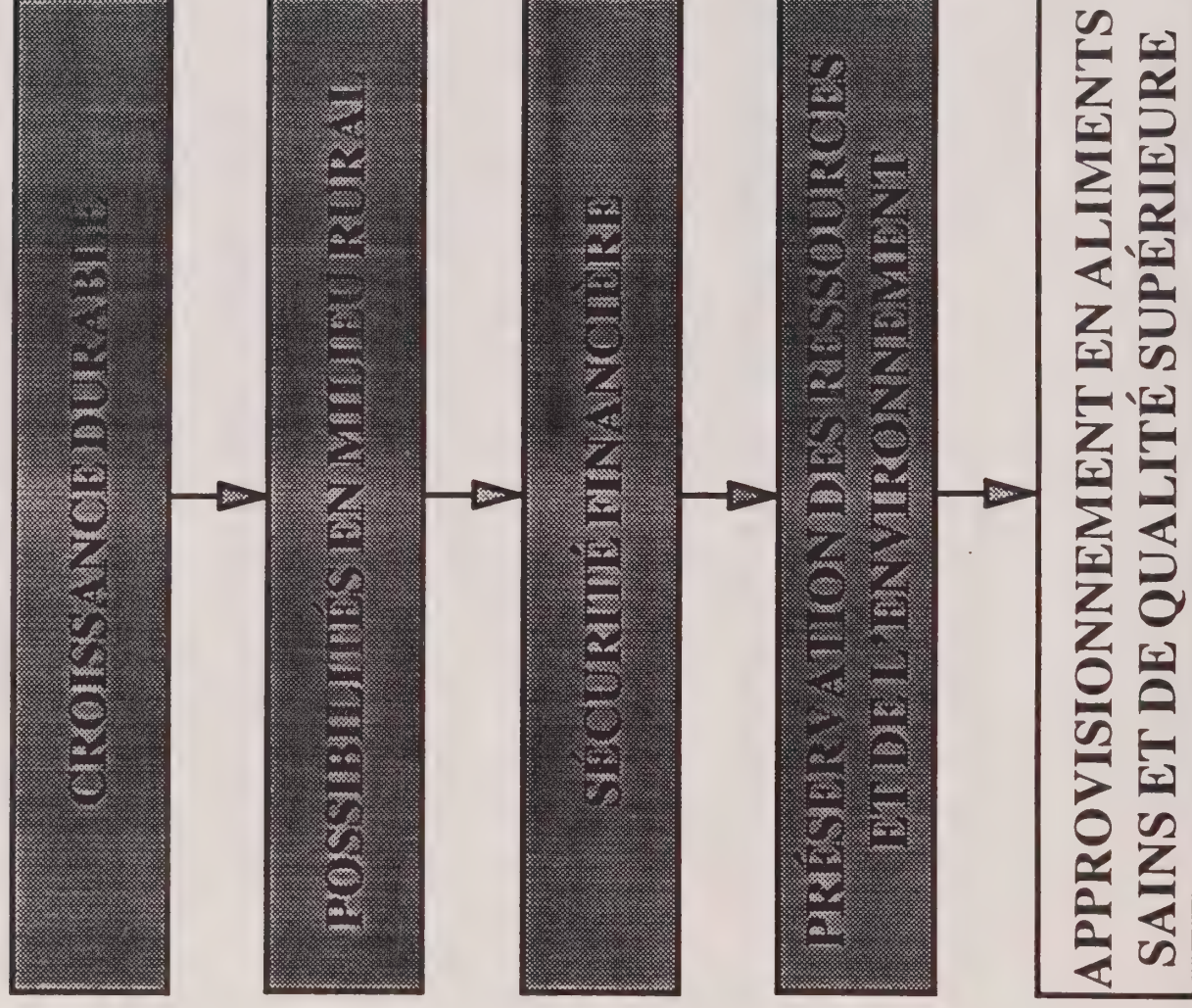
- Source des données : Enquête Angus Reid, 1992

CONCLUSIONS

PRÉSERVATION DES RESSOURCES ET DE L'ENVIRONNEMENT

- Le secteur est disposé à relever les défis environnementaux, mais il fera l'objet d'une plus grande surveillance
- Les programmes à venir doivent favoriser une saine gestion de l'éventail des ressources et cerner toute incidence négative du secteur agro-alimentaire sur les écosystèmes environnants (p. ex., la qualité du sol et de l'eau, la faune, etc.)

PERFORMANCE



QUALITÉ ET SALUBRITÉ DES ALIMENTS

« Par sécurité alimentaire, on entend la capacité d'un pays de produire pour ses habitants des aliments salubres et de grande qualité à un prix abordable... » (Programme agricole p.1)

★ L'excellence du Canada au chapitre de la salubrité et de la qualité des aliments est reconnue à l'échelle mondiale

★ Notre système alimentaire fournit et doit continuer à fournir des aliments sains et de grande qualité à un coût raisonnable

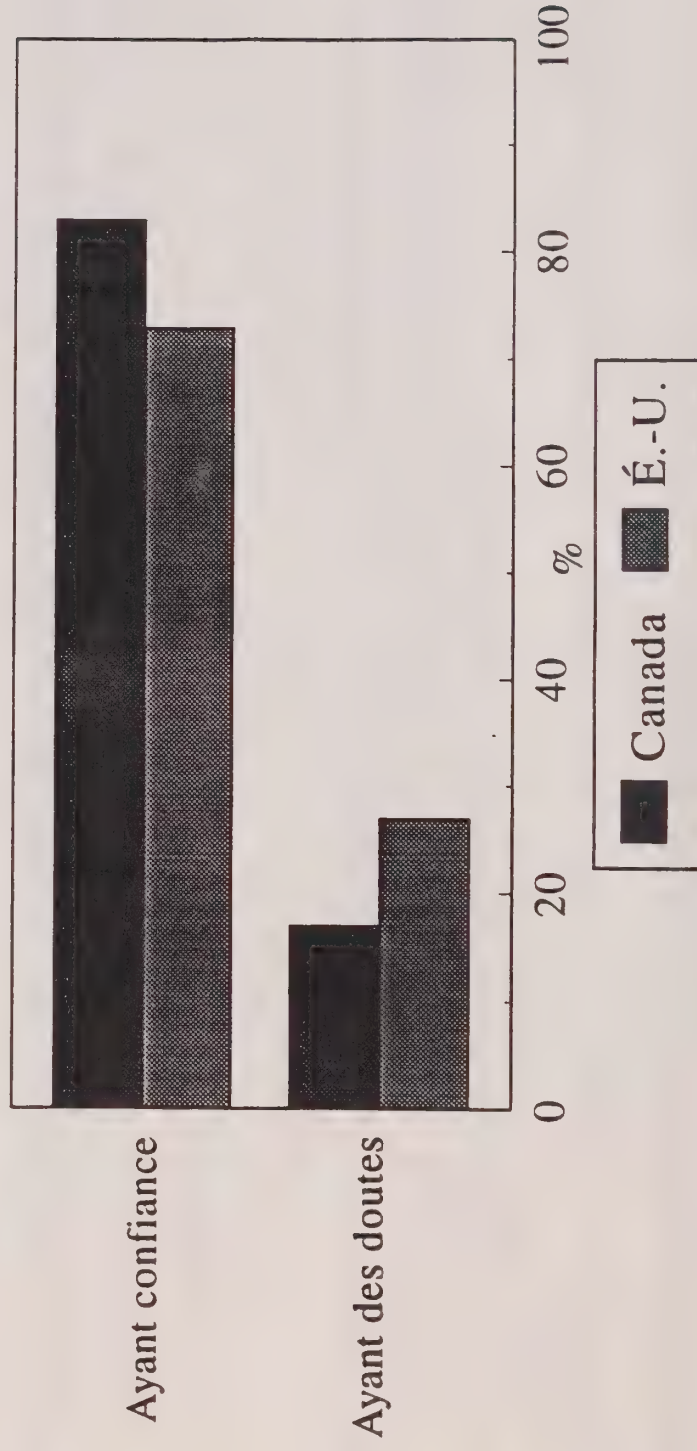
QUALITÉ ET SALUBRITÉ DES ALIMENTS

- LA SALUBRITÉ ET LA QUALITÉ DES ALIMENTS AU CANADA ONT TOUJOURS ÉTÉ ET CONTINUERONT D'ÊTRE UNE PRIORITÉ.
- LA FICHE DU CANADA EST EXCELLENTE ET DOIT ÊTRE MAINTENUE.
- LA RÉPUTATION DE SALUBRITÉ ET DE QUALITÉ DE NOS ALIMENTS EST BIEN ÉTABLIE ET REPRÉSENTE UN ATOUT IMPORTANT SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL.

Performance:
Qualité et salubrité
des aliments

LES CANADIENS ONT PLUS CONFIANCE QUE LES AMÉRICAINS DANS LA SALUBRITÉ DE LEURS ALIMENTS

Confiance dans la salubrité des aliments aux supermarchés



LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS EST PLUS FORTE AU CANADA QU' AUX ÉTATS-UNIS

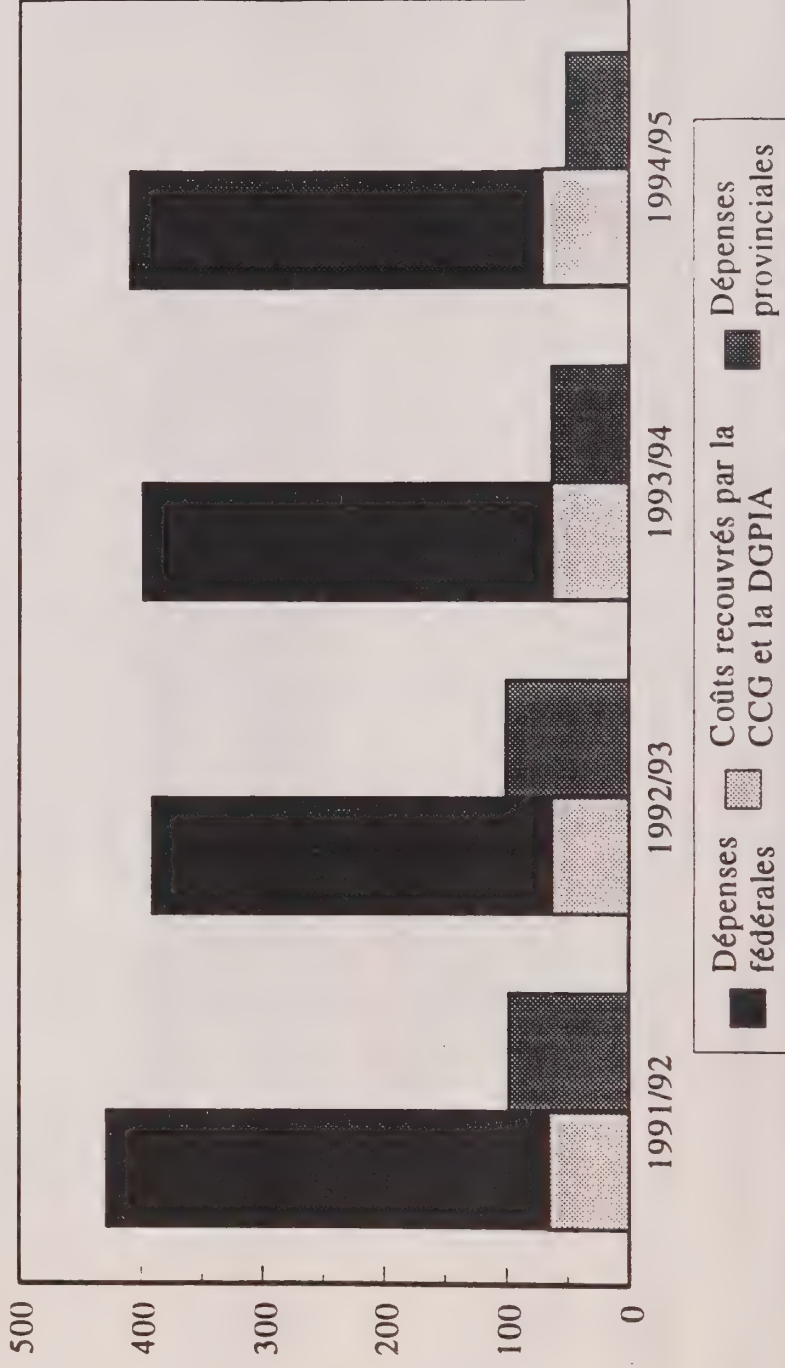
- LE DEGRÉ ÉLEVÉ DE CONFIANCE DES CONSOMMATEURS CANADIENS DANS LA SALUBRITÉ DE NOS ALIMENTS REFLÈTE NOTRE EXCELLENTE FICHE À CE CHAPITRE.
- DANS TOUS LES EFFORTS VISANT À AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR, JAMAIS LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS NE SERA COMPROMISE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Canadian Grocer, rapport à l'intention de la direction, 1993

ASSURER LA SALUBRITÉ ET LA QUALITÉ DES ALIMENTS OCCASIONNE D'IMPORTANTES DÉPENSES PUBLIQUES

Dépenses fédérales et provinciales consacrées à l'inspection et au contrôle des aliments
Millions \$



ASSURER LA SALUBRITÉ ET LA QUALITÉ DES ALIMENTS OCCASIONNE D'IMPORTANTES DÉPENSES PUBLIQUES

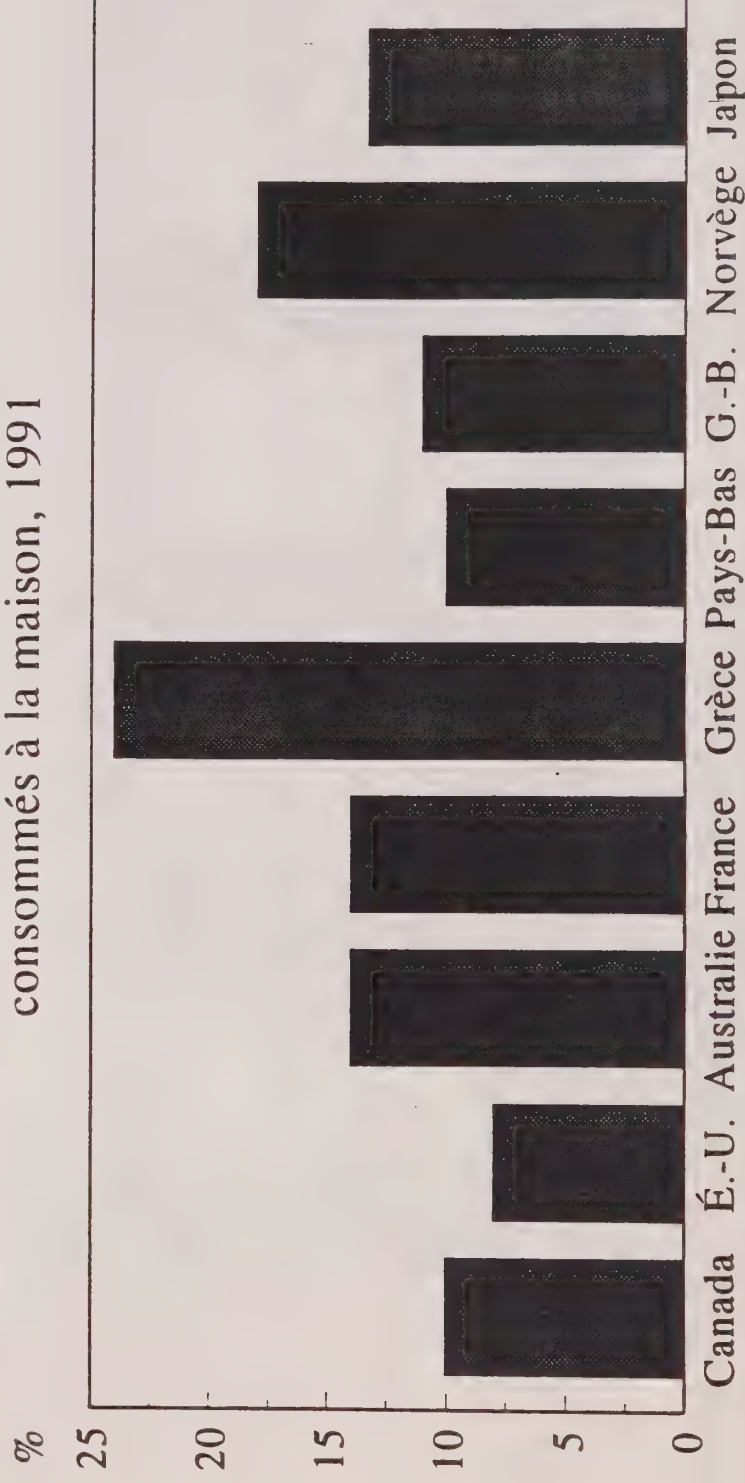
- LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX DÉPENSENT DES SOMMES CONSIDÉRABLES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LA QUALITÉ DES ALIMENTS. ILS ONT ÉTÉ APPELÉS À JOUER UN RÔLE FINANCIER IMPORTANT POUR MAINTENIR LA CONFIANCE DU PUBLIC DANS LA QUALITÉ ET LA SALUBRITÉ DES ALIMENTS ET NOTRE CAPACITÉ D'EXPORTER DES PRODUITS DE QUALITÉ RECONNUE. CELA A NÉCESSITÉ DES DÉPENSES SIGNIFICATIVES DU GOUVERNEMENT.
- LE NIVEAU DES SOMMES ALLOUÉES A ÉTÉ RELATIVEMENT STABLE ET DEVRAIT LE DEMEURER AVEC L'ADOPTION DE PRATIQUES DE GESTION DE LA QUALITÉ TOTALE.
- LA SALUBRITÉ ET LA QUALITÉ DES ALIMENTS PROFITENT À LA FOIS AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES PRIVÉES.
- NOTRE APPROVISIONNEMENT EN ALIMENTS D'EXCELLENTE QUALITÉ NE SOUFFRIRA D'AUCUN COMPROMIS, MAIS DES GAINS D'EFFICACITÉ SONT RÉALISABLES. LE RECOURVREMENT DES COÛTS, LÀ OÙ C'EST POSSIBLE, PEUT CONTRIBUER À ATTÉNUER LES CONTRAINTES FINANCIÈRES, À FAIRE ASSUMER LES COÛTS AUX SECTEURS D'ACTIVITÉ QUI BÉNÉFICIENT DU SYSTÈME ET À FOURNIR LES SERVICES ET LA QUALITÉ AU MOINDRE COÛT POSSIBLE.

Renseignements supplémentaires

- Source des données : Comptes publics fédéraux et provinciaux
- Les chiffres de 1993 et de 1994 sont tirés des documents fédéraux et provinciaux sur les budgets et les prévisions budgétaires.

LES CANADIENS ARRIVENT AU SECOND RANG POUR LA FAIBLE PROPORTION DE LEUR REVENU DISPONIBLE CONSACRÉE AUX ALIMENTS CONSOMMÉS À LA MAISON

Pourcentage du revenu disponible personnel consacré aux aliments
consommés à la maison, 1991



LE CANADA VIENT AU SECOND RANG POUR CE QUI EST DE LA PLUS FAIBLE PROPORTION DU REVENU DISPONIBLE CONSACRÉE AUX ALIMENTS CONSOMMÉS À LA MAISON

- LES CANADIENS CONSACRENT UNE FAIBLE PROPORTION DE LEUR REVENU AUX ALIMENTS PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS.
- EN 1992, LE REVENU DISPONIBLE PERSONNEL MOYEN S'EST ACCRU DE 1 P. 100 ALORS QUE LES VENTES D'ALIMENTS PAR HABITANT N'ONT PROGRESSÉ QUE DE 0,6 P. 100.
- LE REVENU DISPONIBLE PERSONNEL CONSACRÉ AUX ALIMENTS NE COMPREND PAS LA NOURRITURE CONSOMMÉE À L'EXTÉRIEUR DU DOMICILE.

Renseignements supplémentaires

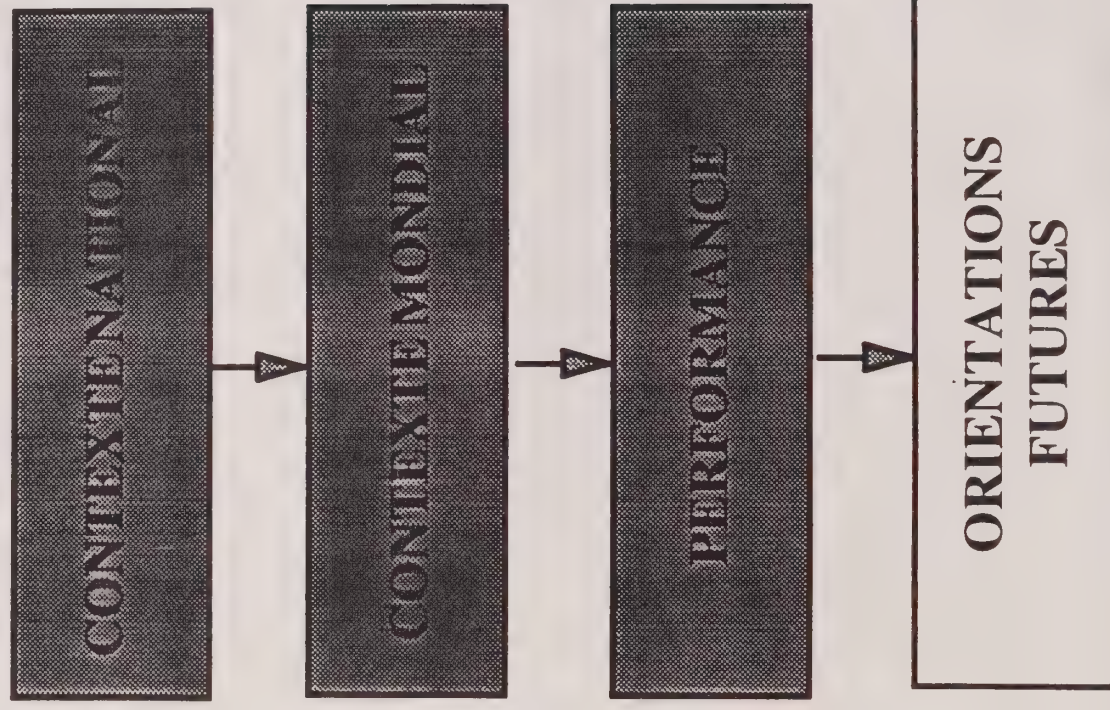
- Source des données : OCDE
- L'information préparée par Roger Sauvé du Saskatchewan Wheat Pool révèle que les Canadiens dépensent 30 % de leur budget alimentaire dans les restaurants, les hôtels et autres établissements. En comparaison, les consommateurs américains y dépensent 42 % de leur budget alimentaire.

CONCLUSION

QUALITÉ ET SALUBRITÉ DES ALIMENTS

- Les Canadiens jouissent maintenant et doivent pouvoir continuer de jouir d'aliments salubres et de qualité et ce, à un coût raisonnable
- Maintenir la salubrité et la qualité des aliments occasionne des dépenses publiques importantes, mais des avantages tant publics que privés en résultent

CHEMINEMENT DE LA PRÉSENTATION



ORIENTATIONS FUTURES

- LA PRÉSENTE SECTION DÉCRIT LES PRINCIPALES RÉFORMES DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES QU'IL FAUDRA PEUT-ÊTRE ENVISAGER POUR QUE LES SECTEURS AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE SOIENT EN MESURE DE MATÉRIALISER LA VISION.
- UN PLAN D'ACTION DONNE SUITE AUX THÈMES ET AUX OBJECTIFS DE CETTE VISION. IL COMPREND DES MESURES VISANT À :
 - SOUTENIR LA CROISSANCE
 - FAVORISER LA SÉCURITÉ
 - PARTAGER LES TÂCHES DE GESTION AVEC LES PROVINCES
 - COLLABORER AVEC LE SECTEUR

ORIENTATIONS FUTURES

QUE FERONS-NOUS DIFFÉRENNEMENT POUR RÉALISER UNE CROISSANCE DURABLE?

- **Renforcer le développement du commerce et des marchés**
- **Réformer la gestion de l'offre à l'intérieur d'un cadre de commercialisation ordonnée**
- **Réformer la LTGO et rajuster le système de transport et de commercialisation du grain**
- **Accroître la recherche dans le secteur privé et accélérer la commercialisation**
- **Mettre en place des instruments qui favorisent l'adaptation du secteur et le développement économique des collectivités rurales**

QUE FERONS-NOUS DIFFÉREMENT POUR AIDER À ASSURER LA SÉCURITÉ PENDANT LA CROISSANCE?

- Étendre le concept de stabilisation du revenu à l'ensemble de l'exploitation agricole
- Fournir des instruments qui favorisent la préservation des ressources et de l'environnement
- Mettre en place un système unique et intégré d'inspection des aliments afin de maintenir la salubrité et la qualité supérieure de nos aliments

Intensifier les efforts de développement du commerce et des marchés pour bénéficier du GATT et de l'ALENA et aider l'industrie à atteindre son objectif d'exportation - 20 milliards de dollars d'ici l'an 2000 - et à élargir sa part d'un marché intérieur de 80 milliards de dollars

- **lancer de grands projets de commercialisation pour aider l'industrie à atteindre son objectif d'exportation, soit :**
 - le Conseil canadien de commercialisation en agro-alimentaire, pour promouvoir les partenariats, la transformation à valeur ajoutée, la compétitivité ainsi que des politiques et des règlements qui tiennent compte de la réalité du marché
 - le Service du commerce agro-alimentaire, pour offrir un guichet unique aux marchés de commercialisation
 - Agro-alimentaire 2000, étendra et réorganisera les programmes fédéraux de soutien du développement des marchés d'exportation pour inclure les activités suivantes:
 - soutien aux nouveaux exportateurs vers l'Asie et la région du Pacifique
 - participation accrue dans les expositions commerciales
 - nombre accru de spécialistes agro-alimentaires canadiens dans les pays importateurs
 - formation donnée aux exportateurs
 - Info Agro-Export, pour fournir de l'information sur les marchés d'exportation
- **chercher activement à élargir l'accès aux marchés dans les négociations bilatérales et multilatérales**
- **coopérer avec les provinces pour réduire les obstacles au commerce interprovincial**

Réformer les systèmes de gestion de l'offre à l'intérieur d'un cadre de commercialisation ordonnée afin de générer la croissance des marchés intérieurs et d'exportation

● Le Groupe de travail sur la commercialisation ordonnée travaille avec les intéressés et les gouvernements à créer un consensus, fondé sur des objectifs fixés par les ministres fédéral et provinciaux:

- permettre aux participants qui oeuvrent efficacement dans le système d'obtenir un revenu équitable
- développer un secteur tout à fait sensible aux signaux du marché, de la production à la consommation
- améliorer la compétitivité
- prévoir l'enlèvement systématique des obstacles au progrès
- veiller à ce que tous les intéressés jouent un rôle approprié dans la prise de décision
- gérer équitablement le règlement des tensions régionales
- stimuler la croissance et l'investissement dans le secteur

● **Rendre compte aux ministres cet automne et le printemps prochain des changements aux systèmes de gestion de l'offre**

Réformer la LTGO et rajuster le système de transport et de commercialisation du grain

- les consultations finales auront lieu cet automne, de sorte qu'une décision devrait être prise au début de 1995 sur la réforme de la LTGO
- travailler avec l'industrie, y compris les producteurs, à mettre au point le meilleur système à long terme de transport et de commercialisation du grain
 - améliorer l'efficacité du transport et de la manutention des grains
 - maximiser l'efficacité du travail de commercialisation de la Commission canadienne du blé
- examiner les obstacles réglementaires et commerciaux au développement continu du secteur des grains dans l'est du Canada

Intensifier la recherche privée par le biais de projets conjoints et accélérer la mise en marché des résultats, dont les applications alimentaires et non alimentaires, et ce afin de favoriser la diversification et la croissance

- **en 1995 et au cours des années subséquentes, on investira toujours plus d'argent dans des projets de recherche co-financés**
- **trouver des façons d'augmenter le financement de capital de risque dans le dessein de combler l'écart entre l'étape de la recherche et celle de la commercialisation**
- **nous prévoyons, au début de 1995, instaurer une réglementation qui facilitera l'introduction de nouveaux produits issus de la biotechnologie, tout en assurant la salubrité, la pureté et l'efficacité des produits**

Instaurer des instruments qui favorisent l'adaptation du secteur et qui soutiennent le développement économique local, principalement au moyen de la transformation à valeur ajoutée et de la diversification

- **le Ministère continuera de forger des partenariats plus forts avec les provinces et les intervenants dans le but de:**

- répondre aux priorités régionales pour l'adaptation du secteur (selon les besoins régionaux, peut signifier de la formation en gestion agricole, l'introduction de nouvelles productions, animales ou végétales, de nouvelles méthodes de transformation, la commercialisation, la gestion du risque, le financement, les systèmes informatiques, la technologie, le changement de carrière)

- **faire en sorte que le Ministère et les organismes connexes (p. ex. Société du crédit agricole, Administration du rétablissement agricole des Prairies) puissent instaurer des projets clés qui aideront l'adaptation et le développement économique local**

- réunir du capital public et privé pour l'investir dans des activités rentables et dans la transformation à valeur ajoutée en milieu rural
- renforcer l'esprit d'entreprise et le développement des ressources humaines
- coopérer dans le développement et la diffusion d'infrastructures de soutien (autoroute électronique, approvisionnement en eau et systèmes d'égouts)
- promouvoir le développement économique qui s'accompagne de gains environnementaux (p. ex. le programme de couverture végétale permanente)

Progresser vers la stabilisation du revenu pour l'ensemble de l'exploitation agricole afin d'aider les producteurs à gérer les risques associés à la production et à l'état du marché, ceci dans le but d'atteindre la sécurité financière au moyen de la croissance

- un comité consultatif fera des recommandations aux ministres en décembre 1994 sur la forme et la portée de la nouvelle politique sur la stabilisation du revenu pour l'ensemble de l'exploitation agricole, politique qui se veut:

- compatible aux ententes commerciales (p. ex. GATT, ALENA)
- neutre par rapport au marché et à la production
- abordable
- viable sur le plan actuariel
- équitable
- conviviale
- sain sur le plan environnemental

- aider les producteurs à accroître leur propre sécurité au moyen d'instruments de gestion du risque (p. ex. la commercialisation du bétail)
- les nouveaux programmes devraient comprendre le concept du partage des coûts et des responsabilités entre le secteur et les gouvernements

Fournir des instruments en vue d'aider les secteurs de la production et de la transformation à intensifier leurs efforts pour qu'ils réalisent une croissance intégrée à la protection des ressources et de l'environnement pour le bien-être des générations actuelles et futures

- d'ici l'été 1995, on veut avoir une nouvelle stratégie environnementale, élaborée en collaboration avec d'autres ministères fédéraux, les provinces et le secteur agro-alimentaire, et dédiée au secteur de la production et de la transformation, ainsi que la mise sur pied de projets connexes pour aider l'industrie à:
 - gérer de façon durable les ressources naturelles dont elle dépend (p. ex. sols, eau)
 - cerner les répercussions négatives de ses pratiques sur les écosystèmes (p. ex. air, sols, eau, faune)
 - collaborer avec les autres partenaires pour trouver des solutions aux répercussions négatives de leurs activités (p. ex. pollution, utilisation des terres) sur le secteur agro-alimentaire
 - promouvoir l'adoption de techniques et de pratiques rentables
 - poursuivre la mise au point des indicateurs environnementaux pour informer la population et cibler les programmes
 - définir une approche de l'environnement et du commerce qui tienne compte de nos engagements internationaux concernant la biodiversité et les gaz à effet de serre

Progresser vers un système canadien, unique et intégré, d'inspection des aliments pour maintenir notre approvisionnement en aliments sains et d'excellente qualité

- au cours des trois prochaines années, s'orienter vers l'implantation, en collaboration avec d'autres organismes fédéraux et les provinces, d'un système nouveau et unifié d'inspection des aliments qui servira de cadre pour assurer notre approvisionnement en aliments sains et d'excellente qualité
 - un seul service fédéral d'inspection en agro-alimentaire
 - harmonisé partout au Canada avec des normes nationales
 - services d'inspection rationalisés
 - industrie responsable de la gestion de la qualité totale
 - recouvrement des coûts où les services rapportent des bénéfices privés
 - normes cohérentes pour les aliment canadiens et importés
- maintenir un service solide de quarantaine lié au système d'inspection
- adopter une nouvelle approche concernant la réglementation et la gestion des pesticides
- jouera un rôle déterminant dans l'établissement et l'application des normes internationales et des méthodes d'évaluation des risques, ainsi que dans la négociation des équivalences en matière de normes réglementaires, y compris les pesticides et les produits issus de la biotechnologie

QUE FERONS-NOUS DIFFÉREMMENT POUR PARTAGER EFFICACEMENT AVEC LES PROVINCES UN PROGRAMME D'ACTION AXÉ SUR LA CROISSANCE ET LA SÉCURITÉ?

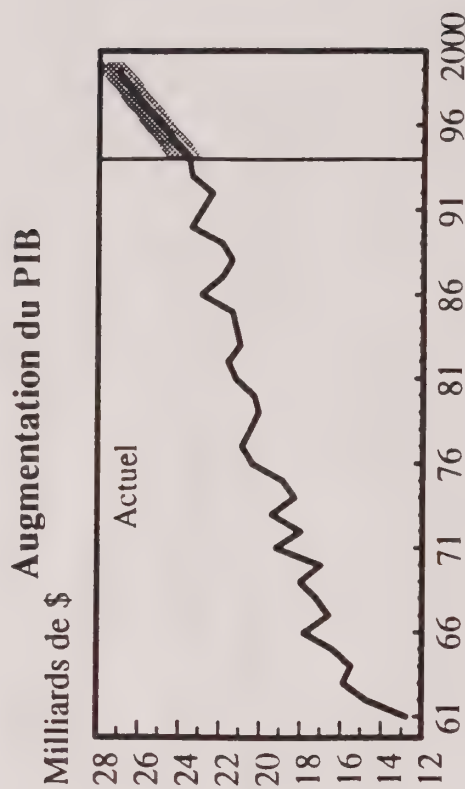
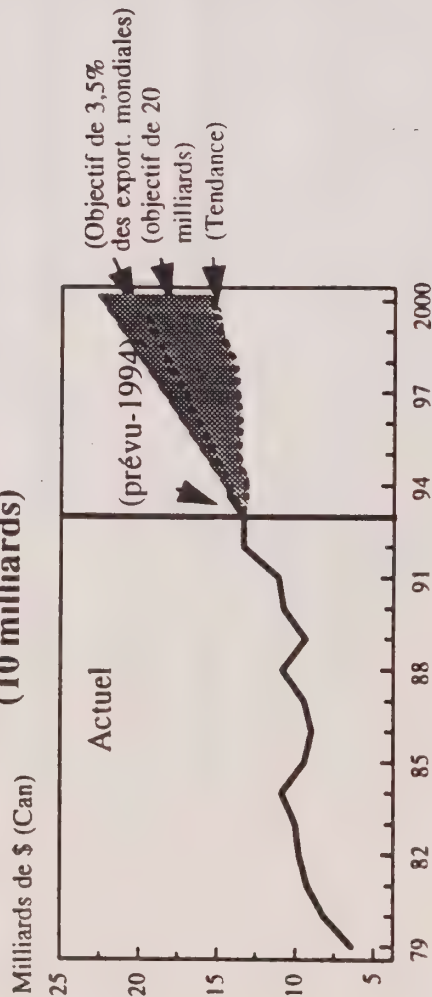
- harmoniser les programmes (p. ex. commercialisation, recherche, développement rural, adaptation du secteur, inspection des aliments)
- éliminer les chevauchements et les doublages de programmes et de réglementations
- travailler de concert avec le secteur afin d'établir les meilleurs projets de réforme sur la commercialisation ordonnée et le transport du grain, ainsi que pour trouver la meilleure façon de concrétiser notre objectif commun d'étendre la protection du revenu à l'ensemble des activités agricoles
- encourager une participation provinciale active dans le processus décisionnel en cours sur les questions touchant les programmes et les politiques agricoles et agro-alimentaires, et ce sur une base nationale et bilatérale

QUE FERONS-NOUS EN COLLABORATION AVEC LE SECTEUR POUR RÉALISER CETTE VISION?

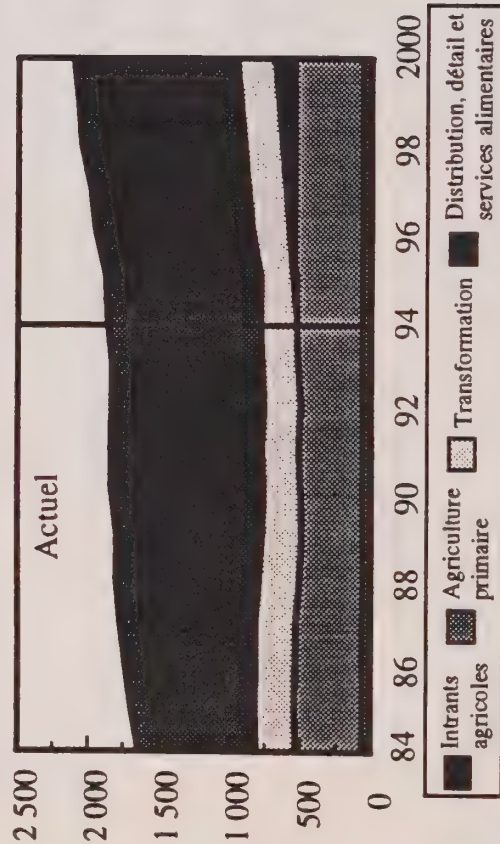
- **consulter sur tous les aspects, y compris sur les rôles respectifs, dans la poursuite de cette vision**
- **planifier et rencontrer tous les intervenants du secteur afin de promouvoir une approche concertée vis-à-vis les défis de l'industrie**
 - renforcer et nouer des alliances stratégiques, horizontales et verticales
 - trouver des moyens de régler les anciennes rivalités et d'éliminer la méfiance à l'intérieur du secteur (p. ex. la création du Conseil canadien de la commercialisation agro-alimentaire)
- **collaborer à la conception et à l'application de politiques et de programmes qui créent un équilibre acceptable entre la croissance et la sécurité dans un contexte de rareté des fonds fédéraux**

COMMENT SE TRADUIRA LA RÉALISATION DE L'OBJECTIF D'EXPORTATION EN L'AN 2000?

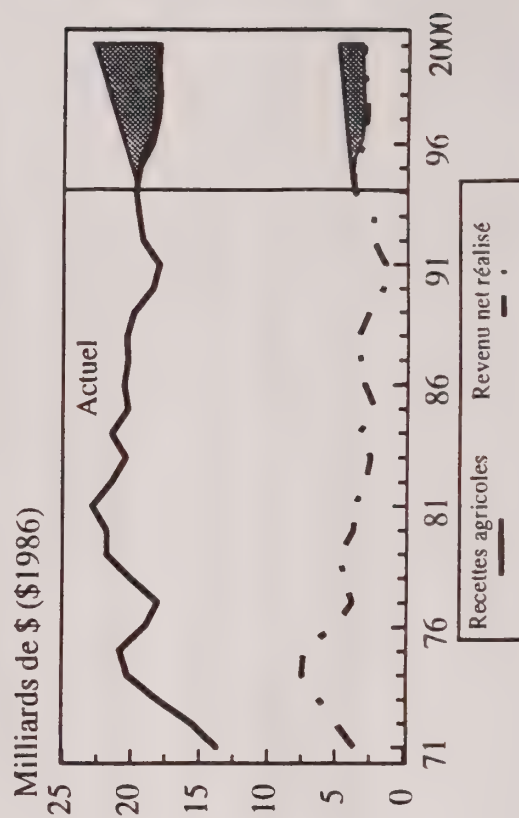
Augmentation des exportations
(10 milliards)



(000) Augmentation du nombre d'emplois



Augmentation des revenus à la ferme



Orientations futures 1994

QUE SIGNIFIERAIT LA RÉALISATION DE L'OBJECTIF D'EXPORTATION POUR L'AN 2000?

- LE FAIT D'AXER LES EFFORTS COLLECTIFS DU SECTEUR ET LA RÉFORME DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES SUR LA CROISSANCE DU COMMERCE PEUT AIDER LE SECTEUR À RÉALISER SON OBJECTIF D'EXPORTATION.
- LA RÉALISATION DE CET OBJECTIF NOUS AIDERAIT À ATTEINDRE BON NOMBRE DE NOS BUTS COMMUNS :
 - LES EXPORTATIONS AUGMENTERAIENT D'ENVIRON 10 MILLIARDS DE DOLLARS.
 - LA CONTRIBUTION DU SECTEUR AU PIB AUGMENTERAIT DE FAÇON SOUTENUE.
 - DE NOUVEAUX EMPLOIS SERAIENT CRÉÉS.
 - LA HAUSSE DU REVENU AGRICOLE ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE GÉNÉRÉE PAR UN SECTEUR PROSPÈRE GARANTIRAIENT LA SÉCURITÉ.
- L'INCIDENCE D'UNE HAUSSE DE 1 MILLIARD DE DOLLARS DES EXPORTATIONS AUX NIVEAUX DE LA PRODUCTION PRIMAIRE ET DE LA TRANSFORMATION POURRAIT SE TRADUIRE COMME SUIV (À TITRE D'EXEMPLE) EN SUPPOSANT QUE CETTE HAUSSE SE COMPOSE À 50 P. 100 DE PRODUITS PRIMAIRES ET À 50 P. 100 DE PRODUITS TRANSFORMÉS (LE RATIO ACTUEL EST DE 60:40) ET QUE 1 \$ DE PRODUIT PRIMAIRE GÉNÈRE 3 \$ DE PRODUIT TRANSFORMÉ :
 - LES EXPORTATIONS DE PRODUITS PRIMAIRES POURRAIENT AUGMENTER DE 6 P. 100 (+ 500 MILLIONS DE DOLLARS).
 - LES RECETTES TOTALES POURRAIENT AUGMENTER DE 3 P. 100 (+ 670 MILLIONS DE DOLLARS), SOIT L'ÉQUIVALENT DU REVENU TOTAL DE 6 700 AGRICULTEURS DONT LES VENTES MOYENNE TOTALISENT 100 000 \$.
 - LE REVENU AGRICOLE NET RÉALISÉ POURRAIT AUGMENTER DE 235 MILLIONS DE DOLLARS.
 - LES EXPORTATIONS DE PRODUITS TRANSFORMÉS POURRAIENT AUGMENTER DE 10 P. 100 (+ 500 MILLIONS DE DOLLARS), SOIT L'ÉQUIVALENT DE 2 500 EMPLOIS DIRECTS DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION ET DE 5 000 EMPLOIS INDIRECTS DANS D'AUTRES SECTEURS.

NOUS CONSULTONS SUR LA VISION EN UTILISANT DES PROCESSUS EXISTANTS

- **Commercialisation ordonnée** : mandaté en décembre 1993, il déposera son rapport aux ministres fédéraux et provinciaux cet automne et au printemps 1995.
- **Rurale / Adaptation** : discussion des nouvelles initiatives sur l'adaptation des régions rurales, mise en branle en janvier 1994.
- **Comité consultatif sur la protection du revenu** : mandaté en février 1994 afin d'élaborer un processus sur la protection globale du revenu agricole - se terminera à la fin de décembre 1994.
- **Recouvrement des coûts d'inspection** : les négociations ont commencé à la mi-mai et une entente est prévue cet automne.
- **Manutention et transport du grain** : processus établi en mai 1994 afin de répondre aux questions de manutention à court terme et aux modifications structurelles à long terme dans le secteur des grains.
- **Commission ruban bleu** : mandaté en septembre 1994, elle donnera son avis aux gouvernements du Canada et des États-Unis sur le marché des grains et les systèmes de soutien - le rapport final est prévu pour juillet 1995.
- **Réforme de la LTGO** : les consultations seront entamées en octobre 1994. Une décision sera prise au début de 1995.
- **Commercialisation du grain** : en octobre 1994, commenceront les consultations pour examiner les systèmes de commercialisation du grain, incluant la Commission canadienne du blé.

CONSULTATIONS SUR LA VISION

- LA CONSULTATION ET LA COLLABORATION SONT DES ÉTAPES CRITIQUES POUR LA RÉALISATION DE LA VISION DU SECTEUR AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE.
- LES CONSULTATIONS AURONT LIEU AU COURS DES RÉUNIONS RÉGULIÈRES DU SECTEUR ET DES COMITÉS SECTORIELS EXISTANTS.
- LES CONSULTATIONS COMPRENNENT :
 - GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COMMERCIALISATION ORDONNÉE, MANDATÉ EN DÉCEMBRE 1993, AFIN DE FOURNIR AUX MINISTRES UN PLAN D'ACTION ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA RÉFORME DU SYSTÈME QUI SERONT MIS EN VIGUEUR À L'AUTOMNE ET AU PRINTEMPS.
 - LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LA PROTECTION DU REVENU A ÉTÉ ÉTABLI EN FÉVRIER 1994 AFIN DE DONNER DES CONSEILS AUX MINISTRES SUR LA SÉCURITÉ GLOBALE DU REVENU AGRICOLE. IL REMETTRA SON RAPPORT À LA FIN DE L'AUTOMNE.
 - L'EXAMEN DU SYSTÈME DE TRANSPORT ET DE LA MANUTENTION DES GRAINS EST EN COURS DEPUIS LE MOIS DE MAI 1994; CET EXAMEN PORTE SUR LES QUESTIONS DE MANUTENTION À COURT TERME ET DES MODIFICATIONS STRUCTURELLES À LONG TERME POUR LE SECTEUR DES GRAINS.
 - LES CONSULTATIONS SUR LA RÉFORME DE LA LTGO COMMENCERONT CET AUTOMNE; UNE DÉCISION SERA PRISE AU DÉBUT DE 1995.
- DE PLUS, DÉPENDANT DE L'INTÉRÊT DES DIVERS SECTEURS, DES CONSULTATIONS CIBLÉES AURONT LIEU SUR LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET SUR L'UTILISATION INDUSTRIELLE DE PRODUITS.
- LE COMITÉ PERMANENT MIXTE PARLEMENTAIRE SUR L'AGRICULTURE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE AIDERA GRANDEMENT À LA RÉALISATION DE LA VISION.

UNE VISION

de la croissance grâce à la
sécurité

de la sécurité grâce à la
croissance

Créer un équilibre

CRÉER UN ÉQUILIBRE - CONCLUSION

- LA VISION EST UN CADRE QUI PEUT AIDER À JETER UNE BASE SOLIDE POUR L'AVENIR DU SECTEUR CANADIEN DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE.
- ELLE N'EST PAS ENCORE TOTALEMENT ENGLOBANTE NI DÉFINITIVE. C'EST UNE ESQUISSE À PARTIR DE LAQUELLE ON PEUT COMMENCER À DÉFINIR LE SCÉNARIO LE PLUS OPTIMISTE, UN PLAN QUI PERMETTRA AU SECTEUR DE DÉTERMINER OÙ IL VEUT ALLER ET QUELLES RÉFORMES STRATÉGIQUES IL EST NÉCESSAIRE D'ENTREPRENDRE POUR Y ARRIVER DANS LE PLUS GRAND CONSENSUS POSSIBLE.
- VOICI CE QUE LA VISION DEVRAIT NOUS PERMETTRE DE RÉALISER:
 - ORIENTATION FORTEMENT AXÉE SUR LES MARCHÉS ET UTILISATION JUDICIEUSE DES RARES DOLLARS D'IMPÔT
 - DIVERSIFICATION, INNOVATION ET VALORISATION
 - PROTECTION INTELLIGENTE DE NOS RESSOURCES NATURELLES
 - MISE EN VALEUR DE NOS RESSOURCES HUMAINES
 - ATTENTION AIGUË AU CANADA RURAL ET AUX COLLECTIVITÉS LOCALES
 - NORMES INTERNATIONALES ÉLEVÉES
 - UNE ATTITUDE CONCERTÉE PARTOUT AU CANADA

EN D'AUTRES MOTS:

UN SECTEUR CANADIEN DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE QUI MONTRE LA VOIE DANS LA RÉALISATION DE LA CROISSANCE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DE LA SÉCURITÉ

Document: 830-525/016

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE
OF MINISTERS AND DEPUTY MINISTERS OF AGRICULTURE**



Communiqué

Conference

**TORONTO, Ontario
December 19, 1994**

FEDERAL-PROVINCIAL COMMUNIQUÉ COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

FEDERAL, PROVINCIAL AND TERRITORIAL AGRICULTURE MINISTERS DISCUSS KEY PRIORITIES

TORONTO, Dec. 19, 1994 -- Federal, provincial and territorial agriculture and food ministers met today to discuss key issues facing the agri-food sector, notably farm safety nets and supply management.

The ministers received the final report from the National Safety Net Consultation Committee. Ministers built on recommendations of the committee to reach consensus on a farm income protection policy centred on three elements: crop insurance, a national whole farm income program, and specific companion programs.

Ministers set a target of Mar. 1, 1995, for officials to complete the details necessary for a multi-lateral memorandum of understanding on this policy based on a 60/40 federal/provincial cost-sharing arrangement and a monitoring and management process. Federal/provincial bilateral arrangements would then be immediately developed with each province.

The whole farm income program will be built upon the existing Net Income Stabilization Account (NISA). A number of changes will be reviewed with industry to make the program trade neutral and cost-effective. Beginning with the 1995 tax year, the level of support provided will be equivalent to the following percentages of eligible net sales: one per cent provincial, two per cent federal and three per cent producer. Comparable contribution rates under a "value added" approach will be two per cent, four per cent and six per cent.

Companion programs would provide support tailored at the provincial level to allow for flexibility to meet specific provincial circumstances and would be developed within the above framework.

Ministers also received the report of the Federal-Provincial Task Force on Orderly Marketing established to work with industry on the implementation of sustainable orderly marketing systems in Canada. Ministers reviewed recommendations from each of the sub-committees dealing with the dairy, chicken, egg and broiler hatching egg industries on industry-led changes that need to be made in each sector to ensure their readiness to operate under new trade rules by 1995. A separate report will be made in the spring by the Ad Hoc Review Committee on turkey.

Ministers underscored the need for industry-led change and tasked each industry to proceed immediately with detailed recommendations for their consideration over the next few months.

Ministers expressed great concern and frustration about the expected action by the U.S. against Canada's sugar and sugar-containing products industry. The provinces supported the federal government in continuing to take a strong position against these unfair actions.

All ministers underlined the impracticality of a special payment to the hog industry noting that ad-hoc payments led to trade difficulties and other problems in the safety net area in the past. Ministers stressed the need to move expeditiously and strengthen the overall farm safety net program as the solution for the future.

Ministers noted generally the strong performance in the agri-food sector. Highlighting this performance are agri-food exports expected to reach up to \$15 billion in 1994, an increase of 13% over last year -- a positive step towards the goal of \$20 billion in the year 2000 established by Ministers in July.

Ministers agreed to hold their annual meeting in Newfoundland in August.

For copies of the records of decisions, media may contact:

Nicole Martel
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa
(613) 995-5880

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DE L'AGRICULTURE**

Communiqué

Conférence

**TORONTO (Ontario)
Le 19 décembre 1994**

FEDERAL-PROVINCIAL COMMUNIQUÉ COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

LES MINISTRES FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX DE L'AGRICULTURE DISCUTENT DE GRANDES PRIORITÉS

TORONTO, le 19 décembre 1994 -- Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture et de l'Alimentation se sont rencontrés aujourd'hui pour discuter de grands dossiers du secteur agro-alimentaire, en particulier de la protection du revenu et de la gestion de l'offre.

Les ministres ont pris connaissance du rapport final déposé par le Comité consultatif national sur la protection du revenu. Ils ont accepté les recommandations pour parvenir à un consensus sur une politique de protection du revenu qui se concentre sur trois éléments : l'assurance-récolte, un programme national de protection du revenu fondé sur l'ensemble de l'exploitation et des programmes complémentaires spécifiques.

Ils ont donné à leurs hauts fonctionnaires jusqu'au 1^{er} mars 1995 pour réunir toutes les informations nécessaires à la signature d'un protocole d'entente multilatéral concernant cette politique. Le protocole comprendra une entente de partage des coûts fédéral-provincial à raison respectivement de 60 et 40 p. cent, ainsi que des processus de vérification et de gestion. Des ententes bilatérales fédérales-provinciales seront alors immédiatement élaborées avec chaque province.

Le programme de protection du revenu selon l'ensemble de l'exploitation sera conçu sur le modèle de l'actuel Compte de stabilisation du revenu net (CSRN). Un certain nombre de modifications feront l'objet de discussions avec le secteur afin d'assurer sa neutralité commerciale et son efficience au niveau des coûts. À partir de l'année financière 1995, le niveau de soutien accordé équivaudra aux pourcentages suivants des ventes nettes admissibles, soit un, deux et trois p. cent respectivement pour les provinces, le gouvernement fédéral et les producteurs. Des taux de contributions comparables seront établis à respectivement deux, quatre et six p. cent pour l'approche à valeur ajoutée.

Des programmes complémentaires fourniraient un soutien adapté au niveau provincial, offrant ainsi la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins spécifiques de chaque province; ils seront élaborés selon les modalités énoncées plus haut.

Les ministres ont de plus examiné le rapport du Groupe de travail fédéral-provincial sur la mise en marché ordonnée, qui a pour mandat de consulter le secteur sur la mise en place de systèmes de commercialisation ordonnée viables. Ils ont pris connaissance des recommandations formulées par chacun des sous-comités, soit celui du secteur laitier, du poulet, des oeufs d'incubation de poulet de chair et des oeufs, sur les changements que ces secteurs doivent effectuer afin d'être prêts à l'introduction en 1995 des nouvelles règles commerciales. Le Comité spéciale d'examen du secteur du dindon présentera son rapport au printemps.

Les ministres ont souligné l'importance des changements entrepris par le secteur agro-alimentaire et ont demandé à chacun des sous-comités de soumettre des recommandations détaillées qu'ils examineront au cours des prochains mois.

Les ministres ont exprimé leur inquiétude et leur frustration devant les mesures que les États-Unis entendent prendre contre le sucre et les produits contenant du sucre canadiens. Les provinces soutiennent le gouvernement fédéral, qui maintient sa position ferme contre ces mesures injustes.

Tous les ministres ont souligné combien il est difficile d'accorder un paiement spécial à l'industrie du porc, faisant remarquer que de tels paiements ont entraîné dans le passé des difficultés commerciales et autres problèmes en matière de protection du revenu. Les ministres considèrent que la consolidation rapide de l'ensemble des programmes de protection du revenu constitue une solution pour l'avenir.

Les ministres ont fait mention de l'excellente performance du secteur agro-alimentaire, notamment en ce qui a trait aux exportations, qui devraient atteindre jusqu'à 15 milliards de dollars en 1994, une hausse de 13 p. 100 par rapport à l'an dernier. Ils ont noté qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction vers l'objectif de 20 milliards de dollars en l'an 2000 qu'ils ont fixé en juillet dernier.

Par ailleurs, les ministres ont convenu de tenir leur prochaine rencontre annuelle en août prochain, à Terre-Neuve.

- 30 -

Pour obtenir des copies des rapports de décision, les médias peuvent s'adresser à :

Nicole Martel
Agriculture et Agro-alimentaire Canada
Ottawa
(613) 995-5880

